LES CHÈVRES DE JUDAS

LES CHÈVRES DE JUDAS

L'histoire choquante et inédite de l'infiltration et de la subversion du mouvement nationaliste américain

---

L'Ennemi intérieur

par
Michael Collins Piper

Traduit par
Valérie Devon

Didi18
Editions

Titre original : *The Judas Goats – The shocking story of the infiltration and subversion of the American nationalist movement – The Enemy Within* (2006)

Couverture réalisée par : Didi18edition
Composition et mise en page : Valérie Devon

Leschèvresdejudas©2025 Version française Valérie Devon
Imprimé et Publié par les Éditions Didi18

Tous les droits sont réservés. Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations dans une revue de livres ou un journal scientifique.

À Pierre Sidos, fondateur de l'Œuvre française,
au Dr Philippe Ploncard d'Assac
et à Jérôme Bourbon, éditeur de Rivarol,
pour leur intégrité, leur courage et leur détermination

Il s'agit d'une représentation grotesque mais exacte du vil, laid et brutal révolutionnaire bolchevique, Léon Trotski, dont les disciples intellectuels sont devenus l'élite dirigeante des cercles sionistes « néo-conservateurs » de l'Amérique d'aujourd'hui. La façon dont des éléments trotskistes « de gauche » ont accédé au pouvoir aux États-Unis en infiltrant « l'aile droite » – tout en travaillant à l'éviscération du nationalisme américain traditionnel – fait partie de l'étonnant panorama décrit dans *Les chèvres de Judas*.

Voici les chèvres de Judas...[1]

Les bipèdes sont bien pires que les quadrupèdes...

« Une chèvre de Judas est un terme utilisé pour décrire une chèvre dressée utilisée dans un abattoir et dans la garde d'animaux en général. La chèvre de Judas est dressée pour s'associer à des moutons ou à du bétail et les conduire vers une destination spécifique.

Dans les parcs à bestiaux, une chèvre de Judas conduira les moutons à l'abattoir, tout en épargnant sa propre vie. Les chèvres Judas sont également utilisées pour conduire d'autres animaux vers des enclos spécifiques et dans des camions. Le terme « chèvre de Judas » est dérivé d'une référence biblique à Judas Iscariote [qui a trahi Jésus-Christ devant les Pharisiens].

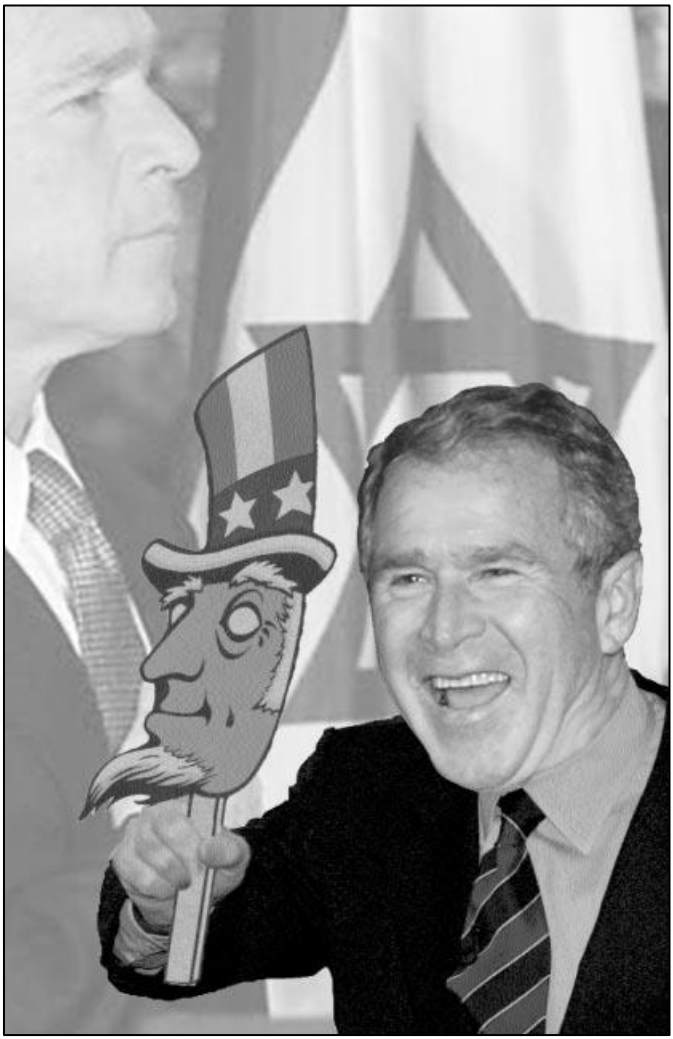
L'expression a également été utilisée pour décrire une chèvre utilisée pour trouver les chèvres sauvages qui doivent être éradiquées. La chèvre de Judas est équipée d'un émetteur, peinte en rouge, puis relâchée. La chèvre trouve alors les derniers troupeaux de chèvres sauvages, ce qui permet aux chasseurs de les exterminer. »

– Extrait de Wikipédia, l'encyclopédie Internet.

« Les agneaux sont conduits par une chèvre de Judas dans le couloir. Deux ouvriers se tiennent à l'extrémité et administrent aux animaux des décharges électriques suffisantes pour les mettre en état de mort cérébrale. En un instant, des pointes situées au niveau du cerveau des moutons et dans la toison, près de leur cœur, leur administrent une décharge électrique qui les fait s'effondrer, après quoi ils sont conduits vers les abattoirs. Les chèvres de Judas retournent ensuite dans les enclos, où elles rassemblent un autre lot de moutons. »

– Extrait de : *« A Slaughter House Tour »* sur karlschatz.com

[1] L'auteur, qui aime tous les animaux à quatre pattes, y compris les chèvres, s'excuse tout particulièrement auprès de ces derniers d'avoir utilisé ce terme approprié dans le titre de ce livre, qui se concentre sur les chèvres de Judas à deux pattes.



« L'ennemi déclaré [des USA] doit être considéré comme une Pandore dont la boîte est ouverte, et l'ennemi déguisé comme un serpent qui se faufile par ses ruses dans le Paradis. » – Président James Madison « Advice to My Country » (Conseils à mon pays)

DÉDICACE

À Leonard Joseph Snyder, Jr.

L'un des 3 000 Américains décédés le 11 septembre 2001, tous victimes en fin de compte d'intrigues sionistes qui n'avaient rien à voir avec les intérêts de l'Amérique. La version « officielle » de « ce qui s'est passé » ce jour-là est un gros mensonge. Jusqu'à la fin de ma vie (si Dieu le veut), je me battrai pour venger sa mort et faire comparaître les vrais responsables devant la justice.

À l'honorable Cynthia McKinney
Députée démocrate de Géorgie

Pour avoir osé s'exprimer et soulever des questions sur ce qui s'est réellement passé le 11 septembre et sur la dangereuse politique américaine à l'égard d'Israël et du monde arabe – une politique qui a valu à l'Amérique de nombreux ennemis dans le monde entier –, Cynthia McKinney a été chassée du Congrès américain en 2002.

Une chèvre de Judas – un ancien républicain, rien de moins – a été recrutée pour se présenter contre Mlle McKinney dans les primaires du parti démocrate. Des organisateurs du GOP se sont installés au sein du Parti démocrate pour aider la chèvre de Judas. Des tonnes d'argent sioniste ont afflué en Géorgie pour aider le challenger de Mlle McKinney. En fin de compte, Mlle McKinney a été battue.

Mais deux ans plus tard, Cynthia McKinney a fait son retour et elle siège aujourd'hui au Congrès des États-Unis – une voix qui défend des politiques saines et qui n'hésite pas à dire la vérité – et à l'heure où nous écrivons ces lignes, ils agissent à nouveau contre elle. Sa voix est celle de toutes les bonnes personnes. Mon Dieu faites qu'il y ait davantage de personnes comme Cynthia !

À l'honorable Jim Traficant
Ancien député démocrate de l'Ohio

À l'heure où ces lignes sont écrites, Jim se trouve en prison, poussé vers la sortie par des procureurs fédéraux corrompus pour des crimes qu'il n'a pas commis. Le seul crime de Jim a été de dire la vérité. Attaché à l'honnêteté, à l'intégrité et à la justice, Jim a payé un lourd tribut et n'a vu ni honnêteté, ni

intégrité, ni justice de la part des criminels qui l'ont placé là où il se trouve aujourd'hui. Véritable populiste, homme du peuple dans tous les sens du terme, Jim Traficant est une autre victime des chèvres de Judas – l'ennemi intérieur.

Et à ma défunte mère, Gloria J. Piper

– MICHAEL COLLINS PIPER

En voici quelques-unes parmi les plus connues en Amérique aujourd'hui, et il y en a beaucoup d'autres, qui sont des chèvres de Judas évidentes...

À l'instar des chèvres de Judas à quatre pattes qu'ils imitent (en échange de grands profits et d'une grande notoriété), la version ostensible-ment « humaine » des chèvres de Judas se présente sous toutes les formes et dans toutes les tailles.

Rush Limbaugh

Certaines sont imposantes et bruyantes, comme le roi de la bombastique de « droite », Rush Limbaugh, et son homologue de « gauche », Michael Moore.

Rush mène les conservateurs américains traditionnels – les pauvres petits agneaux – à l'abattoir depuis qu'il a surgi de nulle part pour devenir la voix la plus imposante, la plus bruyante et la plus grasse de la radio « conser-vatrice », avant de s'implanter à la télévision.

Michael Moore

Ceux qui appellent l'émission de Rush pour tenter d'aborder des sujets aussi tabous que le sionisme, le monopole monétaire de la Réserve fédérale ou des groupes de pouvoir mondiaux tels que la Commission trilatérale, le Conseil des relations étrangères ou les réunions de Bilderberg sont sûrs d'être raillés, calomniés ou chassés de l'antenne – si tant est qu'ils puissent passer à l'antenne en premier lieu.

Et bien qu'il considérerait sans aucun doute Rush Limbaugh comme appartenant à « l'autre camp », la vérité est que Michael Moore est tout autant une chèvre de Judas que Rush. Moore a sorti son désormais célèbre film *Fahrenheit 9-11* qui a ignoré toutes les questions très sérieuses concernant la ligne officielle du gouvernement sur ce qui s'est réellement passé en ce jour tragique du 11 septembre 2001 et a présenté au public une « histoire de couverture » bidon qui impliquait que la famille royale saoudienne était en fin de compte derrière

le 11 septembre, tordant et déformant des faits bien réels et détournant l'attention de l'endroit où se trouve les coupables ultimes de ce crime. Moore n'est pas seulement détestable, sa propagande et sa désinfor-mation le sont tout autant.

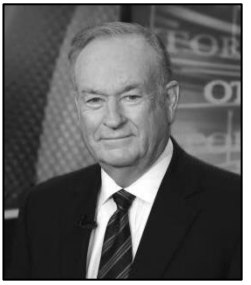
D'autres chèvres de Judas sont diaboliquement séduisantes, bien qu'un peu obéquieuses, notamment Sean Hannity, Laura Ingraham et Anne Coulter, dont les points de vue sur les questions reflètent ceux du grand et gros Rush. Ce sont tous des promoteurs éprouvés du sionisme international et de son programme mondial.

Sean Hannity

Laura Ingraham

Anne Coulter

Pour sa part, Hannity s'est un jour mis en quatre pour appeler personnellement le bureau national du journal *The Spotlight* afin de dire au rédacteur en chef, un compatriote irlandais, Vince Ryan, qu'il détestait absolument le journal nationaliste. Hannity a dit à Ryan : « Je suis un grand partisan d'Israël et je n'aime pas votre journal. Retirez-moi immédiatement de votre liste d'abonnés. »



Bill O'reilly

Hannity anime un talk-show quotidien sur 500 stations du réseau de radio ABC et une émission télévisée d'une heure sur Fox News, touchant des millions de personnes quatre heures par jour avec son message pro-sioniste. Il a en outre été récompensé par le *New York Times* pour deux best-sellers.

Laura Ingraham – peut-être en raison de son physique de belle blonde – fait couler beaucoup d'encre. Et son accession à la célébrité n'est peut-être pas une coïncidence, si l'on considère qu'elle a débuté comme avocate dans le puissant cabinet de Wall Street Skadden, Arps, dont l'un des associés principaux était Kenneth Bialkin, longtemps président de l'Anti-Defamation League du B'nai B'rith, l'une des principales forces du lobby israélien en Amérique.

Anne Coulter, à qui l'on a accordé l'honneur d'être une chroniqueuse syndiquée au niveau national, a quatre best-sellers du *New York Times* à son nom, ce qui prouve encore une fois que les écrivains dits « conservateurs » qui servent la cause sioniste n'ont aucun mal à faire publier leurs livres et à en assurer la promotion dans les principaux centres de distribution de livres.

Et puis il y a Bill O'Reilly – une autre « tête parlante » promue par Fox News du milliardaire sioniste Rupert Murdoch – dont le « O'Reilly Factor » est une émission de base pour beaucoup de bons patriotes américains qui ne savent pas qu'ils sont menés à l'abattoir par une chèvre de Judas.

O'Reilly a deux best-sellers du *New York Times* à son nom, ce qui prouve une fois de plus, comme nous l'avons déjà dit, que l'industrie de l'édition de l'establishment promouvra certainement des livres « conservateurs » s'ils suivent la ligne sioniste sur les questions qui comptent vraiment pour ceux qui règnent en maître en Amérique.

Il ne s'agit donc que d'une poignée de chèvres de Judas des temps modernes, du type le plus évident. Dans *Les chèvres de Judas – L'ennemi intérieur*, nous en rencontrerons beaucoup d'autres, y compris des types plus insidieux qui n'affichent pas de façon aussi flagrante leur loyauté envers le pouvoir en place.

Et il y en ***a*** beaucoup, beaucoup d'autres...

« Que faites-vous ici ? », s'interrogent mutuellement l'éléphant républicain et l'âne démocrate alors qu'ils arrivent à Wall Street pour collecter les contributions qui affluent des coffres des « Trusts » pour alimenter les fonds de campagne des deux grands partis politiques. Cette caricature classique de 1904 montre qu'au tournant du siècle, les intérêts financiers internationaux – en particulier les agents de la dynastie bancaire Rothschild basée en Europe – avaient déjà clairement pris le contrôle du processus politique et économique américain.

Les maîtres ont besoin de serfs

Les maîtres de la plantation mondiale ont besoin de serfs prêts à donner leurs premiers-nés pour des aventures militaires variées à l'étranger. Sinon, le nationalisme – qui est souvent une réponse à l'oppression, qu'elle soit perçue ou réelle – ne peut pas être supprimé. Et cela signifie que les marchés ne peuvent pas être exploités. Depuis la guerre du Vietnam, tout ne va pas pour le mieux dans la République.

Les gens ordinaires voient leurs revenus réels diminuer, tandis que Wall Street se réjouit des réductions d'effectifs dans les entreprises, qui font grimper les cours des actions. Ils disent en substance : « Perdre votre emploi est bon pour nous ».

Même les miliciens saluent aujourd'hui les manifestants anti-guerre des années soixante et regrettent de ne pas avoir écouté à l'époque.

En l'absence de « communistes » à se mettre sous la dent, certains de ceux qui soutenaient autrefois les intérêts mondiaux de Wall Street en faisant don de leur premier-né se décrivent aujourd'hui comme des patriotes et des populistes.

Nombre d'entre eux ont jeté un regard neuf sur la classe dirigeante internationale et ont ressuscité une longue mais difficile tradition de

nationalisme isolationniste et anti-establishment. Une grande partie de la pensée politique de ces nouveaux patriotes est immature et manque de recherche et d'érudition.

Malgré cela, elle décrit le monde mieux que ce qu'il reste de la Gauche, avec son insistance intéressée sur le multiculturalisme et le politiquement correct.

Les théories du complot colportées par les patriotes ont plus de sens objectif aujourd'hui que les raisons invoquées pour justifier notre engagement au Vietnam dans les années soixante.

– Daniel Brandt
NameBase Newsline
Juillet-Septembre 1995

L'objectif de ce livre…

Il y aura des gens qui liront ce livre et qui continueront à dire...

Eh bien, M. Piper, vous avez écrit un très bon livre et je pense que vous avez tout à fait raison au sujet de ces chèvres de Judas qui induisent en erreur de bons Américains patriotes.

Toutefois, à la page Untel, vous avez accusé Untel d'être une chèvre de Judas et je pense que vous avez tout à fait tort. C'est l'un de nos meilleurs patriotes. J'ai lu son essai dans le magazine Ceci-et-Cela et il a dit de très bonnes choses.

J'ai du mal à croire que si Untel était une chèvre de Judas, il aurait écrit des mots aussi merveilleux. Je veux dire, vraiment, je pense que vous vous trompez.

Ceux qui disent de telles choses sont des agneaux mûrs pour l'abattage.

Ce livre n'est pas un livre pour les faibles.

Si ce que vous êtes sur le point de lire vous perturbe et que vous êtes incapable de reconnaître que beaucoup de ceux que vous considérez comme vos amis et vos alliés sont en réalité des chèvres de Judas – l'ennemi intérieur – *alors ne poursuivez pas votre lecture*.

Ce livre s'adresse à ceux qui ont l'esprit ouvert, à ceux qui peuvent assimiler des concepts difficiles, à ceux qui sont capables de reconnaître que tout n'est pas ce qu'il semble être, à ceux qui sont prêts pour la grande bataille qui les attend.

Et, avec un peu de chance, quelques-unes de ces personnes qui, auparavant, auraient été enclines à se laisser tromper par les chèvres de Judas, finiront par se rendre compte de leur erreur... avant qu'il ne soit trop tard.

Une note très personnelle de l'auteur...

Il est difficile de l'admettre, mais j'ai échoué dans deux de mes projets les plus importants. Depuis l'école, j'ai prédit à maintes reprises qu'en raison de la politique biaisée des États-Unis au Moyen-Orient, qui favorise l'Israël impérial au détriment des États arabes et des Palestiniens assiégés, notre pays finirait par être victime d'un attentat terroriste. Le 11 septembre 2001, cela s'est finalement produit. J'avais travaillé sans relâche pour réformer la politique au Moyen-Orient, mais personne n'a tenu compte de mes avertissements et 3 000 Américains sont morts.

Pendant des années, je me suis également efforcé d'empêcher l'Amérique de s'engager dans une guerre insensée au Moyen-Orient au nom d'Israël. Je ne voyais aucun intérêt national à ce que nos enfants soient massacrés pour défendre ce pays. Pourtant, l'Amérique est aujourd'hui engagée en Irak et il est probable que nous enverrons nos garçons et nos filles se battre et mourir contre d'autres États arabes et contre la République islamique d'Iran. Donc, encore une fois, j'ai échoué.

Aujourd'hui, en raison du dégoût suscité par la politique américaine (reconnue comme étant dirigée par le puissant lobby sioniste), de plus en plus de personnes dans le monde se retournent contre l'Amérique. Pendant ce temps, nombre de mes compatriotes américains – en particulier les proches de nos soldats – se rendent compte que c'est l'influence sioniste qui a conduit à l'engagement des États-Unis en Irak.

Depuis des années, on craint qu'un soulèvement mondial contre le peuple juif ne se produise, et beaucoup ont mis en garde contre la montée d'un « nouvel antisémitisme ». Les Américains et les peuples du monde entier sont en colère contre le pouvoir des riches élites sionistes et leur volonté d'établir un imperium international en utilisant les ressources (et les vies) des États-Unis pour atteindre leur objectif. Il est donc possible qu'une rébellion anti-juive mondiale se produise.

Et si cela se produit, je veux que l'on se souvienne de moi comme du « Schindler américain » qui a sauvé les bons Juifs qui s'opposaient aux méfaits d'Israël et à toutes les intrigues sionistes. Et ces politiciens, journalistes, éducateurs et autres non-Juifs corrompus et vénaux qui ont soutenu Israël parce qu'ils ont été payés pour le faire, parce qu'on les a fait chanter ou parce que c'était un « bon plan de carrière », honteux, baisseront la tête.

Plutôt que de permettre aux Juifs de poursuivre leur dangereuse démarche raciste et suprémaciste en se qualifiant de « peuple élu de Dieu », les

Américains devraient se joindre à ceux d'entre nous qui ont œuvré à l'intégration du peuple juif dans la communauté des nations.

Brisons les reins du lobby sioniste. Changeons la politique américaine. J'espère réussir une seule fois, même si j'ai échoué par ailleurs ! Ce livre est une tentative de prévention des tragédies et je forme le vœu que toutes les bonnes personnes puissent tirer des enseignements des dangers très réels que représentent les Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur.

– MICHAEL COLLINS PIPER

LES CHÈVRES DE JUDAS – L'ENNEMI INTÉRIEUR

Le symbole occulte du Baphomet – une figure trop familière à tête de bouc souvent utilisée dans les rites sataniques – est également connu sous le nom de Chèvre de Judas. Ici, la chèvre de Judas est représentée comme une icône régnant sur une cérémonie d'initiation franc-maçonne du rite écossais du XIXe siècle qui semble déifier cette force maléfique.

CONTENU

Préface
Les forces subversives
Qui ont conduit l'Amérique là où elle se trouve aujourd'hui...
Page 31

Avant-propos
Le monde étrange des Chèvres de Judas
Page 34

Introduction
Le nationalisme : la vague de l'avenir
La cible privilégiée du sionisme et de l'internationalisme
Page 39

PARTIE UNE
Introduction :
Une histoire peu glorieuse et sordide
Page 52

Chapitre Un
Le retour de COINTELPRO
Page 53

Chapitre Deux
« L'opposition contrôlée »
Le modèle soviétique de « Trust » pour l'infiltration et la manipulation
Page 78

Chapitre Trois
J. Edgar Hoover, le FBI et l'ennemi intérieur
Page 82

Chapitre Quatre
John Roy Carlson
La première chèvre de Judas notoire du XXe siècle

Page 89

Chapitre Cinq
Le grand procès pour sédition de 1944 :
Les débuts de la collaboration entre l'ADL et le FBI...
Accuser les patriotes d'être des « traîtres »
Page 96

Chapitre Six
Walter Winchell et l'ennemi intérieur :
L'homme de paille des médias pour les intérêts sionistes et britanniques
Page 122

Chapitre Sept
La chèvre de Judas du Capitole :
Un espion sioniste au service des services secrets soviétiques
Page 130

Chapitre Huit
Le rôle secret de l'ADL dans la détermination des personnes embauchées par les agences fédérales américaines
Page 133

Chapitre Neuf
La Ligue anti-diffamation :
Agence d'espionnage basée aux États-Unis et lobby pour Israël
Page 137

Chapitre Dix
« Charmant, habile et intelligent »
Rencontres directes avec l'espion n°1 de l'ADL : Roy Bullock
Page 144

Chapitre Onze
Le scandale des espions de l'ADL
Page 155

PARTIE DEUX
Introduction :
L'intrigue de la guerre froide
Page 173

Chapitre Douze
La lutte peu comprise entre le communisme soviétique de l'ère stalinienne et le sionisme :
Page 174

Chapitre Treize
L'infiltration du KGB soviétique par les sionistes
et l'impact sur les services de renseignement américains :
La base secrète du néoconservatisme en Amérique
Page 185

Chapitre Quatorze
Le communisme trotskiste - aujourd'hui appelé « néoconservatisme »
Et l'histoire du sénateur Joseph R. McCarthy
Page 190

Chapitre Quinze
Le FBI et le Parti communiste américain :
La vérité sur la « menace » communiste
Page 204

Chapitre Seize
La guerre froide et les « néoconservateurs » trotskistes
L'avant-garde sioniste de l'ennemi intérieur
Page 209

PARTIE TROIS
Une introduction :
La montée des « conservateurs responsables »
(et de quelques conservateurs « irresponsables »)
Page 213

Chapitre Dix-Sept
La corruption de la cause nationaliste par les premiers sionistes
Page 216

Chapitre Dix-Huit
William F. Buckley, Jr.
Un « conservateur responsable » autoproclamé
Page 221

Chapitre Dix-Neuf
L'ennemi intérieur du Vatican :
Le rôle secret de Malachi Martin en tant que subversif
Page 225

Chapitre Vingt
Le racket de la collecte de fonds des « conservateurs » :
Le pillage des patriotes américains
au nom de l'ennemi intérieur
Page 230

Chapitre Vingt-et-Un
Manipulation de la cause « anticommuniste »
pour faire avancer l'agenda sioniste
Page 233

Chapitre Vingt-Deux
La société John Birch :
Une étude de cas de premier plan sur la chèvre de Judas
Page 238

Chapitre Vingt-Trois
L'ascension et la chute de *Human Events* :
Les « conservateurs responsables » autoproclamés
qui ont contribué à détruire le conservatisme traditionnel de l'Amérique
Page 246

PARTIE QUATRE
Introduction :
Le rôle central de la CIA
Travailler pour l'ennemi intérieur
Page 252

Chapitre Vingt-Quatre
Manipulation par les agences de renseignement
de la science du contrôle de l'esprit
et l'exploitation du phénomène sectaire :
Une tactique bien réelle de l'ennemi intérieur
Page 254

Chapitre Vingt-Cinq
Le chef de la secte coréenne Sun Myung Moon :
Homme de paille de l'Empire Rockefeller et
les bourses du réseau sioniste
Page 262

Chapitre Vingt-Six
Un grand média américain :
Un outil de propagande pour l'ennemi intérieur
Page 267

Chapitre Vingt-Sept
Drew Pearson et Jack Anderson
Les médias au service de la Ligue anti-diffamation :
Page 271

Chapitre Vingt-Huit
Un témoignage de première main qui fait froid dans le dos :
Comment l'ennemi intérieur recrute des personnalités de « droite »
pour des assassinats politiques
Page 275

Chapitre Vingt-Neuf
L'infiltration du mouvement anti-guerre du Vietnam par la CIA
Bill et Hillary Clinton et John Kerry
en tant que chèvres de Judas pour l'Ennemi intérieur
Page 278

Chapitre Trente
La solution était toute trouvée :

Comment les chèvres de Judas sionistes ont conduit le GOP à la défaite en 1940 et les démocrates à la défaite en 2004
Page 287

PARTIE CINQ
Introduction :
Deux grands noms, deux mauvais dossiers
Page 293

Chapitre Trente et Un
La triste histoire de Jesse Helms
Page 294

Chapitre Trente-Deux
Newt Gingrich : Une chèvre de Judas depuis le début :
Page 301

PARTIE SIX
Introduction :
Les événements explosifs de l'histoire récente
Page 307

Chapitre Trente-Trois
Le lien entre le FBI, l'ADL et le Mossad
Le premier attentat contre le World Trade Center :
Page 308

Chapitre Trente-Quatre
L'interaction entre le FBI et l'ADL et l'holocauste de Waco
Page 314

Chapitre Trente-Cinq
Andreas Strassmeir, Kirk Lyons
et une série sordide d'autres ennemis de l'intérieur
liés à l'attentat d'Oklahoma City
Page 319

Chapitre Trente-Six
Timothy McVeigh et l'ADL :

L'histoire inédite
Page 329

Chapitre Trente-Sept
La centrale de désinformation :
La propagande sioniste néoconservatrice
Concernant l'attentat à la bombe d'Oklahoma City
Page 334

Chapitre Trente-Huit
Que s'est-il réellement passé à Oklahoma City ?
Un scénario qui tient la route
Page 340

Chapitre Trente-Neuf
Justice talmudique...
Les méfaits criminels de Michael Chertoff
Tacticien en chef de la campagne sioniste
pour crucifier Jim Traficant et David Duke
Page 350

PARTIE SEPT
Une introduction :
Ce qui nous attend...
Page 360

Chapitre Quarante
Le phénomène Fox News :
Comment les ploutocrates sionistes ont créé un « média alternatif »
à la poubelle des médias libéraux établis en Amérique
Page 361

Chapitre Quarante-et-Un
L'agenda passé, présent et futur de l'Ennemi intérieur :
Déclarer que les patriotes américains sont le « véritable » ennemi intérieur
Page 367

Chapitre Quarante-Deux
La « police de la pensée » des temps modernes a conspiré
afin de censurer la critique d'Israël et du sionisme sur les campus :
Deux « conservateurs » au service de la cause sioniste
Page 374

Chapitre Quarante-Trois
La prise de contrôle et la manipulation par les sionistes
des forces de l'ordre locales en Amérique :
L'utilisation du pouvoir de la police pour abattre les patriotes
américains
Page 380

Chapitre Quarante-Quatre
« Si ça ressemble à un canard et que ça cancane comme un canard... »
Le nouveau « nationalisme favorable au sionisme » de Jared Taylor
Page 387

CONCLUSION
L'« israélisation » de l'Amérique
Page 392

UN DERNIER MOT...
Le nationalisme est la vague de l'avenir.
Et il n'y a aucun moyen de l'arrêter.
Page 411

À propos des sources
Page 417

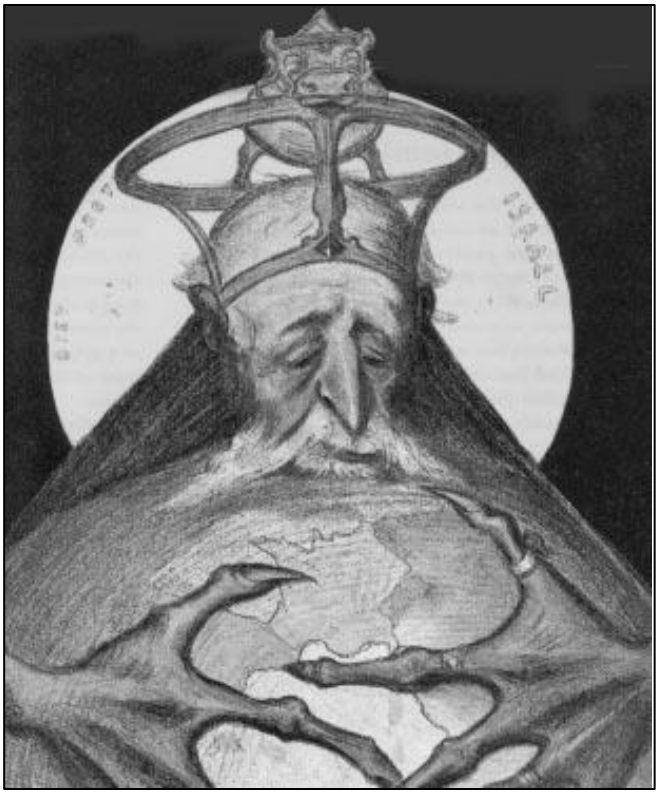
Remerciements
Page 419

À propos de l'auteur
Page 422

Cout d'État
Page 438

Section photos
Page 551

Une lettre de l'auteur
Page 569



Cette caricature française de 1898, qui représente Alphonse de Rothschild couronné comme un prédateur avide saisissant le globe dans ses griffes, illustre parfaitement la manière dont la dynastie bancaire Rothschild d'Europe a étendu son hégémonie impériale. En Amérique aujourd'hui, l'influence des Rothschild – bien que primordiale – est largement cachée, certaines familles et institutions financières « respectées » – qui ne sont pas toutes juives – agissant comme des « façades » des Rothschild. Les Américains (et les autres) qui osent défier l'empire Rothschild (et la cause sioniste) sont victimes de manœuvres frauduleuses, de boycott économique, de harcèlement, de persécution et même de poursuites pénales.

Lorsque les Rothschild ont reconnu les avantages d'un État juif stratégiquement placé (en Palestine) comme base pour les machinations mondiales, ils sont devenus les plus grands mécènes du sionisme. Aujourd'hui considéré comme le « père d'Israël », Edmond Rothschild est honoré sur la monnaie israélienne.

Une préface…

Le qui, le quoi, le quand, le où, le pourquoi – et le comment – des forces subversives qui ont amené l'Amérique là où elle est aujourd'hui...

On a dit que la défaite de Napoléon avait conduit à l'essor de la dynastie bancaire internationale de la maison Rothschild. On peut également dire à juste titre que la défaite de Hitler a conduit non seulement à la consolidation du pouvoir mondial de la maison Rothschild, mais aussi à la diminution correspondante du nationalisme, à l'exception notable du nationalisme juif – connu sous le nom de « sionisme » – qui a reçu sa plus forte impulsion dans les jours qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En fait, depuis la Seconde Guerre mondiale, le mouvement sioniste s'efforce avec ferveur d'éviscérer le mouvement nationaliste américain et les autres forces nationalistes du monde entier. La vérité est que, en Amérique au moins, depuis la moitié du XXe siècle, ceux qui se sont appelés « conservateurs » ont vu le mouvement conservateur (la base traditionnelle du nationalisme américain) infiltré et détruit de l'intérieur. Le processus a été long à se mettre en place, mais il a fini par aboutir, comme le montrent l'histoire récente et l'actualité.

Alors que de nombreux auteurs ont exploré en profondeur les tentacules de l'empire Rothschild qui encerclait la planète, créant des guerres, des ravages économiques et des révolutions (et en tirant profit), il n'y a jamais eu – jusqu'à présent – d'examen complet de la manière dont cette dynastie (et le mouvement sioniste qu'elle a nourri) a travaillé pour détruire les nationalistes américains qui se sont opposés à leur objectif ultime d'atteindre un imperium mondial – le fameux « Nouvel Ordre Mondial ».

Aujourd'hui, les « néo-conservateurs » autoproclamés – dont les dirigeants sont d'anciens communistes trotskistes qui ont adapté leur philosophie aux exigences de la propagande moderne – sont l'avant-garde du mouvement sioniste international qui domine les plus hautes sphères de l'élaboration des politiques aux États-Unis, la nation la plus puissante de la planète.

Ces forces sionistes maintiennent une mainmise sur le Parti républicain, grâce à leur influence au sein de l'administration de George W. Bush, qui les a amenées à des postes de direction, et grâce à leur domination des fondations, des groupes de réflexion et d'autres institutions orientées vers le GOP qui ont un impact sur la politique publique et les affaires du Parti républicain.

Bien entendu, pendant de nombreuses années avant la montée des « néoconservateurs » de l'ère Bush, le sionisme (et l'influence des Rothschild) était déjà bien ancré au sein du Parti démocrate, depuis le milieu du XIXe siècle, époque à laquelle August Belmont, agent des Rothschild, a occupé le poste de président national du Parti démocrate.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, conséquence directe de ce monopole impie, le sionisme international règne en maître au sein (ou plutôt au-dessus) des deux principaux partis politiques américains, sans parler de son emprise sur de très nombreuses autres entités politiques, journaux d'opinion, groupes de réflexion et autres forces dans l'arène publique.

Seule une petite poignée de personnes ose soulever des questions sur la domination du système américain par une force étrangère qui n'a aucune considération pour les intérêts américains.

Cependant, le processus d'infiltration et de destruction du mouvement « conservateur » – qui, historiquement, au moins jusqu'au milieu du XXe siècle, a été le fondement de l'opposition américaine aux intrigues de l'élite ploutocratique internationale – a impliqué bien plus que la corruption de la philosophie conservatrice.

En fait, ce scénario peu glorieux comprenait également l'utilisation d'agents provocateurs payés par le gouvernement américain, agissant de concert avec des infiltrés professionnels et des subversifs travaillant pour des agences de renseignement « indépendantes » (c'est-à-dire étrangères) opérant sur le sol américain.

Ce qui s'est effectivement produit, c'est un scénario classique de « mouvement en tenaille » qui a laissé le nationalisme américain traditionnel éventré et éviscéré, à peine plus qu'un vestige d'une philosophie qui a d'abord été énoncée par des géants américains tels que George Washington, Thomas Jefferson, Andrew Jackson et une foule d'autres qui ont suivi leurs traces.

Ce livre est la toute première étude de ce genre, qui fournit un cadre permettant de comprendre les tactiques des chèvres de Judas, ces ennemis de l'intérieur, et comment et pourquoi ils ont pu faire avancer le rêve sioniste de revendiquer la domination du système américain et d'en faire leur outil militaire et économique pour la conquête du monde.

Alors que le mouvement « conservateur » traditionnel a été subverti et transformé en une force internationaliste (par opposition au nationalisme), il y a toujours ces farouches nationalistes – y compris certains « progressistes » et « libéraux » – qui continuent à mener le bon combat. Ce volume est un manuel pour tous les vrais nationalistes qui veulent connaître les voies des « Chèvres de Judas » – « L'ennemi intérieur ».

En fin de compte, s'il y a une chose que ce livre devrait rendre absolument claire, c'est précisément ceci : les vieilles étiquettes de « gauche » et de « droite », de « libéral » et de « conservateur » doivent être abandonnées à jamais.

Ces étiquettes archaïques ne sont pas seulement source de division et d'ennuis, mais elles font partie intégrante d'un grand dessein visant à diviser le peuple américain – et les peuples du monde – et à garantir que le contrôle de notre Amérique – et des nations de cette planète – reste entre les mains d'une ploutocratie sioniste mondiale avide, cupide et intéressée.

Avant-propos...

Le monde étrange des Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur

Même de nombreux Américains politiquement avisés ne comprennent pas comment les agences de renseignement du gouvernement américain et les organisations d'espionnage privées qui leur sont alliées non seulement infiltrent des agents sous couverture dans des organisations « dissidentes » de gauche comme de droite, mais *créent* même des groupes « dissidents » afin de surveiller les dissidents. L'infiltration, la manipulation et la création pure et simple de mouvements politiques par le gouvernement américain ont une longue et sordide histoire, qui n'a pas commencé en Amérique.

En outre, dans un domaine quelque peu différent – bien que très lié – l'infiltration, la manipulation et la création pure et simple de mouvements politiques en Amérique par des forces politico-religieuses établies telles que le sionisme et ses alliés imbriqués dans le bolchevisme trotskiste ont joué un rôle significatif dans le façonnement des réalités mondiales modernes, en particulier dans le domaine de l'impact sur le système politique américain.

En fait, il n'est pas exagéré de dire que les éléments sionistes et trotskistes ont, à toutes fins utiles, sur une période de quelque cinquante ans, pris le contrôle de ce qui était autrefois l'élément populiste et nationaliste traditionnel, historiquement connu sous le nom de mouvement « conservateur » en Amérique.

Le plus souvent, comme nous le verrons, les éléments sionistes et trotskistes ont travaillé main dans la main avec les services fédéraux de renseignement et les forces de l'ordre dans le cadre d'un mouvement de « pince » visant à contenir les voix dissidentes en Amérique. Tout au long du XXe siècle, ces éléments subversifs ont infiltré les décideurs politiques, les services de renseignement et les forces de l'ordre américains et ont utilisé ces agences à leurs propres fins.

Ce volume est un vaste aperçu historique de ces efforts insidieux visant à contrôler et/ou à détruire les efforts politiques légitimes de la base américaine – en particulier au sein de ce que l'on pourrait vaguement décrire comme le

« mouvement nationaliste » – par l'utilisation de CHÈVRES DE JUDAS : faux leaders, faux prophètes, racketteurs avides et agents provocateurs ennemis, qui servent tous les intérêts de leurs manipulateurs en coulisses aux plus hauts niveaux de l'élite ploutocratique internationale.

En fin de compte, le rôle longtemps secret de forces de haut niveau manipulant les voix « dissidentes » est une histoire explosive que les coupables préféreraient ne pas raconter. Et c'est une histoire qui, franchement, est plutôt effrayante pour de nombreux Américains, en particulier à « droite », qui s'inquiètent depuis longtemps, à juste titre, de la possibilité d'infiltrations en leur sein. Nombreux sont les Américains qui ont passé plus d'une nuit blanche à se demander si l'homme sympathique qui assiste toujours aux réunions du groupe « patriote » local n'est pas en fait un informateur de l'ADL, du FBI ou même de la CIA. Comme nous le verrons, ces craintes sont fondées.

À la suite de l'attentat d'Oklahoma City, de plus en plus de gens ont pris conscience de l'existence d'agents gouvernementaux au sein de la « droite ». Par exemple, ceux qui ont enquêté sont pleinement convaincus que l'immigrant allemand Andreas Strassmeir était un agent infiltré opérant autour de Timothy McVeigh, le poseur de bombe condamné. Cela a également soulevé des questions quant à la raison pour laquelle l'avocat autoproclamé « nationaliste » Kirk Lyons a continué à défendre Strassmeir, ce qui a conduit de nombreuses personnes à conclure que Lyons était également une chèvre de Judas. (Nous examinerons les intrigues Strassmeir-Lyons dans ces pages).

Ce qu'il faut retenir, c'est que les chèvres de Judas, en tant que « couverture », disent et font souvent « ce qu'il faut » pour se faire des amis et influencer les gens. Les infiltrés et les informateurs ne sont pas nécessairement sur place dans le but de perturber une organisation. Parfois – le plus souvent – leur objectif est de découvrir ce que fait l'organisation, avec qui ses dirigeants sont en contact, de surveiller sa liste d'adresses et ses opérations internes. Parfois, les agents infiltrés parviennent à utiliser leur influence au sein de l'organisation A, par exemple, pour utiliser ses ressources afin de cibler ou de perturber l'organisation B.

Certains des meilleurs agents contribuent en fait beaucoup au travail de l'organisation infiltrée, en lui apportant des idées, des contributions et d'autres services. Après tout, quel meilleur moyen de s'insinuer dans une organisation ciblée que de l'aider réellement ?

Les infiltrés font et disent les « bonnes » choses : ils ne seraient pas de bons infiltrés s'ils ne le faisaient pas. Ils doivent se fondre dans la masse,

donner l'impression d'être « sur la même longueur d'onde » que les personnes qu'ils côtoient et de partager les mêmes croyances. La dernière chose qu'un infiltré souhaite faire est de donner l'impression d'aller à contre-courant ou de s'opposer au point de vue du groupe qu'il cible.

Parfois, les infiltrés vont même jusqu'à faire des efforts pour paraître « extrêmes » afin de convaincre leurs cibles de leur sincérité – et à l'occasion, les infiltrés vont trop loin, laissant entendre par inadvertance à leurs cibles que les choses ne sont peut-être pas ce qu'elles semblent être. Les infiltrés sont souvent de très bons et généreux contributeurs financiers réguliers aux organisations qu'ils ciblent, se rendant ainsi précieux (dans un sens très fondamental) pour l'organisation.

En fait, à l'époque des premières infiltrations du FBI dans le cadre de COINTELPRO, une vieille plaisanterie circulait selon laquelle les seuls membres du KKK qui payaient leurs cotisations à temps étaient les informateurs du FBI et de l'ADL à l'intérieur du Klan.

D'autre part, comme l'a révélé un jour le Dr Edward R. Fields, un vétéran du nationalisme américain, dans son journal populaire *The Thunderbolt*, lorsque le FBI disposait d'agents infiltrés au sein du KKK, il indiquait à ses informateurs que s'il leur était permis de faire des déclarations publiques anti-noires, ils devaient éviter de faire des remarques anti-juives, ce qui constitue une révélation intéressante.

Mais ne vous méprenez pas sur ce point important : bien que nous nous concentrions longuement sur les activités du FBI, de la CIA et de l'ADL en particulier (précisément parce que ces entités ont joué un rôle majeur dans le travail de l'ennemi intérieur), le problème de l'infiltration, de la manipulation et de la destruction des mouvements nationalistes et dissidents américains a des antécédents historiques et philosophiques profondément enracinés.

Enracinées dans les conflits byzantins entre les divers éléments qui ont promulgué les forces jumelles (bien que souvent contradictoires) du sionisme et du bolchevisme, en particulier sa marque trotskiste qui reste si influente aujourd'hui, certains diraient que ces forces maléfiques sont de nature satanique, à la racine même du mal dans notre monde d'aujourd'hui. En bref, des batailles anciennes (et pas si anciennes que cela), menées à l'origine sur un sol étranger, ont débouché sur le continent américain et sont aujourd'hui rejouées au sein (et autour) du mouvement nationaliste américain traditionnel.

Cela dit, il convient de noter qu'aux fins de l'étude panoramique que nous nous apprêtons à entreprendre, les chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur ne sont pas simplement les infiltrés et les informateurs d'un assortiment

d'agences de renseignement privées et publiques, mais aussi les médias (journaux et organismes de radiodiffusion).

L'ennemi intérieur infeste également les médias (journaux et organismes de radiodiffusion). Certains prétendus « journalistes » font le sale boulot de propagande pour l'ADL et d'autres blocs de pouvoir de haut niveau dans le monde d'aujourd'hui. Dans ces pages, nous ferons la connaissance de quelques auteurs achetés et payés qui ont fait une carrière lucrative en cherchant à perturber et à détruire les dissidents politiques en Amérique. Certains d'entre eux se sont fait passer pour des « conservateurs », d'autres non, mais tous ont une chose en commun : ils sont les hommes de paille des médias pour leurs commanditaires sionistes.

En outre, nous définissons également l'ennemi intérieur comme les forces idéologiques subversives qui ont corrompu, tordu et remodelé, à leurs propres fins insidieuses, le mouvement « conservateur » traditionnel aux États-Unis. Plus particulièrement, bien sûr, nous faisons référence aux dits « néo-conservateurs » d'aujourd'hui qui ne sont rien d'autre que des communistes trotskistes de l'ancienne école qui ont réoutillé et reconfiguré leur propre philosophie afin de l'adapter aux besoins de l'époque moderne.

En bref, le communisme trotskiste – le « néo-conservatisme » – est aujourd'hui le principal courant philosophique de la pensée sioniste mondiale, du moins certainement le plus influent, en raison de son pouvoir aux États-Unis aujourd'hui.

En gardant tout cela à l'esprit, entrons dans le monde étrange des Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur.

Le nationaliste juif pur et dur Vladimir « Ze'ev » Jabotinsky (1880-1940), souvent appelé « le fasciste juif », est vénéré par les « néoconservateurs » trotskistes qui constituent aujourd'hui les forces les plus importantes du sionisme mondial, exploitant la puissance militaire des États-Unis dans la quête d'un imperium planétaire : le nouvel ordre mondial. Dans les années 1920, Jabotinsky s'est imposé comme l'un des dirigeants sionistes les plus populaires et les plus influents ; il est aujourd'hui commémoré sur la monnaie israélienne (encadré). De nombreux jeunes diplômés des brigades militaristes Betar de Jabotinsky (ci-dessus) sont devenus membres du tristement célèbre Irgoun, qui a été le pionnier du terrorisme moderne en menant des attaques brutales contre les forces britanniques et les civils arabes en Palestine. Plus tard, l'Irgoun et ses alliés sont devenus le fondement de l'actuelle faction « de droite » du Likoud en Israël. Bien que les médias américains glorifient le nationalisme juif, toutes les autres formes de nationalisme sont vilipendées comme cause de guerre et d'oppression.

En guise d'introduction…

Le nationalisme : la vague de l'avenir
La cible privilégiée des forces mondiales du sionisme et de l'internationalisme

LES CHÈVRES DE JUDAS – L'ENNEMI INTÉRIEUR examine la manière dont les forces internationalistes se sont efforcées de prendre le contrôle et/ou de détruire les mouvements nationalistes légitimes, authentiques et traditionnels aux États-Unis au cours du XXe siècle. À ce titre, il semble approprié de commencer notre voyage dans ce monde souterrain d'espions et de subversion en définissant d'abord précisément ce qui constitue le « nationalisme » au sens américain du terme.

Le nationalisme – dans ses diverses incarnations au cours de l'histoire et à travers le monde – a toujours été et sera certainement toujours un facteur prééminent pour dicter le cours de l'orientation de l'humanité. Le nationalisme et la force contraire de l'internationalisme forment ensemble l'axe autour duquel tournent les événements de notre monde d'aujourd'hui. Il n'y a pratiquement pas de conflit, où que ce soit sur la planète, qui ne soit pas lié à la lutte entre le nationalisme et l'internationalisme. Qu'est-ce donc que le nationalisme ?

Rien qu'en Amérique, le mot « nationalisme » a des significations très diverses, y compris pour ceux qui se considèrent comme des nationalistes ou qui se classent dans le « mouvement nationaliste ».

Le « mouvement nationaliste » américain a toujours connu des querelles internes, parfois si disjointes sur le plan philosophique qu'il est presque faux d'oser qualifier le phénomène de « nationaliste » ou de « mouvement » tout court.

De nombreux républicains classiques (bien que naïfs), les « rock-ribbed Republicans » (intransigeants, résolus), se qualifieraient de nationalistes – même si c'est de manière inappropriée –, vénérant la doctrine du « Big Stick », [ou diplomatie au gourdin – NdT] de Theodore Roosevelt [TR – NdT], se délectant de l'idée que l'Oncle Sam devrait faire sentir sa présence et sa puissance militaire considérable dans le monde entier – que l'Amérique ait raison ou non. Pour ces gens-là, c'est du « nationalisme » – mais, bien sûr, ce

n'en est pas, bien que les « néo-conservateurs » d'aujourd'hui, qui se délectent à l'idée d'utiliser l'Amérique pour faire avancer l'agenda sioniste mondial, aient été tout à fait prêts à exploiter « TR » comme s'il s'agissait presque de l'un d'entre eux.

Contrairement à ces « néo-conservateurs », il y a beaucoup d'autres Américains – qui sont vraiment des nationalistes au sens classique du terme – qui remettent en question l'idée même que les États-Unis devraient agir en tant que gendarme du monde, éteignant des conflits mineurs et faisant avancer un rêve indéfini de « démocratie », qui est maintenant devenu le cri de ralliement des intrigants néo-conservateurs (c'est-à-dire sionistes-trotskistes).

En fait, les véritables nationalistes américains, par opposition aux « néocons » (qui sont véritablement des « cons » [« escrocs » – NdT] dans tous les sens du terme), sont les héritiers modernes d'une philosophie américaine traditionnelle (et, ironiquement, largement basée sur le Parti républicain) annoncée par feu le sénateur Arthur Vandenberg (R-Mich. – Républicain du Michigan) lorsqu'il a affirmé : « Le nationalisme – et non l'internationalisme – est le rempart indispensable de l'indépendance américaine ».

Dans son ouvrage, aujourd'hui oublié, mais toujours d'actualité, *The Trail of a Tradition* (G.P. Putnam's Sons, New York, 1926), Vandenberg a cherché à définir la tradition nationaliste américaine dans le contexte de l'engagement des États-Unis dans le monde entier, depuis l'époque de nos Pères fondateurs jusqu'à l'ère de Woodrow Wilson et la tentative d'imposer un régime mondial par le biais de la Société des Nations, qui n'a pas fonctionné.

En fin de compte, bien sûr, Vandenberg lui-même a subi une transformation remarquable – en grande partie, semble-t-il, parce qu'il a été victime de chantage et autrement « influencé » par des agents de renseignement britanniques – et a basculé dans le camp internationaliste, se faisant l'avocat déclaré d'une participation sans entrave des États-Unis aux affaires mondiales. Cependant, dans les premières années de sa vie, Vandenberg faisait partie de ce que l'on pourrait appeler à juste titre le véritable camp « nationaliste », qui occupait une grande partie du territoire dans le domaine de la pensée politique américaine.

Le conflit entre le vrai nationalisme et la perversion internationaliste et impériale du « nationalisme » est un autre domaine où les « nationalistes » qui se décrivent comme tels semblent se séparer. Le libre-échange contre le protectionnisme (tel qu'il est préconisé par les nationalistes traditionnels)

présente un dilemme très réel pour les « conservateurs » autoproclamés dans les rangs du Parti républicain, par exemple, qui, d'une part, se considèrent comme des « nationalistes » et se disent pour l'Amérique d'abord, mais qui, sur l'autel du libre-échange, s'efforcent en fait de sacrifier la souveraineté américaine aux organisations commerciales multinationales et aux conglomérats financiers mondiaux. Il existe donc une divergence fondamentale entre le libre-échange et la souveraineté nationale.

Le fait est que le libre-échange a des liens historiques non seulement avec l'impérialisme britannique et le super-capitalisme mondial, mais aussi avec la grande bête noire des conservateurs américains : le communisme lui-même. En 1848, Karl Marx, le père du communisme, prônait le libre-échange car, disait-il, « il brise les anciennes nationalités et porte les antagonismes du prolétariat [travailleurs] et de la bourgeoisie [petits entrepreneurs] à leur paroxysme ».

Selon Marx, « le système de libre-échange accélère la révolution sociale ». En bref, les conservateurs d'aujourd'hui qui soutiennent le libre-échange soutiennent en fait un principe central du marxisme. Alors, ces « conservateurs » sont-ils vraiment « nationalistes » au sens classique du terme ? Il semble que non.

Ce qui nous amène à la définition du nationalisme...

Le mot « nationalisme » – et la connaissance générale de l'histoire qui entoure le concept de nationalisme – suscite des images négatives dans l'esprit des personnes – en grande partie des personnes instruites, en grande partie des personnes politisées – qui se donnent la peine de réfléchir au sujet.

Pour l'étudiant moyen (au niveau du lycée ou de l'université) qui consacre peu de son énergie académique aux domaines de l'histoire ou de la science politique – l'aspirant scientifique, architecte ou comptable tout à fait sensé qui n'a aucun désir de se lancer dans des activités politiques – le mot « nationalisme » peut même évoquer la définition absolue et globale du mal telle qu'elle est perçue par la société et la culture d'aujourd'hui et répétée à l'infini dans les médias de masse :

> NATIONALISME : Adolf Hitler, le Troisième Reich, le militarisme allemand, les camps de concentration, six millions de Juifs innocents - peut-être sept ou huit millions, voire onze millions – conduits vers les chambres à gaz, puis incinérés dans des fours à gaz. N'oublions pas non plus les pilotes de chasse japonais kamikazes et Tojo.

Tiré d'une bande dessinée ou d'un drame hollywoodien, ce texte résume la perception courante – en fait, la définition plus ou moins « officielle » – de ce qu'est le « nationalisme ».

Et ce n'est pas un hasard. L'écriture de l'histoire populaire et académique ainsi que l'autorité et le pouvoir de définir ce qu'est le « nationalisme » ont été cooptés et ont depuis été dominés – au moins tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, et dans le monde anglo-américain en particulier – par des personnes et des institutions nettement hostiles au nationalisme dans toutes ses variétés et sous toutes ses formes.

Il s'agit d'une conséquence directe de la concentration croissante de la propriété des médias entre les mains d'une élite – des familles et des groupes financiers étroitement liés – qui bénéficient des politiques internationalistes. Il ne s'agit en aucun cas d'une « théorie du complot ». Le professeur Ben Bagdikian, éminent critique des médias, résume bien la situation dans son livre *The Media Monopoly* (Le monopole des médias) :

> Les seigneurs [des médias] du village planétaire ont leur propre programme politique. Ensemble, ils exercent un pouvoir d'homogénéisation sur les idées, la culture et le commerce qui affecte des populations plus nombreuses que jamais dans l'histoire. Ni César, ni Hitler, ni Franklin Roosevelt, ni aucun pape n'a eu autant de pouvoir pour façonner les informations dont dépendent tant de gens pour prendre des décisions sur tous les sujets, qu'il s'agisse de savoir pour qui voter ou quoi manger...
>
> Le pouvoir monopolistique domine de nombreuses autres industries et la plupart d'entre elles bénéficient d'un traitement spécial de la part du gouvernement. Mais les géants des médias ont deux avantages énormes : ils contrôlent l'image publique des dirigeants nationaux qui, en conséquence, craignent et favorisent les programmes politiques des magnats des médias ; et ils contrôlent les informations et les divertissements qui contribuent à établir les attitudes sociales, politiques et culturelles de populations de plus en plus larges…

Aujourd'hui, dans le sillage de ce phénomène très regrettable – cette monopolisation du pouvoir d'éduquer et d'informer – la nature et la substance réelles de ce qui constitue véritablement le « nationalisme » ont été déformées. Ainsi, les efforts modernes pour comprendre, définir et faire avancer la cause du nationalisme ont été relégués à ce que les maîtres des médias appellent vaguement « the fringe » [la marge – NdT].

Au milieu du XXe siècle, le seul effort indépendant notable pour définir le nationalisme – du moins dans le contexte historique américain – a été le fait

d'un certain Willis A. Carto, fondateur, né dans l'Indiana, d'une institution basée à Washington connue sous le nom de Liberty Lobby, éditeur du journal hebdomadaire national *The Spotlight*, qui jouissait d'une grande audience.

Bien qu'il ait été acculé à la faillite et détruit en 2001 par un procès à motivation politique confirmé par un juge fédéral, *The Spotlight* s'est révélé, à son apogée, comme la voix peut-être la plus importante et la plus efficace du nationalisme américain traditionnel – précisément la raison pour laquelle le journal franc-tireur a été ciblé aux fins d'éviscération.

Ayant survécu aux blessures que lui avaient infligées les Japonais au cours des violents combats menés sur le théâtre du Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale, le futur fondateur de Liberty Lobby, Carto, est rentré chez lui et, contrairement à de nombreux vétérans qui ont cru à la propagande officielle, il a entamé son propre parcours d'investigation, cherchant les réponses au « comment » et au « pourquoi » de l'implication des États-Unis dans cette conflagration génocidaire mondiale.

En fin de compte, Carto en est venu à remettre en question la nécessité de l'engagement des États-Unis non seulement dans la Seconde Guerre mondiale, mais aussi dans pratiquement toutes les guerres du XXe siècle. En fait, bien avant que cela ne devienne politiquement populaire – et certainement à la différence de nombreux membres de la « droite » traditionnelle – Carto a soulevé des questions sur l'intervention américaine en Asie du Sud-Est, alors que les « libéraux de la guerre froide » conventionnels continuaient à faire pression pour un engagement américain plus profond dans la région, ce qui a finalement conduit à la débâcle au Vietnam.

Ne se considérant jamais autrement que comme un nationaliste, Carto a fait un effort conscient pour tracer les lignes et les distinctions entre le « conservatisme » américain de type républicain et le nationalisme traditionnel. Rejetant ce qu'il considérait comme des concepts fatigués, usés et totalement inadéquats de « droite » et de « gauche », Carto a travaillé énergiquement, par l'intermédiaire de Liberty Lobby, au développement d'un mouvement nationaliste florissant, en se concentrant spécifiquement sur les dangers de l'internationalisme, en plaçant le nationalisme au centre du cadre général d'une philosophie populiste américaine illustrée par Thomas Jefferson et d'une approche des relations étrangères (en particulier) telle que définie par George Washington dans son discours d'adieu.

Le livre de Carto, *Populism vs. Plutocracy : The Universal Struggle*, capture l'essence du point de vue nationaliste de Carto, en réfléchissant sur les figures monumentales du populisme américain et leurs contributions particulières à la

pensée nationaliste : des hommes d'État tels que Jefferson et Jackson, aux brûlots progressistes tels que Robert La Follette et Burton Wheeler, en passant par le célèbre prêtre radiophonique, le père Charles Coughlin, le porte-parole du comité America First, Charles Lindbergh, le sénateur nationaliste Robert Taft, et des géants intellectuels tels que Lawrence Dennis, sans aucun doute le premier théoricien nationaliste américain du XXe siècle.

Les points de vue de ces hommes – et de bien d'autres géants – constituent la base de la philosophie nationaliste que Carto a mise en avant de toutes les manières possibles, par le biais d'une grande variété de médias à sa disposition, au cours de ses quelque cinquante années d'engagement actif dans l'arène publique américaine.

Carto a insisté sur le fait que l'adhésion aux paroles de sagesse de Washington fournissait non seulement les moyens d'assurer la tranquillité des relations de l'Amérique avec ses voisins, proches et lointains, mais aussi une base pour construire une nation forte capable d'assurer sa propre stabilité intérieure.

Peut-être plus que tout autre Américain, y compris Washington lui-même, Barto a utilisé les moyens de communication considérables dont il disposait pour répéter, encore et encore, les avertissements de Washington :

> De même, l'attachement passionné d'une nation pour une autre produit toute une série de maux. La sympathie pour la nation favorite, en facilitant l'illusion d'un intérêt commun imaginaire dans des cas où aucun intérêt commun réel n'existe, et en insufflant à l'une les inimitiés de l'autre, trahit la première dans une participation aux querelles et aux guerres de la seconde, sans incitations ou justifications adéquates. Elle conduit aussi à concéder à la nation favorite des privilèges refusés à d'autres, ce qui est susceptible de nuire doublement à la nation qui fait les concessions, en se séparant inutilement de ce qui aurait dû être conservé et en excitant la jalousie, la mauvaise volonté et la disposition à exercer des représailles chez les parties à qui l'on refuse des privilèges égaux ; et elle donne aux citoyens ambitieux, corrompus ou trompés qui se dévouent à la nation favorite, la facilité de trahir ou de sacrifier les intérêts de leur propre pays, sans opprobre, quelquefois même avec popularité ; en redorant les apparences d'un sens vertueux de l'obligation, d'une déférence louable pour l'opinion publique, ou d'un zèle louable pour le bien public, les compliments vils ou insensés de l'ambition, de la corruption ou de l'infatuation.
>
> Contre les ruses insidieuses de l'influence étrangère (je vous conjure de me croire, chers concitoyens), la jalousie d'un peuple libre devrait être

constamment en éveil, car l'histoire et l'expérience prouvent que l'influence étrangère est l'un des ennemis les plus redoutables du gouvernement républicain. Mais cette jalousie, pour être utile, doit être impartiale, sinon elle devient l'instrument de l'influence même qu'il faut éviter, au lieu d'être une défense contre elle.

Une partialité excessive pour une nation étrangère, et une aversion excessive pour une autre, font que ceux qu'elles excitent ne voient le danger que d'un côté, et servent à voiler et même à seconder les arts de l'influence de l'autre côté.

Les vrais patriotes, qui peuvent résister aux intrigues du favori, sont susceptibles de devenir suspects et odieux ; tandis que ses outils et ses dupes usurpent les applaudissements et la confiance du peuple, pour céder leurs intérêts.

La grande règle de conduite pour nous, à l'égard des nations étrangères, est, en étendant nos relations commerciales, d'avoir avec elles le moins de rapports politiques possible. Dans la mesure où nous avons déjà pris des engagements, qu'ils soient remplis avec une parfaite bonne foi.

C'est notre véritable politique que d'éviter toute alliance permanente avec une partie quelconque du monde étranger.

Dans l'esprit de Washington, Carto a soutenu que les vrais nationalistes – de toutes les nations – croyaient au développement et au renforcement de leur nation de l'intérieur, au maintien de l'intégrité de son patrimoine culturel et de ses frontières souveraines historiques et à la priorité des intérêts de leur propre nation. Les nationalistes ne déclenchent pas de guerres d'impérialisme, mais respectent les instincts nationalistes des autres.

Les ploutocrates internationalistes et profiteurs, accusait Carto, condamnaient le nationalisme parce qu'il interférait avec leur objectif de profit et leur but de submerger toutes les nations dans une « plantation mondiale » sous leur domination.

Selon Carto, l'internationalisme est un rêve d'idéalistes naïfs selon lequel l'éradication de toutes les frontières nationales et raciales ouvrirait la voie à une paix mondiale dans laquelle tout le monde vivrait heureux pour toujours – un rêve chimérique des poètes et des chefs religieux depuis des millénaires.

En réalité, selon Carto, l'internationalisme ne peut que produire de la confusion, des tensions, de l'anarchie et de la violence. Les ploutocrates utilisent l'internationalisme pour abolir les frontières nationales et promouvoir le multiculturalisme, une étape essentielle pour achever leur conquête du monde et l'érection formelle de leur super-État mondial, la

Plantation mondiale, souvent appelé « Nouvel ordre mondial » – tant par les nationalistes que par les internationalistes.

Carto le dit simplement : le concept de Nouvel Ordre Mondial n'est rien d'autre que la volonté d'un gouvernement mondial dirigé par les ploutocrates qui y voient un moyen de s'emparer de toutes les ressources naturelles du globe et d'asservir effectivement tous les peuples sous une bureaucratie internationale choisie et contrôlée par l'élite financière.

Quoi qu'il en soit, l'influence de Carto sur les fondements philosophiques du mouvement nationaliste américain était (et reste) incontestable. En fait, lorsque Pat Buchanan, figure de longue date du Parti républicain – le chroniqueur syndiqué – a commencé à s'affirmer comme un critique sérieux et très en vue – d'un point de vue nationaliste – de la tendance internationaliste croissante dans les rangs républicains, les principaux médias du pays ont reconnu – bien qu'à contrecœur – que c'était Carto et Liberty Lobby qui avaient contribué à ouvrir la voie à l'ascension de Buchanan.

C'est Pat Buchanan – autrefois une personnalité « grand public » – qui a commencé à faire écho à la rhétorique et aux fondements historiques qui avaient été préservés par les travaux antérieurs de Carto, et qui a ainsi introduit au moins une version Buchanan du « nationalisme » dans l'arène politique américaine lors de ses candidatures successives à l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Dès le 26 juin 1995, l'hebdomadaire progressiste *The Nation* a commencé à prendre note du nouveau populisme et nationalisme qui animait la campagne de Buchanan. Décrivant un rassemblement de Buchanan dans le New Hampshire, *The Nation* soulignait que :

> Lorsqu'on leur a demandé de citer le sujet qui les touchait le plus chez Buchanan, un certain nombre d'entre eux ont évoqué le nationalisme économique de ses croisades contre l'ALENA et le GATT. Buchanan a dénoncé les pactes commerciaux qui profitent aux sociétés transnationales aux dépens des travailleurs américains et qui abandonnent la souveraineté des États-Unis à un establishment international auquel il ne faut pas faire confiance, fusionnant ainsi les populismes de gauche et de droite.

The Nation a approfondi la nouvelle orientation de Buchanan :

> C'est dans le New Hampshire que le populisme économique de Buchanan s'est manifesté pour la première fois. Lorsqu'il a fait campagne dans cet État en 1992, il a rencontré des gens frappés par la récession.
>
> Buchanan avait été propulsé dans cette course par son dégoût de l'extrême droite face à la décision du Président Bush de signer une mesure en faveur des droits civiques et de revenir sur la déclaration « read-my-lips

» *[lisez sur mes lèvres – NdT] [contre de nouveaux impôts]*. Mais en parcourant l'État du Granite, Buchanan a découvert la dislocation de l'économie – des Américains qui travaillent dur et qui se retrouvent sans emploi bien rémunéré – et en a conclu que la faute en incombait à la mondialisation et à la politique commerciale des États-Unis.

Depuis lors, il a attaqué les grandes banques et les grandes entreprises qui cherchent à conclure ces accords commerciaux exportateurs d'emplois et qui financent une multitude de lobbyistes qui garantissent que les accords commerciaux seront adoptés par le Congrès. Il est le seul candidat républicain à reconnaître et à s'attaquer à la baisse des salaires réels qui a frappé l'Amérique des revenus moyens.

Ce faisant, Buchanan ajoute de nouvelles troupes aux conservateurs sociaux dans ses « Brigades Buchanan ». En colère contre les Japonais ? Votre enfant ne peut pas prier à l'école ? Buchanan est là pour souder ses électeurs.

Seul au sein du GOP, il s'en prend à Washington, qu'il considère à la fois comme l'establishment qui promeut un ordre séculaire libéral et comme l'establishment qui pousse au nouvel ordre mondial corporatiste. Bien qu'il soit également un fervent catholique au service d'un establishment social et religieux conservateur, Buchanan est ce qui se rapproche le plus d'un véritable populiste dans la course de 1996 jusqu'à présent.

La « droite » politique s'est également levée et a remarqué le changement apparent de Buchanan. Le 27 novembre 1995, le très « conservateur » *Weekly Standard*, financé par le milliardaire Rupert Murdoch et édité par William Kristol, chef de file de la clique autoproclamée des « néo-conservateurs » qui ne veulent rien de moins que faire progresser l'impérialisme américain dominé par les sionistes, s'est inquiété des attaques nationalistes de Buchanan contre l'élite au pouvoir. *The Standard* a affirmé :

> Dans une Amérique de plus en plus conservatrice, une personnalité politique résiste avec défi à la vague historique. Cet homme dénonce toujours les grandes banques et les multinationales. Il fait toujours passer les intérêts de l'ouvrier américain avant ceux du fameux système commercial international. Il refuse même d'envisager toute réduction de la générosité des grands programmes de dépenses de la classe moyenne, tels que Medicare et la sécurité sociale. Cet homme, c'est Patrick J. Buchanan, le dernier gauchiste américain...

Notant que Buchanan a conservé sa position traditionnelle sur les questions sociales, *The Standard* a ensuite souligné que :

> Ses discours de campagne mettent l'accent sur de nouveaux thèmes frappants : la menace imminente d'un gouvernement mondial, la cupidité des banques internationales, le pouvoir des droits de douane pour stopper la détérioration des salaires des ouvriers, l'urgence de préserver l'assurance-maladie dans une forme proche de celle qu'elle a aujourd'hui.
>
> Cela n'a rien à voir avec le républicanisme conservateur de l'ère Reagan. Cela ressemble plutôt à la rhétorique militante et pleine de ressentiment des démocrates populistes depuis William Jennings Bryan. La répulsion que les démocrates contemporains éprouvent à l'égard de Buchanan ne fait qu'exposer à quel point ce parti s'est éloigné de son propre passé.

The Standard accusait Buchanan d'avoir abandonné les positions « traditionnelles » des républicains conservateurs et d'avoir commencé à orienter (ou du moins à tenter d'orienter) le Parti républicain dans une direction nationaliste :

> La question importante pour les républicains conservateurs traditionnels est de savoir jusqu'où M. Buchanan doit être autorisé à emmener le Parti. Le succès de la campagne de Buchanan en 1992 a déjà commencé à réorienter le Parti républicain vers une position plus restrictive en matière d'immigration et une ligne beaucoup plus dure en matière de discrimination positive…
>
> Faut-il l'accueillir ou non ? En 1992, de nombreux conservateurs ont éprouvé d'atroces difficultés à se décider... Cette fois-ci, le choix devrait être plus facile. Les conservateurs doivent reconnaître que la politique de Buchanan est... quelque chose de nouveau : un populisme formé pour saisir les opportunités politiques offertes par un multiculturalisme strident et la stagnation des salaires pour les travailleurs moins qualifiés...
>
> Au train où vont les choses, ce n'est probablement qu'une question de temps avant que Buchanan lui-même ne reconnaisse la distance qui se creuse rapidement entre sa politique et celle du courant conservateur dominant. Son ami et confrère Sam Francis, dont les idées sont de plus en plus reprises par M. Buchanan, a déjà abandonné le mot « conservateur ». Le danger n'est pas tant que Buchanan s'empare du conservatisme, mais plutôt que, même après l'avoir quitté pour se diriger vers une destination idéologique inconnue, ses idées étatistes et populistes s'y infiltrent à reculons...

À ce stade, la voix de l'internationalisme financée par Murdoch a officiellement déclaré la guerre à Buchanan et l'a rayé des rangs des républicains « conservateurs » :

> Buchanan n'a jamais hésité à se battre, et les républicains qui s'opposent à lui ne devraient pas non plus hésiter à le faire. Les républicains qui s'accrochent aux traditions du conservatisme d'après-guerre que Buchanan rejette – un gouvernement restreint et le leadership mondial des États-Unis – devraient montrer clairement qu'ils comprennent aussi bien que Buchanan l'immense différence entre sa politique et la leur. Il a tourné le dos aux convictions fondamentales qui ont défini le conservatisme américain depuis 40 ans, et les conservateurs ne devraient pas avoir peur de le dire. Après tout, pour paraphraser Ronald Reagan, ce n'est pas nous qui avons quitté Pat Buchanan, c'est Pat Buchanan qui nous quitte.

En d'autres termes, Pat Buchanan, s'il était élu Président, ferait basculer le Parti républicain dans le camp internationaliste et c'est bien la dernière chose que cette voix « conservatrice » souhaitait voir se produire.

En fin de compte, Buchanan a quitté le Parti républicain et a choisi de se présenter en 2000 en tant que candidat du Parti réformateur. Cependant, en fin de compte, le mouvement Buchanan a échoué et a échoué gravement. Le mouvement nationaliste américain a reçu un coup dur sur le plan électoral avec les résultats catastrophiques de Buchanan lors de cette élection. Les nationalistes ont été laissés pour compte tandis que Buchanan retournait dans le monde des grands médias. Entre-temps, le mouvement nationaliste – le vrai mouvement nationaliste – cherche non seulement à se rajeunir, mais aussi à prendre la tête du mouvement.

Ironiquement, la plus grande force qui s'oppose au nationalisme américain traditionnel est le sionisme. Bien que le sionisme soit, en soi, défini comme un nationalisme juif visant à l'établissement d'un État juif, qui, en fait, a finalement vu le jour en 1948 avec la fondation d'Israël, la vérité est que le sionisme est essentiellement un mouvement international d'une vaste portée et d'une grande puissance, dont Israël n'est guère plus que la capitale spirituelle (bien que géographiquement spécifique).

À cet égard, dans le précédent ouvrage de cet auteur, *The New Jerusalem* (La nouvelle Jérusalem*)*, nous avons exploré la réalité frappante selon laquelle, à toutes fins utiles, le mouvement sioniste a essentiellement adopté les États-Unis – par la simple force du pouvoir financier et politique – comme sa principale base d'opérations, utilisant l'armée américaine (généralement contre les souhaits des dirigeants militaires) pour imposer un imperium mondial conçu pour promouvoir la puissance d'Israël (et l'ordre du jour sioniste) sur la scène mondiale.

C'est ainsi qu'un groupe relativement restreint d'intrigants – les « néo-conservateurs » (étudiés en détail dans l'autre volume précédent de cet auteur, *The High Priests of War* – Les grands prêtres de la guerre) – ont accédé au pouvoir en Amérique et ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour faire avancer la cause sioniste.

En l'état actuel des choses, même les critiques les plus sévères du sionisme et des méfaits israéliens ne parviennent pas à le comprendre, mais la vérité est que le conflit au Moyen-Orient entre Israël et le monde arabe n'est qu'une partie de l'agenda sioniste global, dont la portée est illimitée : ce n'est pas une coïncidence, voyez-vous, que la philosophie sioniste enseigne qu'Israël – dans le sens du peuple juif – n'a pas de frontières.

Ce n'est pas non plus une coïncidence si les néo-conservateurs américains sont des disciples intellectuels de l'idéologue sioniste pur et dur, Vladimir Jabotinsky – souvent appelé « le fasciste juif » – qui a déclaré candidement dans une entrevue en 1935 : « Nous voulons un empire juif ». Bien que Jabotinsky soit mort en 1940, ses héritiers idéologiques reprennent son flambeau, peut-être avec plus de force que Jabotinsky ne l'aurait jamais imaginé.

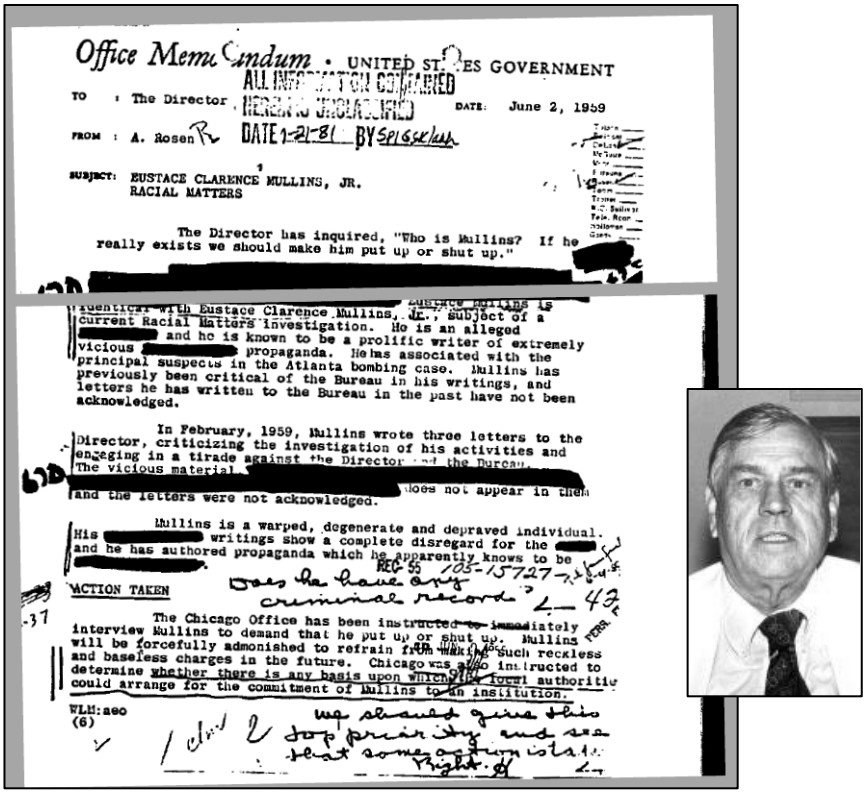
Les intrigues du sionisme sur le sol américain ont été extraordinairement bien calculées, opérant à de multiples niveaux et par le biais de multiples mécanismes. Dans les pages de *Les chèvres de Judas – l'ennemi intérieur*, nous examinerons l'histoire peu glorieuse de la volonté sioniste d'infiltrer, de saper, de subvertir et/ou de prendre le contrôle du mouvement nationaliste américain afin de le supprimer et, par conséquent, de le détruire.

Mais soyez assurés que les Américains ne sont pas seuls face à cette menace. D'autres mouvements nationalistes s'opposent au pouvoir sioniste sur toute la planète, de Moscou à Caracas, de Kiev à Kuala Lumpur : partout où des personnes informées osent penser librement et continuent de s'exprimer.

Par conséquent, notons ceci : les ennemis du nationalisme pourraient tout aussi bien faire face à un fait fondamental : qu'on le veuille ou non, ici en Amérique et dans le monde entier, le nationalisme est la vague de l'avenir.

Il n'y a aucun moyen de l'arrêter.

Allons maintenant de l'avant et examinons précisément qui sont – et ont été – les Chèvres de Judas, et en quoi elles constituent véritablement l'ennemi intérieur de l'Amérique. Préparez-vous à une histoire, qui, bien que fascinante, n'en est pas moins hideuse.



Office Memorandum • UNITED STATES GOVERNMENT

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED DATE 1-21-81 BY SP1GSK/ahh

TO : The Director DATE: June 2, 1959

FROM : A. Rosen

SUBJECT: EUSTACE CLARENCE MULLINS, JR.
RACIAL MATTERS

The Director has inquired, "Who is Mullins? If he really exists we should make him put up or shut up."

[redacted] Eustace Mullins is identical with Eustace Clarence Mullins, Jr., subject of a current Racial Matters investigation. He is an alleged [redacted] and he is known to be a prolific writer of extremely vicious [redacted] propaganda. He has associated with the principal suspects in the Atlanta bombing case. Mullins has previously been critical of the Bureau in his writings, and letters he has written to the Bureau in the past have not been acknowledged.

In February, 1959, Mullins wrote three letters to the Director, criticizing the investigation of his activities and engaging in a tirade against the Director and the Bureau. The vicious material [redacted] does not appear in them and the letters were not acknowledged.

Mullins is a warped, degenerate and depraved individual. His [redacted] writings show a complete disregard for the [redacted] and he has authored propaganda which he apparently knows to be [redacted].

REC-55 105-15727-

ACTION TAKEN

Does he have any criminal record?

The Chicago Office has been instructed to immediately interview Mullins to demand that he put up or shut up. Mullins will be forcefully admonished to refrain from making such reckless and baseless charges in the future. Chicago was also instructed to determine whether there is any basis upon which the local authorities could arrange for the commitment of Mullins to an institution.

WLH:aeo
(6)

we should give this top priority and see that some action is taken. Right.

En 1981, l'auteur américain de renom Eustace Mullins (à droite) a obtenu 500 pages de dossiers précédemment classifiés que le FBI avait conservés sur Mullins, un Américain patriote, et qui remontaient jusqu'en 1951. Bien que de nombreuses pages aient été expurgées – noircies – soi-disant pour des raisons de « sécurité nationale », ces dossiers étonnants montrent clairement que le FBI a ciblé Mullins pour le détruire précisément parce qu'il avait critiqué le pouvoir sioniste en Amérique, en particulier son exposé essentiel sur le contrôle du système de la Réserve fédérale américaine par la dynastie bancaire Rothschild. Les dossiers révèlent que le FBI avait même envisagé de faire taire Mullins en le faisant interner dans un asile d'aliénés. Cette note de 1959 (ci-dessus) adressée au chef du FBI, J. Edgar Hoover, par son adjoint juif, Alex Rosen, montre une note griffonnée par Hoover, indiquant que l'affaire Mullins était « une priorité absolue » et que les agents du FBI devaient « veiller à ce que des mesures soient prises ». Dans les pages de « Les Chèvres de Judas », nous en apprendrons beaucoup plus sur ces opérations secrètes de police et d'espionnage et sur les autres efforts déployés pour écraser la dissidence politique en Amérique.

Introduction à la Partie Une

Quelques éléments historiques de base... Une histoire peu glorieuse et sordide

L'ampleur et la portée des intrigues des *Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur* sont en fin de compte tout à fait stupéfiantes. Toutefois, les premiers chapitres qui suivent dans cette section ont pour but de fournir un aperçu de la nature des efforts déployés par ces ennemis du nationalisme américain pour infiltrer et détruire (ou manipuler et contrôler d'une autre manière) leur opposition politique en Amérique. Cette vue d'ensemble historique jette les bases de la compréhension d'une grande partie de ce qui suit.

Ainsi, bien que, par exemple, les célèbres opérations d'infiltration COINTELPRO du FBI aient été officiellement instituées au début des années 1960, l'histoire montre que, dès les années précédant la Seconde Guerre mondiale, des groupes tels que l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith manipulaient déjà le FBI dans le cadre d'une campagne de terreur à l'encontre des nationalistes américains.

C'est pourquoi nous verrons le nom de l'ADL apparaître à maintes reprises, non seulement dans cette section, mais tout au long des pages de ce livre. Et bien que le FBI (et d'autres agences fédérales, comme la CIA) apparaisse souvent comme ce que l'on pourrait qualifier de « méchants » dans ces pages, il y a beaucoup de bonnes personnes au sein de ces agences qui rejettent les machinations de l'Ennemi intérieur et qui ont en fait cherché à déloger certains fauteurs de troubles sionistes lorsque l'occasion leur en a été donnée.

Cela dit, examinons les faits...

Chapitre Un

Le retour de COINTELPRO : Rappel d'une histoire peu glorieuse d'infiltration et de subversion qui règne à nouveau sur le sol américain

Le 31 mai 2002, au nom de la « lutte contre le terrorisme », le procureur général John Ashcroft a supprimé des restrictions vieilles de trente ans sur la capacité du FBI à espionner les organisations religieuses et politiques aux États-Unis. L'action d'Ashcroft a permis de relancer le tristement célèbre COINTELPRO (c'est-à-dire le « programme de contre-espionnage ») du FBI dans les années 1960. Dans le cadre de COINTELPRO, le FBI – en collaboration active avec l'Anti-Defamation League (ADL) de B'nai B'rith – a infiltré et espionné (et perturbé, si nécessaire) un large éventail d'organisations politiques américaines dissidentes.

Bien que l'ADL, comme nous le verrons, ait été fondée à l'origine comme une organisation dédiée à la lutte contre le sectarisme à l'égard du peuple juif, elle est rapidement devenue une puissance en soi, puis, après la fondation de l'État d'Israël en 1948, elle est devenue un lobby intransigeant pour Israël, agissant comme un canal de renseignement et de propagande pour l'agence des services clandestins d'Israël, le Mossad.

Ainsi, lorsque le programme COINTELPRO est devenu opérationnel, l'ADL (et ses responsables au sein du Mossad) s'est trouvée imbriquée dans le FBI. Et pendant les années COINTELPRO, les noms et les données personnelles de quelque 62 000 Américains se sont retrouvés dans les dossiers du FBI.

Bien que les médias admettent souvent que les groupes de défense des « droits civiques » ont été la cible de COINTELPRO, le fait est que le FBI a consacré l'essentiel de ses efforts à des organisations et des individus de « droite ».

Les directives rendues caduques par Ashcroft ont été instituées au milieu des années 1970, après l'indignation générale suscitée par la découverte de COINTELPRO, à la suite du décès du directeur du FBI, J. Edgar Hoover.

La vérité est que, dès les années 1930, le FBI de Hoover a travaillé en étroite collaboration avec l'ADL pour « surveiller » les dissidents politiques américains, bien avant que COINTELPRO ne soit officiellement institué.

Et comme nous le verrons – bien que cela reste largement oublié – l'ADL a été la source principale d'une grande partie des informations fallacieuses que le FBI a utilisées pour monter un dossier de « sédition », discrédité par la suite, contre une trentaine d'Américains dont le seul crime était de prendre position en faveur du nationalisme américain et de s'opposer à l'intervention dans la guerre en Europe sous l'administration du Président Franklin D. Roosevelt.

En vertu des anciennes lignes directrices instituées pour limiter les abus du FBI dans le cadre du programme COINTELPRO, le FBI n'était autorisé à déployer des agents infiltrés dans les églises, les mosquées ou les organisations politiques *que* si les enquêteurs avaient d'abord trouvé une « cause probable » ou d'autres preuves suggérant que des personnes appartenant à ces groupes avaient pu commettre un délit. Toutefois, pour contourner les directives, le FBI s'est appuyé sur l'ADL (en tant qu'organisation privée non soumise aux règles officielles) pour combler le vide, en effectuant l'espionnage interdit au FBI.

L'ADL a fait le sale boulot avec enthousiasme, en transmettant ses données d'espionnage au FBI. En conséquence, les fruits illicites des activités de renseignement de l'ADL se sont retrouvés entre les mains du FBI, du BATF, de la CIA, de l'IRS et d'autres agences fédérales avec lesquelles l'ADL entretenait (et entretient toujours) des contacts étroits.

Le Southern Poverty Law Center (SPLC) de Morris Dees – une autre organisation opérant de manière sordide comme l'ADL – a également servi d'intermédiaire au FBI. Et, à vrai dire, il existe probablement de nombreuses organisations similaires, même si elles sont moins connues que l'ADL et le SPLC.

Aujourd'hui, cependant, le procureur général Ashcroft a officiellement redonné vie à l'ancien COINTELPRO, suscitant l'inquiétude des Américains qui attachent de l'importance aux libertés civiles traditionnelles.

Dans le numéro de juillet-septembre 1995 de *NameBase NewsLine*, Daniel Brandt a fourni des informations intéressantes sur le COINTELPRO :

L'existence de COINTELPRO a été révélée pour la première fois lorsque tous les documents du bureau du FBI à Media, en Pennsylvanie, ont été volés par des inconnus le 8 mars 1971. Une soixantaine de documents ont ensuite été envoyés à des publications sélectionnées, et d'autres ont été envoyés directement aux personnes et groupes cités.

Ces documents se répartissent comme suit : 30 % étaient des manuels, des formulaires de routine et des documents de procédure similaires. Parmi les autres documents, 40 % concernaient la surveillance politique et d'autres enquêtes sur l'activité politique (2 concernaient la droite, 10 les immigrants et plus de 200 des groupes de gauche ou libéraux), 25 % concernaient des braquages de banques, 20 % des meurtres, des viols et des vols entre États, 7 % la résistance à l'appel sous les drapeaux, 7 % des désertions militaires et 1 % le crime organisé, principalement des jeux d'argent.

Toutefois, le FBI n'était pas le seul à mener des opérations nationales de ce type : la CIA peut également être accusée des mêmes méfaits. Selon le récit de Verne Lyon, un ancien agent secret de la CIA, publié dans le numéro de l'été 1990 du *Covert Action Information Bulletin*, les opérations d'espionnage domestique les plus répandues de la CIA ont commencé en 1959.

Dans le cadre du projet RESISTANCE, puis du projet MERRIMAC, la CIA a infiltré des agents dans des groupes nationaux de tous types et de toutes activités. Plus tard, la CIA a intégré toutes les opérations de renseignement intérieur dans l'opération CHAOS. Il n'est peut-être pas surprenant que la personne chargée de l'opération CHAOS ait été Richard Ober, un officier vétéran de la CIA, adjoint du loyaliste de longue date du Mossad israélien à Langley, James Jesus Angleton.

(Un récit détaillé de la carrière étrange et sordide d'Angelton, en particulier le rôle clé qu'il a joué dans l'assassinat du Président John F. Kennedy, se trouve dans le livre de cet auteur : *Final Judgment: The Missing Link in the JFK Assassination Conspiracy* (Jugement final : le chaînon manquant dans la conspiration de l'assassinat du président John F. Kennedy)).

Selon le Center for National Security Studies, Ober et ses agents de CHAOS avaient accumulé des dossiers personnels sur plus de 13 000 personnes, dont plus de 7 000 citoyens américains, et avaient constitué des dossiers sur plus de 1 000 organisations politiques nationales.

En outre, il semble que la CIA ait également partagé des informations sur plus de 300 000 personnes avec d'autres agences, notamment le FBI et la Defense Intelligence Agency.

(Pour sa part, comme nous l'avons déjà noté, la division du renseignement intérieur du FBI enquêtait sur 62 000 Américains – présumés « subversifs » – dans le cadre de sa propre opération COINTELPRO. On ne saura probablement jamais combien de noms se sont recoupés entre les diverses opérations d'espionnage domestique de la CIA et celles du FBI).

Le 13 mai 1985, *The Spotlight*, l'hebdomadaire publié à l'époque par Liberty Lobby, l'institution populiste de longue date du Capitole à Washington, a révélé que le célèbre militant « libéral » Allard Lowenstein – qui a siégé au Congrès de 1969 à 1971 – avait en fait été un agent infiltré de longue date de la CIA.

L'idole des libéraux a été abattue en 1980 (prétendument à la suite d'un différend personnel), mais les faits concernant sa carrière secrète n'ont été révélés que plus tard.

Lowenstein a commencé à travailler comme informateur rémunéré de la CIA en 1949, quelques mois avant que le jeune et envoûtant orateur de gauche du campus ne soit élu à la présidence de l'Association nationale des étudiants (NaStA). Bien que l'association « étudiante » ait adopté une position pugnace de « gauche radicale » sur des questions importantes, personne ne savait à l'époque qu'elle avait été créée comme une façade de la CIA par des officiers supérieurs de la division des services clandestins de la CIA, dont Cord Meyer qui, en tant que chef de la station londonienne de la CIA, aurait recruté le jeune universitaire d'Oxford Bill Clinton dans l'opposition contrôlée du « mouvement anti-guerre » de la CIA.

Figurant parmi les leaders étudiants les plus connus du pays, Lowenstein évoluait confortablement dans les cercles critiques à l'égard de la CIA, tout en étant au service de la CIA, et informant ses amis pour le compte de la CIA. Ainsi, à l'époque de la guerre du Vietnam, les contribuables américains ont payé non seulement le coût de la guerre, mais aussi le financement du « mouvement anti-guerre » dans lequel les successeurs de Lowenstein à la tête de la NaStA ont joué un rôle majeur. Pendant ce temps, Lowenstein lui-même a accédé à un statut plus « élevé » en tant que l'une des principales voix anti-guerre de la nation (et, secrètement, de la CIA).

Plus tard, Allard Lowenstein est devenu un agent de l'agence de renseignement israélienne, le Mossad. En 1979, alors qu'il était délégué aux Nations unies, Lowenstein a participé à l'élaboration de l'opération de surveillance du Mossad qui a permis de piéger son patron, Andrew Young, alors ambassadeur des Nations unies, surpris en train de tenir des conversations secrètes avec des diplomates arabes. Le Président Carter a été

contraint de renvoyer Young et Lowenstein a quitté l'ONU avec Young, mais l'objectif du Mossad (surprendre Young en train de collaborer avec les Arabes détestés) avait été atteint.

Ainsi, alors que le FBI dépensait quelque 10 millions de dollars sur une période de plusieurs années pour enquêter sur le mouvement anti-guerre, bon nombre des personnes sur lesquelles le FBI enquêtait faisaient secrètement partie du personnel de la CIA, bien que cela n'ait jamais été révélé au FBI.

De nombreux jeunes gauchistes idéalistes recrutés dans le cadre des activités de la CIA n'ont appris qu'après avoir rejoint la NaStA qu'ils avaient été mêlés à un front de la CIA, mais ils ont rapidement réalisé qu'ils pouvaient obtenir de nombreuses faveurs et faire avancer leur carrière en coopérant après avoir été mis au courant du secret.

Des méthodes similaires ont été utilisées pour coopter des groupes de « droite », les agents de la CIA et du FBI fournissant des « tuyaux » et des financements provenant de « patriotes haut placés dans le gouvernement qui soutiennent ce que vous faites ». Plus d'un groupe a été coopté de cette manière.

Récemment, une autre ancienne figure de proue du NaStA financé par la CIA, John Foster « Chip » Berlet, a contesté le fait d'être décrit comme « un informateur réputé de la CIA ». Berlet a affirmé : « Je ne suis pas un informateur de la CIA, ni un informateur ou un agent d'une quelconque agence de renseignement. Il a déclaré qu'il s'agissait d'une « fausse affirmation ».

Pendant des années, des personnalités de la « Nouvelle Gauche » n'appartenant pas à la CIA, telles que Daniel Brandt et le regretté Ace Hayes, entre autres, ont publiquement qualifié Berlet d'agent secret du gouvernement. Ils ont également mis en évidence les relations de Berlet avec la Ligue anti-diffamation (ADL), parrainée par le Mossad, qui fournit des informations au FBI, à la CIA, au BATF ainsi qu'à d'autres agences gouvernementales.

En 1993, les associés de Lenora Fulani, militante politique afro-américaine basée à New York, ont documenté les activités de Berlet, soulignant qu'un haut responsable de l'ADL avait déclaré publiquement que « les informations que [Berlet] a partagées avec nous ont été très utiles ».

Ces dernières années, l'objectif principal de Berlet a été de lutter contre l'alliance populiste « gauche-droite » contre l'élite ploutocratique. Il n'est peut-être pas surprenant que Berlet ait un lien personnel avec l'élite ploutocratique. Il porte le nom d'un ami de son père, l'ancien secrétaire d'État John Foster

Dulles (lui-même frère du directeur de la CIA Allen Dulles, qui a été licencié par le Président Kennedy), ce qui pourrait expliquer pourquoi Berlet a opéré tout au long de sa vie adulte dans la sphère des institutions affiliées à la CIA.

Autre exemple d'informateurs fédéraux à l'œuvre : dans une série d'exclusivités publiées dans les années 1980, *The Spotlight* a révélé le rôle joué par des agents fédéraux infiltrés du BATF et du FBI dans les événements qui ont conduit à une fusillade en 1979 à Greensboro, en Caroline du Nord, entre des membres du Parti communiste des travailleurs et un groupe d'hommes du Ku Klux Klans et de membres d'un groupe « nazi » américain. Cinq communistes sont morts et une autre personne a été blessée.

Au moins cinq informateurs du gouvernement se présentant comme des « patriotes de droite » ont été impliqués et identifiés : Bernard Butkovich, un agent infiltré à plein temps du BATF, et Ed Dawson, un informateur rémunéré du FBI. Tous deux ont habilement prononcé la rhétorique de la « droite », tout en travaillant pour le gouvernement.

Deux autres agents infiltrés du BATF et une femme agent infiltrée du bureau d'enquête de l'État de Caroline du Nord étaient également des « habitués » des réunions des groupes de « droite » impliqués dans la tragédie de Greensboro. Mais les exemples sont encore plus nombreux. Prenons, par exemple, le cas du groupe terroriste tristement célèbre et enclin à la violence connu sous le nom de Ligue de défense juive (LDJ). Les faits suggèrent que la LDJ est bien plus qu'il n'y paraît :

La LDJ a été fondée en 1968 par son leader de longue date, Meir Kahane, né à Brooklyn, dont on se souvient surtout comme du « rabbin militant » abattu après avoir été élu au parlement israélien. Cependant, la vérité est que pendant de nombreuses années, Kahane a été un atout pour le FBI et la CIA, y compris une mission pour la CIA en Afrique, où il s'est fait passer pour un « correspondant de presse ».

En 1965, sous le nom de « Michael King » (qui était apparemment son nom de naissance légitime), Kahane et un certain Joseph Churba ont formé un groupe pour mobiliser le soutien des campus à la guerre du Vietnam, une entreprise qui faisait partie d'une opération de la CIA « travaillant des deux côtés » de la question de la guerre du Vietnam, avec la CIA finançant des groupes anti-guerre au même moment.

En 1968, Kahane s'est débarrassé de son personnage de « Michael King » pour devenir le Meir Kahane dont nous nous souvenons aujourd'hui. Son collègue Churba (également rabbin) est monté en puissance en tant qu'agent influent des services secrets israéliens dans les cercles de décision de la

politique étrangère américaine, promu par la John Birch Society et financé par l'empire du chef de secte coréen Sun Myung Moon, soutenu par la CIA. (Nous reviendrons plus loin sur le passé trouble de la John Birch Society et de l'empire éditorial « conservateur » de Sun Myung Moon, de plus en plus influent).

Nous savons également aujourd'hui, grâce aux travaux de feu le journaliste juif américain Robert I. Friedman, que la LDJ était également dirigée depuis les plus hauts niveaux de l'agence de renseignement israélienne, le Mossad. Kahane travaillait donc littéralement non seulement pour différentes agences du renseignement américain, mais aussi pour le renseignement israélien.

Mais la main habile des services de renseignement israéliens a également joué un rôle bien plus important dans la création de chèvres de Judas et d'autres éléments de l'ennemi intérieur de l'Amérique. En fait, les services de renseignement israéliens ont leur propre unité qui opère sur le sol américain et qui exerce une surveillance illicite sur des dizaines de milliers de citoyens américains, qu'ils soient de « gauche » ou de « droite ».

Et, ironiquement, bien que de nombreuses personnes aient entendu dire que le FBI, par le biais de son programme COINTELPRO, et la CIA, par le biais de l'opération CHAOS, espionnaient les Américains, il est peu connu que cette unité de renseignement israélienne sur le sol américain ne se contentait pas de mener ses propres activités, mais fonctionnait également, dans de nombreux cas, comme une branche *de facto* de COINTELPRO et de l'opération CHAOS.

Cette division du renseignement israélien est, bien entendu, la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith, à laquelle nous avons fait référence plus haut dans ces pages. Depuis 1913, date de sa création, fonctionnant essentiellement comme une « Gestapo juive » destinée à réduire les critiques sur le rôle croissant des juifs dans le syndicat du crime de la pègre américaine, l'ADL a joué un rôle actif dans l'arène américaine.

Et puis, bien sûr, comme nous l'avons noté, après la création de l'État d'Israël, elle est devenue un agent étranger *de facto* pour le gouvernement d'Israël, une branche du Mossad israélien.

L'ancien agent du Mossad, Victor Ostrovsky, a indiqué dans son livre, *The Other Side of Deception*, que lorsqu'il écrivait son précédent livre, *By Way of Deception*, il avait hésité à faire état des « liens directs entre le Mossad et la Ligue anti-diffamation du B'nai B'rith », précisément parce qu'il craignait que les Américains ne se soulèvent contre l'ADL (et la communauté juive

américaine que l'ADL prétend représenter) pour s'indigner des activités violentes et haineuses du Mossad.

La méthode de travail de l'ADL a été pour le moins impitoyable et, parce qu'elle a généralement opéré dans la sphère des services de police et de renseignement américains officiellement autorisés, l'ADL a eu les coudées franches pour commettre ses méfaits.

Les noms des personnes qui prenaient publiquement position sur des questions politiques – y compris en écrivant une lettre au rédacteur en chef d'un journal – étaient répertoriés et les rapports sur leurs activités étaient versés au dossier. Certaines personnes particulièrement virulentes bénéficiaient d'un traitement « spécial » : leurs poubelles étaient fouillées, leurs téléphones mis sur écoute, leurs domiciles cambriolés et leurs dossiers personnels photographiés ou carrément volés.

Au fil des ans, l'ADL n'a pas seulement ciblé ceux que les médias libéraux appellent les « extrémistes ». Une grande variété d'organisations représentant tout le monde, des Afro-Américains aux Amérindiens en passant par les Asiatiques-Américains et les groupes de défense des homosexuels, ont également été victimes de ces attaques.

La plupart des gens ont entendu les médias décrire l'ADL comme une « organisation respectée de défense des droits civils ». Cependant, il est clair que l'ADL est beaucoup plus importante que les médias ne le suggèrent.

Alors que le FBI et la CIA ont suscité une grande colère publique, au fil des ans, à propos de leur espionnage domestique et de leurs efforts illégaux pour détruire les dissidents politiques américains, le rôle de l'ADL dans ces mêmes affaires a été soigneusement étouffé.

Un exemple concret : après que le procureur général Ashcroft a appelé à redynamiser les capacités d'espionnage intérieur du FBI, l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU) s'est empressée de publier une « étude de cas » rétrospective sur « les dangers de l'espionnage intérieur par les forces de l'ordre fédérales ».

L'étude de l'ACLU se concentre sur la surveillance, aujourd'hui largement connue (mais alors tout à fait secrète), du défunt Martin Luther King Jr. par le FBI dans les années 1960, et la décrit comme « un chapitre ignominieux du passé de l'Amérique ». Le rapport de l'ACLU conclut : « En tant que nation, nous devons veiller à contrôler les actions du FBI et du procureur général Ashcroft afin de garantir que ce qui est arrivé au Dr King ne se reproduise plus jamais ».

Si le rapport de l'ACLU a démontré les dangers de l'utilisation du FBI pour la surveillance nationale des citoyens américains à des fins politiques, il a omis de mentionner un élément particulièrement intéressant : le fait qu'une grande partie de la surveillance « ignominieuse » de King et d'autres personnes de « droite » et de « gauche » par le FBI était en fait effectuée pour le compte du FBI par la Ligue anti-diffamation (ADL).

Le fait que l'ADL s'en prenne à King a surpris tant ses admirateurs que ses détracteurs, d'autant plus que King a souvent été loué publiquement par l'ADL, en particulier dans ses publications destinées à un public noir. La première révélation publique de l'espionnage de King par l'ADL a été faite dans le numéro du 28 avril 1993 du *San Francisco Weekly*, un journal libéral « alternatif », qui a rapporté ce qui suit :

> Pendant le mouvement des droits civiques, alors que de nombreux juifs prenaient la tête de la lutte contre le racisme, l'ADL espionnait Martin Luther King et transmettait les informations à J. Edgar Hoover, a déclaré un ancien employé de l'ADL.
>
> « Il s'agissait de faits courants et acceptés avec désinvolture », a déclaré Henry Schwarzschild, qui a travaillé au département des publications de l'ADL entre 1962 et 1964.
>
> « Ils pensaient que King était en quelque sorte un électron libre », a déclaré Schwarzschild. « C'était un prédicateur baptiste et personne ne pouvait être sûr de ce qu'il allait faire. L'ADL était très inquiète à l'idée de disposer d'un missile non guidé ».

Il s'avère cependant que l'ADL s'est également livrée à un espionnage intensif d'autres leaders noirs des droits civiques, et pas seulement de King. La publication, en 1995, de documents précédemment classifiés du FBI concernant l'assassinat du Président John F. Kennedy et l'enquête de la Commission Warren qui a suivi a dévoilé d'autres intrigues de l'ADL contre le célèbre comique noir et activiste politique Dick Gregory qui, en marge de l'affaire, s'était impliqué en tant qu'enquêteur indépendant dans l'assassinat de JFK.

Il existe au moins deux documents citant des actions de l'ADL visant Gregory. Le document n° 124-10027-10233 est daté du 2 février 1965. Il émane de l'agent spécial en charge du bureau d'Atlanta du FBI et est adressé au directeur du FBI, Hoover. Il se lit comme suit :

> Vous trouverez ci-joint un document de 5 pages reçu le 2/1/65 de SHERMAN HARRIS, enquêteur, Anti- Defamation League, 41 Exchange Place, Atlanta, Georgia. HARRIS a déclaré que le document ci-joint reflète

les résultats d'un entretien mené par un employé de l'ADL à Miami, en Floride, avec le comédien nègre DICK GREGORY.

HARRIS n'a pas révélé le nom de l'employé de l'ADL à Miami qui a interrogé GREGORY. Il a déclaré que les accusations portées par GREGORY, telles qu'elles figurent dans le document ci-joint, sont tellement ridicules qu'il est gêné qu'un employé de l'ADL transmette ce document au bureau régional d'Atlanta.

Il a déclaré qu'il fournissait ce document au Bureau afin que celui-ci soit au courant des activités de GREGORY à cet égard. Il a demandé que personne en dehors du Bureau ne soit informé qu'il avait fourni ce matériel au Bureau.

Ainsi, d'une part, alors que le responsable de l'ADL, Harris, a déclaré au FBI qu'il était « embarrassé » qu'un de ses associés ait même transmis ces informations « ridicules » au bureau régional de l'ADL, il les transmettait néanmoins au FBI afin que celui-ci soit au courant des activités de Gregory. Il convient également de noter que l'ADL a demandé au FBI de garder le silence sur le fait que l'ADL lui fournissait des données d'espionnage. Cela aurait bien sûr été très embarrassant pour l'ADL, qui était à l'époque – comme aujourd'hui – occupée à se faire passer pour un allié des militants noirs dans le mouvement des droits civiques.

Pourquoi l'ADL surveillait-elle Gregory ? Cela allait bien au-delà du fait qu'il s'agissait d'une personnalité noire qui s'exprimait ouvertement. Les preuves montrent que l'ADL était également préoccupée par les efforts de Gregory pour découvrir la vérité sur l'identité du véritable meurtrier du Président Kennedy – et sur les raisons de cet assassinat.

Le fait que les enquêtes de Gregory sur l'assassinat de JFK intéressaient l'ADL est tout à fait révélateur. **La raison pour laquelle l'ADL surveillait une enquête indépendante sur l'assassinat de JFK est une question que l'ADL préférerait ne jamais voir posée ou résolue.**

Le deuxième document déclassifié du FBI nous éclaire sur la façon dont l'ADL rendait compte au FBI des enquêtes de Gregory sur l'assassinat de JFK. Le document n° 124-10027-10232 est daté du 5 février 1965 et fait manifestement référence à la même surveillance de Gregory par l'ADL que celle mentionnée dans le document du 2 février 1965 précédemment cité. Il s'agit d'un mémorandum de « A. Rosen » à « M. Belmont » (deux hauts fonctionnaires du FBI à Washington).

La note décrit comment, le 1er février 1965, l'enquêteur susmentionné de l'ADL à Atlanta, Sherman Harris, a fourni au FBI des informations que Harris avait reçues d'un employé non identifié de l'ADL à Miami qui, à son

tour, avait glané des informations auprès de Gregory (décrit comme « le comédien nègre turbulent ») lorsque l'employé de l'ADL s'était entretenu avec Gregory le 18 janvier 1965 :

> Dans la lettre adressée à Harris, Gregory aurait déclaré que l'assassinat du Président Kennedy avait été planifié par J. Edgar Hoover et [l'homme du pétrole texan] H. L. Hunt. Gregory aurait tenté d'étayer ces accusations en montrant des copies photostatiques de déclarations sous serment, des communiqués de presse et des déclarations publiques fallacieuses et trompeuses. L'employé de l'ADL a noté que Gregory n'avait pas présenté de faits concrets pour étayer ses accusations.
>
> Gregory a affirmé que la commission Warren disposait de deux rapports sur l'assassinat et qu'elle était au courant de la participation de [Hoover] et de Hunt, mais qu'elle n'avait pas divulgué les faits réels car cela aurait provoqué le « chaos ». Gregory prétend que [Hoover] était l'un des comploteurs en raison d'une brouille avec les Kennedy et que l'ancien procureur général avait été nommé pour le « surveiller » et le « retirer » progressivement du FBI.
>
> Gregory affirme avoir la preuve formelle que H. L. Hunt a financé les Black Muslims, mais cette preuve est « confidentielle ». Gregory affirme également que le FBI le surveille en permanence et qu'un jour, dans un avenir proche, il mettra fin à sa vie. De plus, avant l'assassinat, le Président Johnson était au courant du complot, mais il était impuissant à l'arrêter car cela reviendrait à admettre que le FBI et la « hiérarchie du renseignement » contrôlaient le pays.

King et Dick Gregory n'étaient que deux des nombreuses cibles de l'ADL. Même le leader nationaliste noir Malcolm X s'est plaint à son mentor, le leader de la Nation de l'Islam Elijah Muhammed, des opérations d'espionnage malveillantes de l'ADL.

L'une des descriptions les plus précises des méthodes de l'ADL a été publiée dans *American Jewish Organizations and Israel*. L'auteur, Lee O'Brien, a fourni une étude succincte du modus operandi de l'ADL :

> Au cours des premières décennies, l'ADL approchait les personnes ou les institutions considérées comme antisémites et tentait en privé de les persuader ou de les raisonner pour qu'elles reviennent sur leurs déclarations abusives et corrigent leur comportement offensant. Plus tard, l'ADL s'est tournée vers des mesures plus publiques et plus agressives, qu'elle classe dans les catégories « éducation », « travail de vigilance » et « législation ».

En fait, le « travail de vigilance » s'est transformé en une surveillance pure et simple d'individus et de groupes, dont les résultats sont transmis à la fois à l'appareil de collecte de renseignements israélien, par l'intermédiaire des consulats et des ambassades, et aux services de renseignements intérieurs américains, par l'intermédiaire du FBI. De hauts responsables de l'ADL ont admis l'utilisation de techniques de surveillance clandestines.

Aujourd'hui, l'ADL est beaucoup plus active que d'autres organisations de relations communautaires dans l'utilisation de ses bureaux régionaux et de ses membres pour la collecte et la diffusion d'informations. Le siège central de New York fournit aux bureaux régionaux des fiches d'analyse, des modèles de lettres à la rédaction à placer dans les médias locaux, des biographies de dirigeants israéliens et d'orateurs antisionistes, ainsi que des directives sur la manière de traiter les questions d'actualité.

Les bureaux régionaux surveillent à leur tour toutes les activités liées à Israël ou au Moyen-Orient dans leur région, telles que les médias, les conférenciers sur les campus et les films.

En portant les événements locaux à l'attention du siège central, ils jouent un rôle essentiel dans la supervision globale de la scène nationale par l'ADL.

O'Brien a décrit un exemple typique des activités de l'ADL pour attaquer ses opposants :

Un activiste juif critique de la politique israélienne [il s'agirait du célèbre linguiste Noam Chomsky] a découvert en 1983 que l'ADL conservait un dossier sur lui remontant à 1970 ; ce dossier comprenait des informations sur le sujet recueillies dans les journaux locaux, des conférences sur les campus, des notes de service (de l'établissement où le sujet enseigne), des réunions d'affaires, des interventions à la radio et à la télévision, ainsi que des documents de presse et d'autres documents divers. Comme le révèle le dossier, des personnes spécifiques ont été chargées de suivre les conférences de cette personne, soit par des enregistrements et des transcriptions mot à mot, soit par des résumés détaillés des sujets abordés, du contexte de la conférence, des autres participants, de la taille de l'auditoire, des questions de l'auditoire, de l'humeur de l'auditoire, etc.

Dans certains cas, ces observateurs ont réussi à pénétrer dans des réunions à huis clos auxquelles le sujet participait. Par la suite, l'ADL a préparé et diffusé un court document d'information sur cette personne, en suivant le format « mythe » et « fait », et l'a distribué à ses agents pour qu'ils l'utilisent lors de leurs futures interventions.

Il convient de souligner un autre fait peu connu : l'ADL finance depuis longtemps des groupes haineux « antisémites » et « néo-nazis ». La première preuve documentée d'une telle activité a été présentée en 1955 par l'écrivain populiste vétéran Joseph P. Kamp.

Dans sa lettre d'information *Headlines*, Kamp a révélé les activités de l'espion principal de l'ADL de l'époque, Sanford Griffith, principal instigateur du parrainage par l'ADL d'une organisation « néo-nazie » qui a fait l'objet d'une large publicité dans les médias de l'époque.

Dans les années qui ont précédé et pendant la Seconde Guerre mondiale, Griffith a été l'un des principaux atouts américains des services de renseignement britanniques, s'employant à détruire l'opposition populaire américaine à l'engagement des États-Unis dans la guerre en Europe, puis, après le début de la guerre, à saper les bons Américains qui s'opposaient encore à la politique du Président Franklin Delano Roosevelt.

Les intrigues de Griffith ont été documentées par le professeur Thomas Maul dans son étude sur les intrigues des services de renseignement britanniques sur le sol américain, *Desperate Deception*. Mais ce que Maul ne mentionne pas – sans doute pour son propre bien – c'est qu'une grande partie des activités perturbatrices de Griffith pour le compte des services secrets britanniques ont également été menées en collaboration avec l'ADL.

Après la Seconde Guerre mondiale et pendant une bonne partie des années 1950 et le début des années 1960, Griffith a opéré à partir de New York, en tant qu'agent perturbateur et informateur clé de l'ADL, surveillant de près les groupes considérés comme « subversifs » par ce puissant réseau d'espionnage sioniste.

Ou, comme nous l'avons dit, en aidant ces groupes pour les besoins de l'ADL. Dans un cas notable, agissant sous le pseudonyme « Al Scheffer », l'omniprésent Griffith est venu en aide à un parti politique unipersonnel à New York et l'a transformé en « menace nazie ».

L'ADL a fourni au parti non seulement un siège, mais aussi un soutien financier, des uniformes « nazis », des épingles à cravate ornées de croix gammées et d'autres accessoires. Qui plus est, l'ADL a également veillé à ce que la nouvelle « menace nazie » reçoive l'attention des médias, à un moment bien sûr choisi pour coïncider avec les collectes de fonds de l'ADL dans tout le pays.

En fait, l'ADL a si bien réussi sa campagne de tromperie qu'elle a convaincu un membre du Congrès, le député Harold Velde (R-Ill.), de publier un « rapport préliminaire sur les groupes néo-fascistes et haineux » qui citait

spécifiquement la « menace nazie » créée par l'ADL comme l'un des groupes haineux qui représentaient un danger pour la démocratie américaine.

(Velde, bien sûr, n'a pas réalisé qu'il avait été pris à la gorge par l'ADL jusqu'à ce que Joe Kamp expose les machinations de cette dernière).

Il va sans dire que lorsque les membres du Congrès ont envisagé d'examiner plus avant les activités des groupes haineux, l'ADL s'est rapidement distanciée de l'affaire, annonçant que l'opération financée par l'ADL était « une organisation insignifiante de peu d'importance ou d'efficacité ».

Il est évident qu'une enquête approfondie sur le parti aurait révélé les activités de l'ADL dans les coulisses et c'est la dernière chose que l'ADL souhaitait. Face à cette exposition, l'ADL a donc retiré son soutien au « parti », qui est rapidement tombé dans l'oubli.

Les faits concernant le racket des groupes haineux de l'ADL ont été rendus publics par un journaliste juif en croisade, Lyle Stuart, dans son magazine aujourd'hui disparu, *Expose*.

En conséquence, l'ADL a cherché à évincer Stuart de ses affaires, mais ce dernier a contre-attaqué en intentant un procès à l'ADL. Celle-ci n'a pas réussi à détruire Stuart, qui est devenu par la suite un éditeur de livres franc-tireur très prospère, dont l'entreprise est toujours en activité aujourd'hui.

Parmi les nationalistes américains d'aujourd'hui, l'auteur et conférencier très apprécié Eustace Mullins est l'un des derniers à se souvenir de Griffith, notant que ce dernier a passé beaucoup de temps à infiltrer le mouvement nationaliste, mais qu'à ce moment-là, Mullins et d'autres avaient compris le jeu de Griffith.

Ainsi, bien que Griffith ait disparu depuis longtemps, il existe de nombreuses autres chèvres de Judas - des ennemis de l'intérieur - qui continuent à accomplir le même type de sales besognes pour le compte de l'ADL et d'autres agences d'espionnage.

Ce qui suit est une poignée de descriptions de quelques exemples plus notables des tactiques de type COINTELPRO du FBI et de son allié de longue date, l'Anti-Defamation League (Ligue anti-diffamation). Nous avons également ajouté le cas intriguant d'un mouchard du FBI qui a également travaillé pour la CIA – et il y a plus d'un personnage de ce type en activité aujourd'hui. Cette liste est loin d'être exhaustive, mais ce sont là de bons exemples qui montrent à quel point les Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur sont insidieuses.

L'assassinat de l'institutrice
Kathy Ainsworth par l'ADL et le FBI :
Le COINTELPRO dans toute sa splendeur

L'affaire Kathy Ainsworth est peut-être l'exemple le plus tristement célèbre de collaboration entre le FBI et l'ADL dans le cadre d'une opération COINTELPRO, qui s'est soldée par le meurtre d'une jeune femme innocente. De peur qu'un lecteur ne pense qu'il s'agit d'une sorte de « théorie de la conspiration » élaborée par « un semeur de haine antisémite », nous allons permettre que l'histoire soit racontée par l'éminent journal *Washington Star*, bien qu'aujourd'hui disparu, dans un article daté du 13 février 1970, reproduisant un rapport de l'Associated Press décrivant un rapport du *Los Angeles Times*, encore plus éminent.

> Un document affirme que le FBI a payé
> Un piège fatal pour le Klan
>
> LOS ANGELES (AP) – Le FBI et la police de Meridian (Mississippi) ont versé 36 500 dollars à deux informateurs du Ku Klux Klan pour tendre un piège à des terroristes du Klan, piège qui a fait un mort et trois blessés, a rapporté aujourd'hui le *Los Angeles Times [13 février 1970]*.
>
> La communauté juive de Meridian a financé le piège de la tentative d'attentat à la bombe contre la maison d'un homme d'affaires juif, a rapporté le *Times*. Cette action fait suite à une série de 17 attentats à la bombe et incendies non résolus dans des communautés juives et nègres des régions de Jackson et de Meridian, dans le Mississippi, précise le journal. Le FBI et la police se sont refusés à tout commentaire officiel.
>
> Le journal a publié un nouveau récit des circonstances de l'incident, au cours duquel une femme du Klan, Kathy Ainsworth, une institutrice de 26 ans, a été tuée le 30 juin 1968, lors d'un échange de coups de feu avec les forces de l'ordre. « Les preuves indiquent clairement que les hommes du Klan qui ont tenté de commettre l'attentat, Thomas Albert Tarrants III, âgé de 21 ans à l'époque, et sa compagne, Mme Kathy Ainsworth, 26 ans, institutrice, ont été attirés dans cette tentative d'attentat par deux autres hommes du Klan qui ont reçu un total de 36 500 dollars », indique le *Times*. « Un ancien agent du FBI qui a servi d'intermédiaire a reçu 2 000 dollars. »
>
> « Les policiers qui ont déclenché le piège disent qu'ils s'attendaient à une fusillade et qu'ils n'ont jamais pensé que l'un des membres du Klan serait capturé vivant », a déclaré le *Times*. « Ils s'attendaient à ce que deux

hommes tentent de commettre l'attentat et ne savaient pas qu'une femme y participerait jusqu'à 45 minutes avant qu'il ne soit exécuté. »

Les coups de feu tirés au domicile de l'homme d'affaires, Meyer Davidson, ont tué Mme Ainsworth et blessé un policier, un passant et Tarrants, qui a été plus tard condamné à 30 ans de prison.

Selon le *Times*, A. I. Botnick, directeur du bureau régional de la Ligue contre la diffamation à la Nouvelle-Orléans, a reconnu avoir participé à l'exécution du piège. Mais lors d'une seconde interview, Botnik a qualifié d'« incorrectes » les déclarations qu'il avait enregistrées lors de la première interview.

Le *Times* a déclaré qu'il « a documenté les arrangements du piège grâce aux archives de la police et aux déclarations de certains des officiers de police impliqués ». Le journal a indiqué que l'inspecteur L. L. Scarbrough de Meridian l'avait aidé à découvrir ces informations, mais qu'il avait ensuite déclaré que seuls le FBI ou son chef de police pouvaient les divulguer.

Le *Times* a cité ses sources d'information qui ont déclaré qu'elles nieraient avoir révélé les noms des deux informateurs du Klan *[les frères Roberts]* si ces derniers portaient plainte pour diffamation parce que leurs noms avaient été rendus publics.

Les deux informateurs ont reçu 36 500 dollars et « ont demandé et obtenu l'assurance écrite qu'ils bénéficieraient de l'immunité dans plusieurs affaires d'attentats à la bombe dans des églises », selon le *Times*.

Mais il y avait bien plus que cela dans cette histoire peu glorieuse. Jack Nelson, du *Los Angeles Times*, a rapporté dans son exposé choquant que l'inspecteur Scarbrough lui avait dit que l'homme de l'ADL, Botnick, avait également dit aux informateurs, les frères Roberts, qu'il (Botnick) pourrait collecter 150 000 dollars supplémentaires auprès de la communauté juive pour ce qu'il décrivait comme une « assistance » supplémentaire si les frères Roberts fournissaient un témoignage établissant un lien entre un autre dirigeant du KKK, Sam Bowers de Tupelo, dans le Mississippi, et les soi-disant attaques terroristes. En d'autres termes, Botnick demandait essentiellement aux frères Roberts de mentir sous serment pour fournir toute forme de preuve susceptible d'être utilisée pour envoyer Bowers en prison.

Dans un autre cas, Nelson a rapporté que Kenneth Dean, un militant des droits civiques basé dans le Mississippi, avait déclaré que Botnick avait également parlé de conclure un contrat pour faire « liquider » deux hommes du Klan dans un État du Nord, et avait promis qu'il pourrait s'en charger et être assuré qu'il n'y aurait pas d'enquête.

On ne peut qu'imaginer les hurlements d'indignation internationale s'il était révélé que quelqu'un s'était arrangé pour faire « liquider » un leader juif tel que Botnick. Pourtant, Botnick n'a jamais été inculpé pour son comportement criminel, alors qu'il aurait certainement dû être emmené pour être gazé, fusillé ou pendu, ce qui était le traitement conventionnel accordé aux meurtriers aux États-Unis.

GARY THOMAS ROWE : Un autre COINTELPRO « Homme du Klan »

Bien que l'on entende souvent parler de la « violence du KKK », ce que l'on sait moins, c'est qu'au cours des années houleuses de la lutte pour les droits civiques dans les années 1960, certains des pires auteurs de violence au nom du Ku Klux Klan étaient des informateurs du FBI à l'intérieur du Klan. Pour un bref aperçu de l'un des plus célèbres informateurs du FBI au sein du Klan, Gary Thomas Rowe, nous nous tournons vers Howell Raines, célèbre journaliste du *New York Times*, qui a publié dans le *Times*, le 17 juillet 1978 :

> Des enquêtes établissent un lien entre un informateur du FBI au terrorisme majeur du Klan dans les années 1960
>
> De nouvelles enquêtes sur les activités de Gary Thomas Rowe, Jr, principal informateur rémunéré du Federal Bureau of Investigation (FBI) au sein du Ku Klux Klan, ont permis de dresser le portrait de M. Rowe, un homme qui « aimait la violence » et qui pourrait être lié à la plupart des incidents majeurs de terrorisme du Klan qui se sont produits en Alabama alors qu'il était rémunéré par le FBI.
>
> Tout en recevant de l'argent du FBI, M. Rowe, selon ses propres dires, a été directement impliqué dans des actes de violence raciale, à commencer par l'agression des Freedom Riders à Birmingham (Alabama) en 1961, jusqu'à l'assassinat par balle de Viola G. Liuzzo, une participante à la marche de Selma à Montgomery en 1965.
>
> Les relevés de salaires fédéraux présentés lors d'un procès au cours duquel M. Rowe a témoigné il y a 13 ans ont montré que le bureau l'a payé plus de 12 000 dollars de 1960 à 1965 pour des activités d'infiltration qui font maintenant l'objet d'une enquête du ministère de la justice. Il a également déclaré que le FBI lui avait donné 10 000 dollars de plus pour financer sa réinstallation sous un nouveau nom.

Le rapport du *New York Times* a décrit assez longuement d'autres abus que Rowe a admis directement ou dans lesquels il a été soupçonné d'avoir été

impliqué. Mais quatre ans après le rapport du *Times*, le 30 octobre 1982, le *San Diego Tribune* a publié un rapport intéressant de l'Associated Press qui a ajouté d'autres détails à l'histoire. Le rapport indiquait ce qui suit :

> Des dossiers montrent que le FBI a « couvert »
> un informateur clé du Klan
>
> Le Département de la Justice a révélé que des agents du FBI ont couvert les activités violentes de Gary Thomas Rowe Jr, son principal informateur qui a infiltré le Ku Klux Klan en Alabama au début des années 1960. Dans un rapport rendu public hier en fin de journée, les enquêteurs du département ont déclaré que les agents avaient protégé Rowe parce qu'il était « tout simplement trop précieux pour être abandonné ».
>
> Les autorités de l'Alabama ont par la suite accusé Rowe de meurtre dans l'assassinat d'une militante des droits civiques *[Viola Liuzzo]* en 1965, mais une cour d'appel fédérale l'a empêché d'être jugé... Le rapport indique également que « lorsque les agents ont appris que Rowe avait participé à des passages à tabac du Klan, ils ne l'ont apparemment jamais dénoncé aux autorités locales ni mis fin à son statut d'informateur ».

Rowe lui-même a écrit un livre intitulé *My Undercover Years with the Ku Klux Klan* (Mes années d'infiltration au sein du Ku Klux Klan) et, en 2005, les presses de l'université de Yale ont publié le livre du professeur Gary May sur l'affaire Rowe, intitulé *The Informant*: *The FBI, the Ku Klux Klan, and the Murder of Viola Liuzzo*.

JAMES MITCHELL ROSENBERG : Le « nazi » juif préféré de l'ADL

L'un des « extrémistes de droite » américains les plus francs et les plus scandaleux de la fin des années 1970 et du début des années 80 était une figure omniprésente connue sous le nom de « Jimmy Anderson ». Vêtu d'uniformes « nazis » et de costumes du Klan, « Anderson » est devenu une figure familière des points chauds de la région de New York et du New Jersey, populairement connu comme un responsable de la section du Queens, à New York, de la Christian Defense League (Ligue de défense chrétienne).

« Anderson » tentait continuellement de susciter la violence sous une forme ou une autre et, à une occasion, appelait à l'explosion d'un bureau de la National Association for the Advancement of Colored People (Association nationale pour la promotion des personnes de couleur) dans le New Jersey. Le 7 décembre 1981, Anderson a participé à un documentaire télévisé diffusé

sur WCCO TV à Minneapolis, intitulé « Armies of the Right » (les armées de la droite). Et, comme d'habitude, « Anderson » a été le plus provocateur des « extrémistes de droite » présentés, faisant des remarques violentes et racistes. Un sacré personnage en somme.

En réalité, « Anderson » était un jeune juif new-yorkais du nom de James Mitchell Rosenberg qui avait passé un certain temps en Israël en tant que membre des forces de défense israéliennes et qui, à son retour d'Israël, s'était mis à travailler comme informateur sous couverture pour la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith. En fin de compte, bien sûr, sa « couverture » a été découverte et le « nazi » de l'ADL a été démasqué.

Bien que Rosenberg semble avoir disparu de la scène, pour autant que l'on sache, il a fait bonne figure « à droite » pendant ses années en tant qu'informateur infiltré de l'ADL.

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui encore, de nombreux Américains se souviennent de « Jimmy Anderson » comme d'un « néo-nazi violent cherchant à semer la zizanie raciale en Amérique ». Ce qu'ils ne savent pas, c'est qu'il était une chèvre de Judas - un ennemi intérieur - travaillant pour l'ADL.

MORDECHAI LEVY :
Un autre des « nazis » juifs de l'ADL

Mais il ne faut pas croire que Jimmy Rosenberg était le seul « gentil garçon juif » à se faire passer pour un « haineux » et à semer le trouble. En 1979, le jeune Mordechai Levy, un informateur de l'ADL qui était également membre de la terroriste Ligue de défense juive (JDL), a adopté le surnom de « James Guttman » et a demandé un permis pour organiser une manifestation de « pouvoir blanc » devant l'Independence Hall à Philadelphie, à laquelle participeraient des « nazis » américains et des membres du Ku Klux Klan. Levy a annoncé qu'il était le « coordinateur » d'une organisation néo-nazie et a déployé des efforts considérables pour inviter les branches de Philadelphie et du New Jersey du Ku Klux Klan à participer à la manifestation. (Entre-temps, l'informateur de l'ADL mentionné plus haut, Jimmy Rosenberg, se trouvait être un agent clé de l'ADL au sein de la branche du KKK du New Jersey).

Pour rendre les choses encore plus intéressantes, les copains de Mordechai Levy à la JDL préparaient un « contre-rassemblement » contre le rassemblement du « pouvoir blanc » organisé par leur propre homme Levy. Ainsi, alors que les grands médias de la région de Philadelphie et la Ligue anti-diffamation

s'insurgeaient contre « la montée du nazisme en Amérique » dans les reportages consacrés à cette affaire, celle-ci était en fait l'œuvre de deux agents de longue date de la Ligue anti-diffamation. Et pour rendre les choses encore plus intéressantes, il faut savoir que, pendant des années, l'ADL a officiellement et publiquement « condamné » la JDL, alors même que la JDL fonctionnait effectivement comme la branche terroriste de l'ADL, attaquant – voire blessant et tuant – les cibles de la colère de l'ADL. Mais, bien sûr, l'ADL était officiellement « non-violente » et s'est toujours donné beaucoup de mal pour dénoncer les activités violentes de ses agents secrets.

Le mouchard travailliste devenu informateur de la CIA : Un rouage dans le plan visant à « avoir » Lyndon La Rouche

Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, Lyndon H. La Rouche, Jr. est l'une des personnalités politiques « marginales » les plus controversées et les plus médiatisées des États-Unis. Fondateur du National Caucus of Labor Committees et d'une multitude d'autres organisations et publications largement diffusées dans les cercles dissidents américains, La Rouche, comme on pouvait s'y attendre, est devenu une cible majeure de l'ADL en raison de son opposition ouverte à de nombreuses intrigues du lobby israélien en Amérique.

Après une campagne concertée de l'ADL, en collaboration avec la CIA, le FBI et une multitude d'autres agences et individus, La Rouche a fini par passer du temps en prison pour ce que beaucoup, y compris l'ancien procureur général Ramsey Clark, considèrent comme des accusations de « corruption » forgées de toutes pièces.

Quoi qu'il en soit, dans le cadre de sa défense, La Rouche et ses avocats, sans parler de ses associés qui ont travaillé dur, ont commencé à enquêter sur la nature de la campagne « Get La Rouche » (« Avoir La Rouche ») et ont découvert qu'il y avait en effet de nombreux informateurs sous couverture qui agissaient contre La Rouche à la manière de COINTELPRO. Un cas en particulier est très illustratif.

Pendant dix ans, semble-t-il, un certain Ronald Fino, ancien président du Buffalo Laborers Union Local 210, a espionné La Rouche tout en prétendant soutenir ses efforts. Il s'avère que Fino travaillait depuis des années en tant qu'informateur du gouvernement sur ses collègues ouvriers, censé rapporter au FBI les liens avec le crime organisé. Cependant, lorsque la CIA a eu besoin

d'un homme pour se rapprocher de l'organisation de La Rouche en tant qu'informateur, elle s'est tournée vers Fino.

Apparemment, Fino a commencé par être un informateur du gouvernement dans les années 1960, alors qu'il était étudiant à l'université de l'État de New York à Buffalo et qu'il travaillait pour la CIA en espionnant le mouvement anti-guerre dans cette ville.

Quoi qu'il en soit, comme La Rouche et ses associés l'ont démontré à maintes reprises dans de nombreux livres et articles de magazines, les mains habiles de la CIA et du FBI – sans parler de l'ADL – ont joué un rôle majeur dans la campagne menée contre La Rouche et de nombreux autres dissidents politiques en Amérique. L'affaire Fino n'est qu'un exemple parmi d'autres révélés par La Rouche.

L'homme du FBI au sein du mouvement skinhead

À la fin des années 1980, un certain « Rev. » Joe Allen a fait son apparition dans le sud de la Californie et a commencé à s'ingérer dans les groupes dits « suprémacistes blancs » et « skinheads » qui commençaient à prendre de l'importance dans cette région. Il a déclaré qu'il était pasteur de l'Église du Créateur et a rapidement commencé à distribuer de l'argent et des faveurs aux jeunes dissidents politiques racialistes blancs. Cependant, un leader racialiste blanc, Tom Metzger, de la Résistance aryenne blanche, s'est méfié d'Allen dès le début et a fait savoir à ses compatriotes qu'il fallait se méfier d'Allen. Néanmoins, Allen a poursuivi ses efforts pour se faire une place de choix dans le mouvement racialiste blanc. Selon un rapport du *Los Angeles Times* :

> Allen a loué un appartement de trois chambres à Newport Beach, à quelques pas de la plage. Il s'est également installé dans un bureau situé dans une zone industrielle moyenne voisine, qu'il a transformé en ce qu'il a appelé un « centre d'entraînement », en y installant un bain à remous, des appareils d'haltérophilie et des caméras vidéo. En exhibant des rouleaux d'argent et des bijoux en or, Allen a invité les skinheads locaux à s'entraîner gratuitement dans son centre d'entraînement, qu'il aurait décoré d'objets nazis et d'armes à feu. Ils affirment qu'Allen leur a offert l'hospitalité – des steaks épais et de la bière pour les barbecues – ainsi que de l'argent, dont 500 dollars utilisés pour payer la caution de deux ou trois jeunes suprémacistes blancs au Canada.

En attendant, bien que beaucoup aient tenu compte des avertissements de Metzger au sujet d'Allen, plus d'un jeune a été pris au piège dans la toile insidieuse d'Allen. Metzger et ses associés ont continué à enquêter sur Allen

et, juste avant qu'ils ne rendent public leur dénonciation, le FBI est intervenu et a déménagé Allen, admettant que, oui, en fait, Allen était un informateur.

Une poignée de jeunes gens ont été inculpés de complot visant à provoquer une guerre raciale en attaquant une église noire et en préparant le meurtre de Rodney King, le célèbre « automobiliste noir » dont le passage à tabac par des officiers de police avait suscité un grand scandale national, grâce aux efforts des « grands » médias pour enflammer la communauté noire de Los Angeles, provoquant des émeutes et toutes sortes d'agitations publiques. Bien que les jeunes gens aient été condamnés, après avoir été piégés par les intrigues d'Allen, l'affaire est clairement un autre exemple d'une chèvre de Judas de premier ordre causant des problèmes et instiguant une soi-disant « conspiration » qui n'aurait jamais eu lieu s'il n'avait pas été sur les lieux.

DELMAR DENNIS
La chèvre de Judas bien-aimée de la John Birch Society au sein du KKK

Delmar Dennis était un pasteur méthodiste de Meridian, dans le Mississippi, au début des années 1960. Il a été présenté comme un membre loyal du Ku Klux Klan de l'État. En réalité, il était un informateur du FBI dans le cadre du programme COINTELPRO et aurait reçu quelque 15 000 dollars sur une période donnée pour ses services. À la même époque, Dennis était très actif au sein de la John Birch Society, mais il n'y a jamais eu de preuve (ou de suggestion) que Dennis informait les Birchers comme il le faisait pour le KKK.

Après avoir été démasqué en 1967 comme un « mouchard » du FBI au sein du KKK, Dennis est néanmoins devenu un orateur populaire au nom de la John Birch Society qui a utilisé Dennis et sa rhétorique pour populariser, auprès de certains patriotes américains naïfs, la théorie selon laquelle le Ku Klux Klan et son point de vue « antisémite » étaient en fait un « complot communiste » visant à susciter des troubles raciaux en Amérique.

Plus tard, le Dr Edward Fields du journal *The Thunderbolt*, basé à Marietta, en Géorgie, a écrit sur Dennis et ses liens avec la John Birch Society et son fondateur, Robert Welch, qui avait été un partisan enthousiaste de Dennis. Fields a écrit :

> Cela met évidemment en doute la loyauté de Robert Welch, dont l'organisation semble avoir été transformée en refuge pour d'anciens agents infiltrés du FBI. Il faut aussi rappeler que l'organisation porte le

nom d'un agent de la CIA, John Birch, qui a été tué alors qu'il tentait d'amener les communistes chinois à travailler avec les nationalistes pour former un gouvernement de coalition. De tels gouvernements finissent toujours par devenir communistes, comme nous l'avons vu en Tchécoslovaquie et au Laos.

Quelque temps après, un écrivain « conservateur » a écrit un livre élogieux sur Dennis, intitulé *Klandestine*, répétant que le KKK était un « front » soviétique. Il n'est peut-être pas surprenant que ce livre ait été publié par une société ayant des liens de longue date avec « l'ancien » officier de la CIA William F. Buckley Jr. qui, comme nous le verrons, a joué un rôle majeur dans la destruction des mouvements nationalistes de base en Amérique. Malgré les antécédents de Dennis en tant que chèvre de Judas, il a gravi les échelons de l'American Party « conservateur » et, en 1984 et 1988, il a été son candidat à la présidence ! Il n'est donc pas surprenant que l'American Party ait depuis longtemps disparu de la scène.

BILL WILKINSON
Le chef du Klan démasqué comme informateur du FBI

Dès 1974, le jeune David Duke, alors étoile montante du mouvement racialiste blanc américain, repère l'un de ses lieutenants, Bill Wilkinson, comme étant un « problème ». En fait, comme Duke le soupçonnait, pendant les huit derniers mois de son adhésion aux Chevaliers du Ku Klux Klan de Duke, Wilkinson a servi d'informateur rémunéré pour le FBI.

Bien que Duke ait averti les gens qu'il ne fallait pas faire confiance à Wilkinson, ce dernier a fondé son propre Empire invisible du Ku Klux Klan après s'être séparé de Duke. Pendant les huit années qui ont suivi, Wilkinson a réussi à duper de nombreux innocents au sein de l'« Empire », qui ne se doutaient pas que Wilkinson travaillait en réalité pour le FBI.

Le jeune Duke tentait de « réformer » le mouvement KKK, pour ainsi dire, de « nettoyer son image » et de contrer le stéréotype médiatique selon lequel les membres du KKK étaient des haineux violents. Cependant, une fois installé à la tête de son propre groupe (parrainé par le FBI), Wilkinson a travaillé assidûment pour se faire connaître du public en tant que chef du KKK, en prononçant des paroles virulentes et en faisant allusion à la violence par des slogans tels que « Guns, Guts and Bullets » (des fusils, des tripes et des balles), ce qui a eu pour effet d'attiser les tensions raciales.

Les frasques de Wilkinson ont donc contribué aux efforts de collecte de fonds de l'ADL, qui a désigné Wilkinson comme une « menace » croissante, alors qu'il était en fait sous la coupe des alliés de l'ADL au sein du FBI.

Edward Fields a décrit dans *The Thunderbolt* un aspect du Klan de Wilkinson, parrainé par le FBI, qui montre précisément comment Wilkinson travaillait également pour le compte de l'ADL :

> Un autre élément intéressant est que le FBI exhorte tous ses informateurs à faire de leur mieux pour protéger les Juifs en exhortant les patriotes à ne pas les critiquer. Lorsque Bill Wilkinson a voulu engager l'écrivain professionnel de droite Bill Grimstad, il a d'abord insisté pour que ce dernier promette de ne pas s'occuper de la question juive.
>
> Grimstad a refusé et a déclaré que, dans ce cas, il ne voulait pas du poste de rédacteur en chef du journal de Wilkinson. Dans le même temps, Wilkinson a, à maintes reprises, exhorté les orateurs invités à ses rassemblements à ne pas critiquer les Juifs.

Ainsi, si le FBI tolérait la rhétorique anti-Noirs, la rhétorique anti-Juifs était « hors limites ». Quoi qu'il en soit, en 1981, le rôle de Wilkinson en tant qu'informateur du FBI alors qu'il « dirigeait » son propre KKK a été révélé publiquement, ce qui a effectivement mis fin à la carrière de Wilkinson dans la « droite », mais les révélations ont finalement convaincu beaucoup de gens qu'il y avait effectivement des chèvres de Judas dans les rangs des groupes dissidents américains, une pilule amère à avaler pour beaucoup, mais un avertissement que beaucoup ne semblent toujours pas avoir correctement pris en compte.

Ainsi, comme nous l'avons vu – en ne citant que ces quelques exemples – il existe une histoire très réelle et très sordide d'infiltration et de perturbation des groupes dissidents américains par des agents de gouvernements, tant étrangers que nationaux, sans parler de l'alliance fréquente et inconvenante entre notre propre FBI et l'Anti-Defamation League (ADL), qui est, de toute évidence, un agent d'un gouvernement étranger : Israël.

Quoi qu'il en soit, à la lumière du rôle similaire que le FBI et l'ADL (ensemble et individuellement) ont joué dans l'infiltration et la perturbation des groupes dissidents, le lien officiel entre le FBI et l'ADL est particulièrement déconcertant, car l'importance croissante accordée à la « lutte contre le terrorisme » pourrait conduire à une nouvelle vague d'actes de provocation orchestrés par le FBI et l'ADL dans le but de créer une demande publique pour une répression de la liberté d'expression et de réunion.

En fait, selon Edward S. Herman, de l'école de communication Annenberg de l'université de Pennsylvanie, qui écrit dans son livre : *The « Terrorism » Industry : The Experts and Institutions That Shape Our View of Terror* (L'industrie du « terrorisme » : les experts et les institutions qui façonnent notre vision de la terreur) : « Aux États-Unis, le FBI mène depuis longtemps des actions d'agents provocateurs, incitant à la violence les organisations dissidentes infiltrées et exécutant des actes de violence directs, ensuite attribués aux individus et aux organisations attaqués ».

Bien que cela puisse choquer l'Américain moyen, c'est un fait qui ne fait l'objet d'aucun débat. Et dans les pages de ce volume, nous en apprendrons beaucoup plus sur l'activité subversive des Chèvres de Judas qui ont conduit de nombreux agneaux américains à l'abattoir.

En attendant, dans le chapitre qui suit, nous ferons une brève – mais critique – parenthèse et explorerons l'étrange histoire du « Trust » [cf. Opération Trust, confiance – NdT), un étrange modèle soviétique non seulement pour surveiller son opposition, mais aussi pour créer une fausse opposition.

Pour comprendre comment les Chèvres de Judas ont opéré sur le sol américain, il convient de voir comment un phénomène similaire s'est produit au début du XXe siècle. Et, en fin de compte, le modèle soviétique de « Trust » (confiance), comme nous le verrons, est très largement utilisé par les ennemis du nationalisme américain légitime aujourd'hui.

Chapitre Deux

« L'opposition contrôlée » Le modèle soviétique de « Trust » pour l'infiltration et la manipulation – voire la création de forces d'opposition : utilisé aujourd'hui en Amérique par l'Ennemi intérieur

Le modèle « Trust » utilisé par l'Union soviétique au début du XXe siècle pour infiltrer et détruire ses ennemis est le fondement même des techniques souvent utilisées par les agences de renseignement américaines – ainsi que par le service clandestin d'Israël, le Mossad, et ses relais tels que la Ligue anti-diffamation du B'nai B'rith – pour infiltrer et détruire (ou contrôler d'une autre manière les activités) les mouvements dissidents nationaux jugés hostiles aux intérêts du sionisme et du mondialisme.

Ceux qui ne comprennent pas cette tactique ancestrale ne pourront jamais comprendre à quel point le système politique américain a été manipulé par ces forces étrangères.

Bien qu'aujourd'hui encore, certaines personnes et organisations actives au sein des mouvements dits « nationalistes », « révisionnistes » et « patriotiques » en Amérique semblent « dire les bonnes choses », la vérité est que nombre d'entre elles sont en fait des agents de discorde, parfois involontaires, utilisés à des fins de collecte de renseignements, de propagande et de désinformation, dans le but d'exercer une plus grande influence sur le système américain [idem en France – NdT] afin de consolider le pouvoir de l'Ennemi intérieur.

Examinons le « Trust » soviétique et son mode de fonctionnement. Cette opération de contre-espionnage peu connue, connue sous le nom de « Trust », a été mise en place par la Tchéka, prédécesseur du KGB soviétique, pour créer et contrôler une « fausse opposition » afin de débusquer les véritables opposants au régime bolchevique qui, comme les historiens le savent, était contrôlé par des non-Russes, principalement des juifs.

Lorsque vous lirez les documents suivants relatifs au fonctionnement du « Trust », remplacez simplement le mot « soviétique » par le mot « israélien »

et le mot « Mossad » par les noms « Tchéka » et « KGB » et vous comprendrez comment la technique du « Trust » a été appliquée par le Mossad pour manipuler des groupes qui « semblent » s'opposer aux intérêts israéliens. (De même, une formule similaire peut être utilisée en remplaçant les termes « CIA » ou « FBI », selon le cas).

Une brève description du fonctionnement du « Trust » figure dans *Chekisty: A History of the KGB* de John J. Dziak :

> Lorsqu'il n'existe pas de véritable organisation d'opposition interne, [un service de sécurité peut] en inventer une, à la fois pour infiltrer les organisations les plus dangereuses à l'étranger afin d'atténuer ou de canaliser leurs actions, et pour faire émerger des dissidents internes réels ou potentiels. Si une opposition interne existe déjà, elle sera infiltrée dans le but de la contrôler, de pousser les opposants à s'exposer et d'amener le mouvement à servir les intérêts de l'État.

Un compte rendu plus complet de « The Trust » figure dans *Dirty Tricks or Trump Cards : U.S. Covert Action and Counterintelligence*, de Roy Godson, professeur à l'université de Georgetown, connu pour ses liens étroits avec le lobby israélien à Washington :

> Parfois, si les circonstances le permettent et si les praticiens sont habiles, le contre-espionnage peut cibler sa tromperie non seulement sur l'opposition interne et émigrée, mais aussi sur les services de renseignement et les gouvernements des adversaires étrangers. Le Soviet Trust était une opération de ce type.
>
> Le Trust a été créé au début des années 1920 et entièrement contrôlé par les services secrets soviétiques, la Tchéka. Croyant agir de concert avec un mouvement antibolchevique actif et efficace, les opposants au régime en URSS et en exil ont été incités par le Trust à se dévoiler et sont devenus des cibles de la sécurité de l'État soviétique.
>
> En utilisant ces informations et en contrôlant les communications entre les agences de renseignement occidentales, la communauté des émigrés russes et les dissidents russes à l'intérieur du pays, la Tchéka a habilement neutralisé l'opposition anticommuniste à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
>
> Le Trust a également pu utiliser ses contacts avec les services de renseignement occidentaux pour transmettre des informations trompeuses et fausses sur l'état interne du régime soviétique aux ministères des affaires étrangères et aux gouvernements de ces mêmes services. En substance, l'Occident se faisait dire par ses « agents » de renseignement en Union soviétique que le soutien au régime bolchevique s'affaiblissait et que les dirigeants soviétiques étaient au fond des nationalistes qui, si l'Occident les

laissait en paix, transformeraient progressivement un État voué à la révolution à l'intérieur et à l'extérieur du pays en un État qui se comporterait d'une manière plus traditionnelle et prévisible...

Le nom réel de l'organisation était l'Association de crédit municipal de Moscou, d'où le nom de Trust. Elle se présentait comme une institution financière opérant dans l'environnement économique libéral de la Nouvelle politique économique de Lénine. Le nom clandestin du faux groupe était l'Association monarchiste de Russie centrale. Un aspect ironique de l'opération du Trust était que les services de renseignement britanniques et français payaient les émigrés russes pour la désinformation que la Tchéka leur fournissait par l'intermédiaire du Trust. Il semblerait qu'à un moment donné, l'argent versé à ces sources par l'Occident ait été utilisé pour couvrir les dépenses de l'opération de tromperie elle-même. En bref, l'Occident payait pour être trompé...

Étant donné que plusieurs générations de jeunes officiers du KGB ont appris que les opérations « Trust » étaient couronnées de succès, il n'est pas surprenant que de telles opérations se soient poursuivies des années 1920 aux années 1980.

Le modèle d'infiltration « Trust » a été appliqué par le Mossad et ses alliés de la CIA et du FBI dans ce pays à d'autres mouvements dissidents ciblés pour l'infiltration et la prise de contrôle. Des services de renseignement tels que l'Anti-Defamation League (ADL) et le Southern Poverty Law Center (SPLC) font souvent partie de l'opération.

Une étude attentive des bulletins récents de l'ADL et du SPLC révèle souvent (mais pas toujours) quels groupes et leaders « dissidents » sont utilisés (et encouragés) pour collecter des noms et constituer des dossiers sur des menaces perçues ou potentielles. L'ADL et le SPLC préparent minutieusement leurs propres agents contrôlés afin de leur donner de la « crédibilité ». En d'autres termes, l'individu moyen supposera que le fait que l'ADL et le SPLC s'en prennent à une personne ou à une organisation est en quelque sorte la « preuve » que cette personne ou cette organisation est légitime, comme le prouvent les attaques de l'ADL ou du SPLC. Ceux qui s'associent à de telles opérations de « trust » le font à leurs risques et périls.

Dans les pages de *Les chèvres de Judas – l'ennemi intérieur*, nous en apprendrons beaucoup plus sur les actions des intrigues de « Trust » de type soviétique sur le sol américain. Nous citerons les noms de ceux qui dirigent de faux groupes d'opposition. Nous démontrerons qu'il y a eu un effort concerté visant à contrôler – ou à détruire – la véritable opposition politique américaine de base qui menace le pouvoir du sionisme et de ses alliés

(souvent malhonnêtes) au sein de l'élite mondiale des entreprises. Nous rencontrerons quelques-uns des plus tristement célèbres médias qui usent de leur influence pour diffamer ceux qui s'opposent à l'agenda internationaliste. Nous étudierons la manière dont les mouvements politiques américains traditionnels ont été infiltrés et pris en charge, subvertis dans leur programme par ailleurs pro-américain.

Rien de tout cela ne sera agréable, **mais c'est une histoire qui doit être racontée si les Américains [idem pour les Français ! – NdT] veulent se réapproprier leur nation et leur héritage...**

Chapitre Trois

J. Edgar Hoover, le FBI et l'ennemi intérieur

Ruby Ridge, Waco, Oklahoma City, le raid sur le temple baptiste d'Indianapolis sous la direction du procureur général John Ashcroft dans les premiers jours de l'administration Bush, puis les attentats du 11 septembre, tous ces événements ont amené de nombreux patriotes, admirateurs de longue date du Federal Bureau of Investigation (FBI), à se demander si ce dernier était vraiment « de notre côté ».

La vérité est que depuis plus d'un demi-siècle, le FBI, à bien des égards, travaille, dans les coulisses, contre les intérêts des patriotes américains. Ce qui est étonnant, c'est qu'il ait fallu si longtemps pour que de nombreux patriotes américains commencent à se rendre compte que le FBI s'est trouvé – plus souvent qu'à son tour – dans ce que l'on pourrait appeler « le mauvais camp » et qu'il a effectivement fonctionné comme un appareil policier national à la solde du pouvoir ploutocratique en place.

Notamment, un ancien haut fonctionnaire du FBI, Ted Gunderson, a ajouté sa voix à la cacophonie des critiques qui ont soulevé de sérieuses questions sur le bien-fondé du modus operandi du FBI.

Dans ce contexte, il convient de rappeler un éditorial stimulant publié pour la première fois dans le numéro de mai 1959 d'une lettre d'information disparue depuis longtemps, *Right*, qui, même à l'époque – il y a près d'un demi-siècle – mettait en évidence des signes inquiétants indiquant que le FBI n'était pas nécessairement ce qu'il était censé être. L'éditorial a été rédigé par Willis Carto, qui a été associé à Right quelques années avant de fonder Liberty Lobby, l'institution populiste basée à Washington qui a publié *The Spotlight* et qui a elle-même été crucifiée et détruite par un juge fédéral qui était un ancien haut fonctionnaire du Département de la Justice (plus d'informations à ce sujet plus loin dans ces pages). Au sujet de l'éditorial de *Right*, Carto a déclaré, lors d'une réflexion en 2006, « Je ne changerais pas une ligne ». Voici ce que Carto a écrit en 1959.

LE BUREAU FÉDÉRAL D'INVESTIGATION

De nombreux nationalistes avant-gardistes se sont demandés avec appréhension ce qu'il adviendrait du FBI si son directeur actuel, J. Edgar Hoover, prenait sa retraite.

Les personnes intelligentes reconnaissent depuis longtemps que le FBI est potentiellement très dangereux. Le fait qu'il soit totalement soumis au Président et à l'Attorney General est dans la nature des choses, car ces deux hommes sont, à leur tour, soumis aux groupes de pression impitoyables qui élisent les politiciens.

Nous devons remercier notre bonne étoile que Hoover ait fait preuve d'un degré inhabituel de responsabilité publique et qu'il ait repoussé la plupart des tentatives d'utiliser le FBI comme une arme politique. Le fait qu'il n'ait pas été en mesure de repousser toutes ces tentatives devrait inciter tout Américain consciencieux à réfléchir sobrement à ce que l'avenir lui réserve.

L'histoire de l'Europe regorge d'exemples de l'utilisation de la police secrète par les gouvernements. La Gestapo des nazis, aujourd'hui disparue, et le KGB (autrefois appelé OGPU) de l'Union soviétique, bien vivant, sont deux exemples de la manière dont des hommes insensibles utilisent la force pour étouffer la liberté, en recourant à des méthodes si brutales et si ignobles qu'il faut avoir l'estomac bien accroché pour ne serait-ce que lire à leur sujet.

Tous les hommes honnêtes doivent admettre que le FBI donne des signes de dérive vers la catégorie très redoutée d'une police secrète d'Etat, sans même le départ de M. Hoover. Les éloges gratuits qu'il a adressés à la subversive Anti-Defamation League et au front communiste NAACP dans son livre très prisé, *Masters of Deceit*, sont un signe précurseur de ce processus. Ensuite, la conduite honteuse du FBI dans l'ignoble tentative d'Atlanta de piéger et d'assassiner cinq patriotes innocents, en guise d'avertissement à tous ceux qui pourraient être trop francs au sujet des forces qui se cachent derrière le communisme à l'américaine, est un point noir que l'on ne peut oublier de sitôt.

Cependant, maintenant qu'un jury honnête a acquitté l'un des gamins impliqués et que les autres semblent avoir été libérés, le FBI semble avoir soudainement perdu tout intérêt pour l'identité des vrais poseurs de bombes. Serait-ce parce que son propre agent rémunéré – L. E. Rogers – est le véritable criminel ?

Le but de cet éditorial n'est pas tant de déplorer la triste perte de statut du FBI que d'avertir les patriotes et les « conservateurs » que nous avons involontairement permis au FBI de devenir un dangereux Frankenstein

qui, dans des mains bien pires que celles de M. Hoover, pourrait être – et sera incontestablement – utilisé pour appliquer la dictature totalitaire que la conspiration mondiale invisible est en train de préparer dans sa phase finale.

Les nationalistes doivent commencer à se défaire de la crainte que leur inspire le FBI, autrefois respecté. Et ils devraient commencer à se demander ce qui attend le pays et la Constitution après le départ à la retraite de M. Hoover et la nomination d'un successeur par le Président. Car ce successeur sera très certainement bien pire.

[Fin de l'éditorial de *Right*]

En fait, comme nous l'avons vu, le lien entre l'ADL et le FBI remonte aux années précédant la Seconde Guerre mondiale. À ce stade, il semble approprié de soulever une question troublante. L'ADL a-t-elle fait chanter l'ancien directeur du FBI, J. Edgar Hoover ? La presse nationale s'est fait l'écho de l'emprise du crime organisé sur Hoover, mais le rôle central de l'ADL dans le chantage exercé par Hoover a été soigneusement ignoré.

Le célèbre auteur Anthony Summers a fait sensation dans les médias en affirmant, dans un nouveau livre et dans la série « Frontline » diffusée sur la chaîne PBS, que le chef du crime organisé Meyer Lansky avait fait chanter le chef du FBI J. Edgar Hoover avec de prétendues photos de ce dernier en train de se livrer à des activités homosexuelles. Bien que de telles rumeurs concernant Hoover soient monnaie courante depuis des années, aucun auteur connu ne s'était jamais associé à cette accusation.

Citant de nombreuses sources – certaines suspectes et pratiquement toutes peu recommandables – Summers a affirmé que non seulement Lansky, mais aussi plusieurs autres personnes avaient accès à des photos similaires (que Summers n'est apparemment pas en mesure de produire). Summers rapporte que l'ancien chef du contre-espionnage de la CIA, James Jesus Angleton, avait lui aussi accès aux photos de Hoover.

Le fait que Lansky et Angleton étaient tous deux en possession de telles preuves est très intéressant, et ce pour une raison particulière :

Lansky était un partisan de longue date d'Israël et un ange financier de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith, un agent étranger illégalement non enregistré pour Israël. À la fin de sa vie, Lansky s'est même installé en Israël.

Angleton, qui, lorsqu'il était responsable des activités secrètes à la CIA, avait été directement impliqué dans le syndicat du crime Lansky par le biais

des transactions de la CIA avec les alliés de Lansky dans le trafic de drogue au sein des mafias corse et sicilienne, était également le protecteur d'Israël à la CIA. Angleton, qui dirigeait le bureau israélien de la CIA, était la personne la plus proche d'Israël à la CIA, au point d'être souvent accusé par les critiques d'être un « agent coopté d'Israël ».

En fait, Angleton est tellement vénéré en Israël qu'à sa mort, plusieurs monuments ont été érigés en Israël à sa mémoire – les seuls monuments publics de ce type connus en l'honneur d'un agent de renseignement américain dans le monde entier. (Il était vraiment un ami dévoué d'Israël).

La pertinence de ces faits est assez provocante si l'on considère l'étrange relation entre J. Edgar Hoover et l'ADL, relation qui a fait l'objet d'une controverse parmi les anticommunistes pendant de nombreuses années. L'accointance de Hoover avec l'ADL est devenue évidente lors de la parution du livre susmentionné intitulé *Masters of Deceit*, une critique du communisme rédigée par un écrivain fantôme de Hoover et publiée sous son nom.

Dans *Masters of Deceit*, l'écrivain fantôme de Hoover écrit : « Une partie de l'opposition la plus efficace au communisme aux États-Unis est venue d'organisations juives telles que le B'nai B'rith, le Comité juif américain, la Ligue juive américaine contre le communisme, la Ligue anti-diffamation et une foule d'autres groupes juifs ».

Pour des raisons évidentes, cela a suscité l'émoi des nombreux admirateurs anticommunistes de Hoover qui savaient pertinemment que l'ADL, en particulier, était truffée de communistes de longue date, de socialistes et de sympathisants du Parti communiste. Hoover lui-même, quels que soient ses défauts, n'était pas stupide et certainement pas communiste, loin s'en faut.

Lorsque le livre de Hoover a été publié, faisant l'éloge de l'ADL, de nombreux patriotes se sont souvenus que le Dr Bella Dodd (aujourd'hui décédée) avait déclaré à des associés, à l'époque où elle était membre du Parti communiste américain, que lorsque le Parti manquait de fonds ou avait besoin d'une direction, on pouvait toujours compter sur l'aide des dirigeants de l'ADL, installés dans une suite luxueuse du Waldorf-Astoria. En bref, l'ADL, de concert avec le Kremlin soviétique, soutenait le mouvement communiste américain.

(Un ouvrage, écrit par Robert Williams, un ancien officier de renseignement de l'armée, intitulé *The Anti-Defamation League and Its Use in the*

World Communist Offensive[2], expliquait en détail les frasques communistes et gauchistes de l'ADL).

Les liens de Hoover avec le syndicat du crime Lansky et ses alliés de l'ADL ont fait l'objet de rumeurs pendant de nombreuses années, bien avant l'arrivée d'Anthony Summers, puisque c'est l'ADL qui a été en grande partie responsable de la création de la Fondation J. Edgar Hoover en 1947. Le premier président de la Fondation Hoover n'était autre que le rabbin Paul Richman, directeur de l'ADL à Washington.

Louis B. Nichols, associé de longue date de Hoover et directeur adjoint du FBI chargé de la division des archives et des communications du Bureau, a été le principal contact du FBI avec l'ADL lorsque celle-ci a contribué à orchestrer des procès pour sédition de masse contre les principaux détracteurs de la politique étrangère du Président Franklin D. Roosevelt.

Nichols est ensuite devenu président de la Fondation J. Edgar Hoover, mais seulement après avoir quitté le FBI. Après avoir pris sa retraite, il est devenu vice-président exécutif de Schenley Industries, une importante société de spiritueux dirigée par l'ancien contrebandier et associé de Lansky, Lewis R. Rosenstiel, sur lequel nous reviendrons plus tard dans ce volume.

Quoi qu'il en soit, les origines de l'ADL sont assez intéressantes. L'impulsion initiale de l'organisation n'est pas tant due à un désir de défendre les membres de la foi juive, en général, mais plutôt les mafieux juifs. Au début du XXe siècle, le commissaire de police de New York, Thomas Bingham, avait entamé une enquête approfondie sur le crime organisé dans sa ville. En 1908, Bingham était sous le feu des critiques et accusé d'être « antisémite » pour avoir souligné le rôle de certains gangsters juifs dans le crime organisé.

Finalement, Bingham est évincé et le crime organisé s'installe à New York. L'un des bénéficiaires immédiats du départ de Bingham n'est autre que le mafieux Arnold Rothstein, mentor de Lansky et chef incontesté de la pègre juive avant la montée en puissance du jeune Lansky.

La source des attaques contre Bingham était un comité de relations publiques formé par un avocat d'affaires nommé Sigmund Livingston. En 1913, le comité de Livingston s'était officiellement constitué en Ligue antidiffamation du B'nai B'rith.

C'est ainsi que Hoover fut lui-même bénéficiaire des largesses de l'ADL, dont une grande partie provenait des coffres de Lansky et de son syndicat criminel. Hoover a également été victime des tactiques de chantage peu

[2] La Ligue anti-diffamation et son utilisation dans l'offensive communiste mondiale

recommandables de l'ADL, manifestement par l'intermédiaire de son ange financier, Meyer Lansky, et de ses associés du crime organisé.

Il n'est pas surprenant que l'auteur Anthony Summers ait choisi d'ignorer tout rôle de l'ADL dans une conspiration aussi monstrueuse. Dans ses propres mémoires, Gary Wean, ancien officier de renseignement du bureau du procureur de Los Angeles, a révélé que Summers avait choisi de ne pas publier les informations que Wean lui avait fournies lorsque Summers écrivait un livre, publié par la suite, sur la vie et la mort de l'actrice Marilyn Monroe.

Ce que Wean a dit à Summers, c'est que c'est Mickey Cohen, l'homme de main de Lansky sur la côte ouest, qui a organisé la présentation de Mlle Monroe à John F. Kennedy. Cohen espérait obtenir des informations sur les intentions du Président élu de l'époque concernant Israël.

Cohen était proche des Israéliens depuis de nombreuses années, ayant fourni des armes au mouvement clandestin juif en Palestine et entretenant une relation intime avec le terroriste devenu diplomate, Menachem Begin (futur Premier ministre israélien).

Wean a accusé Mlle Monroe d'avoir été assassinée sur ordre de Cohen pour l'empêcher de révéler la vérité sur la façon dont les Israéliens tentaient de manipuler sa relation avec le Président Kennedy. Mlle Monroe s'est apparemment rebellée contre Cohen et a refusé d'entrer dans son jeu d'espionnage. Quoi qu'il en soit, Summers a choisi de ne pas utiliser cette information et a préféré attribuer la mort de Mlle Monroe au Président Kennedy et à son frère, le procureur général Robert Kennedy.

De toute évidence, Summers ne souhaitait pas contrarier les Israéliens ou leurs partisans au sein de l'ADL. Par conséquent, si Summers avait eu connaissance du chantage exercé par l'ADL sur Hoover, il est peu probable qu'il l'aurait mentionné de peur de devenir lui-même une victime de l'ADL.

En définitive, la relation incestueuse entre le FBI et l'ADL est un excellent exemple de la façon dont l'Ennemi intérieur a acquis un statut spécial dans les services de renseignement et de police américains, manipulant les agences fédérales (et les organisations d'espionnage privées) pour faire avancer son propre agenda.

Bien qu'à ce jour, il y ait indubitablement de bons et solides éléments patriotiques au sein du FBI (et du ministère de la Justice dont il est l'organe d'enquête) – comme en témoignent les récentes (2005-2006) inculpations pénales de divers éléments pro-israéliens purs et durs – l'histoire montre malheureusement que le FBI, dans l'ensemble, a été manipulé et utilisé dans une large mesure par l'Ennemi intérieur.

Dans notre prochain chapitre, nous examinerons la carrière sordide d'un homme – largement oublié aujourd'hui – qui illustre peut-être, d'un point de vue historique, l'une des pires chèvres de Judas.

Chapitre Quatre

John Roy Carlson
Le Grand Ancien des Ennemis de l'intérieur : La première chèvre de Judas notoire du XXe siècle

Dans les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale et pendant plusieurs années qui ont suivi, un homme a acquis une renommée nationale pour son rôle de premier informateur sous couverture largement médiatisé au sein du mouvement nationaliste américain. Son nom – ou du moins le pseudonyme sous lequel il était connu – était John Roy Carlson. Pratiquement toutes les bibliothèques publiques américaines possèdent aujourd'hui – ou possédaient – un exemplaire du célèbre (beaucoup diraient infâme) best-seller de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, *Under Cover*, prétendument écrit par Carlson. On peut encore trouver ce livre dans de nombreuses librairies d'occasion.

Le sous-titre du livre donne une idée de son contenu : « Mes quatre années dans le monde souterrain nazi de l'Amérique – L'incroyable révélation de la façon dont les agents de l'Axe et nos ennemis de l'intérieur complotent actuellement pour détruire les États-Unis ».

Bien que *Under Cover* soit franchement un ouvrage très divertissant, riche en personnages réels fascinants dépeints dans une prose colorée, le fait est que la plupart des lecteurs d'aujourd'hui (à moins qu'ils ne tombent par hasard sur le présent ouvrage) ne sauront malheureusement jamais que l'auteur et le livre ont été complètement désavoués lors d'un procès en diffamation devant un tribunal fédéral de Chicago, trois ans après la publication de l'ouvrage.

Voici quelques informations générales qui permettent de répondre à la question : Qu'est-il arrivé à John Roy Carlson ?

Tout d'abord, le vrai nom de l'auteur n'est pas « John Roy Carlson ». Ce n'était que l'un des nombreux pseudonymes adoptés au fil des ans par Arthur (Avedis) Derounian. Né en Grèce en 1909, Derounian est arrivé à New York à l'âge de 12 ans et s'est lancé dans une carrière de journaliste. De nombreux critiques ont affirmé, bien qu'il l'ait nié, que Derounian était d'origine juive.

Au cours des années qui ont précédé l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, pendant la guerre elle-même et par la suite, Derounian est devenu actif dans une trentaine d'organisations politiques différentes, utilisant des noms allant, entre autres, de « George Pagnanelli » à « Robert Thompson, Jr. » en passant par « Patricia O'Connell ».

Bien que basé principalement à New York, Derounian entretenait une correspondance nationale active avec les dirigeants de ce que l'on pourrait appeler « le mouvement America First », qui luttait pour empêcher le Président Franklin Roosevelt d'impliquer les Etats-Unis dans la guerre en Europe.

Derounian a également beaucoup voyagé à travers le pays, faisant personnellement connaissance avec un grand nombre de ces mêmes personnes, se présentant comme un sympathisant de leur cause, utilisant souvent des lettres d'introduction (obtenues auprès d'autres personnes avec lesquelles il s'était déjà lié) dans ce but.

Derounian a également beaucoup voyagé à travers le pays, se présentant auprès de certaines personnes comme un sympathisant de leur cause, utilisant souvent des lettres d'introduction (obtenues auprès d'autres personnes avec lesquelles il s'était déjà lié) pour établir des contacts personnels avec un grand nombre de ces mêmes personnes.

En outre, sous le nom de « George Pagnanelli », Derounian a publié une feuille de haine antijuive grossière intitulée *The Christian Defender*, qu'il a distribuée dans la ville de New York et envoyée par la poste à des personnes dans tout le pays.

À cette époque, cependant, Derounian n'était pas le courageux journaliste d'investigation solitaire qu'il dépeint dans *Under Cover*. En fait, il était non seulement à la solde de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith – un groupe à l'avant-garde du mouvement pro-guerre qui soutenait l'administration Roosevelt – mais il bénéficiait également du soutien financier d'un groupe « miroir » de l'ADL, l'autoproclamé « Friends of Democratie » [Amis de la démocratie – NdT], dirigé par un certain Leon Birkhead.

En 1943, bien après l'entrée en guerre des États-Unis, l'importante maison d'édition new-yorkaise E. P. Dutton a publié le livre de Derounian, qui a fait sensation au niveau national. Le livre a été fortement promu par le chroniqueur et animateur radio Walter Winchell, qui était lui-même connu pour être un canal de propagande pour l'ADL, et il s'est rapidement vendu à plus de 600 000 exemplaires.

Des Américains patriotes et crédules, craignant de trouver des espions de l'Axe sous chaque lit, pensaient que Derounian (toujours connu sous le nom de « Carlson ») avait découvert un important réseau national d'agents « nazis » et de sympathisants américains de la cause nazie, allant des agitateurs de rue aux femmes au foyer respectables, en passant par les membres du Congrès. Le livre de Derounian cite des noms (et beaucoup de noms) et récite, pratiquement mot pour mot, de prétendues conversations entre « Pagnanelli » et des dizaines de prétendus agents « nazis » et d'autres personnes.

De nombreuses personnes citées dans le livre ont été indignées, affirmant qu'elles avaient été malicieusement diffamées, mais la plupart d'entre elles ont refusé de prendre des mesures, estimant peut-être qu'intenter un procès à Derounian et à son éditeur ne ferait qu'attirer l'attention sur les affirmations qui étaient faites.

Cependant, le livre a largement contribué à préparer le terrain pour le tristement célèbre « Grand procès de la sédition » qui s'est tenu à Washington, D.C. en 1944, en jetant les bases de la propagande pour les accusations de sédition portées par l'administration Roosevelt à l'encontre d'une trentaine d'Américains soupçonnés d'avoir collaboré avec l'ennemi en temps de guerre.

La large diffusion du livre a donné une certaine crédibilité (même si elle n'était pas méritée) au dossier du Département de la Justice qui, en fin de compte, a subi une défaite ignominieuse. (Pour un compte rendu complet de l'affaire, voir un chapitre ultérieur du présent volume). Ainsi, quel que soit le manque de fiabilité du livre au départ, et compte tenu de la nature fantaisiste des accusations de sédition, le mal était fait.

En 1946, gonflé par le succès du premier livre, Dutton a publié une autre concoction de « Carlson », *The Plotters*, qui était, en fait, une suite à l'entreprise précédente de Derounian, mettant en scène beaucoup des mêmes méchants ainsi que des nouveaux.

Ce livre raconte comment Derounian s'est fait passer pour un vétéran de l'armée de retour au pays, « Robert Thompson, Jr. », qui est devenu, comme « Pagnanelli », membre de diverses organisations politiques, dont la plupart étaient hostiles aux politiques de l'administration Roosevelt et, plus tard, à celles du Président Truman. Derounian a également écrit qu'il s'était fait passer, en temps de guerre, pour l'épouse et/ou la mère d'un soldat américain en guerre, et qu'il avait correspondu avec des groupes de « mères », enquêtant sur leurs activités.

Dans l'ensemble, *The Plotters* était une reprise tout aussi malveillante du même type de diffamation et de culpabilité par association que dans *Under*

Cover, bien que « Carlson » ait ressenti le besoin, cette fois, de dire quelques choses peu flatteuses sur les groupes de gauche qui agitaient les anciens combattants, dans un effort boiteux visant à prouver qu'il n'était pas strictement biaisé contre les causes « conservatrices » ou « de droite » et qu'il n'était pas un sympathisant communiste comme l'affirmaient nombre de ses détracteurs.

Cependant, au moment de la publication de *The Plotters*, Derounian et ses éditeurs se sont retrouvés devant les tribunaux à cause d'*Under Cover*. Dans un premier temps, Conrad Chapman, du Massachusetts, s'est opposé aux accusations de Derounian selon lesquelles il était une sorte d'agent « nazi » et a intenté une action en justice. Dutton et Derounian se sont mis d'accord à l'amiable et ont publié une rétractation des accusations portées dans *Under Cover*.

Dans le second cas, où Derounian a été critiqué pour ses méfaits, George Washington Robnett, secrétaire exécutif de la Church League of America, basée à Chicago, a intenté une action contre Derounian et son éditeur devant le tribunal fédéral de Chicago.

Le premier jury dans l'affaire Robnett n'est pas parvenu à un verdict. Ensuite, le deuxième jury a finalement été écarté car ses membres avaient reçu par courrier des documents susceptibles de leur porter préjudice.

Finalement, le 25 septembre 1946, le troisième jury a rendu un jugement en faveur de Robnett et contre Derounian et son éditeur. Malheureusement pour Robnett, le jury ne lui a accordé qu'une somme symbolique d'un dollar, mais il s'agit néanmoins d'une victoire morale.

Les membres du jury ont par la suite déclaré à la presse qu'il y avait eu un grand débat au sein du jury sur le montant à accorder à Robnett, 10 des 12 jurés étant enclins à condamner Derounian à de lourds dommages et intérêts. Mais comme deux jurés ont résisté et refusé de condamner Derounian, la majorité a accepté de faire un compromis pour résoudre l'affaire, et de n'imposer qu'un jugement d'un dollar afin d'obtenir le verdict de culpabilité qu'ils croyaient si fermement justifié.

L'un des membres du jury, Mme Beatrice Fountain, a déclaré au *Chicago Daily Tribune* le 27 septembre : « Je pensais que Robnett avait droit à au moins 50 000 dollars. La maison d'édition était incontestablement coupable d'une diffamation grossière. Je voulais que ce jury rende un verdict qui mette un terme définitif aux campagnes de diffamation ; qu'il mette un terme à une contagion telle que celle de ce livre partout en Amérique à partir de maintenant ».

Bien que Robnett ait demandé un nouveau procès dans l'espoir d'obtenir un jugement plus important, le juge fédéral John P. Barnes a refusé d'ordonner un nouveau procès, mais a clairement indiqué que s'il l'avait voulu, il aurait accordé à Robnett « une somme très substantielle ». Le juge n'a pas mâché ses mots pour résumer ce qu'il avait découvert au cours de la présentation par Robnett de son dossier contre Derounian et son éditeur :

> Ce livre accuse le plaignant d'être déloyal, antisémite et d'être un agent nazi. Pendant toute la durée du procès, je n'ai jamais entendu la moindre preuve à l'appui de ces accusations. Je pense que ce livre a été écrit par une personne totalement irresponsable, prête à écrire n'importe quoi pour un dollar. Je pense que ce livre a été publié par un éditeur prêt à tout pour un dollar.
>
> Je ne crois pas que les éditeurs aient mené une enquête sur cet auteur, comme ils le prétendent, car ils se souciaient davantage du dollar que de la vérité toute-puissante. Je ne croirais pas cet auteur s'il était sous serment, et je pense que lui et l'éditeur sont aussi coupables que n'importe quelle personne ayant déjà été jugée coupable par ce tribunal.

Au cours du procès lui-même, le *Chicago Daily Tribune* a rapporté le 24 septembre que Derounian avait admis à la barre qu'il était, selon les termes du *Tribune*, « employé par l'Anti-Defamation League à New York », au moment même où il faisait circuler sa feuille de haine antijuive, *The Christian Defender*, ostensiblement publiée par « George Pagnanelli ».

Bien que les avocats de Derounian aient tenté d'empêcher que des copies de la feuille de haine soient présentées comme preuve, le juge a rejeté la demande de la défense et a déclaré : « Ces documents révèlent que cet auteur travaillait dans les deux camps. Ils ressemblent à de la littérature antisémite » et a ajouté, avec insistance, que « chacune de ces choses est infiniment pire que tout ce que vous avez porté à mon attention dans les écrits de Robnett ».

Le juge Barnes a également contesté l'affirmation de Derounian selon laquelle il était justifié de traiter Robnett d'« antisémite » parce que ce dernier avait souligné l'héritage juif de certains communistes. Le juge a déclaré :

> Dans le cadre de nos efforts visant à éviter les persécutions, nous ne devons pas établir des tabous dénués de sens. Nous ne devons pas établir le tabou selon lequel nous ne devons en aucun cas mentionner qu'une personne est juive. Cela n'empêchera pas les persécutions. Si des personnes sont juives et communistes, elles devront porter ce fardeau et il ne leur sera pas profitable, ni à leur religion, d'établir un tabou interdisant de mentionner ce fait.

Tout cela, cependant, est devenu une partie oubliée de l'histoire, bien que les livres de diffamation de Derounian restent sur les étagères des bibliothèques, accessibles à des chercheurs non avertis qui, malheureusement, ne connaîtront probablement jamais ce jugement puissant contre Derounian et son éditeur.

En outre, il est très ironique de constater qu'en dépit du jugement, les commanditaires secrets de Derounian, à l'ADL, ont largement échappé à l'attention. En 1995, le très respecté historien américain Richard Gid Powers, dans son livre *Not Without Honor : The History of American Anticommunism*[3], n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a noté que « *Under Cover* et *The Plotters* ont probablement été écrits (ou au moins édités) par des fantômes de l'ADL ».

Malgré les démêlés de Derounian avec les lois sur la diffamation, un autre éditeur était prêt à publier et à se faire damner. En 1951, Alfred Knopf a publié le troisième et dernier livre de Derounian, *Cairo to Damascus*. Ce livre est largement oublié et à peine connu, même de ceux qui connaissent ses efforts de propagande antérieurs. Écrit dans la même veine que les ouvrages précédents de « Carlson », ce volume se concentre sur les activités de Derounian au Moyen-Orient pendant la période entourant la création d'Israël. Inutile de dire que « Carlson » a réussi à trouver une foule de criminels de guerre « nazis », d'agitateurs antijuifs et d'autres personnes travaillant main dans la main avec les indigènes arabes de Palestine pour empêcher la création d'un État sioniste. Le livre n'a jamais atteint un public important et les quelques exemplaires qui subsistent ne sont guère plus que de curieuses reliques.

Derounian lui-même a disparu de la scène publique, bien que son frère, Stephen, soit devenu député républicain libéral de New York, de 1953 à 1967.

Le 23 avril 1991, Derounian est décédé à l'âge de 82 ans, alors qu'il effectuait des recherches au siège de l'American Jewish Committee à Manhattan. Le 28 octobre 1999, le *Daily News* de New York (propriété du magnat sioniste Mort Zuckerman) a publié un article de fond sur « The Joiner: John Roy Carlson » dans le cadre de sa série : « Big Town Biography : Lives and Times of the Century's Classic New Yorkers » (La vie et l'époque des New-Yorkais classiques du siècle), mais a soigneusement évité de mentionner la répudiation de Derounian devant les tribunaux fédéraux.

Le bilan peu glorieux de Derounian a toutefois été facilement éclipsé par une foule d'autres Ennemis de l'intérieur et, dans les pages qui suivent, nous

[3] Pas sans honneur : l'histoire de l'anticommunisme américain, New York: Free Press

en rencontrerons plus d'un. Mais se souvenir de la duplicité de « John Roy Carlson » est une parfaite introduction au monde obscur des Chèvres de Judas.

Chapitre Cinq

Le grand procès pour sédition de 1944 : Les débuts de la collaboration entre l'ADL et le FBI – Comment l'ennemi intérieur accuse les les patriotes d'être des « traîtres »

À l'ère moderne de l'après 11 septembre, où une législation répressive telle que le mal nommé « PATRIOT » Act règne en maître – résultat direct de la manipulation législative du Congrès par des groupes tels que l'Anti-Defamation League et d'autres qui constituent des factions clés de l'Ennemi intérieur – il est important de se souvenir d'un cas survenu au milieu du XXe siècle où des Américains respectueux de la loi – dont le seul crime était de s'opposer aux politiques de guerre de l'administration du Président Franklin Delano Roosevelt – ont été conduits en prison, inculpés et jugés sur la base d'accusations de sédition forgées de toutes pièces.

L'histoire du « grand procès pour sédition de 1944 » est une étude de cas importante sur la façon dont notre forme républicaine de gouvernement peut être détournée (c'est-à-dire abusée) par l'Ennemi intérieur. L'histoire de ce procès est une preuve évidente de la collaboration de l'ADL et du FBI dans l'exécution d'un programme étranger, celui de l'Ennemi intérieur. L'essai suivant, écrit par l'auteur de ce volume, a été publié à l'origine dans le numéro de novembre-décembre 1999 de *The Barnes Review*, la revue historique bimestrielle publiée à Washington...

> Les juges et les avocats vous diront que le procès pour sédition de masse de la Seconde Guerre mondiale restera dans l'histoire juridique comme l'un des points les plus noirs du dossier de la jurisprudence américaine. Dans le monde juridique, personne ne se souvient d'un cas où autant d'Américains ont été jugés pour persécution politique et se sont vus refuser avec autant d'arrogance les droits accordés à un citoyen américain en vertu de la Constitution.

C'est ainsi que le *Chicago Tribune*, alors porte-parole de « America First » dans un monde médiatique débordant d'internationalisme à la sauce New

Deal, a décrit le tristement célèbre « procès-spectacle » de l'époque de la guerre et ses suites, auquel il a finalement été mis fin le 30 juin 1947.

À l'époque, la cour d'appel du district de Columbia a confirmé l'abandon des charges contre les accusés dans le procès qui avait été rendu le 22 novembre 1946 par le juge Bolitha Laws du tribunal de district du district de Columbia.

Après avoir déclaré que la poursuite de l'affaire serait « une parodie de justice », le juge Laws a ordonné l'abandon des charges retenues contre les citoyens américains, mettant ainsi fin à cinq longues années de harcèlement et, pour beaucoup d'entre eux, à de longues périodes d'emprisonnement.

Bien que le « Grand procès de la sédition » ait pris fin de manière inattendue (près de trois ans auparavant) le 30 novembre 1944, à la suite d'un vice de procédure dû au décès du président du tribunal, Edward C. Eicher, l'affaire est restée en suspens, les procureurs du Département de la Justice cherchant à obtenir un nouveau procès.

Cependant, le bien nommé juge Laws avait mis un terme à cette attaque de style soviétique contre la liberté américaine. La raison l'a emporté – peut-être en grande partie parce que FDR était mort et que la guerre avait pris fin – et l'affaire a été classée pour toujours.

Selon l'historien Harry Elmer Barnes, qui fut l'un des principaux critiques de FDR dans l'arène universitaire, l'objectif du procès était de faire passer l'administration Roosevelt pour « opposée au fascisme » alors qu'en réalité, elle poursuivait des politiques totalitaires.

Apparemment, c'est le Président Roosevelt lui-même qui est en grande partie responsable de la promotion de l'enquête du Département de la Justice qui a abouti à l'inculpation finale.

Selon l'historien Ronald Radosh, un « progressiste » autoproclamé qui a écrit avec une certaine sympathie sur les critiques de l'administration Roosevelt avant la Seconde Guerre mondiale, « FDR a harcelé le procureur général Francis Biddle pendant des mois, lui demandant quand il mettrait en accusation les séditieux ». Biddle lui-même soulignera plus tard que FDR « n'était pas très intéressé... par le droit constitutionnel de critiquer le gouvernement en temps de guerre ». Cependant, comme nous le verrons, des forces puissantes étaient à l'œuvre dans les coulisses pour pousser FDR. Et, davantage que FDR, elles ont joué un rôle majeur dans la facilitation de l'enquête que le procureur général Biddle lui-même n'était pas très enthousiaste à l'idée d'entreprendre.

Bien que 42 personnes (et un journal) aient été inculpées au total – au cours de trois inculpations distinctes, à commencer par la première inculpation prononcée le 21 juillet 1942 –, le nombre final de personnes effectivement jugées a été de trente (et plusieurs d'entre elles ont été dissociées du procès au cours de son déroulement).

Le biographe de Roosevelt, James McGregor Burns, a qualifié le procès de « grand rassemblement de tous les fanatiques qui détestent Roosevelt ». Mais l'histoire ne se résume pas à cela.

En fait, une poignée de personnalités influentes figuraient parmi les personnes inculpées, notamment :

- George Sylvester Viereck, poète, essayiste et critique social germano-américain de renom (un publiciste étranger bien connu du gouvernement allemand depuis la Première Guerre mondiale) ;
- L'ancien diplomate et économiste américain Lawrence Dennis, conseiller informel en coulisses de certains des plus éminents critiques de l'administration Roosevelt au sein du Congrès ;
- Mme Elizabeth Dilling, de Chicago, auteur et conférencière au franc-parler et au verbe haut, très appréciée et largement connue au niveau national en tant que chef de file du mouvement anticommuniste et farouche opposante à l'administration ;
- Le Révérend Gerald Winrod du Kansas. Bénéficiant d'une audience nationale et de vastes relations parmi les ministres chrétiens et les dirigeants laïcs de tout le pays, Winrod s'était imposé comme une force avec laquelle il fallait compter. En 1938, il s'était lancé dans une course acharnée pour le Sénat américain. (L'un des protégés de Winrod n'était autre que l'évangéliste Billy Graham, dont on dit qu'il avait « beaucoup appris mais gardé le silence en public sur ce qu'il avait appris en privé » lorsqu'il était jeune et qu'il voyageait avec Winrod) ; et
- William Griffin, un éditeur new-yorkais ayant de solides relations avec l'Église catholique. De nombreux catholiques américains étaient fortement anticommunistes et les catholiques irlandais, en particulier, étaient généralement sceptiques à l'égard de la politique de guerre de FDR à une époque où, rappelons-le, la République irlandaise libre était restée neutre et avait refusé de s'allier aux États-Unis dans la guerre contre l'Allemagne.

Cependant, la plupart de ceux qui ont finalement été jugés étaient peu connus et n'avaient guère d'influence au niveau national, à l'exception des personnes mentionnées ci-dessus. Parmi les accusés se trouvaient un peintre de signes sourd à 80 %, un ouvrier d'usine de Détroit, un serveur et une

femme qui faisait le ménage pour gagner sa vie lorsqu'elle a été placée en garde à vue.

En bref, il s'agissait d'Américains « moyens » qui n'avaient ni les moyens ni la possibilité de mener le type de conspiration séditieuse et internationale dont le gouvernement les avait accusés. Dans de nombreux cas, les accusés étaient, à toutes fins utiles, sans le sou. Nombre d'entre eux étaient des éditeurs « unipersonnels », s'adressant à un public restreint, ce qui ne constituait guère une menace pour les puissantes forces qui contrôlaient le New Deal. Plusieurs d'entre eux étaient très âgés. En fait, peu d'entre eux se connaissaient au départ, bien qu'ils fussent accusés de faire partie d'une grande conspiration orchestrée par Adolf Hitler lui-même pour saper le moral de l'armée américaine en temps de guerre.

Lawrence Dennis a commenté plus tard que : « L'une des caractéristiques les plus significatives du procès a été l'insignifiance totale des accusés par rapport à la grande importance que le gouvernement a cherché à donner au procès par toutes sortes d'artifices de publicité ».

Malheureusement, dans cette brève étude des circonstances enchevêtrées entourant le grand procès pour sédition, nous ne pourrons pas donner à tous les accusés la reconnaissance qu'ils méritent. Mais qu'il soit dit ici que cette poignée d'Américains « insignifiants » sont tous des héros à part entière, car ils ont été ciblés pour être détruits par l'administration Roosevelt et ses alliés dans les coulisses. Grâce à leurs compatriotes les plus éloquents, notamment Lawrence Dennis, nous sommes aujourd'hui en mesure d'examiner et de commémorer les détails relatifs à leur sort.

Selon Dennis, le procès pour sédition avait pour but de cibler non pas les grands critiques de la politique de guerre de Roosevelt, mais plutôt d'utiliser la publicité entourant le procès pour sédition afin d'effrayer les nombreux critiques de base (potentiels) de l'administration et de les réduire au silence, en leur montrant essentiellement qu'ils pourraient eux aussi se retrouver sur le banc des accusés s'ils osaient s'exprimer (comme l'avaient fait les accusés) en opposition à l'administration. Selon Dennis :

> Les « crack-pots », comme on les appelle, ou les agitateurs, ne sont jamais intimidés par les procès pour sédition. Le sang des martyrs est la semence de l'église.
>
> Les gens qui sont intimidés par les procès pour sédition sont ceux qui n'ont pas assez de courage ou d'indiscrétion pour dire ou faire quoi que ce soit qui puisse les impliquer dans un procès pour sédition. Et c'est

principalement dans le but d'intimider ces citoyens plus prudents que les procès pour sédition sont organisés...

Un gouvernement qui cherche à supprimer certaines idées et tendances dangereuses et certains types d'opposition redoutée ne va pas, si ses dirigeants sont intelligents, inculper des hommes comme le colonel [Charles] Lindbergh ou les sénateurs [Burton] Wheeler [DMont.], [Robert] Taft [R-Ohio] et Gerald Nye [R-N.D.], qui ont bien plus aidé les nazis en s'opposant à la politique étrangère de Roosevelt, comme cela est reproché aux accusés, que n'importe lequel des accusés.

Les chances de condamnation seraient nulles et des cris de persécution résonneraient dans tout le pays.

Ce sont les faibles, les obscurs et les indiscrets qui sont choisis par un politicien astucieux pour faire l'objet d'une chasse aux sorcières légalisée. L'objectif politique d'intimider les plus prudents et les plus respectables est mieux servi dans ce pays en choisissant pour un acte d'accusation et un procès de masse de propagande les critiques les plus vulnérables plutôt que les plus dangereux, les plus pauvres plutôt que les plus riches, les moins populaires plutôt que les plus populaires, les moins importants plutôt que les plus importants et les plus influents.

C'est la façon la plus intelligente d'atteindre les plus influents et les plus dangereux. Ces derniers voient ce que l'on fait aux moins influents et aux moins importants et ils se gouvernent en conséquence. Les chances de condamner les plus faibles sont meilleures que celles de condamner les plus forts...

L'un des accusés, l'un des « plus faibles, moins influents et moins importants », l'un de ces Américains « insignifiants » visés par FDR, était Elmer J. Garner, de Wichita, au Kansas. Ce patriote américain d'un certain âge est décédé trois semaines après le début du procès. Le sénateur William Langer (R-N.D.), critique virulent du procès, a décrit Garner dans un discours prononcé devant le Sénat. Garner, a-t-il dit, était :

Un petit vieux de quatre-vingt-trois ans, quasiment sourd comme un pot, avec trois arrière-petits-enfants. Après avoir perdu le permis d'envoi de son petit journal hebdomadaire, il a vécu avec sa femme âgée grâce à de petits dons, en élevant une chèvre et quelques poulets et en cultivant des légumes sur son petit lopin de terre.

Détenu à la prison de [Washington, D.C.] pendant plusieurs semaines, faute de paiement de la caution, et finalement appauvri par trois inculpations et des voyages et séjours forcés à Washington, il est mort seul

dans une maison d'hôtes de Washington, au début de ce procès, avec quarante cents en poche.

Son corps a été expédié nu dans une caisse en bois à sa veuve malade et appauvrie, sans ses deux costumes et sa machine à écrire, de sorte qu'il a fallu acheter des vêtements pour ses funérailles. C'est l'un des hommes dangereux dont nous avons tant entendu parler.

Selon l'avocat Henry Klein, un juif américain qui a défié l'ADL en se portant audacieusement à la défense d'un autre accusé, Garner (qui était un cousin germain du premier vice-président de FDR, John Nance Garner) est en fait mort devant sa machine à écrire dans une minuscule chambre de couloir d'un hôtel de luxe de Washington, D.C., en tapant sa propre défense.

Qui a donc orchestré la série d'événements qui ont conduit à l'inculpation du vieux Garner et de ses compagnons « séditieux » ?

C'est bien sûr Franklin D. Roosevelt qui a ordonné l'enquête du Département de la Justice. Le procureur général Francis Biddle (qui s'est en fait opposé à ces poursuites manifestement politiques) a suivi les ordres du Président. L'assistant du procureur général William Power Maloney s'est occupé des détails quotidiens de l'enquête qui a abouti à la mise en accusation devant un grand jury fédéral à Washington. Mais en coulisses, d'autres forces étaient à l'œuvre. Il s'agit des courtiers du pouvoir qui, en fait, ont dicté le grand dessein général de l'administration Roosevelt et de ses politiques étrangère et intérieure.

Dans *A Trial on Trial*, sa critique acerbe du procès – une véritable dissection de la fraude que représentait le procès – Lawrence Dennis et son co-auteur, Maximilian St. George (qui était l'avocat de Dennis pendant le procès, bien que Dennis – qui n'était pas avocat – se soit représenté lui-même), ont conclu, sur la base de preuves très facilement accessibles dans les archives publiques, que les trois principaux instigateurs du procès étaient – selon ses termes – des gauchistes extrêmes, des groupes juifs organisés et des internationalistes en général, qui ont tous été des défenseurs bruyants et persistants du procès, publiant des éditoriaux en faveur de l'enquête et des actes d'accusation dans leurs journaux et par l'intermédiaire de voix médiatiques telles que la personnalité radiophonique Walter Winchell.

Cependant, Dennis a souligné que « les internationalistes à l'origine du procès ne sont pas aussi faciles à relier à une agitation définitive en faveur de cette poursuite que les gauchistes et les groupes juifs ». En fait, Dennis a déclaré sans équivoque : « L'une des organisations juives les plus importantes derrière le procès pour sédition était le B'nai B'rith [se référant spécifiquement

à l'adjuvant du B'nai B'rith connu sous le nom d'Anti-Defamation League ou ADL].

Selon Dennis : « Obtenir du gouvernement fédéral qu'il organise un tel procès, tout comme l'entrée en guerre de l'Amérique, était un 'impératif' dans l'agenda des combattants contre l'isolationnisme et l'antisémitisme ».

Essentiellement, selon Dennis, « ce que les personnes à l'origine du procès voulaient faire certifier judiciairement au monde entier, c'est que l'antisémitisme est une idée nazie et que quiconque défend cette idée est un nazi qui viole ainsi la loi – dans ce cas, en provoquant l'insubordination dans les forces armées – par sa croyance en cette idée ou par sa défense de cette idée ».

Cette conclusion n'était pas seulement celle de Dennis, loin s'en faut. L'un des autres accusés, David Baxter, a souligné plus tard que même un rapport de l'United Press publié en 1943 indiquait que : « Sous la pression des organisations juives, à en juger par les articles parus dans les publications de juifs à juifs, l'acte d'accusation a été rédigé de manière à ce que les critiques à l'égard des juifs soient considérées comme de la « sédition ».

« Il est apparu que l'un des principaux objectifs de toute la procédure, outre l'interdiction des commentaires défavorables sur l'administration, était de créer un précédent juridique d'interprétations judiciaires et de sanctions sévères qui serviraient à exempter les Juifs d'Amérique de toute mention publique, à l'exception des louanges, contrairement au point de vue américain traditionnel qui veut que tous ceux qui prennent part aux affaires publiques soient prêts à accepter une discussion publique libre et complète, pour ou contre ».

« En un mot », commente Dennis, « le procès pour sédition en tant que politique était intelligent. C'était de la bonne politique », afin de gagner les votes et le soutien institutionnel du noyau dur des groupes à l'origine du procès.

Baxter lui-même a déterminé plus tard qu'en fait, les groupes juifs – plus particulièrement l'ADL – avaient été les principaux instigateurs de l'enquête du Département de la Justice qui a abouti à l'inculpation des accusés dans le procès pour sédition.

Selon Baxter, commentant de nombreuses années plus tard :

> J'ai demandé, en vertu de la loi sur la liberté de l'information, que le FBI me remette ses dossiers d'enquête sur mes activités au début des années 1940, avant le procès pour sédition. J'ai appris que l'enquête s'était étendue sur plusieurs années et qu'elle couvrait des centaines de pages [...].

> Le FBI a masqué les noms de ceux qui avaient donné des informations sur moi, dont la plupart étaient aussi fausses que possible. Je n'ai jamais eu l'occasion d'affronter ces personnes et de leur demander de prouver leurs accusations. Pourtant, tout ce qu'ils ont dit a été consigné dans les dossiers d'enquête.
>
> Curieusement, dans un grand nombre de cas, ce n'est pas le FBI qui a mené l'enquête, mais l'Anti-Defamation League, le FBI se contentant de recevoir les rapports des enquêteurs de l'ADL. Il est difficile de dire, à partir des rapports, si une personne donnée était un agent du FBI ou de l'ADL. Mais à l'époque, tout cela était si feutré que je ne me doutais même pas de la toile qui se tissait autour de moi. Je ne me considérais pas si important.

Pour sa part, commentant la façon dont le FBI avait été utilisé par l'ADL, par exemple, Lawrence Dennis a souligné : « Le FBI, comme la bombe atomique et tant d'autres outils utiles et dangereux, est un instrument autour duquel il faudra bientôt créer de nouvelles garanties contre les abus d'intérêts sans scrupules ». Dans son livre de 1999, *Montana's Lost Cause*, une étude sur le sénateur Burton Wheeler et d'autres membres de la délégation du Montana au Congrès qui se sont opposés à la guerre menée par l'administration Roosevelt en Europe, Roger Roots met en évidence un autre rouage des manœuvres en coulisses qui ont conduit au procès pour sédition :

> Le *Washington Post*, qui appartient à des juifs, a participé dès le début au travail de détective du Département de la Justice. Dillard Stokes, l'éditorialiste du [*Post*] qui s'est le plus illustré par ses reportages d'initiés sur les procédures du grand jury sur la sédition, est en fait devenu un élément du dossier du Département de la Justice contre les isolationnistes lorsqu'il a demandé par écrit à de nombreux accusés de lui envoyer leur littérature sous un nom d'emprunt. C'est ce qui a permis de faire comparaître les accusés des régions les plus éloignées du pays devant le tribunal fédéral de district de Washington, D.C.

David Baxter a développé le rôle joué par le chroniqueur du *Post* Stokes, qui a utilisé le pseudonyme « Jefferson Breem » afin d'obtenir une partie de la littérature prétendument séditieuse qui avait été publiée par certains des accusés :

> Pour nous juger à Washington en tant que groupe, il était nécessaire d'établir qu'un crime avait été commis dans le district de Columbia, donnant ainsi compétence aux tribunaux fédéraux. Le grand jury, manifestement contrôlé par le procureur, nous a donc inculpés du crime

> de sédition, puis a établi la compétence du district de Columbia pour nous juger au motif qu'un résident du district de Columbia, « Jefferson Breem », avait reçu la littérature prétendument séditieuse. C'est ainsi que le « crime » présumé a été commis dans la capitale. Les prévenus ont été accusés d'avoir conspiré dans le district, en dépit du fait que je n'avais jamais été à Washington de ma vie avant que le grand jury ne me l'ordonne.

Kirkpatrick Dilling, alors jeune homme en uniforme et fils de l'une des accusées les plus en vue, Elizabeth Dilling, souligne dans une lettre à Willis Carto, éditeur de la revue historique bimestrielle *The Barnes Review* : « Ma mère a été inculpée avec beaucoup d'autres personnes, dont la plupart n'avaient jamais eu le moindre contact avec elle. Par exemple, certains de ces co-accusés étaient membres du Bund germano-américain. Ma mère a déclaré qu'ils avaient été inclus pour donner à l'affaire une « saveur de choucroute ». (En d'autres termes, pour alimenter la théorie de l'accusation selon laquelle les accusés collaboraient activement avec les « nazis »).

Plus tard, au cours du procès lui-même, le sénateur Langer susmentionné a critiqué ce qu'il a décrit comme suit : « l'idée de réunir pour un procès à Washington trente personnes qui ne se sont jamais vues, qui ne se sont jamais écrites, dont certaines ne savaient pas que les autres existaient, dont certaines étaient présumées folles et dont la majorité était incapable d'engager un avocat ».

« N'oubliez pas », a souligné M. Langer, « que les accusés ont été amenés à Washington depuis la Californie, Chicago et d'autres États très éloignés de Washington, qu'ils ont été placés dans une salle et jugés tous en même temps, les vingt-neuf restant les bras croisés pendant que le témoignage contre l'un d'entre eux pouvait durer des semaines et des semaines, le témoignage d'un homme ou d'une femme que d'autres accusés n'avaient jamais vu de leur vie. C'est ce qui se passe à Washington aujourd'hui », a-t-il déclaré.

Comme indiqué précédemment, trois actes d'accusation ont été prononcés. Le premier acte d'accusation a été prononcé le 21 juillet 1942. Les actes d'accusation en ont surpris plus d'un, y compris les accusés. Comme le souligne David Baxter : « En fait, à l'époque, j'étais simplement un démocrate du New Deal qui s'intéressait à ce qui se passait dans le pays sur le plan politique ». Mais voilà qu'en raison de l'acte d'accusation, il était accusé de sédition par le régime qu'il avait autrefois soutenu.

Elizabeth Dilling a appris son inculpation à la radio. La nature de l'un des chefs d'accusation retenus contre Mme Dilling montre précisément à quel point le procès pour sédition était monté de toutes pièces dès le départ. L'acte

d'accusation reprochait à Mme Dilling d'avoir commis un acte de « sédition » en reproduisant, dans les pages de sa lettre d'information, un discours prononcé au Congrès par le député Clare Hoffman (R-Mich.), un critique de l'administration, dans lequel le député citait un soldat américain aux Philippines qui se plaignait que son unité manquait de bombardiers parce que les avions avaient été donnés à la Grande-Bretagne, ce qui était ostensiblement dangereux pour le moral des militaires. Mais les nombreux partisans de Mme Dilling dans tout le pays se sont portés à sa défense, collectant des fonds par le biais de danses, de dîners et de ventes de pâtisseries. Mme Dilling, toujours courageuse, ne s'est pas laissée réduire au silence par une inculpation pénale fédérale. Elle a continué à s'exprimer.

Le 17 août 1942, le sénateur Robert A. Taft s'est prononcé contre l'acte d'accusation. « Je suis profondément alarmé par la tendance croissante à salir les citoyens loyaux qui critiquent l'administration nationale et la conduite de la guerre [...]. . . Quelque chose de très proche du fanatisme existe dans certains cercles », a déclaré Taft. « Je ne peux pas le comprendre, je ne peux pas le saisir. Mais je suis sûr de ceci : la liberté d'expression elle-même est en jeu, à moins que les méthodes générales suivies par le Département de la Justice ne soient modifiées.

Taft a souligné que l'acte d'accusation, selon lui, était « habilement rédigé » et qu'il affirmait que des groupes tels que la Coalition des sociétés patriotiques étaient liés aux conspirateurs accusés. Cette coalition, a noté M. Taft, comptait parmi ses membres des organisations telles que les Descendants des signataires de la Déclaration d'indépendance, la General Society of Mayflower Descendants et les Fils de la Révolution américaine, pour n'en citer que quelques-unes.

D'après la manière dont l'acte d'accusation a été rédigé, Taft a déclaré qu'un nombre considérable de membres de la Chambre et du Sénat pourraient également être inculpés, ainsi que de nombreux rédacteurs en chef de journaux du pays qui critiquaient la politique de guerre de FDR.

La deuxième mise en accusation a eu lieu le 4 janvier 1943. Lawrence Dennis résume la nature des actes d'accusation : « Le premier acte d'accusation portait sur un complot visant à violer les dispositions relatives à la propagande séditieuse de la loi sur l'espionnage de 1917, adoptée en temps de guerre, et de la loi Smith de 1940, adoptée en temps de paix et parfois appelée loi sur l'enregistrement des étrangers. Cet acte d'accusation (...) stipulait que les accusés avaient conspiré pour diffuser de la propagande nazie dans le but d'enfreindre les lois susmentionnées.

L'argumentation du gouvernement a consisté à démontrer la similitude entre les thèmes de propagande des nazis et ceux des accusés ».

Cependant, comme l'a souligné Dennis, pour qu'une condamnation sur la base d'un tel acte d'accusation soit valable en vertu de la loi, il est nécessaire de prouver la similitude de l'intention des personnes accusées plutôt que la similitude du contenu de ce qu'elles ont dit. C'est ce qu'a noté Dennis :

> Les faiblesses de ces deux premiers actes d'accusation étaient qu'ils ne correspondaient ni à la loi ni aux preuves. La difficulté pour le gouvernement était que, pour satisfaire les personnes à l'origine du procès, il avait dû inculper des personnes dont le seul crime était l'isolationnisme, l'antisémitisme et l'anticommunisme, alors qu'il n'existait aucune loi contre ces ismes dans les livres de loi. Les deux lois choisies pour les deux premiers actes d'accusation pénalisaient l'apologie du renversement du gouvernement par la force et l'insubordination dans les forces armées.

Plusieurs nouveaux accusés ont été ajoutés au deuxième acte d'accusation. Parmi eux, Frank Clark. Si l'on considère l'accusation selon laquelle Clark (et les autres) auraient conspiré pour saper le moral de l'armée américaine, il n'est pas inutile de rappeler que Clark était « un vétéran très décoré de la Première Guerre mondiale, qui avait été blessé huit fois au combat ». Rentré chez lui en héros, Clark avait été l'un des organisateurs de la célèbre « Bonus March » des vétérans de la Première Guerre mondiale à Washington dans les années 1920. Il avait fait pression pour obtenir le paiement anticipé des primes promises aux vétérans de la guerre. Lorsque ce héros de guerre a été arrêté pour « sédition », il n'avait pas assez d'argent pour engager un avocat ».

Cependant, tout cela ne signifiait rien face aux efforts constants de l'administration Roosevelt pour faire taire ses détracteurs et empêcher d'autres Américains de s'exprimer.

Tout au long de cette période, les grands médias ont multiplié les reportages sur la façon dont un groupe d'Américains, de mèche avec Hitler et les « nazis », tentait de détruire l'Amérique de l'intérieur et sur la façon dont l'administration Roosevelt s'attaquait courageusement à cette conspiration.

Cependant, le Département de la Justice a fait un faux pas et le second acte d'accusation, comme le premier, a été rejeté. Roger Roots a déclaré : « L'acte d'accusation était illégal. Il a été rejeté en raison de l'absence évidente de preuves permettant d'obtenir une condamnation, entre autres défauts. Les décisions antérieures de la Cour suprême ont clairement montré qu'une condamnation pour avoir préconisé le renversement du gouvernement en recourant à la violence doit comporter des preuves de projets réels d'utilisa-

tion de la violence, et pas seulement de la littérature politique. Là encore, l'acte d'accusation n'a jamais été officiellement rejeté, mais simplement retiré. »

Le sénateur Burton Wheeler, en particulier, a critiqué sévèrement le Département de la Justice et a manifesté publiquement son intention, en tant que nouveau chef de la Commission judiciaire du Sénat après les élections de 1942, de suivre de près l'évolution de l'affaire. En ce qui concerne les procédures juridiques utilisées dans les deux premiers actes d'accusation, il a déclaré : « Si cela se passait dans la plupart des juridictions de ce pays, les procureurs seraient poursuivis pour outrage à magistrat ».

Ainsi, malgré tous les efforts déterminés du Département de la Justice et de ses alliés de l'Anti-Defamation League et du *Washington Post*, les deux premiers actes d'accusation ont été rejetés pour vice de forme.

Le 5 mars 1943, le juge Jesse C. Adkins a rejeté le chef d'accusation reprochant aux accusés d'avoir conspiré ensemble « le ou vers le premier jour de janvier 1933, et continuellement par la suite jusqu'à la date du dépôt de l'acte d'accusation », puisque, selon le juge, leur supposée conspiration visant à violer la loi n'avait été promulguée qu'en 1940. À ce stade, sous la pression du sénateur Wheeler, le procureur général Biddle a accepté de démettre le procureur William Power Maloney de ses fonctions de principal « chasseur de nazis ».

C'est ainsi qu'un nouveau procureur du Département de la Justice, O. John Rogge, est entré dans l'affaire. Comme l'a souligné l'accusé David Baxter, Rogge était le candidat idéal pour être l'interlocuteur principal de l'administration dans ce procès politique de style soviétique :

> Il est apparu par la suite que Rogge avait été un bon ami du dictateur soviétique Joseph Staline, qu'il était impliqué dans de nombreux groupes de façade communistes et qu'il avait visité la Russie où il s'était exprimé au Kremlin et avait déposé une gerbe sur la tombe du cofondateur du Parti communiste américain, John Reed, sur la Place Rouge. Sa couronne portait l'inscription suivante « En souvenir affectueux de la part d'Américains reconnaissants »... Rogge fut un délégué américain lors d'une « conférence de paix » communiste mondiale à Paris et fut l'avocat de nombreux communistes ayant des démêlés avec la justice.
>
> Il fut l'avocat de David Greenglass, l'espion atomique qui sauva sa propre vie en retournant les preuves de l'État contre sa sœur et son beau-frère, Ethel et Julius Rosenberg [qui] passèrent sur la chaise électrique pour avoir livré des secrets atomiques américains aux Soviétiques. [Rogge]

a donc fini par être démasqué pour ce qu'il était. Il n'est pas étonnant qu'il ait été si fanatique dans sa haine contre les accusés du procès pour sédition, qui étaient tous anticommunistes.

Rogge était un choix idéal, car l'administration Roosevelt et ses alliés étaient déterminés à poursuivre l'accusation, d'une manière ou d'une autre. Il avançait sans relâche. Comme le souligne Roger Roots : « Ne souhaitant pas perdre son élan, le gouvernement convoqua à nouveau un grand jury, présenta à nouveau les mêmes brochures, publications et documents que le précédent grand jury avait déjà vus, appela à nouveau les mêmes témoignages (enregistrés) et supplia à nouveau le grand jury de prononcer un nouvel acte d'accusation... »

Le troisième et dernier acte d'accusation est prononcé le 3 janvier 1944. En fait, Rogge et ses alliés du Département de la Justice avaient décidé d'adopter une nouvelle approche en ajoutant huit nouveaux noms (dont Lawrence Dennis) et en rejetant douze accusés qui avaient été nommés.

Parmi les personnes dont les noms ont été écartés figurent : l'influent dirigeant laïc catholique new-yorkais William Griffin et son journal, *The New York Evening Enquirer* (la seule publication officiellement inculpée) ; l'ancien diplomate américain Ralph Townsend de Washington, D.C. et Paquita (Mady) de Shishmareff [née Louise A. Chandor – NdT], veuve aisée et éloquente, née aux États-Unis, d'un ancien militaire russe tsariste, plus tard surtout connue comme auteur (sous le nom de « L(eslie) Fry ») de *Waters Flowing Eastward*, une histoire des tristement célèbres *Protocoles des Sages de Sion.*

Townsend, qui avait rendu furieuse l'administration Roosevelt en s'opposant à sa politique antijaponaise dans le Pacifique, avait écrit un livre explosif, *Ways That Are Dark*, très critique à l'égard de la Chine impériale. Bien qu'il soit désormais « libre », lui et sa famille ont été financièrement brisés par l'inculpation et, selon sa femme Janet, nombre de leurs amis proches les ont abandonnés en cette période de crise.

« Ce fut une période très difficile de notre vie », se souviendra-t-elle plus tard, « mais cela n'a pas empêché Ralph de continuer à s'exprimer ». En effet, Townsend a continué à s'exprimer et, plus tard, il est devenu un ami du fondateur de Liberty Lobby, Willis A. Carto.

Tony Blizzard, qui a été directeur de recherche pour Liberty Lobby à Washington, a été l'un des protégés de Paquita deShishmareff dans les années 1960. Il a commenté les circonstances qui ont entouré la décision d'abandonner l'inculpation de Paquita de Shishmareff, et a fourni quelques détails fascinants sur cette femme remarquable. Selon Blizzard :

L'une des raisons pour lesquelles ils ont abandonné l'inculpation de Mady est précisément qu'ils savaient qu'ils avaient affaire à une femme très fine et dotée d'une grande puissance cérébrale. Femme de la vieille école, Mady ne se mettait jamais en avant, mais elle savait utiliser les forces des hommes qui l'entouraient. Elle était aussi une femme de moyens – contrairement à la plupart des autres accusés – et était une adversaire redoutable.

Le gouvernement a clairement décidé qu'il était dans son intérêt de classer l'affaire contre elle. Il était impossible de faire de tous ces accusés – dont le seul véritable « crime » était d'exposer le pouvoir juif – des « nazis » tant que Mady serait sur le banc des accusés avec les autres. Les procureurs savaient très bien (bien que cela n'ait pas été largement connu à l'époque et ne l'est pas non plus aujourd'hui) que c'était Mady qui avait fourni à Henry Ford pratiquement toutes les informations que Ford avait publiées dans sa série controversée sur le pouvoir juif dans *The Dearborn Independent*.

Grâce à ses nombreuses relations de haut niveau, Mady était une mine encyclopédique d'informations privilégiées sur l'élite du pouvoir. L'accusation ne voulait surtout pas que Mady vienne à la barre. En la libérant en tant qu'accusée, ils ont éliminé ce qui (pour eux) était une possibilité très effrayante.

Mais trente autres personnes n'ont pas eu la même chance que Paquita de Shishmareff : celles qui étaient jugées et risquaient la prison pour leur prétendue « sédition ». Leur procès s'est ouvert le 17 avril 1944 devant le tribunal de première instance du district de Columbia.

Kirkpatrick Dilling, fils de l'accusée Elizabeth Dilling, a saisi l'essence de l'acte d'accusation. Selon Dilling, « l'acte d'accusation était fondé sur une prétendue 'conspiration visant à saper le moral des forces armées'. Ainsi, critiquer le Président Roosevelt, qui était le commandant en chef des forces armées, était un acte manifeste présumé en faveur de la conspiration. Dénoncer notre allié, la Russie soviétique communiste, était un autre acte manifeste présumé. S'opposer au communisme était un prétendu acte manifeste parce que notre ennemi Hitler s'était également opposé aux communistes ».

Ironiquement, alors que sa mère était jugée et risquait la prison pour sa participation présumée à cette « conspiration visant à saper le moral des forces armées », Kirkpatrick Dilling a été promu de caporal à sous-lieutenant dans l'armée américaine.

D'autres accusés, dont George Sylvester Viereck, George Deatherage, Robert Noble et le révérend Gerald Winrod, ont également eu des fils dans les forces armées américaines au cours de cette période. Le fils de Viereck est d'ailleurs mort au combat alors que son père était en procès et en prison.

Le juge qui préside le procès est l'ancien député démocrate de l'Iowa Edward C. Eicher, un pilier du New Deal qui avait brièvement présidé la Securities and Exchange Commission [SEC – NdT] de FDR après avoir été battu lors de sa réélection au Congrès. Après le mandat d'Eicher à la SEC, FDR l'a nommé juge. L'ancien conseiller juridique d'Eicher à la SEC, O. John Rogge, mentionné plus haut, faisait office de procureur.

Il semble qu'à bien des égards, l'affaire ait été « arrangée » de fond en comble. La rumeur disait même que le juge Eicher s'était vu promettre une nomination à la Cour suprême s'il parvenait à garantir une condamnation.

Albert Dilling, l'avocat qui représentait sa femme Elizabeth Dilling, a demandé au Congrès d'enquêter sur le procès, estimant qu'il était impossible qu'un tel procès soit équitable en temps de guerre. Mais le procès était en cours.

Bien que l'objectif ostensible de l'accusation ait été de prouver la « sédition », Lawrence Dennis est parvenu à d'autres conclusions sur le fondement politique réel du procès : « Le procès a été conçu et mis en scène comme un instrument politique de propagande et d'intimidation contre certaines idées et tendances que l'on appelle communément l'isolationnisme, l'anticommunisme et l'antisémitisme. La plus grande idée du procès était de lier le nazisme à l'isolationnisme, à l'antisémitisme et à l'anticommunisme ». Cependant, comme l'a souligné (à juste titre) Dennis :

- L'isolationnisme américain est né avec le discours d'adieu de George Washington, et non avec les écrits des nazis.
- Quant à l'antisémitisme, il prospère depuis l'aube de l'histoire juive. Il est aussi ancien et répandu que les juifs...
- Quant à l'anticommunisme, bien qu'il ait été l'une des deux ou trois grandes idées de Hitler, il n'est en aucun cas propre à Hitler ou aux nazis, pas plus que l'anticapitalisme n'est propre aux communistes russes.

Pour renforcer le caractère choquant de l'acte d'accusation, le gouvernement – dans un document d'accompagnement qui reprenait essentiellement l'histoire du Parti national-socialiste en Allemagne – a nommé le dirigeant

allemand Adolf Hitler comme « co-conspirateur » au même titre que les accusés.

Au cours du procès, le procureur Rogge a même accusé Hitler lui-même d'avoir choisi les accusés pour diriger un gouvernement d'occupation national-socialiste aux États-Unis une fois que l'Allemagne aurait gagné la guerre en Europe !

Selon Lawrence Dennis, le procureur essayait essentiellement de « perfectionner une formule permettant de condamner des personnes pour des actes contraires à la loi ». Il s'agissait de choisir un crime dont le Département de la Justice entreprendrait de prouver qu'il équivaut à l'antisémitisme, à l'anticommunisme et à l'isolationnisme, à savoir l'insubordination au sein des forces armées. La loi était le Smith Act [qui avait été promulgué en 1940] ».

En fait, comme l'a souligné Dennis, « l'une des nombreuses ironies du procès pour sédition de masse est que les prévenus ont été accusés d'avoir conspiré pour violer une loi visant les communistes et une tactique communiste – celle d'essayer de saper la loyauté des forces armées. L'ironie de la situation réside dans le fait que de nombreux accusés, anti-communistes fanatiques, avaient ouvertement soutenu la promulgation de cette loi ». Tout cela n'était pas sans ironie pour l'accusé David Baxter, qui s'en souviendra plus tard :

> Après la conclusion d'un traité entre Hitler et Staline, les communistes américains ont soutenu avec enthousiasme ceux d'entre nous qui s'opposaient à l'entrée dans la guerre européenne entre l'Allemagne et l'alliance franco-britannique. Les communistes se sont même désintéressés de la question juive soulevée par certains d'entre nous et de nombreux communistes juifs, qui voulaient que les États-Unis s'engagent dans la guerre contre Hitler, ont quitté leur parti. Mais tout cela a changé du jour au lendemain, lorsque la guerre a éclaté entre l'Allemagne et la Russie. Les communistes se sont alors retournés contre nous et ont soutenu avec enthousiasme FDR et la participation américaine à la guerre pour sauver les Soviétiques.

L'évaluation par Lawrence Dennis du dossier du gouvernement rappelle celle de Kirkpatrick Dilling. Dennis a écrit :

> Le schéma de l'accusation s'est progressivement dessiné de la manière suivante : Notre pays est en guerre ; la Russie est notre alliée ; le gouvernement russe est communiste : notre pays est en guerre ; la Russie est notre alliée ; le gouvernement russe est communiste ; ces accusés

> combattent le communisme ; ils affaiblissent donc les liens entre les deux pays ; cela interfère avec les efforts de guerre ; cela porte atteinte au moral des forces armées ; les accusés doivent donc être envoyés en prison.

L'avocat Henry H. Klein représentait l'accusé Eugene Sanctuary et a contesté la constitutionnalité même du procès. « Cet acte d'accusation présumé », a tonné Klein dans son discours d'ouverture au jury, « est fondé sur la loi du temps de paix, et non sur la loi du temps de guerre, et les écrits et discours de ces accusés ont été faits lorsque cette nation était en paix, et en vertu d'une Constitution qui garantit la liberté de la presse et la liberté d'expression à tout moment, y compris en temps de guerre, jusqu'à ce que la Constitution soit suspendue, ce qui n'a pas encore été le cas. Ces personnes croyaient aux garanties énoncées dans la Constitution et ont critiqué divers actes de l'administration ».

Au sujet de son propre client, Klein a noté : « Il a soixante-treize ans et est un fervent religieux. Sa femme et lui ont dirigé pendant de nombreuses années le bureau de la mission presbytérienne à l'étranger à New York, et il a écrit et publié plusieurs centaines de chants sacrés et patriotiques. » L'une de ces chansons, « Uncle Sam We Are Standing By You » (Oncle Sam, nous sommes à vos côtés), a été publiée en juin 1942, bien après le début de la guerre – ce qui n'est pas du tout l'action du séditieux que l'accusation et ses partisans dans la presse ont dépeint comme étant Eugene Sanctuary.

En ce qui concerne la prétendue sédition de Lawrence Dennis, « l'accusation a tenté de prouver son cas exclusivement en soumettant comme preuve sept extraits de ses écrits publics, réimprimés dans la publication du Bund germano-américain plutôt que tels qu'ils avaient été publiés à l'origine ». En d'autres termes, la « preuve » que Dennis avait commis un acte de sédition était qu'il avait écrit quelque chose (publié et librement accessible au public) qui avait ensuite été réimprimé par un groupe sympathisant de l'Allemagne NS – et non pas que Dennis lui-même avait activement fait quoi que ce soit pour susciter la dissidence au sein des forces armées américaines. Selon Dennis :

> Ainsi, la théorie de l'accusation du gouvernement était la suivante : « Nous postulons l'existence d'une conspiration mondiale, dont les membres ont tous conspiré pour nazifier le monde entier en utilisant des moyens illégaux pour saper la loyauté des forces armées. Nous demandons au jury de déduire l'existence d'une telle conspiration à partir des preuves que nous présenterons sur les nazis. Nous demanderons ensuite au jury de déduire que les accusés ont participé à cette conspiration par la nature des

> choses qu'ils ont dites et faites. Nous n'avons pas besoin de démontrer que les accusés ont jamais fait ou dit quoi que ce soit qui constitue directement le crime d'atteinte au moral ou à la loyauté des forces armées. Notre thèse est que le nazisme était un mouvement mondial qui, par définition, était aussi une conspiration visant à saper la loyauté des forces armées et que les accusés étaient membres du mouvement mondial nazi ».

En fait, a déclaré Dennis, « il n'y avait pas plus de raison de mettre en évidence, dans une accusation de conspiration visant à provoquer l'insubordination militaire, le fait que la plupart des accusés étaient antisémites, isolationnistes ou anticommunistes qu'il n'y en aurait eu, dans un procès d'un groupe d'entrepreneurs de la ville de New York accusés d'avoir conspiré pour frauder la ville, de mettre en évidence le fait que les accusés étaient tous irlandais ou juifs et qu'ils avaient toujours voté pour le Parti démocrate ».

L'avocat d'Eugene Sanctuary, Henry Klein, n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a présenté la défense, déclarant :

> Nous prouverons que ces persécutions et ces poursuites ont été entreprises pour couvrir les crimes du gouvernement – ne l'oubliez pas.
>
> Nous prouverons que [ces persécutions et ces poursuites] ont été entreprises sur ordre du Président, en dépit de l'opposition du procureur général Biddle.
>
> Nous prouverons que M. Rogge a été choisi pour punir ces accusés car personne d'autre au Département de la Justice ne pensait qu'il pouvait trouver des motifs suffisants pour énoncer un crime contre ces accusés.
>
> Nous prouverons que les communistes contrôlent non seulement notre gouvernement, mais aussi notre politique, nos organisations syndicales, notre agriculture, nos mines, nos industries, nos usines de guerre et nos campements armés.
>
> Nous prouverons que la loi en vertu de laquelle ces accusés sont jugés a été promulguée à la demande répétée des chefs de nos forces armées pour empêcher les communistes de détruire le moral de nos soldats, marins, forces maritimes et aériennes [et que ces poursuites] ont été entreprises pour protéger les communistes qui étaient et sont coupables des crimes mêmes reprochés à ces accusés qui sont tout à fait innocents et qui ont été les victimes de cette loi.

Et bien que Klein lui-même, comme indiqué précédemment, soit juif, il n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a déclaré au jury que des organisations juives utilisaient le procès à leurs propres fins.

> Nous prouverons que cette persécution a été instiguée par de soi-disant juifs professionnels qui font profession de s'en prendre à d'autres juifs en leur faisant croire que leur vie et leurs biens sont en danger par le biais de menaces de pogroms aux États-Unis [et que] l'antisémitisme dont il est question dans ce soi-disant acte d'accusation est un racket, géré par des racketteurs à des fins de corruption.

Klein a également affirmé avec force que les agents du FBI eux-mêmes avaient agi comme des agents provocateurs, tentant de susciter des actes de sédition. Il a déclaré :

> Nous montrerons que l'attaque écrite la plus vicieuse contre les juifs et l'administration Roosevelt a émané du bureau du FBI par l'un de ses agents, et que le but de cette attaque était de provoquer d'autres personnes à faire de même... Nous montrerons également que cet agent a entraîné ses subordonnés à New York avec des manches à balai avant de « tuer des Juifs ».

Klein a également avancé une allégation assez intéressante quant à l'origine de certains fonds prétendument fournis par l'Allemagne nationale-socialiste à Franklin D. Roosevelt lui-même. Selon Klein : « Nous montrerons que d'importantes sommes d'argent provenant de Hitler ont contribué à financer la campagne de réélection de M. Roosevelt en 1936 et qu'en ce moment même, les capitaux et l'industrie britanniques, américains et allemands coopèrent ensemble en Amérique du Sud et dans d'autres parties du monde ».

(En fait, les allégations de Klein sur la collaboration internationale du capitalisme financier font partie de la tradition de la droite et de la gauche populistes depuis plus d'un siècle et ont été analysées dans des dizaines de livres, de monographies et d'autres documents, mais ont été largement ignorées par le courant académique dominant).

Selon le compte rendu du procès pour sédition de Lawrence Reilly, le discours de Klein a marqué un tournant décisif pour la défense : « Klein a fait beaucoup dans son bref discours pour torpiller l'affaire Rogge en mettant en lumière les agences cachées responsables de son existence ».

Cependant, note Reilly, même de nombreux quotidiens qui s'opposaient au procès sur le plan éditorial avaient peur de discuter de cet aspect caché de l'affaire que Klein avait osé présenter en audience publique. Reilly a déclaré que les lecteurs étaient souvent laissés « confus » parce que les journaux n'abordaient jamais les véritables facteurs en jeu. Certains de ces journaux bienveillants, note Reilly, ont insisté pour qualifier les accusés de cinglés.

Mais le fait est que, en conséquence directe de son offensive contre l'ADL et les autres groupes juifs qui avaient joué un rôle dans l'orchestration du procès, Klein a été pris pour cible, spécifiquement parce qu'il était juif, par des groupes juifs organisés qui n'appréciaient pas que Klein défende les prétendus « antisémites » et « séditieux ».

Pour sa part, Lawrence Dennis s'est présenté au tribunal pour assurer sa propre défense et a prononcé ce que même l'écrivain libéral Charles Higham a été forcé de reconnaître comme étant « un discours très puissant », qualifiant les grandes lignes de l'affaire gouvernementale présentées par Rogge de « ringardes, fausses, fantastiques, mensongères, improuvables et sans fondement [décrivant le procès comme] une conspiration du quatrième mandat de l'administration Roosevelt [et] une autre affaire Dreyfus [dans laquelle le gouvernement essayait] d'écrire l'histoire dans le feu de l'action ». Sous les applaudissements nourris des autres accusés, Dennis a déclaré : « Pearl Harbor n'a pas suspendu la Déclaration des droits ».

L'affaire a connu un tournant décisif lorsque l'un des avocats de la défense, James Laughlin (un défenseur public représentant Ernest Elmhurst[4]) a déclaré en audience publique qu'il serait impossible de poursuivre le procès si les dossiers privés de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith ne pouvaient pas être saisis et introduits comme preuves.

Il était clair qu'une grande partie de l'accusation était basée sur la « recherche des faits » de l'ADL et Laughlin a conclu qu'il serait nécessaire de déterminer précisément ce que l'ADL avait fourni au gouvernement si les accusés voulaient être en mesure de présenter une défense efficace.

Le juge semblait prêt à ignorer la requête de Laughlin, mais l'avocat avait déjà préparé des copies de sa requête à l'avance et en avait distribué à la presse. Conséquence directe, les journaux de Washington ont rapporté que les dossiers de l'ADL avaient été mis en cause dans l'affaire. Comme le résume Reilly, « Laughlin avait braqué les projecteurs sur le grand secret de l'affaire. Selon Reilly, il s'agissait d'une « bombe dont certains ont dit qu'elle avait plus contribué à démoraliser le dossier [de l'accusation] que n'importe quelle autre [chose] ».

À ce moment-là, la presse qui soutenait le procès a semblé faire un étrange revirement dans sa façon de considérer l'affaire. Même le *Washington Post* (qui avait joué un rôle dans l'orchestration du procès en prêtant les services de son journaliste, Dillard Stokes, à l'enquête conjointe de l'ADL et du FBI) « a

[4] Voir *L'arnaque mondiale* d'Ernest Elmhurst, didi18edition.com]

complètement changé d'avis », selon Reilly, « et a commencé à exiger que l'affaire soit conclue rapidement ».

En bref, *The Post* voulait garder « le grand secret » de l'affaire – l'orchestration en coulisses de l'affaire par l'ADL – sous le coude et semblait maintenant appeler à une conclusion rapide du procès avant que la vérité n'éclate au grand jour. *The Post* a même commenté en termes éditoriaux (et à juste titre, pourrait-on ajouter) que « nous craignons que, quelle que soit l'issue de ce procès, il constitue un point noir pour la justice américaine pour de nombreuses années à venir ». Toutefois, comme l'a fait remarquer plus tard l'ancien accusé David Baxter, « ce sont là les paroles remarquables du journal même dont le propre journaliste avait comploté avec le procureur initial pour piéger les accusés et les traduire en justice à Washington ».

Malgré ces préoccupations, le procureur Rogge a semblé intensifier ses efforts. Il est clair que le procureur et ses partisans ont beaucoup manœuvré en coulisses pour savoir comment relever le défi qui leur était lancé. Mais comme le juge n'a jamais ordonné la saisie des dossiers de l'ADL, Rogge était libre d'aller de l'avant. Il était déterminé à mener le procès à son terme, et il avait de nombreux autres témoins à présenter. Roger Roots décrit ainsi le déroulement des événements :

> Jour après jour, le procès s'est poursuivi. Des pages et des pages de publications rédigées par les accusés sont présentées comme preuves, donnant à tous les participants l'idée que ce sont leurs écrits qui sont réellement jugés.
>
> Le gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention de présenter 32 000 pièces à conviction. Il devint évident que les accusés étaient en réalité poursuivis pour « appâtage des Juifs », ce qui donna une indication sur l'une des principales sources de soutien de l'accusation. Ce procès est devenu l'un des plus longs et des plus coûteux de l'histoire des États-Unis. En fait, ce procès n'était rien d'autre qu'un assaut contre la liberté d'expression.

Au cours du procès, le sénateur William Langer, qui a critiqué ouvertement le procès, a lui-même rendu visite aux accusés en prison et a défié les médias et leurs alliés de l'accusation en escortant publiquement l'accusée Elizabeth Dilling à l'intérieur et à l'extérieur du tribunal et dans les environs de Washington pendant qu'elle était en liberté sous caution.

Selon Roots : « Le gouvernement disposait de fonds illimités, d'un personnel illimité et d'un accès illimité aux informations des services de renseignement. La défense a dû travailler avec des avocats nommés par le

tribunal qui ne connaissaient ni les accusés ni les arguments de l'affaire ». Ce qui est particulièrement intéressant, comme le souligne l'historien libéral Glenn Jeansonne, c'est que :

> De nombreux avocats de la défense étaient des libéraux antipathiques aux croyances de leurs clients. Mais ils en sont venus à considérer le côté des accusés sur une base humaine, et au lieu de mener une défense superficielle, comme beaucoup d'observateurs s'y attendaient, ils ont mis en place une défense vigoureuse.

Même le sympathisant sioniste et écrivain populaire Charles Higham, qui, rétrospectivement, était un défenseur enthousiaste du procès, a souligné qu'« après deux mois et demi, ni les accusés ni l'accusation n'avaient réussi à présenter un dossier satisfaisant » et, en fin de compte, « la presse et le public commençaient à se désintéresser de l'affaire ».

En même temps, selon Tony Blizzard, confident de l'ancienne accusée Paquita de Shishmareff, les accusés ont réussi à survivre et à développer leur propre façon de faire face à leur situation difficile : « Leur vie physique était rendue presque impossible. Ils n'avaient pas grand-chose à manger et étaient paralysés de toutes les façons possibles. Mais lorsqu'ils arrivaient au tribunal, c'était une telle farce qu'ils s'amusaient vraiment ».

À un moment donné, alors que le procureur lisait solennellement une liste de noms de personnes – des alliés de l'administration Roosevelt qui avaient été attaqués d'une manière ou d'une autre par les accusés – l'accusé Edward James Smythe s'est écrié « Et Eleanor Roosevelt ! », ce qui a provoqué les rires de la salle d'audience. Smythe ne voulait pas que le nom de Mme Roosevelt reste ignoré dans le panthéon de l'infamie.

Ce n'est d'ailleurs qu'un des nombreux événements amusants qui se sont déroulés au cours de ce cirque. À bien des égards, le procès pour sédition pourrait servir de base à une véritable comédie hollywoodienne, malgré la gravité de ce scandale répréhensible. Mais cela ne veut pas dire que le procès pour sédition a été une partie de plaisir pour les avocats et les accusés. Loin de là.

Deux des avocats se sont fait tirer dessus au volant de leur voiture. L'un d'entre eux a perdu une association d'avocats ayant exercé pendant douze ans. Un autre a été battu par cinq voyous juifs et a été hospitalisé pendant cinq jours.

L'avocat susmentionné, Henry Klein, a été harcelé sans relâche, accusé d'outrage au tribunal pour sa défense audacieuse de son client et, en fin de compte, écarté de l'affaire (bien que les accusations d'outrage au tribunal aient

été annulées en appel). En outre, des efforts considérables ont été déployés pour empêcher les accusés d'occuper un emploi pendant le procès, ce qui posait un problème particulier pour ceux qui n'avaient pas de moyens indépendants (et c'était le cas de la plupart d'entre eux).

L'un des accusés, Ernest Elmhurst, a même trouvé un emploi de maître d'hôtel dans un hôtel de Washington afin de joindre les deux bouts pendant le procès, mais le principal porte-parole de l'ADL, Walter Winchell, ayant eu vent de ce fait, a réclamé le renvoi d'Elmhurst lors de son émission de radio très écoutée, ce qui a abouti à la révocation d'Elmhurst ! (Cela pourrait accréditer la théorie selon laquelle il existe un « pouvoir juif » en Amérique).

Cependant, au fur et à mesure que le procès s'éternisait, le gouvernement a commencé à se rendre compte que ses efforts n'aboutissaient à rien.

Roger Roots le souligne : « L'accusation s'attendait sans aucun doute à ce qu'un ou plusieurs des accusés craquent et témoignent contre les autres. [Or, aucun des accusés n'a donné d'indication en ce sens. Bien qu'ils aient été en désaccord et que certains se soient même détestés, ils ont formé une unité cohérente... ».

David Baxter a eu la joie d'apprendre qu'il allait être dissocié du procès et que les charges seraient abandonnées. Sa surdité croissante l'empêchait de bénéficier d'un procès équitable. Baxter se souvient que le juge Eicher l'a appelé dans sa chambre, lui a souri, lui a tendu la main et lui a dit : « Retourne en Californie et oublie tout ça, Dave ».

Le juge a même dit à Baxter que si lui et sa femme voulaient acheter une voiture pour retourner en Californie, il les aiderait et lui a remis un rouleau entier de coupons d'essence (qui, en temps de guerre, étaient sévèrement rationnés). Malgré tout, il semble que même le juge se soit rendu compte que le procès n'était qu'une farce.

C'est un événement totalement inattendu qui a interrompu le procès : la mort soudaine du juge Eicher, le 29 novembre 1944. La disparition du juge est intervenue alors que Rogge n'en était même pas à la moitié de la présentation des arguments de l'accusation. À ce stade, il avait appelé trente-neuf témoins à la barre et s'attendait à en présenter soixante-sept autres. La défense n'avait même pas encore commencé.

David Baxter a plus tard réfléchi à son expérience personnelle et amicale avec le juge : « Ce procès aurait pu tuer n'importe quel juge doté d'une conscience chrétienne et d'un semblant d'équité. Je me suis senti sincèrement désolé de la mort du juge Eicher ». En fait, Rogge a accusé la défense d'avoir

effectivement tué le juge en présentant une défense telle qu'elle a rendu la vie du juge (et celle du procureur) des plus inconfortables.

On ne saura jamais si la mort d'Eicher était une récompense du ciel pour la décence dont il avait fait preuve à l'égard de David Baxter, mais dans ces circonstances, il était évident qu'il était impossible de poursuivre l'affaire sur une base équitable.

En conséquence, après une période de marchandage juridique de part et d'autre (l'un des accusés, Prescott Dennett, demandant en fait la poursuite du procès, déterminé à présenter sa défense en audience publique après avoir été jugé et condamné par les médias), un vice de procédure a été déclaré.

Poussé principalement par des groupes juifs, le procureur Rogge espérait pouvoir poursuivre l'affaire et organiser un nouveau procès. Mais au printemps 1945, le principal instigateur du procès, le Président Roosevelt, était mort et la guerre avait pris fin. Rogge a cependant continué à demander des délais pour fixer la date d'un nouveau procès. Selon lui, l'Allemagne étant tombée, il était persuadé de pouvoir trouver dans les archives allemandes des « preuves » que les accusés du procès pour sédition avaient été des collaborateurs des nationaux-socialistes. Cependant, selon l'historien Glen Jeansonne – qui n'est pas un ami des prétendus séditieux – « rien de ce que Rogge a trouvé ne prouve l'existence d'une conspiration » entre le gouvernement allemand et les accusés.

Sans se décourager, Rogge a cependant lancé une tournée de conférences dans tout le pays qui, comme on pouvait s'y attendre, a été menée sous les auspices du B'nai B'rith. Le combatif et loquace Rogge, poussé par ses sponsors, ne pouvait se contenir dans sa narration enthousiaste des événements du procès et des personnalités impliquées et, en fin de compte, fut licencié le 25 octobre 1946 pour avoir divulgué des informations à la presse. À cette occasion, Rogge reçut l'ordre de remettre tous les documents du Département de la Justice et du FBI en sa possession. Le Département de la Justice avait apparemment décidé que Rogge n'avait plus d'utilité.

Moins d'un mois plus tard, le juge de district Bolitha Laws a rejeté les accusations, déclarant que les accusés n'avaient pas bénéficié d'un procès rapide tel que garanti par la Constitution. Bien que le Département de la Justice ait fait appel, le non-lieu a été confirmé le 30 juin 1947 par la Cour d'appel de circuit des États-Unis. Le « grand procès de la sédition » s'achève ainsi. Ainsi que l'a fait remarquer l'accusé Lawrence Dennis :

> Certains ou tous peuvent même avoir été coupables de conspiration visant à saper la loyauté des forces armées, mais pas comme l'accuse le

> [gouvernement] . . . Rien dans les preuves présentées au cours du procès n'a démontré ou même suggéré que l'un des accusés était coupable d'un tel complot, sauf dans le cadre de la théorie de l'accusation. Et selon cette théorie, les opposants à la politique étrangère du Président Roosevelt avant Pearl Harbor et aux mesures prises dans le domaine des affaires étrangères, tels que le Colonel Lindbergh, le Sénateur Taft, le Sénateur Nye ou le Sénateur Wheeler, et le Colonel McCormick, éditeur du Chicago Tribune, seraient tout aussi coupables.
>
> En effet, le dossier de l'accusation, selon la théorie de l'accusation, aurait été beaucoup plus solide contre ces isolationnistes éminents qu'il ne l'aurait jamais été contre les accusés moins importants du procès pour sédition.

De nombreuses années plus tard, il est assez amusant de constater que les groupes juifs organisés et les journaux juifs ont attaqué le procureur général, Francis Biddle, pour ne pas avoir mené le procès pour sédition jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la condamnation des accusés. Lawrence Dennis a ironisé sur le fait que tout cela témoignait d'une grande ingratitude de leur part.

Selon Dennis : « Cela montre ce qui arrive à un fonctionnaire lorsqu'il tente de faire le sale boulot pour satisfaire des groupes de pression minoritaires. Biddle a fait de son mieux pour réaliser les souhaits des personnes à l'origine du procès. Ceux-ci n'ont tout simplement pas mesuré la difficulté de faire emprisonner leurs ennemis politiques sans preuve d'actes contraires à la loi ».

Dennis a ajouté un autre avertissement à l'intention de ceux qui se laisseraient entraîner dans la promotion de « procès-spectacles » tels que ceux qui ont eu lieu lors du grand procès pour sédition de 1944 : « Ce que le gouvernement fait aujourd'hui à un soi-disant barjo, il peut le faire après-demain à un vieux routier de l'opposition ».

« Le procès est entré dans l'histoire », a déclaré Dennis, » mais pas comme le gouvernement l'avait prévu. Il est entré dans l'histoire comme une expérience gouvernementale qui a mal tourné. Il s'agissait d'une expérience du Département de la Justice imitant un procès de propagande politique à Moscou ».

Il y a au moins cinq conclusions définitives que l'on peut tirer de ce procès, sur la base de tous les documents historiques :

1) Les accusés étaient essentiellement jugés pour avoir exprimé des opinions antijuives ou anticommunistes, voire les deux. Les actions des accusés n'avaient que peu ou pas de rapport avec l'encouragement réel de la

dissension ou de l'insurrection au sein des forces armées américaines. En bref, le procès pour « sédition » était une fraude dès le départ.

2) Les principaux instigateurs des poursuites étaient des groupes d'intérêt privés représentant de puissantes organisations juives telles que la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith, étroitement alliées au régime de Roosevelt.

3) En conséquence, des politiciens de haut niveau (y compris le Président lui-même) et des bureaucrates redevables à ces intérêts privés ont usé de leur influence pour s'assurer que les pouvoirs de police du gouvernement étaient utilisés pour faire avancer les demandes de ces groupes de pression privés qui s'agitaient en faveur du procès pour sédition.

4) Les grands médias (tels que le Washington Post), en collaboration avec l'ADL et alliés au régime en place, ont joué un rôle de premier plan dans la promotion et la facilitation des événements qui ont conduit au procès.

5) Les pouvoirs de police du gouvernement peuvent être utilisés (et abusés) et des citoyens innocents (malgré les protections constitutionnelles) peuvent être persécutés et poursuivis en vertu de la loi, même s'ils sont innocents.

Bien qu'à peine une décennie après la fin du grand procès pour sédition, les principaux médias américains aient commencé à consacrer beaucoup d'énergie à la dénonciation des prétendues « chasses aux sorcières » anticommunistes dans les années 1950, les médias (sans parler des historiens « grand public ») n'ont jamais établi le parallèle évident avec le précédent que constituaient les activités de l'ADL et de ses alliés au sein de l'administration Roosevelt, qui avaient orchestré le procès pour sédition.

Les événements du « Grand procès de la sédition » font désormais partie de l'histoire (et sont peu connus), mais les défenseurs des libertés civiles devraient en prendre note : *Cela peut arriver ici. . et c'est ce qui s'est passé.*

Chapitre Six

Walter Winchell et l'ennemi intérieur : Comment un puissant radiodiffuseur et chroniqueur de presse a agi comme un homme de paille pour les intérêts sionistes et britanniques

Walter Winchell est mort en 1972, peu avant son 75e anniversaire. Sa carrière s'était arrêtée bien des années auparavant.

Cependant, à son apogée, Winchell était l'une des figures les plus puissantes de la presse américaine. À sa mort, le *New York Times* a déclaré qu'il était « le journaliste le plus connu et le plus lu du pays, ainsi que le plus influent ».

(Toutes les citations de ce chapitre sont tirées de la biographie de Winchell qui fait autorité, *Winchell : Gossip, Power and the Culture of Celebrity*, de Neal Gabler).

Gabler lui-même a résumé l'immense influence médiatique de Winchell : « Pendant plus de quatre décennies, Walter Winchell a été une institution américaine, et sans doute l'un des principaux architectes de la culture. Selon une estimation, cinquante millions d'Américains – sur une population adulte d'environ 75 millions – écoutaient son émission de radio hebdomadaire ou lisaient sa chronique quotidienne qui, à son apogée à la fin des années 1930 et dans les années 1940, était publiée dans plus de 2 000 journaux ; il s'agissait, selon un observateur, de la 'plus grande audience continue jamais atteinte par un homme qui n'était ni un politicien, ni un divin.' »

Quel a été l'impact de Winchell sur cette audience massive ? Après sa mort un ami a dit : « Les historiens ne pourront pas expliquer le XXe siècle s'ils ne comprennent pas Winchell ». Cet éloge ne semble pas être un euphémisme. Les preuves, présentées par Gabler dans sa biographie de Winchell qui fait autorité, suggèrent que le chroniqueur a joué un rôle clé dans ce qui pourrait bien être l'événement le plus dramatique du XXe siècle : l'intervention des États-Unis dans ce qui est devenu la Seconde Guerre mondiale.

Bien que l'on se souvienne de Winchell, flamboyant et combatif, « crachant de sa bile, cherchant la bagarre, ruinant des vies à travers sa rubrique » – tout cela était vrai – Walter Winchell, « le chroniqueur de ragots », était bien plus que ce que l'on en sait généralement.

Gabler a rassemblé une masse d'informations sur Winchell qui prouve indubitablement – bien que Gabler ne le suggère jamais catégoriquement (et il ne le ferait peut-être pas non plus) – que Walter Winchell – qui se présentait comme le patriote par excellence – n'était souvent rien d'autre qu'une voix radiophonique et journalistique en plein essor pour la propagande étrangère.

Le chroniqueur qui avait dit un jour à l'un de ses subordonnés : « Trouvez-moi un bon meurtre ou un accident de train pour que je puisse partir du bon pied », fut bientôt qualifié d'« anti-hitlérien le plus enragé d'Amérique ». Winchell était si virulent qu'en 1934, la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith l'a désigné comme l'un des cinq lauréats de son « Hall of Fame of American Jewry » (Temple de la renommée des Juifs américains), affirmant que personne n'avait « contribué autant que ce gentleman, commère et chroniqueur, à faire disparaître le nazisme de la carte ».

Petit-fils d'un rabbin juif d'origine russe nommé Chaim Weinschel qui avait établi sa famille en Amérique, Winchell – selon son associé de longue date Herman Klurfeld – avait un « radar sensible à toute forme d'antisémitisme ».

« S'il y avait un fil conducteur dans sa vie folle, c'était sa judéité », a déclaré Klurfeld. Un autre intime de Winchell, Arnold Forster, un des principaux « chasseurs de nazis » de l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith, a déclaré que Winchell « pensait comme un juif... Il était conscient de sa judéité... ».

Il était donc naturel que Winchell s'oppose à Hitler et à son national-socialisme. Cependant, l'opposition de Winchell l'a conduit à des attaques frénétiques contre les patriotes américains qui étaient eux-mêmes opposés à l'intervention des États-Unis dans les troubles en Europe. Les opposants américains à l'intervention, appelés « isolationnistes » par leurs détracteurs, étaient la cible privilégiée des attaques de Winchell.

Selon le biographe de Winchell : « Pour Walter, l'isolationnisme était devenu inadmissible, une forme de trahison. Il était déterminé à prouver que les isolationnistes n'étaient pas, comme ils le prétendaient, des Américains patriotes qui avaient un point de vue différent du sien ; ils étaient des collaborateurs nazis, des antisémites et des racistes qui se souciaient bien moins de sauver des vies américaines que d'assurer la victoire de Hitler…

Chaque semaine, Walter lançait de nouvelles accusations liant la droite radicale à l'Allemagne nazie ».

À l'époque, on pensait généralement que le FBI était la principale source de Winchell pour nombre de ses affirmations sensationnelles. Selon Gabler, ce n'était pas le cas. Au contraire, Winchell lui-même était l'une des principales sources d'informations du FBI sur les « nazis » et les « sympathisants nazis », ainsi que sur d'autres personnes ciblées par Winchell.

D'où Winchell tenait-il cette mine de renseignements qu'il transmettait à son tour au FBI ? Selon Gabler, la « source la plus importante » de Winchell pour ces informations était le susmentionné Arnold Forster, le conseiller de l'ADL à New York. Gabler rapporte que : « Lorsqu'il s'agissait de la droite radicale, Forster disposait de l'une des meilleures opérations de collecte de renseignements du pays, avec des espions partout. »

Au milieu de l'année 1942, note Gabler, « Forster consacrait entre dix et quinze heures à Walter chaque semaine [et avait rejoint] le cercle rapproché du chroniqueur ». Herman Klurfeld, l'associé de Winchell, se souvient que « nous recevions des montagnes de choses » de la part de Forster, que Klurfeld résumait ensuite pour les colonnes de Winchell. Toutefois, note Gabler, « il arrivait que Forster rédige lui-même des chroniques entières pour Walter » et, chaque dimanche, il se présentait au studio de radio « pour apporter son expertise à l'émission et vérifier les parties antifascistes du script, qui ne cessaient de s'étoffer ».

Winchell a ainsi joué un rôle clé en tant qu'intermédiaire entre le FBI de J. Edgar Hoover et l'ADL, cimentant une relation étroite qui perdure encore aujourd'hui. L'ADL transmettait des informations à Winchell, qui les utilisait ensuite pour ses émissions de radio et ses chroniques dans les journaux, mais les transmettait également au FBI (agissant essentiellement comme une « couverture » pour l'ADL).

Le FBI a fait de même et a profité de cette relation secrète inhabituelle avec Winchell et l'ADL. Selon William Sullivan, longtemps directeur adjoint du FBI, « Winchell a probablement été le premier commentateur radio de renommée nationale mis au point par le FBI. Nous envoyions régulièrement des informations à Winchell. Il était notre porte-parole. »

Il va sans dire que les tentacules de l'ADL, comme nous l'avons vu, se sont étendus très loin et ont joué un rôle majeur en poussant l'Amérique à l'intervention et à la guerre, et ont fonctionné, à bien des égards, comme un auxiliaire des services de renseignement britanniques (avec lesquels l'ADL travaillait en étroite collaboration). Cependant, Winchell, le porte-parole

dévoué de l'ADL, servait également d'intermédiaire pour la propagande pro-intervention en provenance directe des services de renseignement britanniques.

Les Britanniques avaient dépêché aux États-Unis un homme d'affaires canadien, William Stephenson, connu sous le nom de code « Intrepid », afin d'établir une liaison avec les services de renseignements américains. Stephenson s'adressa à Ernest Cuneo, un avocat du Parti démocrate qui était non seulement un membre du cercle rapproché de FDR, mais aussi l'agent de liaison du Président avec Winchell lui-même et, par conséquent, également un membre du cercle rapproché de Winchell.

Au cours des années précédentes, Winchell avait noué des relations étroites avec l'administration Roosevelt. En 1936, Winchell a joué un rôle de propagande si important dans la promotion de FDR pour un troisième mandat que Cuneo a déclaré plus tard qu'il voulait dire à Winchell : « Écoutez, Walter, vous êtes la campagne du troisième mandat ».

À bien des égards, Winchell était devenu la voix médiatique non seulement de l'ADL, mais aussi de FDR lui-même. Selon Gabler, « ce que son public ne savait pas, c'est qu'en façonnant l'attitude des Américains à l'égard de la guerre, Winchell parlait souvent au nom de l'administration Roosevelt, tout comme il l'avait fait dans les domaines de la politique intérieure ».

La position centrale de Cuneo entre FDR et l'agent de renseignement britannique Stephenson place Winchell au cœur même des opérations de renseignement et de propagande de la Grande-Bretagne aux États-Unis. Travaillant depuis le Rockefeller Center à New York, Stephenson assurait la liaison entre les services de renseignements britanniques, le FBI et (plus tard) le Bureau du coordinateur de l'information.

Selon Gabler, « Stephenson recueillait essentiellement des informations sur les activités de l'ennemi et les transmettait à ces agences sœurs, mais ce n'était pas tout ce qu'il faisait. Il dirigeait également une opération secrète dont le mandat, selon une histoire officielle du renseignement britannique en temps de guerre, était de 'faire tout ce qui n'était pas fait et ne pouvait pas être fait par des moyens manifestes pour assurer une aide suffisante à la Grande-Bretagne et finalement pour faire entrer l'Amérique dans la guerre'. À cette fin, Stephenson a publié des articles dans des journaux sympathisants pour discréditer les isolationnistes et harceler les rassemblements de l'America First ».

Winchell, selon Gabler, était « l'un des éléments les plus importants » du plan du maître espion britannique. « D'une part, Cuneo fournissait des infor-

mations à Walter sur ordre de la Maison Blanche, qui commençait à croire en l'inévitabilité de l'entrée en guerre de l'Amérique. D'autre part, il transmettait secrètement [à Winchell] de la propagande britannique et des renseignements de haut niveau par l'intermédiaire de Stephenson. L'effet ... était de détruire l'opposition à la préparation et d'amadouer le public en faveur de l'intervention ». Selon Cuneo lui-même : « Winchell devint le point de mire. Ses barrages roulants pouvaient ouvrir la voie au Président et à la préparation de la guerre, et c'est ce qu'il a fait ».

Entre-temps, alliés à FDR, J. Edgar Hoover et le FBI avaient également engagé le combat contre les non-interventionnistes américains qui luttaient contre l'engagement des États-Unis à l'étranger – et selon Gabler, Winchell « envoyait à Hoover des quantités de documents sur d'éventuels subversifs, dont certains n'étaient que des ragots, et d'autres provenaient des dossiers de l'ADL de Forster ». Hoover, à son tour, transmettait les informations à Walter dans de longues enveloppes blanches.

Les sources de Winchell à l'ADL et dans les services de renseignements britanniques en faisaient presque une agence de renseignements à lui tout seul, à tel point, écrit Gabler, que « les propres communications internes de Hoover au FBI ont confirmé le fait que Walter en savait souvent plus que Hoover, et Hoover a bientôt chargé des agents de surveiller l'émission chaque semaine et de dresser la liste des éléments que le bureau pourrait trouver intéressants. Il était même possible qu'il mette les téléphones de Walter sur écoute ».

Il est intéressant de noter que la relation entre Hoover et Winchell, qui, selon un biographe de Hoover, « a fait plus que tout autre homme pour perpétuer les mythes de J. Edgar Hoover et de ses hommes de main », a pris une tournure particulière, faisant du directeur du FBI une légende en son temps.

Il est intéressant de noter que Winchell a joué le rôle d'agent de relations publiques pour Hoover. Winchell lui-même évoluait depuis des années dans les cercles de la pègre et tutoyait un grand nombre de caïds de la mafia. Plus d'une publication a suggéré que c'est Winchell qui a présenté pour la première fois Hoover à Frank Costello, figure de la mafia new-yorkaise. Selon la légende, c'est Costello, l'ami de Winchell, qui a fourni à Hoover (grand amateur de courses hippiques) de précieux tuyaux sur les courses truquées en guise de récompense pour avoir « fermé les yeux » sur les agissements de la mafia.

En fait, pendant des années, Hoover a vigoureusement nié l'existence même du crime organisé en Amérique, préférant traquer les braqueurs de banques tels que John Dillinger et « Baby Face » Nelson et poursuivre les « subversifs » tels que définis par l'administration Roosevelt.

Winchell lui-même avait d'ailleurs de bonnes raisons d'être aussi proche du crime organisé. L'oncle de Winchell par alliance, Billy Koch, était un homme de main de haut rang dans les opérations de jeu de Meyer Lansky, qui, dans les années 1940, s'imposait comme le « président du conseil d'administration » de facto du syndicat national du crime.

Quoi qu'il en soit, l'Amérique est entrée en guerre et, avec FDR, l'ADL et les services secrets britanniques, Winchell a eu des raisons de se réjouir.

Plus tard, Winchell et le chroniqueur Drew Pearson, basé à Washington, ont joué un rôle majeur dans une campagne de diffamation coordonnée contre James Forrestal, alors secrétaire à la défense.

Le « crime » du secrétaire à la défense aux yeux de Winchell et de Pearson (qui était d'ailleurs à moitié juif) était d'avoir encouragé le Président Harry Truman à éviter les pressions de l'ADL et d'autres éléments du lobby pro-israélien pour reconnaître l'État d'Israël qui, finalement, a vu le jour le 14 mai 1948. Forrestal avait fait valoir qu'un État juif contrarierait les États arabes, menacerait l'approvisionnement en pétrole de l'Occident et créerait un risque de crise permanente dans les années à venir (ce qui s'est avéré être le cas). Forrestal a suggéré que les survivants juifs de la Seconde Guerre mondiale, nés en Europe et déracinés, émigrent au Pérou.

Poussé par ses « sources » de l'ADL et poussé par ses propres démons, les attaques de Winchell contre Forrestal étaient du pur Winchell. Un responsable arabe palestinien décrivit Winchell comme « l'écrivain sioniste le plus vicieux », surclassant même Drew Pearson. Cependant, même après que Winchell, Pearson et leurs sponsors étrangers eurent prévalu et qu'Israël fut devenu un État et reconnu (même contre son propre jugement) par le Président Harry Truman, les deux chroniqueurs « ont maintenu un rythme soutenu d'insultes », selon le biographe de Winchell.

Le Président lui-même n'était pas vraiment un partisan de Forrestal, mais il n'appréciait pas l'assaut de Winchell et Pearson et le percevait comme une épreuve de force. Un autre chroniqueur, le populiste Westbrook Pegler, qui n'était pas lui-même un partisan de Forrestal, était également perturbé par les délires propagandistes de Winchell et Pearson. « Si notre presse est digne de ce nom, elle devrait détruire ces salauds », écrit Pegler à Forrestal.

Winchell l'emporta. Le 22 mai 1949, Forrestal meurt. Il est tombé ou a sauté – certains disent encore qu'il a été poussé – de sa chambre d'hôpital à la Bethesda Naval Medical près de Washington où il s'était rendu pour se reposer, profondément désemparé par la campagne médiatique menée contre lui.

Winchell lui-même a déclaré, des années plus tard, que l'un des conseillers de Forrestal lui avait dit que Forrestal avait été jeté par la fenêtre de l'hôpital pour l'empêcher d'écrire ses mémoires – ce qui, bien sûr, pourrait tout à fait être vrai. Les mémoires de Forrestal auraient révélé beaucoup de choses et auraient remis Winchell et ses sponsors de propagande étrangère à leur place.

Le 20 février 1972, Walter Winchell meurt des suites d'un cancer. Au cours des années précédentes, il avait perdu son émission de radio, la diffusion de sa chronique était en baisse et Winchell lui-même semblait parfois anachronique, ce qu'il était à bien des égards.

Pourtant, à son apogée, Winchell était une puissance avec laquelle il fallait compter – un acteur majeur dans les intrigues politiques du XXe siècle, une voix médiatique incontournable pour L'Ennemi intérieur.

Aujourd'hui, bien sûr, il existe de nombreux pourvoyeurs de propagande sioniste et d'autres formes d'ordures politiques émanant des rangs de l'élite ploutocratique internationale.

Des forums tels que Fox News – que nous examinerons dans un chapitre ultérieur – offrent un débouché à ce matériel. Et dans les journaux et les magazines à travers le pays, ainsi que sur des sites Web tels que WorldNetDaily, on peut trouver des Chèvres de Judas qui promeuvent le soi-disant « programme néo-conservateur » (nous en reparlerons plus tard).

Ces chèvres de Judas suivent les traces de Walter Winchell en faisant passer la propagande étrangère pour des « informations ». La liste pourrait s'allonger encore et encore - elle est longue - mais parmi les propagandistes les plus flagrants, on trouve les personnes suivantes : Mona Charen, Suzanne Fields, Clifford May, David Horowitz, Joseph Farah, Jonah Goldberg, Dennis Prager, Diana West, Helle Dale, Arnold Beichman, Linda Chavez, Frank Gaffney, Cal Thomas et, bien sûr, l'ancien colonel des Marines Oliver North, figure centrale de l'affaire de trafic d'armes et de drogue et de blanchiment d'argent liée à Israël et connue sous le nom d'« Iran-contra ».

Et ce ne sont là que quelques exemples. Il y en a d'autres, notamment George F. Will, Charles Krauthammer, Michael Ledeen, Robert Kagan et bien d'autres encore. Et le fil conducteur qui les relie tous est leur fidélité –

comme celle de leur ancêtre idéologique, le journaliste voyeur Walter Winchell – à la cause du sionisme international.

Bien que les crimes contre l'humanité de Winchell aient été perpétrés pendant son apogée à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, on retrouve le même type de trahison dans les œuvres de ces Chèvres de Judas des temps modernes.

Mais on trouve des chèvres de Judas dans toutes les couches de la société et dans de nombreux lieux, y compris au Congrès des États-Unis, comme nous allons le voir maintenant.

Chapitre Sept

La chèvre de Judas du Capitole : un espion sioniste au service des services secrets soviétiques, au service du Congrès américain

Si l'on se souvient aujourd'hui de feu le député Samuel Dickstein (D-N.Y.) comme l'un des « grands libéraux » et l'un des dirigeants juifs les plus éminents d'Amérique, à la fin des années 1930 – juste avant l'engagement des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale – il était surtout connu comme la première personnalité du Congrès à promouvoir la « chasse aux nazis » et la « lutte contre le fascisme » comme l'une des principales priorités de l'Amérique. Dickstein s'est présenté comme l'ultime défenseur de l'« américanisme ». En réalité, il était la chèvre de Judas par excellence. Il était un agent ennemi : un espion contrôlé par les services secrets de l'Union soviétique.

Bien que la presse juive américaine ait rendu hommage à Dickstein en le qualifiant d'« homme d'État » et d'« humanitaire », d'autres évaluations du membre du Congrès – qui a effectué 11 mandats, à partir de 1923 – n'ont pas été aussi amicales. Un critique a qualifié Dickstein d' « infiltrateur habile, corrompu, cupide et totalement amoral », un modèle précurseur pour de nombreuses chèvres de Judas qui peuplent aujourd'hui les rangs de l'Ennemi intérieur de l'Amérique.

La vérité sur le rôle de Dickstein en tant qu'agent soviétique a été révélée à la fin des années 1990 dans des messages et des dossiers longtemps secrets des services de renseignement soviétiques, qui sont désormais accessibles aux historiens américains. En fait, Stephen Gettinger, rédacteur en chef du *Congressional Quarterly*, une revue éminemment « grand public » et totalement non partisane, a déclaré que l'affaire Dickstein était probablement « le premier cas clair d'espionnage du Congrès dans l'histoire ».

Le dossier montre que Dickstein – qui représentait un district congressionnel notoirement « juif » dans le Lower East Side de Manhattan – a été recruté comme agent soviétique en 1937 par Peter Gutzeit, un homme qui partageait la religion de Dickstein et qui se trouvait être le chef de la station new-yorkaise du NKVD, la police secrète soviétique. Moyennant une

rémunération de 1 250 dollars par mois, Dickstein a volé des quantités de documents secrets au Congrès et au Département de la guerre, qu'il a remis à ses agents soviétiques.

En outre, et peut-être plus important encore, Dickstein a servi d'agent d'influence de Moscou à Washington en attaquant bruyamment les puissances européennes nationalistes d'Allemagne et d'Italie pour leur opposition résolue au communisme soviétique. Dickstein a peut-être été l'un des plus bruyants et des plus précoces à militer pour que les États-Unis fassent pression sur l'Allemagne, dans l'intention de déclencher l'intervention militaire américaine dans la guerre en Europe qui allait devenir la Seconde Guerre mondiale. Dickstein a fait les gros titres en accusant les Américains qui refusaient de soutenir ses intentions belliqueuses d'être « anti-américains » – une accusation que des éléments sionistes utilisent encore aujourd'hui contre de bons Américains patriotes qui refusent de soutenir l'intervention américaine sans fin au Moyen-Orient au nom d'Israël.

Et si beaucoup ont simplement attribué l'hystérie de Dickstein au fait qu'il était juif, et donc un ennemi évident du pouvoir d'Adolf Hitler en Allemagne, le fait est, comme nous l'avons vu, que Dickstein était également un agent rémunéré assez avide de l'Union soviétique.

Et ce qui est particulièrement intéressant, c'est que Dickstein a été l'un des premiers promoteurs de la création de ce qui est devenu le House Un-American Activities Committee (HUAC) (Comité des activités anti-américaines de la Chambre des représentants). Le *New York Times* a même qualifié Dickstein de « fondateur de l'HUAC ». Cependant, lorsque l'HUAC a commencé ses enquêtes, elle a rapidement découvert que les véritables subversifs sur le sol américain étaient des agents soviétiques et que de nombreux vrais patriotes américains ne voyaient tout simplement pas la nécessité d'une intervention américaine en Europe dans le cadre d'une guerre contre l'Allemagne.

Il s'est avéré que les exigences financières de Dickstein à l'égard de ses agents soviétiques étaient si élevées que le NKVD lui a attribué le nom de code « Crook » dans ses mémorandums internes et dans ses échanges de renseignements. En 1938, Peter Gutzeit, l'intermédiaire de Dickstein auprès du NKVD, basé à New York, avertissait ses supérieurs dans une note de service que le nom de code de « Crook » était tout à fait justifié. C'est un type sans scrupules, avide d'argent [...] un escroc très rusé ». (Et cette évaluation n'était pas du tout le genre de commentaire favorable à Dickstein qui apparaissait dans les médias à l'époque).

Quoi qu'il en soit, à la fin de l'année 1940, Dickstein et ses collaborateurs soviétiques se séparèrent, mais Dickstein avait déjà accompli une quantité considérable de sales besognes très efficaces pour le compte de ses commanditaires étrangers. Dickstein a quitté le Congrès après les élections de 1944 et est devenu juge à la Cour suprême de l'État de New York, mourant en 1954 en homme très riche et très honoré. Les documents de ce traître – mais pas les preuves de sa trahison – sont conservés avec amour et respect dans les archives juives américaines du Hebrew Union College de Cincinnati.

De toute évidence, Dickstein aurait probablement été très pro-soviétique et anti-nazi même sans le soutien financier de ses agents soviétiques, mais le fait qu'il était prêt à déployer secrètement ses efforts en faveur d'agents soviétiques secrets – pour de l'argent – en dit long sur ce prétendu « homme d'État ». En fait, Dickstein est un modèle classique de l'une des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur – qui ont fait tant de mal à l'Amérique. Et c'est pour cela, à tout le moins, qu'il faut rappeler son passé sordide.

La vérité est qu'il y en a beaucoup d'autres comme lui au Congrès aujourd'hui. Le bilan des politiciens « à la solde » du lobby israélien est tout aussi sordide, mais ces politiciens se vantent d'avoir reçu de l'argent étranger, alors que Dickstein, bien sûr, s'est bien gardé de révéler sa trahison. *Et cela en dit long sur la dérive de l'Amérique.*

Chapitre Huit

Le rôle secret de l'ADL dans la détermination des personnes embauchées par les agences fédérales américaines

Malgré l'influence de l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith dans l'élaboration d'activités scandaleuses et de nature à semer la discorde, telles que le comportement du FBI et du Département de la Justice dans la tristement célèbre « affaire de sédition », et dans l'orientation de la couverture médiatique des dissidents américains qui s'opposaient à l'agenda sioniste avant et pendant la Seconde Guerre mondiale (grâce à l'utilisation de fauteurs de troubles volontaires, liés à l'ADL, tels que le chroniqueur Walter Winchell), le fait est que les activités de l'ADL ont continué à se développer au cours des années qui ont suivi la guerre. Mais à l'époque, il y avait encore quelques patriotes authentiques bien placés, même au Congrès, qui étaient prêts à s'attaquer à l'ADL.

En 1947, une commission du Congrès a enquêté sur un segment du réseau national d'espionnage de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith. Dans ce cas précis, les enquêteurs du Congrès s'intéressaient à la manière dont l'ADL et l'un de ses groupes de façade, les « Amis de la démocratie », avaient réussi à pénétrer dans une agence fédérale et à placer dans les dossiers de l'agence des informations fausses, malveillantes et diffamatoires sur les cibles de l'ADL.

Les 3, 6 et 7 octobre 1947, le député Clare E. Hoffman (R-Mich.), alors président de la commission des dépenses des départements exécutifs de la Chambre des représentants, a convoqué une sous-commission chargée d'enquêter sur la Commission du service civil des États-Unis (CSC), l'agence qui supervise le personnel fédéral. Le député Porter Hardy Jr. (D-Va.) s'est joint à Hoffman en tant que membre de cette sous-commission.

Hoffman et d'autres avaient appris qu'il existait des dossiers de la CSC contenant des déclarations relatives aux points de vue, aux opinions et aux activités de certains membres du Congrès et de leurs épouses, ainsi que d'un

certain nombre d'autres Américains éminents, dont la plupart n'avaient jamais cherché à obtenir un poste par l'intermédiaire de la CSC.

Selon Hoffman, la plupart des informations – dont certaines étaient désobligeantes – semblaient être « en grande partie des rumeurs, des ouï-dire » qui avaient été inscrits sur des fiches conservées dans les bureaux de la CSC. Hoffman révéla au cours de l'audience que les enquêteurs avaient déterminé qu'il y avait une note sur beaucoup de ces fiches qui se lisait comme suit :

> Ce qui précède a été copié à partir du fichier subversif en possession des avocats Mintzer & Levy, 39 Broadway, NYC, Room 3305. Ces dossiers ont été constitués en coopération avec l'American Jewish Committee et l'Anti-Defamation League. Les sources de ces informations ne doivent en aucun cas être divulguées ni citées. Toutefois, de plus amples informations à ce sujet peuvent être obtenues en contactant les bureaux de Mintzer & Levy.

Selon Hoffman, « cette mention figure au bas des cartes qui contiennent des informations selon lesquelles les personnes citées, sénateurs et membres du Congrès, étaient déloyales, appartenaient à des groupes subversifs et se livraient peut-être à des activités de trahison ».

Ce qui était particulièrement choquant, bien sûr, c'est que l'agence fédérale disait manifestement dans sa note privée que, bien que l'agence incluait les diffamations de l'ADL dans ses propres dossiers, les personnes visées par l'ADL n'avaient pas le droit de connaître la source des accusations diffamatoires, ce qui constituait une violation flagrante du droit traditionnel de toute personne de pouvoir faire face à son accusateur.

Il est intéressant de noter que plusieurs commissaires de la CSC appelés à témoigner, dont James E. Hatcher, chef du bureau central, division des enquêtes de la CSC, ont reconnu qu'ils ne savaient pas comment la propagande de l'ADL avait été insérée dans les dossiers de la commission.

De plus, selon M. Hatcher, « non seulement je pense, mais je suis sûr et certain qu'ils l'ont fait sans l'autorisation de la Commission ». Hatcher a ajouté : « En tant qu'Américain, je pense que c'est tout à fait inapproprié. Et je pense vraiment que de telles choses ne devraient pas figurer dans les dossiers. » Cette déclaration, bien entendu, émane d'un fonctionnaire chargé de rechercher les faits – et non des mensonges malveillants – sur des fonction-naires potentiels.

Tout ceci suggère que c'est une « taupe » de l'ADL dans les bureaux de la CSC qui a inséré les informations désobligeantes dans les dossiers. L'ADL,

bien sûr, est connue pour avoir pénétré plus d'une agence gouvernementale au fil des ans, sans parler de centaines d'associations privées, de maisons d'édition et d'autres entités.

Pour trancher la question, un membre de la commission, le député Fred Busbey (RIll.), demanda à un autre témoin, Harry Mitchell, président de la CSC : « Quelle sera l'attitude de la Commission du service civil à l'avenir en ce qui concerne les noms déposés dans ses dossiers par la Ligue anti-diffamation ou les Amis de la démocratie, en dehors des dossiers de ces organisations ? »

Mitchell a répondu : « Ils ne figureront pas dans les dossiers ». Lorsque Busbey lui a demandé s'il considérait les informations comme « incontestablement fiables », Mitchell a répondu : « Je ne le pense pas. Je suppose qu'il s'agit d'organisations communistes, mais je ne sais pas vraiment. »

Bien que Busbey ait déclaré qu'à sa connaissance, l'ADL et son groupe de façade n'étaient pas des organisations communistes, le membre du Congrès a fait des commentaires sans tenir compte des connaissances que l'histoire nous a léguées :

En fait, l'ADL était l'un des principaux contrôleurs, avec le Kremlin soviétique, du Parti communiste américain, même à l'époque où le Parti communiste était contrôlé au sommet par un atout du directeur du FBI J. Edgar Hoover, allié de l'ADL (plus d'informations à ce sujet plus loin dans ces pages).

Cependant, l'influence particulière de l'ADL sur le Parti communiste américain a été largement ignorée ou oubliée. L'influence particulière de l'ADL a été rapportée par feu le Dr Bella Dodd, ancien dirigeant du CPUSA, qui a déclaré à des intimes – après avoir quitté l'orbite rouge – que chaque fois que les communistes américains avaient besoin de financement ou de conseils stratégiques, ils avaient pour instruction de rendre visite aux gros bonnets de l'ADL à Manhattan.

Certains conservateurs, qui sont soumis à la discipline de l'ADL ou qui ont eu peur de mentionner quoi que ce soit qui puisse être perçu comme nuisible à l'ADL, ont souvent cité l'intrigante révélation du Dr Dodd, mais ont toujours pris soin de supprimer sa référence à l'ADL, rapportant seulement que les agents de l'ADL étaient des « capitalistes américains extrêmement riches ». Il est donc très clair que l'ADL était, comme le supposait le commissaire de la CSC, une organisation communiste.

Quoi qu'il en soit, le président de la commission, M. Hoffman, a déclaré sans ambages et à juste titre au sujet de l'ADL et des Amis de la démocratie : « Je vous dirai que ce sont des spécialistes de la diffamation ».

Une note historique : lors de la campagne sénatoriale de 1992 en Pennsylvanie, l'ADL a pris sa revanche sur le défunt député Porter Hardy, qui avait audacieusement rejoint le député Hoffman pour enquêter sur les activités d'espionnage de l'ADL. Lorsque la fille de Hardy, Lynn Hardy Yeakel, une femme d'affaires prospère, a contesté la réélection du sénateur sortant Arlen Specter (R-Penn.), l'un des principaux défenseurs de l'ADL au Congrès, une campagne de chuchotements a été déclenchée, accusant Mme Yeakel d'être « antisémite ». Specter a été réélu.

Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont l'ADL – qui représente l'ennemi intérieur – a joué un rôle central dans les coulisses en influençant la politique publique américaine, en étant littéralement en position de déterminer qui pouvait obtenir un emploi au sein du gouvernement américain.

Si quelqu'un croit vraiment que l'ADL ne joue pas encore un rôle similaire – en particulier à notre époque d'informatisation et d'espionnage de haute technologie – cette personne est vraiment naïve.

Tout ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg concernant les activités de l'ADL, et dans les chapitres qui suivent, nous en apprendrons beaucoup plus sur cette organisation et sur le rôle destructeur qu'elle joue dans la déformation de l'agenda américain.

Chapitre Neuf

La Ligue anti-diffamation : un lobby étranger pour Israël et une agence d'espionnage privée pour l'ennemi intérieur

Pendant des années, Liberty Lobby, l'institution populiste basée à Washington qui a publié *The Spotlight*, a accusé l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith de fonctionner comme un agent étranger non enregistré – et donc illégal – pour l'État d'Israël. Tout cela, bien sûr, s'ajoutait au rôle spécial que joue depuis longtemps l'ADL, par exemple, aux côtés du FBI, en tant que principal canal de transmission de données d'espionnage et en tant que commanditaire d'activités secrètes malveillantes destinées à infiltrer et à perturber des groupes dissidents américains légitimes (et tout à fait patriotiques). L'ADL, en tant qu'institution particulière – et peu recom-mandable de surcroît – incarne à bien des égards le mal de l'Ennemi intérieur.

Mais le rôle de l'ADL en tant qu'agent étranger d'Israël - un rôle qui a évolué après la fondation de l'État d'Israël en 1948 - doit être analysé en profondeur afin de comprendre pleinement l'immense pouvoir que l'ADL a accumulé dans l'élaboration de la politique étrangère et intérieure des États-Unis.

Le fait qu'un instrument d'un gouvernement étranger ait acquis une telle influence sur (et littéralement au sein) d'organismes américains chargés de l'application de la loi tels que le FBI, par exemple, est un fait remarquable et effrayant.

C'est en juin 1981 que Liberty Lobby a publié son *White Paper on the Anti-Defamation League [ADL] of B'nai B'rith* (Livre blanc détaillé sur la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith). Ce livre blanc a été publié dans le but exprès de mettre en lumière des faits qui obligeraient l'ADL à s'enregistrer auprès du Département de la Justice des États-Unis en tant qu'agent du gouvernement d'Israël.

En refusant de s'enregistrer auprès du Département de la Justice, l'ADL violait – et continue de violer – la loi de 1938 sur l'enregistrement des agents étrangers, qui exige l'enregistrement de tous ces agents.

Selon l'aveu du Département de la Justice après avoir examiné le livre blanc, Liberty Lobby avait en fait « établi une mutualité d'intérêts entre l'ADL et le gouvernement d'Israël ». Cet aveu du Département de la Justice est intervenu en réponse à une enquête du Congrès sur le statut de l'ADL, enquête lancée à la suite d'une lettre de membres de Liberty Lobby qui demandaient instamment au Congrès d'enquêter sur le statut de l'ADL en tant qu'agent non enregistré d'un gouvernement étranger. Le Département de la Justice a déclaré au membre du Congrès concerné que « si des preuves suffisantes sont développées à partir de cette source ou d'autres sources pour établir une violation de la loi sur l'enregistrement des agents étrangers », le Département a garanti qu'il prendrait des mesures coercitives contre l'ADL.

Le Département de la Justice a déclaré que la preuve d'une relation « contractuelle » entre l'ADL et le gouvernement d'Israël était nécessaire avant qu'une « action appropriée » puisse être entreprise. Cette affirmation du Département de la Justice n'était pas vraie. En fait, elle contredisait la loi fédérale.

Selon la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA), toute organisation agissant en tant qu'agent d'une puissance étrangère, « que ce soit ou non dans le cadre d'une relation contractuelle », est un « agent étranger » au sens de la loi. La section 1, sous-section (c) de la loi définit un agent d'un gouvernement étranger comme suit :

> (1) Toute personne qui agit en tant qu'agent, représentant, employé ou serviteur, ou toute personne qui agit en toute autre qualité sur l'ordre, la demande, ou sous la direction ou le contrôle d'un mandant étranger ou d'une personne dont l'une des activités est directement ou indirectement supervisée, dirigée, contrôlée, financée ou subventionnée en tout ou en grande partie par un mandant étranger, et qui, directement ou par l'intermédiaire d'une autre personne :
>
> (i) se livre aux États-Unis à des activités politiques pour ou dans l'intérêt de ce mandant étranger :
>
> (ii) agit aux États-Unis en tant que conseiller en relations publiques, agent de publicité, employé d'un service d'information ou consultant politique pour ou dans l'intérêt de ce mandant étranger ;

(iii) sollicite, recueille, verse ou distribue, sur le territoire américain, des contributions, des prêts, de l'argent ou d'autres objets de valeur pour le compte ou dans l'intérêt de ce mandant étranger ; ou

(iv) sur le territoire des États-Unis, représente les intérêts de ce mandant étranger auprès d'une agence ou d'un fonctionnaire du gouvernement des États-Unis ; et

(2) Toute personne qui accepte, consent, assume ou prétend agir comme, ou qui est ou se présente comme, que ce soit ou non dans le cadre d'une relation contractuelle, un agent d'un man-dant étranger tel que défini dans la clause (1) de cette sous-section.

Dans tous les sens du terme, l'ADL accomplit chacune des actions d'un agent étranger tel que défini dans la FARA. En fait, une proposition d'amendement à la loi, adoptée par le Sénat en 1964, reprenait la disposition de la loi initiale de 1938, qui déclarait qu'une relation d'agence existe « lorsque l'agent agit autrement qu'en vertu d'un accord contractuel, ou se présente simplement comme l'agent d'un mandant étranger ».

Une fois de plus, la loi va à l'encontre des affirmations contraires du Département de la Justice ; en se présentant simplement comme un représentant du gouvernement d'Israël, l'ADL s'érige en agent d'une puissance étrangère et doit donc être enregistrée auprès du Département de la Justice.

En réponse à la demande d'un citoyen qui souhaitait que l'ADL fasse l'objet d'une enquête du Département de la Justice, ce dernier s'est à nouveau précipité pour défendre l'ADL, affirmant que l'ADL est exemptée d'enregistrement en tant qu'agent étranger car elle n'agit pas « sur l'ordre, à la demande ou sous la direction ... d'un mandant étranger ».

Le Département a déclaré : « Plus précisément, sans preuve que l'ADL opère à la demande ou sous la direction ou le contrôle de ce gouvernement [Israël], il n'y a pas d'obligation d'enregistrement en vertu de la loi [sur l'enregistrement des agents étrangers] ».

Malgré tout, le Département de la Justice sait très bien que l'ADL est un agent du gouvernement d'Israël et que ses activités sont illégales en raison de son statut non enregistré.

Il ne s'agissait pas seulement d'une conclusion biaisée de la part de Liberty Lobby, mais de l'opinion d'un haut fonctionnaire du Département de la Justice qui a rencontré des représentants de Liberty Lobby.

Au cours de l'une des nombreuses séances privées que Liberty Lobby a tenues avec des fonctionnaires du Département de la Justice, un conseiller du Département a demandé : « Pourquoi Liberty Lobby se préoccupe-t-il tant de tout cela ? ». Le porte-parole de Liberty Lobby a répondu : « Parce que c'est contraire à la loi » (en référence, bien sûr, aux activités de l'ADL). Le fonctionnaire du Département de la Justice a répondu : « Tout le monde le sait ».

Ce n'était évidemment pas la position officielle du Département de la Justice, mais c'était certainement l'opinion d'un fonctionnaire influent et bien informé du Département qui s'exprimait officieusement (et était donc à l'abri des représailles de l'ADL).

Ce qui suit est une série annotée de citations provenant de sources et de documents de l'ADL qui illustrent, sans l'ombre d'un doute, que l'ADL fonctionne (selon la définition de la loi fédérale existante) comme un agent étranger du gouvernement d'Israël.

Ainsi, parce que l'ADL fonctionne effectivement en cette qualité, et parce qu'elle n'est pas enregistrée auprès du Département de la Justice, elle est en violation de la loi fédérale américaine.

- Dans le numéro de décembre 1973 du « Bulletin de l'ADL », qui célébrait le 60e anniversaire de l'ADL, le groupe de pression a annoncé son intention de lancer « une campagne éducative nationale en faveur de la survie d'Israël en tant qu'État libre et sûr et pour contrer la réaction antisémite dans ce pays aux problèmes émanant du conflit israélo-arabe ». (En l'occurrence, l'ADL « se présente comme ... un agent d'un mandant étranger », tel que défini dans la loi sur l'enregistrement des agents étrangers).
- Le procès-verbal de la session plénière de janvier 1969 du Conseil international du B'nai B'rith prouve que le gouvernement israélien a demandé publiquement à l'ADL de travailler en son nom. Le président du B'nai B'rith (dont l'ADL est le principal organe politique) a déclaré que le Ministre israélien des affaires étrangères, Abba Eban, avait déclaré que le budget des relations publiques d'Israël était si faible qu'Israël avait besoin d'une aide extérieure. Le président du B'nai B'rith a déclaré : « Il [Eban] a imploré [l'ADL] de souligner son besoin de fonds afin que la position d'Israël puisse être interprétée avec précision dans le monde entier. L'ADL a bien entendu répondu de tout cœur à la demande d'Eban.

- Dans un rapport « confidentiel » daté du 15 mai 1978, l'ADL explique comment elle a non seulement exercé des pressions publiques en faveur d'Israël, mais aussi comment elle a représenté les intérêts d'Israël à Washington, sous la direction du gouvernement israélien lui-même. Le rapport détaille divers aspects d'une série de réunions entre des responsables de l'ADL et des dirigeants du gouvernement israélien. Ces réunions ont abouti au retour des représentants de l'ADL aux États-Unis, où ils ont transmis le message israélien directement au Président Jimmy Carter, au Vice-président Walter Mondale et à d'autres hauts responsables de l'administration. L'ADL conclut le rapport en se vantant que ses « suggestions » au gouvernement américain ont dû « porter leurs fruits » au vu des mesures prises par la suite par les États-Unis en faveur des intérêts d'Israël. (C'est là la preuve ultime que l'ADL travaille « sur l'ordre, à la demande ou sous la direction ou le contrôle d'un mandant étranger ». Par conséquent, l'ADL est, par définition, un agent étranger – mais un agent qui n'est pas enregistré, ce qui est contraire à la loi.

- Dans le numéro de décembre 1976 du « Bulletin de l'ADL », le Ministre israélien des affaires étrangères Yigal Allon aurait déclaré lors d'une réception de l'ADL (en parlant de l'ADL et de sa relation avec Israël) : « Nous sommes un, et grâce à notre unité, nous gagnerons la bataille pour la paix ».

Dans le même bulletin, le Président israélien Ephraim Katzir est cité en ces termes : « L'ADL protège Israël. C'est une tâche très noble, que vous savez faire et que vous faites bien ». En outre, Avraham Harmon, président de l'Université hébraïque d'Israël, a été cité par l'ADL comme ayant déclaré, de manière assez précise, que l'ADL « travaille mieux » que toute autre organisation au nom d'Israël.

Il a également été révélé dans ce bulletin que l'ADL était responsable d'une série d'émissions de radio et de télévision intitulée « Dateline Israel », dont le narrateur est Arnold Forster, membre de l'ADL. Cette série est produite par l'ADL en Israël et est destinée à diffuser « une image positive des Juifs et une compréhension des préoccupations juives, en particulier d'Israël ».

- Dans le numéro de novembre 1977 du « Bulletin de l'ADL », l'ADL a annoncé l'ouverture d'un bureau à Jérusalem. Selon l'ADL : « Le bureau de Jérusalem a été créé pour parvenir à une meilleure compréhension entre la communauté juive américaine et le public israélien et pour aider le département des affaires du Moyen-Orient de l'ADL et les 26 bureaux régionaux

aux États-Unis à interpréter les politiques, les problèmes et les besoins d'Israël ».

- Les registres des services postaux remontant au 26 juin et au 20 juillet 1967 ont révélé, après examen, que l'ADL avait envoyé des publications officielles de propagande israélienne, en invoquant son statut d'« organisation à but non lucratif » afin d'utiliser les services d'envoi en nombre subventionnés par l'impôt américain. (Si l'ADL devait s'enregistrer en tant qu'agent étranger, elle ne bénéficierait pas de ce statut d'exonération fiscale).
- L'ADL et son organisation mère, le B'nai B'rith, ont également joué un rôle majeur dans l'acheminement de fonds vers le gouvernement d'Israël. Selon un mémorandum de Maurice Bisgyer, vice-président exécutif du B'nai B'rith, adressé au conseil d'administration du B'nai B'rith, un total de 425 000 dollars a été alloué à Israël par le B'nai B'rith.

Ce qui est significatif à propos de cette somme, c'est qu'elle provenait du gouvernement allemand sous la forme de paiements de réparations destinés aux survivants juifs de ce qu'on appelle l'holocauste. Le B'nai B'rith avait apparemment déjà décidé qu'il serait le canal par lequel les paiements des réparations allemandes seraient dirigés et, dans les années qui ont suivi, il a commencé à reconnaître les ramifications de cette action : l'ADL et le B'nai B'rith violaient manifestement non seulement la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (Foreign Agents Registration Act), mais très probablement aussi les lois fiscales américaines.

Dans une lettre confidentielle adressée à Joseph Sklover du B'nai B'rith, Benjamin Ferenz, un avocat associé à l'ADL, a déclaré : « J'ai réfléchi à la question [des réparations] et j'ai maintenant le sentiment que nous pourrions persuader les Allemands d'accorder un statut préférentiel au B'nai B'rith sans passer d'abord directement par le Trésor américain.

En fait, l'ADL a cherché à s'ériger en gouvernement international, en faisant pression sur les fonctionnaires allemands, en évitant les lois américaines, en collectant et en distribuant des fonds à Israël, et en contribuant à l'effort de soutien de l'État agressif du Moyen-Orient.

Cette preuve de la manœuvre de l'ADL montre clairement que l'ADL est un agent étranger d'Israël, nominalement lié aux États-Unis, mais en réalité préoccupé par les intérêts d'Israël, et d'Israël seul.

- Enfin, l'ADL a admis publiquement dans son bulletin qu'elle « est devenue le seul distributeur américain de films d'intérêt général produits par Israel Film Service ». (Il s'agit là d'une preuve indiscutable que l'ADL a

établi une relation d'agence de jure avec le gouvernement d'Israël, remplissant ainsi les conditions que le Département de la Justice des États-Unis déclare devoir être prouvées avant que le Département puisse enquêter sur les accusations de Liberty Lobby à l'encontre de l'ADL. Voilà la relation contractuelle que le Département n'a pas été en mesure de trouver).

N'oubliez pas que toutes ces informations ne proviennent pas de sources « antisémites » ou « anti-Israël » (comme l'ADL pourrait essayer de le prétendre), mais de publications de l'ADL elle-même.

Non seulement l'ADL se présente comme un agent du gouvernement israélien, aux ordres et pour le compte d'Israël, sollicitant des fonds, diffusant de la propagande et faisant du lobbying aux plus hauts niveaux de notre gouvernement, mais elle est également impliquée dans une relation d'agence directe avec l'État du Moyen-Orient en pleine expansion.

L'ADL est un agent d'un gouvernement étranger. Ce fait est incontestable. C'est un fait, comme nous l'avons vu, que même le Département de la Justice des États-Unis reconnaît. Pourtant, ce dernier a refusé d'agir, que ce soit à l'époque ou aujourd'hui. Au lieu de cela, le Département de la Justice – et en particulier le FBI – a forgé une relation presque incestueuse avec cet agent étranger, permettant à l'ADL de littéralement diriger les opérations internes du FBI en ciblant les Américains patriotes en vue d'un « traitement spécial ».

Cependant, dans les derniers jours de l'année 1992, une chose remarquable s'est produite : l'ADL elle-même a fait l'objet d'une enquête de la part d'une agence locale de maintien de l'ordre travaillant en tandem avec le FBI lui-même. Il s'agit là d'une histoire étonnante que nous examinerons en détail dans les chapitres suivants. Mais pour l'heure, nous allons nous intéresser de près à l'expérience personnelle de l'auteur avec le principal agent infiltré de longue date de l'ADL, Roy Edward Bullock.

Chapitre Dix

« Charmant, habile et astucieux » – Des rencontres directes avec l'espion numéro un de l'ADL : Roy Bullock

J'ai connu un espion de l'agence de renseignement israélienne, le Mossad. Il s'appelait Roy Edward Bullock. Bien qu'il ne fût même pas juif, Roy a été pendant de très nombreuses années un informateur sous couverture pour le principal canal américain de renseignement et de propagande du Mossad, la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith.

En fin de compte, j'ai joué – et je suis fier de le dire – un rôle essentiel dans la dénonciation des activités de Bullock, même si, d'une certaine manière, j'ai regretté d'avoir eu à le faire. Voyez-vous, j'aimais bien Roy Bullock personnellement, mais je n'aimais pas ce qu'il faisait.

Bien qu'il n'y ait rien que je déteste plus que de voir un auteur s'insérer dans la narration de son propre livre non autobiographique, ce que je fais en ce moment, il est tout simplement impossible de raconter toute l'histoire de Roy Bullock et du scandale d'espionnage de l'ADL qui l'a touché, sans raconter mon propre rôle dans l'histoire. Et c'est ce que je dois faire. Je pense que les lecteurs trouveront mon récit instructif et même divertissant.

Ma première rencontre avec Roy Bullock, pour autant que je m'en souvienne, remonte probablement à 1983. En tant qu'employé subalterne du service éditorial de l'hebdomadaire national populiste *The Spotlight*, publié au Capitole à Washington par Liberty Lobby, j'étais fréquemment chargé de m'occuper des lecteurs de *Spotlight* qui se rendaient au siège de Liberty Lobby. J'ai ainsi eu l'occasion de rencontrer des centaines de lecteurs de *Spotlight* de toutes tailles, formes et couleurs. Il s'est avéré que l'un d'entre eux était un homme sympathique et engageant de San Francisco nommé Roy Bullock.

Homme d'âge moyen aux cheveux noirs clairsemés et à la moustache flamboyante, Bullock s'exprimait d'une voix de baryton mesurée, avec une pointe de cynisme inhérente. Petit, trapu, à la poitrine en tonneau et puissamment bâti avec les épaules d'un lutteur professionnel, Bullock, au cou de taureau, se tenait droit avec un maintien militaire. Bien qu'il soit marchand d'art de métier, Bullock, ironiquement, pourrait facilement être choisi par un

réalisateur hollywoodien pour incarner un soldat de fortune combattant dans un coin reculé du monde.

Conversateur plein d'esprit, au sourire joyeux, aux yeux pétillants et au rire franc, Bullock était très curieux et animait toutes les soirées. Il était végétarien et se souciait beaucoup de sa santé. Un jour, alors que je déjeunais avec lui et un autre de mes collègues de *Spotlight*, j'ai remarqué que Bullock avait sur lui une grosse somme d'argent en grosses coupures. Ses dépenses, bien sûr, étaient prises en charge par les responsables de l'ADL. Il insistait toujours pour payer la note du dîner de ses proies, ce qui était certainement un avantage pour moi, compte tenu de mon niveau de rémunération pathétique.

Si je me souviens bien, lorsque j'ai rencontré Bullock pour la première fois, il m'a dit qu'il était en ville pour une réunion ou une autre d'un groupe arabo-américain. Au début de 1984, Bullock est retourné à Washington et a de nouveau rendu visite au Liberty Lobby. Cette fois, il a demandé à me voir et j'ai eu le plaisir de renouer avec lui. Bullock était très intéressé par le nouveau parti populiste créé par Liberty Lobby.

Roy avait beaucoup de questions, beaucoup de questions. C'est à ce moment-là que j'ai réalisé qu'il avait exceptionnellement beaucoup de questions, plus que la plupart des lecteurs « réguliers » de *Spotlight*.

Il s'agit là d'un point important : en tant que membre du personnel de Liberty Lobby, j'ai eu régulièrement l'occasion, au fil des ans, de rencontrer des centaines, voire des milliers, de partisans de Liberty Lobby. Ils avaient toujours beaucoup de questions et de commentaires à formuler, et je m'y attendais. Les partisans de Liberty Lobby étaient des personnes intelligentes qui cherchaient des réponses.

Mais 99,999 % d'entre eux – contrairement à Roy Bullock – n'étaient pas à la recherche de « ragots ». Je me suis rendu compte que les questions indiscrètes que posait Bullock n'avaient rien à voir avec les faits concernant les événements politiques, la position populiste sur les questions du jour ou tout autre sujet de ce genre.

En fait, Bullock cherchait des ragots sur les membres du mouvement populiste.

C'est à ce moment-là qu'il m'est venu à l'esprit que Roy Bullock pourrait bien avoir été un informateur de l'ADL. J'ai donc pensé, à ma manière, à m'amuser avec lui. J'ai mentionné l'ADL. En fait, je me suis plaint à lui que l'ADL ne m'ait jamais mentionné.

« Après tout ce que j'ai fait pour lutter contre l'ADL », ai-je commenté, « ils ne m'accordent aucune attention ! » Bullock gloussait de plaisir. Après une courte visite, il a poursuivi son chemin.

C'est peu de temps après – peut-être plusieurs mois plus tard – que Bullock est réapparu. J'ai été appelé à la réception pour voir un visiteur. Assis sur le divan du hall d'entrée, ce n'était autre que Roy Bullock. Je l'ai accueilli joyeusement, lui ai serré la main et lui ai souhaité la bienvenue à Washington. « J'ai quelque chose qui va vous intéresser », me dit Bullock. « C'est tout frais sorti de presse », a-t-il ajouté en me tendant une liasse de papiers. « Je viens de l'acheter à New York.

Il s'agissait d'un rapport de l'ADL sur le Parti Populiste et mon nom y était mentionné parmi d'autres membres du Liberty Lobby impliqués dans les affaires du parti.

J'ai crié de plaisir : « Ces fils de pute ont enfin mentionné mon nom ». C'était un signe de distinction, ai-je pensé à l'époque, et je le pense encore aujourd'hui. (L'épithète que j'ai appliquée à l'ADL, je le signale, est plutôt banale, c'est le moins que l'on puisse dire). J'ai remarqué que Bullock m'observait attentivement. Très attentivement. C'est à ce moment-là que j'ai réalisé que mes soupçons étaient peut-être fondés : Roy Bullock était un agent de l'ADL ! S'il ne l'était pas, je me suis dit qu'il aurait dû l'être.

Franchement, à ce moment-là, je ne savais pas trop comment réagir, mais j'ai de nouveau exprimé ma joie. « La dernière fois que je t'ai vu », a dit Roy, « tu te plaignais que l'ADL n'avait jamais mentionné ton nom. Eh bien, maintenant, c'est fait. » *À ce stade, j'étais certain que Bullock était très probablement un agent de l'ADL.*

Je n'ai pas revu Bullock, pour autant que je m'en souvienne, avant le début de l'année 1985. J'avais été invité à assister, avec le président national du Parti populiste, Bill Baker, et notre collègue, Trisha Katson, correspondante de *Spotlight*, à une réunion parrainée par l'Association des étudiants libyens, basée à Washington. La soirée promettait d'être divertissante. En entrant dans la salle de banquet, j'ai entendu le son d'une musique arabe exotique en arrière-plan. Trish Katson et Bill Baker étaient déjà là, ainsi qu'un assortiment d'amis et de connaissances, dont un certain Matthew Peter Balic, dont je reparlerai plus tard.

Bill Baker s'empressait de présenter plusieurs dirigeants amérindiens à l'assemblée. Je me suis joint à la fête et j'ai pris place à la table où Baker tenait son discours. Alors que Baker divertissait ses auditeurs avec une anecdote amusante, j'ai vu un visage familier entrer dans la salle. Ce n'était autre que

Roy Bullock. Je me suis levé et lui ai fait signe de s'asseoir à la table, heureux de son arrivée, mais néanmoins intrigué. Bullock était partout. Partout où un agent de l'ADL devrait être.

Il m'a repéré et s'est approché. « Je me doutais que je trouverais ici la foule du Liberty Lobby », s'est-il esclaffé en me serrant la main. « Je pouvais sentir les vibrations », a-t-il fait remarquer en haussant les sourcils et en jetant un coup d'œil de gauche à droite, avec un air comique. Il nous a rejoints à la table et la conversation, inévitablement – compte tenu de l'occasion – s'est orientée vers la question du Moyen-Orient.

J'ai observé Bullock avec attention. J'ai senti que quelque chose n'allait pas. Il écoutait, riait aux moments opportuns, observait les autres aussi attentivement que je l'observais.

À un moment donné, j'ai lancé ce que j'espérais être un trait d'esprit plutôt mordant qui jetait l'opprobre sur l'État d'Israël et ses dirigeants. Alors que les autres rient d'un air amusé, Bullock se joint à eux. Mais son rire n'était pas sincère. « Ouiiiii... » dit-il en guise d'accord.

Mais il était évident qu'il n'était pas d'accord. En fait, je me suis rendu compte que Bullock était discrètement – mais très clairement – sarcastique. Et il n'a pas pu se contenir. J'ai vu l'éclair de dégoût dans ses yeux. Il jouait un rôle – mais tout juste. Personne d'autre ne l'a remarqué, mais moi si.

Et à présent, il était incroyablement clair pour moi que Roy Bullock était bien plus qu'il n'y paraissait. Je n'avais pas de preuves solides, bien sûr, mais j'étais plus convaincu que jamais : Roy Bullock était bel et bien un agent de l'ADL.

Pour autant que je me souvienne, j'ai revu Bullock en septembre 1985, toujours à Washington. Bullock s'est arrêté au Liberty Lobby et m'a informé qu'il allait participer à une réunion du comité anti-discrimination arabo-américain et il se trouve qu'un de mes amis arabo-américains m'avait donné deux billets pour un petit-déjeuner organisé pendant cette conférence.

C'est ainsi que ma collègue et chère amie, la regrettée Lois Petersen, et moi-même nous sommes assis avec Bullock et plusieurs autres personnes lors de ce petit-déjeuner à la réunion arabo-américaine.

Ce n'est que des années plus tard que j'ai découvert qu'à notre table se trouvait un espion américain pour le compte des services secrets saoudiens (!), même si, à l'époque, il ne savait pas que Roy Bullock travaillait pour l'ADL.

(En 2005, dans une lettre personnelle qu'il m'a adressée, l'espion saoudien m'a parlé de son affiliation et m'a dit qu'il se souvenait avoir dîné avec Bullock, Mme Petersen et moi-même).

Quoi qu'il en soit, après le petit-déjeuner, nous nous sommes séparés. Roy était toujours aussi exubérant, mais j'étais de plus en plus convaincu que j'avais affaire au diable !

Bien sûr, ce n'était que mon instinct et, à l'époque, j'étais encore relativement jeune et je n'avais guère d'expérience des chèvres de Judas – l'ennemi intérieur. Je n'étais pas en mesure d'accuser Bullock, mais mes soupçons étaient plutôt forts.

C'est à la fin de l'année 1985 ou au début de l'année 1986 que Bullock a repris contact avec moi, alors qu'il se trouvait à Washington. Il voulait participer à la conférence annuelle d'une organisation historique californienne (fondée par Willis Carto de Liberty Lobby) et sa demande avait été rejetée. Il m'a demandé s'il pouvait utiliser mon nom comme référence. Je lui ai dit « Allez-y », car, après tout, je ne voulais pas éveiller ses soupçons en disant « non », parce que, évidemment, lui et moi avions toujours eu des contacts amicaux jusqu'à ce moment-là.

Ce que je ne savais pas, à l'époque, c'est que Willis Carto avait déjà été informé, par le Dr Edward R. Fields du journal *The Thunderbolt*, que Bullock était un agent de l'ADL. C'est pour cette raison que la demande de participation de Bullock à la conférence historique avait été rejetée. Je n'ai plus entendu parler de Bullock à ce sujet, et Willis et moi n'en avons pas discuté – *jusqu'à plus tard....*

Quoi qu'il en soit, c'est peu après, au printemps 1986, que Bullock est réapparu à Washington. Il m'a appelé et m'a demandé si je voulais dîner avec lui. Bien que méfiant à ce sujet – désormais convaincu dans mon esprit que Bullock était presque certainement un agent de l'ADL – j'acceptai de le rencontrer pour dîner.

Mais j'ai pensé qu'il était temps de parler de Bullock à Willis Carto. Il était prévu que je dîne avec Bullock à 18 heures. Vers 17 heures, alors que le bureau du Liberty Lobby terminait sa journée, je me suis arrêté dans le petit bureau d'angle de Willis. Bullock m'avait dit, lorsque je l'avais rencontré pour la première fois, qu'il connaissait Willis « depuis des années » :

« Willis, vous connaissez Roy Bullock, n'est-ce pas ? »

Willis a levé la tête, les yeux pétillants et un soupçon de sourire. « Oui, comment le connaissez-vous ? »

« Eh bien, il vient ici depuis quelques années », ai-je dit. « En fait, je dîne avec lui ce soir. »

Willis souriait toujours.

« Parlez-moi de lui », ai-je demandé, sentant – non, sachant – qu'en effet, j'avais raison au sujet de Bullock. Je savais ce que Willis allait dire :

« Il est avec l'ADL ».

C'est tout. J'ai hoché la tête en souriant, mais à l'intérieur, mon estomac se retournait. J'étais tour à tour en colère, mais en même temps je me félicitais mentalement d'avoir repéré l'ennemi déguisé.

« C'est ce que je pensais », ai-je dit.

Willis m'a alors posé la même question que celle que je me posais à moi-même : « Que lui avez-vous dit ? »

« Je ne pense pas lui avoir dit quoi que ce soit que je n'aurais pas dû. Mais je n'en suis pas sûr », ai-je ajouté en toute honnêteté.

« Où est-il maintenant ? demanda Willis.

« Il va arriver très bientôt. Nous sommes censés dîner de l'autre côté de la rue. Pensez-vous que je doive annuler ? » ai-je demandé, visiblement incertain de la situation.

« Pas nécessairement », a-t-il répondu. « Vous savez », dit Willis en réfléchissant à haute voix, « c'est peut-être l'occasion pour nous de découvrir précisément ce qui l'intéresse ».

« Que voulez-vous dire ? » demandai-je, quelque peu perplexe.

En réponse, Willis a proposé que je dîne avec Bullock et que je lui dise franchement qu'on m'avait dit qu'il avait des « relations » avec des « gens de l'ADL » et que je lui demande : « Qu'est-ce que vous voulez savoir exactement ? ».

Bullock, bien sûr, aurait été surpris par tout cela – probablement – et j'aurais alors proposé de lui dire tout ce qu'il voulait savoir (dans certaines limites) en échange de l'utilisation par Bullock de ses relations à l'ADL pour déterminer quelque chose qui intéressait particulièrement Willis : à savoir qui était responsable de l'attentat à la bombe du 4 juillet 1984 contre le bureau de Willis (et son entrepôt de livres historiques de grande valeur) à Torrance, en Californie.

La proposition de Willis me paraissait tout à fait sensée et je me suis dit qu'à tout le moins, ce serait pour moi une très bonne expérience d'apprentissage – affronter le diable, littéralement de l'autre côté de la table.

C'est ainsi que je me suis rendu à mon dîner avec Roy.

Nous sommes allés dans un établissement nocturne populaire de Capitol Hill connu sous le nom de Tune Inn, peut-être plus connu internationalement

pour avoir été salué par le magazine *Esquire* comme l'un des « meilleurs » bars de la nation (à Washington, D.C., en particulier).

Étroite salle de bar à l'ancienne, dont les murs étaient ornés d'animaux empaillés et d'autres êtres autrefois vivants, ainsi que de quelques pièces d'armement de choix, le Tune Inn avait été un bar mal famé qui s'était transformé en un lieu de prédilection pour les yuppies, rempli le soir de membres du personnel du Capitole désireux de dépenser leurs salaires financés par le contribuable pour des boissons parmi les moins chères de la capitale nationale.

Roy et moi avons pris une table à l'arrière du restaurant, commandé des boissons et un dîner et nous nous sommes installés pour ce qui allait être, je le savais, une soirée intéressante. Roy, bien sûr, commanda un soda.

En tant que buveur avisé, j'ai commandé quelque chose de beaucoup plus fort, tout en pensant qu'il me faudrait garder mon sang-froid. Mais j'avais besoin de me détendre.

En regardant Roy Bullock de l'autre côté de la table, je l'ai vu sous un autre jour. Ce n'était plus la connaissance joviale, amicale, amusante et sympathique de plusieurs années. Au contraire, c'était le diable incarné. Je me souviens avoir pensé : « Mon Dieu, voilà Mike Piper qui dîne aux frais de l'ADL, en compagnie d'un de ses agents secrets ».

Quelques instants après l'arrivée des boissons, Bullock a commencé à me poser des questions. C'était une interrogation. Pas une discussion amicale. Maintenant, il n'y avait plus aucun doute dans mon esprit. « Dites-moi », a-t-il demandé, en prononçant le nom d'un autre individu qui, à l'instar de Bullock, était assez omniprésent, se présentant à divers événements politiques du même type. « Qui est ce type ? Il est plutôt intéressant. D'où vient-il ? »

Bullock faisait référence à un certain Matthew Peter Balic, un personnage inhabituel, mentionné plus haut, qui avait périodiquement fait son apparition au siège de Liberty Lobby au fil des ans et qui, comme Bullock, avait une affinité pour les réunions arabo-américaines.

(En fait, j'ai toujours en ma possession une photo de Bullock et moi-même en présence de ce même M. Balic lors de la réunion susmentionnée de l'Association des étudiants libyens).

« Oh, lui ? J'ai toujours soupçonné qu'il pouvait être un agent de l'ADL », ai-je dit, tout à fait sérieusement. (Intérieurement, j'ai été surpris par ma propre audace. J'avais vraiment abordé le sujet de l'ADL !)

« Oh, vous pensez que c'est le cas ? » a répondu Bullock.

« Je pense que c'est une bonne possibilité », ai-je répondu. « Il est toujours en train de se montrer, de se mélanger avec les Arabes. Il voyage beaucoup. Il dépense beaucoup d'argent. » (Je me suis rendu compte, bien sûr, que cette description précise correspondait à Bullock).

Soit Balic était un agent de l'ADL ou un agent quelconque et Bullock le savait – et essayait de savoir si j'avais des soupçons –, soit l'ADL se demandait vraiment qui était Balic.

Par ailleurs, je me disais que Balic était peut-être un agent de l'ADL dont les supérieurs de Bullock ne lui avaient jamais parlé. Cela semblait tout à fait possible dans le « désert de miroirs » clandestin qui imprègne le monde étrange de l'ADL.

Quoi qu'il en soit, Bullock s'intéressait vraiment à Balic et je lui avais donné un morceau de choix à rapporter à ses supérieurs parrainés par le Mossad au siège de l'ADL à New York : Mike Piper, du Liberty Lobby, soupçonnait Balic d'être un agent de l'ADL !

La conversation se poursuit. Bullock passa aux choses sérieuses. « Ce bombardement [du bureau de Carto] a été une affaire plutôt intéressante », a-t-il déclaré.

J'ai pratiquement sursauté sur mon siège. J'ai senti mon sang bouillir. J'étais certain que Bullock avait vu ma réaction – ou était-ce mon imagination ? D'une manière ou d'une autre – était-ce un accident ? – Bullock avait soulevé le sujet même de ma propre mission secrète. Découvrir ce que Bullock savait – ou pouvait découvrir – sur l'attentat à la bombe contre le bureau de Willis Carto.

(« Mon Dieu », ai-je pensé. « Le bureau du Lobby de la Liberté est-il sur écoute ? L'ADL a-t-elle entendu la conversation que Willis et moi avions eue un peu plus tôt ? L'ADL a-t-elle informé Bullock de ce qui se préparait ? »)

Nous avons parlé de l'attentat à la bombe, mais dans mon esprit, Bullock m'avait mis des bâtons dans les roues. C'était comme s'il m'avait délibérément devancé, et il le savait. J'ai décidé que ce n'était pas le moment d'annoncer à Bullock la proposition de Willis. J'étais mal préparé, je me sentais malhabile, contrairement à Bullock, à m'engager dans ce jeu du chat et de la souris, sans savoir ce que Bullock savait ou ne savait pas de ce que je savais ou soupçonnais.

Après le dîner, nous avons terminé la soirée en prenant quelques verres dans un restaurant au bout de la rue, où j'ai rencontré un membre du Congrès que je connaissais par hasard. Je l'ai présenté à Bullock et vice-versa, sachant pertinemment que Bullock avait pris note de dire à son patron au siège de

l'ADL à New York, Irwin Suall, que « Mike Piper connaît personnellement le député Untel ».

(Il ne fait aucun doute dans mon esprit que, dans le cas improbable où l'ADL n'aurait pas eu de dossier sur ce membre du Congrès, une âme inoffensive qui a depuis quitté ses fonctions, elle en a certainement un aujourd'hui).

Bullock et moi nous sommes séparés en nous serrant la main et en convenant de « rester en contact ». (« En effet », ai-je pensé, me demandant quand j'entendrai à nouveau parler de Roy Edward Bullock, agent extraordinaire de l'ADL).

En fait, je n'ai pas eu de nouvelles de Bullock pendant un certain temps, et ce dans des circonstances qui seront bientôt détaillées. Mais le moment est finalement venu où il m'a semblé opportun de dénoncer publiquement l'affiliation de Bullock à l'ADL.

Ce moment est arrivé alors que le Parti populiste – que Liberty Lobby avait contribué à créer en 1984 – avait été divisé en deux par les activités impitoyables et destructrices d'un fauteur de troubles de longue date dans les affaires des tiers partis, un certain William K. Shearer de Lemon Grove, en Californie.

Shearer lui-même a longtemps été soupçonné d'être un actif de l'ADL ou d'être à la solde de la CIA ou du FBI, voire du Parti républicain, selon certains. Il reste à savoir si l'on connaîtra un jour la vérité sur Shearer.

Toutefois, le 30 juin 1986, dans un article paru dans *The Spotlight*, j'ai détaillé les liens entre Bullock et Shearer, patron du défunt American Independent Party, qui était alors l'affilié du Parti populiste dans le Golden State [Californie – NdT]. La partie pertinente de l'article se lit en partie comme suit :

> Lors de la « réunion du comité national » du Parti Populiste organisée par Shearer à Los Angeles... un délégué, du nom de Roy Bullock, a été invité à siéger à la commission de l'agriculture.
>
> Bullock est connu depuis longtemps, parmi les dirigeants du mouvement populiste, pour être un charmant, habile et intelligent agent professionnel à plein temps de l'ADL. Se faisant passer pour un populiste, Bullock s'est introduit au fil des ans dans des dizaines d'organisations différentes, recueillant des informations qu'il transmet à Irwin Suall, son supérieur au siège de l'ADL à New York.
>
> Lors de la réunion, la femme de Shearer a été avertie par le populiste californien Charles Ulmschneider que Bullock était un agent connu de

l'ADL. Mais au lieu de montrer la porte à Bullock, elle s'est approchée de lui et lui a fait part de l'accusation. Bullock a été autorisé à rester.

Peu de temps après la publication de l'article de *Spotlight* démasquant Bullock comme étant un agent de l'ADL, j'ai reçu un appel d'une personne qui s'est identifiée auprès de la standardiste comme étant « CSC ».

En prenant l'appel, j'ai immédiatement reconnu la voix de Bullock – et j'ai été surpris, cela va sans dire – mais j'ai été encore plus mystifié par l'acronyme qu'il a utilisé pour s'identifier.

Me remettant de ma secousse momentanée, j'ai dit : « Eh bien, bonjour Roy, je suis surpris d'avoir de tes nouvelles. Mais que signifie 'CSC' ? » Il a ri et m'a répondu : « CSC, c'est pour charming, skilled and clever (charme, compétence et intelligence) ». J'ai ri. « Oh oui, Roy, c'est bien cela. J'ai pensé que vous apprécieriez ce compliment. »

Il m'a répondu : « Eh bien, je dois vous dire que ce que vous avez dit à mon sujet, à savoir que je suis un agent de l'ADL, n'est pas vrai. En fait, je jure sur une pile de *Mein Kampf* [le célèbre ouvrage d'Adolf Hitler – NdMCP] que je ne suis pas un espion de l'ADL ».

La référence de Roy à Hitler m'a fait rire. Mais il a continué sur un ton plus sérieux en disant : « J'en ai parlé à un avocat. »

« Eh bien, Roy, si vous voulez intenter un procès », ai-je répondu, « vous n'avez qu'à le faire, car je défends l'article et je sais que ma source à ce sujet est fiable. En outre, j'avais moi-même des soupçons depuis un certain temps, très longtemps, avant la publication de l'article. Nous sommes restés longtemps dans l'expectative ».

Il a répondu en demandant : « Eh bien, qui était votre source ? » J'ai répondu, honnêtement, « Willis Carto. » Bullock a gloussé, faisant une remarque selon laquelle Willis n'était pas la source la plus fiable. J'ai répondu : « Je ne m'attendais pas à ce que l'ADL considère Willis comme une source fiable. Mais, moi, je l'ai toujours trouvé fiable ».

Bullock m'a dit : « Je déplore que vous ayez écrit cela. Je vous ai toujours apprécié. Je pensais que nous étions amis. » J'ai répondu : « Eh bien, Roy, je vous ai toujours apprécié, mais je crois que vous êtes un agent de l'ADL. »

Après que Bullock a commenté en riant : « Oh, et au fait, je m'appelle vraiment Roy Bullock. Ce nom ne me sert pas qu'à 'voyager' », nous avons mis fin à la conversation et les choses en sont restées là. Aucun procès n'a jamais été intenté. Quelques personnes dans le pays ont été contrariées que

j'aie osé traiter « un grand patriote comme Roy Bullock » d'agent de l'ADL, et les choses en sont restées là.

Il a fallu attendre près de huit ans pour que cette allusion à l'affiliation de Bullock à l'ADL dans *The Spotlight* soit confirmée – qu'il s'agissait bien d'un agent rémunéré de l'Ennemi intérieur.

Et l'histoire de la mise à nu finale de Bullock est la suivante...

Chapitre Onze

Le tremblement de terre de San Francisco : le scandale de l'espionnage de l'ADL révèle l'ennemi intérieur

C'est à la mi-décembre 1992 que j'ai appris pour la première fois que la Ligue contre la diffamation (ADL) était en difficulté. Un appel téléphonique a été reçu au siège du Liberty Lobby à Washington. L'appelant était un Arabo-Américain vivant à San Francisco. Il a dit à l'un de nos rédacteurs en chef qu'un scandale se préparait impliquant un officier de police de San Francisco nommé Tom Gerard qui aurait été soupçonné d'avoir fourni des informations policières classifiées à l'ADL. Le 10 décembre, les journaux de San Francisco ont rapporté que des descentes avaient été effectuées par le département de police de San Francisco – avec le FBI – dans les bureaux de l'ADL à San Francisco et à Los Angeles.

Le fait que le scandale ait éclaté à San Francisco m'a interpellé. Je me suis demandé si mon vieil ami Roy Bullock était impliqué.

J'ai appelé l'Arabo-Américain, me suis présenté et lui ai fait part de mon intérêt. Je lui ai expliqué mes liens passés avec son compatriote de San Francisco, Bullock, dont il n'a pas reconnu le nom. Il m'a cependant dit que Gerard avait un contact régulier à l'ADL.

« Attendez », lui dis-je, « et vous verrez si je n'ai pas raison. Cherchez le nom de Roy Bullock », ai-je dit. « Je suis prêt à parier que Bullock est le contact de Gérard à l'ADL. »

C'est ainsi que quelques jours plus tard, le gentleman arabo-américain m'a appelé au siège de *Spotlight*. « Vous aviez raison », m'a-t-il dit. « Le contact de Tom Gerard au sein de l'ADL est Roy Bullock ».

Mais à ce moment-là, je connaissais déjà les détails. Un autre lecteur de Spotlight de San Francisco avait appelé plus tôt pour nous faire part de la nouvelle : le nom de Roy Bullock faisait désormais partie du domaine public et avait été publié ce jour-là dans les journaux de San Francisco. Ce même Roy Bullock – le super-espion de l'ADL – exposé pour la première fois par *The Spotlight*.

Le *San Francisco Examiner* a confirmé ce que *The Spotlight* avait rapporté pour la première fois le 30 juin 1986, à savoir que Bullock était bien un agent de l'ADL, bien que ce personnage ait, à l'époque, vigoureusement démenti cette information.

Nombre de personnes qui avaient traité *The Spotlight* de « fou » pour avoir affirmé qu'un « bon patriote » tel que Roy Bullock était un agent de l'ADL ont rougi d'embarras.

À ce stade, il convient sans doute de réfléchir à ce qui semblait être une situation tout à fait inattendue. Comment se fait-il que le FBI – qui a collaboré pendant des années avec l'ADL – se soit laissé entraîner dans une position hostile à l'égard de son allié de longue date ?

Des initiés ont indiqué très tôt au *Spotlight* que les descentes dans les bureaux de l'ADL à Los Angeles et à San Francisco avaient été approuvées au plus haut niveau, et pas seulement au Département de la Justice.

En bref, l'approbation semblait venir du Bureau ovale, ce qui laisse à penser que c'est le Président George Bush lui-même qui a donné le feu vert à cette action controversée. L'action de Bush contre l'ADL est intervenue à peine plus d'un mois après la défaite de Bill Clinton lors de sa réélection.

« C'était la façon pour George Bush de s'en prendre à l'ADL et au lobby israélien dans les derniers jours de son administration de canard boiteux », a déclaré au *Spotlight* un diplomate de carrière à la retraite, Stephen A.Koczak, qui a servi au Moyen-Orient à la fois sous les administrations républicaine et démocrate :

> Bien que Bush ait rendu les Israéliens heureux avec sa guerre contre Saddam Hussein, le lobby israélien s'est retourné contre lui comme un chien enragé après qu'il ait osé défier leur pouvoir sur la question des garanties de crédit à l'égard d'Israël. Le Président en avait assez des pressions du lobby israélien et il était certainement au courant des allégations de l'ancien agent du Mossad, Victor Ostrovsky, selon lesquelles une faction du Mossad avait comploté l'assassinat de Bush après que ce dernier eut osé défier le pouvoir du lobby israélien à Washington. Lorsque Bush a vu une ouverture, il l'a saisie avec enthousiasme. D'où le raid.

Mais il est évident qu'il y avait beaucoup plus à dire. L'ADL, prise en flagrant délit, a désespérément tenté de donner une tournure positive à son implication en proclamant qu'elle coopérait à l'enquête. Un avocat de l'ADL, Jerrold Ladar, a amusé beaucoup de monde en affirmant sans rire que l'ADL n'avait aucun lien avec les services secrets israéliens.

Christine Botah, une Arabo-Américaine active au sein du Parti démocrate, a déclaré : « Nous voulons que l'ADL fasse toute la lumière sur cette affaire. Qu'est-ce qu'une organisation censée défendre les droits de l'homme vient faire dans la collecte d'informations sur un autre groupe ? ».

Richard Hirschautt, directeur régional de l'ADL à San Francisco, a déclaré que « l'ADL ne conserve en aucun cas des dossiers sur des individus ou des organisations arabo-américains dans ce pays. Nos enquêtes et notre travail d'établissement des faits portent strictement sur les groupes et organisations extrémistes qui veulent nuire aux Juifs et aux autres minorités, y compris les Arabo-Américains. »

Il s'agit bien entendu d'un autre mensonge éhonté, puisque l'ADL a publié, sous sa propre bannière, une attaque pleine d'insinuations contre les Arabes-Américains et les organisations arabo-américaines. Ce volume calomnieux était évidemment basé sur des documents provenant des propres dossiers de l'ADL, dont une grande partie avait été glanée par nul autre que Roy Bullock.

Certains critiques juifs américains d'Israël, dont feu Haviv Schieber et l'avocat libertaire Mark Lane, ont également fait l'objet d'attaques. En fait, un responsable de l'ADL l'a admis, lors d'une déposition sous serment effectuée par Lane à une occasion.

Bien que l'ADL ait, depuis la fondation d'Israël en 1948, fonctionné comme un agent étranger non enregistré – et donc illégal – et comme un organe de propagande et de renseignement pour le gouvernement israélien, ce n'est qu'avec l'éclatement du scandale de l'espionnage de San Francisco que les activités criminelles de l'ADL dans le domaine de l'espionnage domestique illégal ont fait l'objet d'un examen approfondi de la part du public.

Oui, le scandale d'espionnage à San Francisco impliquant l'ADL n'était que « la partie émergée de l'iceberg d'un réseau national d'espionnage domestique et de fuites affectant la sécurité », selon Phillip Matier et Andrew Ross, éditorialistes du *San Francisco Chronicle*. Ce journal et son rival, le *San Francisco Examiner*, ont sauté sur l'affaire d'espionnage de l'ADL et l'ont rapportée en détail au fur et à mesure que de nouveaux éléments émergeaient.

Matier et Ross ont rapporté que « les autorités pensent que des policiers d'au moins une demi-douzaine d'autres services de police fédérale et de grandes villes ont également participé à l'échange ou à la vente de fichiers de police confidentiels » à un réseau national d'espionnage mis en place par l'ADL.

L'*Examiner* rapporte qu'un fonctionnaire proche de l'enquête, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, lui a confié qu'« il y a probablement six ou huit Roy Bullock » opérant à travers le pays pour le compte de l'ADL. L'*Examiner* a noté que le fonctionnaire a confirmé, comme l'a dit le journal, qu'un « petit groupe d'agents infiltrés dans tout le pays » était payé par l'ADL pour espionner ses cibles. Selon l'*Examiner*, « les agents s'appuient sur la police locale et les adjoints du shérif pour accéder à des informations confidentielles sur les forces de l'ordre et les véhicules à moteur, en violation probable du droit pénal ».

Le capitaine John Willett, de la division des enquêtes spéciales du SFPD, a déclaré aux journalistes que les éléments de preuve indiquaient qu'il existait des dossiers provenant d'une vingtaine de services de police et d'autres organismes chargés de l'application de la loi, rien qu'en Californie. De plus, des informations supplémentaires avaient été illégalement interceptées à partir des réseaux informatiques de renseignement de la police nationale. Toutes ces informations ont ensuite été transmises à l'ADL.

Les enquêteurs ont été stupéfaits de découvrir les noms et les informations personnelles de quelque 12 000 personnes, originaires pour la plupart de Californie, mais aussi de tout le pays, qui, pour une raison ou une autre, avaient toutes été inscrites par l'ADL sur sa propre « liste de surveillance ».

Comme l'a souligné *The Spotlight* : compte tenu du fait que l'ADL dispose d'une trentaine de sièges régionaux dans pratiquement toutes les grandes villes, il n'est pas exagéré d'extrapoler et de suggérer que les noms de quelque 360 000 Américains pourraient bien figurer dans les fichiers de l'ADL, sur la base des chiffres découverts sur la côte ouest.

À la suite de nouvelles révélations de plus en plus nombreuses sur les activités de l'ADL, le scandale des espions de l'ADL à San Francisco a commencé à attirer l'attention des médias de l'establishment dans tout le pays. La mascarade de l'ADL en tant qu'organisation de « droits civils » a été démentie.

Les opérations d'espionnage illégales de l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith ont finalement été exposées dans les quotidiens d'un bout à l'autre du pays.

Un article du *San Francisco Examiner* décrivant ce scandale d'espionnage a été réimprimé dans un certain nombre de journaux à travers le pays, y compris dans le Little Rock, Arkansas *Democrat-Gazette*, le journal de la ville natale du Président Bill Clinton. Auparavant, la seule couverture nationale de

l'affaire d'espionnage avait été assurée par la presse de San Francisco et les pages de *The Spotlight*.

(Toutefois, à ce moment-là, ni le Washington Post ni le *New York Times*, qui se disputent tous deux le sobriquet de « journal national de référence », n'avaient encore publié de détails sur le scandale).

L'article de l'*Examiner*, qui a été reproduit dans tout le pays, notait que Liberty Lobby était l'une des cibles de la surveillance criminelle de l'ADL par l'intermédiaire de son informateur rémunéré Roy Bullock.

De son côté, l'ADL a diffamé la presse de San Francisco pour avoir rapporté la vérité sur ses opérations criminelles. En cherchant à empêcher la publication des fichiers de renseignements de l'ADL saisis par le SFPD et le Federal Bureau of Investigation, l'ADL a dénoncé ce qu'elle a appelé « les rapports sensationnels et inexacts de la presse de San Francisco ».

Pour rendre les choses encore plus embarrassantes pour l'ADL, le chroniqueur syndiqué Lars-Erik Nelson, un fervent libéral, a publié un article condamnant les tactiques d'espionnage de l'ADL. Son article a également été publié dans plusieurs journaux du pays.

Notant qu'il savait que l'ADL surveillait diverses cibles, Nelson a déclaré : « En effet, je n'avais jamais remis cela en question jusqu'à présent. Je me suis alors demandé ce que je ressentirais si les rôles étaient inversés : supposons que des groupes d'extrême droite ou des groupes nationalistes noirs tiennent des dossiers de renseignements sur les Juifs et les communiquent à des journaux sympathisants et à la police. Tout d'un coup, j'ai eu la frousse ».

Selon Nelson, c'est l'ADL et plusieurs autres groupes pro-israéliens qui ont empêché une éminente libérale noire, Johnetta Cole, présidente du Spelman College de Géorgie, majoritairement noir, d'être nommée secrétaire à l'éducation dans l'administration Clinton. Le seul crime de Mlle Cole était d'avoir écrit des articles pour une organisation qui prône la justice pour le peuple palestinien qui a été déraciné de sa terre ancestrale et envoyé en exil.

Le fait que Mlle Cole ait été prise pour cible illustre clairement ce que la principale cible d'inimitié de l'ADL – Liberty Lobby – soutient depuis longtemps : l'ADL, agent étranger non enregistré – et donc illégal – de l'État d'Israël, s'emploie à détruire toutes les institutions et tous les individus perçus (à tort ou à raison) comme une menace pour la domination d'Israël sur l'élaboration de la politique américaine relative au Moyen-Orient.

Après avoir observé pendant une semaine ou deux les reportages des journaux de San Francisco, rejoints par le *Los Angeles Times*, j'ai pensé qu'il était temps d'appeler Roy Bullock directement. Et c'est ce que j'ai fait.

« Bonjour, c'est bien Roy Bullock ? » dis-je, quelque peu hésitant, lorsque j'entendis le baryton familier à l'autre bout du fil.

« Lui-même », me répondit-il avec une certaine assurance.

« Bonjour, Roy », dis-je. « Es-tu toujours aussi charmant, compétent et intelligent que lorsque je t'ai connu ? »

« J'aime à le penser », a-t-il répondu.

« Sais-tu de qui il s'agit, Roy ? » demandai-je. « C'est Mike Piper. »

« Oh oui », a-t-il reconnu. « J'ai tout de suite reconnu ta voix. Comment vas-tu ? »

« Oh, très occupé et je suppose que tu l'es aussi. J'ai lu pas mal de choses sur toi dans les journaux ces derniers temps », ai-je dit, non pas de manière sarcastique, mais simplement en toute franchise.

« Oh oui », soupira-t-il. « Mais tout n'est pas vrai ».

« Je ne pensais pas que c'était le cas », ai-je commenté, reconnaissant que les médias de l'establishment ont le don de ne pas être à la hauteur de la vérité.

« J'ai eu l'impression qu'il y avait beaucoup de suppositions, de conjectures, et que toute l'histoire n'avait pas été racontée ».

« C'est certainement vrai », a-t-il répondu. Puis, après une pause, Bullock remarqua d'un ton ironique, avec une pointe de résignation : « Eh bien, Willis avait raison sur un point, en tout cas », en référence, bien sûr, à l'allégation de Willis concernant le statut de Bullock en tant qu'agent secret de longue date de l'ADL.

« En fait, Roy », ai-je souligné, plutôt fièrement, je suppose, « j'avais compris avant même que Willis ne me mette la puce à l'oreille ».

« Ohhhh ? Tu l'as vu, n'est-ce pas ? », avait ronronné Bullock, un brin sarcastique. « Tu sais », lui dis-je, « j'avais l'impression que tu t'intéressais surtout aux groupes arabes ».

« Oh non », a-t-il dit. « Pas du tout. (Ce qui, bien sûr, s'est avéré très, très vrai. Bullock et l'ADL s'intéressaient en fait à tout le monde).

« J'ai pensé que tu voulais savoir si nous avions des liens avec les Arabes, ce qui, bien sûr, n'est pas le cas », ai-je ajouté. « Je dois te dire, Roy, que j'ai toujours eu l'impression que tu aimais bien te vautrer avec des gens de mon espèce, pour ainsi dire ».

« Au contraire », a-t-il ajouté. « Même si, je dois dire que tu as toujours été un point lumineux dans un groupe de personnes par ailleurs lugubre. J'ai toujours apprécié ta compagnie. J'avais espéré que tu jetterais peut-être un

coup d'œil à toutes ces conneries et que tu ferais quelque chose de positif de ta vie ».

J'ai gloussé aux commentaires de Bullock. « Non, Roy, je pense que je fais quelque chose de positif », ai-je répondu. « Je suis entré dans cette arène en sachant ce que cela impliquait et je n'ai aucun regret. »

« Eh bien, pas de rancune, j'espère ? » dit-il, sincèrement, j'avais l'impression, et même l'espoir, d'avoir été plutôt bien disposé à l'égard de Roy.

« Pas du tout », répondis-je. « Pas du tout. Tu as fait ton travail et j'ai fait le mien ». (Ce qui était tout à fait vrai.)

« J'ai été heureux de te parler à nouveau après toutes ces années », a-t-il dit. « En fait, je suis content que tu aies appelé. »

« Oui, cela m'a fait plaisir », ai-je répondu. « C'était sympa. Je pense donc que je devrais peut-être conclure pour l'instant. J'espère… » (avais-je ajouté, à ma façon, sans manquer de sincérité) « que tu n'auras pas d'ennuis à cause de tout ça ».

« Je ne pense pas que ce sera le cas », a-t-il répondu. Mais il était clair que Bullock n'appréciait guère la situation.

« Eh bien, bonne chance à toi, Roy. C'était intéressant », ai-je conclu.

« Prends soin de toi », m'a-t-il. « Ça m'a fait plaisir de bavarder avec toi. »

Cela avait été intéressant. J'ai raccroché le téléphone et j'ai réfléchi à la situation. Roy Bullock était bien un agent de l'ADL et j'étais tombé entre ses griffes. Parler de cette affaire – trier la vérité, pour ainsi dire – avait été une forme de thérapie pour moi. J'avais affronté l'ennemi.

Le lendemain, j'ai informé Willis Carto que j'avais appelé Bullock. « Sans blague ? » demanda-t-il en riant, quelque peu amusé par mon audace. « Qu'a-t-il dit ? » J'ai raconté la conversation, tandis que Willis s'esclaffait.

Il était clair qu'il y avait beaucoup plus à venir. Jusqu'à présent, nous n'avions appris que ce qui s'est avéré être la partie émergée de l'iceberg proverbial.

Alors que le scandale de l'ADL ne cessait de prendre de l'ampleur – une affaire très publique, fortement médiatisée dans les journaux de San Francisco – des documents déclassifiés du département de la police de San Francisco ont révélé que *The Spotlight* et son éditeur, Liberty Lobby, avaient en fait joué un rôle clé en démasquant le réseau illégal d'espionnage et d'escroquerie de l'ADL. Lors de son interrogatoire, Roy Bullock a déclaré au FBI que c'était *The Spotlight* (dans son numéro du 30 juin 1986) qui l'avait démasqué pour la

première fois en tant qu'agent de l'appareil d'espionnage criminel de l'ADL. En fait, la révélation de *The Spotlight* a déclenché le processus qui a non seulement commencé à démêler le réseau d'espionnage de l'ADL, mais qui a également conduit à ce que Bullock a décrit comme son « imbroglio » actuel.

(Comme indiqué précédemment, *The Spotlight* avait révélé comment l'autoproclamé « homme d'État californien » William K. Shearer avait permis à Bullock d'infiltrer la convention nationale du Parti populiste alors que Shearer avait été averti que Bullock était un agent provocateur de l'ADL).

Interrogé par le FBI, Bullock a également avoué que c'est l'une des tentatives de l'ADL de saboter Liberty Lobby qui a déclenché la chaîne d'événements qui a conduit Bullock et son complice, l'ancien policier fugitif de San Francisco Tom Gerard, à vendre à des agents sud-africains des fichiers de renseignements volés à la police. Lors de son interrogatoire, Bullock a révélé que lorsqu'il avait appris qu'un diplomate sud-africain devait prendre la parole lors d'une réunion qu'il pensait avoir été organisée par le fondateur du Liberty Lobby, Willis A. Carto, il s'était arrangé pour que son contact dans la police, Gerard, prévienne le diplomate. En fait, le diplomate a annulé son intervention.

Ironiquement, cependant, Bullock avait tort : Liberty Lobby n'avait rien à voir avec l'organisation de l'événement. C'est le regretté Robert White, célèbre pour son livre *Duck Book*, qui a parrainé l'événement.

Ce n'est que quelques mois après que Gerard a pris contact avec les Sud-Africains que ceux-ci lui ont demandé d'établir un lien direct entre eux et Bullock. C'est ainsi qu'est né un marché lucratif et permanent impliquant l'informateur de l'ADL, le policier et les Sud-Africains. C'est le contact entre Bullock et les Sud-Africains qui a finalement conduit à l'enquête de deux ans du FBI, y compris la mise sur écoute du téléphone de Bullock. C'est donc la campagne de l'ADL contre Liberty Lobby qui s'est retournée contre elle et qui a conduit aux événements qui ont piégé l'ADL dans une enquête criminelle qui menaçait d'envoyer en prison ses principaux responsables.

La vente de ces informations par l'ADL, Bullock et Gerard à des agents d'Israël et d'Afrique du Sud constitue un autre aspect du scandale. Les services de renseignement sud-africains sont connus depuis longtemps pour entretenir des relations de travail étroites avec la police secrète israélienne, le Mossad.

À cette époque, *The Spotlight* avait obtenu quelque 700 pages de dossiers d'enquête déclassifiés de la police de San Francisco (SFPD) et du FBI concernant les activités de Bullock, de Gerard et des supérieurs de Bullock à

l'ADL – Irwin Suall, l'ancien racketteur syndical qui dirigeait la division de l'ADL chargée de l'établissement des faits (c'est-à-dire des coups bas), et Mira Lansky Boland, la chef espionne de l'ADL à Washington.

Ce qui ressort de l'examen le plus superficiel des documents du SFPD sur l'ADL est le portrait effrayant d'une vaste entreprise de racket nationale – et internationale – organisée dans le but d'obtenir secrètement et illégalement des données classifiées à partir d'un large éventail d'archives gouvernementales officielles : casiers judiciaires, immatriculations de véhicules à moteur, fichiers de renseignements de la police, etc.

Bien que les fichiers informatisés de Bullock et ceux de l'ADL – saisis lors de deux descentes consécutives de la police et du FBI – n'aient pas encore été rendus publics, une liste complète des titres des divers fichiers conservés par Bullock indique que Liberty Lobby était en grande partie la cible des opérations d'espionnage illégales de l'ADL.

Selon les documents du SFPD, Bullock a conservé plus de vingt dossiers différents sur Liberty Lobby et des organisations affiliées telles que le Comité d'action populiste, sous la classification spéciale « DROITE ».

Plusieurs dossiers du Parti Populiste y figuraient également. Le 15 février 1993, *The Spotlight* avait déjà signalé qu'un intermédiaire de Bullock, feu David McCalden, avait ouvert une ligne de contact avec le bureau national du Parti Populiste à Ford City, en Pennsylvanie, alors sous la direction d'un certain Don Wassall qui a admis plus tard avoir parlé plusieurs fois avec McCalden, bien qu'il ait été mis en garde contre lui.

Parallèlement, alors que l'ADL se trouvait dans l'embarras face à la révélation de ses activités criminelles, une équipe interne très agressive de l'ADL chargée de limiter les dégâts, dirigée par Barbara Wahl, une avocate de Washington, s'est précipitée sur la côte ouest dans une tentative désespérée de camouflage de dernière minute. Mlle Wahl a dénoncé publiquement les responsables de l'application de la loi de San Francisco, exaspérant à juste titre la police qui avait fait son travail en enquêtant sur des activités criminelles. L'avocat de l'ADL a cependant affirmé que le véritable problème était la mauvaise conduite de la police, et non celle de l'ADL.

Bien que le procureur et les enquêteurs du SFPD aient d'abord considéré l'affaire comme étant de nature strictement locale, ils se sont rendu compte – et l'ont déclaré publiquement – que l'affaire avait une portée nationale. Les autorités se sont également rendu compte que c'était l'ADL, et non Bullock ou Gerard, qui était à l'origine de l'ensemble de l'opération.

Le procureur adjoint de San Francisco, John Dwyer, a déclaré : « Les gens ont appelé cela l'affaire Gerard. Maintenant, c'est l'affaire ADL. Gerard n'était que leur homme à San Francisco. L'ADL fait la même chose dans tout le pays. Cette affaire prend de l'ampleur chaque jour. Plus nous cherchons, plus nous trouvons de personnes impliquées ».

Mlle Wahl a également tenté d'éloigner l'ADL de son informateur loyal, minutieux, compétent et très apprécié depuis 40 ans, Bullock, en affirmant que celui-ci n'était qu'un « entrepreneur indépendant classique », et ce en dépit du fait que les autorités disposaient d'un document interne de l'ADL dans lequel Bullock est fièrement décrit par le maître espion de l'ADL, Suall, comme « notre enquêteur numéro un ».

Les dirigeants de l'ADL savaient que Bullock détenait des informations susceptibles de les envoyer en prison, et Bullock, contrairement à l'ADL, coopérait avec la police. Bien que l'ADL ait affirmé à plusieurs reprises qu'elle « coopérait » elle aussi à l'enquête et qu'elle ait faussement annoncé qu'elle n'était pas visée par l'enquête, Ron Roth, fonctionnaire de la police de San Francisco, a affirmé dans une déclaration sous serment que « les employés de l'ADL n'étaient apparemment pas très honnêtes » dans leurs relations avec la police. En bref, l'ADL a menti.

Le 8 avril 1993, l'histoire des opérations illégales d'espionnage de l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith a finalement été rapportée avec des détails surprenants par l'un des principaux réseaux d'information télévisés.

L'émission « Nightly News » de la chaîne ABC, dans laquelle Sam Donaldson remplaçait le présentateur Peter Jennings, a diffusé un reportage long et détaillé sur le scandale qui a d'abord éclaté à San Francisco, mais qui a manifestement eu des répercussions au niveau national.

Ce qui a étonné de nombreux téléspectateurs, interrogés par *The Spotlight* par la suite, c'est que le reportage d'ABC présentait l'ADL sous un très mauvais jour, ce à quoi l'ADL n'était pas habituée.

Le journaliste d'ABC News James Walker a présenté à des millions de téléspectateurs une histoire qui, en substance, avait été racontée par *The Spotlight* et son éditeur, Liberty Lobby, depuis 1955, c'est-à-dire des décennies auparavant : l'ADL avait mis en place un vaste dispositif clandestin d'espionnage et de filature sur l'ensemble du territoire des États-Unis, fonctionnant comme une agence de renseignement étrangère fournissant des informations au gouvernement d'Israël.

Il est intéressant de noter que, selon la police, l'ADL n'a pas seulement ciblé des groupes patriotiques tels que Liberty Lobby et des groupes nationalistes noirs tels que Nation of Islam.

L'ADL a même envoyé des agents dans les rangs d'organisations traditionnellement libérales telles que la National Association for the Advancement of Colored People (association nationale pour la promotion des personnes de couleur) et l'United Farm Workers (Travailleurs agricoles unis).

Le groupe anti-avortement Operation Rescue, le groupe écologiste Greenpeace et, fait intéressant, le conseil d'administration de KQED, une chaîne de télévision publique de San Francisco, ont également été visés.

Le reportage télévisé d'ABC news était significatif en ce sens qu'il comprenait des images de l'informateur de l'ADL Roy Bullock, mais aussi des images très rares et quelque peu floues de l'insaisissable Irwin Suall, l'« ex-marxiste » qui dirigeait la division d'espionnage de l'ADL depuis ses bureaux situés sur la place des Nations unies à Manhattan.

ABC a déclaré avoir reçu des informations selon lesquelles Bullock – dont le nom de code était « Cal » – avait été salué par Suall comme étant l'espion « numéro un » de l'ADL.

La chaîne de l'establishment a également rapporté qu'un ancien responsable de l'ADL à Los Angeles a déclaré à ABC que, outre Bullock, il savait que l'ADL disposait d'au moins trois espions clés opérant à Chicago et d'au moins un à Atlanta. Le responsable de l'ADL a également admis que son propre travail consistait à conserver les dossiers des espions de l'ADL au bureau de l'ADL où il était employé.

D'autres éléments de preuve indiquent que l'ADL a également des agents à Washington, Saint-Louis et New York, entre autres grandes villes. Ces agents pouvaient être déployés ailleurs en cas de besoin.

Le journaliste Walker de la chaîne ABC s'est rendu jusqu'à une île philippine éloignée et a obtenu une interview de Tom Gerard, ancien policier en fuite, contact de l'ADL au sein de la police de San Francisco qui volait les dossiers de la police et les transmettait à l'ADL.

Cependant, dans ce pays, les responsables de l'ADL ont refusé d'être interviewés par ABC. Ce n'est pas une surprise. Historiquement, lorsqu'elle est confrontée à la vérité, l'ADL a toujours refusé d'être interrogée ou de participer à toute forme de débat. (Cela reste vrai à ce jour).

Pour aggraver encore la situation de l'ADL, le reportage d'ABC a été réalisé dans la foulée d'une deuxième descente de police dans les bureaux de

l'ADL à San Francisco et à Los Angeles. Cette descente, effectuée en vertu de mandats de perquisition, faisait suite aux découvertes faites au siège de l'ADL lors des descentes précédentes (avec l'aide du FBI) en décembre 1992.

Le 9 avril 1993, le *Los Angeles Times* a rapporté que l'ADL ne faisait pas seulement l'objet d'une enquête pour avoir obtenu illégalement des fichiers secrets de la police. L'organisation d'espionnage faisait également l'objet de quarante-huit chefs d'accusation pour ne pas avoir déclaré correctement l'emploi de son espion, Bullock.

Selon le *Times*, l'ADL a camouflé les paiements à Bullock pendant plus de vingt-cinq ans en versant 550 dollars par semaine à un avocat de Beverly Hills, en Californie, Bruce I. Hochman, qui remettait ensuite l'argent à Bullock. (Il ne fait aucun doute que l'ADL a considéré cela comme une « dépense légale »).

(L'avocat Hochman, figure éminente de l'ADL, était l'un des principaux avocats fiscalistes de Californie et un ancien procureur des États-Unis. Il était également membre d'un groupe nommé par l'ancien sénateur américain (et gouverneur à l'époque) Pete Wilson chargé de formuler secrètement des recommandations sur les nouveaux juges fédéraux à nommer dans le Golden State).

Le *Times* a également rapporté que David Lehrer, directeur régional du bureau de l'ADL à Los Angeles, tenait une caisse noire secrète utilisée pour payer les opérations d'espionnage de l'ADL. Il signait les chèques du compte sous le nom de « L. Patterson » pour payer les activités clandestines.

Un responsable de l'ADL aurait affirmé que le compte était utilisé pour payer des abonnements à des magazines et à des journaux publiés par des groupes ciblés par la division de « recherche des faits » (c'est-à-dire de « coups bas ») de l'ADL.

À ce stade, cependant, le *New York Times* (qui se présente comme le « journal de référence » des États-Unis) n'avait publié qu'un bref article sur le scandale, enfoui au bas de la dernière section du journal. Le *Washington Post*, journal internationaliste « libéral », et son rival, le *Washington Times*, journal internationaliste « conservateur », n'avaient pas encore publié le moindre mot.

Au fur et à mesure que le scandale de l'ADL prenait de l'ampleur, la vérité est apparue clairement : les responsables de l'ADL pourraient faire l'objet de poursuites pénales pour leurs activités illégales de « collecte de renseignements ». « Ce que nous recherchons, c'est la violation de la loi qui interdit la vente, l'utilisation et la diffusion d'informations confidentielles », a déclaré Arlo Smith, procureur du district de San Francisco.

Les perquisitions menées par le FBI et la police de San Francisco dans les locaux de l'ADL avaient bien entendu révélé le fait, jusqu'alors inconnu, que les agents de l'ADL avaient apparemment aussi dérobé des documents non seulement dans les dossiers du SFPD, mais aussi dans ceux de la police de Portland (Oregon) et de la police de Los Angeles. Ironiquement, le département de la police de Los Angeles a refusé de coopérer avec les autorités de San Francisco, refusant de participer à la recherche des documents volés dans les bureaux de l'ADL à Los Angeles. Selon le procureur adjoint de San Francisco, John Dwyer, qui supervisait l'affaire, « [la police de Los Angeles] a estimé qu'il s'agissait d'une affaire sensible et n'a pas souhaité coopérer. C'est la première fois que je vois cela se produire dans ma carrière ».

Un membre de la commission de police de la ville de Los Angeles, Stanley K. Sheinbaum, a toutefois contesté le refus du département de police d'enquêter sur les activités criminelles de l'ADL. « Je veux savoir sur quoi se fonde la réaction du département pour ne pas coopérer », a déclaré M. Sheinbaum. « À moins que l'on ne me donne une bonne explication pour justifier notre refus de coopérer, je pense que nous devrions le faire », a-t-il ajouté.

Le *Los Angeles Times* a rapporté que l'enquêteur de l'ADL, Bullock, « a travaillé en étroite collaboration avec des officiers de police de différents départements et a recueilli des informations confidentielles telles que des casiers judiciaires, des fichiers de renseignements, des photographies de permis de conduire, des adresses de domicile et des immatriculations de voitures. Certaines de ces informations auraient pu être utiles pour repérer des maisons individuelles et effectuer des surveillances. D'autres informations confidentielles auraient pu être précieuses pour des gouvernements étrangers préoccupés par les activités politiques des visiteurs américains ».

Le procureur adjoint de San Francisco, M. Dwyer, superviseur immédiat de l'enquête sur l'ADL, a sévèrement critiqué les activités criminelles de l'ADL. Selon M. Dwyer, « les gens disent qu'à l'ère de l'informatique, la vie privée est en train de disparaître, mais on ne pense pas au département des véhicules à moteur qui donne votre permis de conduire à un officier de police qui le transmet à une organisation qui ne vous aime pas. Cette pratique doit cesser. On ne peut pas laisser le gouvernement collecter toutes ces informations et les donner à qui il veut ».

Le capitaine de police de San Francisco, John Willett, s'est également montré sévère à l'égard de la collaboration de son frère officier avec la conspiration criminelle mise en place par l'ADL. « Les activités de Tom

Gerard ont dépassé les bornes », a déclaré Willett. « Elles étaient illégales. Il n'aurait pas dû faire ce qu'il faisait pour un parti privé ».

Pendant ce temps, Richard Hirschhaut, directeur du bureau de l'ADL à San Francisco, s'efforçait de dissimuler l'horrible vérité sur les crimes commis par son organisation. « Nous avons toujours eu pour principe et pour credo, dans le cadre de notre travail d'enquête, de mener nos activités dans le respect de l'éthique et de la loi », a déclaré M. Hirschaut.

Le « respect de l'éthique » dont Hirschaut s'est vanté comprenait l'entrée en douce au domicile des gens et la prise de photos de leurs dossiers personnels. Dans son livre *Square One*, Arnold Forster, le grand manitou de l'ADL, se vante de la façon dont l'un de ses hommes de main a violé l'intimité du domicile de Joseph P. Kamp, correspondant de longue date du *Spotlight*, et a fouillé dans sa correspondance pour en faire des copies à l'intention de l'ADL.

Mais plus le temps passait, plus il semblait que l'ADL allait se tirer d'affaire à San Francisco – du moins en ce qui concerne les accusations criminelles. Alors que le scandale continuait d'enfler, un autre élément contribuait à faire basculer les événements en faveur de l'ADL : le fait que, le 20 janvier 1993, George H.W. Bush – qui avait autorisé (et probablement même donné l'ordre) la descente dans les bureaux de l'ADL quelque six semaines plus tôt – quittait le pouvoir. Bill Clinton lui a succédé.

Sous la nouvelle administration Clinton, une guerre contre l'ADL n'était pas à l'ordre du jour, même si l'administration Bush sortante avait utilisé son pouvoir pour envoyer un coup de foudre en direction de l'ADL, en utilisant les bureaux mêmes du FBI qui avait longtemps collaboré si étroitement avec l'ADL. Sous le nouveau régime, le FBI a fait une volte-face intéressante et a refusé de continuer à collaborer avec le procureur de San Francisco, Arlo Smith, dans le cadre de son enquête sur l'espionnage illicite de l'ADL.

Dans l'édition du 19 janvier 1994 du *San Francisco Bay Guardian*, la journaliste indépendante Jane Hunter a souligné que « le FBI a ouvert l'enquête contre l'espion de la police Tom Gerard, mais qu'il bloque maintenant les poursuites judiciaires » et a posé une question simple et logique : « Pourquoi ? » Bien que Mlle Hunter ait avancé diverses théories sur les raisons de ce revirement du FBI, c'est précisément parce que la nouvelle administration avait déjà refusé de poursuivre l'implication du FBI dans l'enquête – encore une fois, un ordre émanant directement de la Maison Blanche, mais cette fois-ci du nouveau président, William Jefferson Clinton.

Face à tout cela, le bureau du procureur du district de San Francisco a décidé de ne pas présenter à un grand jury les preuves des opérations illégales d'espionnage domestique de l'ADL en échange d'un accord de l'ADL selon lequel elle ne continuerait pas à utiliser des moyens criminels pour espionner d'autres personnes. Cependant, l'ADL a continué à faire face à un nombre croissant de poursuites civiles intentées par un large éventail de groupes et d'individus victimes de la perfidie criminelle de l'ADL.

Le procureur adjoint John Dwyer, qui avait fait pression pour que l'ADL soit inculpée, a déclaré : « Si vous présentez l'affaire à un grand jury et que vous les condamnez, ils seront en liberté surveillée pendant trois ans. Il s'agit d'une injonction permanente ». Les responsables de l'ADL ont crié victoire en déclarant que « l'accord auquel nous sommes parvenus confirme notre position constante selon laquelle l'ADL n'a commis aucune faute de quelque nature que ce soit », en dépit de preuves substantielles du contraire.

Le principal agent secret de l'ADL, Roy Edward Bullock, ne sera pas non plus poursuivi, bien que son complice, l'ancien officier de police de San Francisco Tom Gerard, ait été désigné comme « pigeon ». Gerard est toujours accusé d'avoir fourni illégalement à Bullock et à l'ADL des informations policières confidentielles.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, une partie de l'accord conclu entre le procureur et l'ADL prévoyait que cette dernière dépenserait la somme dérisoire de 25 000 dollars (sur un budget annuel de 25 millions de dollars) pour « former » les employés du bureau du procureur à la lutte contre l'« intolérance ».

L'ADL a également mis en place, dans le cadre de son accord, un « fonds de récompense pour les crimes haineux » de 50 000 dollars destiné à récompenser les personnes qui l'aident à cibler les « haineux ». (Ironiquement, ce sont les relations étroites de l'ADL avec les services de police et les responsables de l'application de la loi qui ont conduit au scandale de l'espionnage à San Francisco).

Pour être juste envers les autorités de San Francisco, il faut cependant noter que des initiés ont déclaré que l'ADL et ses soutiens fortunés ont exercé d'énormes pressions sur le bureau du procureur afin de régler l'affaire sans qu'aucune accusation criminelle ne soit portée. On sait que, par le passé, l'ADL a eu recours à toutes les formes d'intimidation, y compris le chantage, pour parvenir à ses fins. Le procureur adjoint Dwyer lui-même a contacté *The Spotlight* et a demandé une copie de la dénonciation de Roy Bullock par *The*

Spotlight le 30 juin 1986 – le premier rapport publié au niveau national indiquant que Bullock était en fait un agent infiltré de l'ADL.

Finalement, ce scandale a connu une note positive. L'ancien député Pete McCloskey (R-Calif.) a obtenu un jugement de 150 000 dollars contre l'ADL concernant son espionnage illicite. En tant qu'avocat de trois plaignants restants – sur les dix-neuf qui avaient porté plainte contre l'ADL devant la Cour supérieure de San Francisco en avril 1993 – McCloskey a revendiqué la victoire après que l'ADL a finalement cédé et accepté de régler l'affaire.

La Foundation Defend the First Amendment (FDFA), basée à Washington, D.C., aujourd'hui présidée par Rick Adams, animateur radio chevronné, a apporté un soutien financier et de recherche essentiel à M. McCloskey au cours de la procédure. « Nous avons considéré qu'il s'agissait d'une grande victoire », a déclaré M. Adams en 2006, « et nous sommes honorés d'avoir contribué à faire comparaître l'ADL devant la justice ».

L'affaire McCloskey est l'une des trois actions civiles intentées à San Francisco contre l'ADL après qu'il a été révélé – à la suite des descentes surprises du département de police de San Francisco (SFPD) et du FBI dans les bureaux de l'ADL à San Francisco et à Los Angeles – que la division dite « d'établissement des faits » de l'ADL s'était livrée à de vastes opérations d'espionnage national sur un grand nombre de personnes et d'institutions dans tout le pays.

Après la découverte des faits relatifs aux activités illégales de l'ADL, un certain nombre de ses victimes étaient déterminées à faire comparaître l'ADL devant la justice et trois procès civils (dont celui de McCloskey) ont suivi, bien que l'ADL ait réussi à résoudre ses problèmes juridiques avec les autorités pénales de San Francisco.

Alors que les deux autres procès ont été réglés et que l'ADL a été déboutée, le procès McCloskey a continué à traîner devant les tribunaux.

Dans l'affaire McCloskey, l'ADL a accepté de payer 50 000 dollars à chacun des trois plaignants – Jeffrey Blankfort, Steve Zeltzer et Anne Poirier – qui ont continué d'avancer aux côtés de McCloskey contre l'ADL, malgré une série continue d'obstacles judiciaires qui ont forcé quatorze des défendeurs initiaux à se retirer (deux autres sont décédés au cours de la longue procédure). (Deux autres accusés sont décédés au cours de cette longue procédure).

Bien que l'ADL ait continué à affirmer qu'elle n'avait rien fait de mal en surveillant leurs activités, Blankfort, Zeltzer et Poirier ont porté leur affaire contre l'ADL devant tous les médias qui voulaient bien les écouter – bien

qu'il y ait peu de médias qui soient prêts à présenter l'ADL et ses activités autrement que sous un jour favorable.

Ironiquement, bien que l'ADL se présente comme un groupe qui défend les intérêts du peuple juif, deux des trois victimes de l'ADL étaient juives. Blankfort et Zeltzer ont été pris pour cible par l'ADL car ils critiquaient la politique d'Israël à l'égard du peuple palestinien (politique aujourd'hui révélée au monde entier à la lumière des événements actuels).

Il s'avère que la troisième victime de l'ADL dans l'affaire McCloskey, Mlle Poirier, n'était pas impliquée dans des activités même vaguement liées à Israël ou au Moyen-Orient. Au contraire, Mlle Poirier dirigeait un programme de bourses pour les exilés sud-africains qui luttaient contre le système d'apartheid en Afrique du Sud. C'est là une révélation très intéressante...

Bien que l'ADL aime se vanter de son « alliance » avec la communauté afro-américaine des États-Unis (qui était très critique à l'égard du gouvernement sud-africain), on a découvert que l'ADL et son mandataire étranger, le Mossad, travaillaient en étroite collaboration avec le gouvernement sud-africain. Bullock, un agent de l'ADL, avait été occupé à fournir au gouvernement sud-africain des données d'espionnage de l'ADL sur Mlle Poirier et ses associés. À la suite de cette révélation, l'ADL a eu du mal à expliquer pourquoi elle aidait secrètement un régime auquel les Noirs américains étaient opposés, mais peu de dirigeants noirs aux États-Unis ont osé dénoncer l'ADL pour sa tromperie et ses mensonges évidents.

Même si l'American Civil Liberties Union (ACLU) a longtemps fait grand bruit au sujet de l'espionnage domestique illégal du même type que celui pratiqué par l'ADL, son bureau de San Francisco n'a pas voulu commenter l'affaire McCloskey ni donner la raison de son silence.

La conclusion de l'affaire McCloskey n'a cependant pas mis fin aux problèmes juridiques de l'ADL.

Le 31 mars 2001, le juge de district américain Edward Nottingham de Denver a confirmé la majeure partie d'un jugement de diffamation de 10,5 millions de dollars qu'un jury fédéral de Denver avait prononcé contre l'ADL en avril 2000. Le jury avait assommé l'ADL avec ce jugement massif après avoir constaté que l'autoproclamée « organisation de défense des droits civiques » avait faussement qualifié d'« antisémites » des résidents d'Evergreen (Colorado), William et Dorothy Quigley, parce qu'ils avaient été impliqués dans un conflit avec des voisins qui s'avéraient être juifs. L'ADL a fait appel de ce premier jugement rendu par un jury, mais son appel a été rejeté.

Le scandale d'espionnage de l'ADL et les procès qui ont suivi - ainsi que l'affaire du Colorado, beaucoup plus dévastatrice sur le plan financier - ont ébranlé l'ADL jusqu'au plus profond d'elle-même. Pourtant, l'ADL persiste dans ses pratiques malveillantes et continue de le faire au moment même où ces lignes sont écrites.

L'ADL devrait être considérée comme une entreprise criminelle, ce qu'elle est, et toutes les personnes associées à l'ADL ou qui soutiennent ses activités devraient également être considérées comme des criminels.

Tout politicien ou personnalité publique qui lui accorde sa crédibilité devrait être publiquement rappelé à l'ordre et tout éditeur de journal qui permet à la propagande de l'ADL d'apparaître dans ses pages devrait être contacté et informé du comportement criminel de l'ADL.

L'ADL est l'une des principales forces qui mettent en œuvre le programme maléfique de l'Ennemi intérieur. L'ADL est un agent étranger pleinement opérationnel et un canal de renseignement pour Israël, ainsi qu'une agence de relations publiques et un groupe de pression au nom des intérêts de la dynastie Rothschild et d'autres familles sionistes dans la sphère d'influence des Rothschild.

En guise de rétrospective...

Introduction à la Partie Deux

Intrigues de la guerre froide
Comment le conflit entre Staline et les trotskistes a conduit à l'émergence des Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur sur le sol américain

Dans les chapitres précédents, nous avons entamé une vaste enquête ainsi qu'une analyse des manœuvres en coulisses des Chèvres de Judas sur le sol américain. Il est en effet impossible de comprendre l'influence actuelle des Chèvres de Judas sans prendre en compte les conflits de l'époque de la guerre froide qui ont conduit à la montée en puissance des éléments sionistes-trotskistes « néo-conservateurs ». Ces groupes ont joué un rôle majeur, à partir du milieu des années 1950 et bien au-delà, en infiltrant et en corrompant le mouvement « conservateur » ou « nationaliste » traditionnel en Amérique.

Que les lecteurs comprennent d'emblée que cette partie du livre contiendra des éléments qui peuvent s'avérer surprenants et déstabilisants pour de nombreux conservateurs et anticommunistes traditionnels ; mais ce livre n'a jamais eu pour but de cacher la vérité, aussi dérangeante et désagréable qu'elle puisse être.

Poursuivons donc...

Chapitre Douze

La lutte entre le communisme soviétique de l'ère stalinienne et le sionisme : un phénomène politique peu compris contribuant à notre compréhension des ennemis de l'intérieur tels qu'ils existent aujourd'hui

Les forces jumelles du bolchevisme et du sionisme ont souvent collaboré sur de nombreux fronts tout au long du XXe siècle, ces deux forces étrangères ayant évolué dans les dernières années du XIXe siècle. Toutefois, les deux philosophies ont connu des conflits qui restent mal compris, même par ceux qui ont consacré beaucoup d'études à ces deux forces.

Si beaucoup considèrent le bolchevisme et le sionisme comme les deux têtes d'un même serpent (et un serpent à deux têtes existe bel et bien, comme l'ont rapporté les biologistes), les réalités des luttes géopolitiques du XXe siècle suggèrent qu'il y a bien plus que cela dans l'histoire.

En fait, il existait des différences marquées entre les nationalistes russes (dirigés par Joseph Staline) et les internationalistes juifs dirigés par l'ennemi juré de Staline, Léon Trotski.

À l'époque de la guerre froide, après la création de l'État sioniste d'Israël en 1948, de nombreux trotskistes traditionnels ont entamé un processus de transmogrification, se transformant, en particulier aux États-Unis, en dirigeants d'un élément anti-stalinien qui a émergé sous la forme d'un bloc pro-israélien intransigeant, connu sous le nom actuel de « néo-conservateurs ».

Il s'agit, bien entendu, d'un aperçu rapide d'une lutte internationale compliquée et souvent déroutante entre des éléments révolutionnaires, tous deux hostiles aux intérêts américains. Une histoire détaillée de cette lutte dépasserait largement le cadre de cet ouvrage. Il n'en reste pas moins que les disciples modernes du trotskisme sont des figures clés de l'Ennemi intérieur, transformant le conservatisme à l'ancienne en une force de division et de destruction qui utilise la puissance militaire de l'Amérique, le sang de ses

enfants et son trésor national pour imposer un impérium sioniste mondial - en bref, un Nouvel Ordre Mondial.

Au moment de la mort de Staline en 1953 – dont les circonstances suggèrent qu'il a certainement été « aidé » à mourir – le dirigeant soviétique devenait ouvertement et activement hostile au sionisme politique. Selon un rapport publié le 27 juillet 1967 dans l'*American Examiner*, l'Agence télégraphique juive a rapporté que :

> Joseph Staline est mort il y a 14 ans d'une rage causée par l'opposition du Politburo à sa proposition d'expulser tous les Juifs russes vers la Sibérie, a rapporté *The Detroit News* depuis Washington.... L'article affirme que Staline a convoqué une réunion secrète du Politburo pour annoncer une campagne contre les Juifs. Il a déclaré que des mesures devraient être prises pour déporter les Juifs en masse à Birobidjan en Sibérie…
>
> Lazar Kaganovich, le seul membre juif du Politburo et beau-frère de Staline, a déchiré sa carte du Parti et en a jeté les morceaux au visage de Staline, raconte *The News*.
>
> Le rapport indique que Staline, de rage, est devenu violet... Staline s'est levé de sa chaise, selon le récit, a commencé à crier de façon incohérente et est tombé inconscient. Une heure plus tard, les médecins ont constaté son décès.

Bien que dans ce reportage, rédigé de manière taquine et provocante, – et destiné à un public juif – il n'ait jamais été dit que Staline avait été assassiné, l'intention était très claire : en bref, les tenants des intérêts sionistes en Russie avaient assassiné l'homme fort soviétique du moment parce qu'il planifiait de nouvelles offensives contre le sionisme.

Dans leur livre de 2003, *Stalin's Last Crime*, Jonathan Brent et Vladimir Naumov ont publié des preuves démontrant que Staline a très certainement été assassiné en 1953 après avoir commencé à exorciser l'influence sioniste dans les cercles de pouvoir soviétiques.

Décrivant les mesures prises par Staline contre les éléments sionistes en Russie, Brent et Naumov ont écrit que si Staline n'avait pas été écarté du pouvoir, « une grande partie de l'histoire mondiale ultérieure aurait pu être tout à fait différente ». Ils ont ajouté :

> De nombreuses personnalités du Kremlin auraient été purgées et probablement fusillées ; les services de sécurité et l'armée auraient été décimés par des purges ; les intellectuels et les artistes soviétiques, en particulier les Juifs, auraient été impitoyablement réprimés ; et le reste des Juifs soviétiques et d'Europe de l'Est aurait été gravement (voire mortellement)

> menacé, tandis que de graves souffrances auraient été infligées à tous les citoyens de l'Union soviétique. Une nouvelle Grande Terreur, comme celle de la fin des années 1930, a été évitée lorsque Staline est mort subitement le 5 mars 1953. La « solution finale » proposée par Staline est restée lettre morte....

Et bien qu'aujourd'hui encore, certains – y compris de nombreux anticommunistes américains légitimes et traditionnels – pensent que Staline était en fait allié aux intérêts sionistes, comme le prouve sa reconnaissance immédiate de l'État d'Israël, Brent et Naumov font remarquer qu'en 1948, « les Juifs et Israël n'étaient pas encore les ennemis de l'État soviétique qu'ils devinrent bientôt ». Le fait est donc qu'un clivage très réel – longtemps en cours de développement – entre Staline et les éléments sionistes (et trotskistes) était bel et bien une réalité, en dépit de la légende populaire.

En fait, en 1952, alors que Staline intensifiait sa campagne publique (et en coulisses) contre le sionisme en Russie, Brent et Naumov soulignent l'ironie selon laquelle de nombreux espions juifs américains de l'Union soviétique auraient eu du mal à imaginer qu'ils travaillaient pour « un pays dont les dirigeants allaient peu après se retourner contre l'ensemble de la population juive de l'Union soviétique et qui, au plus haut niveau gouvernemental, envisageait sérieusement l'idée de la détention et de la déportation de centaines de milliers, voire de millions d'innocents ».

En fait, dans le numéro de janvier/février 2003 de *The Barnes Review*, la revue d'histoire révisionniste publiée par Willis A. Carto, l'historien nationaliste russe Oleg Platonov a offert aux lecteurs une histoire fascinante des problèmes historiques de la Russie avec l'agitation juive-sioniste et juive-bolchevique – le proverbial serpent à deux têtes. Les propos de Platonov, l'un des principaux intellectuels russes d'aujourd'hui, qui est en première ligne de la lutte contre l'influence sioniste dans la Russie du XXIe siècle, méritent d'être rappelés. Platonov a écrit :

> La domination juive-bolchevique sur la Russie a été brisée par Staline qui, dans la seconde moitié des années 1930, a mené une contre-révolution et dépouillé de leur pouvoir les porteurs de l'idéologie sioniste. Dans les années 1930 et 1940, pas moins de 800 000 bolcheviques juifs ont été anéantis sous la direction de Staline – l'élite de l'organisation antirusse qui avait prévu de transformer la Russie en un État juif. Presque tous les dirigeants juifs ont été purgés et les chances de ceux qui restaient de reprendre le pouvoir ont été réduites au minimum. Les dernières années

de la vie de Staline ont été consacrées au déracinement du sionisme et à la liquidation des organisations qui y étaient associées.

Le Dr Platonov a ajouté ces détails très pertinents :

> Après la mort de Staline, tout change brusquement. La renaissance du sionisme se poursuit pendant toute la durée du gouvernement de N. S. Khrouchtchev.
>
> La situation s'est quelque peu améliorée sous Brejnev, qui a secrètement limité le nombre de Juifs occupant des postes gouvernementaux. En fait, ces mesures ont rarement été mises en œuvre et les sionistes, qu'ils soient secrets ou déclarés, ont trouvé de nombreux moyens de les contourner.
>
> Des années 1950 aux années 1970, une puissante cinquième colonne, dirigée par les porteurs de l'idéologie sioniste, a vu le jour en Russie. Nombre de ses figures de proue étaient des fils ou des petits-fils de révolutionnaires bolcheviques.
>
> Plus tard, ces mêmes personnes sont devenues les éléments les plus actifs de la « perestroïka », qui a conduit à la dissolution de l'Union soviétique, à la prise du pouvoir politique par les Juifs et au transfert d'une partie considérable de la richesse nationale de la Russie vers des pays étrangers.

Aujourd'hui, bien sûr, la lutte contre l'influence sioniste en Russie s'est considérablement élargie et le Président actuel de la Russie, Vladimir Poutine, est de plus en plus sous le feu des éléments sionistes basés aux États-Unis (et dans le monde entier) qui considèrent le soi-disant « homme fort de la Russie » comme une menace potentielle. (Nous reviendrons sur Poutine dans un chapitre ultérieur).

Le point sur lequel nous devons nous concentrer – et qui doit être souligné – est que la rupture entre Staline et les sionistes, qui a commencé dans les années 1930 et qui a atteint son paroxysme au moment de l'assassinat de Staline en 1953, a conduit spécifiquement à des événements aux États-Unis qui ont joué un rôle majeur dans les intrigues en coulisses de ce que l'on appelle la « guerre froide ». Cela a conduit à la création du bloc de pouvoir qui, aujourd'hui, au XXIe siècle, est connu sous le nom de mouvement « néo-conservateur », c'est-à-dire les bellicistes mondialistes sionistes-trotskistes qui utilisent la richesse et la puissance des États-Unis pour imposer leur imperium mondial.

En 1914, V.I. Lénine écrivait à propos de Trotski : « Le camarade Trotski n'a jamais eu d'opinion définitive sur une seule question marxienne sérieuse :

il s'est toujours glissé dans la brèche ouverte par telle ou telle différence, et a oscillé d'un côté à l'autre. » Et cela reflète précisément la façon dont tant de trotskistes américains – qui sont devenus les néo-conservateurs – ont en fait modifié leur propre agenda pour s'adapter à l'époque, en particulier lorsque des éléments au sein du gouvernement soviétique continuaient, dans les coulisses, à s'agiter contre l'influence sioniste.

Ainsi, bien que de nombreux anticommunistes américains (et carrément antisionistes et antisémites) aient été pris dans la théorie selon laquelle le communisme soviétique (même sous Staline) avait été en grande partie un projet « juif », pour ainsi dire, il y avait quelques voix perspicaces qui reconnaissaient que la lutte entre Staline et Trotski avait définitivement une « orientation juive » qui devait être examinée dans un contexte minutieux.

À la fin des années 1950, John H. Monk, nationaliste américain et franchement antisémite, rédacteur en chef de la revue *Grass Roots*, basée au Texas, a publié un essai remarquable intitulé « Let Us Look Into This Thing Called 'Trotsky Communism' » (« Regardons cette chose appelée 'Communisme de Trotski' »). Après un examen approfondi de l'histoire du conflit entre Staline et Trotski, il conclut, en termes simples, que « le communisme de Trotski et le communisme soviétique sont ennemis ». En Russie soviétique, comme l'a noté Monk, à partir de la fin des années 1930, « les juifs de haut rang ont commencé à tomber de leurs hauts sièges » et « la Russie a enfin ouvert les yeux [et] le bon travail a commencé en 1928 avec l'exil de Trotski » par Joseph Staline. Et d'ajouter, de manière tout à fait pertinente :

> Tout récemment, la Ligue anti-diffamation a publié un bulletin spécial dans lequel elle pleurait douloureusement parce que les Juifs russes occupaient, en 1935, dix pour cent des hauts sièges de l'empire, et qu'aujourd'hui ils ne détiennent plus qu' » un demi pour cent », et que ce pourcentage est chancelant. Il n'est pas étonnant que le gang américain des juifs et de Trotski ait inventé le slogan : « À bas le communisme ! ». Ils veulent dire la Russie.

Monk a souligné que le mouvement sioniste et les groupes affiliés tels que l'ADL s'étaient rapidement alignés sur le mouvement trotskiste qui s'était installé aux États-Unis – à New York en particulier – après l'exil de Trotski de Russie. Si nous suivons le slogan trotskiste « À bas les communistes », nous devenons automatiquement des partisans de l'organisation clandestine la plus répugnante qui ait jamais existé sur cette terre : le communisme trotskiste ».

Les essais de Monk sur ce sujet controversé ont même été réimprimés par la célèbre Lyrl Clark Van Hyning dans son populaire bulletin *Women's Voice*, que personne n'a jamais accusé d'être un journal « communiste ».

Le 15 septembre 1969, dans le journal nationaliste américain populaire *Common Sense*, qui, au fil des ans, a souvent présenté les travaux du porte-parole antisioniste juif américain Benjamin Freedman, un certain Morris Horton (sous son nom de plume « Fred Farrell ») a écrit une évaluation fascinante de la réalité du communisme trotskiste. Horton écrit notamment :

> À l'origine, le « communisme » n'était rien d'autre qu'un outil des riches juifs américains de New York. Aux États-Unis, et dans une grande partie du reste du monde, c'est toujours le cas. Abordons maintenant une question importante pour quiconque veut vraiment comprendre le communisme : « Quelle est la différence entre un stalinien et un trotskiste ? » Certains vous diront : « Tous les communistes se ressemblent ».
>
> Il s'agit d'une désinformation dangereuse et superficielle. Ce n'est acceptable que si l'on est prêt à substituer des slogans superficiels à de véritables connaissances. Un stalinien représente le nationalisme russe primordial. Un trotskiste représente les intérêts juifs de la ville de New York. Les intérêts juifs de New York ont subi un terrible revers un jour, il y a de nombreuses années, lorsqu'un voyou taciturne a planté une hache dans le crâne de Léon Trotski dans une villa au Mexique.
>
> La conspiration communiste mondiale n'est pas une conspiration russe, mais une conspiration juive américaine. Aujourd'hui, elle est en train de tomber dans le plus grand discrédit dans le monde entier. L'Amérique est accusée de soutenir le communisme dans le monde. Malheureusement, cette accusation est fondée. New York est le véritable centre de la conspiration. Si certains de nos anticommunistes se levaient quatre à quatre et disaient cette simple vérité, nous pourrions peut-être encore être libérés de l'emprise juive. Peu d'entre eux le font.
>
> La plupart des communistes et de nombreux anticommunistes sont à la même solde, la solde juive. Ils se livrent à un combat factice les uns contre les autres. La première règle de base de ce simulacre de combat est la suivante : « Ne jamais introduire de vérité réelle dans l'affaire, ni d'un côté ni de l'autre ; dites tout ce que vous voulez dire, mais ne dites jamais la vérité ». C'est la base de la plupart des faux « experts » sur le communisme qui « expertisent » sur le sujet depuis quarante ans et qui n'ont pas réussi à l'ébranler.

Horton était particulièrement catégorique lorsqu'il soulignait que le mouvement « anticommuniste » américain tombait de plus en plus entre les mains de véritables communistes – les trotskistes – qui, sous couvert de « lutte contre le communisme », travaillaient en fait à l'introduire dans le système américain. C'est un point que peu d'anticommunistes ont compris à l'époque et qu'ils ont encore du mal à assimiler aujourd'hui. Horton a écrit :

> Ces personnes produisent la littérature sur le communisme qui est généralement accessible au public américain. Ils n'ont aucun intérêt à fournir des informations réellement valables. Leur but est de manipuler l'opinion publique.
>
> Ils cherchent donc à diviser les Gentils. Ils cherchent à faire croire à la classe moyenne que la classe ouvrière est alliée à la Russie rouge. Tout cela est, et a toujours été, une pure hallucination, générée par des intellectuels juifs charlatans afin de promouvoir la tyrannie d'une minorité sur la majorité américaine.

Dans son essai, Horton soulignait que les étiquettes séculaires de « droite » et de « gauche » n'avaient plus aucune signification réelle – un point que même de nombreux « conservateurs » américains modernes, légitimes et autoproclamés, du XXIe siècle n'ont pas encore compris :

> Les positions de « droite » ou de « gauche » en politique n'ont aucune validité réelle. Ce sont des positions artificielles, inventées par les juifs. Le contrôle juif des communications est absolument essentiel au succès de ce système de pouvoir. Le charlatanisme politique juif ne survivrait pas longtemps à l'exposition.
>
> L'ère droite-gauche est l'ère juive, et c'est une ère qui, sur la scène mondiale, est en train de reculer dans le passé. Si l'Amérique continue à vivre dans ce passé juif, alors l'Amérique n'a pas d'avenir.

Les mots de Horton, écrits il y a près de cinquante ans, continuent de résonner. Mais pour enfoncer davantage le clou, il convient de revoir la traduction d'une analyse du sionisme publiée en espagnol dans l'édition du 4 novembre 1979 de *Granma*, le journal officiel du régime communiste de Fidel Castro à Cuba.

Des versions similaires avaient déjà été publiées en Union soviétique, à une époque où le sionisme faisait de plus en plus parler de lui, au grand dam des trotskistes américains qui se réinventaient alors sous le nom de « néo-conservateurs ».

Bien que cette analyse du point de vue communiste ait été dépassée par l'effondrement de l'empire soviétique tel qu'il existait lorsque ce document a été publié pour la première fois, elle contient des informations fascinantes sur les sources de tension entre le sionisme et le communisme.

> Le mouvement sioniste, créé par la grande bourgeoisie juive à la fin du XIXe siècle, est né avec un objectif résolument contre-révolutionnaire. Depuis la fondation de l'Organisation sioniste mondiale en 1897 jusqu'à aujourd'hui, le sionisme, en tant qu'idéologie et pratique politique, s'est opposé au processus révolutionnaire mondial.
>
> Le sionisme est contre-révolutionnaire dans un sens global, car il agit dans le monde entier contre les trois principales forces de la révolution : la communauté socialiste, le mouvement de la classe ouvrière dans les pays capitalistes et le mouvement de libération nationale.
>
> La contre-révolution sioniste a commencé par faire des incursions dans le mouvement ouvrier européen. Dans les premières années, alors que la croissance du capitalisme monopoliste et l'expansion des tendances réactionnaires qui ont accompagné l'établissement de la phase impérialiste du capitalisme exigeaient l'unité et la solidarité du prolétariat, les sionistes se sont concentrés sur la division de la classe ouvrière.
>
> Ils ont propagé la thèse selon laquelle tous les non-Juifs étaient et seraient toujours antisémites ; ils ont affirmé que la seule possibilité pour le bien-être et la justice des masses juives était d'émigrer vers la « terre promise » ; ils ont défendu la collaboration de classe, détournant ainsi le prolétariat juif de la lutte pour son émancipation réelle et divisant et affaiblissant le mouvement de la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si l'on trouve dans les archives de la police tsariste des documents appelant à soutenir le mouvement sioniste pour endiguer la révolution prolétarienne.
>
> Théodore Herzl, le fondateur du sionisme, écrivait à l'époque dans son journal : « Tous nos jeunes, tous ceux qui ont entre 20 et 30 ans, abandonneront leurs obscures tendances socialistes et se rallieront à moi ».
>
> Cependant, les efforts de la contre-révolution sioniste n'ont pas pu freiner les rouages de l'histoire. La victoire de la grande révolution socialiste d'octobre en Russie a ouvert une période de transition du capitalisme au socialisme à l'échelle mondiale. La première victoire du prolétariat, prémisse des victoires futures, a porté un coup dur au sionisme.
>
> La majeure partie de l'argent qui remplit les coffres sionistes provient de Russie, où le tsarisme a humilié et opprimé les Juifs pendant des siècles. La Russie a fourni un million d'immigrants pour la colonisation sioniste de

la Palestine. Lorsque la révolution russe a mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, elle a également détruit la base du sionisme en Union soviétique.

La politique léniniste sur la question nationale a renversé tous les mythes sionistes selon lesquels les Juifs ne pouvaient pas être pleinement intégrés, avec des droits égaux, dans la société et a détruit toutes les affirmations racistes sur l'inévitabilité de l'antisémitisme. Les sionistes n'ont jamais pardonné, et ne pardonneront jamais, à l'État soviétique et à son Parti léniniste, non pas tant pour avoir interrompu le flux d'argent en provenance de Russie et pour avoir perdu des travailleurs pour l'effort de colonisation, mais parce que les bolcheviques ont mis en œuvre une politique correcte qui a intégré les talents et les efforts des Juifs soviétiques dans les tâches de construction d'une nouvelle société et a ainsi démontré les origines de classe de la discrimination et de l'antisémitisme, rompant avec le passé et apportant une véritable solution au problème juif, une solution qui n'était pas et ne pouvait jamais être un exode massif vers la Palestine.

La contre-révolution sioniste prend une tournure antisoviétique. Avant octobre 1917, les sionistes collaboraient avec Kerensky. Plus tard, ils ont soutenu toutes les tentatives de contre-révolution et ont participé avec enthousiasme aux différents « gouvernements » blancs mis en place dans différentes parties du pays pendant la guerre civile [en Russie]. Ils ont été actifs dans toutes les actions menées contre l'Union soviétique depuis l'étranger, et leur puissante machine de propagande a répandu une avalanche de mensonges sur le premier État ouvrier et paysan du monde.

Même la victoire soviétique sur le fascisme allemand, qui a sauvé tant de vies juives, n'a pas incité les sionistes à modifier leur position antisoviétique.

Avec le début de la guerre froide, les sionistes ont collaboré à toutes les activités de subversion et de diversion contre l'URSS et les autres pays socialistes. Les services secrets de l'État sioniste d'Israël ont coordonné leurs activités d'espionnage avec la CIA. Les agents sionistes ont joué un rôle actif dans les tentatives contre-révolutionnaires en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

Aujourd'hui, le sionisme appuie la campagne hypocrite antisoviétique sur des violations présumées des droits de l'homme des Juifs en Union soviétique et fait tout son possible pour faire pression sur les citoyens soviétiques d'origine juive afin qu'ils quittent leur véritable patrie et se rendent en Israël. Cet effort de la contre-révolution sioniste ne peut que conduire à de nouveaux échecs. Et pour compléter le tableau, il y a l'action

contre-révolutionnaire sioniste contre les mouvements de libération nationale.

Peu après la Première Guerre mondiale, les colons sionistes ont pénétré dans le territoire palestinien, agissant comme le fer de lance des intérêts impérialistes britanniques en opposition aux espoirs d'indépendance des peuples arabes. Leur rôle a été clairement défini par l'éminent dirigeant sioniste Max Nordau dans une déclaration aux autorités britanniques :

« Nous savons ce que vous attendez de nous : que nous défendions le canal de Suez. Nous devons défendre votre route vers l'Inde qui passe par le Moyen-Orient. Nous sommes prêts à assumer cette tâche difficile. Mais vous devez nous permettre de devenir suffisamment puissants pour mener à bien cette tâche. »

Et, en effet, les sionistes sont devenus puissants et ont réussi à créer leur propre État en 1948 : l'État sioniste d'Israël. Aujourd'hui, leur tâche consiste à défendre les routes du pétrole, à protéger tous les intérêts de l'impérialisme américain et à bloquer l'avancée de la révolution arabe.

Soutenus par d'énormes aides économiques et militaires impérialistes, les sionistes agissent constamment contre les mouvements de libération nationale.

Il fut un temps où ils avaient pour mission de pénétrer les mouvements d'indépendance africains et asiatiques, de garantir que les nouveaux États indépendants suivraient des voies acceptables pour l'impérialisme, qu'ils ne s'écarteraient pas des limites du néocolonialisme. Israël offrait des cours, des conseillers, toutes sortes d'aides.

Mais ce stratagème n'a pas eu beaucoup de succès. Le rôle croissant d'Israël en tant que gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient, son racisme et son expansionnisme avoué ont fait prendre conscience aux jeunes nations africaines et asiatiques des dangers de l'« aide » israélienne, de la trahison de la politique étrangère israélienne.

Néanmoins, l'État sioniste joue un rôle nouveau dans la lutte de la réaction mondiale contre le progrès. Il dépasse les limites géographiques du Moyen-Orient, établit des liens d'amitié avec tous les régimes réactionnaires et commence à fournir des armes, des équipements et des conseillers à ceux qui tentent de réprimer les luttes de libération nationale.

L'industrie israélienne de l'armement s'est spécialisée dans la conception et la production de toutes sortes d'armes pour la lutte anti-guérilla urbaine et rurale.

Le régime raciste sud-africain, les dictatures du Guatemala et du Salvador et le fasciste Pinochet figurent parmi les meilleurs clients de l'industrie israélienne de l'armement. Les ventes d'armes israéliennes en 1978 ont été estimées à 400 millions de dollars. L'un de leurs meilleurs clients était le dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza.

La contre-révolution sioniste était présente dans le Nicaragua de Somoza sous la forme de fusils Galil et d'avions Pull-push, mais elle n'a pas pu empêcher la victoire des révolutionnaires sandinistes.

C'est un symbole de notre époque : ni les machinations de la contre-révolution sioniste, ni les armes israéliennes ne peuvent freiner la marche victorieuse des peuples du monde.

(FIN DE L'ARTICLE DE *GRANMA*)

Quoi que l'on pense de Fidel Castro ou de l'ancien dirigeant soviétique Joseph Staline, le fait est qu'il existe depuis longtemps une véritable scission entre les trotskistes – qui se sont transformés (au niveau de la direction du réseau « néo-conservateur » aux États-Unis) en tribunes du mouvement sioniste mondial – et les éléments à orientation nationaliste dirigés en Russie par Staline après la consolidation de son pouvoir.

Pour comprendre ces nuances et reconnaître le rôle qu'elles ont joué dans les événements de la dernière moitié du XXe siècle, il est essentiel de comprendre comment et pourquoi l'Ennemi intérieur a pu manipuler la cause traditionnelle de l'« anticommunisme » et la transformer en un mécanisme au service de la cause sioniste.

Alors qu'il existe quelques mouvements trotskistes insignifiants – des bandes d'agitateurs de rue et autres – qui continuent d'opérer indépendamment des sionistes néo-conservateurs (et souvent en opposition à eux), ce sont ces « néo-conservateurs » qui se sont enveloppés dans le drapeau américain qui sont le véritable Ennemi intérieur.

Et à la lumière de tout cela, ce n'est pas une coïncidence si en Russie aujourd'hui, les communistes traditionnels (dont beaucoup vénèrent la mémoire de Joseph Staline) et les anti-communistes sont unis dans leur opposition au sionisme et au pouvoir ploutocratique juif.

Dans le chapitre qui suit, nous examinerons quelques faits historiques remarquables qui soulignent la réalité de la scission entre les staliniens et les trotskistes sionistes, et qui clarifieront davantage la nature de l'Ennemi intérieur des temps modernes.

Chapitre Treize

L'infiltration sioniste du KGB soviétique et l'impact sur les services de renseignement américains : le fondement méconnu de la naissance du néoconservatisme en Amérique

L'espion soviétique le plus connu de l'histoire est le défunt traître britannique H. A. R. « Kim » Philby. Mais « le reste de l'histoire » concernant l'intrigue de Philby a été tenu secret pendant près d'un demi-siècle. La vérité est que Philby n'était pas seulement un agent du KGB. Il était également un agent d'une autre agence de renseignement, le Mossad israélien. Seul *The Spotlight*, l'hebdomadaire populiste de Washington, a raconté cette histoire étonnante, qui met en lumière une « histoire cachée » d'intrigues qui a été délibérément étouffée par les « grands » médias occidentaux.

Dans son numéro du 25 juin 1984, *The Spotlight* a fait état d'un résumé hautement confidentiel des opérations d'espionnage du bloc de l'Est, établi en avril 1984 par des analystes du Département de la Défense. (Une copie de ce rapport a été fournie par des sources bien placées à Andrew St. George, le correspondant diplomatique en chef de *The Spotlight*).

Le résumé cite plusieurs cas où des agents secrets du KGB, la principale agence de renseignement de l'Union soviétique, ont uni leurs forces à celles du Mossad, le service de renseignement israélien, pour pénétrer dans des cibles américaines. Philby fait partie de ceux qui ont aidé le Mossad.

L'étude révèle que William King Harvey, fonctionnaire chevronné de la CIA, a eu maille à partir avec le KGB et le Mossad dès 1942, lorsqu'il a conclu une enquête de haut niveau par un rapport dénonçant Philby, alors haut responsable du contre-espionnage britannique, comme une « taupe » soviétique, c'est-à-dire un agent de pénétration soviétique clandestin de longue portée.

À l'époque, Philby travaillait à Washington en tant qu'officier de liaison en chef entre les services de renseignement britanniques et américains, ce qui lui

donnait accès aux secrets de sécurité les mieux gardés du gouvernement américain.

Les autres éléments de preuve contenus dans le résumé du Pentagone concernant Philby ont révélé – mais n'ont pas été mentionnés dans tous les comptes rendus de l'affaire Philby par les médias « grand public » – que Philby, tout en espionnant pour les Soviétiques, travaillait également en tant qu'agent pour la cause du sionisme politique depuis le début des années 1940.

C'était bien avant l'émergence d'Israël en tant qu'État souverain et la formation du Mossad, qui, selon l'ancien officier du Mossad Victor Ostrovsky, fonctionne comme « le véritable moteur de la politique » en Israël.

Le rapport du Pentagone révèle qu'en 1932, Philby s'est marié à Vienne, en Autriche, avec Litzi Friedman, une organisatrice communiste qui était également active au nom de la cause sioniste. Plusieurs personnalités qui ont ensuite joué un rôle de premier plan dans l'espionnage israélien étaient présentes à ces noces. Parmi eux figuraient « Teddy » Kollek, qui devint beaucoup plus connu en tant que futur maire de Jérusalem, et Jacob Meridor, l'un des fondateurs et directeurs du Mossad.

Lorsque Harvey a démasqué Philby en tant qu'espion rouge, il a également jeté le doute sur l'ami proche de Philby, James Jesus Angleton, directeur du contre-espionnage de la CIA, qui était également l'agent de liaison de la CIA avec le Mossad et un fidèle partisan de la cause sioniste.

Angleton et le Mossad se sont sentis menacés par le fait qu'Harvey ait démasqué Philby en tant que taupe soviétique. Très vite, des rumeurs ont commencé à circuler à Washington sur la « consommation excessive d'alcool » et le comportement « scandaleux » de Harvey, rumeurs qui ont été transmises directement à la Maison Blanche.

En 1967, le Président Johnson a limogé Harvey de son poste à la CIA et il s'est retiré en disgrâce. Comme l'a écrit *The Spotlight* : « Le principal maître américain de l'espionnage de l'après-Seconde Guerre mondiale, qui avait démasqué Philby et d'autres espions communistes importants, a passé ses dernières années à travailler pour une maison d'édition dans un emploi sans avenir. Il est mort en 1976 d'une crise cardiaque, dans l'obscurité, mal payé et solitaire ».

(Ironiquement, ces dernières années, une tentative frauduleuse a été faite pour relier Harvey à l'assassinat de JFK, en suggérant de manière farfelue que Harvey avait travaillé main dans la main avec son ennemi de longue date, Angleton, et les lieutenants d'Angleton à la CIA, pour organiser l'assassinat du Président. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité).

En réalité, Harvey avait raison. Philby a finalement été démasqué en tant qu'agent de pénétration soviétique majeur et a fini par avouer, s'enfuyant à Moscou où il est mort.

Le destin d'Angleton a été quelque peu similaire. Dans un rapport top secret longtemps étouffé (cité dans le résumé du Pentagone décrit par *The Spotlight*), un haut responsable de la sécurité de la CIA, C. Edward Petty, a conclu qu'Angleton avait peut-être été un agent de pénétration israélo-soviétique pendant qu'il se frayait un chemin jusqu'au sommet de la bureaucratie de la CIA.

Le rapport Petty suggère qu'Angleton, tout au long de sa carrière en tant que figure dominante du contre-espionnage américain, a transmis des informations vitales à l'Union soviétique et à Israël. Le rapport a été remis au Président Gerald Ford en avril 1975, mais une décision politique a été prise selon laquelle les preuves n'étaient pas suffisantes pour inculper et juger Angleton, en grande partie parce qu'il aurait été impossible d'organiser un procès public d'un fonctionnaire du renseignement qui était au courant d'autant de secrets qu'Angleton l'était.

Au lieu de cela, le directeur de la CIA de l'époque, William Colby, a renvoyé Angleton, ce qui a mis en colère le lobby israélien qui s'était appuyé pendant si longtemps sur la position clé d'Angleton dans la bureaucratie du contre-espionnage. Angleton a pris sa retraite et est mort en homme brisé le 11 mai 1987.

Le 14 décembre 1998, *The Spotlight* a été le seul journal de la planète à révéler un fait occulté concernant les secrets d'espionnage du KGB, par ailleurs largement publiés, qui ont été révélés par la publication des légendaires câbles diplomatiques soviétiques secrètement décryptés à partir de 1946 par l'Agence de sécurité des transmissions de l'armée américaine et désignés sous le nom de code « Venona ».

L'historien militaire Ulick Steadman a qualifié l'opération Venona de « réalisation historique », mais a noté qu'il y avait eu « un rebondissement choquant ». En effet, la grande majorité des agents étrangers démasqués par les câbles soviétiques décodés se sont révélés être actifs dans les cercles sionistes et non pas seulement dans la clandestinité communiste. Selon H. Dexter Gamage, analyste en cryptographie au Pentagone, les dossiers Venona ont révélé que les sionistes « constituaient les trois quarts des espions ennemis recrutés par les Soviétiques » aux États-Unis.

Par conséquent, à l'époque où le projet Venona était en cours, le général Omar Bradley, président de l'État-major interarmées, a ordonné que les

interceptions ne soient pas communiquées au Président Truman, car – selon Steadman – Bradley était « préoccupé par le fait que tout ce qui était connu de la Maison Blanche serait bientôt connu des initiés sionistes [entourant le Président] et ensuite des Soviétiques » qui découvriraient que leurs câbles avaient été interceptés.

À partir de 1995-1996, des parties des décryptages de Venona ont finalement été rendues publiques à grand renfort de publicité. Toutefois, des parties importantes de ces documents longtemps très secrets n'ont jamais été publiées, pas plus qu'une liste des espions du Kremlin, dont chacun était identifié par son nom et son nom de code. L'identité de ces espions est très intéressante.

Dans les messages soviétiques originaux, un grand nombre d'agents étaient marqués de la lettre « K » pour « KRYSY » (c'est-à-dire « Rats »). « KRYSY » était la désignation de code soviétique pour les agents sionistes sous son contrôle. Dans la version de ces documents rendue publique aux États-Unis, *The Spotlight* a révélé que la désignation « K » avait été effacée avant la publication, apparemment par les censeurs du département d'État.

L'examen de trene-cinq messages soviétiques décodés par l'inimitable Andrew St. George de *The Spotlight* a permis de découvrir vingt noms d'agents sionistes au service de Moscou. Les mêmes documents n'ont révélé que quatre agents communistes qui n'avaient aucun lien ethnique apparent avec le sionisme.

Ces révélations plus récentes confirment certainement d'autres preuves que nous avons examinées, à savoir qu'il existait réellement une scission au plus haut niveau entre les sionistes et les nationalistes russes en URSS pendant les derniers jours de l'ère Staline et pendant les années qui ont suivi.

Il s'agissait d'un élément secret majeur dans le développement de la guerre froide – une division qui a préparé le terrain pour la montée du réseau pro-sioniste « néoconservateur » qui s'est finalement avéré être l'un des plus dangereux des Ennemis intérieurs de l'Amérique.

Tant que les patriotes américains – les vrais – n'affronteront pas et ne comprendront pas ces éléments cachés de l'histoire, qui jettent une perspective radicalement différente sur les événements de la seconde moitié du XXe siècle, il sera impossible d'entamer le processus de reconquête de l'Amérique – au XXIe siècle – des mains des Chèvres de Judas : L'ennemi intérieur.

Les vieilles étiquettes de « libéral » et de « conservateur » ne s'appliquent tout simplement plus et beaucoup de légendes du passé – en particulier de

l'époque de la guerre froide – doivent être reconnues comme étant précisément cela : des « légendes ».

Dans les chapitres qui suivent, nous examinerons d'autres preuves du rôle joué par les soi-disant « anticommunistes » américains dans la modification, la déformation et la destruction de mouvements anticommunistes légitimes au profit de l'agenda sioniste.

Comme nous le verrons, l'histoire de l'« ère McCarthy » et des forces « conservatrices » qui ont commencé à s'aligner à cette époque est bien plus complexe que ce que l'on a voulu nous faire croire.

Chapitre Quatorze

Le communisme trotskiste – aujourd'hui appelé « néoconservatisme » – et l'histoire du sénateur Joseph R. McCarthy

Le contenu d'une grande partie de ce chapitre choquera les anticommunistes américains d'aujourd'hui (et en particulier ceux qui ont activement soutenu le sénateur Joseph R. McCarthy, le célèbre chasseur de communistes), mais certains faits doivent être consignés dans l'histoire si nous voulons avoir un profil précis de L'Ennemi intérieur.

Mais d'abord, l'histoire d'un personnage controversé qui a joué un rôle secret (et en fait assez étrange) et réel dans la victoire de John F. Kennedy à la présidence en 1960 – l'une des figures légendaires, dans les coulisses du mouvement nationaliste américain – DeWest Hooker, qui est décédé à l'âge de 81 ans à Washington, D.C., le 22 septembre 1999.

Hooker – « West » pour ses amis – fait désormais partie de l'histoire (de l'histoire cachée) et son histoire remarquable mérite d'être racontée, d'autant plus que les expériences de Hooker nous aident à documenter le travail des chèvres de Judas sionistes de l'Amérique.

À propos de Hooker lui-même : un homme fascinant et mémorable qui mérite bien ce bref hommage. Né dans un milieu aisé et privilégié, puis marié à une famille immensément riche, Hooker était diplômé de Cornell et vétéran de la Seconde Guerre mondiale, une guerre dont il pensait alors, et jusqu'à sa mort, qu'elle n'était pas nécessaire et qu'elle n'aurait pas dû être menée. Hooker a consacré une grande partie de sa fortune personnelle à la lutte pour la cause nationaliste, une cause qu'il n'a jamais abandonnée.

Dans ses jeunes années, le très beau Hooker n'était pas seulement un acteur de Broadway, mais aussi un mannequin publicitaire apparaissant dans des publicités pour les cigarettes Chesterfield et portant un cache-œil dans les célèbres publicités pour les chemises Hathaway.

Cependant, Hooker a renoncé à une carrière prometteuse sur scène, après s'être vu offrir le rôle principal de Henry Fonda dans la tournée de la pièce à

succès de Broadway, *Command Decision*, préférant travailler dans les coulisses de l'industrie du divertissement.

Hooker a fini par travailler comme agent d'artistes pour la Music Corporation of America (MCA) et, au début des années 1950, il était l'un des agents d'artistes les mieux payés d'Amérique. Il s'est concentré sur le domaine en plein essor de la production télévisuelle.

Hooker était particulièrement fier de ses efforts pour promouvoir le « divertissement noir » pour le « public noir », en encourageant les efforts artistiques des chanteurs et des acteurs noirs. En même temps, cependant, Hooker rejetait totalement le concept selon lequel la musique et la culture noires devaient être promues auprès du public blanc, principe directeur des promoteurs de musique et de cinéma « multiculturels » d'aujourd'hui.

(Hooker était particulièrement enthousiaste à l'égard de l'importance croissante, au milieu des années 1980, du Pasteur Louis Farrakhan, leader de la Nation de l'Islam, et cet auteur a rencontré le Pasteur Farrakhan pour la première fois alors qu'il accompagnait Hooker à un rassemblement de la Nation de l'Islam à Washington, D.C., en 1985, sur invitation seulement).

Pendant un certain temps, l'un des contrats de MCA sous la responsabilité de Hooker était celui d'un ancien acteur de films de série B devenu star de la télévision, Ronald Reagan – bien que ce détail ne soit pas mentionné dans les biographies officielles de Reagan à la lumière de la future « infamie » de Hooker et de sa réputation d'« antisémite ».

Cependant, une description « secrète » de la relation de Hooker et de l'ascension de Reagan apparaît dans un livre peu connu intitulé *The King Maker*, publié en 1972, huit ans avant que Reagan n'accède à la présidence. Écrit par Henry Denker, un écrivain, producteur et réalisateur new-yorkais bien connu qui connaissait de l'intérieur l'industrie du spectacle, *The King Maker* était un roman a clef (c'est-à-dire un roman « fictif » basé sur des personnages et des événements réels, à peine déguisés). Tout le monde savait qu'il s'agissait de l'histoire des coulisses des tractations politiques et financières de Ronald Reagan avec l'agence MCA et de la manière dont ces tractations ont contribué à porter Reagan au poste de gouverneur de Californie.

Le livre n'est pas facile à trouver dans les bibliothèques ou même dans les librairies d'occasion. C'est peut-être précisément parce que, si vous lisez entre les lignes (ou même pas nécessairement entre les lignes), vous découvrirez des choses désagréables sur Reagan et les personnes qui ont fait de lui la puissance politique américaine du dernier quart du XXe siècle.

Hooker était le modèle vivant de l'un des personnages du livre, « Carl Brewster », un cadre de l'industrie de la télévision franchement antijuif et, disons-le franchement, West Hooker lui-même était très antijuif et n'a fait aucun effort pour le cacher.

Dans *The King Maker*, Reagan est « Jeff Jefferson », un ancien acteur de cinéma qui a été catapulté au poste de gouverneur de Californie grâce à son association avec le Dr Irwin Cone, le fondateur d'une agence de recrutement liée à la mafia, la Talent Corporation of America (TCA), qui devient une force politique à part entière. Le « Dr. Cone » de Denker est en réalité le Dr Jules Stein, et la TCA est en réalité – vous l'avez deviné – la Music Corporation of America, mieux connue sous le nom de MCA, le géant des médias (aujourd'hui filiale de l'empire Bronfman en pleine expansion). À l'évidence, le livre était trop marqué, à tel point que le partenaire du Dr Stein dans la vie réelle, Lew Wasserman, a qualifié le roman de « merde », même si Wasserman n'est pas du tout représenté dans le roman.

En 1986, un autre écrivain, Dan Moldea, connu pour son expertise dans l'histoire du crime organisé, a écrit son propre livre qui n'était pas un roman à clef, mais était en fait un ouvrage de non-fiction controversé qui racontait la même histoire que celle racontée dans *The King Maker* de Denker. Cependant, le livre de Moldea portait le titre plus explosif – et peut-être plus juste – de *Dark Victory : Ronald Reagan, MCA, and the Mob.*

Quoi qu'il en soit, l'antisémitisme de Hooker ne fut pas du goût de ses patrons, Lew Wasserman et Jules Stein, et Hooker finit par se séparer de MCA (ses années chez MCA seront commémorées dans le livre de Denker). Cependant, Hooker, grâce à sa propre ingéniosité, a réussi à quitter MCA en étant très riche et en étant capable de déjouer Wasserman de MCA au point que Hooker a été décrit plus tard dans la presse par le chroniqueur du show-business Walter Winchell comme le seul des employés de MCA à avoir jamais déjoué Wasserman.

Lors de conversations personnelles, Winchell était connu pour dire, plus franchement, que Hooker était le « seul goy » (c'est-à-dire un non-Juif) à avoir accompli cet exploit, bien que le langage supplémentaire de Winchell ait été beaucoup plus cru pour décrire ce que Hooker avait fait à son ancien employeur.

Au milieu des années 1950, Hooker s'apprête à créer un « quatrième » réseau de télévision, au grand dam de l'élite des médias. Hooker a candidement admis que son projet était conçu pour être le premier réseau de télévision « non contrôlé par les juifs ».

Bien qu'il ait activement sollicité le soutien financier de l'ambassadeur Joseph P. Kennedy (père du sénateur John F. Kennedy) pour le projet, le fondateur de la dynastie Kennedy a refusé d'y participer (bien qu'il ait soutenu de tout cœur le concept). Kennedy a déclaré que sa participation mettrait en colère la communauté juive et compromettrait les chances de son fils de remporter la présidence. Les souvenirs de première main de Hooker sur sa rencontre alors secrète avec Kennedy ont été racontés en détail pour la première fois dans l'ouvrage de cet auteur, *Final Judgment*.

Quoi qu'il en soit, la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith a eu vent des efforts de Hooker pour organiser un « quatrième » réseau et, en 1954, l'ADL a consacré une double page de son bulletin à « exposer » Hooker sous le titre « The Case of the Charming Bigot » (Le cas du charmant bigot). Le titre lui-même était assez révélateur du dynamisme de Hooker : même l'ADL, si encline à salir les gens et à jeter l'opprobre sur leur caractère, était obligée de reconnaître que Hooker possédait une personnalité attachante qui ne lâchait pas prise.

Finalement, le procureur général de l'État de New York (et plus tard sénateur américain) Jacob Javits, un allié juif corrompu et vicieux de l'ADL, a émis une injonction empêchant Hooker de collecter des fonds pour le réseau, tuant ainsi le projet au nom des autres réseaux dirigés par des sionistes.

Hooker a ensuite quitté les États-Unis pour s'exiler en Italie, où il a fait fortune dans l'embouteillage de sodas, mais il est revenu dans ce pays au milieu des années 1980 pour reprendre ses activités politiques.

Pendant de nombreuses années, Hooker a travaillé discrètement dans les coulisses pour mettre en place un réseau international de distribution de pétrole – de concert avec des intérêts sympathiques dans le monde arabe – qui fournirait des fonds au mouvement nationaliste américain. Malheureusement, les efforts de Hooker ont été contrariés par des personnalités d'un certain régime arabe qui avaient été cooptées par l'agence de renseignement israélienne, le Mossad. En fait, l'un des partenaires de travail de Hooker dans ce projet a été assassiné.

Hooker lui-même avait l'avantage de vivre des revenus d'un fonds fiduciaire qui lui avait été fourni par sa mère et ne souhaitait absolument pas tirer un quelconque profit de l'entreprise pétrolière qui, si elle avait été lancée avec succès, aurait, selon ses estimations, fourni un minimum de 10 millions de dollars par an à la cause nationaliste.

Malheureusement, malgré sa bonne forme physique, presque jusqu'à sa mort, son esprit vif a été victime de l'âge et sa mémoire a commencé à

défaillir, une tragédie qui l'a empêché de consigner par écrit ou sur vidéo l'ensemble de sa remarquable carrière, même si, heureusement, certains de ses écrits ont survécu.

Étonnamment, bien qu'il ait souffert pendant cinq ans du cancer de la prostate qui s'était propagé dans tout son corps et qui l'a finalement tué, Hooker est resté très actif et, quelques mois avant sa mort, il est apparu lors d'une réunion publique à Arlington, en Virginie (où cet auteur, Michael Collins Piper, a pris la parole), ce qui a valu à Hooker une dernière attaque de ses ennemis dans un rapport publié sur la réunion par le Southern Poverty Law Center (centre de lutte contre la pauvreté) de Morris Dees. Hooker était franchement ravi de savoir que ses activités étaient encore enregistrées par ses ennemis jurés. « Jésus n'était pas une poule mouillée », disait souvent Hooker. « Il est entré et a expulsé les monnayeurs du temple ».

Quoi qu'il en soit, Hooker était un homme remarquable. Et ce qu'il a découvert dans les années 1950 sur les efforts des sionistes visant à contrôler le mouvement « anticommuniste » – des informations que nous allons maintenant détailler – sera une révélation étonnante, qui ouvrira les yeux et fera réfléchir les Américains d'aujourd'hui qui n'ont jamais eu connaissance de la véritable histoire.

Ce qui suit est le texte (légèrement annoté par souci de clarté) d'une déclaration sous serment que Hooker a faite le 30 septembre 1954, décrivant ses conclusions sur le rôle de l'autoproclamée American Jewish League Against Communism, Inc. [AJLAC – Ligue juive américaine contre le communisme – NdT] et sur la manière dont elle manipulait les efforts du sénateur Joseph R. McCarthy de l'époque pour enquêter sur le communisme dans les hautes sphères du système américain. La déclaration sous serment se lit comme suit :

> Il y a quelque temps, j'ai eu un entretien étonnant de deux heures avec Norman L. Marks, de l'American Jewish League Against Communism, Inc.
>
> En fait, j'ai été amené par une autre personne et M. Marks ne savait rien de moi (il s'est donc vraiment ouvert car la personne qui m'a amené avait sa « confiance »).
>
> L'AJLAC a ses bureaux au 220 West 42nd Street, à New York. Son président national est Alfred Kohlberg. Son directeur exécutif est le rabbin Benjamin Schultz et son trésorier est Harry Pasternak. Les membres de son conseil d'administration national sont les suivants : Bern Dibner, Lawrence Fertig, Theodore Fine, Benjamin Gitlow, Hon. Walter R. Hart,

Herman Kashins, Eugene Lyons, Norman L. Marks, Morris Ryskind, Rabbi David S. Savitz, Nathan D. Shapiro, George E. Sokolsky, Maurice Tishman, Rabbi Ascher M.Yager.

Je vous jure sous serment que ce qui suit est aussi exact qu'il est possible de l'écrire de mémoire environ une heure plus tard. En outre, l'information peut être vérifiée par l'autre partie non nommée.

M. Marks, dont le nom figure ci-dessus et sur le papier à en-tête de l'AJLAC en tant que membre du conseil d'administration national, a déclaré : « Le principal contributeur financier de l'AJLAC est de loin M. Bernard Baruch ». Interrogé sur ce point sur le pourcentage de la contribution de M. Baruch, il a répondu : « Environ 85 % ou 90 % des fonds ».

J'ai dit que j'avais pensé que M. Kohlberg était le principal contributeur de l'AJLAC et M. Marks a répondu : « Eh bien, il contribue un peu, mais rien de comparable à la contribution de Baruch. » J'ai demandé à M. Marks pourquoi le nom de Baruch n'apparaissait pas sur le papier à en-tête. Il a répondu que Baruch avait insisté sur le fait que son nom ne devait pas figurer sur le papier à en-tête et que l'on ne devait pas savoir qu'il avait contribué au financement de l'organisation.

M. Marks a déclaré que l'organisation était entièrement juive, mais qu'il était amusant de constater que bon nombre de ses fondateurs semblaient avoir des épouses « chrétiennes ». Il a précisé qu'ils se réunissaient tous les jeudis à l'hôtel Ambassador pour déjeuner et discuter de la situation mondiale. Marks a déclaré que l'organisation n'accepterait ni un « chrétien en son sein » ni un « centime de soutien chrétien » et qu'aucun argent chrétien n'avait jamais été accepté dans le passé – qu'il s'agissait d'une organisation entièrement juive et financée par eux.

Il a déclaré que les deux seuls objectifs de sa fondation étaient les suivants : l'objectif numéro un était d'atténuer le caractère juif du communisme : l'objectif numéro un était de dédramatiser la judéité du communisme et l'objectif secondaire était de sortir les Juifs du communisme et de soutenir le sionisme. Il a déclaré que : « Pendant un certain temps, presque tous les espions des communistes qui ont été découverts étaient juifs et ils se sont inquiétés et ont pensé qu'il fallait faire quelque chose pour calmer les juifs. Ils voulaient montrer au monde chrétien que TOUS les Juifs n'étaient pas communistes ».

Lorsqu'on lui a demandé comment il s'y était pris pour réaliser ce projet, M. Marks a répondu : « Il est impossible pour un chrétien de s'en tirer en critiquant les Juifs. Seul un juif peut le faire ».

Il a poursuivi : « Nous avons donc réuni un groupe solide de Juifs 'connus pour leur anticommunisme' et nous avons commencé notre campagne de pression en exprimant notre point de vue. »

[Selon la déclaration sous serment originale de Hooker, la référence de Marks à ceux que l'on disait « anticommunistes » signifiait en fait que les dirigeants juifs en question étaient, comme l'a dit Hooker, « antistaliniens » – NdMCP].

Marks a déclaré : « C'est nous qui avons rédigé les discours de McCarthy en Virginie-Occidentale, ce qui lui a permis de devenir le célèbre anticommuniste qu'il est aujourd'hui. La pression que nous avons exercée sur la presse a permis à McCarthy d'obtenir toute l'attention qu'il a reçue. En échange de cette montée en puissance, il a accepté de ne pas interpeller ou exposer les juifs du mouvement communiste dans le cadre des enquêtes menées par sa sous-commission ».

M. Marks a déclaré que de nombreux Juifs qualifiaient McCarthy d'antisémite, mais qu'ils étaient loin de se douter qu'« il était le meilleur ami que les Juifs aient jamais eu ».

[Hooker a noté à propos de McCarthy que « finalement, ils l'ont détruit de toute façon lorsqu'il a, par la suite, commencé à appeler des communistes juifs ». – NdMCP].

Marks a poursuivi en déclarant que « d'autres enquêtes auraient pu mettre au jour des Juifs et McCarthy en aurait été crédité, mais que si l'on retraçait les faits, on découvrirait que McCarthy n'a en réalité pas convoqué un seul Juif au cours de cette période où les Juifs étaient au centre de toutes les attentions ». Il a par la suite nuancé ces propos en déclarant que « lorsque McCarthy travaillait en tant que sous-commission temporaire sous l'administration Truman, il n'a convoqué aucun Juif ; que lorsqu'il a été élu président de la commission d'enquête permanente, sous la nouvelle administration, il a alors commencé à convoquer les témoins « au fur et à mesure qu'ils se présentaient ».

[En d'autres termes, que les témoins soient « juifs ou non », selon Hooker – NdMCP].

M. Marks poursuit : « Mais cela ne change pas grand-chose aujourd'hui, car il a accepté que nos propres hommes travaillent à ses côtés. Par exemple, il a accepté notre homme de confiance Roy Cohn, ce qui a été arrangé par l'intermédiaire d'un autre de nos hommes, George Sokolsky. »

Si ma mémoire est bonne, Marks a déclaré que Julius Kahn était également leur homme au sein de la commission McCarthy, mais qu'il siégeait désormais à la commission sénatoriale des relations extérieures. Il

a définitivement déclaré que David Schine ne faisait PAS partie de l'AJLAC, mais qu'il y avait été placé par « un autre groupe dont je ne connais pas l'existence ».

M. Marks a poursuivi en disant que « non seulement McCarthy est sous notre contrôle, mais il en va de même pour Jenner et Velde, qui ont également pris nos hommes pour travailler avec eux. Benny Mandel et Robert Morris nous représentent au sein du comité Jenner ». Il mentionne Robert Kunzig comme « leur homme » pour Velde.

Marks a également affirmé avec certitude que le professeur Louis Budenz était sous « leur contrôle » et l'un de « leurs hommes », et qu'il œuvrait pour détourner l'attention portée aux Juifs.

[Budenz était un « ex-communiste » bien connu qui était devenu une figure de proue du mouvement soi-disant anticommuniste, dont des éléments clés étaient passés sous le contrôle des éléments sionistes et trotskistes. Les révélations de Hooker expliquent pourquoi – NdMCP].

Il a déclaré que c'est [Alfred] Kohlberg, leur président national, qui a « trouvé » Budenz lorsqu'il témoignait à Washington et que Kohlberg « l'a pris en charge et l'a pratiquement soutenu pendant un certain temps afin qu'il démarre et devienne l'homme qu'il est aujourd'hui dans le mouvement anticommuniste ».

Marks a également déclaré qu'ils avaient fait élire récemment « leur homme Robert Morris » comme juge à New York, et que Victor Lasky était un autre de leurs hommes qui faisait beaucoup de « travail de presse » pour eux, et « prononçait des discours en faveur de leurs hommes, par exemple Robert Morris ». Il a indiqué que « tous ces gens se sont mis d'accord pour détourner l'attention portée aux juifs ».

Je me souviens maintenant d'une autre déclaration de M. Marks selon laquelle « il y a une vaste mise en commun des informations dans la région de New York et dans tout le pays qui est liée à notre organisation ».

J'ai demandé si J. B. Matthews et ses dossiers étaient impliqués dans « l'affaire » et il m'a répondu : « Oui, nous avons accès à tous ses dossiers ».

[J. B. Matthews était un éminent « croisé anticommuniste » à l'époque, mais il était manifestement sous le contrôle des sionistes-trotskistes – NdMCP].

Il a déclaré qu'ils avaient au moins « trente communistes sur notre liste de paie qui nous rapportent des informations » et que « nous savons tout ce qui se passe dans ce domaine ».

M. Marks a relaté toutes ces informations comme s'il n'y avait rien de « mal » dans ce qu'il disait. Il m'a même invité, ainsi que cet autre inconnu, à participer à une réunion le mardi soir suivant à l'University Club, parrainée par Norman Lombard.

Lorsqu'ils ont finalement découvert qui j'étais, Norman Lombard et Norman Marks m'ont dit de ne pas venir à la réunion. J'espère vraiment que les vrais nationalistes américains patriotes seront capables de redresser quelques-uns de ces « pseudo-patriotes » qui essaient de diriger le mouvement soi-disant « anticommuniste ».

Ne vous méprenez pas : je suis tout aussi anticommuniste que n'importe lequel d'entre vous, mais je ne veux pas que notre pays soit entraîné tête baissée dans des pièges qui permettent à ces pseudo-patriotes d'« utiliser » les beaux instincts du peuple américain et le mouvement anti-communiste à leurs propres fins diaboliques.

En d'autres termes, certains de ces pseudo-patriotes sont « anti-communistes », c'est-à-dire « anti-communisme stalinien », mais ils sont favorables à une autre forme de communisme (de marque américaine) qui les mènera à la dictature dans notre propre pays et dans le reste du monde sous la direction de Bernard Baruch et de la bande qu'il représente.

[La « marque américaine » de communisme à laquelle Hooker faisait référence, bien qu'il ne l'ait pas dit directement, était précisément la marque trotskiste, alors dans son évolution, qui est aujourd'hui connue sous le nom de « néo-conservatisme » – NdMCP].

(Signé) DeWest Hooker

FIN DE LA DÉCLARATION SOUS SERMENT DE HOOKER

Nous devons donc remercier DeWest Hooker d'avoir repéré très tôt que la montée de l'« anticommunisme » en Amérique, du moins sous la forme approuvée par les éléments sionistes et trotskistes, ne se résumait pas à cela. **Il est essentiel que les révélations de Hooker soient pleinement comprises aujourd'hui.**

Ce qui ajoute encore plus de crédibilité aux révélations choquantes de Hooker sur la manipulation du sénateur McCarthy, c'est la remarque faite par le célèbre écrivain spécialisé dans le crime organisé, Hank Messick, dans son livre *John Edgar Hoover*, un portrait peu flatteur de l'ancien directeur du FBI, qui a approfondi les liens de Hoover avec le syndicat du crime organisé.

Messick a écrit sur la fondation de la Ligue juive américaine contre le communisme mentionnée plus haut :

> Les motifs de la création de la Ligue étaient variés, mais l'un d'entre eux était l'autoprotection... De nombreux intellectuels américains étaient juifs. Pendant le New Deal, certains d'entre eux avaient atteint une position élevée. En outre, Karl Marx lui-même était le fils d'un juif devenu chrétien. Adopter une position saine, résister aux calomnies injustes et aux tentatives des bigots de dépeindre le Juif comme un pro-rouge, risque de rendre les gens furieux. Mieux vaut passer à l'offensive contre la menace communiste elle-même. Telle fut l'attitude de certains Juifs – ou du moins l'excuse qu'ils donnèrent à leurs amis – alors que l'hystérie nationale se développait en 1948.
>
> La possibilité que l'attaque anticommuniste se transforme en persécution des Juifs était très présente à l'esprit des fonctionnaires du gouvernement chargés de poursuivre les espions présumés de la bombe atomique, Julius et Ethel Rosenberg. C'est pour cette raison qu'un juge juif a été choisi, et que l'équipe de procureurs sélectionnée pour juger l'affaire était composée de Juifs. L'un de leurs membres était Roy Cohn.
>
> La création de la Ligue n'est cependant pas motivée uniquement par le souci de protéger les Juifs. L'anticommunisme offre des opportunités politiques et commerciales.
>
> La Ligue a été créée au domicile d'Eugene Lyons, un auteur de droite connu. D'autres personnalités de droite, dont Louis Waldman, Lawrence Fertiz, Isaac Don Levine et George Sokolsky, participèrent à la première réunion. Le principal instigateur était Alfred Kohlberg qui, avec Lewis Rosenstiel, fournissait la plupart des fonds.

Selon Messick, Kohlberg avait depuis longtemps des intérêts commerciaux en Chine et, en tant que chef de file de ce que l'on a appelé, en partie, le « lobby chinois », il espérait attiser une guerre contre la Chine – au nom de la « lutte contre le communisme » – afin de regagner sa source de lucre perdue.

Rosenstiel, un baron de l'alcool ayant des liens de longue date avec le syndicat du crime organisé du chef de la mafia juive Meyer Lansky, avait ses propres intérêts en tête. Rosenstiel s'était procuré de grandes quantités d'alcool avant la Seconde Guerre mondiale et en avait tiré un immense profit (lorsque, pendant la guerre, le gouvernement avait imposé des limites à la production d'alcool, ce qui lui avait permis d'obtenir un monopole très rentable sur l'approvisionnement en alcool). Ainsi, avec la possibilité d'une

nouvelle guerre contre la Chine (ou même la Russie ou les deux), Rosenstiel rêvait évidemment de répéter son succès précédent.

Ainsi, Rosenstiel, Kohlberg et leurs alliés sionistes se sont d'abord rangés derrière le candidat républicain à la présidence de 1948, Thomas E. Dewey (qui était depuis longtemps discrètement allié au syndicat du crime Lansky, malgré la réputation de Dewey d'être un « casseur de gangs »). Bien que l'on se souvienne largement du Président Harry Truman comme du Président américain qui a reconnu Israël lors de sa création en 1948, la vérité est que de nombreux « initiés » de l'administration Truman, y compris Truman lui-même, n'étaient pas aussi enthousiastes à l'idée de donner le feu vert à Israël, reconnaissant – de manière tout à fait prémonitoire – les dangers de la création d'un État sioniste sur des terres volées au peuple palestinien chrétien et musulman autochtone. En conséquence, le mouvement sioniste n'était pas très enthousiaste à l'égard de Truman et travaillait discrètement pour le compte de Thomas E. Dewey.

Cependant, à la surprise générale – à l'exception peut-être de Truman lui-même – Dewey n'a pas battu Truman. C'est ainsi que fut virtuellement « créé » le sénateur Joseph R. McCarthy, qui devint involontairement le porte-parole des éléments sionistes et trotskistes. Messick complète les détails :

> La défaite inattendue de Dewey en 1948 a bouleversé un grand nombre de personnes et a obligé la Ligue juive américaine contre le communisme à revoir son programme. Elle avait besoin d'une nouvelle figure politique derrière laquelle elle pourrait se rallier. Par coïncidence, la ligue était entrée en possession d'un rapport de cent pages du FBI sur l'influence des communistes sur le gouvernement. Ce rapport avait été transmis à un officier de renseignement du Pentagone avec pour instruction de le transmettre aux dirigeants de la ligue... Selon Roy Cohn, le document secret du FBI a été lu et des conférences ont été organisées à New York et à Washington. Comme l'a dit Cohn, « un petit groupe » a pris « sur lui la responsabilité de faire connaître l'histoire à l'Amérique ».
>
> La Ligue a décidé de s'adresser à un sénateur plutôt qu'à un représentant. Lors d'une réunion à Washington en novembre 1949, un comité spécial de la Ligue « a examiné attentivement la liste des sénateurs des États-Unis pour trouver celui qui pourrait entreprendre avec succès la tâche d'éduquer ses concitoyens américains ». Ils ont réduit la liste à quatre possibilités, toutes républicaines. Tour à tour, chaque sénateur a pris connaissance du rapport du FBI. Chacun d'entre eux a été incité à se lancer sur le sentier de la guerre. Chacun se voyait promettre un soutien financier. Les trois premiers de la liste ont refusé, le quatrième a ramené le

> document chez lui et l'a lu attentivement. Le lendemain matin, il appela un membre de la Ligue et lui dit qu'il « acceptait le marché ». Ce quatrième sénateur s'appelait Joseph McCarthy.

Peu de temps après, le 9 février 1950, McCarthy s'est exprimé devant le Ohio County Women's Republican Club à Wheeling, en Virginie-Occidentale, et a annoncé qu'il y avait 205 « risques pour la sécurité » au sein du département d'État. C'est ainsi que fut lancée « l'ère McCarthy », que les sionistes dénoncent aujourd'hui avec tant d'hypocrisie. En fait, comme nous l'avons vu, la période McCarthy n'était guère plus que le travail efficace de L'Ennemi intérieur.

Et bien que McCarthy ait eu raison, semble-t-il, de souligner qu'il y avait effectivement des « communistes au sein du gouvernement », il est probablement prudent de dire que la guerre qui se déroulait au Capitole pendant les auditions de McCarthy et dans les médias n'était en fait guère plus qu'un débordement, aux États-Unis, de la guerre de longue date entre les éléments communistes nationalistes russes survivants de l'Union soviétique (anciennement dirigée par Joseph Staline) et leurs ennemis acharnés du mouvement juif-sioniste-trotskiste qui s'était désormais installé sur le sol américain.

Tout cela ne veut évidemment pas dire que McCarthy n'était pas sincère dans ses motivations, mais il était très clairement manipulé par des forces qui dépassaient de loin son entendement.

Et le fait que son principal « conseiller » était l'omniprésent Roy Cohn, qui continuait à jouer un rôle majeur en tant que « fixeur » sioniste (tout en étant également avocat spécialisé dans le crime organisé) indique précisément que ces forces guidaient McCarthy vers sa destruction finale.

Le livre de l'écrivain juif Stuart Svonkin, *Jews Against Prejudice : American Jews and the Fight for Civil Liberties* (Les Juifs américains et la lutte pour les libertés civiles), qui démontre que, malgré ce que l'Anti-Defamation League et l'American Jewish Committee voudraient nous faire croire aujourd'hui, la vérité est que ces deux organisations ont été très impliquées dans le type même de « maccarthysme » qu'elles décrient aujourd'hui. Svonkin souligne :

> En tant que libéraux engagés dans la guerre froide, les membres du personnel de l'ADL et de l'AJC ont coopéré avec le FBI, l'HUAC (House Un-American Activities Committee) et d'autres agents du programme fédéral de loyauté et de sécurité à la fin des années 1940 et dans les années 1950, en partageant leurs dossiers sur les organisations politiquement suspectes à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté juive.

> Cette politique de coopération, qui s'appuyait sur le partenariat établi lors de la campagne antifasciste des années 1930 et du début des années 1940, visait à minimiser l'association des Juifs au communisme, à protéger les libéraux contre les persécutions et à garantir que le gouvernement fédéral reste attentif aux activités des extrémistes de droite.
>
> Alors que l'AJC et l'ADL espéraient modérer les méthodes de l'HUAC, ces tentatives de réformer la croisade anticommuniste de l'intérieur reflétaient un acquiescement fondamental aux hypothèses et aux stratégies de la guerre froide intérieure et contribuaient inévitablement à la violation des principes des libertés civiles.

En outre, il est probablement utile de noter ce que le célèbre critique « conservateur » du maccarthysme, Peter Viereck, a souligné en 1954 à propos de McCarthy. Ses propos sont plutôt intéressants lorsqu'ils sont replacés dans le contexte actuel de la façon dont McCarthy et le « maccarthysme » sont le plus souvent évoqués... Viereck a déclaré :

> McCarthy n'est pas du type fasciste, mais du type de l'agitateur anarchiste de gauche qui, par un instinct infaillible et non « par accident », subvertit précisément les institutions les plus conservatrices et organiques, tout ce qui est vénérable et patricien, depuis la Constitution et précisément les généraux les plus décorés ou les plus paternels (Marshall, Eisenhower, Taylor, Zwicker), jusqu'aux dirigeants de notre religion la plus profondément établie et précisément les plus anciennes de nos universités... Il satisfait les ressentiments de ses partisans, car sa haine la plus sincère est toujours dirigée contre les familles patriciennes les plus anciennes, les plus enracinées et les plus éduquées – les Cabot Lodges, les Achesons, les Conants, Adlai Stevenson.

Plutôt que de s'en prendre aux grandes familles sionistes américaines (telles que les Schiffs, alliés à Rothschild, par exemple) connues pour avoir financé la révolution bolchevique en Russie, McCarthy s'en prenait à certaines vieilles familles américaines et à leurs associés au sein de l'establishment de la politique étrangère.

Et ce n'est probablement pas une coïncidence si l'une des cibles les plus importantes de McCarthy – l'ancien général George C. Marshall – était en fait l'un des critiques américains les plus virulents (pendant l'administration Truman) de la création de l'État sioniste d'Israël.

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est qu'Ann Coulter – l'un des « néo-conservateurs » actuels dont les sponsors et les mécènes idéologiques sont les porte-drapeaux modernes de l'ancienne bannière trotskiste (qui se

présente aujourd'hui comme le « néo-conservatisme ») – est fondamentalement d'accord avec l'évaluation de Viereck, en déclarant dans son récent livre, *Treason* :

> Les véritables « victimes » de McCarthy n'étaient pas des témoins sympathiques, des scénaristes hollywoodiens frivoles ou des professeurs d'université vantards et sans intérêt. Il s'agissait de décideurs politiques de l'élite WASP... Ils étaient bien nés et portaient bien leur smoking...

En d'autres termes, bien que Viereck ait été un critique de McCarthy et Coulter l'un de ses défenseurs, tous deux affirment (à juste titre) que, contrairement à l'image populaire de McCarthy en tant que « fauteur de haine antisémite vicieux qui harcelait d'innocents scénaristes juifs d'Hollywood », McCarthy était au contraire – au sens large – en train de viser dans une toute autre direction, brouillant ainsi l'image des véritables sources de subversion en Amérique.

Ces révélations concernant l'ère McCarthy ne visent pas à suggérer qu'il n'y avait pas de traîtres communistes déloyaux au sein du système américain. En vérité, à bien des égards, feu le sénateur McCarthy a bien ciblé un grand nombre de communistes au sein du gouvernement, des médias et du monde universitaire. **Mais l'histoire de McCarthy est bien plus complexe que ce que nous en savions jusqu'à présent.**

Dans l'ensemble, nous voyons bien que la « guerre froide » – telle qu'elle est généralement évoquée – n'était pas tout à fait ce dont nous nous souvenons aujourd'hui. La guerre froide était le reflet d'un conflit de longue date qui se déroulait en coulisses entre les éléments sionistes de Russie et leurs adversaires staliniens, une guerre qui s'est finalement transférée, à bien des égards, sur le sol américain.

Les sionistes et les trotskistes avaient effectivement fusionné, ayant trouvé une cause commune, et avaient commencé à prendre le contrôle et à manipuler – en tant qu'ennemi intérieur – le véritable mouvement « anticommuniste » en Amérique, agissant comme des chèvres de Judas, menant les vrais patriotes à la destruction.

Chapitre Quinze

Le FBI et le Parti communiste américain : la vérité sur la « menace communiste »

Pendant près de trente ans, J. Edgar Hoover et son FBI ont effectivement dirigé le Parti communiste américain. Ce détail peu connu soulève de nouvelles questions sur la « réalité » de la prétendue guerre froide.

Hoover est devenu une légende en son temps et un héros pour les anticommunistes américains en raison du rôle qu'il a joué dans la « lutte contre la subversion communiste » en Amérique. Cependant, Hoover détenait un très grand secret sur le mouvement communiste, qu'il a gardé sous silence pendant les vingt années qui ont précédé sa mort en 1974.

Le fait est qu'à partir de 1954, et pendant les vingt-sept années qui ont suivi, le FBI a essentiellement dirigé les activités du Parti communiste américain. Cette information révélatrice a été publiée dans le livre *The Secret History of the FBI* (L'histoire secrète du FBI) de Ronald Kessler, journaliste chevronné de la presse grand public. Malgré son titre sensationnel, le livre de Kessler n'est pas une véritable « histoire secrète ». Mais la révélation concernant le « règne » secret de Hoover sur le Parti communiste est certainement un élément qui n'a pas vraiment été rendu public comme il le méritait. Selon Kessler :

> En 1954, le FBI a commencé à mener une opération ultrasecrète sous le nom de code SOLO, qui consistait à utiliser comme informateur Morris Childs, l'adjoint principal de Gus Hall, le chef du Parti communiste américain. En fait, Childs – que le FBI appelait l'agent 58 – était le deuxième responsable du Parti.
>
> Carl N. Feyman, agent du FBI à Chicago, a recruté Childs, juif d'origine ukrainienne et ancien rédacteur en chef du journal du Parti, *The Daily Worker*, après lui avoir rendu visite dans son appartement de Chicago. Childs étant en mauvaise santé, l'agent s'est arrangé pour qu'il soit soigné à la Mayo Clinic de Rochester, dans le Minnesota. Freyman réussit à convaincre Childs que Joseph Staline avait trahi les idéaux marxistes.

En fait, le rapport de Kessler n'était pas une recherche originale et il l'a admis, soulignant que dans un livre précédent, *Operation SOLO* – publié en 1996 – l'auteur John Barron avait décrit les intrigues communistes du FBI. Kessler a fait remarquer :

> Pendant vingt-sept ans, Childs a rendu compte des activités et de la stratégie du Parti. En outre, il a effectué cinquante-deux voyages clandestins en Union soviétique, en Chine, en Europe de l'Est et à Cuba. Les Soviétiques lui font tellement confiance que le jour de son soixante-quinzième anniversaire, le dirigeant soviétique, Leonid Brejnev, lui a offert une fête d'anniversaire au Kremlin. Entre-temps, au nom des Soviétiques, Childs et son frère Jack Childs ont distribué 28 millions de dollars en espèces pour des activités communistes aux États-Unis.
>
> Le FBI a gardé le secret sur l'opération SOLO si étroitement que les fonctionnaires de la CIA, de l'Agence nationale de sécurité, du Département de la défense, du Département d'État et du Conseil national de sécurité n'ont pu lire les rapports de l'opération que lorsque les agents attendaient de les renvoyer au siège du bureau. Ce n'est qu'en 1975 que le FBI a informé le Président et le Secrétaire d'État de la véritable source d'information.

La nature fallacieuse et trompeuse des relations secrètes du FBI avec l'élite dirigeante du Parti communiste est illustrée par le fait que le directeur du FBI, Hoover, a déclaré un jour au Président Richard Nixon que le bureau soupçonnait mais « ne pouvait pas encore prouver » que le groupe anti-guerre, les Students for a Democratic Society, recevait « des millions de dollars de l'Union soviétique par l'intermédiaire du Parti communiste des États-Unis ».

De toute évidence, si le SDS était effectivement financé par les Soviétiques, si quelqu'un l'avait su, c'était Hoover. Le fait que ce soit un informateur du FBI qui ait distribué de l'argent du Kremlin à diverses causes devrait faire froncer les sourcils, car pendant que le FBI luttait soi-disant contre la « subversion communiste », de l'argent du Kremlin était distribué (sous l'œil vigilant du FBI et probablement sous sa direction).

La question de savoir qui a réellement reçu l'argent mérite d'être approfondie, car elle orienterait sans aucun doute vers certaines « causes » favorables à une certaine croyance.

En fait, le contrôle secret exercé par le FBI sur la distribution de l'argent du Kremlin par le Parti communiste américain explique pourquoi la Commis-

sion électorale fédérale a refusé de poursuivre Gus Hall, patron de longue date du Parti, pour avoir accepté illégalement de l'aide étrangère.

Le 1er mars 1992, le *Washington Post* a rapporté que le Parti communiste américain (CPUSA) et son commissaire vétéran, Gus Hall, avaient reçu au moins 21 millions de dollars des dictateurs soviétiques du Kremlin au cours d'une longue période. Pour la seule année 1987, Hall a reçu 2 millions de dollars en argent soviétique. La preuve en a été apportée lorsque des documents top secrets du Kremlin ont été publiés par le nouveau gouvernement russe.

Hall récupérait généralement les liasses de billets auprès d'un coursier du KGB. À une occasion, Hall a signé un reçu pour 2 millions de dollars en espèces. Les documents prouvent qu'à son apogée, le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev s'occupait personnellement des paiements.

Bien que le Kremlin ait coupé les ponts avec Hall en 1990, ce dernier avait profité de l'affaire au maximum. Un chroniqueur a décrit le style de vie du futur leader de la révolution prolétarienne aux États-Unis :

> [Hall] possède et vit dans une grande demeure, avec sauna, œuvres d'art originales et coûteuses et garage souterrain, dans un quartier aisé d'une banlieue de New York. Il a un défaut charmant : il aime remplir son portefeuille de grosses coupures. Il prend l'avion en première classe et descend dans des hôtels de première classe. Il possède une limousine avec chauffeur (téléphone portable, bien sûr) qu'il remplace tous les deux ans. Il possède un domaine et un bateau à moteur à Long Island, dans la baie chic de Hampton.

Lorsque Liberty Lobby, l'institution populiste qui publiait *The Spotlight*, a appris l'accord passé par Hall avec le Kremlin, Liberty Lobby a pris des mesures et, le 11 mars 1992, a déposé une plainte auprès de la Commission électorale fédérale (FEC), exigeant que l'agence poursuive le CPUSA, ainsi que Hall et Gorbatchev, pour leur violation flagrante de la législation américaine en matière d'élections.

The Spotlight a raconté à ses lecteurs toute l'histoire étonnante. Contrairement au reste des médias, qui ont traité cette histoire comme une relique du grenier de la guerre froide, *The Spotlight* a mis en évidence l'incohérence flagrante de la manière dont la FEC et le Département de la Justice des États-Unis ont tourné la tête devant cette violation non seulement de la loi électorale, mais aussi des lois ciblant les activités des agents étrangers opérant sur le sol américain.

La FEC a laissé traîner l'affaire pendant plus d'un an avant d'annoncer, le 10 décembre 1993, qu'elle avait « décidé d'exercer son pouvoir discrétionnaire et de ne prendre aucune mesure » à l'encontre de Hall, du CPUSA ou de Gorbatchev. La FEC a enterré l'affaire au milieu d'un arriéré de nombreuses affaires rejetées d'un seul coup, détournant ainsi l'attention des affaires plus « sensibles » du dossier.

En réalité, la FEC ne réglemente les élections que pour assurer la domination des grands partis et des intérêts particuliers et ne poursuit jamais ceux dont l'objectif est de détruire de l'intérieur les mouvements des « tiers ».

La FEC permet également aux collecteurs de fonds du lobby israélien de mettre illégalement leurs ressources en commun et de soutenir des candidats aux élections américaines. La Ligue anti-diffamation (ADL) est l'un des principaux acteurs de cette activité criminelle, mais la FEC ne prend aucune mesure.

En revanche, la FEC a harcelé Liberty Lobby pour avoir organisé le « troisième » parti naissant, le Parti populiste, en 1984, alors que, cette année-là, le budget national total du Parti représentait environ un dixième du montant du candidat moyen au Congrès soutenu par le lobby israélien. Ce petit Parti a fini par être détruit de l'intérieur.

Il convient également de noter que l'« ancien » officier de la CIA Mira Lansky Boland, responsable du bureau de l'ADL à Washington, a transmis à la FEC des « informations » sur Liberty Lobby, y compris des photographies de membres du personnel de Liberty Lobby obtenues clandestinement.

Selon feu Bella Dodd, une ancienne dirigeante du CPUSA, l'ADL était un agent de contrôle principal (bien que secret) derrière le CPUSA. La collaboration de la FEC avec l'ADL (et son refus de poursuivre le CPUSA) n'est donc pas vraiment une surprise.

Et à la lumière de l'alliance de longue date de l'ADL avec J. Edgar Hoover et le FBI, datant d'avant la Seconde Guerre mondiale, il semble que l'ADL et le FBI aient agi en tant que partenaires pour diriger Morris Childs, haut fonctionnaire du CPUSA, afin d'influencer les affaires de ce dernier et de distribuer les largesses du Kremlin.

Les défenseurs du FBI peuvent suggérer que le contrôle effectif du Parti communiste par le FBI est en fait un hommage à la capacité de l'agence à pénétrer les forces ennemies. Cependant, les conséquences de l'étrange « alliance » secrète du FBI avec le Parti communiste ont joué un rôle majeur dans l'influence de la politique étrangère et intérieure des États-Unis au cours du demi-siècle suivant.

Alors que J. Edgar Hoover et le FBI faisaient miroiter les dangers du Parti communiste et de la guerre froide, l'industrie américaine des munitions réalisait d'énormes profits en construisant une défense américaine massive contre l'agression soviétique.

Dans le même temps, les partisans américains d'Israël – y compris de nombreux « anticommunistes » américains du mouvement « conservateur responsable » – ont commencé à promouvoir Israël comme un « rempart contre la puissance soviétique au Moyen-Orient ».

Chapitre Seize

La guerre froide et les origines des « néoconservateurs » trotskistes en tant qu'avant-garde sioniste de l'Ennemi intérieur

Ce n'est pas une coïncidence si la prise de contrôle du Parti communiste américain par le FBI est intervenue précisément au moment où un groupe d'« ex-communistes » prenait le contrôle du mouvement « conservateur » aux États-Unis.

La méthode par laquelle Hoover et le FBI ont « transformé » Morris Childs, haut responsable du Parti communiste américain, en agent secret du FBI, renvoie à la « lutte familiale » peu comprise entre les éléments staliniens antisionistes de la Russie soviétique et leurs ennemis trotskistes, dont beaucoup contrôlent aujourd'hui le mouvement dit « néoconservateur » en Amérique.

Dans son livre *The Secret History of the FBI*, Ronald Kessler rapporte que le FBI a convaincu Childs de devenir informateur en affirmant que le chef soviétique Joseph Staline (qui venait de mourir) avait abandonné les idéaux marxistes.

En fait, l'argument du FBI est l'un des arguments utilisés contre Staline par les héritiers politiques et les disciples du rival détesté de Staline, Léon Trotski, qui a été tué en exil au Mexique sur ordre de Staline en 1940.

Le fait que le FBI ait adopté la rhétorique trotskiste pour influencer Childs renforce les soupçons de longue date et croissants selon lesquels certains éléments « anticommunistes » du mouvement « conservateur » américain étaient, en fait, des trotskistes infiltrés travaillant à « retourner » le mouvement conservateur anticommuniste de l'intérieur.

Bien qu'au cours de la période en question (le milieu des années 1950), le leader « anticommuniste » était « l'ancien » agent de la CIA William F. Buckley Jr, les futurs éléments issus de la sphère d'influence de Buckley ont pris de l'importance dans les cercles politiques américains. Et, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre et dans les chapitres suivants, ceux qui font partie de la sphère d'influence de Buckley ont joué un rôle majeur dans l'accession au pouvoir des « néo-conservateurs » d'aujourd'hui.

En fin de compte, les soi-disant élites néo-conservatrices se sont solidifiées sous la direction d'une équipe père-fils omniprésente, Irving et William Kristol, qui ont établi un réseau influent et de grande envergure dans le Washington officiel. L'aîné des Kristol, un « ex-trotskiste » et un vétéran du Comité international pour la liberté de la culture financé par la CIA, a commencé à infiltrer et à remodeler le mouvement « conservateur », d'abord au milieu des années 1950 sous le patronage de Buckley Jr. puis plus ouvertement à l'époque de Ronald Reagan, où le conservatisme républicain était en plein essor.

En fait, bon nombre des problèmes auxquels l'Amérique est confrontée aujourd'hui sont la conséquence directe de ce qui s'est passé à l'époque de la présidence de Ronald Reagan, lorsque les néoconservateurs sont devenus de plus en plus importants et ont été placés à des postes d'influence dans le Washington officiel grâce aux efforts du syndicat sioniste « néoconservateur » parrainé par Kristol.

Un exemple notable est celui de la tristement célèbre affaire Iran-Contra, dans laquelle les États-Unis, alliés à Israël, se sont engagés dans un trafic d'armes mondial et dans le commerce de drogues illicites afin de soutenir leurs politiques étrangères en Amérique centrale et au Moyen-Orient.

L'affaire Iran-Contra – qui, selon les critiques, aurait dû être décrite plus directement comme l'affaire « Israël-Iran-Contra » – a établi un réseau d'entreprises corrompues et de politiciens achetés et payés (y compris Bill et Hillary Clinton en Arkansas), ainsi que des intrigants de haut niveau à Washington (notamment le très célèbre lieutenant-colonel Oliver North) en liaison avec des marchands d'armes israéliens et des barons de la drogue latino-américains, qui ont tous conspiré pour s'enrichir tout en faisant avancer les objectifs de politique étrangère de l'élite sioniste. On ne peut tout simplement pas examiner l'héritage « Iran-contra » de Ronald Reagan sans reconnaître ce fait central.

Cependant, d'une manière ou d'une autre, dans la plupart des comptes rendus, le rôle d'Israël et de ses complices américains semble toujours être ignoré. Et c'est ce réseau Iran-contra qui, à bien des égards, a préparé le terrain pour la clique de conspirateurs « néo-conservateurs » qui, au cours des années qui ont suivi, ont accédé à des postes d'influence au sein de l'establishment politique républicain de Reagan à Washington et ont ensuite consolidé leur influence dans l'administration de celui qui a été salué comme « le nouveau Ronald Reagan » : George W. Bush.

On peut en dire autant de l'autre scandale républicain de l'ère Reagan – moins connu, mais tout aussi important – souvent appelé « Iraqgate », l'armement de l'Irak de Saddam Hussein. La même cabale de l'ère Reagan qui a aidé à armer Saddam, après avoir également aidé à armer son ennemi, l'Iran, a jeté de l'huile sur le feu au Moyen-Orient, créant un cadre sur lequel Israël a pu étendre son influence au prix de millions de vies et d'horribles destructions qui ont jeté les bases des futures tensions géopolitiques dans cette région. L'examen de l'« Iraqgate » révèle également que les mêmes forces – et les mêmes personnalités (y compris les Clinton et, une fois encore, Oliver North) – sont en jeu.

Enfin, bien sûr, les Américains se souviennent affectueusement de Ronald Reagan, non pas tant pour ses politiques que pour sa personnalité joyeuse et son image patriotique. Mais le mot clé ici est « image », et non pas réalité. L'horrible réalité, c'est que sous l'ère Reagan, une clique de Chèvres de Judas bien réels a étendu son influence et que les conséquences sont encore présentes aujourd'hui, plus dommageables que jamais, en particulier sous l'ère de George W. Bush.

C'est William Kristol, le fils du « parrain » néo-conservateur susmentionné, Irving Kristol, qui incarne peut-être le mieux le visage diabolique des néo-conservateurs aujourd'hui. Chouchou des médias et membre du puissant groupe Bilderberg, Kristol est éditeur et rédacteur en chef du magazine *Weekly Standard* du milliardaire Rupert Murdoch, utilisant cette tribune pour appeler à une intervention impérialiste des États-Unis à l'étranger, en particulier pour promouvoir les intérêts de l'État d'Israël.

Le principal ange financier de Kristol, Murdoch, est depuis longtemps le porte-parole des forces combinées des familles Rothschild, Bronfman et Oppenheimer qui, avec Murdoch, sont souvent décrites comme « le gang des quatre milliardaires ». Cette clique de milliardaires est liée non seulement par une association mutuelle dans le domaine des transactions financières internationales, mais aussi par des liens ethniques et par la volonté de promouvoir les intérêts de l'État d'Israël. Ils étendent également leur contrôle et leur influence sur les médias américains, les opérations de Murdoch étant peut-être les plus visibles. (Nous reviendrons plus loin sur Murdoch).

Les compagnons de route néo-conservateurs parrainés par Kristol sont représentés dans les cercles de décision de l'actuelle administration de George W. Bush par des personnalités telles que Richard Perle, loyaliste israélien de longue date et ancien président du Defense Policy Board, l'allié de longue date de Perle, le secrétaire adjoint à la défense Paul Wolfowitz (aujourd'hui à

la tête de la Banque mondiale), et le chef de cabinet du vice-président Dick Cheney, I. Lewis Libby. Tous faisaient partie des personnages clés qui battaient le tambour pour la guerre contre l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Libye et toute autre nation jugée dangereuse pour la survie d'Israël.

Bien que Libby ait été inculpé pour certains de ses méfaits et que les autres néo-conservateurs aient été démasqués comme étant des menteurs en série de la pire espèce, ces trotskistes sionistes ont toujours une grande influence à Washington. À certains égards, on pourrait dire que les trotskistes ont triomphé en Amérique alors qu'ils ont échoué en Russie.

Pour connaître toute l'histoire sordide des néo-conservateurs, avec bien plus de détails, voir *The High Priests of War* (Les grands prêtres de la guerre), du présent auteur. Ce n'est pas une belle histoire, mais elle doit être racontée, car elle contribue à expliquer la nature insidieuse de l'Ennemi intérieur.

Cependant, bien avant que les néo-conservateurs n'atteignent l'importance et le pouvoir qu'ils détiennent aujourd'hui, au cours du XXIe siècle, un groupe influent de « conservateurs responsables » autoproclamés a jeté les bases de la montée en puissance des néo-conservateurs. Ces conservateurs « responsables » évoluaient dans la sphère d'un personnage nommé William F. Buckley Jr. que nous allons disséquer – avec ses plus proches acolytes – dans les pages qui suivent.

Un intermède...

Introduction à la Partie Trois

La montée en puissance des « conservateurs responsables » – La subversion du mouvement nationaliste américain à l'ère de la guerre froide

Au plus fort de la guerre froide, au milieu des années 1950, un « nouveau » mouvement dit « conservateur » a vu le jour en Amérique, dont les dirigeants, en particulier William F. Buckley Jr, ont déclaré que leur mouvement était audacieusement internationaliste.

Ils étaient déterminés à « gagner » la guerre froide – même au prix d'une guerre chaude – et ils n'avaient aucune envie de ramener les troupes américaines à la maison pour protéger le sol américain.

En réalité, ils s'aventuraient dans un imperium mondial, pour écraser le communisme et les éléments de la vieille tradition américaine – les conservateurs traditionnels, les nationalistes, ces forces « discréditées » qui constituaient le mouvement « America First » qui a combattu l'intervention des États-Unis dans la guerre européenne qui est devenue la Seconde Guerre mondiale – et ils déclaraient haut et fort leur intention d'écraser tous les éléments « nativistes » qui oseraient soulever des questions sur la nécessité d'envoyer dans des conflits mineurs à travers le monde les jeunes américains ou dans des conflits au Moyen-Orient résultant de la création de l'État d'Israël.

Une foule d'« ex-communistes » – oui, les omniprésents trotskistes – entouraient William F. Buckley Jr. en ces jours heureux où le jeune diplômé de Yale – fils d'un pétrolier dont on découvrit finalement que le père avait des intérêts pétroliers, entre autres en Israël – lança sa croisade. Le magazine *National Review* de Buckley est devenu « la » voix de ce que Buckley et ses collègues ont fini par décrire comme la voix du « conservatisme responsable » et ses écrivains « ex-communistes » sont devenus l'avant-garde intellectuelle

du « nouveau » conservatisme américain, grâce à une publicité amicale de la part des principaux médias (contrôlés) américains.

Parmi ceux que Buckley a encouragés, le plus important n'est autre que James Burnham qui, à un moment de sa carrière, était considéré comme le « principal porte-parole » de Léon Trotski dans les cercles « intellectuels » américains.

Puis, bien sûr, lorsque Joseph Staline a commencé à s'attaquer aux trotskistes, Burnham est devenu un soi-disant « libéral anticommuniste », ce qui, à certains égards, était un euphémisme pour le terme plus dangereux (et peut-être plus exact) de « trotskiste ».

Dans les années qui ont suivi, pendant la Seconde Guerre mondiale, Burnham a travaillé pour l'Office des services stratégiques, infesté de sionistes et de trotskistes, ancêtre de la Central Intelligence Agency.

Burnham, l'« intellectuel » tant vanté, n'était pas seulement un critique de la Russie stalinienne et des nationalistes américains et autres décideurs politiques qui voulaient « contenir » le géant soviétique.

Au contraire, Burnham appelait à une guerre totale contre la Russie. Parmi les critiques de Burnham figurait notamment l'éminent historien nationaliste américain Harry Elmer Barnes, qui qualifia un jour l'un des appels à la guerre lancés par Burnham de « très dangereux et anti-américain ».

Malgré ces antécédents – ou plutôt à cause d'eux –, Burnham le trotskiste est devenu « Burnham le leader conservateur » sous le patronage du magazine *National Review* de William F. Buckley Jr, pour lequel Burnham a peut-être été le principal rédacteur théorique pendant un peu plus de deux décennies. Burnham lui-même est décédé en 1987, mais son influence reste déterminante dans les cercles sionistes-trotskystes-néo-conservateurs d'aujourd'hui.

C'est ainsi que ceux que nous appelons ici « le gang Buckley » se sont rapidement révélés être la force directrice du mouvement « conservateur », alors même que les nationalistes américains de la vieille école étaient mis à l'écart. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui affirment que la *National Review* de Buckley était une propriété de la CIA – une « façade » de la CIA – depuis le début.

Il s'agissait à tout le moins d'une façade pour l'« ex » pensée trotskiste, qui évoluait vers ce que nous appelons aujourd'hui le « néo-conservatisme ». Et tout au long de cette évolution, la dévotion à l'Internationale sioniste est restée constante.

En fin de compte, il y avait effectivement une nouvelle tournure dans la philosophie conservatrice américaine – du moins telle qu'elle était dictée par

Buckley – et de nombreux bons Américains séduits par la prétention de Buckley au « conservatisme » se sont alignés, conduits à l'abattoir comme les agneaux innocents qu'ils étaient, guidés par les Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur.

Dans les chapitres qui suivent, nous examinerons le phénomène dit du « conservateur responsable » – mieux décrit comme une « subversion » – qui est apparu dans le sillage de la proéminence (et du pouvoir) soudaine de Buckley, promue par les médias. C'est l'ascension de Buckley et de sa sphère d'influence qui a jeté les bases de l'émergence moderne des « néo-conservateurs » trotskistes et sionistes qui règnent aujourd'hui en maîtres sur le mouvement « conservateur » américain.

En outre, nous verrons que même un groupe conservateur « indépendant » qui n'était même pas dans la sphère d'influence de Buckley était également, à toutes fins utiles, promu, poussé et manipulé pour fonctionner comme l'une des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur.

Chapitre Dix-Sept

La corruption sioniste primitive de la cause nationaliste et anticommuniste américaine

Pendant des années, de nombreux membres du mouvement « conservateur » aux États-Unis ont considéré le magazine *Soldier of Fortune*, publié par le tenace Robert K. Brown, comme la voix de l'anticommunisme et du patriotisme. C'est pourquoi beaucoup ont été surpris lorsque *Soldier of Fortune* a publié des calomnies malveillantes à l'encontre de Liberty Lobby, l'institution nationaliste de Washington.

Toutefois, les calomnies dont Liberty Lobby a fait l'objet de la part de *Soldier of Fortune* n'ont pas vraiment surpris ceux qui connaissaient les antécédents du personnage de l'ombre que l'on a appelé « le mentor de Bob Brown » – Marvin Liebman, un collecteur de fonds politiques de longue date dont les antécédents peuvent être décrits de la manière la plus charitable qui soit comme remarquablement entachés d'irrégularités. La carrière de Liebman est un cas classique de l'un des Ennemis intérieurs les plus influents du milieu du XXe siècle, et un Ennemi intérieur particulièrement dangereux.

Comme nous le verrons, l'influence de Liebman sur le mouvement dit « conservateur » a été considérable. Il a joué un rôle majeur dans le travail de sape du nationalisme américain traditionnel pendant la guerre froide et dans la montée du mouvement anticommuniste dans les années 1950 et jusque dans les années 1960.

Né à New York en 1923 et actif au sein du Parti communiste et de la jeune Ligue communiste dans les années 1930 et 1940, Liebman a trouvé son créneau politique juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale. À ce moment-là, Liebman s'est engagé comme bénévole pour la Ligue américaine pour une Palestine libre (ALFP) et est rapidement devenu l'un de ses collecteurs de fonds les plus énergiques – son « petit héros », selon les propres termes de Leibman.

L'ALFP était la branche américaine de collecte de fonds de l'Irgoun Zvai Leumi, le groupe terroriste juif clandestin qui luttait alors pour chasser les Britanniques et les Arabes indigènes chrétiens et musulmans de Palestine.

(Quelques années auparavant, pendant la Seconde Guerre mondiale, les membres de l'Irgoun avaient activement collaboré avec l'Allemagne nationale-socialiste, en leur fournissant des camions, du pétrole et d'autres matériels de guerre en échange de la libération de juifs « sélectionnés » dans les camps de concentration gérés par les nationaux-socialistes en Europe – un sale petit secret que les partisans actuels d'Israël préféreraient garder pour eux).

Le chef de l'Irgoun était Menachem Begin, qui devint plus tard Premier ministre d'Israël. Le groupe de jeunes violents de l'Irgoun-ALFP était connu sous le nom de Betar et il est toujours actif aujourd'hui, menant des attaques terroristes contre les critiques présumés d'Israël. Lors de la création de l'État d'Israël en 1948, les éléments de l'Irgoun sont devenus l'épine dorsale du service de renseignement de la nouvelle nation, le Mossad.

(Lorsqu'il travaillait pour l'Irgoun-ALFP, Liebman dépendait directement d'un certain Hillel Kook, mieux connu sous le pseudonyme de « Peter Bergson ». Parmi les collègues de Bergson au sein de l'Irgoun, il y avait d'ailleurs l'omniprésent contrebandier d'armes à feu et de réfugiés basé en Hongrie, Ernst Mantello.

C'est Mantello qui, à la fin des années 1950, avec Louis M. Bloomfield, un dirigeant du lobby pro-israélien et homme de main de la famille Bronfman au Canada, a créé une « société commerciale » internationale obscure connue sous le nom de Permindex. L'opération Permindex a joué un rôle central dans le complot conjoint de la CIA et du Mossad israélien qui a abouti à l'assassinat du président John F. Kennedy. Pour plus de détails, voir *Final Judgment*, de cet auteur).

De 1946 à la création d'Israël en 1948, Liebman et ses acolytes se sont livrés à la contrebande d'armes pour l'Irgoun et ont financé et organisé le transport de réfugiés juifs d'Europe vers la Palestine. Ces réseaux sont devenus la base du Mossad israélien.

Parmi les principaux acteurs de ces activités à New York figuraient Teddy Kollek, futur maire de Jérusalem, et Meyer Lansky, patron du syndicat du crime américain et bientôt international.

Les principaux acteurs de la partie européenne des réseaux de contrebande d'armes et de réfugiés étaient James Jesus Angleton, membre de l'OSS et plus tard agent de la CIA, le loyaliste israélien qui dirigeait le bureau de liaison de la CIA avec le Mossad, et le rabbin Tibor Rosenbaum qui devint le premier directeur des finances et de l'approvisionnement du Mossad et qui, comme Mantello et Bloomfield mentionnés plus haut, joua un rôle central dans la mystérieuse opération Permindex.

En 1948, après la création de l'État d'Israël, Liebman s'est engagé auprès de l'United Jewish Appeal à New York et, selon lui, « c'est là que ma carrière professionnelle de collecteur de fonds a commencé ». Peu de temps après, Liebman se rend à l'ouest, à Hollywood, où il crée la section locale de l'American Fund for Israel Institutions (Fonds américain pour les institutions israéliennes).

En 1951, Liebman travaille pour l'International Rescue Committee (IRC), qu'il décrit dans ses mémoires comme « une organisation libérale, sociale-démocrate et anti-stalinienne ». L'IRC était non seulement dirigé par Leo Cherne, longtemps une personnalité de haut rang du B'nai B'rith, mais il collaborait aussi activement avec la CIA.

Au cours des deux décennies suivantes, Liebman s'est imposé comme l'un des collecteurs de fonds « conservateurs » les plus performants, organisant une multitude d'organisations et d'individus à en-tête qui dominaient ce que Liebman et ses associés décrivaient souvent, en raccourci politique, comme un mouvement de « conservateurs responsables » qui, en réalité, étaient avant tout responsables des caprices du lobby pro-israélien et de ses alliés au sein de l'élite internationale.

L'ami de Liebman, William F. Buckley Jr, fondateur du magazine *National Review*, est celui qui incarne le mieux les « conservateurs responsables » dans la sphère d'influence de Liebman en matière de collecte de fonds.

(Buckley, qui a servi comme agent de la CIA au Mexique sous la tutelle de son « parrain » de la CIA, E. Howard Hunt, a fait sourciller même certains « conservateurs responsables » lorsqu'il a non seulement accepté d'être membre du Conseil des relations étrangères financé par Rockefeller, mais qu'il s'est également présenté à la secrète conférence internationale Bilderberg à Cesme, en Turquie, en 1975).

En 1961, Liebman a joué le rôle de mentor pour un autre opérateur aujourd'hui bien connu dans la collecte de fonds conservateurs, Richard A. Viguerie (dont nous reparlerons plus tard). En 1962, Liebman a manifestement pris contact pour la première fois avec le futur éditeur de *Soldier of Fortune*, Robert K. Brown, selon une lettre écrite par Brown à Liebman qui a été découverte il y a seulement dix ans.

Le jeune Brown, qui avait quitté le corps de contre-espionnage de l'armée américaine, a écrit à Liebman pour se vanter d'avoir été un agent infiltré dans le Fair Play for Cuba Committee (FPCC) et a demandé au spécialiste de la collecte de fonds basé à New York si Liebman avait des conseils à lui donner sur la manière dont il (Brown) pourrait contourner la loi sur la neutralité des

États-Unis et devenir un mercenaire à l'étranger. (À l'époque, Liebman dirigeait le soi-disant Comité américain d'aide aux combattants de la liberté du Katanga, qui a été décrit comme un autre « groupe de façade de la CIA »).

Le fait que Brown ait été un agent infiltré – apparemment pour la brigade subversive de la police de Chicago – au sein du FPCC est pour le moins intéressant, dans la mesure où ce n'est autre que l'assassin présumé de John F. Kennedy, Lee Harvey Oswald, qui a été le « fondateur » de la branche de la Nouvelle-Orléans du FPCC, juste un an plus tard.

Bien qu'il y ait encore beaucoup de spéculations sur ce que faisait précisément Oswald en tant qu'organisateur du FPCC, nombreux sont ceux qui pensent qu'Oswald était lui aussi un informateur infiltré dans le FPCC travaillant pour une agence de renseignement du gouvernement fédéral.

Quoi qu'il en soit, Liebman s'était déjà imposé comme « l'homme à voir » lorsqu'il s'agissait de collecter des fonds pour les conservateurs et il manifestait déjà son hostilité à l'égard des initiatives nationalistes qui n'entraient pas dans sa sphère d'influence – Liberty Lobby, en particulier.

Avec la création de Liberty Lobby en 1955, Liebman est devenu immensément hostile à l'institution populiste, en particulier après que l'ancien gouverneur du New Jersey Charles Edison (fils du célèbre inventeur américain Thomas Edison) et d'autres membres de la famille Edison sont devenus des partisans enthousiastes et de généreux bailleurs de fonds de Liberty Lobby. (Avant cette date, les divers stratagèmes de Liebman pour collecter des fonds s'appuyaient largement sur les largesses d'Edison).

Dans ses mémoires, Liebman affirme qu'en 1962, il a été victime d'une « virulente campagne antisémite » menée par des rivaux pour le pouvoir au sein du mouvement conservateur. « La première histoire », dit-il, « est parue dans *Spotlight*, la publication antisémite et raciste de Liberty Lobby, qui l'a dépeint comme faisant partie d'une « cabale juive-sioniste ».

Mais cette accusation pose un problème majeur : *The Spotlight* n'a été créé qu'en 1975, treize ans après l'infraction présumée.

Liebman s'est également plaint que « même la réponse de mon bon ami [Charles] Edison a été décevante. Bien qu'il m'aimait vraiment », a déclaré Liebman, « il lui était difficile de se détacher de ses propres croyances sur les Juifs ».

Dans ses mémoires, Liebman a franchement admis qu'après avoir appris que le gouverneur Edison était gravement malade, il n'a cessé de penser : « S'il meurt, je me demande ce qu'il me laissera. » En fait, Liebman était présent lors de la lecture du testament à la mort d'Edison. « Lorsque mon nom a été

prononcé », écrit-il, « j'ai écouté attentivement. Au lieu du million, des cent mille ou même des dix mille, le testament disait que le défunt 'pardonnait à Marvin Leibman toutes les dettes qu'il pouvait avoir envers la succession' ».

En fait, Liebman n'était pas à l'époque endetté auprès d'Edison. Pendant les funérailles d'Edison, selon Liebman, William F. Buckley Jr. lui a chuchoté que, selon lui, « vous vous êtes vraiment fait avoir ».

Bien que Liebman ait disparu de l'orbite des « conservateurs responsables » après la disparition d'Edison, il est revenu dans la controverse publique lorsqu'il a déclaré publiquement son homosexualité de longue date, écrivant plus tard son autobiographie intitulée *Coming Out Conservative : A Founder of the Modern Conservative Movement Speaks Out on Personal Freedom, Homophobia and Hate Politics* (Le coming out d'un conservateur : un fondateur du mouvement conservateur moderne s'exprime sur la liberté personnelle, l'homophobie et la politique de la haine).

Liebman lui-même est décédé il y a plusieurs années, mais son héritage survit grâce aux frasques de ses associés et protégés tels que William F. Buckley Jr, Robert K. Brown et Richard Viguerie, qui continuent tous leurs activités, d'une manière ou d'une autre, jusqu'à aujourd'hui. Mais Buckley lui-même a largement éclipsé son mentor, Liebman, et est devenu, à sa manière, une figure centrale dans l'éviscération du nationalisme américain traditionnel.

Chapitre Dix-Huit

William F. Buckley, Jr. Autoproclamé « conservateur responsable » et porte-parole de longue date de l'Ennemi intérieur

Presque exactement au moment où le FBI enrôlait Morris Childs, haut responsable du Parti communiste américain, comme nous l'avons décrit plus haut, une foule d'« ex-communistes » se sont regroupés sous la direction de William F. Buckley Jr. pour former le rempart éditorial du magazine bimensuel de Buckley, *National Review*.

Au cours des années suivantes, Buckley – en alliance avec son ami proche et collaborateur, l'agent sioniste Marvin Liebman – a entamé une guerre musclée contre les nationalistes américains purs et durs, tentant de les isoler et de les priver de respectabilité. Ce faisant, Buckley a été activement aidé et encouragé par le monopole des grands médias américains.

Dans *The New Jerusalem*, l'ouvrage précédent de cet auteur, un point concernant Buckley a été soulevé qui n'avait probablement jamais été publié auparavant et qui, dans le contexte de ce que nous allons examiner, vaut probablement la peine d'être répété ici : bien que Buckley soit largement reconnu comme un catholique irlandais et qu'il soit connu comme un fervent catholique, ses antécédents catholiques romains ne proviennent pas du côté de son père écossais-irlandais, comme on le croit généralement, mais plutôt du côté de sa mère.

Bien que la mère de Buckley soit née dans une famille catholique allemande de la Nouvelle-Orléans nommée Steiner, Walter Trohan, chroniqueur au *Chicago Tribune*, a déclaré en privé à des intimes qu'il croyait savoir que la famille Steiner était à l'origine juive et s'était convertie au catholicisme romain, comme de nombreuses familles juives de la Nouvelle-Orléans au cours des XVIIIe et XIXe siècles.

Quoi qu'il en soit, quel que soit son véritable héritage ethnique, le jeune Buckley – encouragé avec enthousiasme par ses cohortes et ses sympathiques promoteurs dans les grands médias – a commencé à « tracer les lignes » et à déterminer ce qu'il était « convenable » et permis aux conservateurs améri-

cains de discuter et ce qui ne l'était pas. Buckley a annoncé que quiconque osait soulever des questions sur des sujets tels que le sionisme ou le pouvoir de groupes d'élite tels que Bilderberg et le Conseil des relations étrangères était « inacceptable » et s'enfonçait dans des « terrains marécageux ».

Buckley, ses alliés « ex-communistes » et leurs sous-fifres se sont déclarés « conservateurs responsables » et ont activement mené la guerre contre tous ceux qu'ils considéraient comme ne l'étant pas.

L'une des cibles favorites de Buckley était le mouvement populiste grandissant autour de Liberty Lobby, fondé par Willis Carto (à peu près au même moment où Buckley créait *National Review*) en 1955. Non seulement Buckley intenta plus tard une action en justice contre Liberty Lobby, mais l'ami proche de Buckley et ancien collègue de la CIA, E. Howard Hunt, fit de même.

Au fil des ans, les quatre grandes actions en justice intentées contre Liberty Lobby avaient toutes un point commun : les responsables avaient tous des liens précis avec la CIA et l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith, l'organe de renseignement et de propagande basé aux États-Unis de l'agence d'espionnage israélienne, le Mossad, proche collaborateur de la CIA.

- Le premier de ces procès a été intenté par un « ancien » agent de la CIA, E. Howard Hunt, surtout connu pour son rôle dans le cambriolage du Watergate qui a conduit à la démission forcée du Président Richard M. Nixon. (Aujourd'hui, on soupçonne généralement que l'affaire du Watergate était en grande partie une orchestration de la CIA destinée à préparer le terrain pour un coup d'État visant Nixon).

M. Hunt a porté plainte contre Liberty Lobby peu après la publication par *The Spotlight*, dans son numéro du 14 août 1978, d'un article explosif dans lequel l'auteur, Victor Marchetti, ancien haut fonctionnaire de la CIA, affirmait que la CIA avait l'intention de faire accuser M. Hunt d'avoir participé à l'assassinat de John F. Kennedy.

Bien que Hunt ait admis sous serment que l'histoire pouvait être vraie – que ses collègues de la CIA pouvaient en effet le prendre pour bouc émissaire dans le crime du siècle – il a persisté à poursuivre son action en justice. Lorsque l'affaire a été jugée, Hunt a obtenu un jugement potentiellement dévastateur de 650 000 dollars contre Liberty Lobby pour diffamation. Toutefois, en raison d'erreurs dans les instructions données au jury par le juge de première instance, Liberty Lobby a pu faire appel avec succès et l'affaire a été renvoyée pour un nouveau procès.

Au cours de ce deuxième procès, en janvier 1985, le célèbre enquêteur sur l'assassinat de JFK, Mark Lane, est devenu l'avocat de la défense de Liberty Lobby. À la grande consternation de Hunt, Lane apporta des preuves qui révélèrent, contrairement aux dénégations de Hunt, que ce dernier s'était rendu à Dallas juste avant l'assassinat de JFK en compagnie d'exilés cubains soutenus par la CIA. Le jury a rejeté les arguments de Hunt et s'est prononcé contre lui - une grande victoire pour Liberty Lobby. À l'issue du procès, Leslie Armstrong, présidente du jury, a annoncé publiquement qu'elle et ses collègues avaient conclu que la défense de Lane était fondée et que la CIA avait bel et bien été impliquée dans l'assassinat du Président Kennedy.

- Au cours de la période qui a précédé la victoire finale dans l'affaire Hunt, les sources de Liberty Lobby ont informé l'institution populiste que l'affaire Hunt était activement soutenue par la CIA, au point que celle-ci a même fourni des avocats et d'autres personnes pour assister Hunt. Qui plus est, on a découvert que le protégé de Hunt à la CIA, le dilettante millionnaire William F. Buckley Jr. apportait également à Hunt une aide tactique et financière.

Buckley, qui était l'adjoint de Hunt à la station de la CIA à Mexico au début des années 1950, nourrissait depuis longtemps une rancune à l'égard du journal de Liberty Lobby, *The Spotlight*, qui avait rapidement dépassé la propre publication de Buckley, *National Review*, en termes de tirage et de portée.

Lorsque Buckley a publié en 1971 une dénonciation calomnieuse du Liberty Lobby, il est apparu dans un témoignage sous serment que l'une des principales sources de cette dénonciation était le chroniqueur syndiqué Jack Anderson. Avec son mentor, feu Drew Pearson, Anderson s'est vanté pendant des années qu'une grande partie de leurs calomnies sur Liberty Lobby provenait directement de la Ligue antidiffamation (ADL) du B'nai B'rith, un intermédiaire connu de l'agence d'espionnage israélienne, le Mossad. L'ex-belle-mère de Pearson, l'éditrice de journaux Cissy Patterson, a qualifié Pearson d'« agent infiltré et de porte-parole de l'ADL ».

Après que Liberty Lobby eut lancé une enquête approfondie sur Buckley et ses affaires, dont certains détails (mais pas tous) ont été publiés dans *The Spotlight*, Buckley a intenté son propre procès en diffamation contre Liberty Lobby en 1980, presque directement après le procès en diffamation de son ami Hunt. Une fois de plus, après des dépenses considérables pour Liberty Lobby, l'affaire a été jugée en 1985, quelques mois seulement après que l'affaire Hunt ait été classée.

Au cours du procès, Buckley a déclaré qu'il avait pour « mission » de dénoncer Liberty Lobby, mais malgré les attentes élevées de Buckley et de ses partisans, qui s'attendaient à une victoire, un jury du district de Columbia a réservé une grande surprise à l'ancien officier de la CIA.

Bien que Buckley ait réclamé des millions de dollars de dommages et intérêts, le jury ne lui a accordé qu'un dollar (plus 1 000 dollars de dommages et intérêts punitifs). À l'annonce du verdict, un partisan de Buckley présent dans la salle d'audience a fondu en larmes. Buckely – comme son mentor de la CIA, Hunt – n'avait pas réussi à détruire Liberty Lobby.

Quoi qu'il en soit, la carrière sordide de l'enfant terrible vieillissant William F. Buckley Jr. touche à sa fin. Cependant, ses manipulations – depuis les années 1950 et jusqu'aux premières années du XXIe siècle – ont largement contribué à jeter les bases de l'éviscération du nationalisme américain traditionnel. Buckley peut en effet être considéré comme l'une des chèvres de Judas les plus destructrices.

L'étrange cercle d'acolytes, d'escrocs et de copains qui ont peuplé le monde de « WFB » et sa sphère d'influence de « conservateur responsable » continuent de perpétrer sa trahison, comme les chapitres qui suivent le démontreront dans les moindres détails.

Chapitre Dix-Neuf

L'ennemi intérieur du Vatican : Le rôle secret de Malachi Martin, associé de Buckley, en tant que subversif agissant au nom des intérêts sionistes

L'identité d'un agent de l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith au sein de l'Église catholique pendant le Concile Vatican II, au début des années 1960, a été révélée : il s'agit de feu l'ancien prêtre devenu auteur de best-sellers, Malachi Martin, un proche associé de longue date de nul autre que William F. Buckley, Jr, lui-même un catholique romain déclaré. À la suite des révélations concernant Martin, l'ami de Buckley, certains éminents critiques catholiques traditionalistes qualifient aujourd'hui Martin d'« agent double sioniste de facto » et de « prêtre-espion du sionisme » – des étiquettes qui surprendront de nombreux bons catholiques traditionalistes qui considéraient Martin, au moins dans ses dernières années, comme leur allié.

Il s'avère aujourd'hui que ce même « agent double » - Martin - était le bailleur de fonds d'un groupe de conspirateurs qui s'efforçait de détruire Liberty Lobby, l'institution populiste basée à Washington.

C'est Lawrence W. Patterson, basé à Cincinnati, qui fut apparemment le premier éditeur national à dévoiler que Martin était le « prêtre-espion » au sein du Vatican qui, selon Patterson, était la figure clé pour « sauver les documents de Vatican II qui ont depuis été utilisés pour commencer la tentative de fusion entre le sionisme et le catholicisme ».

Dans le numéro d'avril 1991 de son magazine *Criminal Politics*, Patterson a qualifié Martin de « faux conservateur du mois, qui défend la cause de la Trilatérale et du sionisme », et a présenté les preuves explosives qui inculpent Martin.

Mais Patterson n'est pas la seule personnalité importante à dénoncer Martin. L'historien révisionniste de renom Michael A. Hoffman II a qualifié

Martin d' « occultiste à double sens » et de « Judas du XXe siècle ». (Voir le site web de Hoffman à hoffman-info.com).

En outre, Hutton Gibson, laïc catholique traditionaliste au franc-parler, a déclaré à propos de Martin lors d'une émission de Radio Free America (avec l'animateur Tom Valentine) : « Je pense que Martin était une sorte de chèvre de Judas. Il était au Concile Vatican II et l'une des choses qu'il a faites a été de convoquer les évêques qui étaient un peu obstinés et de les menacer pour qu'ils rentrent dans le rang. Malachi Martin n'est pas l'idée que je me fais d'un catholique ».

Le regretté Revilo P. Oliver, l'un des grands intellectuels nationalistes, a écrit que « si Martin a effectivement joué un rôle important dans la trahison de l'Église [catholique] aux mains de ses ennemis invétérés, il savait certainement ce qu'il faisait ». (Voir l'essai d'Oliver « How They Stole the Church » (Comment ils ont volé l'Église) sur revilo-oliver.com)

Hoffman a déclaré que Martin « a sauvé la mise aux infiltrateurs juifs/maçonniques de l'Église ». Dans *Criminal Politics*, Patterson a expliqué comment Martin a fait exactement cela, en décrivant l'histoire étonnante de l'intrigue de Martin.

S'appuyant largement sur un article indubitablement « grand public », « Ho the Jews Changed Catholic Thinking » (Comment les Juifs ont changé la pensée catholique) de Joseph Roddy – publié dans le numéro du 25 janvier 1966 du magazine *Look*, aujourd'hui disparu –, Patterson a souligné que l'article de *Look* révélait très franchement qu'un prêtre travaillant au sein du Vatican faisait la navette entre Rome et New York pendant les procédures de Vatican II.

Ce prêtre fournissait des informations privilégiées sur les « réformes » proposées par l'Église catholique non seulement au *New York Times*, mais aussi à l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith et à l'American Jewish Committee et à son magazine *Commentary*.

Ensuite, comme l'indique l'article, ces informations confidentielles divulguées de l'intérieur du Vatican ont été utilisées pour faire pression sur le Vatican afin qu'il apporte des changements majeurs à la politique de l'Église.

L'auteur de Look n'a pas voulu identifier le prêtre par son vrai nom, se contentant de le désigner comme « Timothy Fitzharris-O'Boyle », mais il a également expliqué que ce prêtre écrivait aussi pour *Commentary* sous le nom de « F. E. Cartus » et qu'il avait écrit un livre, intitulé *The Pilgrim*, sous le nom de « Michael Serafian ».

(*The Pilgrim* était un livre de 1964, publié à la hâte, selon Michael A. Hoffman II, dans le but précis de divulguer les efforts déployés par les traditionalistes au sein du Vatican pour contrer la révolution proposée dans les enseignements de l'Église).

Comme l'a établi l'enquête de Lawrence Patterson, lorsque Malachi Martin (alors écrivain de renommée internationale) a publié son livre de 1974, *The New Castle*, une page de remplissage énumérant les « livres de Malachi Martin » indiquait que Martin avait écrit le livre susmentionné, *The Pilgrim*, « sous le pseudonyme de Michael Serafian ».

Et comme si les révélations de Patterson (basées sur la reconnaissance publiée par Martin lui-même) ne suffisaient pas à prouver qu'il était bien le « prêtre-espion » à l'intérieur du Vatican, un article nécrologique du *Milwaukee Journal Sentinel* du 31 juillet 1999 mentionnait que Martin avait publié *The Pilgrim* sous le pseudonyme de « Michael Serafian ».

Presque immédiatement après avoir terminé ses entreprises subversives au sein du Vatican, Martin a quitté la prêtrise et s'est rendu à New York où il a commencé à écrire pour le journal *Commentary* de l'American Jewish Committee (sous son vrai nom) et à agir en tant que « rédacteur religieux » pour la *National Review* de William F. Buckley, Jr.

Dans les années qui ont suivi, les romans et autres œuvres de Martin ont bénéficié d'une large promotion internationale dans les organes des grands médias, faisant certainement de Martin un multimillionnaire.

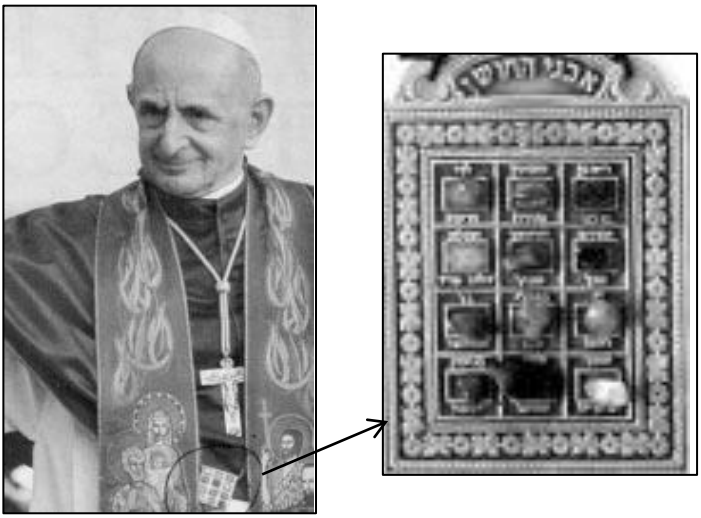
Selon Michael A. Hoffman II, Martin « était le descendant d'un banquier juif qui s'est réfugié en Irlande », où Martin est né en 1921. Hoffman reproche à Martin de s'être comparé, pas plus tard qu'en 1997, à Maïmonide, qu'il identifie comme « le principal interprète du Talmud juif et l'un des ennemis les plus implacables du Christ dans les annales du judaïsme », qui a jadis « ordonné l'extermination des chrétiens ».

Ceci est intéressant car Martin a en fait étudié à l'Université hébraïque de Jérusalem où il s'est concentré sur la connaissance de Jésus-Christ telle qu'elle est transmise dans les sources juives. Peu après, selon le journal londonien *Independent* du 6 août 1999, Martin a été « repéré comme une valeur sûre » et promu à un poste au Vatican en tant que conseiller théologique du cardinal Augustin Bea, qui était lui-même, comme plusieurs autres de ses conseillers, d'origine juive.

C'est Bea qui est apparu au sein du Vatican comme le principal instigateur des changements dans la politique de l'Église pendant Vatican II, et Martin a agi comme son agent dans les relations avec la communauté juive de New

« *La fumée de Satan s'est introduite dans le Temple de Dieu par le biais d'une fissure.* »

– GIOVANNI BATTISTA MONTINI*



*Le Pape Montini (ci-dessus), connu sous son titre de Pape Paul VI – sous lequel il a mis en œuvre les « réformes » controversées de Vatican II qui ont réorienté et déformé la doctrine catholique romaine traditionnelle – à une époque où la chèvre de Judas Malachi Martin agissait en tant qu'agent au sein de la conférence de Vatican II pour le compte d'intérêts sionistes. À plusieurs reprises, Montini a porté publiquement l'emblème franc-maçon connu sous le nom d'« éphod », le symbole porté par Caïphe, le grand prêtre juif qui a ordonné la mort de Jésus-Christ. L'éphod de Montini est visible (encerclé) au bas de son portrait. À droite, un éphod dont les lettres hébraïques sont clairement visibles au sommet. D'origine juive, Montini a été enterré à la manière juive, dans une simple boîte en bois, lors d'une cérémonie au Vatican où il n'y avait **pas un seul crucifix**. De nombreux catholiques traditionalistes considèrent Montini comme une chèvre de Judas. Les intérêts sionistes ont également infiltré avec force les églises fondamentalistes protestantes, promouvant la doctrine « dispensationaliste », d'abord élaborée par John Darby dans les années 1840, puis largement promue au XXe siècle par Cyrus Scofield, dont la célèbre « Bible de référence Scofield » a été financée par l'Oxford University Press de Londres, financée par la famille sioniste Rothschild. Aujourd'hui, le « dispensationalisme » parrainé par la famille Rothschild dicte la position pro-sioniste de ce qu'on appelle la « droite chrétienne », qui exerce une influence majeure sur le Parti républicain. Ainsi, une alliance entre le judaïsme radical et le christianisme radical est responsable de la mauvaise conduite de la politique étrangère américaine au profit de l'imperium sioniste sous la présidence de George W. Bush, fervent disciple du dispensationalisme entouré de fanatiques sionistes.

York pendant cette période. Revilo Oliver est allé jusqu'à suggérer que Martin aurait pu être le « coursier » de vastes quantités de pots-de-vin en espèces transférés de New York à Rome et ailleurs pendant la période de Vatican II.

Le fait que Martin ait noué une relation étroite avec William F. Buckley, Jr – qui a duré des décennies – mérite d'être souligné car Buckley et son ancien supérieur à la CIA, E. Howard Hunt, ont tous deux intenté de vastes procès (bien qu'infructueux) contre *The Spotlight* dans le but de démolir l'hebdomadaire populiste. La question se pose donc de savoir si Martin a agi par la suite en tant qu'agent de l'équipe vengeresse de Buckley et Hunt en aidant d'autres agents qui s'efforçaient de réduire *The Spotlight* au silence.

En résumé : le rôle de Malachi Martin dans le financement d'une conspiration visant à détruire *The Spotlight* pointe vers l'origine de cette conspiration, et l'on peut dire sans risque de se tromper que Martin était clairement un exemple parfait de l'Ennemi intérieur – en l'occurrence impliqué dans la subversion de l'Église catholique romaine.

Les dommages causés à l'Église par le conclave révolutionnaire connu sous le nom de Vatican II ne pourront jamais être réparés et l'avenir se souviendra de Malachi Martin comme d'une chèvre de Judas perfide de la pire espèce.

Chapitre Vingt

Le racket de la collecte de fonds des « conservateurs » : le pillage des patriotes américains au nom de l'Ennemi intérieur

Le 26 août 1985, *The Spotlight* a mis en garde ses lecteurs contre les activités controversées du collecteur de fonds par publipostage Richard Viguerie, un protégé de l'omniprésent intrigant sioniste Marvin Liebeman, dont il a été question dans un chapitre précédent. Intitulé avec justesse « Scandal hallmark of direct mail king Viguerie's rise to power » (Scandale caractéristique de la montée en puissance du roi du publipostage Viguerie), le rapport de *The Spotlight* décrivait en détail le métier particulier de Viguerie – et ses méthodes maladroites de collecte de fonds.

Pendant des années, Viguerie a essentiellement pillé des millions de patriotes américains de centaines de millions de dollars versés à diverses causes « conservatrices » que Viguerie vantait – et dans certains cas, créait – même si, dans certains cas, Viguerie et ses sociétés associées empochaient, disait-on, jusqu'à 75 % de l'argent collecté, ce qui constituait un racket assez rentable.

Cependant, quelque sept ans plus tard, dans son numéro du 12 novembre 1992 – alors que le mouvement conservateur est moribond et vidé de ses ressources et de son énergie – le *New York Times* de l'establishment a enfin vendu la mèche et confirmé les rapports de *The Spotlight* sur le mode de fonctionnement de Viguerie.

Dans un article commençant en première page et remplissant ensuite une page entière de la section nationale du quotidien de l'establishment, le *Times* a informé ses lecteurs de la dernière entreprise de collecte de fonds de Viguerie.

Opérant à partir d'une organisation à but non lucratif et exonérée d'impôts appelée United Seniors Association (USA), Viguerie engrangeait des millions en envoyant des lettres à des personnes âgées et en leur demandant des contributions, dans un cas, pour continuer à « lutter avec acharnement dans la

capitale nationale pour garantir la protection des droits et des avantages des personnes âgées d'Amérique ».

(En réalité, Viguerie a dirigé plusieurs organisations de « personnes âgées » différentes – USA n'étant que l'une d'entre elles).

Le « courrier d'épouvante » de Viguerie – annonçant par exemple la fin de la sécurité sociale – a fait fuir les contributions de personnes âgées imprudentes, qui ont été amenées à croire que l'organisation de Viguerie se battait vraiment pour leur sécurité. En fait, la majeure partie de l'argent récolté par Viguerie a été immédiatement réorientée vers de nouvelles campagnes de publipostage envoyées à d'autres contributeurs potentiels.

Ce qui s'est passé alors, note le *Times*, c'est que Viguerie et ses divers groupes de façade « ont réparti de grosses sommes entre les détenteurs de listes, les rédacteurs de lettres, les imprimeurs, les expéditeurs de courrier et d'autres sous-traitants, y compris toujours M. Viguerie lui-même ».

Ce qui est particulièrement intriguant, c'est que l'un des collaborateurs de Viguerie est un certain Dan C. Alexander, Jr, qui a purgé 51 mois d'une peine de 12 ans de prison pour avoir extorqué des pots-de-vin dans le cadre de projets de construction d'écoles à Mobile, en Alabama.

Il est intéressant de noter qu'à l'époque, le dernier truc d'Alexander pour collecter des fonds, concocté avec Viguerie, était une organisation appelée Taxpayers Education Lobby (Lobby pour l'éducation des contribuables).

Ce n'était toutefois pas la première fois que Viguerie s'associait à de drôles d'oiseaux.

Alors que ses sociétés engrangeaient des millions grâce aux patriotes et aux conservateurs, Viguerie a admis un jour, en toute franchise, « Je ne suis pas un partisan de l'Amérique », ce qu'il a prouvé par sa collaboration étroite et de longue date avec le chef de secte coréen, Sun Myung Moon. C'est avec l'aide de Viguerie que Moon et sa secte sont devenus une influence clé au sein du mouvement conservateur. Moon lui-même, bien sûr, a annoncé il y a longtemps qu'il voulait conquérir le monde.

La première entrée de Viguerie dans le secteur des listes d'adresses remonte à 1960, lorsque le jeune Texan s'est présenté à New York avec la liste des contributeurs qui avaient versé de l'argent au candidat républicain au Sénat dans le « Lone Star State » (État de l'étoile solitaire – Texas).

Viguerie trouve un protecteur bienveillant en la personne de Marvin Liebman. Au moment où Viguerie apprenait son métier sous la tutelle de Liebman, son mentor dirigeait une organisation connue sous le nom de Young Americans for Freedom (YAF), un groupe de jeunes conservateurs

fondé par Buckley. Sentant le sens aigu des affaires de Viguerie, Liebman confie au jeune Texan la direction de YAF.

Viguerie s'est retiré de la YAF en 1965 et s'est installé à Washington où il a créé sa propre société, à partir de laquelle se sont développées ses activités.

Au cours des années suivantes, Viguerie a commencé à établir une liste d'adresses massive de contributeurs à des causes patriotiques et conservatrices. Viguerie a également rassemblé une bande d'associés dont le principal talent semblait être la capacité à faire peur et à effrayer les patriotes pour qu'ils versent des millions de dollars à toutes sortes de causes douteuses concoctées dans la cuisine de Viguerie.

Au milieu des années 1980, cependant, l'empire des listes de diffusion de Viguerie a commencé à s'effilocher lorsque les conservateurs américains, qui se délectaient de l'ère Ronald Reagan, se sont convaincus que ce dernier avait « sauvé le pays » et ont cessé de contribuer aux programmes de collecte d'argent de Viguerie.

En conséquence, Viguerie a été contraint de démanteler son empire de collecte de fonds. Il a vendu le bâtiment qui abritait son siège depuis longtemps et a licencié une grande partie de son personnel.

Viguerie a également vendu son magazine interne, *Conservative Digest*, au promoteur d'argent corrompu William Kennedy, Jr. qui victimisait les investisseurs conservateurs depuis des années avec le soutien actif d'un groupe important de dirigeants conservateurs autoproclamés.

En achetant le magazine défaillant de Viguerie avec ses gains mal acquis, Kennedy enrichissait Viguerie avec de l'argent volé.

Il n'est pas surprenant que, compte tenu de ses antécédents en matière de reportages honnêtes sur les activités de l'Ennemi intérieur, ce soit *The Spotlight* qui, dans une nouvelle exclusivité, ait mis en garde ses lecteurs contre les pratiques criminelles de Kennedy. Bien entendu, ce dernier a finalement été inculpé et condamné pour de multiples chefs d'accusation liés à ses activités et envoyé dans une prison fédérale.

C'est après l'effondrement de son propre racket conservateur que Viguerie a décidé de se lancer dans l'escroquerie auprès des personnes âgées pour leur soutirer leur argent. Il réussit manifestement encore aujourd'hui dans une certaine mesure, bien qu'il ait été largement mis à l'écart par la montée au pouvoir des « néo-conservateurs » pro-israéliens purs et durs qui, dans l'esprit du mentor de Viguerie, Liebeman, ont pris le contrôle absolu du mouvement dit « conservateur » et ont utilisé ce contrôle pour s'emparer du Parti républicain lui-même.

Chapitre Ving-et-Un

Comment l'ennemi intérieur manipule la cause « anticommuniste » pour faire avancer l'agenda sioniste

La principale contribution de Richard Viguerie à la destruction du mouvement « conservateur » américain a peut-être été son rôle central de mentor (tout comme l'agent sioniste Marvin Liebman a été le mentor de Viguerie) d'une équipe hétéroclite de collecteurs de fonds par publipostage très compétents dont le principal talent semble avoir été la capacité à collecter d'énormes quantités d'argent auprès de bons patriotes américains pour ensuite les dilapider dans des causes vouées à l'échec, tout en enrichissant les collecteurs de fonds dans le processus.

Cependant, dans au moins un cas que nous allons explorer, il semble qu'un protégé de Viguerie ait trouvé un moyen de soutirer de l'argent à des patriotes afin de financer un projet personnel destiné à faire avancer l'agenda de L'Ennemi intérieur.

Lee Edwards, un vétéran de la cuisine du magicien du publipostage Richard Viguerie, a vraiment concocté un bon coup. Et cette fois-ci, il n'est pas surprenant qu'il ait reçu l'imprimatur de l'Anti-Defamation League (ADL).

Ne vous laissez pas convaincre d'ouvrir votre porte-monnaie par les objectifs louables de la dernière campagne de collecte de fonds de Lee Edwards. L'astuce de Lee Edwards comporte un aspect inhabituel (et un programme intéressant) qui dérange de nombreux vétérans de l'anticommunisme. Mendiant auprès des patriotes depuis une quarantaine d'années, Edwards est le cerveau – il s'est d'abord donné le titre impressionnant de « président » – de la Fondation pour la mémoire des victimes du communisme.

Cela semble noble. Edwards a même obtenu le soutien du Congrès qui a accordé à sa fondation un site sur le Mall. Aujourd'hui, l'impresario du publipostage tente de réunir 100 millions de dollars pour créer un musée commémoratif qui rendra hommage aux victimes du communisme dans le monde entier.

Les vétérans de l'anticommunisme aux États-Unis aiment l'idée d'un mémorial pour les victimes du communisme. « Après tout, affirment-ils, puisque les États-Unis ont déjà un mémorial financé par les contribuables pour les victimes juives de l'« holocauste » de la Seconde Guerre mondiale, ne devrions-nous pas aussi avoir un mémorial pour honorer les victimes bien réelles du communisme dans le monde entier ?

Toutefois, selon le *Forward*, un influent hebdomadaire juif basé à New York, qui a donné un coup de pouce à l'idée de M. Edwards, le musée sera un peu différent de ce à quoi les anticommunistes américains pourraient s'attendre. En fait, *Forward* a rapporté que le musée s'attacherait tout particulièrement à démontrer que le peuple juif a été en grande partie victime du communisme et non son auteur. En bref, le musée sera une variation sur un thème – une autre version du musée de l'Holocauste (montrant les souffrances du peuple juif), mais cette fois avec une touche anticommuniste.

Le musée d'Edwards, selon *Forward*, s'efforcera activement de combattre la croyance de nombreux Européens de l'Est selon laquelle une prépondérance de dirigeants des mouvements communistes à travers les nations d'Europe de l'Est étaient juifs. En fait, lorsque les anciens régimes rouges d'Europe de l'Est ont été renversés et que les éléments nationalistes ont commencé à se réaffirmer, de nombreuses personnes dans la région ont souligné le rôle important joué par les juifs dans le communisme et sa progression, dès l'époque de la révolution bolchevique en Russie.

Aujourd'hui, cependant, Edwards s'apprête à montrer à tous ces gens que leurs idées sont totalement erronées. Pour l'aider dans ses efforts, il s'est entouré d'un éventail intéressant de personnes qui, par le passé, n'auraient jamais collaboré avec un collecteur de fonds « conservateur » professionnel tel qu'Edwards.

Le premier d'entre eux était Carl Gershman, un « social-démocrate » de longue date, surtout connu pour son travail en tant que responsable national de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith. (M. Gershman a ensuite été président de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), un groupe de réflexion internationaliste qui promeut l'agenda mondialiste). Le fait que Gershman ait prêté son « prestige » à l'effort d'Edwards démontre, sans l'ombre d'un doute, que les plus hautes sphères de l'élite avaient donné leur aval à l'entreprise de collecte de fonds d'Edwards.

Outre la présence déterminante de M. Gershman de l'ADL, une multitude d'autres éléments pro-israéliens de longue date ont soutenu l'initiative de M.

Edwards, depuis Albert Shanker, le soi-disant « libéral anticommuniste » qui a longtemps dirigé la Fédération américaine des enseignants, jusqu'à l'historien de Harvard Richard Pipes, affilié à l'Institut Jonathan qui a été décrit comme « un bras virtuel de l'État d'Israël ».

Le rabbin Daniel Lapin et Grover Norquist, un proche collaborateur de l'ancien président de la Chambre des représentants Newt Gingrich, représentaient les « conservateurs » au sein du conseil d'administration d'Edwards.

(Note : au début de l'année 2005, le rabbin Lapin s'est trouvé mêlé à un horrible scandale impliquant un éminent lobbyiste de Washington, Jack Abramoff, un juif orthodoxe bruyant et contestataire qui a canalisé de l'argent, apparemment obtenu de manière illicite auprès de tribus amérindiennes, vers une école juive de la région de Washington dirigée par le frère de Lapin, David, un autre rabbin. Abramoff a également financé une école pour tireurs d'élite juifs en Cisjordanie, en Palestine occupée. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'affaire Abramoff-Lapin n'a pas encore été révélée, mais on pense qu'Abramoff a peut-être corrompu une demi-douzaine de membres du Congrès).

Mais revenons à l'associé de Lapin, Lee Edwards : ceux qui connaissent l'histoire d'Edwards n'ont pas été surpris de le voir réapparaître dans les cercles sionistes. En 1974, un groupe d'anti-communistes mexicains qui s'était retrouvé par inadvertance dans l'une des précédentes entreprises de collecte de fonds d'Edwards l'avait décrit comme un « sioniste fanatique » dont les activités nuisaient à la cause anti-communiste américaine.

Edwards lui-même, qui gagnait sa vie depuis des années dans des projets de collecte de fonds conservateurs (et liés au sionisme), comme nous l'avons noté, a commencé sa carrière en tant que satellite du célèbre – certains diraient « infâme » – magicien du publipostage Richard Viguerie, protégé du chef de file israélien du gang Stern, Marvin Liebman.

Dans le cercle de Viguerie, Edwards s'est lié avec le chef de secte coréen (et homme de paille de la CIA) Sun Myung Moon et a dirigé une opération connue sous le nom de Fondation coréenne pour la liberté culturelle, un groupe « anticommuniste » très rentable qui a donné au réseau de Moon une légitimité supplémentaire dans les cercles conservateurs à l'époque où Moon commençait tout juste à répandre ses richesses mal acquises parmi les « leaders » conservateurs.

Edwards, en fait, a été l'un des premiers sycophantes de Moon, écrivant pour des publications de Moon bien avant que le culte anti-famille de Moon ne devienne une source essentielle de financement pour les conservateurs

américains. Edwards a été rédacteur en chef du magazine de Moon, *The World & I*, quand il n'était pas en train de collecter des fonds.

(Dans les pages suivantes, nous en apprendrons beaucoup plus sur Moon lui-même et sur l'étrange histoire de cet agent lié à la CIA et au Mossad, une histoire qui doit vraiment être racontée).

Edwards lui-même est resté dans l'ombre, mais il a connu une certaine (mauvaise) célébrité en 1972, à la suite de l'une de ses plus mémorables opérations de collecte de fonds – une organisation connue sous le nom de « Friends of the FBI » (Les amis du FBI). S'associant à un certain Pat Gorman, un autre satellite de Viguerie, et à un avocat de Chicago, Luis Kutner, Edwards a envoyé des lettres de collecte de fonds en promettant d'utiliser les fonds recueillis pour améliorer l'image du FBI de J. Edgar Hoover auprès du public.

Edwards réussit même à obtenir le soutien de l'acteur populaire Efrem Zimbalist Jr, vedette de la série télévisée « The FBI ». Edwards et ses acolytes ont recueilli quelque 400 000 dollars. Toutefois, selon les rapports publiés à l'époque, 155 000 dollars ont été versés à un certain Pat Gorman pour l'utilisation de ses listes de diffusion ; 77 000 dollars ont été versés à Gorman pour des « honoraires » ; 27 500 dollars ont été versés à Edwards lui-même ; et 47 000 dollars ont été versés à Kutner.

La situation était tellement scandaleuse que Zimbalist a exigé que son nom soit retiré du papier à en-tête du groupe. Dans un télégramme, les avocats de Zimbalist accusent Edwards, Gorman et Kutner de « fraude et de fausse déclaration ».

Kutner, l'associé d'Edwards, est un personnage intéressant. Ami de longue date de Jack Ruby, l'exploitant de boîte de nuit lié au crime organisé à qui on doit le meurtre de Lee Harvey Oswald, l'assassin présumé du Président John F. Kennedy, Kutner connaissait Ruby depuis au moins 1936, date à laquelle Ruby avait aidé Kutner dans sa campagne électorale infructueuse au Congrès. En 1950, Kutner a représenté Ruby lorsque son client a été convoqué devant le personnel de la commission sénatoriale Kefauver sur les rackets pour discuter des activités de la pègre à Chicago.

Plus tard, comme le montre l'histoire, Kutner a été impliqué dans des opérations de renseignement internationales de grande envergure, allant des coups d'État latino-américains à la défense du dirigeant congolais déchu Moise Tshombe. Kutner a également participé activement aux efforts visant à promouvoir les intérêts d'Israël, en tant que « conseiller honoraire » du Center for Global Security, Inc, un groupe de pression pro-israélien.

Ainsi, où que l'on regarde, il semble que Lee Edwards ait des liens intimes avec des personnes très inhabituelles qui sont toujours prêtes à lui donner un coup de main pour « passer le chapeau ». Son entreprise actuelle visant à honorer les « victimes juives du communisme » n'est qu'un exemple de plus de la nature corrompue de l'Ennemi intérieur.

Chapitre Vingt-Deux

La Société John Birch : une étude de cas de premier ordre sur la chèvre de Judas

Bien que William F. Buckley, Jr. et ses collègues « conservateurs responsables » ont beaucoup critiqué la Société John Birch, fondée par le fabricant de bonbons du Massachusetts Robert Welch en 1958 – ce qui a conduit nombre de personnes à penser que la Société Birch et Buckley étaient, d'une certaine manière, en désaccord dans leur approche des problèmes de l'époque, (malgré le fait que les Buckleyites et les Birchers se réclamaient tous deux de l'« anticommunisme » et du « conservatisme ») – l'histoire de la John Birch Society comporte de nombreux éléments intrigants qui sont restés largement ignorés par de nombreux Américains qui pensent que le mouvement Birch a, dans l'ensemble, apporté une contribution précieuse à la cause de l'anticommunisme.

La vérité est que les attaques de Buckley contre la John Birch Society – faisant écho à une grande partie de la rhétorique sur la société apparaissant dans les principaux médias américains – ont effectivement apporté au mouvement Birch une publicité massive qu'il n'aurait pas reçue autrement. Le fait même que les grands médias aient accordé autant d'attention à la société est un point intéressant. En effet, le résultat direct de toute cette attention a été que la Birch Society a connu une croissance exponentielle et qu'elle a effectivement « corrompu » un groupe très important d'anticommunistes américains dans les rangs d'une organisation qui – comme nous le verrons – était vraiment très suspecte.

L'auteur des *Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur* raconte dans l'essai qui suit son bref voyage dans le monde étrange de la John Birch Society (JBS). Bien que de nature très personnelle, cet essai reflète en grande partie la pensée de beaucoup d'autres personnes qui ont eu leur propre expérience en tant que membres – et finalement anciens membres – de la JBS. L'essai, initialement publié dans le numéro de juillet-août 2005 de *The Barnes Review*, le magazine historique bimestriel basé à Washington, parle de lui-même. L'essai était initialement intitulé « My One- Minute Membership in the John Birch Society » (Mon adhésion d'une minute à la John Birch Society).

De nombreuses questions sur la John Birch Society (JBS) m'ont traversé l'esprit depuis que j'ai appris l'existence de la JBS alors que j'étais un lycéen de seize ans. Honnêtement, je suis tout à fait conscient que de nombreuses personnes bienveillantes seront totalement enflammées par mes remarques, mais laissons les choses se dérouler comme il se doit.

J'ai entendu parler pour la première fois de la JBS à une époque où je commençais à m'intéresser (pour le meilleur et pour le pire) aux affaires politiques. Ayant à peu près déterminé (par moi-même, sans l'aide d'amis ou de membres de ma famille) que j'étais une sorte de « conservateur », j'ai rapidement commencé à essayer d'en apprendre le plus possible sur les diverses organisations politiques de « droite ». Cela m'a conduit dans les bibliothèques locales où j'ai savouré tous les écrits conservateurs classiques qui étaient disponibles. Cependant, je n'ai pas limité mes lectures à la littérature qui reflétait mon propre point de vue. Toujours ouvert d'esprit, j'étais curieux de voir ce que « l'autre côté » avait à dire.

En conséquence, j'ai parcouru une grande variété de volumes provenant de ce que l'on pourrait appeler la « gauche libérale » et j'ai continuellement trouvé des références à une mystérieuse et controversée « John Birch Society » et à son fondateur, Robert Welch. Dans mon esprit, je me suis dit : « Si les libéraux considèrent que la JBS et son fondateur sont si mauvais, alors ils doivent être plutôt bons ».

À peine avais-je pris la décision d'essayer de trouver l'adresse de la John Birch Society et de la contacter que, dans ma bibliothèque publique locale, j'ai repéré un exemplaire de la publication de la JBS, *American Opinion*, posé sur l'étagère, à côté de publications dites « grand public ».

C'est avec une grande excitation que j'ai commencé à feuilleter le journal JBS, produit de manière professionnelle, ravie d'avoir accès aux faits interdits et aux informations cachées que je savais ne pas pouvoir obtenir dans *Time* ou *Newsweek* ou même dans les pages de l'hebdomadaire dit « conservateur », *U.S. News & World Report*.

Ce numéro particulier d'*American Opinion* contenait un tableau qui a attiré mon attention. Il s'agissait d'une vue d'ensemble – pays par pays – de « l'influence communiste » (en pourcentage, sur une échelle de 0 à 100) dans les différents pays du monde.

Je savais, bien sûr, que les communistes contrôlaient l'Union soviétique et l'Europe de l'Est et qu'ils exerçaient également une grande influence dans l'ensemble de l'Occident. J'étais tout à fait conscient que l'influence communiste, sous une forme ou une autre, avait pris le dessus dans mes propres États-Unis d'Amérique.

Cependant, j'ai été surpris de constater que, selon le JBS, la force communiste en Amérique était bien plus puissante que je ne l'aurais estimé. Je ne me souviens pas du pourcentage exact, mais je me souviens qu'il était extraordinairement élevé.

« Dieu merci », me disais-je en étudiant le tableau, « il y a quelques pays, comme l'Argentine et le Chili, qui sont aux mains de dirigeants militaires anticommunistes ». Mais lorsque je me suis tourné vers ces deux républiques, j'ai découvert que le JBS y avait évalué l'influence communiste entre 70 et 90 %. Inutile de dire que j'ai été surpris. « Peut-être savent-ils quelque chose que j'ignore », me suis-je dit. Mais j'ai continué à lire.

Je me suis ensuite tourné vers l'État d'Israël. Sur la base de mes recherches antérieures, je savais que l'économie israélienne était basée sur un modèle strictement socialiste, financé par des milliards de dollars des contribuables américains. En outre, j'étais également conscient de l'influence prédominante des juifs russes et d'Europe de l'Est dans le mouvement communiste mondial et je savais que de nombreux juifs de tendance marxiste avaient participé à la création de l'État juif. Qui plus est, je savais également que non seulement Israël avait bénéficié, au cours de ses années de fondation, d'une aide stratégique sous forme d'armes et de soutien de la part du bloc communiste, mais aussi que le minuscule Israël était la seule nation du Moyen-Orient à disposer d'un Parti communiste en plein essor.

En gardant tout cela à l'esprit, imaginez à quel point j'ai été surpris d'apprendre que – du moins selon le tableau de l'opinion américaine du JBS – l'influence communiste en Israël ne dépassait guère les 10 à 20 % !

À ce moment-là, alors que je tenais pour la première fois une publication de la JBS en main, depuis moins de quelques minutes en fait, j'ai compris que quelque chose n'allait pas du tout.

En parcourant le reste du tableau, j'ai vite compris que, dans la vision du monde de Birch, Israël était probablement le seul bastion sérieux de l'anticommunisme sur toute la surface de la planète. Même les régimes anticommunistes de l'Argentine et du Chili ne semblaient pas remplir les conditions requises.

C'est alors que j'ai su, purement et simplement, que ceux qui se trouvaient aux plus hauts niveaux de la JBS étaient tombés sous l'influence – peut-être même sous le contrôle pur et simple – de la force insidieuse du sionisme politique. Cela me suffisait. J'ai su alors que le JBS n'était pas pour moi. Mon « adhésion » à la JBS, à vrai dire, n'a guère duré plus d'une minute.

J'étais loin de me douter à l'époque que j'avais appris, rapidement et assez facilement, ce que des milliers de bons et honnêtes membres de la JBS avaient dû apprendre avec beaucoup plus de peine sur une période de temps considérablement plus longue. Je n'avais aucune idée qu'il y avait d'anciens membres désillusionnés de la JBS partout aux États-Unis qui avaient, d'une manière ou d'une autre, compris ce que j'avais découvert par moi-même, sans même avoir jamais été membre de la JBS.

Le plus remarquable parmi les anciens Birchers est peut-être feu le Dr Revilo P. Oliver, un éminent classiciste et ancien officier de renseignement américain qui, pendant plusieurs années, a été très actif au sein de la JBS et s'est identifié publiquement avec le groupe. Cependant, Oliver a quitté les Birchers précisément parce qu'il savait que Birch Boss Welch était déterminé à défendre la cause sioniste et qu'Oliver ne voulait rien avoir à faire avec cela. (On trouvera des commentaires remarquables d'Oliver sur les Birchers, extraits de ses écrits, sur le site animé et fascinant de John « Birdman » Bryant, à l'adresse thebirdman.org).

Quoi qu'il en soit, quelque quatre ans plus tard, lorsque je suis allé travailler à Washington pour *The Spotlight*, j'ai appris toute l'histoire de l'infiltration sioniste et de la manipulation de la JBS. À *The Spotlight*, j'ai eu accès à des archives fascinantes accumulées au fil des ans, qui mettaient en évidence les origines et les directions étranges de la JBS. C'est là que j'ai découvert les faits concernant la « connexion Rockefeller », peu connue, avec la JBS. Dans l'édition d'août 1965 de *Capsule News*, Morris Bealle l'a mise à nu. Il écrivait :

> Robert Welch (et son frère Jimmy) a reçu un énorme paiement de la part de la Maison Rockefeller il y a deux ans, pour avoir organisé la John Birch Society et s'être assis sur le couvercle communiste au cours des sept dernières années. Le montant total de la récompense s'élevait à 10 800 000 dollars, moins la valeur de l'entreprise familiale de confiserie, réputée pour être de l'ordre de 100 000 ou 200 000 dollars.
>
> Le 1er octobre 1963, la National Biscuit Company de Rockefeller a annoncé l'« achat » de la James O. Welch Candy Company de Cambridge, Massachusetts. Dans le *Moody's Manual of Industrials* et dans le *Standard-and-Poor's Business Index*, la NBC a indiqué que le prix d'achat présumé était de « 200 000 actions ordinaires de la National Biscuit ». Selon le *Wall Street Journal* du 1er octobre 1963, l'action ordinaire de la NBC se vendait 54 dollars à la Bourse de New York. Aujourd'hui, elle se vend à 58 dollars. Les frères Welch ont donc reçu 10 800 000 dollars « juste comme ça ».

Les candides disent que l'ensemble de l'entreprise familiale, avec ses usines et ses cinq bureaux de vente, valait à peine 200 000 dollars. Welch dira aux crétins qui voudront bien le croire que National Biscuit n'est pas une entreprise de Rockefeller.

Une fois de plus, le *Moody's Manuel* va le prendre en défaut. Il cite comme deux des directeurs les noms de Roy E. Tomlinson et Don. G. Mitchell. [Tous deux sont membres du Council on Foreign Relations. En outre, il s'agit de deux « directeurs professionnels » de Rockefeller. Tomlinson est également administrateur de Prudential Life et d'American Sugar Refining.

C'est American Sugar qui a été directement impliqué dans le financement et l'embargo sur Cuba aux mains de la Russie communiste en 1959. Ils ont conclu l'accord avec Castro qui a mis fin à la liberté sur l'île de Cuba et a rendu possible l'installation des bases de missiles de La Havane destinées à anéantir les villes de la côte est américaine.

Il apparaît également que la Rock Mob a financé et promu l'organisation de la John Birch Society. Sinon, comment aurait-elle pu obtenir des millions de dollars de publicité dans les journaux grâce aux fausses « attaques » contre Welch qui se sont produites avec une soudaineté dramatique.

Et, pour mémoire, ces dernières années, le célèbre historien populiste Eustace Mullins, auteur de *The Federal Reserve Conspiracy*, *The World Order* et d'autres classiques, a déclaré publiquement – plus d'une fois – que ses recherches l'avaient conduit à la conclusion que la Birch Society était bien une création de l'empire Rockefeller, en se basant précisément sur les mêmes données que celles qui avaient conduit Bealle à son évaluation. Bealle n'était donc pas seul, loin s'en faut, à faire ces allégations.

En ce qui concerne le monopole bancaire privé de la Réserve fédérale, la JBS a pris des positions très particulières. Dans le numéro de septembre 1964 d'*American Opinion*, l'un des économistes préférés de Birch, Hans Sennholz, a écrit un article sur le système de la Réserve fédérale. L'article disait de la Fed ce qui suit :

> Le contrôle repose absolument et sans partage entre les mains du Président américain… Ils [les personnes qui dirigent le système de la Réserve fédérale] sont des agents du gouvernement, et non des responsables d'entreprise dotés des droits et pouvoirs de propriété habituellement dévolus aux actionnaires des sociétés. Le système de la Réserve fédérale n'est pas, et n'a jamais été, une « institution bancaire privée » qui remplit

les poches des banquiers, et n'est pas non plus le produit maléfique d'une conspiration internationale de banquiers étrangers ».

Le regretté Norbert Murray, un patriote du Montana au franc-parler, journaliste de carrière dans les grands médias et ancien publiciste new-yorkais pour de grands intérêts commerciaux, a succinctement décrit l'article comme un « tissu de mensonges » qui « protégeait la fraude du système ».

La publication d'un tel article ne pouvait qu'induire en erreur les bons membres de la JBS qui essayaient de démêler les mythes des faits sur la nature de la Réserve fédérale privée et dominée par les banquiers, ainsi que sur les puissantes banques internationales qui jouent un rôle majeur dans la manipulation de la politique étrangère des États-Unis.

Quoi qu'il en soit, en travaillant pour *The Spotlight*, j'ai effectivement appris beaucoup plus sur la JBS que je ne l'aurais jamais imaginé.

C'est à ce moment-là – à la fin des années 1970 et au début des années 1980 – que la JBS a commencé à promouvoir activement les intérêts de l'État d'Israël et à mettre en avant les porte-parole de son puissant lobby à Washington, levant toute ambiguïté sur la position des contrôleurs de la Birch Society sur la question de la politique américaine à l'égard du Moyen-Orient.

Au grand dam des loyalistes de longue date de la JBS, le journaliste principal de *The Spotlight*, le légendaire Andrew St. George, a rapporté longuement et avec des détails dévastateurs les mystérieuses manœuvres d'un certain John Rees, un Britannique de naissance au passé assez trouble, qui s'était glissé dans les cercles intérieurs de la JBS, s'imposant comme le véritable « pouvoir derrière le trône » à l'époque du déclin de Robert Welch. *The Spotlight* a mis en évidence le rôle troublant de Rees dans l'exploitation de sa propre opération de renseignement et d'espionnage qui, à bien des égards, s'apparentait à celle de l'Anti-Defamation League, l'auxiliaire américain tout-puissant de l'agence de renseignement israélienne, le Mossad.

Pour ma part, en tant qu'étudiant de l'assassinat de JFK, j'ai découvert qu'à l'instar de Robert Welch à son apogée, la John Birch Society soutient encore aujourd'hui la thèse discréditée de la Commission Warren selon laquelle « un fou isolé » aurait assassiné le président Kennedy.

Morris Bealle a signalé très tôt (le 19 juin 1965) dans son bulletin d'information, *Capsule News*, que Robert Welch avait déclaré que le livre de Bealle, *The Guns of the Regressive Right* (Les armes de la droite régressive) – qui pointait du doigt la CIA – était « tout faux » et avait dit à ses disciples que ce n'était pas la CIA mais Lyndon Johnson qui était derrière l'assassinat de JFK.

Selon Bealle, « nous avons examiné minutieusement tous ses bulletins de 1964 [...]. [qui] étaient remplis d'attaques contre Earl Warren et de curieuses expressions d'un accord sincère avec lui sur le mythe selon lequel 'un communiste [c'est-à-dire le leurre Oswald] a tué Kennedy'».

En fait, comme je l'ai souligné dans *Final Judgment*, mon propre livre sur l'assassinat de JFK, Welch a joué un rôle majeur en détournant l'attention des conservateurs d'un éventuel rôle de la CIA dans l'assassinat de JFK pour la diriger vers le KGB soviétique. **Il s'agissait de la même ligne de propagande que celle de James J. Angelton, figure de proue de la CIA et agent de liaison pro-israélien avec le Mossad d'Israël.**

Ainsi, alors que les Birchers pensent que Lee Harvey Oswald était un communiste solitaire sous la direction du KGB soviétique – théorie avancée par Angleton, fidèle du Mossad – ils prennent soin d'éviter de pointer du doigt la culpabilité de la CIA et n'osent certainement jamais mentionner que – comme le documente mon propre livre – le Mossad a également joué un rôle essentiel dans la conspiration de l'assassinat.

Le 21 novembre 1988, le magazine *New American* de la Birch Society a fait l'éloge du rapport de la Commission Warren, affirmant que « les preuves démontrent au-delà de tout doute raisonnable » que Lee Harvey Oswald – un fou communiste isolé – a tué JFK.

Quoi qu'il en soit, l'acceptation par la JBS de l'affirmation manifestement douteuse selon laquelle un fou communiste isolé a tué JFK reste en vigueur. En 1995, j'ai envoyé un exemplaire de la deuxième édition de mon livre à un grand nombre de personnes, les invitant à débattre avec moi de la thèse du livre, à la radio, dans un forum public ou par écrit. Je leur ai donné la possibilité de réfuter le livre de la manière qu'ils souhaitaient. L'une des personnes à qui j'ai envoyé un exemplaire du livre était Bill Jasper, rédacteur en chef du *New American* de la Birch Society. À ce jour – plus de dix ans plus tard, et après la vente de près de 50 000 exemplaires de *Final Judgment* à des lecteurs enthousiastes du monde entier – je n'ai toujours pas reçu de nouvelles de M. Jasper.

Mes expériences avec la JBS – en ce qui concerne la question de l'assassinat de JFK – ont certainement été instructives. Mais (des années auparavant) j'avais déjà compris que la Birch Society était quelque peu douteuse, sur la base de mes recherches et de celles d'autres personnes, ainsi que de l'étude des publications de Birch. Il est certain qu'il y a beaucoup de bons Américains qui soutiennent la JBS, mais mon « adhésion d'une minute » m'a suffi.

Pour conclure cet essai sur le rôle des Birchers dans le « changement » de la philosophie de nombreux bons Américains, il semble approprié de rappeler ce que Richard Gid Powers, dans son livre *Not Without Honor : A History of American Anti-Communism* (Pas sans honneur : une histoire de l'anticommunisme américain), Richard Gid Powers a dit à propos de Robert Welch et de la John Birch Society :

> La John Birch Society était, à vrai dire, plus un club d'étude consacré à la lecture et à la discussion de la production littéraire de Welch qu'une menace pour le pays… La notoriété de Welch était en grande partie factice, concoctée par des ennemis de gauche et au sein de l'élite respectable.
>
> Ils savaient par expérience qu'un personnage bizarre comme Welch, avec ses tournures de phrases bizarres, pouvait être utilisé pour discréditer la droite anticommuniste et l'ensemble du mouvement anticommuniste. En 1961, les démocrates libéraux avaient besoin de quelqu'un comme Robert Welch.
>
> Si Robert Welch avait délibérément décidé de réduire à l'absurde tout ce que les anticommunistes valables avaient jamais dit sur le communisme, de se transformer en une démonstration de toutes les illusions ridicules qui avaient discrédité l'anticommunisme dans le passé, de faire passer tous les anticommunistes pour de dangereux imbéciles, il n'aurait pas pu faire mieux.

Ainsi, alors que, d'un côté, le soi-disant « conservateur responsable » William F. Buckley Jr. dénonçait la Birch Society, les « grands » médias américains faisaient une publicité massive à la JBS et ralliaient de nombreux Américains à ce mouvement douteux.

On pourrait écrire bien d'autres choses encore. Cependant, si l'on considère uniquement ce que nous avons examiné, peut-on vraiment douter que l'Amérique se serait bien mieux portée si Robert Welch était resté dans le secteur des bonbons et s'était tenu à l'écart de la politique ?

Chapitre Vingt-Trois

L'essor et le déclin de *Human Events* : les « conservateurs responsables » autoproclamés qui ont contribué à détruire le conservatisme traditionnel de l'Amérique

Un groupe restreint de porte-parole de longue date des « conservateurs responsables » américains – satellites et alliés volontaires de William F. Buckley, Jr, Grand Poohbah du « Mouvement conservateur responsable » – a commencé à se frapper la tête contre le mur lorsqu'il s'est rendu compte que certains de ces « collègues conservateurs » qu'il avait autorisés à entrer dans le camp conservateur (et qu'il avait aidé à promouvoir en tant que véritables conservateurs de base) n'étaient en fait pas si conservateurs que cela après tout.

Pendant des années, le journal nationaliste *Spotlight*, basé à Washington, a averti que les « néo-conservateurs » trotskistes s'efforçaient de prendre le contrôle du mouvement conservateur pour mettre en œuvre leur propre programme insidieux (et notamment sioniste). Pourtant, pendant toute cette période, une publication autoproclamée « conservateur responsable » dans la sphère de William F. Buckley Jr. – *Human Events* – était occupée à dire à ses lecteurs d'ignorer *The Spotlight* et/ou de soutenir ces mêmes « néo-conservateurs » qui étaient largement annoncés comme « d'anciens libéraux qui ont vu la lumière », etc.

Cependant, après avoir ignoré les avertissements de *The Spotlight* selon lesquels le mouvement conservateur était en train d'être pris de l'intérieur par un cheval de Troie internationaliste, les « conservateurs responsables » ont soudain réalisé que leur pouvoir et leur influence leur échappaient à une vitesse incroyable. Les envahisseurs néo-conservateurs étaient en train de s'emparer du mouvement conservateur.

Enfin, en 1996, les rédacteurs de *Human Events* se sont plaints publiquement – à l'instar de *The Spotlight* – que William Kristol, éditeur du nouveau *Weekly Standard*, financé par le milliardaire pro-sioniste Rupert Murdoch,

tentait de prendre le contrôle du mouvement conservateur et d'en fausser les opinions. Selon *Human Events* :

> La triste vérité est que le *Standard* est de plus en plus considéré par de nombreux conservateurs de longue date, tant ici à Washington que dans le reste du pays, comme une sorte de cheval de Troie néoconservateur. Enveloppé dans des drapeaux conservateurs, bien sûr, il est néanmoins perçu comme un moyen de faire évoluer le [GOP] vers la gauche, en particulier dans le domaine des valeurs familiales.
>
> Il est vrai que chaque numéro du *Standard* contient normalement plusieurs articles intéressants rédigés d'un point de vue résolument conservateur. Mais ceux qui ont le plus de poids, ceux qui semblent toujours être mis en avant pour attirer l'attention des médias libéraux que Kristol apprécie manifestement, sont ceux qui vont à contre-courant des idées conservatrices.

Malgré ces paroles courageuses, Human Events a omis de mentionner quelques éléments intéressants concernant Kristol et sa publication :

- Kristol, qui est sorti de nulle part pour devenir ce que les médias appellent toujours « un stratège républicain conservateur de premier plan », a été intronisé dans le groupe secret Bilderberg lors de sa réunion de 1995 à Burgenstock, en Suisse, un fait rapporté pour la première fois par le journaliste populiste Jim Tucker qui, au fil des ans, a fourni des rapports approfondis sur les activités du Bilderberg, d'abord dans *The Spotlight* et aujourd'hui dans *American Free Press*. (En revanche, *Human Events* a toujours soigneusement évité de mentionner le Bilderberg ou ses groupes affiliés tels que le Council on Foreign Relations ou la Commission trilatérale).
- La seule prétention de Kristol au pouvoir et à l'influence (avant d'être intronisé au Bilderberg) est d'être le fils d'Irving Kristol, un éminent trostkiste devenu « libéral », devenu « néoconservateur » autoproclamé et une figure majeure du lobby pro-israélien. Les rédacteurs de *Human Events* répugnent à mentionner les liens de Kristol avec le Bilderberg et le lobby israélien, de peur d'être taxés d'« antisémites » ou de « théoriciens de la conspiration ».
- Rupert Murdoch, l'éditeur milliardaire qui a financé le magazine de Kristol, est depuis longtemps l'homme de paille des forces combinées des familles Rothschild, Bronfman et Oppenheimer.

Comme l'a rapporté *The Spotlight* à l'époque, la motivation de Murdoch pour faire un grand pas en avant dans les médias américains était de gagner du pouvoir politique dans ce pays au nom de ses sponsors en coulisses. En

outre, grâce à sa puissance médiatique, Murdoch s'efforçait de dominer le mouvement « conservateur ».

En 2006, il est exact de dire que Murdoch (et ses commanditaires dans les coulisses de l'élite sioniste internationale) ont réussi à faire les deux, en gagnant de l'influence sur le mouvement « conservateur » et en l'utilisant pour atteindre le pouvoir.

En fait, la lâcheté de *Human Events* face à la prise de contrôle internationaliste n'est pas vraiment surprenante, dans la mesure où *Human Events* a joué un rôle non négligeable dans cette prise de contrôle finale. Le bilan est éloquent :

POINT : C'est en grande partie un article publié dans *Human Events*, critiquant les chances du populiste Pat Buchanan en tant que candidat aux primaires présidentielles républicaines de 1988, qui a contraint Buchanan à abandonner sa candidature, alors non annoncée, ouvrant ainsi la voie à George H.W. Bush pour obtenir l'investiture présidentielle du GOP sans aucun défi sérieux de la part de la « droite » populiste.

Ironiquement, les arguments utilisés par *Human Events* contre Buchanan étaient les mêmes que ceux utilisés par les médias de l'establishment contre le héros de longue date de *Human Events*, Ronald Reagan, lorsque ce dernier cherchait à obtenir l'investiture du GOP en 1968, en 1976 et même en 1980. Les médias de l'establishment disaient alors que Reagan était « trop conservateur », qu'il parlait trop fort et qu'il était trop franc.

Pourtant, lorsque *Human Events* a sapé Buchanan et favorisé son candidat préféré pour 1988, le secrétaire du HUD de l'administration Reagan, Jack Kemp, *Human Events* a utilisé les mêmes arguments contre Buchanan. À l'époque, *The Spotlight* a averti que Kemp était en fait, selon ses termes, un « cheval de Troie ». *The Spotlight* soulignait que parmi les soutiens les plus influents de Kemp se trouvait Irving Kristol, le père de William Kristol, qui s'est finalement avéré être un méchant aux yeux de *Human Events*.

POINT : Dans son numéro du 11 mars 1991, *The Spotlight* a rapporté que *Human Events* avait publié un article attaquant *The Spotlight* pour avoir publié ce que *Human Events* prétendait être des « articles anti-israéliens » et « pro-irakiens » avant et pendant la guerre du Golfe persique. En fait, *The Spotlight* n'avait fait que souligner le rôle du lobby pro-israélien dans le déclenchement de la guerre et la participation secrète d'Israël à la guerre elle-même. Les allégations de *Human Events* étaient fondées sur des déclarations d'un soi-disant « spécialiste de la désinformation » de l'Agence d'information des

États-Unis, dont *The Spotlight* a par la suite établi qu'il était associé à la Ligue anti-diffamation du B'nai B'rith, affiliée au Mossad.

Human Events a omis de noter que, bien avant l'invasion du Koweït par l'Irak, *The Spotlight* avait non seulement pris à partie le dictateur irakien Saddam Hussein pour sa brutalité, mais aussi dénoncé le gouvernement américain (de mèche avec Israël) pour avoir aidé à soutenir le régime de Saddam, alors que l'axe États-Unis-Israël soutenait discrètement Saddam dans sa guerre contre l'Iran. Que *Human Events* prenne une telle position n'est pas une surprise. Après tout, dans son numéro du 23 juillet 1977, *Human Events* décrivait le Premier ministre israélien de l'époque, Menachem Begin, comme le « Ronald Reagan d'Israël ». (Begin était un ancien terroriste au passé si répréhensible que même de nombreux zélotes pro-israéliens l'avaient furieusement rejeté dans les années 1950 lorsqu'il était venu aux États-Unis en tant que représentant d'Israël).

POINT : L'histoire se répétant pratiquement, le 30 décembre 1991, *The Spotlight* a rapporté que *Human Events* avait déterminé que les opinions nationalistes de Pat Buchanan pourraient être une raison de « disqualifier » Buchanan pour le soutien des conservateurs dans son défi primaire de 1992 contre le Président de l'époque, George Bush. Selon le numéro du 21 décembre 1991 de *Human Events*, il y avait trois « problèmes » avec Buchanan que des « conservateurs » non identifiés trouvaient « inquiétants, voire disqualifiants : ses opinions sur l'isolationnisme, la protection et l'État d'Israël ».

Il est intéressant de noter que ce même type de critiques acerbes à l'encontre de Buchanan a été publié dans des numéros de *Time* et de *Newsweek* parus au cours de la même période, sans parler d'une attaque similaire publiée dans un autre journal conservateur, *The American Spectator*. L'auteur de cette attaque particulièrement virulente contre Buchanan était David Frum. Il est intéressant de noter que c'est Frum qui a récemment rédigé une autre attaque contre Buchanan, publiée cette fois dans le *Weekly Standard* de Kristol.

L'article de Frum affirmait à juste titre que Buchanan abandonnait l'internationalisme imposé au GOP au cours des quarante années précé-dentes. Au grand dam de l'hebdomadaire Bilderberg, les opinions populistes et nationalistes de Buchanan s'avéraient alors populaires parmi les électeurs du GOP, mais, en fin de compte, bien sûr, la candidature de Buchanan (en 1996 et, plus tard, en tant que candidat du Parti réformiste à la présidence en 2000) n'a abouti à rien.

(Plus tard, Frum s'est retrouvé dans l'équipe de George W. Bush à la Maison Blanche, collaborant étroitement avec le réseau néo-conservateur de la famille Kristol dans l'annonce de la guerre imminente contre l'Irak. Finalement, Frum a quitté la Maison Blanche de Bush après que sa femme se soit vantée que son mari avait inventé l'expression du président « Axe du Mal » – utilisée pour diffamer les ennemis perçus d'Israël qui étaient maintenant ciblés par les États-Unis. Frum a ensuite coécrit, avec l'intrigant néoconservateur et ancien marchand d'armes israélien Richard Perle, un virulent brûlot de haine antimusulmane intitulé *The End of Evil* (La fin du mal), qui appelait à une guerre totale contre le monde musulman).

Le *National Review*, publiée par William F. Buckley Jr, « ancien » agent de la CIA et ami intime de longue date des principaux animateurs de *Human Events*, Tom Winter et Alan Ryskind, s'en est également pris à Buchanan au cours de la campagne des primaires de 1992, laissant entendre que ce dernier était un « antisémite ». Buckley s'était vanté publiquement et à plusieurs reprises que c'était son « travail » d'expulser les populistes et les nationalistes des rangs républicains. Buchanan, à l'époque, était la cible numéro un.

Ainsi, bien que *Human Events* ait joué un rôle de premier plan en aidant les forces mêmes qui ont tenté d'éradiquer la croissance du populisme et du nationalisme dans les rangs du Parti républicain, les rédacteurs de *Human Events* décriaient maintenant ces mêmes forces alors qu'ils voyaient leur propre influence s'affaiblir.

C'est *The Spotlight* qui a crié au loup à juste titre lorsque le loup était à la porte, mais maintenant que le loup est à l'intérieur et dévore la nourriture à la table du GOP, *Human Events* et ses rédacteurs crient à la terreur. En jouant le jeu pendant des décennies avec des forces subversives et anti-américaines qui se faisaient passer pour les « nouveaux » conservateurs américains, *Human Events* s'est fait l'instrument volontaire de l'Ennemi intérieur, une chèvre de Judas de la pire espèce.

Cette caricature de janvier 1953, tirée d'un magazine soviétique, montre l'un des médecins accusés, lors du célèbre « procès des médecins », d'avoir participé à un complot sioniste visant à tuer Joseph Staline. Alors qu'il est arrêté par une main russe puissante, le masque et le costume du conspirateur (un médecin souriant et bienveillant) tombent pour révéler un intrigant gonflé, hargneux et en costume noir (caché derrière des lunettes noires). Des pièces de monnaie – de l'argent pour payer – tombent des griffes du conspirateur. À l'arrière-plan, les éléments sionistes accusés de parrainer le complot visant à tuer Staline se détachent d'un chapeau haut-de-forme retourné – qui représente la riche aristocratie juive new-yorkaise – sur lequel est apposé le symbole du dollar américain. Aucune image ne représente mieux le clivage entre Staline et les sionistes, une lutte qui a débordé dans l'arène américaine, préparant ainsi le terrain pour la montée des néo-conservateurs trotskistes qui sont l'avant-garde du sionisme d'aujourd'hui. Trois mois après la publication de cette caricature, Staline est mort, assassiné, dit-on, par d'autres personnes qui voulaient mettre un terme à la volonté naissante de Staline de démanteler le pouvoir sioniste.

En guise de digression…

Introduction à la Partie Quatre

Le rôle de la CIA en tant que mécanisme destructeur au service de l'ennemi intérieur

Dans les chapitres précédents, nous avons examiné le rôle insidieux d'un certain nombre d'« anticommunistes » autoproclamés dans la déformation et le gauchissement du nationalisme américain traditionnel et dans l'engagement de l'Amérique dans une croisade mondiale qui n'avait pas les véritables intérêts américains à cœur. L'un des principaux acteurs de ces intrigues était un ancien de la CIA, William F. Buckley, Jr.

En fait, comme nous le verrons plus en détail dans les chapitres suivants, la CIA a joué un rôle particulièrement pernicieux en tant que l'une des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur à plus d'un titre.

Tout cela ne veut pas dire que la CIA – pas plus que le FBI ou toute autre agence de renseignement américaine – est totalement contrôlée ou peuplée par ceux qui ont un agenda étranger.

Bien au contraire !

On trouve dans les rangs de la CIA et du FBI certains des nationalistes américains et des critiques les plus virulents de l'agenda mondialiste et sioniste, et ils ont fait un travail remarquable en essayant de combattre les intrigues de l'Ennemi intérieur.

Mais l'histoire montre que la CIA, en tant qu'institution, a été au centre de nombreuses intrigues dangereuses qui ont conduit l'Amérique dans le triste état où elle se trouve aujourd'hui.

En conséquence, nous allons maintenant explorer une partie de ce que nous savons sur le rôle de la CIA dans la mise en échec du nationalisme américain traditionnel, en infiltrant, en corrompant et en s'efforçant de détruire les individus et les institutions qui ont tenu bon, osant dire « non »

aux forces étrangères alors qu'elles atteignaient un tel pouvoir et une telle influence au sein du système américain.

Chapitre Vingt-Quatre

Manipulation par les services de renseignement de la science du contrôle mental et exploitation du phénomène sectaire : une tactique bien réelle de l'Ennemi intérieur

À la lumière des spéculations selon lesquelles Timothy McVeigh, le poseur de bombe d'Oklahoma City, aurait été soumis à un moment ou à un autre à une forme de « contrôle mental », il convient de passer en revue certaines des preuves solides qui démontrent que des expériences approfondies dans le domaine du contrôle mental ont été menées non seulement par la CIA et ses alliés de l'agence de renseignement israélienne, le Mossad, mais aussi par le KGB soviétique et d'autres agences.

Le sujet de la manipulation mentale perturbe de nombreuses personnes qui le considèrent comme une forme de « science-fiction » ou de « théorie du complot ». Pourtant, la vérité est que le contrôle mental – peut-être sous sa forme la plus simple – n'est rien d'autre que de l'hypnose à l'ancienne, et rares sont ceux qui nient qu'il est possible de provoquer des états hypnotiques.

Il existe plusieurs ouvrages bien écrits et très documentés sur l'histoire des expériences et des technologies de manipulation mentale.

L'un des premiers « experts » connus de l'étrange science de la manipulation mentale est George Estabrooks, président du département de psychologie de l'université de Colgate, qui est venu à Washington pour travailler pour le Département de la guerre pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans son livre *Hypnosis*, Estabrooks décrit l'importance de la manipulation mentale pour les opérations de renseignement. « D'abord », écrit-il,

> Il n'y a pas de risque que l'agent se trahisse. Ce qui est plus important, c'est la conviction d'innocence que l'homme lui-même a, et c'est une aide précieuse dans de nombreuses situations. Il n'agirait jamais comme un coupable et si on l'accusait de chercher des informations, il serait honnêtement indigné. Cette conviction d'innocence de la part d'un criminel est peut-être sa plus grande protection lorsqu'il est interrogé par les autorités.

> Enfin, il serait impossible de l'interroger au troisième degré et de remonter ainsi les maillons d'une chaîne.

Estabrooks a déclaré que les personnes soumises à la manipulation mentale peuvent être encouragées à s'engager dans des activités dites de « cinquième colonne ». « Par leur intermédiaire », écrivait-il, « nous espérons être informés des activités de leurs 'amis', ces informations étant bien sûr obtenues dans l'état de transe ».

À la suite des travaux pionniers d'Estabrooks, c'est au cours des années 1950 que la CIA nouvellement créée (et ses alliés du Mossad israélien), ainsi que le KGB soviétique, ont entamé des recherches approfondies dans ce domaine.

L'ouvrage qui fait peut-être le plus autorité en la matière est *The Search for the Manchurian Candidate* (À la recherche du candidat mandchou), sous-titré « The CIA and Mind Control : The Story of the Agency's Secret Efforts to Control Human Behavior » (La CIA et le contrôle de l'esprit : l'histoire des efforts secrets de l'Agence pour contrôler le comportement humain). Publié pour la première fois en 1979, ce livre était très rare et n'a été réédité que récemment. Il ne s'agit certainement pas d'un « tract extrémiste », mais il a été publié pour la première fois par une sous-division du prestigieux *New York Times*. L'auteur était John Marks, mieux connu comme co-auteur, avec le flamboyant ancien haut fonctionnaire de la CIA Victor Marchetti, de *The CIA and the Cult of Intelligence* (La CIA et le culte du renseignement), le premier livre jamais censuré avant sa publication par la CIA.

(Le titre du livre de Marks était un jeu de mots sur le titre d'un célèbre roman de Richard Condon datant de 1958, devenu par la suite un film populaire, *The Manchurian Candidate* (Le candidat mandchou). Dans l'horrible scénario de Condon, un soldat américain subit un lavage de cerveau par les communistes pendant la guerre de Corée, est faussement présenté comme un « héros de guerre » et est ensuite manipulé dans le cadre d'un complot d'assassinat à son retour aux États-Unis).

(Il s'avère que la propre mère du héros est en fait un agent communiste secret – bien qu'elle soit l'une des « anticommunistes » les plus connues d'Amérique – et qu'elle utilise son fils dans le cadre d'un complot communiste visant à prendre le contrôle des États-Unis sous le couvert de la lutte contre le communisme – un véritable « ennemi intérieur ». La victime du contrôle mental ne sait jamais qu'elle est manipulée, jusqu'à ce qu'il soit trop tard.)

Le livre de Marks n'est pas un roman. L'étude de Marks se fonde en grande partie sur quelque 16 000 pages de documents que Marks a obtenus

de la CIA grâce à la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act).

Plusieurs années avant la sortie du livre de Marks, les premiers détails sur les aventures de la CIA dans ce domaine étrange sont apparus dans les pages des quotidiens à la suite d'une série controversée d'auditions sénatoriales menées par le sénateur Frank Church (D-Idaho) sur les activités de la CIA. Jusqu'alors, les Américains pensaient que seuls les « communistes » et les « nazis » s'étaient livrés à des expériences désagréables pour étudier le processus de manipulation du comportement humain.

En réalité, la CIA s'était lancée dans la manipulation mentale peu de temps après sa création en 1947. Le projet de contrôle mental de la CIA était initialement connu sous le nom de « Bluebird » (oiseau bleu), puis s'est étendu à « Artichoke » en 1953. Le nom de code général de l'opération est devenu MK-ULTRA.

L'impulsion pour les opérations de manipulation mentale de la CIA a été donnée par Richard Helms, qui a ensuite dirigé l'ensemble du programme d'opérations clandestines de la CIA, avant d'en devenir le directeur. L'idée de Helms a été approuvée par le chef de la CIA de l'époque, Allen Dulles, qui a donné le feu vert au projet. Le chef des opérations pour les expériences était le chef de la section des services techniques de l'agence (TSS), le Dr Sidney Gottlieb, même s'il était sous la supervision de James Jesus Angleton, le chef du contre-espionnage de la CIA et l'agent de liaison dévoué du Mossad israélien à la CIA.

Selon Marks, en juin 1960, les responsables du TSS [de Gottlieb] ont lancé un programme élargi d'expériences opérationnelles sur l'hypnose en coopération avec le personnel du contre-espionnage de la CIA :

> Les responsables du contre-espionnage ont écrit que le programme d'hypnose pourrait constituer une « percée potentielle dans la technologie clandestine ». Leur accord avec TSS prévoyait que les hommes de MK-ULTRA développeraient la technique en laboratoire, tandis qu'ils s'occuperaient de « l'expérimentation sur le terrain ». Le programme de contre-espionnage avait trois objectifs : (1) induire très rapidement l'hypnose chez des sujets non avertis ; (2) créer une amnésie durable ; et (3) implanter des suggestions posthypnotiques durables et utiles d'un point de vue opérationnel.

Marks a noté que le lieu privilégié par la CIA pour ses expériences de manipulation mentale était la ville de Mexico. La capitale mexicaine était, pendant la période de la guerre froide, selon tous les témoignages, le principal nid

d'intrigues des services de renseignements internationaux de l'hémisphère occidental. C'est à Mexico que – comme nous l'avons noté – E. Howard Hunt était le chef de la station de la CIA et l'un de ses lieutenants n'était autre que William F. Buckley, Jr. qui s'est révélé être une figure de proue dans les efforts visant à faire évoluer le conservatisme américain traditionnel vers l'internationalisme. Mexico était également une importante base d'opérations pour le Mossad israélien.

Selon d'anciens documents secrets de la CIA publiés en vertu de la loi sur la liberté de l'information, parmi les « moyens supplémentaires de contrôle du comportement humain » que les agents de Gottlieb ont jugé bon d'étudier figuraient « les radiations, les électrochocs, divers domaines de la psychologie, de la psychiatrie, de la sociologie et de l'anthropologie, la graphologie, les substances de harcèlement et les dispositifs et matériaux paramilitaires ».

Le 20 septembre 1977, le *New York Times* a rapporté que « les documents montrent que les tests ont été effectués à New York et à San Francisco entre 1953 et 1966, dans des 'planques' de la CIA, principalement des appartements et des chambres de motel, louées secrètement pour l'agence par un fonctionnaire de l'ancien Federal Bureau of Narcotics, remplacé depuis par la Drug Enforcement Administration ».

« Des prostituées, peut-être des hommes aussi bien que des femmes, ont pu être employées pour attirer les sujets dans les refuges, où on leur offrait des cocktails additionnés de divers produits chimiques pendant que des fonctionnaires de la CIA observaient, photographiaient et enregistraient leurs réactions dans l'ombre. »

La CIA est également connue pour avoir mené des expériences sur des toxicomanes détenus dans un centre fédéral. En 1975, la CIA a officiellement admis que des expériences avaient été menées au Centre fédéral de recherche sur la toxicomanie de Lexington, dans le Kentucky, impliquant l'administration de drogues, y compris des hallucinogènes, à des prisonniers volontaires.

Un prisonnier, James H. Childs, a témoigné devant une commission d'enquête du Sénat que les prisonniers qui participaient au programme de la CIA étaient payés par la CIA sous la forme de drogues addictives.

Edward M. Flowers, un autre ancien prisonnier qui a témoigné, a déclaré que du LSD avait été donné aux prisonniers sous forme de biscuits lors d'expériences. Selon lui, de 1952 à 1955, les prisonniers étaient autorisés à recevoir leur rémunération pour leur participation aux programmes sous forme de drogues ou de réduction de peine.

L'une des figures clés de l'opération de la CIA à Lexington, dans le Kentucky, était l'aumônier de la base, le rabbin Maurice Davis qui, par la suite, est devenu un agent très connu de l'Anti-Defamation League, l'organe de renseignement et de propagande politiquement influent des services secrets israéliens, le Mossad, basé aux États-Unis.

D'autres expériences de manipulation mentale par la drogue ont été menées à la prison de Vacaville, en Californie. Selon un témoin, c'est là que Donald DeFreeze, futur chef du groupe terroriste violent Symbionese Liberation Army, a dit à un autre détenu qu'il faisait lui aussi partie des expériences de manipulation mentale de la CIA.

DeFreeze et son gang ont ensuite kidnappé Patty Hearst, de l'empire de l'édition Hearst, et l'ont associée à leurs activités criminelles. Plus tard, les avocats de Mlle Hearst ont déclaré qu'ils pensaient qu'elle présentait des signes d'influence de la drogue.

Compte tenu de tout cela, il n'est pas surprenant que la CIA et le Mossad s'intéressent depuis longtemps au phénomène des sectes, qui existent depuis longtemps dans pratiquement toutes les cultures, sous une forme ou une autre. Les membres d'une secte sont généralement très flexibles et prêts à faire tout ce que leur disent leurs maîtres.

C'est l'une des raisons pour lesquelles la CIA et le Mossad ont été particulièrement déterminés à prendre le contrôle des groupes sectaires au plus haut niveau et à utiliser ces sectes – et leurs membres – pour faire avancer leurs propres objectifs.

En outre, il est largement admis que certaines des sectes les plus connues aujourd'hui – comme la tristement célèbre Église de l'Unification de Sun Myung Moon, pour n'en citer qu'une – sont en réalité des créations des services de renseignement de l'État. Dans un autre cas, un groupe d'avocats sionistes, principalement basé en Californie, est connu pour avoir pris le contrôle, au plus haut niveau, dans les coulisses, d'une autre organisation « religieuse » bien connue – appelée « église » par ses membres mais souvent décrite comme une « secte » par ses détracteurs – et utilisé les vastes ressources financières (et en termes d'effectifs) de cette secte à leurs propres fins.

Voici comment fonctionnent les opérations de contrôle mental de la CIA et du Mossad (qui utilisent des groupes sectaires) : alors que ces agences de renseignement contrôlent effectivement les sectes, les membres inférieurs de la secte ne savent pas, bien sûr, qu'ils font maintenant partie d'une opération de contrôle mental hautement sophistiquée basée sur le renseignement.

Bien que les membres de la secte soient totalement soumis à leurs supérieurs et à leur discipline, les membres de la secte viennent naturellement de tous les horizons et certains atteignent des positions d'influence élevées au sein des entreprises et des organisations dans lesquelles ils travaillent dans leur vie de tous les jours en dehors de la secte. Cependant, ils restent toujours loyaux en raison du processus de « lavage de cerveau » auquel ils ont été soumis.

Parfois, les membres de la secte ne cachent pas leur appartenance à celle-ci. D'autres fois, pour des raisons stratégiques, ils ne révèlent pas leur appartenance à la secte, si celle-ci peut gêner l'« opération noire » en cours.

Que les membres de la secte soient employés par des groupes politiques, des **instituts de recherche sur le révisionnisme historique**, des banques, des compagnies d'assurance, des agences gouvernementales ou même des fast-foods, ils seront toujours disponibles pour être déployés lorsque leurs supérieurs dans la secte (opérant sur ordre de la CIA ou du Mossad) prendront la décision de mener à bien une opération de renseignement particulière.

Par exemple : supposons qu'un membre d'une secte contrôlée par le Mossad soit employé par un groupe politique dissident et franc-tireur considéré comme dangereux pour l'establishment. Si le Mossad souhaite saper cette organisation, il utilisera son contrôle sur la secte pour manipuler cet individu afin qu'il travaille à détruire l'organisation de l'intérieur.

Liberty Lobby, l'institution populiste qui publiait *The Spotlight* jusqu'à ce qu'elle soit acculée à la faillite et détruite par un juge fédéral corrompu en 2001, a eu ses propres expériences désagréables avec les agents d'une secte.

Pendant de nombreuses années, des agents avoués de la secte ont établi des contacts amicaux avec Liberty Lobby.

Les membres de la secte fournissaient à Liberty Lobby des informations percutantes et factuelles sur les activités de corruption au sein du gouvernement fédéral. En coulisses, cependant, les sectaires s'efforçaient de perturber le travail de Liberty Lobby sur d'autres fronts.

Un membre de la secte (« M. M ») – qui n'a pas révélé son appartenance à la secte – assistait fréquemment aux réunions de Liberty Lobby, visitait le siège de Liberty Lobby et fréquentait les employés de Liberty Lobby, gagnant ainsi leur confiance.

(Il s'agissait du même *modus operandi* que le tristement célèbre Roy Edward Bullock, dont on sait aujourd'hui qu'il a longtemps été un agent de la Ligue anti-diffamation, alliée à la CIA et contrôlée par le Mossad israélien).

Au bout d'un certain temps, cependant, il est apparu que « M. M », ostensiblement ami de Liberty Lobby, tentait en fait de saper l'institution populiste et son hebdomadaire de diverses manières. Ce n'est que plus tard que les soupçons de Liberty Lobby ont été confirmés et que l'affiliation de « M. M » à la secte a été révélée.

Liberty Lobby a appris que « M. M » était un ancien alcoolique qui avait rejoint la secte et s'était ensuite réformé. Au cours de ce processus, cependant, « M. M » a été soumis à la discipline de la secte (et à ses contrôleurs) et est devenu l'un des principaux agents de renseignement nationaux de la secte, en l'occurrence déployé contre Liberty Lobby.

C'est précisément au moment où Liberty Lobby a appris que « M. M » était un agent de la secte que les autres membres de la secte (qui avaient reconnu ouvertement leur affiliation) ont brusquement rompu tout contact avec Liberty Lobby.

Plus tard, la secte a joué un rôle particulier dans une vaste conspiration qui a abouti à la destruction de Liberty Lobby.

Mais le rôle des sectes dans le monde de l'intrigue des services de renseignement est quelque chose que peu de gens comprennent ou connaissent.

Dans une autre affaire, il a été révélé qu'une équipe spéciale du Département de la Justice enquêtait sur des accusations selon lesquelles une secte notoire, connue sous le nom de « The Finders », aurait été utilisée par la CIA comme groupe de façade dans les années 1980.

Ce qui rend le lien entre l'agence de renseignement et cette secte particulièrement troublant, c'est que les Finders ont été accusés de se livrer à des rituels sataniques, d'abuser des enfants et de pratiquer la pornographie. Les autorités fédérales ont également tenté de déterminer si la CIA avait entravé les enquêtes locales et nationales sur les abus commis sur les enfants au sein de la secte afin de protéger ses propres opérations de renseignement.

La CIA, qui n'est jamais connue pour reconnaître ses propres méfaits, a réagi aux accusations en déclarant : « La plupart du temps, nous nous attendons à recevoir des questions inhabituelles, mais celle-ci est tout à fait inattendue. Toute affirmation selon laquelle nous aurions fait obstruction à la justice dans cette affaire est insensée ».

Un porte-parole de la CIA, David Christian, a toutefois admis que la CIA avait envoyé certains de ses agents dans une société appelée Future Enterprises, Inc. pour une formation informatique. Toutefois, selon

Christian, l'agence de renseignement nationale n'était pas au courant des liens entre la société d'informatique et la secte des « Finders ».

Christian a affirmé que la société « n'était en aucun cas une façade de la CIA et qu'elle n'a jamais été détenue ou exploitée par quelqu'un pour le compte de la CIA ».

Cependant, le président de Future Enterprises, Joseph Marinich, a admis que sa société était sous contrat avec la CIA pour la formation informatique. Marinich a également admis que son comptable, R. Gardner Terrell, était un membre des Finders.

Les membres de la secte Finders ont affirmé que le travail de Terrell pour Future Enterprises n'avait rien à voir avec son appartenance à la secte.

Enfin, un rapport daté du 13 avril 1987, rédigé par un agent du service des douanes qui enquêtait sur la secte des Finders, indique que la CIA « a admis que l'organisation des Finders servait de couverture à une opération nationale de formation à l'informatique, mais qu'elle avait 'mal tourné' ».

(En d'autres termes, la CIA avait utilisé les Finders comme façade, mais les membres de la secte s'étaient engagés dans des activités échappant au contrôle de la CIA et, à ce titre, avaient « mal tourné »).

Il est clair que l'utilisation de la « manipulation mentale » en général, ainsi que le contrôle et la manipulation secrets des sectes par la CIA, le Mossad et une myriade d'autres malfaiteurs ont une histoire bien réelle (et peu glorieuse) que de nombreuses personnes sont trop désireuses de discréditer en la qualifiant de « science-fiction » ou de « théorie de la conspiration ». La manipulation mentale est un fait.

Il s'agit d'un autre mécanisme utilisé par l'Ennemi intérieur pour mener la guerre contre les dissidents politiques en Amérique. La prochaine fois que vous entendrez quelqu'un affirmer qu'il a un « implant » placé dans sa tête par la CIA, ne rejetez pas ce qu'il dit du revers de la main. Il se pourrait bien que ce soit vrai.

Combien d'« assassins solitaires », de « poseurs de bombes solitaires », de « tireurs racistes d'extrême droite » et autres têtes d'affiches exploitées par le monopole médiatique américain ont été soumis à une forme de contrôle mental est une question à laquelle on ne répondra peut-être jamais, mais la conclusion est la suivante :

Le contrôle mental existe bel et bien.

Chapitre Vingt-Cinq

Le chef de la secte coréenne Sun Myung Moon : homme de paille de l'empire Rockefeller et porte-monnaie du réseau sioniste à l'intérieur du mouvement « conservateur » américain

Après des années de lutte contre les conservateurs américains et les nationalistes traditionnels pour le contrôle du Parti républicain, le vaste empire international de la famille du gouverneur républicain libéral de New York, Nelson Rockefeller, a décidé que s'il ne pouvait pas *enterrer* les conservateurs politiquement, il les *achèterait* et les influencerait de cette manière. C'est exactement ce que l'empire Rockefeller a fait.

La manière dont les forces mondiales de l'internationalisme Rockefeller ont coopté le mouvement conservateur américain est l'une des histoires « jamais racontées » les plus étonnantes de notre époque – une histoire qui a été rapportée en exclusivité par *The Spotlight*, sur une période de plusieurs années commençant au milieu des années 1980.

En fait, l'empire Rockefeller ne pouvait pas battre les conservateurs qui avaient réussi à frustrer les ambitions présidentielles du gouverneur de New York Nelson Rockefeller, alors les Rockefeller ont mis au point un plan étrange pour prendre le contrôle du mouvement conservateur.

Pour ce faire, ils ont utilisé le véhicule particulier et improbable du chef de secte coréen Moon et de son réseau international qui s'étend sur toute la planète. Le réseau de Moon a été utilisé comme un entonnoir par lequel les intérêts de Rockeeller ont littéralement acheté le contrôle du mouvement conservateur.

Ce scénario semble en effet étrange et improbable – jusqu'à ce que l'on connaisse et comprenne certains détails essentiels.

Le fait est que Sun Myung Moon était un agent de l'agence centrale de renseignement coréenne, la KCIA, qui a elle-même été créée sous la direction de la CIA américaine.

Le premier directeur de la KCIA était le colonel Kim John Pil, une figure de l'ombre qui était le véritable pouvoir derrière la dictature du dictateur

coréen de longue date Park Chung Hee, mieux connu. Sun Myung Moon était un lieutenant du patron coréen de la KCIA et était chargé d'utiliser la persuasion religieuse et la rhétorique anticommuniste pour amener une variété de groupes sous l'aile de la KCIA.

En 1962, Kim a emmené son protégé Moon aux États-Unis où ils ont été conviés à un dîner officiel organisé par les frères Rockefeller, Nelson (alors gouverneur de New York) et David (directeur de la Chase Manhattan Bank, le fleuron des Rockefeller).

Selon le Dr Lee Han Won, politologue coréen, interviewé par le regretté Andrew St. George pour *The Spotlight* : « Cela aurait pu ressembler à une rencontre étrange. Moon se considérait comme un dieu, un être divin destiné à 'achever la tâche commencée par le Christ' et à unifier le christianisme mondial sous sa propre bannière. En privé, Nelson Rockefeller avait une vision tout aussi exaltée de son propre destin : il s'agissait d'amener les nations du monde sous la férule d'un gouvernement mondialiste. Les deux hommes se sont tout de suite entendus ». Une rencontre capitale, en effet !

La Chase Manhattan est devenue le principal banquier du gouvernement coréen et le dépositaire des activités bancaires du mouvement Moon. Pendant ce temps, Moon – avec le soutien de la KCIA et de la CIA américaine – a commencé à utiliser le crédit et les facilités fournis par les intérêts Rockefeller pour mettre en place son propre mini-empire international.

Le culte multiculturel de Moon, peuplé de « zombies » virtuels – peut-être un million de personnes dans le monde entier tombées sous le charme de Moon – travaillait à des salaires d'esclaves dans des magasins de produits diététiques, pour une flotte de pêche de Nouvelle-Angleterre, une société d'importation et une variété d'autres entreprises lucratives, y compris une société de fabrication d'armes ainsi qu'une entreprise de production de bougies et d'ornements religieux, qui étaient autosuffisantes et fournissaient des profits pour le but ultime de Moon et de ses manipulateurs : l'invasion et la prise de contrôle du mouvement anti-communiste américain.

Des années 1960 au début des années 1980, Moon est resté une figure marginale sur le plan politique, même si, discrètement, pendant près de deux décennies, il a répandu ses largesses en créant divers groupes de façade interconnectés qui ont distribué l'argent de Moon dans les mains de milliers de bénéficiaires consentants – des conservateurs politiques – aux États-Unis et à l'étranger.

En outre, au moins trois anciens Présidents américains, Harry Truman, Dwight Eisenhower et Richard Nixon, ont reçu, à un moment ou à un autre,

des honoraires importants pour représenter des comités et des organisations financés par le réseau Moon.

On a dénombré plus d'une centaine de groupes différents sous le contrôle direct de Moon ou dans sa sphère d'influence, avec des centaines de scientifiques, de journalistes, de politiciens et d'anciens chefs militaires effectivement à la disposition de Moon.

Pendant ce temps, l'empire financier de Moon se développait, nouant des liens avec des régimes dictatoriaux d'Amérique latine ainsi qu'avec le gouvernement d'Israël et son service de renseignement, le Mossad.

En fait, l'agent israélien de longue date Joseph Churba, un Américain, était un personnage clé dans l'orbite de Moon et promu par le réseau Moon comme « un théoricien anticommuniste de premier plan » et il est devenu influent dans les échelons supérieurs de la John Birch Society.

La création du quotidien *Washington Times* par l'empire Moon en 1982, pendant les premiers jours de gloire de l'administration « conservatrice » nouvellement installée de Ronald Reagan, a préparé le terrain pour que l'empire Moon étende ses tentacules à travers le mouvement anticommuniste à pas de géant. Le journaliste vétéran, le comte Arnaud de Borchgrave, installé comme rédacteur en chef du journal « Moonie », est un parent par alliance de la famille Rothschild d'Europe, alliée aux Rockefeller, ce qui suggère que d'autres puissances sont à l'œuvre derrière l'empire Moon.

Un ancien rédacteur du *Washington Times* a fourni à *The Spotlight* un excellent exemple de la façon dont l'empire Moon a joué un rôle majeur en influençant favorablement le travail d'un leader conservateur, Richard Viguerie, un vétéran de la collecte de fonds de « droite » : « Moon a évité la faillite à Richard Viguerie en lui donnant un chèque de 10 000 000 de dollars. » Ce qui s'est passé, c'est qu'une façade de Moon, portant le titre inoffensif de « U.S. Property Management », a acheté une partie d'un immeuble de bureaux appartenant à « 7777 Leesburg Pike Associates Inc. » (une société de Viguerie), ce qui a permis à Viguerie de rester en activité et d'être effectivement redevable à Moon et à ses bailleurs de fonds en coulisses.

Dans le même temps, d'autres dirigeants et groupes conservateurs observaient attentivement ces événements, conscients qu'ils pouvaient eux aussi s'adresser à Moon pour obtenir des fonds, à condition de vanter la ligne de Moon sur les questions qui comptent vraiment.

De tels accords « ont transformé de larges pans du mouvement conservateur en filiales à part entière de la secte Moon », selon Paul Weyrich, une figure conservatrice respectée à Washington qui a vu l'argent de Moon se répandre largement au sein du mouvement conservateur, pour finalement – comme nous le savons – le corrompre.

Selon Gunnar Bofglid, économiste suédois consultant auprès des Nations unies, le journal de Moon et ses affiliés « ont été le fer de lance de la campagne en faveur du libre-échange, des importations illimitées et du financement de la dette – des notions qui auraient dû être anathèmes pour les conservateurs mais qui sont devenues la doctrine économique officielle de l'ère Reagan. Le résultat a été que les marchés américains ont été inondés d'importations bon marché en provenance de Corée et du Japon ».

Bofglid explique pourquoi les Rockefeller ont trouvé l'empire Moon, ses médias et ses affiliations avec les conservateurs américains si importants pour leurs propres objectifs :

> Après la Seconde Guerre mondiale, les Rockefeller avaient secrètement acquis d'importantes participations au Japon et voulaient les voir se développer. Pour ce faire, ils voulaient que les États-Unis préservent et élargissent leur politique dominante de libre-échange. Des objectifs que les Coréens partageaient sans réserve, conscients qu'un accès sans entrave au vaste marché américain serait synonyme de croissance et de richesse pour leurs industries.

Jusqu'à l'avènement de « l'ère Moon », les dirigeants conservateurs traditionnels s'étaient essentiellement opposés à pratiquement toutes les mesures internationalistes promues par les Rockefeller et leurs alliés du groupe Bilderberg, du Conseil des relations extérieures et de la Commission trilatérale, parmi de nombreux autres groupes de pression financés par les Rockefeller.

Les conservateurs traditionnels – nationalistes et non internationalistes, du moins jusqu'à l'avènement de l'empire Moon – se sont opposés à l'octroi d'aides étrangères, à l'ingérence militaire et économique mondiale, aux politiques de libre-échange qui exportent les emplois et l'industrie américains, ainsi qu'à d'autres mesures de destruction de la souveraineté qui font partie intégrante de l'ordre du jour mondialiste.

Les Rockefeller ont donc opté pour une nouvelle stratégie : « Si vous ne pouvez pas les séduire, achetez-les ». C'est ce qu'ils ont fait. Les Rockefeller ont adopté le chef de culte coréen et agent de la KCIA, Moon, et l'ont érigé

en « M. Porte-monnaie » pour le mouvement conservateur, souvent à court d'argent.

Le fait qu'ils aient choisi le leader d'un mouvement si bizarre n'est pas si surprenante puisque la bizarrerie même de Moon a servi de distraction. Qui, après tout, penserait qu'une telle alliance est possible ? Mais elle était bien réelle, en dépit des perceptions du public. Quoi qu'il en soit, les conservateurs ont commencé à se tourner vers Moon pour obtenir de l'argent et, ce faisant, ont commencé à abandonner leurs positions traditionnelles sur de nombreuses questions clés, en particulier le commerce.

En outre, comme nous l'avons vu, l'empire Moon s'est rapidement révélé être un allié précieux pour la cause sioniste, son journal *Washington Times* devenant une feuille de propagande pour ce que l'on appelle aujourd'hui l'agenda « néo-conservateur » (c'est-à-dire sioniste). Les pages d'opinion du journal, ainsi que sa section « actualités », sont remplies de défenseurs inconditionnels de la cause sioniste, ce qui fait que même le *Washington Post*, le journal libéral pro-israélien rival, semble presque modéré et raisonnable dans son ton. Non seulement le *Times* « fixe » l'ordre du jour « conservateur », mais il joue également un rôle majeur dans l'élaboration de la politique du Parti républicain grâce à l'influence qu'il exerce sur les dirigeants du GOP à Washington.

En conséquence directe, l'agenda « conservateur » a été déformé et s'écarte peu, sur les grandes questions mondiales, des positions prises par les internationalistes libéraux. Le mouvement conservateur a donc été subverti par un autre mécanisme d'infiltration, provenant d'une autre branche de l'Ennemi intérieur.

Chapitre Vingt-Six

Un grand média américain : un outil de propagande pour l'Ennemi intérieur

Bien que l'Ennemi intérieur ait trouvé de nombreux moyens de manipuler les médias américains – comme le montre l'immense pouvoir de la Ligue contre la diffamation, dont les communiqués de presse sont souvent publiés mot pour mot par les principaux médias –, il existe des preuves irréfutables que certains médias ne sont guère plus que des canaux de propagande et de désinformation éhontés (et volontaires) pour les agences de renseignement fédérales telles que la CIA et le FBI, parfois les deux à la fois. Un bon exemple est celui de la Copley Press, un géant des médias de longue date en Californie du Sud.

Lorsque le *San Diego Union-Tribune* a publié, le 25 octobre 2000, une attaque virulente contre Liberty Lobby, l'institution populiste basée à Washington, il n'a pas mentionné à ses lecteurs qu'en 1977 déjà, le journal et son éditeur, la Copley Press, avaient été démasqués comme n'étant guère plus qu'une façade pour la CIA. De plus, il s'avère que la Copley Press et l'*Union-Tribune* ont également servi de relais au FBI (et de service de renseignement de ce dernier).

Le fait qu'un front de la CIA attaque Liberty Lobby à ce moment-là n'est pas une coïncidence : la diffamation soigneusement orchestrée était clairement destinée à interférer et à saborder l'appel de Liberty Lobby contre une décision judiciaire injuste résultant d'un procès orchestré contre Liberty Lobby par un agent connu de la CIA. (En fin de compte, ce procès a entraîné la disparition de Liberty Lobby et, dans les pages qui suivent, nous examinerons cette tragédie en détail).

Quoi qu'il en soit, au moment même où l'*Union-Tribune* publiait cette diffamation, la cour d'appel de l'État de Californie examinait l'appel interjeté par Liberty Lobby contre le jugement. Bien que la décision ne soit pas attendue avant six semaines, cinq jours seulement après la publication de l'article, la cour a soudainement rendu sa décision et rejeté l'appel de Liberty Lobby.

Ironiquement, le journaliste qui a le premier révélé publiquement le lien longtemps secret entre Copley Press/*Union-Tribune* et la CIA était Joe Trento,

un « libéral » qui n'était en aucun cas un partisan de Liberty Lobby et qui, en fait, avait plusieurs fois, dans le passé, prêté ses talents littéraires pour publier des attaques contre l'institution populiste.

Cependant, dans le numéro d'août 1977 du magazine masculin *Penthouse*, Trento a coécrit un article sur les liens entre Copley et la CIA, intitulé « The Spies Who Came in From the Newsroom » (Les espions qui sont venus de la salle de rédaction). Entre autres choses, Trento a rapporté que la presse Copley et le journal *Union-Tribune* (qui était auparavant deux journaux distincts, tous deux publiés par Copley) :

- Fournissait des accréditations, des informations et des placements d'articles à la CIA et au FBI.
- Échangeait des informations avec la CIA en échange de « scoops » et plaçait des articles et des éditoriaux de la CIA et du FBI.
- Hébergeait des agents de la CIA sur le registre du personnel du Copley News Service et transmettait des articles aux clients du service de presse à la demande de la CIA et du FBI.

L'enquête de Trento a également établi que le Copley News Service (CNS) (qui a en fait été un échec financier) a été créé par James S. Copley à la suggestion du Président de l'époque, Dwight Eisenhower, dans le but de compléter les activités de la CIA.

Une série de réunions et d'appels téléphoniques entre Eisenhower et Copley, décrits dans des documents examinés par Trento, ont révélé que Copley avait proposé son nouveau service de presse comme « les yeux et les oreilles » de « nos services de renseignement » et qu'Eisenhower avait dit à l'éditeur que ses faveurs étaient appréciées et qu'elles seraient « réciproques dans la mesure du possible ».

Bien que CNS ait perdu de l'argent chaque année, Gene Gregston, l'ancien rédacteur en chef du *San Diego Union* (plus tard fusionné avec l'*Union-Tribune*) a admis à Trento que CNS « n'a jamais été géré pour gagner de l'argent ; c'était une question d'ego pour Jim Copley, et la CIA le voulait ».

Selon Trento, pas moins de 23 employés du Copley News Service ont travaillé simultanément pour la CIA. Bien que quelque 194 journalistes américains aient eu des liens avec la CIA au cours de la même période, selon Trento, CNS a été le seul service d'information à coopérer pleinement avec la CIA pendant une trentaine d'années. Les connexions de l'empire Copley avec la CIA étaient telles que, selon Trento :

> Les journalistes de CNS se sont souvent comportés comme s'ils faisaient des relations publiques avec la CIA. Lorsque la CIA décidait de renverser un gouvernement latino-américain, CNS commençait à rédiger des articles défavorables à son sujet. Des éditoriaux paraissaient dans les pages du Tribune et de l'*Union de San Diego*, mettant en garde contre les conséquences désastreuses de la présence de communistes en Amérique latine. Puis des articles sur les « combattants de la liberté » et « l'opposition anticommuniste » apparaissaient sur les fils de CNS. Lorsque le coup d'État a eu lieu, les éditorialistes de Copley se sont réjouis.

Trento a également révélé que « les relations de Copley Press avec le FBI sont aussi intrigantes que ses liens avec la CIA ». L'enquête de Trento a révélé que les journalistes de Copley ont souvent été transformés en informateurs virtuels du FBI, à tel point que la presse Copley a effectivement « géré un système de collecte de renseignements pour le FBI ».

Selon Trento, les reporters de Copley ont été envoyés pour couvrir des manifestations contre la guerre et d'autres réunions publiques de dissidents politiques. Par la suite, lorsque les reporters rendaient leurs articles et leurs photographies, les documents étaient souvent transmis directement au FBI et n'étaient même pas publiés dans les journaux de Copley.

Trento a cité le photographe de l'*Union-Tribune*, Thane McIntosh, qui a déclaré que la transmission des photographies au FBI était quelque chose « dont tous les photographes se doutaient. Certains en étaient troublés, d'autres non, mais on ne pouvait pas s'empêcher de participer. La mission vous était confiée, vous deviez donc le faire ».

Selon M. Trento, il a été demandé à un photographe de fournir des photos à la police de Los Angeles, mais ce photographe a refusé de coopérer et a démissionné. En outre, les employés de Copley ont reçu l'ordre de rédiger des mémos sur les événements qu'ils avaient couverts, mémos que la direction de Copley a ensuite remis au FBI.

Trento a également révélé que : « Le FBI a également utilisé Copley pour diffuser des données 'brutes' et souvent non vérifiées sur des personnes qu'il n'approuvait pas ». En d'autres termes, la presse de Copley publiait effectivement des calomnies non prouvées sur des individus qui étaient ciblés pour un traitement spécial par la communauté du renseignement. En outre, a appris Trento, le FBI a publié dans la presse Copley des éditoriaux contre des groupes dissidents qu'il n'approuvait pas.

Lorsqu'une rédactrice de Copley, Vi Murphy, a tenté d'obtenir de Copley une divulgation complète des noms des journalistes de Copley qui collaboraient avec la CIA, elle s'est vu répondre qu'elle ne pourrait « plus jamais faire de déclaration publique ou prononcer un autre mot de trois lettres épelé CIA tant qu'elle serait employée de l'*Union* ».

En réalité, comme nous l'avons démontré, l'Ennemi intérieur peut même constituer une combinaison de médias établie – travaillant pour des contrôleurs secrets dans les coulisses.

Chapitre Vingt-Sept

Drew Pearson et Jack Anderson – Les médias de la Ligue anti-diffamation : propagandistes de L'Ennemi intérieur

Bien que la liste des chroniqueurs et soi-disant « reporters » qui ont prêté leurs « talents » aux services de l'Ennemi intérieur puisse malheureusement s'étendre sur de nombreuses pages, la trahison de deux chroniqueurs en particulier, feu Drew Pearson et son protégé, Jack Anderson, mérite un examen approfondi.

Pendant une génération, les grands médias ont dit aux Américains que l'expression « journaliste d'investigation intrépide » était synonyme du nom du chroniqueur syndiqué Jack Anderson. Cependant, les lecteurs du journal de Liberty Lobby, *The Spotlight*, savaient qu'il n'en était rien. Ils savaient – comme *The Spotlight* l'a fait remarquer un jour : « Jack Anderson est un menteur – un menteur professionnel, éhonté et calomnieux ». En lançant cette accusation, *The Spotlight* a ajouté que « s'il souhaite prouver qu'il n'est pas un menteur », Anderson pouvait intenter un procès en diffamation contre l'institution populiste.

En effet, cinq ans auparavant, en 1981, Liberty Lobby avait intenté un procès en diffamation contre Anderson après avoir publié des articles diffamatoires sur le lobby dans la première édition de son magazine (heureusement éphémère), *The Investigator*. Après avoir perdu devant les juridictions inférieures, l'auteur de l'article a fait appel jusqu'à la Cour suprême qui, en 1986, a débouté Anderson. Cet arrêt – un triomphe pour Liberty Lobby – est un précédent juridique fondamental connu de tous les étudiants en première année de droit aux États-Unis.

Anderson avait été bien formé à l'attaque de Liberty Lobby par son défunt mentor, le chroniqueur Drew Pearson, un critique de longue date de Liberty Lobby. Pourtant, malgré sa défaite embarrassante devant la Cour suprême, Anderson s'en est finalement mieux sorti que Pearson. Le mentor d'Anderson est mort dans un hôpital de Washington après qu'un huissier de justice de Liberty Lobby a signifié des documents à « Smearson » dans son lit d'hôpital,

au début d'un procès en diffamation intenté à Pearson par l'institution populiste.

Étant donné que la propre ex-belle-mère de Pearson, l'éditrice du *Washington Times-Herald*, Cissy Patterson, a un jour décrit le mentor d'Anderson comme « à la fois agent secret et porte-parole de la Ligue anti-diffamation », l'hostilité de Pearson à l'égard de Liberty Lobby n'est pas surprenante. Pendant des années, l'ADL a collaboré avec Pearson pour détruire Liberty Lobby en raison de l'opposition de cette institution populiste à l'aide étrangère américaine accordée à Israël et de son souci constant de voir le favoritisme américain à l'égard d'Israël créer des clivages inutiles entre les États-Unis et les milliards de bonnes gens des mondes arabe et musulman.

Selon Oliver Pilat, biographe admiratif de Pearson : « Au fil des ans, l'ADL a énormément aidé Pearson. Elle lui a fourni des informations qu'il ne pouvait obtenir ailleurs, a soutenu ses tournées de conférences et a même contribué à la diffusion de sa lettre d'information hebdomadaire ».

En outre, dans le cadre d'un accord secret de longue date avec Pearson, l'ADL a payé les frais de voyage de son enquêteur en chef, John Henshaw. En retour, Pearson publiait de la propagande de l'ADL dans sa rubrique. Henshaw a rompu avec Pearson au milieu des années 1960 et a dénoncé les méfaits de Pearson, d'Anderson et de l'ADL dans les publications du Liberty Lobby.

Il était inévitable qu'Anderson utilise son propre magazine pour attaquer Liberty Lobby. Anderson n'avait manifestement que peu d'égards pour la vérité lorsqu'il a publié son attaque. L'un des rédacteurs en chef d'Anderson a admis non seulement qu'il avait dit à Anderson que l'article était « ridicule », mais aussi qu'Anderson avait déclaré que l'arrière-pensée de la publication de l'article était de plaire aux « distributeurs juifs » afin d'obtenir une meilleure distribution pour le nouveau magazine. Anderson lui-même s'est vanté publiquement qu'une grande partie des éléments qu'il a utilisés pour attaquer Liberty Lobby a été fournie par l'ADL.

Joe Spear a participé à la préparation de l'article diffamatoire. En 1969 (alors qu'il était employé par Anderson), il avait dénigré Liberty Lobby dans un article publié en free-lance dans le magazine *True*. Confronté à Liberty Lobby, *True* a conclu un accord à l'amiable, en payant des dommages et intérêts et en publiant une interview du président de Liberty Lobby, le colonel Curtis B. Dall. Cependant, de nombreux mensonges d'Anderson sur Liberty Lobby ont été repris des ordures de Spear, vieilles de 12 ans.

Liberty Lobby a également découvert qu'en 1971, Anderson et un autre de ses sbires avaient conspiré avec un rédacteur de l'« ancien » agent de la CIA William F. Buckley Jr. pour élaborer une diffamation confuse de Liberty Lobby publiée dans la *National Review* de Buckley. Dix ans plus tard, une partie de ces ordures a été publiée dans l'*Investigator* d'Anderson.

Le juge a reconnu qu'il y avait de nombreuses divergences dans les articles d'Anderson, mais il a tout de même rejeté l'affaire. Cependant, l'avocat de Liberty Lobby, Mark Lane, a fait appel du rejet et, en 1984, la cour d'appel du district de Columbia a donné raison à Liberty Lobby.

La Cour a refusé d'accepter l'excuse d'Anderson selon laquelle les propos qu'il avait tenus sur Liberty Lobby avaient déjà été publiés auparavant. Dans l'avis de la Cour, le juge Antonin Scalia (qui allait bientôt accéder à la Cour suprême) a écrit : « Nous ne sommes pas encore prêts à adopter pour la loi sur la diffamation le principe selon lequel 10 000 répétitions valent autant que la vérité. Nous ne voyons rien à redire à la règle selon laquelle une diffamation consciente et malveillante ne peut donner lieu à une action en justice tant qu'elle a été précédée par des affirmations antérieures de la même contre-vérité ».

Anderson s'est alors pourvu en cassation. Comme on pouvait s'y attendre, les principaux médias se sont empressés de déposer un mémoire d'« ami de la cour » en sa faveur, notamment CBS et NBC, le *New York Times*, le *Washington Post*, *Newsweek*, *Time*, le *Wall Street Journal*, le *Chicago Tribune*, le *Los Angeles Times* et le *Miami Herald*.

Le 3 décembre 1985, la Cour suprême a entendu l'affaire. L'avocat de Liberty Lobby, Mark Lane, a déclaré à la Cour que tout ce que Liberty Lobby demandait, c'était de pouvoir présenter son dossier à un jury pour se défendre contre les mensonges d'Anderson. Le 25 juin 1986, à la grande surprise des médias, la Haute Cour a statué en faveur de Liberty Lobby et a ordonné que l'affaire contre Anderson soit jugée par le tribunal de district de Washington, D.C. À la suite de cette défaite, Anderson et ses partisans ont cherché à limiter les dégâts, proclamant faussement qu'Anderson avait « gagné », nonobstant la vérité.

Malgré cette décision, l'affaire est restée en suspens pendant quatre ans. Puis, le 2 mai 1990, le juge en chef du tribunal de district est intervenu et a ordonné qu'Anderson soit jugé. Confronté à un spectacle public, ses tactiques de délit de fuite faisant l'objet d'un examen minutieux, Anderson a proposé un règlement à l'amiable, ce qui constituait une victoire éclatante pour Liberty Lobby. Anderson s'est excusé publiquement pour toutes les idées fausses et

négatives qu'il avait véhiculées au sujet de Liberty Lobby et a annoncé qu'étant donné que Liberty Lobby et Anderson soutenaient « l'affirmation franche de points de vue différents et une liberté d'expression robuste », lui et Liberty Lobby allaient verser une contribution commune de 1 000 dollars au Comité des reporters pour la liberté de la presse. Ce qu'Anderson n'a pas dit au public, c'est que sa part de la contribution s'élevait à 999,99 dollars. La part de Liberty Lobby n'était que d'un penny.

Anderson et son mentor ne se contentaient pas de servir de faire-valoir à l'ADL. Ils ont également fait du sale boulot pour l'allié de l'ADL, le chef du contre-espionnage de la CIA, James Angleton, le loyaliste israélien qui assurait la liaison entre la CIA et le Mossad israélien.

En 1967, deux semaines seulement après que le public eut appris que le procureur de la Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, avait ouvert une enquête sur l'implication de la CIA dans l'assassinat de John F. Kennedy, Pearson et Anderson ont diffusé la désinformation d'Angleton selon laquelle l'ancien procureur général Robert Kennedy avait « approuvé un complot d'assassinat [contre Castro] qui s'est ensuite retourné contre son défunt frère [entraînant l'assassinat de JFK] ». Selon ce récit fantaisiste, Castro avait capturé des tueurs à gages parrainés par les États-Unis qui s'en prenaient à lui et les avait ensuite « retournés » pour qu'ils s'en prennent à JFK. En pointant Castro du doigt, le duo a détourné l'attention de l'enquête de Garrison qui, si elle avait été poursuivie, aurait mis au jour la collaboration entre la CIA et le Mossad dans l'assassinat de JFK.

Le 17 décembre 2005, Jack Anderson est mort à la retraite à l'âge de 83 ans et a sans doute rejoint son mentor « dans le lieu que le Seigneur leur a préparé », pour rappeler les mots pittoresques de feu le révérend Kenneth Goff, un ancien communiste devenu un anticommuniste déclaré et un critique de l'odieux duo Pearson-Anderson.

Cependant, malgré leur descente aux enfers, le flambeau incendiaire de cette équipe maléfique a été repris par d'autres prostituées des médias qui n'ont aucun scrupule à utiliser leurs « compétences » littéraires parfois plutôt douteuses pour promouvoir l'agenda de L'Ennemi intérieur.

Chapitre Vngt-Huit

Un témoignage de première main qui fait froid dans le dos : comment l'Ennemi intérieur recrute des personnalités de « droite » pour des assassinats politiques

Au cours de l'été 1963, Ralph P. Forbes – un vétéran des Marines américains bien connu pour ses opinions politiques dites « de droite » – a vécu une expérience troublante qu'il relate dans le récit personnel suivant, qu'il a intitulé « Le jour où la CIA m'a recruté pour être un sniper-assassin ».

L'expérience personnelle de Forbes, telle qu'elle est relatée ici, rejoint les récits d'autres personnes – de droite comme de gauche – qui, comme Forbes, pensent à juste titre qu'elles ont été considérées comme des assassins potentiels (ou des « boucs émissaires ») lors des événements qui se sont déroulés à Dallas le 22 novembre 1963, un événement qui continue d'intéresser des millions d'Américains qui pensent que l'assassinat du Président Kennedy a marqué un tournant dans l'histoire moderne.

Forbes – aujourd'hui correspondant de l'*American Free Press* – a été politiquement actif tout au long de sa vie d'adulte, plus récemment dans son État d'adoption, l'Arkansas, où il a mené un certain nombre de campagnes politiques très efficaces, avant d'être victime de « votescam » (fraude au vote) de haut niveau et d'autres coups bas de la plus basse espèce.

Quoi qu'il en soit, les souvenirs de Forbes concernant ses expériences avec les tristement célèbres opérations COINTELPRO du FBI visant les dissidents politiques américains, menées de concert avec l'Anti-Defamation League du B'nai B'rith, pourraient remplir un volume entier. Voici le remarquable récit de première main de Forbes sur son expérience de 1963.

> Ils ne m'ont jamais dit le nom de l'opération, cet été 1963, mais d'après ce que j'ai appris depuis, je pense qu'il s'agissait de l'équipe ZR/Rifle de la CIA.
>
> Si ça marche comme un canard et que ça cancane comme un canard, c'est que c'est un canard. Pour comprendre la situation, permettez-moi

d'évoquer quelques éléments de contexte. La baie des Cochons et la crise des missiles de Cuba étaient encore des sujets brûlants. La guerre froide s'intensifiait. Il y avait des points chauds partout en Amérique du Sud, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe, etc. J'étais un patriote quand le patriotisme n'était pas cool. Parce que je voulais combattre le communisme, j'ai refusé les nominations à West Point et à l'Académie de l'armée de l'air pour m'engager dans les Marines.

Lorsque mon engagement a pris fin et que l'on m'a demandé de me réengager, j'ai posé comme condition d'être envoyé en mission de combat au Vietnam. Ils m'ont répondu : « Désolé, le Vietnam sera terminé depuis longtemps avant que nous puissions traiter vos papiers de transfert ».

Bien que de nombreux Américains n'aient pas encore pris conscience de l'existence du Vietnam, nos hommes rentraient déjà au pays dans des housses mortuaires. Les nouvelles à la radio étaient cauchemardesques et orwelliennes. « Cette semaine, deux conseillers américains ont été tués, ce qui porte à onze le nombre de victimes américaines. La semaine prochaine, le texte pourrait être le suivant : « Cette semaine, trois conseillers américains ont été tués, ce qui porte le total des pertes américaines à sept. »

Les chiffres rapportés étaient choisis au hasard et n'avaient aucun rapport avec la réalité ou les rapports précédents. Mes amis étaient poignardés dans le dos et envoyés à l'abattoir dans une autre guerre sans issue. C'est pourquoi, avec d'autres vétérans partageant les mêmes idées, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour lutter contre la trahison, où qu'elle se trouve.

Au cours de l'été 1963, plusieurs d'entre nous ont été approchés par des barbouzes qui leur proposaient de « faire quelque chose » pour notre pays. Les intérêts américains avaient besoin d'« oies sauvages » ou de mercenaires qui serviraient de substituts dans des endroits exotiques partout dans le monde.

Non seulement nous contribuerions à sauver l'Amérique et le monde, mais nous serions récompensés par d'importantes primes sur des comptes suisses numérotés et nous jouirions d'une vie excitante et aventureuse. C'est ainsi que moi, un ancien marine, tireur d'élite et expert, j'ai été invité à une réunion de recrutement dans un hôtel d'Hollywood.

L'ambiance n'était pas au beau fixe. L'agent, qui pensait que j'allais mordre à l'hameçon, m'a donné la chair de poule. Il pensait apparemment que j'avais été beaucoup plus informé que je ne l'avais été. Il a laissé entendre que ma mission consisterait à « mettre fin » à Castro « avec un

préjudice extrême ». Il était très fier des « morceaux d'acier » qui se trouvaient dans sa petite mallette.

En peu de temps, moins d'une minute, il a assemblé un fusil de précision avec lunette de visée. Il voulait que je le manipule. Avant de le toucher, j'ai pris une serviette pour m'assurer de ne pas laisser d'em-reintes digitales latentes. Il m'a dit que c'était très malin de ma part, mais il semblait extrêmement déçu ou contrarié. Il m'a expliqué les rayures, le poids et le chargement des cartouches, le mécanisme, s'est vanté de la lunette, du poids, de la rapidité du montage et du démontage.

Il était extrêmement mystérieux et vague. Parfois, il laissait entendre qu'il s'agissait d'une opération de la « société » (CIA). D'autres fois, il suggérait qu'elle était financée par le baron du pétrole texan H. L. Hunt ou par d'autres riches anticommunistes. Ou peut-être s'agissait-il d'une action secrète conjointe parrainée par des personnes haut placées, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement américain, voire par des agences de renseignement de pays « amis ». Ils n'ont pu m'en dire plus qu'après s'être assurés de ma présence.

La réunion a duré moins d'une heure. À l'époque, je n'avais pas la moindre idée de l'ordre du jour réel, mais il ne passait pas le test de l'odeur. Après avoir essuyé le spécimen, juste au cas où, je l'ai rendu et j'ai dit que je les tiendrais au courant. Je n'ai jamais revu ce recruteur, mais c'était loin d'être la dernière fois qu'il essayait de me piéger, ainsi que d'autres patriotes, pour que je sois le dindon de la farce de ce crime infâme à Dallas.

Si je n'avais pas déjoué la tentative de recrutement, on aurait pu entendre aujourd'hui que « l'extrémiste de droite Ralph Forbes » avait été l'un des assassins de John Kennedy – mais, comme Lee Harvey Oswald, j'étais simplement l'un des boucs émissaires potentiels.

FIN DU RÉCIT DE PREMIÈRE MAIN DE FORBES

Il ne s'agit là que du récit d'un seul homme, mais si l'on se réfère au dossier bien documenté de L'Ennemi intérieur, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'il existe de nombreux autres récits de ce type qui pourraient remplir le dossier.

Ce qui apparaît dans les pages de ce volume n'est que la partie émergée de l'iceberg – un monde profond, obscur et caché d'intrigues qui choquerait l'Américain moyen s'il connaissait la vérité.

Chapitre Vingt-Neuf

L'infiltration du mouvement anti-guerre par la CIA pendant la guerre du Vietnam : Bill et Hillary Clinton et John Kerry comme chèvres de Judas pour l'Ennemi intérieur

Bien que la majeure partie de notre étude de L'ennemi intérieur se concentre sur l'infiltration, la surveillance et la perturbation de ce qui est généralement perçu comme des groupes « de droite » et « nationalistes » par une variété d'agences et d'institutions sous le contrôle de l'élite au pouvoir, il est important de souligner que trois des politiciens démocrates les plus en vue aujourd'hui – Bill et Hillary Clinton et John Kerry, le candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle de 2000 – semblent clairement avoir été des exemples de premier ordre de l'infiltration par la CIA du mouvement anti-guerre pendant la période tragique de l'engagement américain au Vietnam et, plus tard, des acteurs clés dans les intrigues de la CIA ici et à l'étranger.

Toutefois, avant de revenir sur les intrigues peu connues de ces personnalités politiques démocrates bien connues, il convient de revenir brièvement sur les opérations d'espionnage domestique de la CIA qui ont atteint leur paroxysme dans les années 1960 et 1970, lorsque les Clinton et Kerry accédaient au pouvoir politique.

Dans le numéro de juillet-septembre 1995 de *NameBase NewsLine*, Daniel Brandt a fourni quelques détails importants sur l'espionnage domestique de la CIA :

> Les opérations intérieures de la CIA ont été révélées pour la première fois par Seymour Hersh dans le *New York Times* le 22 décembre 1974. Dans les deux semaines qui ont suivi, le Président Ford a créé la commission Rockefeller pour examiner la question, et son rapport a été publié au mois de juin suivant. Il décrit le programme d'interception du courrier de la CIA à destination et en provenance de l'Union soviétique,

l'opération CHAOS (le programme d'espionnage domestique de la CIA dirigé par Richard Ober), un programme d'espionnage domestique distinct dirigé par le Bureau de sécurité de la CIA et appelé Projet Résistance, ainsi qu'un programme du Bureau de sécurité qui a organisé des séminaires et des formations sur le crochetage des serrures et la surveillance à l'intention d'un certain nombre de services de police locaux.

[Il convient de noter que l'Ober susmentionné était un adjoint de James Jesus Angelton, le chef du contre-espionnage de la CIA et l'agent de liaison de la CIA avec le Mossad, l'agence de renseignement d'Israël, qui était extrêmement pro-israélien. – NdMCP]

Le rapport Rockefeller indique que « pendant six ans [1967-1972], l'opération [CHAOS] a compilé quelque 13 000 dossiers différents, y compris des dossiers sur 7 200 citoyens américains. Les documents contenus dans ces dossiers et le matériel connexe comprenaient les noms de plus de 300 000 personnes et organisations, qui ont été saisis dans un index informatisé ». Ce chiffre est à comparer à l'index de la CIA, qui contient quelque 7 millions de noms de toutes nationalités, géré par la direction des opérations, dont 115 000 seraient des citoyens américains.

Mais il se peut que ces chiffres soient inférieurs à la réalité ; le CHAOS était étroitement cloisonné au sein de la CIA et ne faisait l'objet d'aucun examen interne périodique. Par exemple, des rapports ultérieurs sur le nombre de services de police d'État, locaux et de comté assistés par la CIA ont été évalués à 44, soit bien plus que la poignée mentionnée dans le rapport Rockefeller.

Le Center for National Security Studies, un groupe de surveillance libéral de la fin des années 1970 dirigé par Morton Halperin, a obtenu 450 documents décrivant le projet Resistance de la CIA. Ces documents montrent que l'objectif de ce programme du Bureau de sécurité était bien plus qu'un moyen de protéger les recruteurs de la CIA sur les campus en collectant des coupures de presse, comme le décrit le rapport Rockefeller.

Le bureau de sécurité a été autorisé pour la première fois à aider la division de recrutement « de toutes les manières possibles », et les restrictions concernant les contacts avec le FBI au niveau local ont été supprimées. Des contacts ont également été établis avec les responsables de la sécurité des campus, les informateurs au sein de la communauté universitaire, les services de renseignements militaires et les polices locales et d'État. Une attention particulière a été accordée à la presse clandestine.

Il est clair que la CIA menait d'immenses opérations nationales actives, bien au-delà de ce qui était légal ou même soupçonné. Et comme nous le

verrons dans les pages qui suivent, les preuves suggèrent fortement que Bill et Hillary Clinton – ainsi que John F. Kerry – étaient fortement impliqués dans les opérations d'espionnage de la CIA. En fait, à l'époque où Bill Clinton est apparu pour la première fois comme un candidat à la présidence, les détails concernant les relations secrètes de Clinton ont été révélés, bien qu'ils aient été largement ignorés par les médias dits « grand public ».

Au cours de l'été 1992, alors que les grands médias se concentraient sur la liaison de Bill Clinton avec Gennifer Flowers, le journal populiste *The Spotlight*, basé à Washington-DC, s'est plutôt intéressé à la grande affaire : Les liens secrets de longue date de Clinton avec la CIA et son implication dans des entreprises de contrebande d'armes et de drogues liées au désormais célèbre scandale de la Bank of Credit and Commerce Internationale (BCCI).

Dans son numéro du 2 mars 1992, *The Spotlight* a été le premier média national à rapporter qu'alors que la campagne présidentielle de Clinton était en crise financière, la Worthen Bank de Little Rock lui avait accordé une ligne de crédit de 2 millions de dollars. La Worthen était détenue conjointement par le milliardaire de Little Rock Jackson Stephens et l'entrepreneur arabe Abdullah Taha Bakhsh, tous deux étroitement liés à la BCCI.

Stephens a servi d'intermédiaire dans l'accord qui a permis à la BCCI de prendre le contrôle de deux banques américaines. Bakhsh n'était pas seulement un proche associé du fondateur de la BCCI, Agha Hasan Abedi, mais aussi un partenaire d'un jeune homme d'affaires texan, George W. Bush, dans Harken Energy, la société qui a rendu le fils du Vice-président (et plus tard du Président) George Bush millionnaire.

Le 31 août 1992, *The Spotlight* a été le premier média national à révéler les liens de Clinton avec les opérations de contrebande d'armes et de drogues Iran-contra menées par la CIA via le petit aéroport de Mena, dans l'Arkansas, et financées par un blanchiment d'argent massif par l'intermédiaire d'institutions financières contrôlées par les copains de Clinton. Bien que l'on se souvienne d'Iran-contra comme d'un scandale « républicain » (impliquant George Bush), le gouverneur démocrate de l'Arkansas était lui-même très impliqué.

En outre, des preuves suggèrent que l'épouse de Clinton, Hillary Rodham, avocate très influente de Little Rock, était également impliquée dans les scandales de la CIA de l'ère républicaine – connus sous le nom d'« Iraq-gate » - qui impliquaient l'armement de l'Irak financé à la fois par la BCCI et par la succursale d'Atlanta de la banque italienne Banca Nazionale de Lavoro (BNL).

Dès le 25 mars, le 3 juin et le 19 août 1991, *The Spotlight* a signalé que les scandales impliquant les deux banques étaient liés, mais cela n'a jamais été reconnu nulle part ailleurs jusqu'au 16 novembre 1992, lorsque le *Washington Post* a finalement reconnu ce que *The Spotlight* avait dit : « Il est maintenant clair que les deux [scandales] sont liés. Ce qui n'est pas clair, c'est le motif de la conspiration qui les a liés ».

The Spotlight a été la seule voix à révéler que « le motif de la conspiration qui les a liés » était que les deux banques étaient impliquées dans des transactions pétrolières secrètes, privées et non gouvernementales entre George Bush et ses associés, en partenariat avec Saddam Hussein, le dirigeant de l'Irak, et qui ont joué un rôle dans l'armement secret de l'Irak par la CIA.

Ces accords de la CIA visant à armer l'Irak ont impliqué Hillary Clinton. Son cabinet Rose Law Firm a négocié l'accord avec la branche d'Atlanta de la BNL pour déguiser les fonds agricoles américains afin d'aider à armer secrètement l'Irak. Les fonds de la BNL ont été acheminés par l'intermédiaire de la BCCI.

Quoi qu'il en soit, *The Spotlight* (le 16 août 1993) a été la première publication à exposer les preuves que Bill Clinton était un agent de la CIA depuis l'époque où il participait au mouvement anti-guerre à Oxford.

Les conservateurs ont par la suite accusé Clinton d'être un « traître » en raison d'un voyage qu'il a effectué à Moscou à cette époque. Cependant, la CIA avait des agents dans le mouvement anti-guerre et *The Spotlight* a cité un ancien analyste soviétique de haut rang de la CIA, Victor Marchetti, qui a commenté :

> À l'époque où Clinton était censé se rendre à Moscou, la CIA recrutait activement des étudiants américains et d'autres étudiants pour qu'ils se rendent à Moscou [et] à Helsinki et participent à des activités pacifiques afin de contrer les actions soviétiques.
>
> Sans révéler de secrets sur la manière dont j'en suis arrivé à cette conclusion, je ne serais pas surpris de découvrir que Clinton travaillait en fait pour la CIA.

Le 27 septembre 1993, *The Spotlight* a fourni de nouvelles informations suggérant que lors de son voyage à Moscou, Clinton était impliqué dans une opération bien plus importante que l'espionnage de ses camarades d'université : l'appropriation des documents de l'ancien dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev pour le compte de la CIA.

En fait, l'ami de Clinton à Oxford, Strobe Talbott – plus tard nommé à un poste au département d'État par Clinton – est connu pour avoir joué un rôle dans l'acquisition par la CIA des documents de Khrouchtchev. Cord Meyer, chef de la station londonienne de la CIA, était le « handler » des deux jeunes hommes, bien que Meyer le nie.

Plus tard, Clinton a fréquenté Yale, un important centre de recrutement de la CIA, où il a rencontré Hillary Rodham. La jeune femme a rapidement fait partie du personnel de la commission parlementaire sur le Watergate, une controverse dans laquelle la CIA a joué un rôle majeur. Certains ont suggéré que Hillary pourrait avoir surveillé la commission pour le compte de la CIA, surtout si l'on considère les activités qu'elle a menées par la suite dans le cadre du cabinet Rose Law Firm.

En 1996, l'auteur Roger Morris a publié son livre, *Partners in Power* (Partenaires au pouvoir), et, sur la base d'informations fournies par des sources bien informées, a conclu que Clinton était, comme le suggérait *The Spotlight*, secrètement affilié à la CIA depuis ses années d'université.

Le numéro d'octobre-décembre 1996 de la lettre d'information *NameBase Newsline*, qui fournit des informations supplémentaires montrant que Clinton est un actif de longue date de la CIA, attribue à *The Spotlight* le mérite d'avoir été la première publication à faire le lien entre Clinton et la CIA.

Après l'élection de Clinton à la présidence, la mort de son ami de longue date et conseiller de la Maison Blanche, Vince Foster, a été liée à l'implication de Clinton dans la CIA et aux scandales de l'« Iraq-gate » impliquant George Bush. Le *Spotlight* a révélé le 6 décembre 1993 que les sources de l'enquêteur Sherman Skolnick avaient découvert que Foster avait joué un rôle en convainquant le Président Clinton de mettre fin à un complot de la CIA, le 17 juillet 1993, visant à assassiner le dirigeant irakien Saddam Hussein. Ce complot a ensuite été révélé publiquement dans le numéro du 1er novembre 1993 du *Chicago Tribune*. Selon Skolnick :

> Pourquoi la Maison Blanche a-t-elle fait avorter ce complot ? Eh bien, Saddam a un demi-frère à Genève qui a déclaré que si Saddam était assassiné par la CIA, il divulguerait les documents bancaires montrant que Saddam avait des relations d'affaires privées avec George Bush.
>
> Il semble qu'il y ait un chevauchement entre les affaires de Saddam avec Bush et les affaires des Clinton. Les Clinton, Bush et Saddam – pour dire les choses simplement – sont en fait tous des partenaires commerciaux.

Puis, le 3 juillet 1994, *The Spotlight* a rapporté une autre histoire parue dans le *Sunday Telegraph* de Londres le 21 mai 1994, mais qui n'a jamais été rapportée par les « grands » médias américains : les enquêteurs ont découvert qu'au cours des cinq années précédant sa mort, Vince Foster avait effectué des voyages internationaux secrets, y compris au moins deux voyages virtuels d'une nuit à Genève.

Les voyages de Foster ont été achetés à un tarif préférentiel réservé aux hauts fonctionnaires ou aux agents contractuels travaillant pour le gouvernement fédéral. Il a utilisé ces tarifs alors qu'il n'était ostensiblement qu'un avocat exerçant à titre privé. Probablement parrainé par Bill (et/ou Hillary) Clinton, Foster travaillait manifestement pour la CIA.

En juillet 1993, douze jours après avoir annulé un voyage imminent à Genève, Foster a été retrouvé mort. Il ne s'agit manifestement pas d'un « suicide », Foster n'a pas été assassiné par les Clinton – comme le suggèrent les détracteurs des Clinton – mais par les ennemis de Saddam, mécontents de l'intervention réussie de Foster dans le complot visant à tuer le dirigeant irakien.

En fin de compte, le monde de Bill et Hillary Clinton est manifestement beaucoup plus grand et plus complexe et implique beaucoup plus de choses que ce que l'on nous a laissé croire. Mais seul *The Spotlight* a osé raconter cette histoire.

Qu'en est-il du sénateur John Kerry (D-Mass.) qui, contrairement à Clinton, a commencé par être un « héros » de la guerre du Vietnam avant de faire apparemment un virage à 180 degrés et de devenir un critique très important de la guerre depuis sa position d'ancien combattant décoré ? La vérité est qu'il y a probablement beaucoup plus de choses qu'il n'y paraît à première vue dans le service du sénateur John Kerry au Vietnam et dans ses activités anti-guerre ultérieures. Le « scandale du Swiftboat » de John Kerry a fait le buzz parmi les militants du Parti républicain, sur Internet, et a fait l'objet d'un livre qui a soulevé la question de savoir si Kerry était vraiment un « héros » et s'il méritait les médailles (et les accolades) qu'il a reçues pour son service au Vietnam.

Alors qu'une poignée de vétérans ayant servi avec Kerry – au moins pendant une courte période – ont parcouru le pays pendant la campagne 2000 pour défendre Kerry, un nombre considérable d'autres anciens officiers et marins du Swift Boat ont fait campagne contre Kerry et ont contesté ses affirmations concernant ses antécédents de guerre.

La question qui se posait était la suivante : quel groupe de vétérans les électeurs devaient-ils croire ? Si l'un des groupes mentait, pourquoi mentait-il ? Kerry était-il un héros ou un imposteur ? Et qu'en est-il des activités anti-guerre de Kerry après son retour du Vietnam ?

Il convient à ce stade d'établir un parallèle entre les déboires de Kerry et le « scandale » similaire qui a entouré Bill Clinton lors de la campagne présidentielle de 1992, lorsqu'il a été révélé que ce dernier s'était activement efforcé d'éviter l'appel sous les drapeaux.

En 2004, la campagne de Bush n'a pas eu grand-chose à dire sur les éventuelles distorsions de la vérité historique par Kerry concernant ce qu'il a fait – ou n'a pas fait – au Vietnam, ce qui peut s'expliquer par le fait que les états de service du Président étaient en soi plutôt douteux et que Bush ne souhaitait pas les rappeler à ses électeurs. Cela n'a pas empêché les militants politiques « indépendants » de soulever un tollé à propos des aventures de Kerry pendant la guerre.

Rappelons toutefois qu'en 1992, le père de Bush et sa campagne de réélection n'avaient pas grand-chose à dire sur les efforts déployés par Bill Clinton pour échapper à l'appel sous les drapeaux. En fait, en 1992 – et dans les années qui ont suivi – certains ont suggéré que la raison même pour laquelle l'ancien directeur de la CIA, George Bush (alors candidat à sa réélection contre son adversaire démocrate Bill Clinton), n'a pas activement attaqué Clinton et ne l'a pas traité de « déserteur » était précisément parce que l'ancien directeur de la CIA savait que Clinton – en tant qu'étudiant – travaillait presque certainement en tant qu'agent de la CIA, infiltrant des groupes anti-guerre en Grande Bretagne et ailleurs.

Ainsi, bien que de nombreux vétérans et républicains de base aient traité Clinton de « déserteur » et insinué qu'il était en quelque sorte « déloyal envers son pays », la vérité est que Clinton avait manifestement trouvé un moyen d'éviter le service militaire, tout en ayant une « entrée » auprès de l'élite du pouvoir dans ce pays : agir en tant qu'étudiant limier pour la CIA.

Bien que, comme nous l'avons indiqué, *The Spotlight* ait été la première publication à mettre en évidence les premiers services de Clinton pour la CIA (ce que ni Clinton ni la CIA n'ont bien sûr jamais reconnu), un large éventail d'écrivains – dont l'ancien membre du Conseil de sécurité nationale Roger Morris, le correspondant britannique Ambrose Evans-Pritchard et le journaliste Daniel Brandt, entre autres – ont depuis complété certaines des pièces manquantes du puzzle et ont essentiellement confirmé que Clinton – à l'épo-

que où il échappait à la conscription – travaillait bel et bien pour le compte du gouvernement des États-Unis en tant qu'informateur de la CIA.

Ce qui nous amène à John Kerry. Nombreux sont ceux qui ont reproché à Kerry ses activités anti-guerre après son retour du Vietnam, suggérant qu'il était impliqué dans des éléments anti-guerre « radicaux ». Cependant, ce que les critiques les moins perspicaces de Kerry n'ont pas remarqué, c'est qu'une lecture attentive des comptes rendus des journées anti-guerre de Kerry, présentés dans des comptes rendus habilement formulés dans des quotidiens d'élite tels que le *New York Times* et le *Washington Post*, conduit à la conclusion très claire (du moins pour un lecteur perspicace) que Kerry était en fait l'une des forces les plus « modérées » du mouvement anti-guerre et que, à certains égards, il agissait presque comme s'il voulait freiner le mouvement.

Il semble que ce soit le point sur lequel les deux principaux journaux qui se sont penchés sur le passé de Kerry en tant que manifestant contre la guerre – le *New York Times* et surtout le *Washington Post*, favorable à la CIA – ont voulu insister dans leurs longs articles très similaires sur ce sujet.

En bref, on peut commencer à soupçonner que le bref service et les « exploits » de Kerry au Vietnam faisaient partie d'une « légende » classique de la communauté du renseignement créée pour Kerry, récemment diplômé de Yale – un poste de recrutement de longue date de la CIA – et membre (comme George W. Bush) de Skull & Bones, la société secrète exclusive de Yale (un autre terrain d'entraînement de l'élite).

Compte tenu des antécédents de Clinton à la CIA (et de ses liens avec Yale), est-il vraiment exagéré de suggérer que Kerry était lui aussi un agent de la CIA depuis le début ?

Ce n'est pas exagéré : les archives montrent que de nombreux militaires éminents (et moins éminents) – par exemple, le célèbre général de l'armée de l'air Ed Lansdale – étaient également des agents secrets de la CIA pendant leur service militaire.

Est-il possible que la courte période passée par Kerry au Vietnam ait eu pour but d'établir sa bonne foi en tant que « héros de guerre » et de le ramener ensuite pour qu'il devienne un « critique » de la guerre ?

Comme nous l'avons noté dans les premières pages de ce volume, nous savons qu'au moins un des principaux critiques de la guerre du Vietnam, Allard Lowenstein (plus tard membre du Congrès), était secrètement payé par la CIA à l'époque où il protestait contre la guerre et qu'une des principales organisations anti-guerre, l'Association nationale des étudiants, était également financée par la CIA.

Ce n'est probablement pas une coïncidence si, lorsque Kerry a annoncé qu'il se lançait dans la frénésie anti-guerre, il a déclaré – peut-être en faisant une large allusion pour ceux qui sont suffisamment « dans le coup » pour saisir l'essentiel de ce qu'il disait – qu'il voulait suivre les traces d'Allard Lowenstein. Encore une fois, ce n'est probablement pas une coïncidence si le fils de Lowenstein est devenu l'un des principaux conseillers de Kerry en matière de politique étrangère.

Que dit le vieil adage ? « Qui se ressemble s'assemble ».

Le service de Kerry au Vietnam n'avait san doute rien d'héroïque, comme le suggèrent ses détracteurs, mais, d'un autre côté, il est tout à fait possible – peut-être probable – que son voyage au Vietnam faisait partie d'une entreprise planifiée à l'avance et organisée par certains mentors de Yale (ou, devrions-nous dire, de la CIA) ?

Les chèvres de Judas se présentent sous différentes formes politiques, comme le montrent clairement les cas des Clinton, de Kerry et de son mentor, Lowenstein.

Dans le chapitre qui suit, nous examinerons comment la candidature ratée de John Kerry à la présidence en 2004 semble avoir été orchestrée en coulisses comme une candidature, sinon vouée à l'échec, du moins conçue pour soutenir l'agenda global de l'élite sioniste – pour s'assurer que l'Ennemi intrieur reste fermement aux commandes de l'appareil de politique étrangère des États-Unis, quel que soit le résultat de l'élection.

Chapitre Trente

La solution était toute trouvée : comment les chèvres de Judas sionistes ont conduit le GOP à la défaite en 1940 et les Démocrates à la défaite en 2004

Bien que les parallèles ne soient pas précisément établis, la campagne électorale présidentielle américaine de 2004 a été remarquablement similaire – à certains égards particulièrement importants – à la bataille de 1940 entre le candidat démocrate sortant, Franklin D. Roosevelt, qui en était à son troisième mandat, et son adversaire républicain, Wendell L. Willkie.

Comme en 1940, les élites ploutocratiques en place étaient déterminées en 2004 à contrôler (et ont effectivement contrôlé) « les deux chevaux de la course », principalement parce qu'elles savaient que le vainqueur de l'élection serait en mesure d'orienter le cours futur de l'engagement américain sur la scène mondiale – ce qui est toujours vital pour les éléments bancaires et industriels internationaux qui sont prêts à tirer profit de la manipulation de la politique étrangère et intérieure des États-Unis.

Lors des élections de 1940, Franklin D. Roosevelt répétait haut et fort aux Américains que leurs fils ne participeraient à aucune guerre étrangère. Pendant ce temps, bien sûr, en coulisses, tant en ce qui concerne la politique américaine à l'égard de l'Europe que de l'Extrême-Orient, Roosevelt cherchait par tous les moyens à impliquer les États-Unis dans une guerre dont plus de 90 % du peuple américain pensait qu'elle n'était pas nécessaire et qu'elle ne devait pas être menée.

Mais malgré les sondages indiquant une opposition massive des Américains à l'engagement des États-Unis dans la guerre en Europe, le GOP – en rejetant le sénateur nationaliste Robert Taft (Ohio) – a choisi de ne pas remettre en question la politique belliciste internationale de FDR, qui était évidente, nonobstant la rhétorique publique officielle de ce dernier. Au lieu de cela, le GOP a désigné Willkie, un avocat de Wall Street qui était non seulement un récent converti au Parti républicain, mais qui était aussi, comme

FDR, un fervent internationaliste et un partisan avide de la théorie selon laquelle l'Amérique devait intervenir, au nom de l'Empire britannique, dans la guerre en Europe.

En fait, c'est essentiellement ce qui s'est passé lors de la campagne électorale américaine de 2004. Bien qu'un Président républicain, George W. Bush, cherchait à se faire réélire à la Maison Blanche (et, bien sûr, une guerre était déjà en cours), son successeur démocrate présomptif disait essentielle-ment « moi aussi » en ce qui concerne la débâcle en cours en Irak.

Non seulement le sénateur John Kerry (D-Mass.) avait voté en faveur de la guerre, mais il demandait maintenant que davantage de troupes américaines soient déployées en Irak, sa version de la « meilleure gestion de la guerre ». En substance, Kerry a poussé le thème de l'« opposition loyale » à son paroxysme.

Et compte tenu (comme nous l'avons déjà vu) du rôle probable de Kerry en tant qu'agent secret de la CIA depuis de nombreuses années, il se pourrait bien qu'il n'ait été, en fin de compte, guère plus qu'un « bouc émissaire » volontaire, prêt à se sacrifier au nom de l'agenda mondialiste, même si cela signifiait perdre l'élection.

Cette situation n'est pas sans rappeler celle de la campagne des primaires présidentielles républicaines de 1940, lorsque les électeurs du GOP choisissaient un candidat pour s'opposer à FDR. En 1940, le candidat préféré des électeurs du GOP était Bob Taft, de l'Ohio, fervent critique de la politique étrangère de FDR. En 1940, Taft jouait essentiellement le même rôle dans les primaires républicaines que le franc-tireur Howard Dean, gouverneur du Vermont, dans les primaires présidentielles démocrates 64 ans plus tard : bien que Dean – comme Taft avant lui – ait pris la tête de la campagne en raison de sa franche opposition à l'engagement des États-Unis dans une guerre étrangère insensée, les médias d'élite américains ont commencé à s'acharner sur Dean – comme ils l'avaient fait pour Taft – et à saper sa campagne.

Ce n'est donc pas une coïncidence - bien que les médias n'aient jamais mis l'accent sur ses remarques – si, au cours de la campagne des primaires, Dean lui-même a souligné à plusieurs reprises qu'un nombre de plus en plus restreint d'intérêts financiers élitistes prenaient le contrôle des médias de masse en Amérique. C'est ainsi que la campagne de Dean a été sabotée et, comme l'ont souligné certains journaux, notamment *Forward*, un journal juif de premier plan, **le vent a tourné contre Dean et en faveur de Kerry lorsque de nombreux dirigeants de la petite, mais influente,**

communauté juive de l'Iowa se sont ralliés à Kerry et ont sauvé sa campagne chancelante dans cet État critique.

Bien que l'épouse de Dean soit juive, l'opposition de Dean à la guerre en Irak – qui était soutenue par les principaux dirigeants et groupes de dirigeants de la communauté juive américaine – a été à l'origine de la plus forte opposition (et de l'hostilité des médias) à sa candidature. Ainsi, une fois Dean écarté, un démocrate de « l'opposition loyale » – qui avait en fait voté en faveur de la guerre de Bush en Irak – était en passe d'obtenir l'investiture.

Le sort de Taft, le favori du GOP, était similaire. Mais nous savons aujourd'hui que la fameuse « ruée vers le cheval noir » de Wendell Willkie lors de la Convention nationale républicaine de Philadelphie en 1940 n'avait rien à voir avec cela. Thomas E. Mahl a soigneusement démontré, sans l'ombre d'un doute, dans son livre *Desperate Deception : British Covert Operations in the United States, 1939-1941* (Déception désespérée : opérations secrètes britanniques aux États-Unis, 1939-1941), la campagne de Willkie lors de la convention du GOP a été essentiellement achetée et payée par de riches intérêts américains qui étaient favorables à la politique étrangère de FDR et qui voulaient s'assurer que le GOP désignerait un candidat qui ne s'opposerait pas sérieusement au point de vue de FDR. Il était donc vital de détruire la candidature de Taft.

En outre, selon les recherches minutieusement documentées de Mahl, il est très clair que les services de renseignement britanniques – et les personnes travaillant avec eux – s'efforçaient à la fois de saboter Taft et de promouvoir Willkie, et qu'ils ont réussi dans les deux cas.

Ainsi, Taft – comme Dean qui est arrivé plus tard – a été sacrifié au sein de son propre parti (en dépit du fait que sa position anti-guerre était considérablement plus populaire) et remplacé par un candidat (Willkie – dont John Kerry s'est fait l'écho en 2004) qui se tenait essentiellement aux côtés du Président en exercice sur la question de l'intervention des États-Unis à l'étranger.

Fait significatif, près d'un an après les élections de 1940, alors que le débat sur l'intervention des États-Unis en Europe faisait toujours rage, le célèbre aviateur américain Charles Lindbergh, dans un discours très critiqué devant le comité anti-guerre America First, a déclaré publiquement que trois groupes poussaient l'Amérique vers la guerre : « les Britanniques, les Juifs et l'administration Roosevelt ».

En fait, en remplaçant le nom « Roosevelt » par le nom « Bush », il pourrait s'agir d'une description succincte des mêmes groupes qui ont poussé à la

guerre en Irak. Ainsi, comme on dit, plus les choses changent, plus elles restent les mêmes. Ou, plus simplement, l'histoire se répète. L'ennemi intérieur ne disparaîtra pas sans combattre.

Dans ce contexte, il convient de noter, en guise de corollaire, comment, pendant la période qui a précédé l'invasion américaine de l'Irak et le débat qui a suivi sur cette débâcle lors de l'élection présidentielle de 2004, le mouvement sioniste a fait des heures supplémentaires pour empêcher le mouvement anti-guerre de s'aventurer jusqu'à souligner le fait qu'Israël et son lobby américain étaient les principaux instigateurs de la guerre envisagée.

Au printemps 2003, alors que l'opposition populaire à la guerre en Irak se développait aux États-Unis et dans le monde entier, que l'on connaissait de mieux en mieux le soutien d'Israël à la guerre et le rôle prééminent d'une puissante clique de « néoconservateurs » pro-israéliens au sein de l'administration de George W. Bush pour promouvoir la guerre, une poignée de « libéraux » pro-israéliens (qui se disaient opposés à la guerre) se sont en fait employés à saper les critiques d'Israël au sein du mouvement anti-guerre.

Le fait que de nombreuses personnes commencent à accuser Israël d'être à l'origine de la guerre en Irak est un point qui préoccupe de plus en plus les partisans d'Israël. Le 16 février 2003, le *Washington Post* a donné son avis sur ce qui constituait des motifs valables d'opposition à la guerre. Selon le *Post*, « les arguments des opposants sont parfois », selon ses termes, « incohérents ou sans fondement », parmi lesquels « les suggestions selon lesquelles la campagne américaine est motivée par un agenda non divulgué visant à défendre Israël ou à s'emparer du pétrole irakien ». La seule raison valable de s'opposer à la guerre – à ce stade – selon le *Post*, est que toute action unilatérale des États-Unis sans l'approbation préalable des Nations Unies serait une erreur.

Parallèlement aux commentaires du *Post*, l'effort de sabotage du mouvement anti-guerre de l'intérieur est apparu au grand jour après que l'éminent rabbin libéral Michael Lerner a prétendu qu'on lui avait interdit de prendre la parole lors d'un rassemblement anti-guerre à San Francisco parce que le principal organisateur du rassemblement, International ANSWER (Act Now to Stop War and End Racism : Agir maintenant pour arrêter la guerre et mettre fin au racisme) était totalement antisioniste alors que lui (Lerner) était favorable à l'établissement d'un État palestinien aux côtés d'Israël. ANSWER a nié ces propos, affirmant que Lerner n'avait pas été autorisé à prendre la parole parce qu'il avait déjà attaqué ANSWER et que les divers organisateurs du rassemblement avaient déjà convenu qu'ils n'accepteraient pas d'orateurs

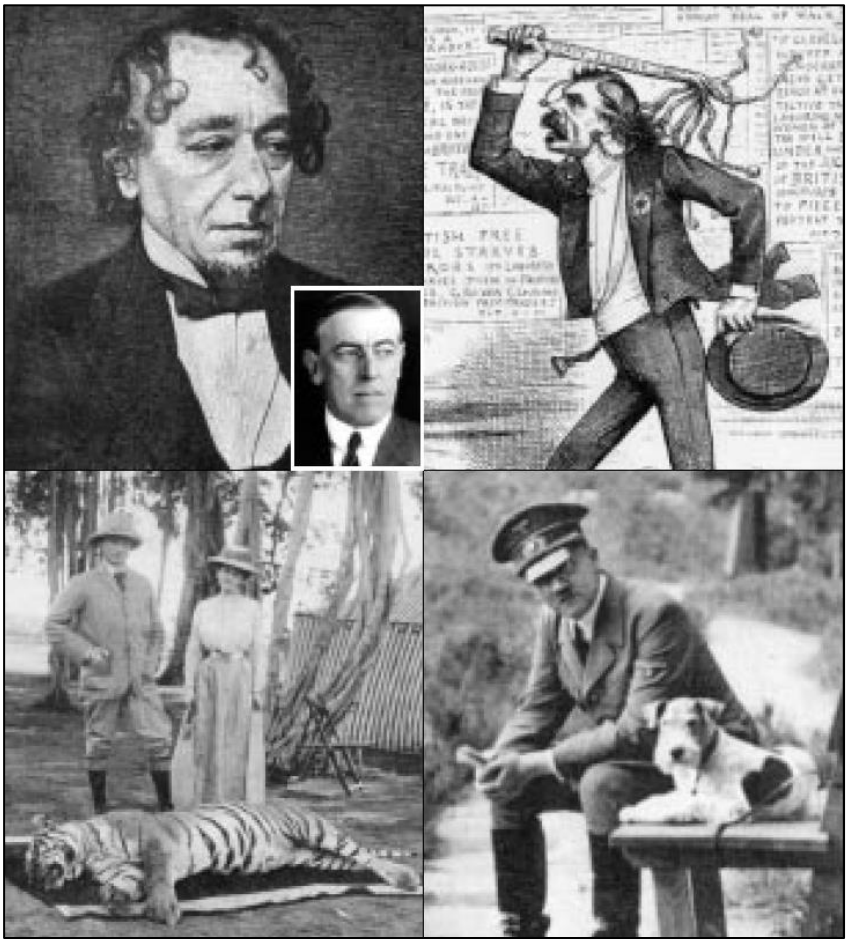
ayant critiqué l'un ou l'autre de ces groupes. En fait, Lerner avait attaqué ANSWER en disant qu'en organisant des rassemblements anti-guerre à travers le pays, ANSWER avait inclus trop d'orateurs qui soutenaient que la guerre des États-Unis contre l'Irak était stimulée principalement par le désir d'Israël de voir l'Irak détruit.

Quoi qu'il en soit, à cause de la colère de Lerner, un groupe de quelque 150 autres « intellectuels progressistes » autoproclamés (dont la plupart étaient des partisans juifs d'Israël et se disaient opposés à la guerre) a fait du bruit et envoyé une lettre ouverte condamnant le refus d'ANSWER d'autoriser Lerner à s'exprimer, allant jusqu'à dire qu'ANSWER n'était pas apte à « diriger des mobilisations de masse contre la guerre en Irak ».

Compte tenu de l'immense succès remporté par ANSWER – quelle que soit son orientation politique – dans l'organisation de manifestations de masse contre la guerre, les critiques se sont interrogés sur la motivation des forces pro-israéliennes à tenter de saper le leadership du mouvement anti-guerre à ce moment critique.

Pendant ce temps, alors que les éléments sionistes complotaient pour diviser le mouvement anti-guerre, un éminent spéculateur financier sioniste de longue date, George Soros, est apparu comme un « critique » franc du Président George W. Bush et de la guerre en Irak. Se présentant comme le « porte-monnaie » de nombreux groupes progressistes et d'activistes anti-guerre, Soros a effectivement pris le contrôle de l'opposition, réduisant ainsi à néant de nombreuses sources possibles d'opposition à l'influence sioniste en Amérique. En finançant une telle variété d'organisations, Soros – un juif – s'est érigé en « dictateur » virtuel du mouvement progressiste américain pour les années à venir.

Ce que tout cela signifie tout simplement, c'est qu'une fois de plus, le peuple américain a été manipulé et mal orienté. L'élection présidentielle de 2004 a été l'ultime « mascarade », et la vérité sur la guerre en Irak – l'un des principaux sujets de débat au cours de cette campagne présidentielle corrompue – n'a jamais été entièrement révélée au peuple américain. Une nouvelle victoire pour les Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur.



Le nationaliste américain Whitelaw Reid (en haut à droite) s'en prend aux « libre-échangistes britanniques » et aux « pharisiens » dans cette caricature de 1884. Le Premier ministre britannique Benjamin Disraeli (en haut à gauche) – un instrument de la dynastie bancaire Rothschild – a abandonné son opposition initiale au libre-échange et sous Disraeli (qui est mort en 1881), l'impérialisme britannique a atteint son apogée, l'empire « britannique » émergeant comme un fief Rothschild. Le Président américain Woodrow Wilson (en médaillon), disciple de Disraeli et du libre-échange britannique, s'est efforcé de démanteler le nationalisme américain traditionnel, de sorte qu'il est (comme Disraeli) très admiré par les néoconservateurs sionistes modernes qui promeuvent le Nouvel Ordre Mondial. Dans le cadre du programme impérial des Rothschild, les coloniaux britanniques (comme ceux présentés ci-dessus, posant triomphalement avec un trophée) ont établi un bilan qui a conduit de nombreuses personnes du « tiers monde » à sympathiser avec Adolf Hitler (à droite). Bien que Hitler ait espéré forger une alliance avec la Grande-Bretagne contre la Russie soviétique, l'opposition juive a contrecarré ses plans, une ironie à la lumière du fait que certains éléments sionistes ont en fait cherché à s'attirer les faveurs de Hitler car sa politique intérieure a eu pour effet de stimuler l'immigration juive en Palestine.

S'agit-il d'agneaux ou de chèvres de Judas ?

Introduction à la Partie Cinq

Deux grands noms, deux mauvais dossiers : *Alea jacta est*

Les deux chapitres qui suivent sont de véritables études de cas de personnalités éminentes qui, tout en étant adulées par les conservateurs américains, agissaient en fait comme des agents de l'Ennemi intérieur.

Les deux personnalités en question sont considérées par beaucoup comme des « titans » du mouvement « conservateur » américain. Mais un examen attentif de leurs dossiers révèle malheureusement une histoire bien différente.

Il s'agit du sénateur de Caroline du Nord Jesse Helms et de l'ancien président de la Chambre des représentants Newt Gingrich.

Dans le cas du sénateur Helms, il semble qu'il ait été coopté, contraint de renier son attachement passé au nationalisme américain traditionnel.

Dans le cas de Newt Gingrich, il semble que celui-ci n'ait jamais été ce qu'il semblait être.

Dans les deux cas, cependant, les carrières des deux « géants » républicains du Congrès sont tristement parallèles.

Chapitre Trente-et-Un

La triste histoire de Jesse Helms : comment un patriote américain est devenu une chèvre de Judas pour le compte de l'Ennemi intérieur

Le « critique » américain le plus connu des Nations unies était-il vraiment un critique de l'organisation mondiale ? Le cas de l'ancien sénateur de Caroline du Nord, Jesse Helms, qui a longtemps été le favori de nombreux conservateurs américains, est peut-être le retournement de situation le plus étonnant pour un homme politique américain. Il s'agit d'une histoire révélatrice qui a évolué au fil des ans et qui a causé un grand désarroi chez de nombreux admirateurs de Helms. L'étonnant « ajustement » de Helms, non seulement vis-à-vis des Nations unies, mais aussi en ce qui concerne sa position sur la politique américaine au Moyen-Orient, montre comment même un nationaliste américain apparemment « pur et dur » peut basculer dans la direction opposée – clairement influencé par L'Ennemi intérieur.

Alors que, tout au long de la carrière de Helms, les médias ont rendu publiques les allées et venues entre Helms et les groupes « sociaux » tels que les féministes, les avorteurs, les homosexuels, les opposants à la prière à l'école et d'autres minorités – Helms et ses détracteurs collectant des tonnes d'argent pour se battre l'un contre l'autre – l'alliance inattendue de Helms avec l'élite ploutocratique reste largement méconnue.

Au début de sa carrière au Sénat, Helms était un fervent critique de l'aide étrangère, dont la plus grande partie allait, à l'époque comme aujourd'hui, à Israël. En conséquence, Helms était considéré comme « suspect » par le puissant lobby pro-israélien à Washington. Puis, le 27 mars 1979, Helms s'est levé au Sénat pour déclarer que les accords de paix nouvellement signés entre Israël et l'Égypte ne protégeaient pas les intérêts de l'Amérique.

Helms était le seul membre du Congrès à oser dire (publiquement) que la principale pierre d'achoppement sur la voie de la paix au Moyen-Orient était le refus d'Israël de renoncer au contrôle de la Cisjordanie occupée qu'Israël avait prise à la Jordanie lors de la guerre de 1967.

Helms était indubitablement la principale voix du Congrès en faveur d'une politique étrangère axée sur l'Amérique d'abord. En 1982, Helms a même appelé à la rupture des relations diplomatiques avec Israël après son invasion sanglante du Liban.

Mais deux ans plus tard, en 1984, alors qu'il briguait un troisième mandat et que l'argent du lobby israélien coulait à flots dans les caisses de son adversaire démocrate, Helms a fait une étonnante volte-face : il a choqué « à la fois la gauche et la droite » en appelant au transfert de l'ambassade américaine en Israël de Tel Aviv à Jérusalem. Il a également déclaré que les États-Unis devaient continuer à soutenir l'occupation israélienne de la Cisjordanie.

De toute évidence, Helms a été coopté par le lobby israélien. De grands noms de l'élite pro-israélienne ont levé des fonds pour sa campagne, apparemment sous la direction du milliardaire sioniste des médias S. I. Newhouse, dont la famille est depuis longtemps un important mécène du lobby israélien et de groupes tels que la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith.

Un fait particulièrement troublant est que Helms avait accepté des fonds de campagne d'un homme d'affaires new-yorkais, Bob Jacobs, qui avait publiquement admis soutenir un groupe terroriste violent de type milice – la Ligue de défense juive (LDJ) – qui a été associé à de nombreux meurtres, attentats à la bombe et autres crimes.

Dans un article paru dans *The Village Voice* le 6 mai 1986, le journaliste juif américain Robert I. Friedman a décrit Jacobs comme l'un des « partisans les plus fanatiques » du rabbin Meir Kahane, fondateur de la LDJ, aujourd'hui assassiné, et a révélé qu'il était l'un des plus importants membres de la Ligue de défense juive :

> Jacobs aurait donné à Kahane 20 000 dollars pour sa campagne à la Knesset en 1984 et a collecté des fonds pour le compte de terroristes juifs condamnés en Israël. Jacobs a également collecté des fonds pour son ami proche, le sénateur de Caroline du Nord Jesse Helms, qui a effectué son premier voyage en Terre Sainte avec Jacobs [au cours de l'été 1985].

L'un des protégés de Kahane, Victor Vancier, chef de la LDJ de New York, a déclaré au journaliste Friedman lors d'une interview que l'ami proche de Helms, Jacobs, « a dit que la LDJ devrait frapper les Arabes américains et les Juifs de gauche, en particulier les journalistes, qui soutiennent l'OLP. C'est ce que [le fondateur de la LDJ, Kahane] lui a dit être la priorité de la LDJ ».

C'est précisément grâce au soutien critique de personnes telles que Jacobs et le milliardaire sioniste Newhouse – qui serait intervenu en faveur de Helms et aurait exhorté les autres partisans d'Israël à financer Helms ou à cesser de financer son adversaire démocrate – que Helms a été réélu en 1984.

Le lobby israélien ayant réussi à battre le sénateur Charles Percy (RIll.), qui était – contrairement à Helms – un critique inflexible d'Israël, Helms a succédé à Percy en tant que président GOP de la commission sénatoriale des relations étrangères et a rapidement démontré sa fidélité à ses nouveaux alliés.

En 1985, Helms a publiquement soutenu la poursuite de l'occupation militaire israélienne des terres arabes, affirmant de manière remarquable que l'occupation israélienne n'était pas « une question au cœur du conflit israélo-arabe ».

Helms a également joué un rôle inhabituel dans une série de circonstances qui ont conduit à la prise de contrôle du géant des médias CBS par un consortium de « nouveaux riches », manipulateurs financiers pro-israéliens purs et durs.

Le Spotlight a été le seul journal américain à raconter l'histoire complète de la prétendue offre de Helms d'acheter CBS et d'en faire un réseau de télévision conservateur. Helms avait lancé un appel aux conservateurs pour qu'ils se rassemblent afin de prendre le contrôle de CBS, en affirmant que cela permettrait de mettre fin au parti pris libéral de la chaîne. Cela sonnait bien, mais la vérité était qu'une prise de contrôle réussie par Helms aurait nécessité un trésor de guerre de quelque 5 milliards de dollars.

Pourtant, dans le sillage de la campagne de Helms, la valeur des actions de CBS a grimpé de plus de 30 %. Le milliardaire sioniste Ivan Boesky, spéculateur boursier, qui s'est procuré une participation substantielle dans les actions de CBS, a réalisé d'énormes profits. En fait, Boesky faisait partie d'un consortium de milliardaires pro-israéliens dirigé par Lawrence Tisch, qui a finalement pris le contrôle de la chaîne.

Selon les sources du *Spotlight* à Wall Street, la campagne Helms avait effectivement « détourné l'attention » de la direction de CBS et préparé le terrain pour que le consortium Tisch s'empare de la chaîne. Et aujourd'hui, bien sûr, CBS reste aussi libérale que jamais.

En 1996, Helms a de nouveau étonné nombre de ses partisans de longue date en écrivant un article pour le numéro de septembre/octobre 1996 de *Foreign Affairs*, la revue du Council on Foreign Relations, le groupe de pression internationaliste, dans lequel il parle de la « réforme » des Nations

unies, acceptant de fait le rôle de l'ONU dans les affaires américaines - un autre revirement en effet.

L'évolution politique de Helms – que certains pourraient qualifier de « révolution » – s'est poursuivie. En 2000, deux ans avant sa retraite, Helms prononce un discours enflammé devant le Conseil de sécurité des Nations unies, critiquant l'ONU. Les journaux « conservateurs » ont acclamé Helms.

Mais une fois de plus, l'histoire ne s'arrête pas là et les journaux conservateurs préfèrent ne pas en parler. En fait, le discours de Helms faisait partie d'un plan soigneusement orchestré par l'ambassadeur à l'ONU du Président Bill Clinton, Richard Holbrooke, afin de détourner les critiques de l'ONU pendant l'année électorale. Et comme Holbrooke était membre non seulement du groupe de pouvoir internationaliste connu sous le nom de Bilderberg, mais aussi du Council on Foreign Relations (CFR) et de la Commission trilatérale, son plan était clairement dirigé et approuvé au plus haut niveau.

Le 3 février 2000, dans le *Washington Post*, le chroniqueur Jim Hoagland, collègue de Holbrooke au sein du groupe Bilderberg, a révélé les dessous de l'affaire. Les fans de Helms qui ont lu l'article ont été pris d'un sentiment de dégoût. Commentant le fait que « [le commentateur populiste et candidat à la présidence] Pat Buchanan [avait] peu attiré l'attention », Hoagland a déclaré que l'apparition de Helms à l'ONU était « un baromètre important du changement » et a révélé que c'était Holbrooke qui avait invité Helms à s'exprimer en premier lieu.

Se moquant du fait que « le sénateur républicain ultraconservateur a aboyé de manière prévisible sur les lacunes de l'ONU », Hoagland lâcha la véritable bombe : que Helms avait « discrètement proposé un dialogue continu pour chercher à améliorer les relations entre les États-Unis et l'ONU ». Hoagland a ajouté que « l'apparition très médiatisée » de Helms avait été « organisée par Holbrooke pour souligner la nécessité d'un bipartisme dans la politique américaine à l'égard des Nations unies et pour protéger les relations des règlements de comptes de l'année électorale ».

Tout cet exercice n'était qu'une mascarade destinée à assurer aux conservateurs qu'il y avait encore des « critiques de l'ONU » au sein du GOP ; qu'il n'était pas nécessaire de se tourner vers Pat Buchanan qui menait une campagne présidentielle dans laquelle il déclarait vouloir « sortir les États-Unis de l'ONU et l'ONU des États-Unis ».

L'entreprise la plus étonnante de Helms, qui laisse entrevoir l'abandon de la souveraineté américaine et la fusion apparente des gouvernements des États-Unis et du Mexique, a peut-être eu lieu en 2001.

Du 17 au 19 avril 2001, Helms a emmené avec lui l'ensemble de la commission sénatoriale des affaires étrangères (dont il était le président) lors d'un voyage au Mexique. La visite a été qualifiée de « chaleureuse » et de « sans précédent » par les médias d'élite, Helms ayant « réévalué » son attitude critique à l'égard du régime notoirement corrompu et infesté par l'argent de la drogue.

Si les grands journaux tels que le *Washington Post* et le *New York Times* ont bien couvert le voyage de Helms dans les jours qui l'ont précédé, la couverture médiatique s'est étrangement interrompue pendant le voyage lui-même. Ni le *Post* ni le *Times* (qui se qualifie lui-même de « journal de référence ») n'ont fourni de couverture sur place du séjour de Helms au Mexique ou de ce qui s'y est passé. C'est comme si les médias avaient imposé un black-out sur ce que Helms et les législateurs américains avaient dit et fait en compagnie de leurs collègues du sud de la frontière.

En réalité, voici ce qui s'est passé : Helms a pris l'initiative sans précédent de convoquer une réunion conjointe au Mexique entre la commission sénatoriale des affaires étrangères et son homologue du Sénat mexicain. Le *Washington Times* a rapporté le 4 avril que Helms lui-même s'était vanté de l'imminence de la session, déclarant : « Ce sera, à ma connaissance, la première fois dans l'histoire qu'une commission du Congrès des États-Unis tient une réunion conjointe en sol étranger avec une commission du congrès ou du parlement d'un autre pays ».

Le sénateur libéral Christopher Dodd (D-Conn.), membre du groupe d'élite Bilderberg, qui a siégé avec M. Helms à la commission des affaires étrangères, a salué l'initiative de ce dernier : « C'est une façon passionnante de commencer le XXIe siècle, d'essayer de tendre la main et d'établir des liens plus étroits avec ces démocraties émergentes plus fortes. »

Alors que l'observateur moyen, peut-être naïf, pourrait considérer l'action de Helms comme rien de plus qu'un acte symbolique d'amitié, il y avait beaucoup plus à l'œuvre dans les coulisses. Un examen attentif des faits (et de l'histoire) entourant l'aventure mexicaine de Helms brosse un tableau plus inquiétant. La presse d'élite a rapporté que Marc Theiessen, porte-parole de la commission sénatoriale des affaires étrangères, avait déclaré que la visite de Helms au Mexique s'inspirait du précédent voyage de Helms aux Nations unies.

Quoi qu'il en soit, le rôle inattendu de Helms en tant que meneur de jeu efficace de la mondialisation a commencé à être salué par les médias de l'élite. Un porte-parole du Council on Foreign Relations (CFR) a publiquement reconnu, dans un commentaire paru dans le numéro du 22 avril 2001 du *New York Times*, que Helms s'était désormais imposé comme un acteur clé du processus. Walter Russell Mead, décrit comme un « agrégé supérieur " du CFR, a écrit un article remarquable expliquant aux lecteurs du Times " Pourquoi le monde est meilleur pour Jesse Helms ».

Qualifiant Jesse Helms d'« homme que les internationalistes américains adorent détester » et notant avec ironie que « détester Jesse Helms reste un sport de salon à Georgetown, Cambridge et Manhattan », l'homme du CFR a fait le commentaire révélateur suivant : « une vision plus longue de l'histoire américaine démontrerait que Jesse Helms est un élément nécessaire du processus : s'il n'existait pas, l'Amérique devrait l'inventer ».

M. Mead a cité le professeur Douglas Brinkley du Centre Eisenhower de l'Université de la Nouvelle-Orléans, qui a déclaré que si Jesse Helms « respecte ses électeurs purs et durs » (c'est-à-dire ses partisans populistes dans tout le pays), il « est prêt à explorer les possibilités centristes ». C'est ce qui le rend si important pour le processus de politique étrangère ».

Ce n'est pas une coïncidence si le nouvel admirateur de Helms, Brinkley, travaillait pour le Centre Eisenhower, nommé d'après le président du GOP qui a coupé le Parti républicain de ses ancrages nationalistes traditionnels après avoir servi de « candidat de blocage » à l'élite mondiale pour empêcher le sénateur Robert Taft (ROhio) de remporter l'investiture du GOP pour les élections présidentielles de 1952.

Si l'analyste du CFR reconnaît que Helms « parle au nom des dizaines de millions d'Américains qui ne font pas confiance à l'establishment de la politique étrangère », il poursuit en déclarant que Helms « ouvre également la voie à un véritable consensus national autour d'objectifs importants en matière de politique étrangère ». En utilisant le terme « consensus », l'analyste du CFR voulait dire que la nouvelle position de Helms contribuait à estomper les différences entre une politique étrangère nationaliste et une politique étrangère internationaliste, la position nationaliste se rapprochant davantage de l'internationalisme.

Ainsi, des nationalistes bien connus comme Helms deviennent les outils des internationalistes pour briser l'opposition populiste à la mondialisation. En d'autres termes, les patriotes étaient censés penser : « Si Jesse est d'accord,

cela doit être bon pour l'Amérique ». Mead, membre du CFR, a décrit le rôle que jouait Helms dans ce processus :

> Ce rôle d'intermédiaire entre une opinion publique sceptique et une élite internationaliste insistante est l'un des plus importants de la politique étrangère américaine. C'est le rôle qu'a joué le sénateur [Arthur] Vandenberg [R-Mich.] dans les années 1940.

Mead n'a pas mentionné que Vandenberg, qui était autrefois un critique nationaliste de premier plan de l'interventionnisme mondialiste de Franklin Roosevelt, a en fait été victime d'une intrigue menée par trois agents de renseignement britanniques qui ont joué sur le fait que Vandenberg était un coureur de jupons à la Bill Clinton pour l'inciter à changer d'avis, amenant ainsi le sénateur du Michigan à soutenir pleinement l'internationalisme.

La raison pour laquelle Helms s'est inspiré de Vandenberg est peut-être l'un des grands mystères de notre époque. Le revirement radical de Helms, qui est passé du statut de principal critique de l'impérialisme israélien au Sénat à celui de principal porte-voix du lobby israélien au Sénat, est un scénario qui reste lui aussi sujet à spéculation.

La dure vérité est que, quelle que soit la qualité de la rhétorique de Helms sur un grand nombre de questions, à plus grande échelle, le sénateur du Tarheel, autrefois fiable, était devenu un atout précieux dans la marche vers le Nouvel Ordre Mondial. Les volte-face politiques de Helms reflétaient à bien des égards la disparition même du républicanisme traditionnel et, à la fin de sa carrière, on pouvait dire que l'ancien titan du nationalisme américain n'avait pas seulement été influencé par l'Ennemi intérieur, mais qu'il était en fait devenu l'un des Ennemis intérieurs.

Chapitre Trente-Deux

Une chèvre de Judas dès le début : Newt Gingrich : la voix d'un conservatisme corrompu – Le favori républicain de L'Ennemi intérieur

Une exclusivité publiée en première page du numéro du 28 janvier 1985 de *The Spotlight* a révélé – à la grande consternation de nombreux « conservateurs » autoproclamés – que Newt Gingrich, membre du Congrès de Géorgie, alors un « arrière ban » peu connu de la Chambre des représentants, était le cerveau d'une clique de républicains internationalistes qui s'efforçaient de mettre au rebut la position nationaliste historique du GOP dans l'élaboration de sa politique étrangère.

Malheureusement, cette tentative honnête d'exposer le penchant internationaliste de Gingrich a été accueillie avec un mélange d'indignation et de mépris par de nombreux conservateurs qui ont été trompés par les grands médias et qui ont suivi la marque particulière de « leadership » du membre du Congrès de Géorgie.

Le *Spotlight* a révélé que M. Gingrich, ainsi que plusieurs autres républicains de la Chambre des représentants (les députés Vin Weber [Minn.], Connie Mack [Fla.] et Robert Walker [Pa.]), avaient participé à une réunion secrète avec Donald Graham, éditeur du *Washington Post*, et Meg Greenfield, rédactrice en chef de la page éditoriale du *Post*.

Gingrich et ses collègues législateurs du GOP s'étaient baptisés « Conservative Opportunity Society » (COS), bien que leurs détracteurs les aient appelés « Conservative 'Opportunists' Society » (Société des « opportunistes » conservateurs).

Selon *The Spotlight*, lors de cette réunion, Gingrich et ses collègues ont effectivement accepté de travailler à la réorganisation de la prétendue « aile conservatrice » du Parti républicain et d'user de leur influence pour faire basculer le GOP dans le camp internationaliste.

En retour, les dirigeants du *Post* ont accepté d'accorder à Gingrich et à ses collègues une large publicité favorable dans les pages de leur quotidien

influent dans la capitale nationale. Jusqu'alors, Gingrich et ses collègues avaient été relégués par les médias au rang d'« arrière-ban », parfois même dépeints comme des « extrémistes » et des « fauteurs de troubles ».

Gingrich et ses collègues ont déclaré au *Post* qu'ils se prononceraient en faveur de sanctions économiques contre le régime anticommuniste et pro-américain d'Afrique du Sud. Il s'agit bien entendu d'un revirement à 180 degrés par rapport à la position traditionnelle des « conservateurs », qui soutiennent l'Afrique du Sud et s'opposent aux sanctions.

En peu de temps, ils ont effectivement appelé à des sanctions, ce qui a amené le chroniqueur Pat Buchanan à déclarer que Gingrich et compagnie étaient des « renégats » coupables de « poignarder l'Afrique du Sud dans le dos ». En adoptant cette nouvelle position, Gingrich et sa clique du COS s'étaient effectivement ralliés aux internationalistes libéraux du Congrès qui menaient la guerre contre l'Afrique du Sud depuis des décennies.

Peu après, le *Washington Post* publiait un portrait élogieux de Gingrich. Cette publication a ouvert la voie à de nombreux autres articles de ce type, destinés à promouvoir Gingrich et à le placer en bonne position pour son élection finale au poste de « House Minority Whip » (assistant du chef de la minorité parlementaire (deuxième position dans la hiérarchie du GOP).

Ensuite, au grand dam des républicains nationalistes, Vin Weber, collègue de Gingrich au COS, a écrit une tribune dans le *Post* (jamais autorisé comme forum pour les conservateurs du GOP) qui appelait le GOP à devenir « le nouveau parti internationaliste de l'Amérique ».

Finalement, l'exclusivité mondiale du *Spotlight* sur la réunion secrète entre Gingrich et le *Post* a été confirmée par le Post lui-même, mais seulement après que Gingrich ait atteint une position d'influence. En bref, la « théorie du complot » du *Spotlight* – comme certains l'ont appelée – s'est avérée ne pas être une « théorie du complot », mais un fait.

Comme l'a souligné *The Spotlight*, Gingrich est lui-même un internationaliste convaincu, reconnu comme tel par le mouvement autoproclamé du « New Age ». Une revue internationaliste, *New Options*, a même salué Gingrich comme un législateur « mondialement responsable ».

Conformément à son orientation, Gingrich s'est joint en 1983 au député Albert Gore Jr. (D-Tenn.), futur Vice-président, pour présenter un projet de loi visant à « conseiller le Président sur les 'tendances critiques et les futurs alternatifs' » – un effort salué par une revue bien connue de défense d'un « monde unique », *Leading Edge*.

Tout cela n'aurait cependant pas dû surprendre les observateurs de longue date de Gingrich. En 1968, alors que Ronald Reagan, alors gouverneur de Californie, et Richard Nixon se disputaient le soutien des « conservateurs » dans leurs candidatures respectives à l'investiture présidentielle du GOP, Gingrich a choisi de s'engager comme coordinateur régional pour le Sud-Est de l'un de leurs adversaires, le gouverneur de New York Nelson Rockefeller. Plus tard, avant son élection au Congrès, Gingrich a enseigné à l'université Emory d'Atlanta (Géorgie), financée par Rockefeller, un avant-poste de l'empire Rockefeller.

La réalité de ce que Gingrich représente vraiment est reflétée par son rôle critique dans l'adoption de l'ALENA par le Congrès. Gingrich a presque à lui seul assuré l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), destructeur de souveraineté et exportateur d'emplois. Il a rallié les votes du GOP nécessaires à l'adoption de l'ALENA, offrant ainsi une victoire à son collègue du Council on Foreign Relations, financé par Rockefeller, le président Bill Clinton.

Le 3 septembre 1995, le *Washington Post* a assuré à ses lecteurs que Gingrich allait bien, malgré les nombreuses critiques publiques de certains libéraux à son égard. Le *Post* s'est empressé de prendre la défense du nouveau président de la Chambre des représentants et a souligné dans un titre que « pour l'ultra-droite, Gingrich n'est qu'un outil du complot du gouvernement mondial ». Le *Post* a déclaré que « quiconque jette un coup d'œil à *The Spotlight*, le journal hebdomadaire du Liberty Lobby d'extrême droite, sait que Gingrich est loin d'être le leader de leur mouvement ; à leurs yeux, il travaille activement à le subvertir ». (Toutefois, le *Post* s'est bien gardé de mentionner que c'est *The Spotlight* qui, le premier, a dénoncé l'accord secret entre Gingrich et le *Post*).

Selon le commentaire sarcastique et peu factuel du *Post*, « les paranoïaques sont convaincus que le Géorgien est de mèche avec le Président Clinton, les Rockefeller, les francs-maçons, le Conseil des relations extérieures et l'ensemble de l'establishment oriental pour abroger la Constitution et forger un nouvel ordre mondial sous la coupe des banquiers centraux juifs et des Nations unies ».

Le *Post* a conclu : « Il est important que les faiseurs d'opinion nationaux comprennent le fossé qui sépare la plupart des républicains de la Chambre des représentants de la droite démente. Gingrich et sa révolution au sein du GOP peuvent être controversés et provocateurs, mais ils ne sont pas à l'origine d'un extrémisme violent ».

En ce qui concerne Vin Weber, ami proche de Gingrich et collègue républicain à la Chambre des représentants, ce dernier a été contraint d'abandonner une carrière prometteuse à la Chambre des représentants après avoir été pris en flagrant délit dans le scandale des « check-kiting » (kite de chèques) de la Chambre des représentants.

Bien qu'il ait consacré beaucoup de temps et d'énergie à promouvoir les exigences du lobby pro-israélien, notamment en s'efforçant de perturber les efforts visant à forcer le Congrès à mener une enquête sur l'attaque navale et aérienne non provoquée lancée par Israël le 7 juin 1967 contre l'*U.S.S. Liberty*, qui naviguait paisiblement en Méditerranée, causant la mort de 34 Américains et en blessant 171 autres, les malversations financières de M. Weber l'ont rattrapé.

Il va sans dire que Weber a bénéficié d'un important financement de campagne de la part d'éléments pro-israéliens en contrepartie de ses efforts. Cependant, après le départ de Weber du Congrès, ses amis de l'élite sioniste ont assuré sa sécurité financière future. Weber a été nommé au prestigieux groupe mondialiste, le Council on Foreign Relations, et a ensuite été nommé par le Président George W. Bush à la tête de la National Endowment for Democracy, une institution promouvant la « démocratie mondiale », qui fait partie de l'agenda des néoconservateurs.

M. Gingrich a lui-même abandonné son siège au Congrès au milieu du tollé provoqué par la liaison du Président Bill Clinton avec la stagiaire de la Maison Blanche Monica Lewinsky. Comme il a été révélé par la suite que Gingrich avait eu une liaison extraconjugale dans le dos de sa seconde épouse, Marianne, beaucoup ont supposé que la liaison de Gingrich (et la possibilité qu'elle devienne un enjeu politique dans la lutte acharnée pour tenter de chasser Clinton de son poste) était la raison pour laquelle il a quitté son poste, peut-être convaincu par ses collègues républicains que c'était la meilleure solution pour le Parti. Il a ensuite épousé sa maîtresse, qui était chanteuse dans une chorale d'église pendant sa liaison avec le leader du GOP.

En outre, il convient de souligner que pendant que M. Gingrich était occupé au Capitole à défendre les intérêts israéliens, son épouse de l'époque, Marianne, était salariée d'un groupe connu sous le nom d'Israel Export Development Company (IEDCO), qui défendait les intérêts financiers d'Israël dans le cadre d'accords commerciaux lucratifs avec les États-Unis. En fait, il semble que l'accord lucratif de Mme Gingrich avec l'IEDCO ait été rompu en août 1994, après qu'elle et son mari se soient rendus en Israël aux

frais de l'American Israel Public Affairs Committee, un lobby étranger pour Israël.

Alors qu'elle percevait un salaire mensuel de 2 500 dollars, plus des « commissions », Mme Gingrich a refusé de divulguer le montant de ces « commissions ». Et bien que cette dernière ait répondu aux critiques concernant sa situation avantageuse que « si je devais recevoir des pots-de-vin politiques, ce ne serait pas pour la somme d'argent que je gagne », le fait est que le chiffre annuel de 30 000 dollars est précisément le genre de chiffres que l'on voit souvent liés à des pots-de-vin politiques. Ce qui est intéressant, c'est que le président d'IEDCO, Larry Silverstein, a admis au *Wall Street Journal* que M. Gingrich était l'un des membres du Congrès qui ont fait l'objet de pressions pour soutenir la proposition de son entreprise.

Bien que les liens de sa femme avec Israël constituent manifestement un conflit d'intérêts flagrant pour Newt Gingrich, les amis haut placés du membre du Congrès n'y voient aucun problème, puisque « notre allié Israël » est impliqué. Imaginez le tollé si Mme Gingrich avait travaillé pour des intérêts arabes !

Aujourd'hui, M. Gingrich continue de faire du bruit au nom d'Israël et on dit qu'il se prépare à une future course à la présidence, en dépit de ses scandales passés. Il se présente même – et les médias l'aident à le faire – comme un défenseur de la « réforme », malgré ses antécédents de corruption.

En fin de compte, Gingrich n'est pas seulement le porte-parole de l'Ennemi intérieur. Il constitue un ennemi intérieur en soi. Il est un exemple classique de la manière dont les grands médias ont créé et promu un politicien sans vergogne et assoiffé de pouvoir, dont la loyauté ne va manifestement pas aux intérêts du peuple américain – en dépit de sa rhétorique – mais plutôt aux forces ploutocratiques de l'élite sioniste et mondialiste. Les Américains feraient bien de rejeter Gingrich aujourd'hui et à l'avenir.

Cette caricature de 1849, intitulée « Le prêteur affûtant des épées », est un coup de gueule contre les profits de guerre de la dynastie Rothschild (et, pour être juste envers les Rothschild, d'autres maisons bancaires juives) qui prêtait l'argent (souvent aux deux camps) permettant aux têtes couronnées d'Europe de disposer des fonds nécessaires pour mener des guerres apparemment sans fin contre des royaumes rivaux (souvent gouvernés par des membres de leur propre famille). À l'arrière-plan, un personnage ressemblant à un rat (sans doute un agent de Rothschild) chuchote à l'oreille d'un roi souriant portant une couronne, probablement pour le « conseiller » sur la nécessité de mener une future guerre. Profitant de l'effusion de sang, les Rothschild ont constitué la plus gigantesque fortune du monde qui, à son tour, a alimenté d'autres grandes fortunes familiales sionistes. Ces élites ploutocratiques alliées – qui profitent toujours de la guerre – utilisent tous les moyens à leur disposition pour détruire ceux qui s'opposent à elles et pour promouvoir ceux qui leur obéissent.

Voyant maintenant se dérouler l'histoire plus récente...

Introduction à la Partie Six

DES ÉVÉNEMENTS EXPLOSIFS...

Dans les pages qui précèdent, nous avons exploré une vaste histoire d'intrigues peu glorieuses qui ont des ramifications dans de nombreux endroits. Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous avons couvert beaucoup de terrain.

Dans les chapitres suivants, cependant, nous entrerons dans les détails, décrivant les activités des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur – qui ont été intimement liées à certains des événements les plus dévastateurs – de véritables holocaustes, selon la définition de chacun – jamais survenus sur le sol américain.

De la première attaque contre le World Trade Center à l'étrange tragédie de Waco, en passant par l'horrible attentat à la bombe d'Oklahoma City, nous verrons précisément à quel point le rôle des Chèvres de Judas a été étendu (et pourtant toujours caché), même dans certains des événements les plus médiatisés de notre époque.

Chapitre Trente-Trois

Le lien entre le FBI, l'ADL et le Mossad lors du premier attentat contre le World Trade Center : une histoire méconnue (et effrayante)

Ce n'est probablement pas une coïncidence si un ancien fonctionnaire du FBI qui a contribué à dissimuler les liens entre le Mossad et le premier attentat à la bombe contre le World Trade Center en 1993 – ainsi que la connaissance préalable par le FBI de la planification du crime – a ensuite été nommé, pour une brève période, chef de la tristement célèbre division de « recherche des faits » (espionnage) de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith.

Neil Herman, vétéran du FBI depuis 27 ans, a succédé à Gail Gans, nommée à ce poste à la suite du décès d'Irwin Suall, maître espion de longue date de l'ADL. Ancien chef de la Joint Terrorist Task Force du FBI, Herman a non seulement joué un rôle clé dans l'« enquête » sur le World Trade Center, mais il a également supervisé l'enquête tout aussi suspecte du FBI sur l'écrasement du vol 800 de la TWA au large de Long Island, le 16 juillet 1997.

Le fait qu'un fonctionnaire chevronné du FBI accepte un poste clé au sein de l'ADL est un signe inquiétant de ce que les relations secrètes de longue date entre le FBI et l'ADL, nouées dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, allaient désormais être « rendues publiques » avec une certaine vigueur.

En tant que chef espion de l'ADL, Herman était en mesure de fournir à celle-ci des contacts beaucoup plus étendus que jamais au sein du FBI et de la communauté du renseignement, mais, étrangement, il n'est manifestement pas resté longtemps à ce poste.

En fait, peu après l'annonce de sa nomination dans la presse new-yorkaise, Herman semble avoir disparu des écrans radars et, aujourd'hui encore, on trouve très peu d'informations à son sujet sur l'Internet. Mark Pitcavage lui a succédé au poste de chef des opérations d'espionnage.

Il est bien sûr possible de spéculer sur les raisons qui l'ont poussé à quitter si rapidement le domaine de l'ADL – si tel est le cas – mais le fait est que Herman, positionné comme il l'était dans l'enquête sur le premier attentat

contre le World Trade Center, a clairement participé à la dissimulation de la connexion israélienne, peu connue et rarement commentée, avec la première tentative d'effondrement des tours jumelles, qui sont finalement tombées le 11 septembre 2001.

Voici les faits concernant les liens entre le Mossad et la tragédie, révélés pour la première fois par le journaliste d'investigation Robert I. Friedman dans un article paru le 3 août 1993 dans *The Village Voice*, un hebdomadaire new-yorkais indépendant et de gauche qui a parfois osé critiquer Israël.

Friedman a rapporté qu'Ahmad Ajaj, un Palestinien de Cisjordanie âgé de 27 ans, détenu au niveau fédéral pour avoir comploté l'attentat à la bombe contre le World Trade Center, pourrait avoir été une taupe du Mossad, selon les propres sources de renseignements israéliennes de Friedman.

Ajaj a été arrêté à l'aéroport Kennedy le 1er septembre 1992, après son arrivée sur un vol international pakistanais en provenance de Peshawar, muni d'un faux passeport suédois et de manuels de fabrication de bombes. Il a été placé en garde à vue et a ensuite plaidé coupable d'être entré illégalement dans le pays. Le compagnon de voyage d'Ajaj était Ramzi Ahmed Yousef, un Irakien qui, selon des sources policières, est un « acteur clé » de l'attentat à la bombe contre le World Trade Center.

Bien que le FBI ait identifié Ajaj comme un terroriste de haut rang de l'Intifada, ayant des liens avec le Hamas, l'organisation fondamentaliste islamique palestinienne, *Kol Ha'ir*, un hebdomadaire respecté de langue hébraïque publié à Jérusalem, a déclaré qu'Ajaj n'a jamais été impliqué dans les activités de l'Intifada ou avec le Hamas ou même l'Organisation de libération de la Palestine.

Au contraire, selon *Kol Ha'ir*, Ajaj était en fait un petit escroc arrêté en 1988 pour avoir contrefait des dollars américains à partir d'une base située à Jérusalem-Est. Ajaj a été reconnu coupable des accusations de contrefaçon et condamné à deux ans et demi de prison.

Selon Friedman, qui écrit dans *The Village Voice* : « C'est pendant son séjour en prison que le Mossad, la CIA israélienne, l'a apparemment recruté, affirment des sources des services de renseignement israéliens. Lorsqu'il a été libéré après avoir purgé une peine d'un an seulement, il avait apparemment subi une transformation radicale ». Friedman a rapporté qu'Ajaj était soudainement devenu un musulman dévot et un nationaliste pur et dur. Ensuite, Ajaj a été arrêté pour contrebande d'armes en Cisjordanie, prétendument pour El Fatah, une faction de l'OLP.

Mais Friedman affirme qu'il s'agissait en fait d'une imposture. Les sources de Friedman au sein des services de renseignement israéliens affirment que l'arrestation et l'expulsion ultérieure d'Ajaj ont été « mises en scène par le Mossad pour établir ses références en tant qu'activiste de l'Intifada ». Le Mossad aurait « chargé » Ajaj d'infiltrer des groupes palestiniens radicaux opérant en dehors d'Israël et de faire rapport à Tel-Aviv. Les services de renseignement israéliens affirment qu'il n'est pas rare que le Mossad recrute dans les rangs de criminels de droit commun ».

Après son « expulsion » d'Israël, Ajaj est apparu au Pakistan, où il s'est retrouvé en compagnie des rebelles antisoviétiques Mujihideen en Afghanistan.

En effet, selon le *Covert Action Information Bulletin* (septembre 1987), les lignes de financement et d'approvisionnement des moudjahidines n'étaient pas seulement « la deuxième plus grande opération secrète » de l'histoire de la CIA, mais elles étaient aussi, selon l'ancien agent du Mossad Victor Ostrovsky (qui écrit dans *The Other Side of Deception*), sous la supervision directe du Mossad.

Selon Ostrovsky : « Il s'agissait d'une filière complexe, car une grande partie des armes des moudjahidines étaient de fabrication américaine et étaient fournies aux Frères musulmans directement depuis Israël, en utilisant comme porteurs les nomades bédouins qui parcouraient les zones démilitarisées du Sinaï ».

Après les aventures d'Ajaj avec les moudjahidines, il est apparu à New York et a prétendu se lier d'amitié avec les membres d'une petite clique dite « radicale » entourant le cheikh Abdel-Rahman, accusé d'être le cerveau de l'attentat à la bombe contre le World Trade Center.

Le 26 février 1993, le jour même de l'attentat à la bombe contre le World Trade Center, Ajaj était « en sécurité » dans une prison fédérale où il purgeait une peine de six mois pour être entré dans le pays avec un faux passeport. Plus tard, il a été inculpé pour conspiration dans l'attentat du WTC.

Selon Robert Friedman, « si Ajaj ***a été*** recruté par le Mossad [souligné par Freidman], on ne sait pas s'il a continué à travailler pour l'agence d'espionnage israélienne après son expulsion. Une possibilité, bien sûr, est qu'en quittant Israël et en rencontrant des musulmans radicaux proches du cheikh égyptien aveugle, il ait changé de loyauté ».

Cependant, Friedman a également fait état d'une autre possibilité effrayante : « Un autre scénario est qu'il avait une connaissance préalable de l'attentat à la bombe du World Trade Center, qu'il a partagée avec le Mossad,

et que le Mossad, pour une raison quelconque, a gardé le secret pour lui. Si c'est le cas, les services de renseignement américains estiment que le Mossad a peut-être décidé de garder l'information secrète afin de ne pas compromettre son agent infiltré ».

Friedman a innové avec ces révélations qui ont été ignorées par la presse traditionnelle.

Ce que Friedman n'a pas mentionné – et qui n'a été révélé que plus tard – c'est que l'exemplaire du tristement célèbre « Manuel d'entraînement terroriste d'Al-Qaïda » qui a fait l'objet d'une large publicité à la suite du deuxième attentat contre le World Trade Center le 11 septembre 2001 avait été décou-vert... en possession d'Ahmad Ajaj, l'informateur infiltré du Mossad dans le cadre du premier attentat contre le WTC. Ce point en dit long, bien plus que ce que nous pouvons aborder dans ces pages.

Cependant, l'histoire du premier attentat contre le WTC ne s'arrête pas là : il s'avère également que le FBI lui-même avait son propre informateur infiltré dans le « complot de la bombe arabe » et qu'il n'a rien fait – je dis bien rien – pour empêcher la tragédie de se produire.

Les faits indiquent que le FBI disposait d'un informateur au sein de la « cellule terroriste arabe » qui aurait pu représenter le Mossad israélien dans l'attentat à la bombe contre le World Trade Center. Bien que les Américains aient appris qu'un cheik arabe aveugle, Omar Abdel-Rahman, était le cerveau de l'attentat, ce qu'ils ne savent pas, c'est que l'un des gardes de sécurité du cheik, Emad A. Salem, était un informateur du FBI qui avait informé ce dernier, à l'avance, des détails du projet d'attentat à la bombe.

Le FBI a officiellement rompu ses contacts avec Salem sept mois avant l'attentat. Toutefois, au lendemain de la tragédie, le FBI a renoué ses relations avec Salem. À cette époque, cependant, Salem – à l'insu du FBI – a commencé à enregistrer ses échanges avec son responsable au sein du FBI.

Les conversations enregistrées de Salem ont confirmé que le FBI avait en fait une connaissance préalable approfondie du projet d'attentat à la bombe contre le World Trade Center. Les enregistrements indiquent que Salem avait dit au FBI qu'il saboterait le complot en remplaçant les composants explosifs de la bombe par une poudre inerte, après quoi le FBI pourrait intervenir et capturer les personnes impliquées dans le complot.

Dans son livre, *The Medusa File*, l'enquêteur Craig Roberts, policier chevronné ayant vingt-six ans d'expérience et vétéran des Marines américains

au Vietnam, a décrit les paramètres de ce scandale odieux qui a été efficacement enterré par les médias grand public. Selon M. Roberts :

> Il semble que le FBI avait en fait plus qu'un simple « informateur » au sein de la cellule terroriste de Rahman. Il s'agissait en fait d'un agent de renseignement égyptien nommé Emad Salem, qui rendait compte directement à son agent de contrôle du FBI, l'agent spécial John Anticev. Il s'avère que Salem avait été engagé pour infiltrer le groupe de Rahman bien avant l'attentat et qu'il rendait régulièrement compte des activités des radicaux, notamment de leurs projets d'attentats à la bombe dans la région de New York.
>
> Ce que le FBI ignorait, c'est que Salem enregistrait ses conversations avec ses agents de contrôle. Les enregistrements racontent une histoire bien différente des versions officielles de l'« enquête ». Selon le *New York Times*, qui a réussi à obtenir des transcriptions secrètes de certaines de ces conversations, le FBI savait à l'avance quand la bombe allait être posée, qui allait le faire, les noms de tous les membres de la cellule terroriste et où le camion avait été loué. Pire encore, un enregistrement va encore plus loin. Il semble que le FBI était non seulement au courant de la planification, mais qu'il a également aidé les poseurs de bombe à se procurer et à fabriquer la bombe !
>
> Le plan initial du FBI prévoyait que l'informateur fournisse une substance non explosive étiquetée « nitrate d'ammonium », puis l'utilise pour fabriquer une « bombe » qui n'exploserait pas. Tout ce que le FBI devait démontrer au tribunal, c'était les éléments de la conspiration et de l'intention. Il s'agirait d'une opération d'infiltration classique et le FBI apparaîtrait dans les médias comme un héros, ce qui lui permettrait de redorer son image ternie depuis la débâcle de Ruby Ridge, dans l'Idaho.
>
> Au lieu d'arrêter les conspirateurs lorsqu'il a reçu des informations privilégiées sur la préparation de l'attentat à la bombe, le FBI a maintenu sa source en place et a continué à surveiller les progrès réalisés par les terroristes dans la planification et la préparation de leur objectif. Selon les transcriptions, le plan a été modifié et l'informateur a été chargé de fournir aux terroristes de vrais matériaux explosifs. Le raisonnement sous-jacent était peut-être simplement que la démonstration d'une « intention » pourrait ne pas suffire à établir un cas de terrorisme devant un tribunal, et que si de vrais explosifs étaient découverts, l'affaire s'établirait d'elle-même. Mais quelle que soit la raison, le plan est passé à la deuxième étape : la fabrication de la bombe.
>
> D'après les rapports et les transcriptions, Salem avait pour instruction non seulement de fournir les matériaux, mais aussi de donner des instruc-

> tions et d'aider à la fabrication de la bombe elle-même... Dans [une] transcription, [Salem] a admis [à ses supérieurs du FBI] qu'il avait utilisé des fonds publics pour se procurer les matériaux et fabriquer la bombe pour le groupe Rahman, comme il en avait reçu l'ordre.

Ces détails intéressants sur la première tragédie du World Trade Center donnent une image très différente de ce qui s'est passé, par rapport à ce que nous ont dit le FBI et leurs alliés de l'ADL. Il s'agit d'un autre profil peu glorieux de la manière dont l'Ennemi intérieur a opéré sur le sol américain et qui, de toute évidence, soulève la question suivante : « Si les Israéliens étaient responsables du premier attentat contre le World Trade Center en 1993 – en utilisant des Arabes comme 'faux drapeaux' – sont-ils revenus en 2001 pour finir le travail ? »

Ne pariez pas là-dessus.

Chapitre Trente-Quatre

Le Nexus FBI-ADL qui a provoqué l'Holocauste à Waco

Le 16 avril 1993 – trois jours seulement avant l'holocauste de l'église des Davidiens de Waco, au Texas – un des principaux partisans de l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith a révélé publiquement son rôle dans l'incitation à l'action du FBI/BATF à Waco, sans doute sans savoir, bien sûr, que la terrible tragédie provoquée par elle allait se dérouler plus tard.

Dans un article signé, paru dans l'édition du 16 avril 1993 de *Heritage*, Herb Brin, l'éditeur de l'hebdomadaire juif basé en Californie du Sud (et très influent), a fait l'éloge du réseau de renseignements de l'ADL et a déclaré catégoriquement :

> Les autorités américaines et texanes disposent d'une documentation précise (provenant de l'ADL, bien entendu) sur la secte des Davidiens de Waco et sur la manière dont elle a fonctionné dans le passé.

En d'autres termes, c'est l'ADL qui « conseillait » le FBI et le BATF sur la manière de réagir face aux Davidiens et sur les mesures à prendre pour faire sortir les membres de l'église de l'enceinte. Et à la lumière des relations entre le FBI, le BATF et l'ADL, il est évident que c'est la « documentation » de l'ADL – selon les termes de Brin – qui a conduit à l'holocauste ardent.

L'étonnante révélation de Brin (ostensiblement conçue pour faire l'éloge des activités de l'ADL) a mis en lumière la vérité sur la propagande et la désinformation dirigées contre la secte religieuse des Davidiens, infortunée et assiégée. Bien entendu, les Davidiens ont été massacrés trois jours plus tard.

Malgré tout ce qui a été écrit sur Waco, la seule publication à avoir révélé le rôle de l'ADL (autre que le journal *Heritage* de Brin) a été *The Spotlight*, dans un rapport spécial publié le 17 mai 1993, peu après l'holocauste de Waco.

Bien que le FBI et le BATF aient joué un rôle de premier plan dans le raid raté contre l'église des Davidiens de Waco, au Texas, avec la perte de plusieurs agents du BATF, le fait est que l'ADL était active dans les coulisses.

Même les documents publiés plus tard dans la presse dite « grand public » apportent des preuves supplémentaires de l'existence d'agences « extérieures », telles que l'ADL, qui poussaient le gouvernement à commettre l'holocauste de Waco.

Deux exemples notables me viennent à l'esprit, qui valent vraiment la peine d'être notés dans le dossier officiel,

Tout d'abord, le 1er mai 1995, le *Washington Times* a publié un article de Dan Freedman, des journaux Hearst, qui révélait ce qui suit :

> Peter Smerick, principal analyste criminel du FBI et profileur du [leader de Branch Davidian, David] Koresh, a rompu le silence pour accuser les fonctionnaires du bureau d'avoir fait pression sur lui pour qu'il modifie ses conseils sur la façon de résoudre la situation sans effusion de sang .... [Il] avait conseillé une approche prudente et non conflictuelle de Koresh dans quatre mémos rédigés depuis Waco à l'intention de hauts responsables du FBI entre le 3 et le 8 mars 1993. Mais, selon M. Smerick, il a subi des pressions venant d'en haut, alors qu'il rédigeait un cinquième mémo le 9 mars. En consé-quence, ce mémo contenait de subtils changements de ton et d'accent qui équivalaient à une approbation d'une approche plus agressive à l'encontre des Branch Davidians.

Bien que Smerick ait d'abord hésité à accuser ses anciens supérieurs du FBI, il a changé d'avis, selon le rapport, « après avoir acquis la conviction que le processus traditionnellement indépendant de l'analyse criminelle du FBI avait été compromis à Waco ».

Comme le suggèrent les preuves, c'est l'ADL, usant de son influence aux plus hauts niveaux du FBI, qui a provoqué la publication d'une analyse erronée et biaisée qui a abouti à la tragédie de Waco.

Toutefois, ce n'est que le 2 juillet 1995 qu'un article enterré dans la section opinion du *Washington Post* a révélé – au moins indirectement en partie – les détails de l'implication de groupes extérieurs, dont l'un en particulier avait des liens étroits et anciens avec l'ADL.

L'auteur de l'article en question est J. Gordon Melton, directeur de l'Institut pour l'étude de la religion américaine à Santa Barbara, en Californie, et auteur de *Encyclopedia of American Religions*, qui fait autorité. Son co-auteur était le journaliste Lawrence Criner.

Sous le titre « Ce que les auditions pourraient nous apprendre » figurait un sous-titre provocateur posant la question suivante : « Les autorités fédérales ont-elles écouté les mauvais 'experts' ? » – une question que Melton et Criner estiment que les auditions du Congrès sur Waco, dont on a beaucoup parlé à

l'époque, devraient aborder si l'enquête devait être complète. (En fait, cet aspect n'a pratiquement pas été pris en compte lors des examens très superficiels de l'affaire de Waco qui ont été effectués).

Ils ont souligné que certains membres du Congrès voulaient détourner l'attention de la vérité sur Waco vers le croque-mitaine « milice », tandis que d'autres – principalement des Républicains – espéraient utiliser les auditions pour embarrasser l'administration démocrate de Clinton.

Melton et Crinter ont déclaré : « Il serait décevant que l'objectif des auditions se perde dans les méandres de la politique américaine, d'autant plus que de nouvelles informations font surface sur ce qui s'est passé dans les coulisses avant que l'enceinte de Davidian ne soit incendiée ». Voici la grande question, selon les auteurs : « Quelle était la raison exacte du siège, et qui a contribué à sa mise en œuvre ? »

Les auteurs ont examiné en détail le conflit au sein du FBI sur l'approche précise à adopter face aux Branch Davidian, notant en particulier les problèmes rencontrés par Peter Smerick du FBI (voir ci-dessus) et le fait que les autorités n'ont pas cherché à comprendre la théologie religieuse de Koresh et l'impact qu'elle aurait sur l'impasse – une question que les auteurs considèrent comme un facteur majeur qui a été explicitement ignoré. Les auteurs poursuivent en suggérant que :

> Un autre domaine que les auditions devront explorer est celui des liens entre les forces de l'ordre et les « experts » extérieurs qui ont des intérêts en jeu. Dans le cas présent, le FBI avait été préparé à ce moment par le mouvement anti-sectes, dont les idéaux sont incarnés par le Cult Awareness Network (CAN) et l'American Family Foundation.
>
> Pendant des années, ces organisations ont présenté leur point de vue sur le contrôle et la manipulation de l'esprit à tous ceux qui voulaient bien les écouter, y compris au sein du FBI. L'accusation de préparation des sectes au suicide collectif fait partie intégrante de ce point de vue. À Waco, le FBI s'est fortement appuyé sur un « livre blanc » rédigé anonymement qui résumait ce point de vue. L'agent Jamar, lors des premières audiences du Congrès sur Waco, a souligné son « utilité » dans les semaines qui ont précédé l'incendie.
>
> Une autre personne qui a joué un rôle dans le drame des Davidiens est Rick Ross, qui figure dans le rapport officiel du gouvernement sur Waco en tant qu'« expert en matière de secte » et qui se décrit lui-même comme un « déprogrammeur ». Ross a déclaré au FBI qu'il « aiderait volontiers les forces de l'ordre à détruire une secte ».

Nancy Ammerman, professeur de sociologie à l'université Emory, dans son addendum au rapport du gouvernement, affirme que Ross était « étroitement lié au BATF et au FBI », fournissant à l'ATF le « nom d'un ancien membre dont il pensait qu'il détiendrait des informations stratégiques importantes ». Ross a récemment déclaré dans une déposition qu'il « servait de liaison entre le BATF et David Block », un Davidien qui s'est retourné contre le groupe lorsqu'il a été « déprogrammé » par Ross en 1992. Selon le rapport du Trésor, les informations fournies par Block ont été décisives dans la décision du BATF de prendre d'assaut le complexe davidien au lieu d'exécuter un mandat de la manière habituelle. Personne ne semble s'être demandé si Block était un témoin objectif ou fiable.

Dean Kelley, conseiller en matière de liberté religieuse auprès du Conseil national des Églises, a écrit qu'il « [était] erroné d'insister sur le fait que CAN n'avait pas contribué à l'animosité à l'égard de Koresh et de ses adeptes, alors que Ross et d'autres opposants à la secte faisaient de leur mieux pour faire connaître leur point de vue sur le sujet aux autorités fédérales, aux médias et à tous ceux qui voulaient bien les écouter ».

À la lumière de l'orientation prise par le FBI, pourquoi les autorités fédérales ont-elles eu tendance à faire davantage confiance aux « experts en matière de sectes » qu'aux autorités compétentes en matière d'études religieuses ? Ces questions n'ont pas fait l'objet d'une enquête approfondie. Les auditions du Congrès, si elles doivent être utiles et révélatrices, doivent s'attacher à y répondre.

Le fait que les auteurs aient reconnu le rôle du Cult Awareness Network (CAN) et de l'American Family Foundation (AFF) est une dynamite politique qui aurait dû propulser le rôle moins connu de l'ADL à Waco sous les feux de la rampe.

Bien que les auteurs n'aient pas mentionné l'ADL nommément – mais il ne fait aucun doute qu'ils étaient conscients de son existence – le fait est que le CAN et l'AFF entretenaient depuis longtemps des liens étroits avec l'ADL et partageaient même leurs bureaux avec elle.

En 1974, un fonctionnaire de longue date de l'ADL, le rabbin Maurice Davis, a fondé Citizens Engaged in Reuniting Families (CERF), un front de déprogrammeurs qui a ensuite fusionné avec l'American Family Foundation et le Cult Awareness Network.

L'ADL a ensuite créé un centre anti-sectes à plein temps, hébergé au siège du B'nai B'rith à Washington, D.C. Le Cult Center of B'nai B'rith (Centre anti-sectes du B'nai B'rith) a été créé par l'ADL. Le Cult Center du B'nai B'rith disposait de bureaux communs avec le Cult Awareness Network. De

cette manière, l'ADL a établi des liens formels et continus avec l'AFF/CAN, qui perdurent jusqu'à aujourd'hui.

Ce qui est d'autant plus intriguant au sujet du rabbin Davis – comme nous l'avons noté plus haut dans ces pages – ce sont ses liens de longue date avec les tristement célèbres expériences de contrôle mental MK-ULTRA de la CIA, qui ont débuté dans les années 1950 et qui incluaient l'utilisation de LSD et d'autres drogues altérant l'esprit.

Il est clair que les meurtres d'hommes, de femmes et d'enfants innocents à Waco sont directement imputables aux agents des forces de l'ordre fédérales qui ont mené l'attaque. **Mais les preuves montrent que la main sale de l'ADL était à l'œuvre dans les coulisses.**

Chapitre Trente-Cinq

Les chèvres de Judas à la parade : Andreas Strassmeir, Kirk Lyons et d'autres ennemis sordides liés à l'attentat d'Oklahoma City

S'il est une chose absolument certaine à propos de l'attentat d'Oklahoma City du 19 avril 1995, c'est bien celle-ci : des informateurs infiltrés – les chèvres de Judas – entouraient l'auteur présumé de l'attentat, Timothy McVeigh, et étaient manifestement au courant de ses activités les plus clandestines.

L'ennemi intérieur – représenté par des groupes tels que l'Anti Defamation League (ADL) et le Southern Poverty Law Center (SPLC) – ainsi que des agences de renseignement telles que la CIA, le FBI et le BATF, ont été étroitement associés à la surveillance (et à l'orientation) des activités de la poignée d'individus impliqués (mais pas nécessairement inculpés) dans l'attentat à la bombe d'Oklahoma.

Et, bien entendu, compte tenu du rôle de l'ADL dans cette affaire, il est également exact de dire que le principal organe étranger de l'ADL, le Mossad d'Israël, a certainement joué un rôle clé dans les événements qui ont conduit à la tragédie (et les a probablement dirigés).

Bien qu'une multitude d'informations continuent d'émerger sur la dissimulation des faits de l'attentat par le Département de la Justice et le FBI, il y a un fait particulièrement triste : même beaucoup de ceux qui ont discuté publiquement de certains aspects de cette dissimulation ont eu peur de s'aventurer jusqu'à suggérer la probabilité d'une implication du Mossad d'Israël. Néanmoins, il existe des preuves solides du rôle joué par des informateurs infiltrés dans les circonstances entourant la tragédie.

Le 12 mai 1997, le célèbre chroniqueur Sam Francis (aujourd'hui décédé) a soulevé des questions au sujet d'un certain Andreas Strassmeir, qu'il a décrit comme « peut-être la plus grande anomalie dans toute l'affaire » de l'attentat à la bombe.

Jusqu'alors, seuls *The Spotlight* et une poignée de publications indépendantes s'étaient interrogés sur la possibilité que Strassmeir ait pu avoir un lien avec les événements tragiques.

Cependant, le 20 octobre 1997, le *Washington Post* a ébranlé le monde autrement complaisant de ceux qui décrient les « théories de la conspiration » en publiant une chronique du commentateur syndiqué Robert Novak qui suggérait que des informateurs gouvernementaux infiltrés – en particulier Strassmeir – auraient pu évoluer dans le cercle de Timothy McVeigh avant l'attentat à la bombe d'Oklahoma City.

M. Novak s'est concentré sur ce qu'il appelle « des questions graves et troublantes » soulevées dans un livre d'Ambrose Evans-Pritchard, correspondant de longue date à Washington du *Daily Telegraph* de Londres. Ce livre, intitulé *The Secret Life of Bill Clinton : The Unreported Stories*, s'ouvre sur 108 pages de faits concernant l'attentat à la bombe d'Oklahoma mis au jour par Evans-Pritchard. Novak a informé ses lecteurs que l'écrivain anglais n'était « pas un fou de la théorie du complot » mais qu'il était au contraire « connu à Washington pour sa précision, son travail et son courage ». Evans-Pritchard avait « proposé des pistes pour découvrir un ensemble de mensonges et de tromperies après Oklahoma City qui, s'il était vérifié, se rapprocherait du Vietnam et du Watergate pour ce qui est de saper la confiance des citoyens américains dans leur gouvernement ».

Novak a notamment décrit les enquêtes d'Evans-Pritchard sur les étranges activités de Strassmeir, un ancien officier de renseignement de l'armée allemande qui se trouvait illégalement aux États-Unis. Evans-Pritchard se dit « certain » que Strassmeir était « sous protection fédérale ». L'enquêteur anglais a également examiné les activités d'un autre individu, Dennis Mahon, qui était étroitement associé à Strassmeir avant l'attentat.

Selon Evans-Pritchard, Dennis Mahon était convaincu que Strassmeir était en fait un informateur fédéral sous couverture qui rendait compte au FBI ou au Bureau des alcools, du tabac et des armes à feu (BATF) – ou aux deux – des activités des prétendus extrémistes de droite.

Le rapport de Novak (basé sur Evans-Pritchard) fait écho à ce que *The Spotlight* a rapporté (comme suit) le 16 juin 1997 :

> Les Américains qui ont suivi les grandes chaînes et les dépêches des agences de presse sur le procès McVeigh n'ont pas été informés – ou très peu – du témoignage proposé par Carol Howe, ancienne informatrice rémunérée du BATF, dont les informations auraient pu faire la lumière non seulement sur :
>
> - la connaissance préalable par les autorités fédérales d'un complot visant à faire exploser le bâtiment fédéral d'Oklahoma City, mais aussi

- la possibilité qu'un agent fédéral sous couverture ait activement encouragé une telle activité...

Le 28 mai 1997, le Denver Post a également rendu compte à ses lecteurs des allégations de Mme Howe, affirmant que son témoignage aurait pu être « l'un des plus grands jokers du procès de Timothy McVeigh ».

Mme Howe a accusé l'immigrant allemand Andreas Strassmeir d'avoir parlé d'attentats à la bombe contre des bâtiments fédéraux.

Le *Denver Post* a également rapporté que « bien que le FBI et les procureurs fédéraux aient nié à plusieurs reprises que Strassmeir ou Mahon étaient suspectés d'avoir participé à l'attentat, des documents remis à la défense prouvent qu'ils l'étaient et que Howe a été longuement interrogée par des agents fédéraux deux jours après l'attentat ». Le *Post* a également rapporté que « le gouvernement a refusé de parler de Howe ».

Ensuite, le juge du procès McVeigh, Richard Matsch, a décidé, lors de ce que le Rocky Mountain News a décrit le 28 mai comme une « séance à huis clos », que le témoignage de Howe n'était pas « pertinent » et qu'il ne serait pas autorisé.

Malgré les efforts déployés pour bloquer le témoignage de Mme Howe, les enquêteurs qui ont examiné tous les éléments de preuve se sont à plusieurs reprises concentrés – en particulier – sur le rôle de l'énigmatique Strassmeir.

Le rôle de l'ami proche et avocat de Strassmeir, Kirk Lyons, qui est apparu il y a quelques années dans la « droite », attire également l'attention, dans la mesure où c'est Lyons qui a joué un rôle clé en faisant sortir Strassmeir du pays et en le soustrayant aux mains de la défense de McVeigh. (En fait, il est établi que McVeigh a appelé le bureau de Lyons juste avant l'attentat à la bombe).

Cela a donné lieu à des spéculations selon lesquelles Lyons servait en fait de « gestionnaire » de Strassmeir pour le gouvernement fédéral, qui souhaitait bien sûr garder hors de portée du jury McVeigh toute preuve de sa connaissance préalable des complots relatifs aux attentats, d'autant plus que son propre informateur réputé jouait peut-être le rôle d'instigateur.

Le nouveau livre d'Evans-Pritchard contient également des informations intrigantes sur l'identité probable du désormais célèbre « John Doe No. 2 ». L'écrivain anglais suggère que l'inconnu n° 2 est en fait un homme de Pennsylvanie, Michael Brescia, qui a été vu avec McVeigh et Strassmeir à au moins une occasion. Toutefois, en fin de compte, il est probable que de nombreux autres « Doe » aient également été impliqués.

Selon Kirk Lyons, Strassmeir est venu aux États-Unis en raison de son intérêt pour les reconstitutions de la guerre de Sécession. Cela semble assez innocent. Cependant, à la lumière de l'implication de Strassmeir dans les « reconstitutions de la guerre civile », il convient de noter que, selon John Hurley – qui a longtemps dirigé le Confederate Memorial Hall (CMA) à Washington –, la CIA a souvent utilisé les activités de reconstitution de la guerre civile comme couverture pour ses propres opérations secrètes. Hurley connaît bien ces sujets, puisqu'il a eu maille à partir avec la CIA lorsqu'elle a utilisé des hommes de paille pour tenter de prendre le contrôle du CMA et de l'utiliser pour ses « opérations secrètes ». Quoi qu'il en soit, l'écrivain britannique Evans-Pritchard a commenté :

> On suppose que Strassmeir ne pouvait pas être un agent de la CIA car il opérait sur le sol américain. Mais ce n'est pas nécessairement le cas. Il aurait pu rendre compte à la section des services intérieurs de la CIA, qui a des bureaux dans tout le pays. Selon les procédures habituelles, ses rapports auraient été transmis à la direction des opérations de la CIA par l'intermédiaire de ces bureaux. Ou encore, il aurait pu être un agent du FBI travaillant sous les auspices de la CIA. Ma propre hypothèse, pour ce qu'elle vaut, est que Strassmeir était un actif partagé, prêté au gouvernement américain, mais relevant en fin de compte des services de renseignement allemands.

Evans-Pritchard a également souligné que les procureurs fédéraux ont présenté McVeigh comme « un radical anti-gouvernemental déterminé à venger Waco » mais ont « minimisé » les liens de McVeigh avec les cercles dans lesquels Strassmeir opérait. Et, ajoute-t-il, « la presse américaine a fait de même. La question est de savoir pourquoi. Pourquoi détourner l'attention du mouvement suprémaciste blanc ? »

Mais les choses sont encore plus obscures. Le 8 juin 2001, le *Times* de Londres a publié un article révélateur sur Strassmeir, dans lequel les auteurs concluaient que Strassmeir était probablement un agent infiltré. Le *Times* a rapporté ce qui suit : « L'exécution de McVeigh à l'aide d'une seringue aura également pour effet de vider Strassmeir de toute signification, lui conférant le statut de note de bas de page ». En d'autres termes, la seringue éliminera la seule personne capable de pointer du doigt Strassmeir.

Le journal note que Strassmeir peut lire l'hébreu – la langue officielle d'Israël – en raison, dit-on, d'une petite amie qui a servi dans l'armée israélienne, « ce qui n'est pas exactement le choix typique d'un néo-nazi », ajoute le *Times*.

En outre, le *Times* souligne que lorsque Strassmeir est arrivé aux États-Unis, il « s'est facilement trouvé des amis – officiers de l'armée à la retraite, vétérans de la CIA, passionnés d'histoire – et est devenu membre d'un réseau » qui, selon le *Times*, « est puissant aux États-Unis, un réseau d'influence qui s'étend au Pentagone et aux agences fédérales, dans les églises et les conseils d'administration, sur les plates-formes pétrolières et les chantiers de construction ».

Ce n'est pas le profil d'un « extrémiste néo-nazi » moyen, mais certainement celui d'un agent de renseignement.

Des preuves supplémentaires apportées par l'enquêteur indépendant J. D. Cash suggèrent fortement que Strassmeir était l'informateur sous couverture qui a informé ses supérieurs fédéraux (qui à leur tour ont informé les autorités allemandes) que Gary Lauck, un éditeur de littérature dite « négationniste » basé au Nebraska, se rendait au Danemark.

Au cours de ce voyage, Lauck a été placé en garde à vue puis expulsé vers l'Allemagne pour y être jugé, condamné et emprisonné en vertu des lois allemandes sur le « contrôle de la pensée » pour son rôle dans la distribution de littérature (imprimée aux États-Unis) qui est illégale en Allemagne.

Bien que le premier avocat de Timothy McVeigh, Stephen Jones, puis ses derniers avocats avant son exécution – Rob Nigh, Richard Burr, Nathan Chambers et Christopher Tritico – aient tous affirmé que Strassmeir était un acteur clé dans le scénario de l'attentat à la bombe d'Oklahoma, les médias américains ont gardé cette information secrète.

Lorsque les avocats de McVeigh ont fait appel pour empêcher son exécution, ils ont cité des documents du FBI récemment publiés qui suggéraient qu'« il y avait des preuves, retenues par le gouvernement, qu'une autre personne aurait très bien pu être le cerveau de l'attentat à la bombe ».

Les avocats ont désigné Strassmeir et son ami, Dennis Mahon, comme de possibles co-conspirateurs, accusant le FBI de s'être livré à un « stratagème pour supprimer les preuves » relatives à leur rôle, alléguant que les informations contenues dans les documents du FBI « suggéraient que l'un des autres participants à l'attentat à la bombe était un informateur pour les forces de l'ordre fédérales ».

En fait, au fil du temps, des preuves solides ont commencé à émerger, qui désignaient très clairement Strassmeir comme un informateur sous couverture.

L'enquêteur indépendant susmentionné, J.D. Cash, et son collègue, le lieutenant-colonel Roger Charles, ancien marine, ont mis le doigt sur un

document déclassifié du FBI prouvant qu'**Andreas Strassmeir était un informateur travaillant sous couverture (en se faisant passer pour un « néo-nazi ») pour le compte de Morris Dees et de son Southern Poverty Law Center (SPLC), basé à Birmingham (Alabama), une opération de renseignement privée.**

Le document, un message télétype électronique de quatre pages, daté du 4 janvier 1996, a été envoyé par Louis Freeh, alors directeur du FBI, aux bureaux du FBI impliqués dans l'enquête sur l'attentat à la bombe d'Oklahoma. L'existence de ce document a été révélée pour la première fois par Cash et Charles dans le numéro du 14 décembre 2003 du journal de l'Oklahoma *The McCurtain Daily Gazette*.

Bien que lourdement expurgé, le document confirme ce que *The Spotlight* a rapporté au sujet de Strassmeir et de son ami proche et avocat Kirk Lyons. Dans le document déclassifié, le directeur du FBI fait référence à un informateur du SPLC en poste au complexe « extrémiste » d'Elohim City, à la frontière entre l'Arkansas et l'Oklahoma, et confirme qu'un appel téléphonique a été passé à cet informateur le 17 avril 1995, deux jours avant l'attentat à la bombe.

Bien que les noms de l'appelant et de la personne appelée aient été masqués par les censeurs du FBI, il a été établi qu'à peu près à la même époque, Timothy McVeigh avait téléphoné à Elohim City pour contacter Strassmeir, qui n'était apparemment pas disponible pour répondre à l'appel.

Le mémo du FBI indique en outre qu'une personne d'Elohim City avait « une longue relation avec l'un des deux conspirateurs [de l'attentat] inculpés » (McVeigh et Nichols). De nombreux enquêteurs indépendants ont établi que Strassmeir avait été en contact avec McVeigh à plusieurs reprises, sur une longue période, avant l'attentat.

Le FBI, Lyons et d'autres, dont le SPLC, ont insisté sur le fait que cela ne prouvait pas que Strassmeir était impliqué dans l'attentat. Cependant, il est désormais clair, sur la base d'informations distinctes, associées aux révélations du mémorandum de Freeh, que l'informateur du SPLC était bien Strassmeir.

Cash et Charles ont conclu que « les références à un informateur travaillant pour le SPLC à Elohim City la veille de l'attentat d'Oklahoma City soulèvent de sérieuses questions quant à ce que le SPLC pourrait savoir sur les activités de McVeigh au cours des dernières heures précédant l'allumage de la mèche à Oklahoma City – mais que le SPLC n'a pas divulgué publiquement ».

Les deux enquêteurs ont rapporté que lorsque Dees, du SPLC, a été pressé d'expliquer ce que son informateur faisait à Elohim City, il a donné l'explication suivante : « Si je vous disais ce que nous faisons là-bas, je devrais vous tuer ».

Dees a affirmé que le SPLC n'avait pas mis McVeigh sur son « écran radar » avant qu'il ne soit arrêté. Cette affirmation est toutefois en contradiction avec les preuves que McVeigh était étroitement surveillé par la Ligue antidiffamation (ADL), alliée au SPLC, un an avant l'attentat à la bombe. L'ADL et la SPLC échangent régulièrement des données d'espionnage obtenues auprès d'informateurs.

Bien que le FBI ait déclaré qu'il était prévu que Strassmeir s'enfuie au Mexique « dans un avenir proche », Cash et Charles soulignent qu'« aucun des bureaux ayant reçu cette note du directeur du FBI ne se trouvait au Texas, où Strassmeir venait d'arriver et d'où il était prévu qu'il s'échappe en traversant la frontière mexicaine ». En outre, le FBI n'a fait aucun effort pour visiter le bureau de Lyon en Caroline du Nord, où Strassmeir s'était apparemment caché avant de s'enfuir au Mexique.

Selon la *Gazette*, « bien que Strassmeir ait été recherché pour être interrogé sur l'attentat à la bombe d'Oklahoma au moment de son évasion et qu'il ait été en situation irrégulière aux États-Unis, ces faits étaient connus de l'avocat Kirk Lyons [...] qui n'a jamais été accusé d'avoir commis un crime contre l'humanité. qui n'a jamais été accusé d'avoir hébergé un fugitif, d'avoir fait obstruction à la justice ou d'avoir été sanctionné par le barreau pour avoir aidé un client à échapper aux autorités fédérales ».

L'ensemble des preuves, y compris le mémo du FBI, suggère que Strassmeir était protégé par le FBI, même avant l'attentat à la bombe. Initialement, le bureau du BATF de Tulsa (Oklahoma) avait demandé un mandat d'arrêt contre Strassmeir après que l'un de ses informateurs, Carol Howe, eut annoncé que Strassmeir avait l'intention de faire exploser un bâtiment fédéral américain. C'était en février 1995, deux mois avant l'attentat d'Oklahoma.

Selon la *Gazette*, Bob Ricks, agent spécial responsable du bureau du FBI d'Oklahoma City, a demandé au procureur de Tulsa, Steve Lawrence, d'empêcher l'arrestation de Strassmeir et un raid prévu à Elohim City, où vivait ce dernier.

En préparation du procès de McVeigh, son avocat, Stephen Jones, a demandé des documents du FBI relatifs à la surveillance d'Elohim City. Cependant, le FBI a affirmé qu'il ne disposait d'aucune information permet-

tant de relier McVeigh à qui que ce soit à Elohim City, ce qui est aujourd'hui clairement démontré comme étant un mensonge.

Ainsi, bien que Strassmeir ait passé sept ans aux États-Unis, y compris après l'expiration de son visa, ce qui faisait de lui un étranger en situation irrégulière, il n'a jamais été interrogé par le FBI, en dépit du fait qu'il fréquentait des néo-nazis faisant l'objet d'une enquête, dont plusieurs étaient liés à une série de vols de banques à l'échelle nationale.

Le FBI n'a jamais eu besoin de parler directement à Strassmeir, car ses informateurs ont servi de relais et ont transmis ses informations à l'agence. Il s'agit là d'une stratégie de longue date employée par le SPLC et l'ADL dans le traitement des renseignements fournis par les informateurs et la transmission de ces données au FBI et à d'autres organismes similaires chargés de l'application de la loi.

Il n'est donc pas surprenant que Dees, le SPLC et l'ADL se soient efforcés de supprimer le rôle de Strassmeir dans l'attentat à la bombe et aient rapidement rejeté les accusations portées par l'informateur du BATF Howe au sujet de Strassmeir.

Les attaques contre Howe reprennent le même langage que celui utilisé par Kirk Lyons, l'ami de Strassmeir, qui, dès le début, s'est joint à Dees et à l'ADL, ainsi qu'à tous les médias d'élite qui tentent de supprimer le lien entre Strassmeir et l'attentat.

Le fait que l'ADL et Dees refusent catégoriquement d'admettre l'implication d'un prétendu « néo-nazi » dans le scénario de l'Oklahoma soulève la question suivante : « Pourquoi ? » La seule explication logique est que Strassmeir était un « mouchard » depuis le début.

En fait, comme nous le savons aujourd'hui, c'est le journal *Spotlight*, aujourd'hui disparu, dont les journalistes ont ensuite fondé l'*American Free Press* (AFP), qui a publié des articles sur l'attentat d'Oklahoma City dont Timothy McVeigh a dit en privé qu'ils l'avaient « touché de très près ».

Les articles de *Spotlight* étaient uniques (et intéressaient manifestement McVeigh) en ce sens qu'ils se concentraient sur la situation dans son ensemble, en montrant que McVeigh n'était qu'un petit rouage dans une vaste conspiration impliquant de nombreuses agences de renseignement et des informateurs travaillant avec McVeigh et son cercle intime et manipulant leurs actions.

Aujourd'hui, une grande partie de ce que *The Spotlight* a écrit pour la première fois a finalement été confirmée pour la première fois. Bien que McVeigh ait publiquement affirmé qu'il était un « poseur de bombe solitaire »,

il a déclaré en privé que *The Spotlight* allait dans la bonne direction et qu'il avait même contrecarré ses efforts pour revendiquer un rôle singulier dans l'histoire.

Deux amis de McVeigh, condamnés à mort à la prison fédérale de l'Indiana, ont écrit un livre racontant l'histoire « de l'intérieur » de l'attentat à la bombe, en se basant largement sur ce que McVeigh leur a dit s'être réellement passé. *Secrets Worth Dying For*, de David Paul Hammer et Jeffrey William Paul, est probablement plus proche de la vérité que n'importe quel autre livre sur le sujet.

Et, comme nous l'avons déjà indiqué, bien que McVeigh se soit publiquement proclamé « poseur de bombe solitaire » – rejetant même le rôle de son ami Terry Nichols – il a donné une version bien différente à ses amis en prison. Ainsi, ce que *Secrets* rapporte est bien plus crédible que ce que l'on trouve dans les livres des médias « grand public ».

Le livre affirme que McVeigh a été recruté (alors qu'il était encore dans l'armée) par un supérieur pour s'immerger dans la rhétorique et le style de vie des mouvements « miliciens » et « patriotes » américains, voyageant de foire aux armes à feu en foire aux armes à feu, et rapportant ses découvertes. En bref, McVeigh était un « mouchard » fédéral.

Cependant, bien qu'inhabituel d'un point de vue psychologique, McVeigh partageait manifestement les opinions de ceux qu'il informait.

Finalement, McVeigh a reçu l'ordre d'organiser une équipe d'« extrémistes » pour commettre un attentat terroriste à la bombe aux États-Unis, afin de donner aux autorités fédérales l'occasion de réprimer les dissi-dents politiques dans ce pays. McVeigh a effectivement orchestré un complot d'attentat à la bombe (dont il a rapporté les détails à ses supérieurs) et ce complot comprenait au moins un autre informateur sous couverture, le désormais célèbre Andreas Strassmeir.

McVeigh lui-même a envoyé une lettre à cet auteur, Michael Collins Piper, depuis sa cellule dans le couloir de la mort de la prison fédérale de Terre Haute, dans l'Indiana. L'enveloppe contenait une copie d'un article sur un certain Cary Gagan, qui prétendait avoir des informations sur l'attentat à la bombe d'Oklahoma. De sa propre main, McVeigh a écrit sur l'imprimé : « Un mensonge de trop tue un escroc », suggérant manifestement que Gagan était un menteur.

Mais ce qui rend cette note de McVeigh intéressante, c'est le fait que, jamais, je n'ai écrit quoi que ce soit sur Gagan. Au contraire, mes écrits pour

The Spotlight s'étaient concentrés presque exclusivement sur la connexion avec Strassmeir.

Ma réaction immédiate à la réception de cette note de McVeigh a été de déduire que McVeigh me communiquait indirectement (par des moyens détournés et indirects) que ce que j'avais écrit était juste. Et maintenant, bien sûr, j'ai la satisfaction de savoir que **j'avais visé juste depuis le début**, au grand dam d'Andreas Strassmeir, de Kirk Lyons et de tous leurs alliés et manipulateurs dans le monde obscur de l'action secrète.

Cependant, malgré tout cela, l'horrible « histoire derrière l'histoire » de l'attentat à la bombe d'Oklahoma City recèle bien d'autres choses, que nous allons explorer plus en détail dans les pages qui suivent.

Chapitre Trente-Six

Timothy McVeigh et l'ADL : l'histoire inédite

Immédiatement après le tragique attentat à la bombe d'Oklahoma City, le journal *Spotlight*, basé à Washington, D.C., est tombé par inadvertance – et par un moyen surprenant – sur des preuves solides selon lesquelles l'auteur présumé de l'attentat, Timothy McVeigh, était en contact étroit et probablement permanent avec un agent de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith, et que l'ADL surveillait régulièrement McVeigh depuis un certain temps.

Nous ne saurons probablement jamais si cet informateur était l'omniprésent Andreas Strassmeir, dont nous avons déjà examiné le passé sordide, ou quelqu'un d'autre. Mais voici les faits qui prouvent que McVeigh et ses activités étaient surveillés de près par l'ADL.

Le 21 avril 1995, dans une édition matinale, le *Washington Post* a rapporté – à la surprise du *Spotlight* – qu'à l'automne 1993, McVeigh – sous le nom de « T. Tuttle » – avait passé une petite annonce qui avait été publiée pendant quatre numéros hebdomadaires dans *The Spotlight*, à partir du 9 août 1993.

Selon le *Post*, la source de cette information était un communiqué de presse de l'ADL. Il va sans dire que *The Spotlight* a été surpris d'apprendre cette histoire. Ainsi, lorsqu'elle a été informée de cette allégation, l'équipe du *Spotlight* a déployé des efforts considérables pour localiser l'annonce et les documents internes qui s'y rapportent.

The Spotlight a rapidement appris d'une source amicale ayant des contacts de haut niveau avec les services de renseignement américains que la raison pour laquelle l'ADL savait que McVeigh avait fait de la publicité dans *The Spotlight* était que l'ADL disposait d'une « source interne » dans l'entourage de McVeigh.

Entre-temps, plus tard dans l'après-midi, l'équipe du *Spotlight* a été stupéfaite lorsque le *Post* a publié en fin de matinée son numéro du 21 avril 1995 et, en réimprimant l'article assez long sur McVeigh, n'a supprimé ***que*** la référence aux données de l'ADL sur McVeigh.

(Aujourd'hui, des années plus tard, selon les enquêteurs, la première version de cet article du Post semble avoir commodément disparu de ses archives – ce qui est tout à fait inhabituel, d'après eux).

The Spotlight a rapidement compris pourquoi le *Post* avait volé au secours de l'ADL, en dissimulant la connaissance intime qu'avait l'ADL de McVeigh lorsqu'il a republié l'article.

Bien que McVeigh se soit effectivement engagé à faire paraître la même annonce dans quatre numéros consécutifs du *Spotlight*, l'annonce n'a pas été publiée la première semaine (9 août 1993) prévue. L'annonce n'a en fait été publiée qu'une semaine plus tard, dans le numéro du 16 août 1993. Pourtant, lorsque l'ADL s'est empressée de prévenir le *Washington Post*, celui-ci a indiqué que l'annonce avait été diffusée pour la première fois dans le numéro du 9 août.

En bref, bien que l'ADL ait su (par McVeigh ou une source proche de McVeigh) que ce dernier avait passé un contrat pour faire paraître des annonces dans *The Spotlight* et qu'elle ait consigné ces données dans son dossier, l'ADL ne savait pas qu'un conflit d'horaire interne à *The Spotlight* avait empêché la parution de l'annonce au moment prévu.

Ironiquement, le rédacteur en chef du *Spotlight* a finalement retiré l'annonce (qui concernait un pistolet de détresse) parce que, comme il l'a dit, quelque chose lui semblait « suspect ». Par conséquent, l'annonce n'a jamais été diffusée autant de fois que l'ADL l'avait prévu et noté pour la première fois dans son dossier de surveillance de McVeigh !

Par conséquent, après l'attentat, plus d'un an plus tard, lorsque l'ADL s'est empressée de communiquer au *Washington Post* des « informations » sur le « lien » entre McVeigh et *The Spotlight*, elle a cité par erreur la première date prévue pour l'annonce. Cependant, l'ADL a évidemment découvert rapidement (tout comme *The Spotlight*) que les données de l'ADL étaient incorrectes et s'est empressé de demander au *Post* de réécrire son article initial. De toute évidence, l'erreur de l'ADL témoigne de sa connaissance intime des contrats publicitaires de McVeigh.

Étant donné que l'ADL est connue pour faire part de ses découvertes à des agences telles que le FBI, le BATF, la CIA et le Mossad, le service de renseignement israélien, est-il déraisonnable de se demander si l'une de ces agences avait également connaissance des activités de McVeigh et de ses intentions ?

Un dernier point doit être mentionné en ce qui concerne l'intérêt de l'ADL pour les affaires de Timothy McVeigh.

Si l'on garde à l'esprit qu'il y a eu des rapports contradictoires sur l'heure exacte de l'arrivée de Timothy McVeigh à Oklahoma City avant l'attentat à la bombe – un point que le gouvernement s'est empressé d'étouffer – cela

donne un certain crédit à la théorie selon laquelle il y aurait en fait eu un « Tim McVeigh n° 2 » (c'est-à-dire quelqu'un se faisant passer pour McVeigh) dans le cadre d'une vaste conspiration dont McVeigh n'était peut-être pas conscient.

Voici une réponse possible à la question de savoir qui a pu se faire passer pour McVeigh : dix jours après l'attentat, un terroriste israélien de « droite », Sharon Svi Toval (également connu sous le nom de Zvi Sharon), âgé de 28 ans, a été arrêté à New York par les autorités américaines. Puis, sous escorte et sous haute sécurité, Toval a été expulsé vers Israël.

La seule photographie de Toval publiée dans le *New York Daily News*, le 3 mai 1995, montre un jeune homme qui, sans sa barbe, sa moustache et sa kippa, pourrait être confondu par un étranger avec Tim McVeigh, l'auteur présumé de l'attentat d'Oklahoma, ou avec la personne figurant sur le célèbre croquis « John Doe No. 1 » que les autorités ont publié immédiatement après l'attentat et qui a été utilisé pour identifier McVeigh.

À la lumière des rapports de 1995 selon lesquels les avocats de McVeigh envisageaient la possibilité que des « terroristes de droite » d'Israël – voire l'agence de renseignement israélienne, le Mossad – aient joué un rôle dans l'attentat, le spectre de Toval est intriguant. Si l'on ajoute à cela l'évidente connaissance « interne » des activités de McVeigh par l'ADL, liée au Mossad, l'affaire s'éclaire d'un jour nouveau.

Un autre point mérite d'être souligné : bien que Timothy McVeigh ait déclaré, avant son exécution, qu'il avait agi seul en livrant une bombe au Murrah Building le 19 avril 1995, il n'a jamais révélé le nom de la personne d'Oklahoma City qui, le 17 avril, deux jours avant l'attentat, a envoyé au *Spotlight* ce qui ne peut être décrit que comme un « avertissement » de l'imminence de l'attentat.

L'existence de cet avertissement donne du crédit à l'affirmation de McVeigh selon laquelle personne d'autre que Terry Nichols et leurs amis, Michael et Lori Fortier, n'était au courant du projet d'attentat à la bombe. Il soulève également deux questions pertinentes : 1) L'ADL – qui surveillait manifestement McVeigh – a-t-elle participé à la diffusion de cet « avertissement » ou était-elle au courant de l'identité de la personne chargée de l'envoyer ? 2) Pourquoi le FBI a-t-il refusé de faire des commentaires publics sur ce qu'il a fait – le cas échéant – pour identifier la personne (ou les personnes) qui a envoyé cet avertissement à *The Spotlight* ?

Voici l'histoire que seuls *The Spotlight* et le journal de gauche new-yorkais *Village Voice* (dans son numéro du 1er octobre 1997) et plus tard *American Free Press* ont osé rapporter.

Le 20 avril 1995, le lendemain de l'attentat d'OKC, le service du courrier du *Spotlight* a ouvert une enveloppe portant le cachet « Oklahoma City ». L'enveloppe avait été postée à *The Spotlight* le 17 avril, deux jours avant l'attentat. L'adresse était écrite à la main, mais nous savons aujourd'hui que l'écriture n'est manifestement pas celle de McVeigh.

À l'intérieur de l'enveloppe se trouvait une carte postale représentant une photographie datant de l'époque de la Grande Dépression et illustrant une tempête de poussière au-dessus de l'Oklahoma. Cette célèbre photo porte le titre inquiétant de « Black Sunday » (qui, soit dit en passant, est aussi le nom d'un film hollywoodien sur le terrorisme). La carte postale porte également la légende imprimée « Dust Storm Approaching at 60 mi. per hr. 14 avril 1935 » (Tempête de poussière approchant à 96 km/heure, 14 avril 1935).

La carte postale est accompagnée d'une photocopie d'un article de *The Spotlight*, vieux de douze ans, sur l'assassinat par le gouvernement de Gordon Kahl, critique de l'IRS et de la Réserve fédérale. Il n'y avait ni nom ni adresse de retour sur l'enveloppe ou sur son contenu.

Lorsque l'équipe de *The Spotlight* a vu cette carte postale (un jour seulement après l'attentat), elle a compris qu'il y avait anguille sous roche et a fait appel à l'avocat de *The Spotlight*, Mark Lane, qui a immédiatement remis l'original de la carte et de l'enveloppe à l'Attorney General Janet Reno et au FBI.

Bien que cette étrange carte postale indique clairement que quelqu'un savait à l'avance que l'attentat était imminent, le FBI a par la suite déclaré à Mark Lane qu'il avait « perdu » la carte postale ! Heureusement, *The Spotlight* en avait fait une copie.

Lorsque James Ridgeway, chroniqueur bien connu du *Village Voice*, a appris l'existence de la carte postale par cet auteur, il a contacté le FBI en avril 1997, mais tout ce qu'un porte-parole du FBI a pu dire, c'est ceci : « Nous n'avons rien déclaré à ce sujet. (La mauvaise grammaire est celle du porte-parole du FBI).

Plusieurs questions se posent : pourquoi le FBI n'a-t-il « rien déclaré à ce sujet » ? Qui a écrit sur l'enveloppe ? Doit-on en conclure qu'il s'agit simplement d'une étrange coïncidence qu'une carte postale aussi inquiétante ait été postée d'Oklahoma City deux jours seulement avant l'attentat à la bombe ?

Ou bien, est-il possible que McVeigh lui-même n'ait pas su que cette carte postale était envoyée à *The Spotlight* et qu'il n'y soit pour rien – qu'un tiers ait orchestré l'envoi dans le cadre d'un complot secret visant à impliquer *The Spotlight* dans l'attentat à la bombe (ce qui, bien sûr, semble vraisemblable) ?

Si le *Spotlight* avait simplement jeté la carte postale ou si son avocat n'avait pas remis le document au FBI, il n'y a guère de doute sur ce qui se serait alors passé : le FBI aurait été informé de la carte postale par une « source » et les agents du FBI auraient pris d'assaut les bureaux de *The Spotlight*, accusant le personnel de « faire obstruction à la justice » en détruisant des preuves, etc.

Il ne fait aucun doute que quelqu'un d'autre que Timothy McVeigh a adressé cette enveloppe suspecte et a posté les documents qu'elle contenait à *The Spotlight*, deux jours avant l'attentat. Cette personne avait connaissance à l'avance de l'imminence de l'attentat et, en joignant l'article de *The Spotlight*, établissait implicitement un lien entre la mort de Gordon Kahl (et le récit de son histoire tragique par *The Spotlight*) et l'attentat.

Le mystère qui entoure cette carte postale démontre, sans l'ombre d'un doute, que l'attentat à la bombe d'Oklahoma City comporte bien plus d'éléments que McVeigh ou le FBI ne sont prêts à admettre. Les raisons qui ont poussé McVeigh à ne pas raconter toute l'histoire sont sujettes à spéculation. De même, le fait que le FBI refuse de parler de cette carte postale ne fait qu'alimenter les doutes persistants sur ce qui s'est réellement passé à Oklahoma City.

En définitive, le FBI et ses alliés de l'ADL en savent beaucoup plus sur l'attentat d'Oklahoma City qu'ils ne veulent l'admettre, et sans doute pour une très bonne raison : la révélation de la vérité démontrerait, sans l'ombre d'un doute, que les Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur – étaient en fin de compte responsables de ce qui s'est passé à Oklahoma City en ce jour tragique de 1995.

Chapitre Trente-Sept

La centrale de désinformation : la propagande néo-conservatrice sioniste concernant l'attentat à la bombe d'Oklahoma City

Au printemps 2004, soutenues par les principaux éléments pro-sionistes du monopole des médias, des personnalités de haut niveau du réseau néo-conservateur pro-israélien ont commencé à promouvoir un livre affirmant que le dirigeant irakien Saddam Hussein était à l'origine de l'attentat à la bombe d'Oklahoma City et que le chef de file du terrorisme islamique Ramzi Yousef – un prétendu agent du chef d'Al-Qaïda Oussama ben Laden – était un acteur clé dans l'affaire.

La théorie selon laquelle les deux dirigeants arabes, Saddam et Ben Laden, étaient impliqués dans une alliance hautement improbable visant à faire exploser le Murrah Building et à rejeter la responsabilité sur des boucs émissaires américains « lily white » est apparue précisément au moment où les néo-conservateurs s'efforçaient d'expliquer l'échec total de la guerre menée par les États-Unis en Irak. Le groupe « Saddam a bombardé Oklahoma City » a présenté cette théorie comme une nouvelle justification d'une guerre qui, comme la plupart des Américains le savent maintenant, était fondée sur un ensemble de mensonges épouvantables.

La promotion par les néo-conservateurs du livre *The Third Terrorist*, de l'ancienne journaliste de la télévision d'Oklahoma City Jayna Davis, est un moyen de justifier après coup les méfaits et la désinformation des néo-conservateurs et de leurs alliés en Israël qui ont contribué à l'éclatement de la guerre.

L'ancien directeur de la CIA James Woolsey et Frank Gaffney (un collègue de longue date de l'intrigant néoconservateur Richard Perle, qui a déjà fait l'objet d'une enquête du FBI pour espionnage au profit d'Israël) ne sont que deux des néoconservateurs qui ont prêté leur nom aux activités de promotion de ce nouveau livre.

Entre-temps, *U.S. News & World Report*, publié par l'idéologue pro-israélien pur et dur Mort Zuckerman, ancien président de la Conférence des présidents des principales organisations juives américaines, ainsi que Fox

News (propriété du milliardaire pro-israélien Rupert Murdoch) ont également rejoint le chœur faisant la promotion du livre.

Pour sa part, le *Wall Street Journal* a non seulement fait grand cas de l'affirmation de Davis concernant l'implication de Saddam dans l'affaire d'Oklahoma, mais l'a même associée à la théorie de la conspiration concoctée par l'écrivain néo-conservateur Laurie Mylroie, qui affirme que Saddam était également à l'origine du premier attentat contre le World Trade Center en 1993.

En outre, *Vanity Fair* – publié par le titan des médias pro-israéliens S. I. Newhouse – a offert un profil amical du secrétaire adjoint à la défense Paul Wolfowitz, notant qu'un « ami de longue date » de Wolfowitz (probablement le Perle susmentionné) affirme que Wolfowitz a longtemps cru que Saddam était derrière la tragédie de l'Oklahoma.

Les antécédents du principal commanditaire de *The Third Terrorist* sont particulièrement intéressants : WND Books, une entreprise de Joseph Farah, rédacteur en chef du *World Net Daily*, basé sur Internet. Non seulement Farah opère depuis longtemps dans la sphère du milliardaire Richard Scaife, dont les intrigues liées à la CIA remontent à plusieurs décennies, mais en 2003, Farah a été honoré du titre de « journaliste de l'année » par la Zionist Organization of America, l'un des plus fervents défenseurs de la guerre contre Saddam. Bien qu'arabo-américain, Farah est un fervent partisan d'Israël et n'est guère une source impartiale.

Parlons maintenant du livre : Jayna Davis a démontré de manière convaincante que Timothy McVeigh voyageait avec au moins un – et probablement plus – ressortissant irakien (basé à Oklahoma City) dans les minutes, les jours, les semaines et les mois qui ont précédé la catastrophe. Et, bien qu'elle ne le mentionne jamais, c'est le défunt *Spotlight* qui a accordé le plus d'attention à l'enquête de Mme Davis, alors même que les sources d'information « grand public » ignoraient soigneusement son travail.

Cependant, il est évident que les choses ont changé. Mais pour ceux qui ont examiné attentivement le reportage de *The Spotlight* sur le travail de Davis, rien de tout cela n'est surprenant, car – comme *The Spotlight* l'a dit dès le début – les prétendues preuves de l'implication « irakienne » pointaient en fait ailleurs : c'est-à-dire vers la probabilité que des éléments opérant à l'intérieur des États-Unis (et manipulant McVeigh) préparaient le terrain pour un attentat terroriste qui pourrait être faussement imputé à Saddam, dans le but même d'attiser une guerre contre l'homme fort irakien – une guerre qui a finalement eu lieu au printemps 2003.

Bien que Davis soit sans aucun doute convaincue que l'attentat est lié au Moyen-Orient – d'origine arabe ou musulmane –, son livre soulève de nombreux problèmes sérieux. Tout d'abord, Davis n'a absolument pas tenu compte des éléments de preuve essentiels suivants :

- Le témoignage oculaire de Jane Graham, survivante de l'attentat, qui, un jour ou deux avant l'attentat, a repéré un groupe de silhouettes mystérieuses en train de placer des explosifs à l'intérieur du bâtiment Murrah ; ces hommes n'étaient pas des Arabes, mais des Américains blancs, et certainement ni McVeigh ni son co-conspirateur présumé Terry Nichols ;
- Le témoignage de plusieurs survivants de l'attentat, dont notamment V. Z. Lawton, qui insistent sur le fait qu'il y a eu une explosion interne majeure à l'intérieur du bâtiment Murrah après l'explosion du « camion piégé de McVeigh » à l'extérieur, dans la rue ;
- Des données sismographiques indiquant qu'il y a eu plus d'une explosion au moment de la catastrophe ;
- Et alors que de nombreux rapports de presse de l'époque – provenant d'un large éventail de sources – indiquaient que d'autres bombes non explosées avaient été trouvées à l'intérieur du bâtiment Murrah après l'explosion, Davis a déclaré catégoriquement que ces alertes à la bombe « s'étaient révélées anodines ».
- Bien que Davis ait fait référence à l'héroïsme de Terrence Yeakey, policier à Oklahoma City – presque gratuitement – elle n'a jamais mentionné que le prétendu suicide de Yeakey est considéré comme un « meurtre » par ses amis et sa famille qui croient, sur la base des remarques de Yeakey à l'époque, qu'il a été témoin de quelque chose avant ou après l'attentat à la bombe qui l'a amené à penser que les autorités dissimulaient la vérité sur ce qui s'est réellement passé.
- Plus particulièrement, Mme Davis n'a pas mentionné une seule fois les intrigues de l'ancien officier de renseignement militaire allemand parlant hébreu, Andreas Strassmeir, presque certainement un informateur sous couverture, travaillant très probablement pour la CIA ou le FBI ou une agence « privée » telle que le Southern Poverty Law Center ou l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith, un atout reconnu de l'unité des services clandestins d'Israël, le Mossad.

Bien que Davis n'ait pas eu l'intention d'explorer tous les mystères entourant l'attentat, il est déconcertant de constater qu'elle a ignoré certaines des questions les plus importantes qui ont été soulevées à la suite de l'attentat.

Elle s'est concentrée sur la prétendue « connexion irakienne », mais même à cet égard, elle laisse plus de questions sans réponse qu'elle n'en apporte.

D'aucuns affirment que le livre de Mme Davis se contente d'examiner une petite partie d'un tableau beaucoup plus vaste et d'ignorer des détails pertinents qui, pris dans leur ensemble, pointent dans une toute autre direction.

Davis n'a jamais expliqué de manière adéquate pourquoi le FBI – sous Bill Clinton ou George W. Bush – était si désireux de supprimer les preuves de l'implication de Saddam Hussein et/ou de militants « islamiques » ou « arabes » travaillant avec Saddam ou dans sa sphère d'influence dans la tragédie de l'Oklahoma.

Sa meilleure explication – quoique assez boiteuse – était l'excuse selon laquelle l'administration démocrate Clinton (au pouvoir au moment de l'attentat) ne voulait pas admettre qu'elle avait ignoré les « avertissements » d'une attaque possible émis par un agent associé au Parti républicain au Capitole, l'« expert en terrorisme » d'origine israélienne Yosef Bodansky, qui se trouvait être l'une des principales sources de Mme Davis. Cette dernière a affirmé, ce qui est hautement improbable, que les démocrates de l'administration Clinton auraient été enclins à rejeter les avertissements de M. Bodansky en les qualifiant de « propagande sioniste ».

En fait, sur un point, il peut y avoir une part de vérité, mais d'une manière tout à fait différente de celle suggérée par Davis.

Il ne fait aucun doute que, comme Davis l'a elle-même démontré, des agents israéliens ont débarqué à Oklahoma City immédiatement après l'attentat et ont commencé à promouvoir la théorie selon laquelle, comme l'a dit l'une des sources israéliennes de Davis, « la bombe qui a détruit le bâtiment Murrah a été fabriquée par des terroristes arabes ou par des personnes entraînées par des terroristes arabes ».

Mais ce que Davis n'a jamais exploré (ou jamais mentionné, car cela ne correspondrait pas à sa théorie), c'est la possibilité que l'administration Clinton n'ait pas eu envie de déclencher une guerre contre Saddam, reconnaissant que l'affirmation israélienne selon laquelle Saddam était derrière les bombardements s'inscrivait dans le cadre de la volonté néo-conservatrice de longue date de renverser le dirigeant irakien.

Dans un cas, Davis a souligné qu'un membre du personnel du Sénat lui avait dit qu'elle était connue comme « le bébé au pistolet chargé ». La crainte était, selon lui, « qu'ils ne sachent pas où vous allez le pointer ensuite ». Bien que Davis n'y ait manifestement jamais songé, on pourrait lire dans cette

remarque que les recherches obstinées de Davis allaient peut-être un peu trop loin.

En bref, si Davis commençait à creuser trop profondément la « connexion irakienne », elle pourrait découvrir quelque chose de tout à fait opposé : que la connexion irakienne était un autre « faux drapeau » israélien conçu pour rejeter la responsabilité d'une opération secrète menée par les services de renseignement israéliens.

Ainsi, bien que Davis ait brossé un tableau assez convaincant de la complicité d'un immigrant irakien, Hussain Al-Hussaini, avec McVeigh dans l'attentat d'Oklahoma, son livre n'explique pas clairement si elle pense que c'est l'ennemi juré de Saddam, le fondamentaliste islamique Oussama ben Laden, ou le dirigeant arabe laïc de l'Irak, Saddam (qui a activement réprimé les fondamentalistes islamiques), qui a été le commanditaire ultime d'Al-Hussaini.

Au lieu de cela, Davis a tissé une histoire enchevêtrée qui relie Oussama et Saddam dans un scénario improbable qui ne désigne jamais précisément le coupable – un détail plutôt important qui semble échapper à ceux qui sont si désireux d'accepter sa thèse. Un lecteur averti le remarquera immédiatement, mais, là encore, la plupart des lecteurs ne sont pas aussi perspicaces, ce qui plaide en faveur de la probabilité que beaucoup prendront – malheureu-sement – le livre de Davis au sérieux. (« Les complots arabes » ***sont*** très popu-laires dans les médias ces jours-ci).

À un moment donné, elle déclare qu'« il s'agit vraiment d'une conspiration étrangère dirigée et financée par Oussama ben Laden, selon mes sources de renseignement », mais cette accusation catégorique est réfutée par d'autres affirmations qu'elle a faites ailleurs concernant Al-Hussaini qui aurait « peut-être » (c'est elle qui le dit) été « un membre dévoué de l'unité militaire très prisée de Saddam Hussein, la Garde républicaine » (et donc un agent de Saddam, et non de Ben Laden).

C'est lorsque Davis commence à explorer le lien supposé entre le mystérieux Ramzi Yousef et l'affaire de l'Oklahoma que sa théorie commence vraiment à vaciller. En effet, elle s'aventure sur un terrain incertain, tentant de relier un prétendu fondamentaliste islamique (ostensiblement soumis à la discipline du réseau Al-Qaeda de Ben Laden) à un agent de Saddam Hussein, le dirigeant irakien que Ben Laden lui-même s'était juré de détruire.

On peut également se demander pour qui Yousef et son oncle, Khalid Shaikh Mohammed (que l'on dit être le chef des opérations d'Al-Qaïda) tra-vaillaient ***réellement***.

Comme nous l'avons vu précédemment dans ces pages, les preuves publiées pour la première fois par le journaliste juif américain Robert I. Friedman dans le *Village Voice* de New York indiquent que Yousef travaillait en étroite collaboration avec une taupe israélienne au sein de la conspiration à l'origine de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center (WTC), précurseur de la tragédie du 11 septembre 2001.

Ainsi, lorsque Mme Davis a affirmé que « le terroriste qui a organisé la livraison d'un camion Ryder rempli d'une puissante bombe à base d'engrais et de mazout dans le quartier financier des États-Unis a probablement orchestré un attentat à la bombe similaire à Oklahoma City », elle a suggéré, sans le savoir, que les services de renseignements israéliens ont peut-être également joué un rôle dans l'attentat d'Oklahoma, comme ils l'ont fait dans l'attentat de 1993 contre le WTC.

Mais ne vous attendez pas à ce que Davis ou ses promoteurs médiatiques le disent.

Tout ceci ne veut pas dire que Davis promeut délibérément de fausses informations. Cependant, il est concevable que Davis, poussée par le désir de mettre en avant son histoire laborieusement assemblée, ait été manipulée et qu'elle n'ait pas reconnu ou compris les subtilités du monde de l'intrigue.

En résumé, l'attentat à la bombe d'Oklahoma comporte beaucoup, beaucoup plus d'éléments que la plupart des Américains ne le pensent, et ces faits cachés pointent indubitablement vers le rôle des chèvres de Judas – l'ennemi de l'intérieur.

Chapitre Trente-Huit

Que s'est-il réellement passé à Oklahoma City ? Un scénario qui tient la route

Notons d'emblée que ce qui suit dans ce bref chapitre est de nature purement spéculative. Il se fonde toutefois sur l'examen à long terme, par l'auteur, d'une grande variété d'informations publiées par de nombreux enquêteurs indépendants sur l'attentat d'Oklahoma City, sans parler d'une série de faits et de déclarations avancés par les enquêteurs officiels.

Il convient d'ajouter que même dans les rangs de ceux qui ont enquêté sur l'attentat d'Oklahoma City, les opinions divergent considérablement sur ce qui s'est précisément passé en ce jour tragique.

La plupart des théories se recoupent en certains points, mais la vérité est que la plupart de ceux qui avancent ce qui ***semble être des théories concurrentes*** semblent tout à fait prêts à rejeter les fondements des autres théories, en ergotant sur des détails ou en ignorant délibérément des faits gênants qui suggéreraient que la conspiration a pris des directions qu'ils préféreraient ignorer.

Il convient de noter ici que nombre de ces enquêteurs prétendument « indépendants » qui choisissent d'ignorer les faits gênants semblent avoir peur de suggérer que, peut-être, il pourrait y avoir un lien israélien avec la tragédie d'Oklahoma City. Certains d'entre eux, par exemple, refusent de reconnaître que les acteurs arabes qui ont été liés à la conspiration pourraient, en fait, avoir agi comme des « faux drapeaux » pour le Mossad, le service de renseignement israélien (cet aspect a, bien sûr, déjà été discuté assez longuement dans le chapitre précédent).

Qu'en est-il des différentes théories ? Passons-les en revue et tentons de définir, aussi simplement que possible, les points essentiels de chacune d'entre elles.

Certains soutiennent qu'il s'agissait d'une « opération du gouvernement américain » délibérément conçue pour détruire le bâtiment Murrah et rejeter la responsabilité sur les « milices de droite » dans le but de mettre en place des

mesures d'État policier destinées à imposer la loi martiale aux États-Unis et, ainsi, à dissoudre notre république constitutionnelle.

De nombreux promoteurs de ce scénario suggèrent que les ordres « venaient d'en haut », c'est-à-dire que le Président Bill Clinton et ses principaux conseillers étaient « dans le coup », agissant peut-être comme mandataires de leurs méchants préférés tels que les « Illuminati » ou le Conseil des relations extérieures ou tout autre bloc de pouvoir international obscur. Il s'agit là d'une version simpliste qui ne tient pas compte de certains détails plus terre à terre que nous examinerons prochainement.

Alors que certains affirment que McVeigh était simplement un « pigeon » – peut-être victime d'un lavage de cerveau et d'une manipulation mentale – d'autres suggèrent qu'il était un agent conscient de conspirateurs haut placés dans les coulisses, qu'il faisait partie d'une équipe gouvernementale secrète qui organisait des actes de terrorisme.

D'autres affirment que McVeigh était « bien réel », qu'il conspirait activement pour faire exploser le bâtiment fédéral de son propre chef (avec une poignée d'autres extrémistes, connus et inconnus) et que les autorités gouvernementales ont permis à la conspiration d'aller de l'avant, toujours dans le but de réprimer les milices et de mettre en place un État policier dans le cadre d'un grand projet pour un Nouvel Ordre Mondial.

En revanche, d'autres affirment que le gouvernement était au courant des plans de McVeigh, mais qu'une opération d'infiltration fédérale (peut-être menée par le BATF) destinée à arrêter – et à démasquer – McVeigh et ses collaborateurs a mal tourné ; que la bombe a explosé et détruit le bâtiment Murrah et que les agents du gouvernement qui n'ont pas réussi à empêcher la tragédie de se produire ont donc été contraints d'étouffer l'affaire.

Cette thèse repose sur l'idée que le BATF était sous le feu des projecteurs à la suite de la débâcle de Waco avec l'église de Branch Davidian et qu'il essayait de montrer à quel point ses efforts étaient utiles dans la lutte contre l'« extrémisme » du type de celui dont McVeigh a été reconnu coupable. Toutefois, selon cette théorie, le BATF a commis une bévue et l'attentat a eu lieu.

En général, cette thèse soutient que McVeigh était « bien réel », pour ainsi dire, mais que la maladresse du gouvernement a permis à la tragédie de se produire et que la dissimulation par le gouvernement était nécessaire pour empêcher que la vérité sur l'incompétence du gouvernement n'atteigne le public.

Une autre variante de l'une ou de plusieurs des versions ci-dessus de « ce qui s'est passé » est que McVeigh et ses co-conspirateurs prévoyaient de faire exploser une bombe devant le bâtiment Murrah, mais que d'autres personnes – généralement considérées comme des « agents du gouvernement » – ont également placé des bombes à l'intérieur du bâtiment et ont veillé à ce qu'il y ait des pertes massives en vies humaines et des destructions importantes. Cette thèse repose sur l'hypothèse raisonnable que seuls des agents du gouvernement auraient pu avoir accès au bâtiment Murrah (une installation fédérale) pour rendre un tel scénario possible.

Et puis, bien sûr, comme nous l'avons vu, il y a ceux qui disent qu'Oussama ben Laden ou Saddam Hussein (ou les deux ensemble) sont en fin de compte responsables de ce qui s'est passé à Oklahoma City. Cette thèse est évidemment le scénario le moins probable, mais, comme nous l'avons déjà noté, c'est elle qui a reçu la plus grande publicité, en dehors de celle accordée au scénario officiel du gouvernement selon lequel McVeigh était effectivement un « fou isolé » (à l'exception de l'implication périphérique de son ami Terry Nichols et de l'éventuelle connaissance préalable de ses amis Michael et Lori Fortier).

En fin de compte, cependant, il existe un scénario qui, dans son ensemble, relie plusieurs de ces éléments d'une manière qui semble logique. C'est le scénario que nous présentons ici.

Voici le scénario de l'attentat d'Oklahoma City : Timothy McVeigh était un jeune homme – ancien combattant de l'armée – qui avait des penchants pour la philosophie de la « droite » et le mouvement des milices. Il a peut-être été recruté par une unité secrète de renseignements pour infiltrer les milices et rendre compte de leurs activités.

Cette mission d'infiltration des milices faisait partie d'un effort calculé pour placer McVeigh dans la position d'être – dans la perception du public – précisément le type d'activiste de la « milice de droite » qu'il (McVeigh) croyait surveiller pour ses supérieurs (qui avaient un programme secret bien caché à McVeigh).

McVeigh lui-même – s'il est sympathisant des milices, comme beaucoup le pensent, sur la base de ce qui est censé être les écrits et les déclarations de McVeigh lui-même – s'est probablement entendu dire qu'il agissait pour le compte de hauts responsables du gouvernement ou de l'armée qui étaient sympathisants des milices, les considérant comme des alliés possibles dans une lutte ultime contre le redoutable « Nouvel Ordre Mondial ».

Dans cette partie du scénario, McVeigh a pu croire, par conséquent, qu'il n'agissait pas comme une « balance » ou un informateur, mais qu'il s'efforçait au contraire d'aider le mouvement des milices en assurant la liaison entre le mouvement et ses sympathisants supposés au sein de l'appareil militaire fédéral ou de l'appareil répressif.

Il est également possible que, dans le cadre de son recrutement et de son entraînement et d'une opération clandestine, McVeigh ait été soumis – même à ce stade précoce – à une forme de programmation ou de contrôle mental dont il n'était peut-être pas conscient.

David Paul Hammer, ancien associé de McVeigh dans une prison fédérale, a avancé l'idée que ce dernier avait été recruté dans une unité secrète et qu'il était effectivement favorable à la philosophie des groupes de miliciens qu'il surveillait.

Cependant – et c'est là que le bât blesse – il est tout à fait possible que l'unité (ou l'entité) qui a recruté McVeigh n'ait ***pas*** été une opération officiellement sanctionnée par le gouvernement américain ***per se*** et qu'il s'agisse plutôt d'une opération « voyou » sous la coupe d'un véritable sympathisant des milices au sein de l'armée et des services de renseignement américains.

Il existe une autre possibilité : cette opération (qui présentait suffisamment de caractéristiques pour convaincre McVeigh qu'elle était parrainée par le gouvernement américain) n'était peut-être même pas une opération du gouvernement américain. Au contraire, il aurait pu s'agir d'une opération totalement fallacieuse, mise en place sur les côtes américaines par le Mossad israélien.

Cette opération du Mossad aurait pu utiliser des agents américains locaux qui travaillaient – sciemment ou non – pour le compte des services de renseignement israéliens. En d'autres termes, même les supérieurs immédiats de McVeigh ont pu être trompés par les Israéliens et ne l'ont peut-être même jamais soupçonné ; en d'autres termes, de véritables sympathisants de la milice dans les milieux militaires américains ont pu être cooptés par le Mossad et donc, à leur tour, utilisés pour recruter McVeigh et d'autres individus.

En bref, il s'agit d'une intrigue qui s'étend sur plusieurs niveaux, mais qui est en fait assez simple à mettre en place. Il s'agit là d'une caractéristique de l'utilisation classique par le Mossad de « faux drapeaux » et de fausses identités dans la poursuite de ses jeux d'intrigue historiquement insidieux.

Une fois tout cela mis en place, Timothy McVeigh a commencé à se déplacer dans les cercles de la milice, prenant contact avec des individus qui

semblaient partager les mêmes idées. En peu de temps, comme nous l'avons vu, les activités de McVeigh ont été clairement surveillées, du moins en partie, par la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith, une branche très efficace du Mossad.

C'est au cours de cette même période que McVeigh a trouvé parmi ses nouveaux associés un individu énigmatique du nom d'Andreas Strassmeir, qui, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, avait des relations militaires et de renseignement tout à fait remarquables, tant ici qu'à l'étranger, sans parler du fait qu'il parlait hébreu, la langue d'État d'Israël. Ce n'est pas du tout, comme nous l'avons noté, le profil de l'agitateur « néo-nazi » ou « racialiste blanc » habituel.

Strassmeir et son ami proche et avocat, Kirk Lyons, ainsi que l'associé de Lyons, Dave Holloway, un ancien pilote de la CIA, étaient manifestement beaucoup plus impliqués qu'ils ne voulaient le faire croire.

Quoi qu'il en soit, comme nous le savons maintenant, l'informateur infiltré Strassmeir et les habitants d'Elohim City, le désormais célèbre complexe de l'« identité chrétienne », étaient surveillés par au moins une division du BATF, le bureau qui utilisait la jeune Carol Howe comme informatrice. Mme Howe rapportait à ses supérieurs au BATF les propos de Strassmeir concernant l'attaque de bâtiments fédéraux américains.

Cependant, en fin de compte, le gouvernement américain a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rejeter les allégations de Mme Howe concernant Strassmeir, malgré le fait qu'il est clair qu'elle avait fait ces allégations bien avant l'attentat à la bombe d'Oklahoma City.

Il semble donc qu'une partie de l'appareil de renseignement du gouvernement américain (celle qui dirigeait Mme Howe) ignorait peut-être que l'autre partie dirigeait les activités de Strassmeir (et de McVeigh).

Ce ne serait pas la première fois qu'une telle chose se produirait. Comme indiqué précédemment, au moment même où une division de la CIA utilisait et finançait des informateurs au sein du mouvement contre la guerre du Vietnam, d'autres divisions de la CIA et même le FBI dépensaient des millions de dollars pour lutter contre le mouvement anti-guerre.

Et tout cela n'exclut pas la possibilité – osons dire la probabilité – que des éléments du gouvernement national impliqués dans la manipulation de Strassmeir et McVeigh travaillaient également main dans la main (sciemment ou non) avec un réseau de renseignement étranger, à savoir celui d'Israël. Et il va sans dire qu'Israël était le seul gouvernement étranger qui avait le moindre

intérêt à discréditer les milieux de « droite » américains (souvent antijuifs et antisionistes) dans lesquels Strassmeir, Lyons et McVeigh opéraient.*

---

* IL Y A QUELQUES ANNEES, cet auteur, Michael Collins Piper, a eu l'occasion de confronter directement Kirk Lyons et de l'accuser d'être une chèvre de Judas. Bien que j'aie longtemps nourri des soupçons à l'égard de Lyons, en raison de plusieurs choses que j'avais observées chez lui au fil des ans, mes collègues m'avaient conseillé de ne pas ébruiter mes soupçons puisque Lyons était ostensiblement un « ami » de mon employeur, Liberty Lobby, l'institution populiste qui publiait *The Spotlight*.

Finalement, cependant, au moment où les détails entourant les liens de Lyons avec Strassmeir sont apparus au grand jour, Lyons est apparu comme un acteur déclaré de la destruction du Parti Populiste que Liberty Lobby avait contribué à créer. Lyons a révélé son hostilité ouverte à Liberty Lobby lorsqu'il a représenté un responsable du Parti, Donald Wassall, dans une affaire juridique qui m'a obligé à témoigner devant un tribunal fédéral et à être interrogé sous serment par Lyons. C'est à ce moment-là que j'ai confronté Lyons, au grand désarroi apparent de ce dernier.

À un moment du procès, lorsque Lyons m'a posé une question concernant certains éléments parus dans *The Spotlight*, j'ai répondu : « Ma source à ce sujet, M. Lyons, c'est ***votre*** FBI ». L'accent était mis sur le mot « votre ». Mon intention était de suggérer publiquement, quoique plutôt subtilement, à Lyons – comme je l'avais déjà ouvertement accusé dans *The Spotlight* – qu'il était un collaborateur du FBI en raison de son association avec Strassmeir qui était (comme nous le savons maintenant) un informateur sous couverture.

Bien que ma remarque soit certainement passée au-dessus de la tête du jury et probablement de la plupart des autres personnes présentes dans la salle d'audience, y compris le juge Lancaster lui-même, Lyons a littéralement fait un bond en arrière d'un ou deux pieds, en criant « Objection ». Ses yeux étaient flamboyants. Il m'est apparu à ce moment-là que **j'avais visé juste** et que Lyons était complètement abasourdi, horrifié et furieux que j'aie osé porter cette accusation en face de lui, ce qui était probablement la première fois.

L'avocat de la partie adverse est intervenu, s'adressant au juge, en disant plus ou moins : « Votre honneur, il n'y a rien de mal dans ce qu'a dit M. Piper. C'est le FBI de M. Lyons. C'est *votre* FBI. C'est le FBI de *tout le monde*. Nous ne voyons aucune raison pour que M. Lyons s'y oppose. » M. Lyons a de nouveau bafouillé, furieux, et le juge Lancaster l'a réprimandé en disant : « M. Lyons, reculez ». M. Lyons a obtempéré. Puis le juge Lancaster a ordonné à Lyons de « boire un verre d'eau ». Consciencieusement, presque penaud, Lyons a bu un verre d'eau. Le juge a alors indiqué à Lyons qu'il pouvait continuer.

Ayant vu la réponse de Lyons – de près et personnellement – je n'avais plus aucun doute sur le fait que Lyons était bien une chèvre de Judas. Bien qu'il se soit présenté comme un « avocat nationaliste », lui et son associé, Dave Holloway, un ancien pilote de la CIA, (et leur ami Andreas Strassmeir) étaient plongés dans le monde de l'intrigue et trahissaient la confiance de tant de bons nationalistes qui croyaient en eux.

Entre-temps, nous devons bien sûr ajouter à ce mélange déjà complexe les preuves indiquant qu'il y avait également des Arabes nés à l'étranger – au moins un, et peut-être plus – impliqués avec McVeigh dans les semaines précédant l'attentat à la bombe. Et, comme nous l'avons vu en détail dans un chapitre précédent, cette « connexion arabe » indique la probabilité d'une implication du Mossad israélien.

Bien entendu, de nombreux enquêteurs indépendants sur l'attentat d'Oklahoma répugneront, pour des raisons évidentes, à mentionner la possibilité (voire la probabilité) d'un lien avec Israël, malgré toutes les preuves qui leur sautent aux yeux. Ces personnes craignent à juste titre d'être accusées d'« antisémitisme », mais la vérité est qu'en avançant des théories « alternatives » sur « ce qui s'est réellement passé à Oklahoma City », elles se sont déjà mises en position d'être « surveillées » par l'Anti-Defamation League, le Southern Poverty Law Center, le FBI, le BATF, la CIA et toutes les autres entités qui gardent un œil sur les personnes qui osent remettre en question le scénario officiel du gouvernement américain sur les événements qui se sont déroulés à Oklahoma City.

Ce n'est pas une coïncidence si le scénario décrit dans ce chapitre fait écho au modèle d'un scénario que cet auteur, Michael Collins Piper, a déjà présenté dans le livre *Final Judgment*, concernant l'assassinat de John F. Kennedy, un scénario qui place également le Mossad d'Israël au centre des machinations et des circonstances entourant l'assassinat de notre 35ème Président.

Ce scénario affirme, en substance, que des éléments de la CIA américaine – désireux de faire tomber Fidel Castro de Cuba – préparaient une tentative d'assassinat « factice » du Président Kennedy, conçue pour échouer mais, en même temps, suffisamment sensationnelle pour provoquer une clameur publique en faveur de l'invasion de Cuba par le Président Kennedy.

Des coups de feu devaient être tirés sur le Président Kennedy alors qu'il paradait triomphalement à Dallas, et des preuves devaient alors être trouvées pour impliquer le Cuba de Castro. Certains ont suggéré que le frère de JFK, le

procureur général Robert Kennedy, aurait été impliqué dans l'opération, peut-être même au su du Président.

Ce scénario suggère que les gestes amicaux du Président à l'égard de Castro en coulisses faisaient partie d'un plan visant à tromper le dirigeant communiste cubain et à le préparer à une chute, bien que même cet aspect de ce scénario particulier fasse l'objet d'un débat académique.

Quoi qu'il en soit, le rôle joué par Lee Harvey Oswald, finalement accusé d'être l'assassin du Président, dans ce scénario n'a pas encore été déterminé, mais il est plus que probable que son rôle consistait simplement à livrer sur le lieu du crime l'arme qui devait être découverte par la police de Dallas après la « tentative d'assassinat ratée ». Il apparaît de plus en plus clairement qu'Oswald n'a jamais tiré un seul coup de feu ce jour tragique à Dallas.

Mais, au fur et à mesure que le scénario de base se déroulait, une intervention extérieure a transformé la tentative d'assassinat « factice » en un véritable attentat. En d'autres termes, pendant qu'Oswald s'acquittait de sa mission – sur ordre de ses responsables, qui étaient très certainement des fonctionnaires de la CIA ou des agents contractuels qui pensaient mener à bien l'attentat « factice » contre JFK – des assassins bien réels se sont installés sur la place Dealey et ont perpétré un assassinat bien réel.

Le meurtre a eu pour effet de compromettre des fonctionnaires de la CIA, par ailleurs innocents, dans un crime qu'ils n'ont jamais voulu commettre. En outre, il est presque certain qu'une poignée de responsables du renseignement intérieur, en particulier à la CIA, étaient parfaitement conscients qu'un véritable assassinat était programmé.

Dans *Final Judgment*, nous affirmons que le chef du contre-espionnage de la CIA, James J. Angleton - un loyaliste israélien dévoué - était le plus important d'entre eux. Quant à Oswald lui-même, il a été réduit au silence avant même d'avoir pu dire publiquement ce qu'il savait ou pensait savoir.

Pour l'essentiel, des éléments extérieurs au courant du projet d'assassinat « factice » sont intervenus et ont tout fait basculer, préparant ainsi le terrain pour une dissimulation massive.

Nous soutenons ici que ce que nous avons décrit concernant la tragédie d'Oklahoma City est le scénario le plus probable du déroulement de l'attentat à la bombe, une conspiration qui a utilisé presque exactement le même modèle que celui qui a servi à l'exécution publique de John F. Kennedy.

Il semble donc probable que Timothy McVeigh ait eu connaissance d'un plan visant à faire exploser une bombe à l'extérieur du bâtiment Murrah à Oklahoma City. McVeigh et ses co-conspirateurs étaient surveillés et manipulés par ceux que nous décrivons comme des « forces supérieures » qui avaient la ferme intention de permettre l'explosion du camion piégé de McVeigh.

Parallèlement, il semble que certains membres des services de renseignement américains (en particulier le BATF) aient tenté de contrecarrer les plans de McVeigh, mais qu'ils aient échoué, soit en raison de l'incompétence classique du gouvernement, soit – dans un scénario plus sinistre – peut-être précisément parce qu'ils ont eux-mêmes été contrecarrés par leurs collègues, complices volontaires ou involontaires des « forces supérieures ».

En fin de compte, le fait qu'une myriade d'agences gouvernementales américaines – dont le BATF, le FBI, la CIA et probablement d'autres – aient été au courant des activités de McVeigh bien avant l'attentat (ainsi que de celles de Strassmeir) a mis le gouvernement dans une situation de dissimulation absolument nécessaire qui a conduit au scénario ultime du « kamikaze solitaire » qui est devenu la ligne officielle du gouvernement américain.

Comme nous l'avons vu, cependant, il existe suffisamment de preuves pour suggérer que les prétendues « connexions internationales » de l'attentat à la bombe d'Oklahoma City ne pointent pas vers Oussama ben Laden ou Saddam Hussein, qu'ils travaillent ensemble ou indépendamment l'un de l'autre.

Elles pointent plutôt vers Israël.

En définitive, nous affirmons que l'attentat à la bombe d'Oklahoma peut être attribué en dernier ressort à Israël : les services secrets israéliens ont usé de leur influence considérable à de nombreux niveaux au sein des forces de l'ordre américaines – et par le biais d'opérations d'espionnage nationales telles que l'ADL et le Southern Poverty Law Center – pour manipuler Timothy McVeigh (et ses divers associés, dont Andreas Strassmeir et d'autres) afin qu'ils mettent en œuvre la chaîne d'événements qui a conduit à la catastrophe d'Oklahoma City, le 19 avril 1995.

Et bien qu'il y ait eu des tentatives répétées – dès le début – pour établir une piste de preuves reliant la tragédie à Oussama ben Laden et/ou Saddam Hussein (tout le travail des services de renseignements israéliens et de ceux qui se trouvent dans leur sphère d'influence), il y a eu suffisamment de résistance au sein du gouvernement américain pour que ce plan israélien

visant à déclencher une réaction militaire américaine ait été stoppé dans son élan.

Cependant, le 11 septembre 2001, nous pensons qu'Israël a accompli (à une échelle bien plus grande) ce qu'il avait tenté, et échoué, à Oklahoma City : c'est-à-dire orchestrer un événement terroriste choquant sur le sol américain, l'imputer aux « Arabes » et préparer le terrain pour une intervention militaire américaine au Moyen-Orient.

Terminons en notant ceci : ***rien ne permet de réfuter ce scénario d'une implication probable d'Israël dans l'attentat à la bombe d'Oklahoma City.***

Il n'en reste pas moins que la plupart des enquêteurs indépendants honnêtes reconnaissent aujourd'hui qu'Andreas Strassmeir était un informateur clandestin du Southern Poverty Law Center (SPLC) et que les autorités américaines chargées de l'application de la loi étaient au courant. En outre, il ne fait absolument aucun doute que le SPLC et la Ligue anti-diffamation du B'nai B'rith agissent depuis longtemps conjointement (et indépendamment) en tant qu'agents du lobby israélien en Amérique. Et tout ceci n'aborde même pas le point évident que Strassmeir, malgré ses propres connexions à l'étranger, avait un passé d'implication avec Israël, ayant même une petite amie israélienne.

Poursuivre dans cette voie ne ferait qu'insister sur le fait qu'Israël a très certainement joué un rôle dans l'attentat à la bombe d'Oklahoma City. La vérité est que les chèvres de Judas – l'ennemi intérieur ont été utilisés efficacement par les éléments sionistes à maintes reprises dans l'histoire américaine, et Oklahoma City, ainsi que l'assassinat de JFK et le 11 septembre, ne sont que quelques-uns des exemples les plus notables.

Chapitre Trente-Neuf

La justice talmudique... Les méfaits criminels de Michael Chertoff : tacticien en chef de la campagne sioniste visant à crucifier Jim Traficant et David Duke

L'ancien fonctionnaire du Département de la Justice (fervent partisan d'Israël) qui a inventé de fausses accusations de « corruption » à l'encontre de deux éminents critiques du lobby israélien occupe aujourd'hui l'un des postes les plus puissants des États-Unis : celui de chef de la sécurité intérieure.

La façon dont Michael Chertoff a envoyé en prison fédérale Jim Traficant (D-Ohio), alors membre du Congrès américain, et David Duke (R-La.), ancien représentant de l'État, est instructive. Elle en dit long sur « qui gouverne » aux États-Unis aujourd'hui et constitue une étude de cas parfaite sur la manière dont le système « judiciaire » est utilisé pour punir ceux qui remettent en question le pouvoir sioniste en Amérique.

Lorsque le Président George W. Bush a nommé Chertoff au poste de secrétaire à la sécurité intérieure, cette nomination a été largement saluée par les médias pro-israéliens. Chertoff devenait la figure centrale qui déterminait et dictait « qui est un patriote et qui ne l'est pas » à des milliers d'agents chargés de l'application de la loi à travers le pays. Les républicains ont déclaré que Chertoff était un « merveilleux conservateur juif », que Chertoff – présenté par les médias comme « le fils d'un rabbin » – était un assistant du procureur américain qui avait « démantelé la mafia » et qui avait ensuite « servi avec distinction » en tant que chef de la division criminelle du Département de la Justice sous la direction du procureur général de l'époque, John Ashcroft.

Il s'agit là de détails sommaires, mais les aspects non divulgués du parcours de M. Chertoff vers le pouvoir soulèvent de réelles questions quant à l'opportunité de le nommer à un poste aussi sensible. Ce qui n'a pas été rapporté – sauf par Christopher Bollyn dans *American Free Press* – c'est que la mère de Chertoff, citoyenne d'Israël, avait travaillé pour les services de renseignement israéliens. Et, bien sûr, pendant de nombreuses années,

Chertoff lui-même a fait partie du réseau néo-conservateur pro-israélien « ex-trotskiste » qui est le principal moteur de la toile d'influence sioniste dans le Washington officiel d'aujourd'hui.

Chertoff est un protégé de l'équipe père-fils de propagandistes sionistes, Irving et William Kristol. Dès le 29 janvier 1996, *The Weekly Standard* – la revue « néo-conservatrice » financée par Rupert Murdoch et éditée par William Kristol – présentait Chertoff comme une figure montante à Washington, un signe indubitable que ce dernier était approuvé par la dynastie Rothschild se trouvant à l'origine de l'empire médiatique de Rupert Murdoch.

M. Chertoff fait partie des membres fondateurs d'un groupe juridique connu sous le nom de Federalist Society, qui a été financé par des fondations appartenant à la sphère d'influence de M. Kristol, à savoir la Lynde and Harry Bradley Foundation et la John M. Olin Foundation. Ces fondations sont connues pour leurs liens avec des éléments extrémistes en Israël et avec des fabricants d'armes qui tirent profit de la « relation spéciale » des États-Unis avec Israël.

Tout cela est d'autant plus important que, en tant que chef de la division criminelle du Département de la Justice, Chertoff a relâché des dizaines d'Israéliens que le FBI avait arrêtés après les attentats du 11 septembre, soupçonnant ces Israéliens d'avoir eu connaissance à l'avance de cette tragédie ou d'y avoir été impliqués.

Bien que John Ashcroft – un chrétien fanatique dévoué à Israël – ait dirigé le département, Chertoff était le véritable pouvoir dans les coulisses. Et sur la base de sa carrière à la Justice, il est approprié de surnommer Chertoff « le Beria de Bush », rappelant Lavrenti Beria, le célèbre bourreau en chef du dirigeant soviétique Joseph Staline, bien que l'analogie puisse contrarier les amis « ex-trotskistes » de Chertoff. Quoi qu'il en soit, le dossier montre que Chertoff était un bourreau politique au service de la cause sioniste.

Sa première grande victime a été le député Jim Traficant (DOhio), un franc-tireur populiste. Chertoff terminait un travail que le Département de la Justice n'avait pas réussi à achever une vingtaine d'années auparavant.

En 1983, alors que Chertoff entrait au service du Département de la Justice (en tant qu'assistant du procureur) et que Traficant était un shérif de comté populaire dans l'Ohio, ce dernier a mené avec succès sa propre défense contre des accusations criminelles douteuses du Département de la Justice selon lesquelles il aurait accepté des pots-de-vin de la part de la « mafia ». En acquittant Traficant, le jury a renvoyé à Washington des avocats du Départe-

ment de la Justice embarrassés. Peu après, les électeurs de l'Ohio ont également envoyé Traficant à Washington : en 1984, le shérif (un héros populaire local) a été élu au Congrès, s'imposant bientôt comme le seul critique sérieux du pouvoir en place au cours de la dernière décennie du XXe siècle.

Lorsque Chertoff a eu l'occasion de « coincer » Traficant, il l'a fait. Bien que des dizaines de membres du Congrès aient pu être condamnés pour des délits majeurs impliquant un trafic d'influence souvent très ouvert mais ***jamais*** poursuivi, Chertoff a passé plusieurs années à conjurer des accusations douteuses (et tout à fait dérisoires) à l'encontre de Traficant.

En fait, voici quelques-uns des véritables « crimes » de Traficant aux yeux de l'élite qui a fait des heures supplémentaires pour l'envoyer en prison :

- Critiquer l'Internal Revenue Service (IRS) et appeler à une protection accrue des droits des contribuables attaqués par l'IRS ;
- Adopter une position intransigeante contre l'ALENA, l'Organisation mondiale du commerce et le libre-échange, et préconiser des mesures protectionnistes pour protéger les emplois américains et défendre l'industrie nationale ;
- S'attaquer à la corruption au sein du FBI et du Département de la Justice ;
- S'attaquer aux prédateurs de Wall Street et soulever des questions sur l'enrichissement d'intérêts financiers de haut niveau par le biais des pratiques de prêt de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ;
- Appeler au retrait des troupes américaines du monde entier et remettre en question l'ingérence des États-Unis dans les affaires d'autres nations ;
- Accuser les décideurs politiques américains de trahison pour avoir donné à la Chine rouge des technologies nucléaires et de défense américaines ultrasecrètes ;
- Exiger l'envoi de troupes américaines pour garder la frontière mexicaine et empêcher les hordes continues d'étrangers illégaux – et de terroristes potentiels – d'entrer aux États-Unis ; et – dernier point, mais loin d'être le moindre :
- Contester le soutien unilatéral des États-Unis à Israël au détriment de la sécurité et des intérêts des États-Unis. En fait, Traficant a été le seul membre du Congrès, au lendemain des attentats du 11 septembre, à souligner que le soutien des États-Unis à Israël était à l'origine de la tragédie.

Malgré ***tout***, en fin de compte, c'est l'audacieux défi public lancé par Traficant au lobby israélien qui a été – de l'avis même de Traficant – la raison pour laquelle le Département de la Justice, dominé par les sionistes, était si déterminé à expulser Traficant du Congrès et à l'envoyer en prison.

En fait, en 1983, au moment de la première attaque du Département de la Justice contre Traficant – et tout au long des années de règne du GOP sous Ronald Reagan et George H. W. Bush – la Justice (ainsi que d'autres agences fédérales) a été pénétrée à des postes clés par des membres d'une clique agissant comme un groupe de pression « interne » pour les intérêts sionistes. L'existence de ce groupe, connu sous le nom de « Nesher » (aigle en hébreu), a été révélée par le regretté Andrew St. George dans *The Spotlight*. Bien que Nesher ait reconnu que les opinions sionistes de ses membres influençaient leurs décisions politiques, l'histoire a été controversée et une figure de Nesher a menacé d'intenter un procès en diffamation. Cependant, St. George a habilement divulgué les preuves dont il disposait pour étayer son histoire, et Nesher a fait marche arrière. Mais Nesher – souvent appelé « le lobby talmudiste » par ses détracteurs – est toujours en place, ***encore aujourd'hui...***

Ce n'est pas une coïncidence si *The Spotlight* a été interdit en 2001 par le juge fédéral corrompu S. Martin Teel, qui avait été avocat au Département de la justice sous la coupe d'un agent clé de Nesher, le vice-procureur général Arnold Burns, alors embourbé dans un horrible scandale de vol, par des fonctionnaires de la justice, d'un logiciel de surveillance de haute technologie appartenant à l'entreprise INSLAW. En fait, INSLAW a découvert que les données volées avaient été remises aux services de renseignement israéliens, envers lesquels Burns était connu pour avoir fait de nombreuses « faveurs » au fil des ans.

Lorsque INSLAW a intenté un procès contre les voleurs, Teel était l'avocat du Département de la Justice qui s'est battu contre ce procès et a été récompensé par son poste de juge après que le juge de l'affaire (qui avait statué contre le Département de la Justice) ait été contraint de quitter ses fonctions par Arnold Burns, un agent de Nesher.

Un détail concernant Nesher et INSLAW permet de faire le tour de la question concernant les poursuites engagées contre Jim Traficant : il s'avère que l'unité du Département de la Justice qui a volé le logiciel d'INSLAW était l'Office of Special Investigations (OSI) – l'« unité de chasse aux nazis » du Département de la Justice, qui collabore avec le Mossad. Traficant a révélé l'imposture de l'OSI lorsqu'il a pris la défense de l'Américain naturalisé

d'origine ukrainienne John Demjanjuk, un ouvrier automobile retraité de Cleveland (Ohio), qui avait été faussement accusé par des groupes juifs et par l'OSI d'être « Ivan le Terrible », un prétendu « gardien de camp de la mort nazi ». Pendant toute la période où les sionistes de l'OSI ont persécuté Demjanjuk, Traficant a été le seul membre du Congrès à prendre sa défense, s'attirant ainsi l'ire des groupes juifs et du réseau Nesher.

Bien que déchu de sa citoyenneté et envoyé en Israël où il a été accusé et condamné pour crimes de guerre, Demjanjuk a échappé à la corde du bourreau lorsqu'en 1993, la Cour suprême israélienne a annulé sa condam-nation, admettant que Traficant et d'autres avaient prouvé que Demjanjuk avait été mal identifié en tant qu'« Ivan ». Traficant s'est alors rendu en Israël pour ramener Demjanjuk chez lui. Malgré tout, le gang Chertoff et l'OSI ont lancé de nouvelles accusations contre Demjanjuk, affirmant que s'il n'était pas « Ivan », il était toujours un « criminel de guerre nazi » et devait être déporté.

Quoi qu'il en soit, Traficant était clairement une cible sioniste et le principal Nesherite du Département de la Justice, Chertoff, a commencé à s'en prendre à lui. Utilisant près de cent avocats et agents du FBI, Chertoff a dépensé quelque dix millions de dollars sur plusieurs années en traînant les amis et associés de Traficant – même des personnes n'ayant qu'un lien tertiaire avec Traficant – devant un grand jury qui n'en finissait plus, dans l'espoir d'obtenir une quelconque inculpation contre Traficant.

Le stratagème de Chertoff consistait à inculper un certain nombre d'associés de Traficant dans l'Ohio et à leur proposer des « marchés » en échange de la fourniture de « preuves » de la corruption de Traficant, ou à menacer les gens d'inculpation s'ils ne témoignaient pas contre Traficant. Grâce à cette tactique, Chertoff a construit, pour la consommation publique, l'image d'une vaste corruption entourant Traficant. Les médias contrôlés par les sionistes ont activement aidé Chertoff à promulguer cette image. Ces médias n'ont cessé d'évoquer la « mafia » et le « crime organisé » dans la ville natale de Traficant, comme pour suggérer que celui-ci – un Italo-Américain – en faisait partie. Souvent, ces histoires n'avaient rien à voir avec Traficant. Et malgré le drame « mafieux » des médias, ***aucune des accusations portées par Chertoff à l'encontre de Traficant n'avait le moindre rapport avec le crime organisé.***

Chertoff et les médias ont parlé de « racket » de la part de Traficant, utilisant ce terme juridique spécifique pour évoquer le scénario du « gangster » dans l'esprit du public. Ce prétendu racket aurait fait partie d'un prétendu « modèle de corruption » de la part de Traficant. Ce « racket » comprenait des

méfaits aussi infâmes que le fait de demander à un membre du personnel du Congrès d'aider aux tâches ménagères dans la ferme de Traficant dans l'Ohio et d'aider à réparer la péniche branlante sur laquelle Traficant vivait dans le port de Washington car il n'avait pas les moyens de s'offrir un appartement élégant en raison d'une saisie-arrêt de ses salaires par le fisc.

Alors que les charges retenues contre Traficant semblaient sinistres – telles que « conspiration en vue de violer les lois sur la corruption, recherche et acceptation de gratifications illégales, obstruction à la justice, conspiration en vue de frauder le gouvernement, évasion fiscale et racket » – une analyse approfondie démontre que ni les actions ni les intentions de Traficant n'étaient illégales, ni même vaguement sinistres.

Traficant a été accusé de crimes aussi odieux que d'avoir permis à un électeur (qui était un ami personnel) de couler du béton dans sa ferme. Chertoff a déclaré qu'il s'agissait de « corruption » parce que Traficant avait écrit une lettre demandant qu'un contrat fédéral soit attribué à l'entreprise de construction de son ami (qui employait de nombreuses personnes dans le district de Traficant). Il ne s'agissait pas d'un crime, mais d'un service à l'électeur à l'ancienne (et honorable).

Lorsque Traficant a été jugé, la juge, Lesley Wells, a manifesté à plusieurs reprises son hostilité à l'égard de ce franc-tireur populiste. À un moment donné, elle a refusé à Traficant le droit d'appeler un témoin expert, un enquêteur spécialisé dans la criminalité financière, qui pouvait réfuter le mensonge selon lequel Traficant avait forcé un membre de son personnel, Allen Sinclair, à lui verser régulièrement un pot-de-vin de 2 500 dollars prélevé sur le salaire de Sinclair.

L'enquêteur avait découvert qu'à chaque fois que Sinclair retirait 2 500 dollars de son compte personnel, la même somme était versée sur le compte fiduciaire de l'avocat de Sinclair. Les procureurs ont affirmé que cet argent avait été remis en espèces à Traficant. Cependant, le juge n'a pas autorisé l'enquêteur à témoigner. Ce témoignage (s'il avait été entendu par le jury) aurait certainement porté un coup fatal à la conspiration visant à crucifier Traficant.

Auparavant, lors de la sélection du jury, le juge n'a pas autorisé Traficant à interroger les jurés potentiels sur leurs associations politiques, une question pertinente puisque l'AIPAC et d'autres groupes juifs avaient publiquement pris Traficant pour cible en tant qu'« ennemi ». Traficant espérait déterminer si les jurés potentiels étaient associés à de telles organisations hostiles.

En fin de compte, il s'est avéré qu'une jurée juive a provoqué une telle agitation pendant les délibérations du jury qu'elle a harcelé sans relâche les autres jurés – qui tenaient à acquitter Traficant – jusqu'à ce qu'ils votent finalement pour le condamner, juste pour faire taire cette femme infernale et mettre un terme à l'affaire. En outre, des preuves solides sont apparues depuis lors, prouvant que Chertoff et son homme de main se sont clairement rendus coupables de parjure, forçant les témoins à mentir afin de condamner Traficant. (Chertoff devrait donc être en prison).

Traficant a été condamné et, contrairement à d'autres personnalités publiques condamnées pour des crimes et autorisées à rester en liberté jusqu'à l'épuisement de leurs recours, la juge vicieuse a ordonné que Traficant soit immédiatement placé en détention au moment où elle a prononcé sa peine de neuf ans d'emprisonnement. À l'heure où nous écrivons ces lignes, Traficant est derrière les barreaux depuis le 30 juillet 2002.

Depuis cette date, Traficant n'a accordé qu'une seule interview à un journaliste, cet auteur, Michael Collins Piper, représentant de l'American Free Press (AFP), s'entretenant par téléphone avec Traficant le 2 août 2002, alors qu'il était assis dans sa cellule de détention dans une prison de l'Ohio, avant son transfert à la prison fédérale. « Votre journal est le seul auquel j'ai accepté de parler », a déclaré M. Traficant, qui a souligné que l'AFP était le seul média aux États-Unis à exposer la nature de la conspiration visant à le détruire.

Malgré son emprisonnement, Traficant s'est présenté aux élections de 2002 (en tant qu'indépendant) et a obtenu 15 % des voix dans une course à trois. Il jouit toujours d'une grande estime dans son pays et à travers le pays, mais il est toujours incarcéré dans une prison fédérale, victime du pouvoir sioniste. Bien qu'il ait été dit que Traficant pourrait bénéficier d'une libération anticipée s'il admettait ses « crimes » et s'en excusait, Traficant a déclaré qu'il n'admettrait pas les crimes qu'il n'a pas commis afin d'obtenir une réduction de sa peine.

Tout comme dans l'affaire Traficant, les « grands » médias ont fait leurs choux gras de la nouvelle selon laquelle un autre critique du lobby israélien – l'ancien représentant de l'État de Louisiane David Duke – avait été « attrapé » par le Département de la Justice de Michael Chertoff. Les gros titres s'exclamaient : « David Duke plaide coupable d'avoir escroqué ses partisans ». Des termes lourds comme « évasion fiscale », « fraude postale » et « blanchiment d'argent » ont résonné sur les ondes, rappelant les erreurs d'orientation et les mensonges des médias dans l'affaire Traficant.

Malgré le battage médiatique, il n'a jamais été relevé que Duke – comme Traficant – était victime d'une vendetta sioniste. Un examen attentif de l'affaire Duke montre qu'il ne fait aucun doute que les poursuites engagées contre lui étaient injustifiées. Comme Traficant, Duke a été confronté à un scénario cauchemardesque de la « Quatrième Dimension » concocté par des procureurs soutenus par les sionistes qui voulaient réduire au silence – et emprisonner – une personnalité au franc-parler qui jouissait d'une audience nationale, un avertissement pour les autres dissidents : « Cela pourrait vous arriver ».

Et malgré ce que certains partisans de Duke auraient pu croire, l'opposition de Duke à la discrimination positive n'était pas un problème pour les sionistes, comme le prouve le fait que les deux principales forces sionistes – l'ADL et le Congrès juif américain – s'opposent toutes deux à la discrimination positive. La seule raison de la campagne de crucifixion de Duke était que Duke – comme Traficant – remettait en cause le pouvoir du lobby israélien en Amérique.

Bien que la campagne du Département de la Justice contre Duke ait commencé sous l'ère Clinton, l'enquête traînait en longueur puisque, après tout, Duke n'avait commis aucun crime et qu'aucune preuve n'avait pu être trouvée qu'il en avait commis.

L'une des raisons de cette enquête initiale semble avoir été les rumeurs qui circulaient à propos de Duke par un ancien de ses partisans qui nourrissait depuis longtemps une rancune personnelle assez étrange (peut-être même pathologique) à l'égard de Duke. Jaloux de la prestance et de l'attrait populaire de Duke, sans parler du fait qu'il rêvait de convertir les soutiens financiers de Duke en ses propres soutiens, l'agitateur disait à qui voulait bien l'entendre que « Duke est corrompu ». Il était inévitable que ces rumeurs parviennent aux autorités fédérales.

Cependant, étant donné que ce lanceur de rumeurs était proche du désormais célèbre faux « avocat nationaliste » Kirk Lyons – clairement une sorte d'agent du gouvernement – il se peut que ces rumeurs fassent partie d'une opération de type COINTELPRO, conçue pour servir de prétexte à une enquête criminelle sur les finances personnelles et les activités politiques de Duke.

Lorsque Chertoff, le pilier pro-israélien de l'administration Bush, a pris les rênes du Département de la Justice en 2001, la campagne visant à coincer Duke s'est accélérée. Après la tragédie du 11 septembre, lorsque Duke a publiquement exposé les preuves de l'implication d'Israël dans les attentats et

décrit comment Chertoff a permis à des Israéliens placés en garde à vue par le FBI (soupçonnés d'être impliqués dans les attentats du 11 septembre) de rentrer chez eux en Israël, Chertoff a intensifié la campagne visant à « coincer Duke ».

Ainsi, il n'y a jamais eu de doute sur le fait que Duke serait inculpé d'un ***quelconque*** chef d'accusation, même s'il s'agissait d'un faux ou d'un chef d'accusation insignifiant. Duke connaissait bien le vieil adage selon lequel : « Un procureur américain peut inculper un sandwich au jambon s'il le souhaite ».

Dans l'affaire Traficant, Chertoff s'est donné beaucoup de mal pour « piéger » Traficant en utilisant de faux témoignages. Dans l'affaire Duke, la technique était plus subtile : Chertoff a pris le fait que Duke jouait et en a fait une affaire fédérale. ***Ce n'était un secret pour personne que Duke pariait***, un moyen de diversion juridique très prisé. Des années auparavant, lors des campagnes largement médiatisées de Duke pour les postes de gouverneur et de sénateur américain, la presse avait rapporté que Duke pariait.

Cependant, les Nesherites du Département de la Justice sous Chertoff ont eu l'idée de construire un scénario ***criminel*** autour des jeux d'argent de Duke en affirmant qu'en jouant, Duke « escroquait » les personnes qui lui avaient envoyé des contributions pour soutenir ses efforts politiques. Le FBI a saisi les documents financiers de Duke et a ensuite contacté les donateurs de Duke pour les informer – hélas – qu'il était de leur triste devoir de révéler qu'il avait été « découvert » que « Duke joue avec l'argent que vous lui envoyez ».

Il y avait probablement des donateurs de Duke qui n'aimaient pas que ce dernier (ou qui que ce soit d'autre) s'adonne au jeu. Mais Duke n'a jamais essayé de prétendre qu'il travaillait de 9 à 5 sur une chaîne de montage. Les sympathisants de Duke savaient que pour continuer à écrire, à parler et à voyager dans le cadre de son travail, Duke avait besoin de leur aide financière, et ils la lui accordaient volontiers.

Selon la même théorie, si Duke avait été un buveur (ce qui n'est pas le cas), les procureurs corrompus auraient pu aller voir les partisans de Duke et leur dire : « Duke va boire avec l'argent que vous lui envoyez ».

En fin de compte, Chertof et la bande de Nesher au Département de la Justice ont monté une affaire criminelle tout à fait frauduleuse contre Duke, une affaire qui découle du fait que la vie personnelle et les revenus de Duke sont indissociables de son implication dans les affaires publiques – une avocation à plein temps pour Duke.

Un tel scénario d'accusation pourrait certainement être concocté contre pratiquement n'importe quel dissident américain aujourd'hui, dont une partie des revenus provient de son activité politique - même le « nationaliste » qui a lancé les premières rumeurs sur la « corruption » présumée de Duke.

Voilà donc la « substance » du mensonge de Chertoff selon lequel Duke aurait « escroqué » des gens.

Pour rendre les allégations encore plus inquiétantes pour les partisans de Duke et pour le public, Chertoff a préparé un acte d'accusation qui comportait un large éventail d'accusations multiples (et répétitives) découlant du même ensemble d'allégations (fausses, inventées de toutes pièces). S'il était reconnu coupable de tous les chefs d'accusation, Duke aurait pu être condamné à trente ans de prison.

Étant donné que Duke serait poursuivi devant ce qui serait presque certainement un jury majoritairement noir – auquel les médias rappelleraient régulièrement que Duke avait été membre du Ku Klux Klan – les avocats de Duke lui ont conseillé d'accepter un accord de plaidoyer. Duke a donc reconnu sa culpabilité pour deux chefs d'accusation précis – évasion fiscale et fraude postale – plutôt que d'aller au procès et de risquer d'être condamné pour tous les chefs d'accusation.

À la suite de cette négociation de peine, Duke a passé treize mois en prison, mais il est finalement rentré chez lui devant une assemblée enthousiaste de ses partisans qui savaient parfaitement que Duke avait été la victime d'un voyou sioniste malfaisant, laid et malhonnête du nom de Michael Chertoff.

La démonstration choquante du pouvoir brut de l'intrigant sioniste Chertoff, qui a corrompu et abusé du système judiciaire américain pour crucifier deux éminents critiques d'Israël, est en effet instructive et montre clairement à quel point l'Amérique s'est égarée.

Jim Traficant et David Duke ne sont pas les seules victimes des méfaits sionistes en Amérique et, malheureusement, ils ne seront probablement pas les derniers. Si l'on considère que l'homme responsable de leurs problèmes a été désigné chef de la « sécurité intérieure », l'avenir des dissidents politiques américains est vraiment effrayant...

Et ça continue...

Introduction à la Partie Sept
Ce qui pourrait nous attendre...

Après avoir passé en revue les machinations et les intrigues des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur – au cours de la seconde moitié du XXe siècle, il semble tout à fait approprié, pour conclure notre étude, de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe en ce début de XXIe siècle.

Les Chèvres de Judas sont à l'œuvre – comme toujours – faisant tout ce qui est en leur pouvoir (et en celui de leurs manipulateurs et contrôleurs en coulisses) pour subvertir le nationalisme américain traditionnel.

Dans les chapitres qui suivent, nous examinerons de plus près certaines des Chèvres de Judas des temps modernes et nous verrons précisément ce qu'elles semblent réserver aux Américains qui osent remettre en question l'autorité de ceux qui ont déterminé qu'ils étaient les mieux placés pour gouverner l'Amérique et le monde.

Ces Ennemis de l'intérieur ont un programme international – une « guerre perpétuelle pour une paix perpétuelle », une guerre non seulement contre les terroristes mondiaux, mais aussi contre les « terroristes nationaux ». Et ces « terroristes intérieurs » sont ceux qui s'opposent au Nouvel Ordre Mondial, qui n'est rien d'autre que le rêve sioniste de longue date de conquête du monde.

Et ne vous y trompez pas, la Russie, la Chine et même le Venezuela - sous l'égide de l'homme fort populiste Hugo Chavez - ainsi que les mondes arabe et musulman, et toutes les autres nations qui s'opposent à l'agenda sioniste, sont également dans la ligne de mire des sionistes.

La question est de savoir si les Américains vont accepter de mener ces guerres. Plus important encore, les Américains vont-ils s'unir - une fois pour toutes - pour stopper net les fauteurs de guerre internationaux ?

Il ne fait aucun doute que les Américains doivent mener une autre guerre, mais cette fois-ci, ce devrait être une guerre contre les Chèvres de Judas - l'Ennemi intérieur...

Chapitre Quarante

Le phénomène Fox News : comment les ploutocrates sionistes ont créé un « média alternatif » au déchet des médias libéraux établis

Dans les premières pages de ce volume, nous avons rencontré une poignée de chèvres de Judas notoires dont les noms et les visages sont familiers à des millions d'Américains : Rush Limbaugh, Sean Hannity, Laura Ingraham, Anne Coulter et – en dernier lieu, mais non des moindres – Bill O'Reilly.

Tous sont des porteurs d'eau éprouvés (et grassement rémunérés) de la cause sioniste, et apparemment enthousiastes. Néo-conservateurs de premier (et de pire) ordre, cette équipe (à défaut d'un meilleur terme pour les décrire) doit une grande partie de sa renommée et de sa fortune à la promotion constante qu'ils reçoivent, eux et leurs opinions, ou plutôt les opinions de leurs maîtres et manipulateurs, par l'intermédiaire de Fox News.

Si Fox est le véritable sponsor des délires télévisés de Hannity et O'Reilly, les autres Chèvres de Judas sont également régulièrement mis en avant par Fox qui, à toutes fins utiles, est devenu le principal média populaire de masse pour la ligne de propagande sioniste « néo-conservatrice ».

C'est pourquoi il vaut la peine d'examiner Fox News et la manière dont cette chaîne est devenue une chèvre de Judas en soi. Il ne fait aucun doute que Fox s'est imposée – peut-être plus encore que les trois réseaux « libéraux » – ABC, CBS et NBC – comme l'une des forces les plus dangereuses et les plus génératrices de divisions dans le monde d'aujourd'hui.

Fox, bien sûr, est le réseau de radiodiffusion détenu par la lointaine News Corporation, l'empire médiatique de l'Australien Rupert Murdoch. Examinons rapidement ce que constitue ce formidable empire médiatique :

- Le magazine *Weekly Standard*, dirigé pour Murdoch par le « néo-conservateur » William Kristol, fils du parrain néo-conservateur « ex-trotskiste » Irving Kristol. (Ce magazine est l'une des publications les plus bruyantes – et non les plus discrètes – de l'Amérique d'aujourd'hui, la bible

virtuelle de la politique étrangère de l'administration « Dubya[5] » Bush, et la seule publication qui peut véritablement s'attribuer le mérite d'avoir jeté les bases de la propagande pour la débâcle américaine en Irak) ;

- 175 journaux différents, dont *News of the World*, *The Sun*, *The Sunday Times* et *The Times*, publiés en Grande-Bretagne, et, peut-être plus particulièrement, *The New York Post*, ce dernier étant l'une des principales voix de la cause sioniste en Amérique ;
- Les studios de cinéma Twentieth Century Fox ;
- Les stations de télévision Fox, dans les principaux marchés métropolitains, notamment : Washington, D.C., Chicago, Philadelphie, Boston, Minneapolis, Détroit, Atlanta, Baltimore, Orlando, Cleveland, Phoenix, Denver, St. Louis, Milwaukee, Kansas City, Salt Lake City, Birmingham, Memphis, Greensboro (Caroline du Nord), Austin et Ocala (Floride) ;
- La télévision directe par satellite, qui couvre les cinq continents, notamment Foxtel ;
- Fox News (câble) Channel et d'autres chaînes câblées, qui touchent 300 millions d'abonnés ;
- De grandes maisons d'édition, telles que HarperCollins Publishers (qui contrôle aujourd'hui des maisons d'édition aussi renommées que William Morrow & Company, Avon Books, Amistad Press et Fourth Estate) ainsi que ReganBooks et Zondervan.

Il s'agit manifestement d'un empire médiatique majeur. La manière dont il est parvenu à exercer un tel pouvoir et une telle influence, allant jusqu'à dicter les affaires américaines, est une histoire instructive, qui illustre bien les machinations des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur. Pour examiner le phénomène Fox, il faut remonter au milieu et à la fin des années 1960.

À cette époque, de nombreux Américains ont commencé à percevoir une orientation « libérale » déterminée et délibérée dans la couverture de l'actualité par les trois principaux réseaux de télévision (ABC, CBS et NBC), CBS et son présentateur vedette de longue date, Walter Cronkite, étant souvent considérés comme les plus « libéraux » des trois.

Les Américains ont décelé beaucoup de propagande libérale dans le contenu des programmes télévisés quotidiens, des messages politiques fla-

[5] [NdT : « Dubya » pour « W ».]

grants étant diffusés dans le contenu des dramatiques télévisées, des comédies de situation et des téléfilms.

De plus, le contenu des émissions a commencé à se concentrer sur ce que l'on peut qualifier de « sordide » – et c'est un euphémisme. Les valeurs traditionnelles américaines sont devenues la cible d'un humour vulgaire et la foi chrétienne a été constamment défendue comme une forme virtuelle du mal, responsable des tragédies du passé. Les pères fondateurs de l'Amérique ont été dépeints comme diaboliques et les figures de la contre-culture ont été présentées comme des modèles pour la jeunesse américaine. La liste des plaintes très valables à l'encontre des trois grands réseaux, de leur couverture de l'actualité et de leur programmation pourrait s'allonger à l'infini.

Au fur et à mesure que les Américains prenaient conscience de la saleté et de la propagande « libérale », beaucoup de gens – mais pas assez, malheureusement – ont commencé à s'intéresser de plus près au « qui » – plutôt qu'au « quoi » – des trois grands réseaux. En d'autres termes, les Américains ont commencé à reconnaître que les trois grands réseaux étaient des méga-corporations étroitement contrôlées, détenues par une minuscule clique de familles et de groupes financiers imbriqués les uns dans les autres, qui étaient en grande partie d'origine juive.

En outre, l'influence juive au niveau de la rédaction et de la gestion des divisions « actualités » des trois grands réseaux devenait de plus en plus évidente. En bref, les gens ont commencé à reconnaître que les réseaux « libéraux » étaient effectivement les voix médiatiques d'une élite juive dont les valeurs – et les intérêts – ne représentaient en aucun cas ceux de la grande majorité du peuple américain.

En conséquence, un mécontentement certain a commencé à se faire jour, non seulement à l'égard des trois grands réseaux, mais aussi dans les régions les plus reculées, où l'on parle de plus en plus du « contrôle juif des médias ». Bien sûr, de nombreuses personnes n'ont pas discuté ouvertement de l'aspect juif du problème avec les chaînes, mais le phénomène est resté constant (même s'il n'a été que discrètement exprimé).

À l'occasion, certains grands noms de la vie américaine – de l'ancien Vice-président Spiro Agnew au général George Brown, président de l'État-major interarmées, en passant par des géants d'Hollywood tels que Robert Mitchum et Marlon Brando et le célèbre écrivain Truman Capote – ont même osé dire publiquement qu'il y avait une influence juive démesurée sur les principaux médias américains (ou qu'ils les contrôlaient).

En fin de compte, cette désillusion à l'égard de l'industrie de la radiodiffusion et de ses machinations a préparé le terrain, à bien des égards, pour l'ascension de Ronald Reagan et son élection à la présidence en 1980. Les Américains étaient à la recherche d'un changement et, bien que Reagan ait promis un « nouveau conservatisme », il s'est finalement avéré qu'il s'agissait de quelque chose d'entièrement différent. Mais les Américains étaient avides d'une alternative aux médias « libéraux » et Rupert Murdoch est venu à la « rescousse » – ou du moins c'est ce qu'il semblait.

Les Américains qui en avaient assez des médias « libéraux » avaient désormais un sauveur autoproclamé, un magnat des médias haut en couleur né à l'étranger qui semblait partager leur mécontentement et qui paraissait disposé à offrir une véritable « alternative ». Mais cette « alternative » n'est pas ce que la plupart des Américains recherchaient vraiment, et nombreux sont ceux qui ne semblent pas comprendre qu'ils ont été dupés – en fait, dupés à grande échelle.

Bien que déjà bien établi en Australie en tant que puissance médiatique croissante, Murdoch a discrètement reçu le parrainage international et le soutien financier de certaines des familles juives les plus riches et les plus puissantes du monde : les Rothschild d'Europe, les Bronfman du Canada et les Oppenheimers d'Afrique du Sud. Fort de leur soutien, il a commencé à étendre son empire en Grande-Bretagne et dans le monde entier.

En peu de temps, Rupert Murdoch est devenu l'élément le plus « chaud » des médias mondiaux et s'est rapidement mis en route pour atteindre une richesse dépassant ses rêves les plus fous et un pouvoir politique immense grâce à l'essor de son empire News Corporation et de l'industrie lucrative de la publicité. Il n'est donc pas étonnant que Murdoch lui-même soit considéré, avec les Rothschild, les Bronfman et les Oppenheimer, comme faisant partie d'un groupe décrit à juste titre comme « le gang des quatre milliardaires ».

Aujourd'hui, bien établis, les médias de Murdoch, en particulier Fox News, mettent l'accent sur les questions brûlantes – telles que l'avortement, les droits des homosexuels, la prière dans les écoles – qui attisent les animosités entre les organisations dites de « droite chrétienne » et les groupes et institutions auxquels elles s'opposent.

Pendant ce temps, ironiquement, d'autres médias de Murdoch, tels que Fox Television, sont responsables de la promotion de certaines des pires ordures jamais diffusées sur les écrans de télévision américains. Pourtant, pour une raison ou une autre, les gens de la droite chrétienne qui se délectent de l'orientation « conservatrice » de Fox News semblent ne pas comprendre

que le conglomérat médiatique de Rupert Murdoch engrange des milliards de dollars de publicité en vendant de la saloperie.

Pendant ce temps, bien sûr, les médias Murdoch sont occupés à promouvoir les intérêts du mouvement sioniste. Et c'est là, avant tout, le point le plus important qu'il convient de reconnaître.

Bien que Murdoch et ses médias jouent le jeu d'offrir une « alternative », ils offrent en fait une « opposition contrôlée », gardant les rangs américains « conservateurs » et « traditionnels » en ligne, vantant la cause sioniste comme une cause « américaine », une cause qui est pleinement en ligne avec non seulement « rendre à l'Amérique sa grandeur » (dans l'imagerie de la rhétorique Ronald Reaganesque) mais, en réalité, faire de l'Amérique un empire – et un empire qui est gouverné par l'élite sioniste.

En d'autres termes, Fox News promeut haut et fort – et avec fierté – le thème selon lequel l'Amérique est la voix de la raison et de la démocratie dans le monde et que c'est, tout simplement, à l'Amérique de diriger le monde.

Et c'est précisément - comme nous l'avons documenté dans notre ouvrage précédent, *The New Jerusalem* – l'agenda sioniste d'aujourd'hui : les capitaux et les ressources de l'Amérique, ses militaires, ses hommes et ses femmes, son arsenal massif, doivent être utilisés pour établir un imperium mondial afin de faire avancer l'agenda des ploutocrates sionistes bien nantis et de leur réseau international d'intérêts corporatifs alliés et d'âmes sœurs idéologiques.

S'il y a beaucoup de bons Américains qui croient à la ligne de propagande de Fox News (c'est-à-dire sioniste) selon laquelle l'Amérique doit utiliser son pouvoir « pour le bien », même au prix du sacrifice de milliers de vies d'Américains et d'autres personnes, il y a beaucoup plus d'Américains (et d'autres personnes dans le monde) qui ne partagent pas cette philosophie.

Cependant, Fox News – et d'autres éléments du réseau de propagande sioniste – ont commencé à mettre en avant le thème selon lequel toute personne qui s'oppose à ce programme mondial est en quelque sorte « anti-américaine » et certainement « antisémite » (et aussi, même, « anti-chrétienne »).

Des lois telles que le « Patriot Act » et d'autres mécanismes de contrôle sont mis en place afin de supprimer toute dissidence à l'encontre de l'agenda sioniste. Et Fox News est en première ligne pour promouvoir ces projets orwelliens.

Nous n'avons pas besoin d'en dire plus à cet égard, si ce n'est pour avertir les patriotes américains sincères que Fox News n'est pas leur ami. Les Américains sincères doivent se méfier de Fox News et de ses têtes parlantes.

Les Américains doivent abandonner toute idée que « Fox dit beaucoup de bonnes choses », et abandonner le raisonnement selon lequel les voix de l'écurie Fox (ou devrions-nous dire « du caniveau » ?) comme Bill O'Reilly, Sean Hannity et d'autres ont « souvent raison ». Fox et ses adhérents sont des dangers pour l'Amérique et pour le monde.

Fox News se classe certainement parmi les plus dangereuses des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur.

Chapitre Quarante-et-Un

L'agenda passé, présent et futur de l'Ennemi intérieur : déclarer que les patriotes américains sont le « véritable » ennemi intérieur

Le 29 mai 2005, le *Washington Post* a révélé que l'administration Bush réorientait sa fameuse « guerre contre le terrorisme » vers une nouvelle « stratégie contre l'extrémisme violent ». Puis, précisément une semaine plus tard, le 5 juin, le *Post* a publié un commentaire bien en vue d'un ancien agent du FBI, Mike German – spécialisé dans l'infiltration de groupes dissidents de « droite » aux États-Unis – proposant que les autorités fédérales entament des efforts pour mener une guerre totale contre les groupes « extrémistes » nationaux perçus comme tels.

L'ancien agent du FBI soutenait que ce qu'il appelait les groupes « extrémistes » américains constituaient un terrain propice à la violence et devaient donc être traités essentiellement comme une association de malfaiteurs. « Derrière le terroriste solitaire, une mentalité de meute », titrait le commentaire de M. German. Il a clairement indiqué que les groupes de « terroristes domestiques » qui, selon lui, nécessitent un traitement spécial, sont très divers. L'ancien agent infiltré du FBI n'a pas mâché ses mots en déclarant que ceux qu'il considère comme les terroristes potentiels de l'Amérique ne sont pas seulement ceux qui pourraient « ressembler » à des terroristes. German a écrit :

> Ils ne s'appellent pas toujours le KKK ou la milice ; ils utilisent parfois des noms anodins qui masquent leur véritable nature. Ils peuvent porter des symboles « nazis » sur leurs manches, mais pas forcément. Il peut s'agir de quelques vieux grincheux qui se rencontrent pour prendre un café dans un café local, de quelques jeunes punks à la recherche de problèmes, ou même d'un homme assis dans son sous-sol qui discute sur des sites Web néo-nazis. Mais ils font tous partie d'une communauté extrémiste clandestine.

Toutefois, a déclaré M. German, « de temps à autre, un adepte de ces mouvements fait une irruption violente dans notre monde, avec des conséquences mortelles ». Il a cité un certain nombre d'individus ayant

commis des crimes violents qui, dans le jargon des médias, avaient été « liés » à divers groupes dits « extrémistes ». Bien qu'il existe sans aucun doute de nombreuses organisations qui pourraient être considérées comme « extrémistes », M. German n'établit pas de lignes de démarcation entre ce qui constitue de l'« extrémisme » et des expressions présumées respectables de la liberté d'expression. C'est là que les choses deviennent intéressantes et encore plus inquiétantes. German a affirmé que :

> Le fait que ces individus, après avoir été exposés à une idéologie extrémiste, aient tous commis des actes violents pourrait amener une personne raisonnable à soupçonner l'existence d'une conspiration plus vaste. Imaginons qu'un dirigeant très intelligent d'un mouvement extrémiste, qui comprend le premier amendement et les lois sur les associations de malfaiteurs, dise à ses partisans de ne pas se fier à des instructions spécifiques.
>
> Il peut leur demander de se dissocier du groupe avant de commettre un acte violent, d'agir individuellement ou en petits groupes afin que les autres membres du mouvement puissent échapper à toute responsabilité pénale. Cette méthode crée une situation gagnant-gagnant pour le leader extrémiste : les objectifs violents du groupe sont atteints sans les conséquences juridiques.

En d'autres termes, German suggère qu'à chaque fois qu'un individu « lié » à un groupe « extrémiste » commet un crime, il n'est pas illogique de soupçonner que le groupe ou ses dirigeants en sont les instigateurs ; en fait, les expressions libres d'un individu ou d'un groupe, protégées par la Constitution, qui pourraient avoir influencé une autre partie à commettre un acte violent, doivent donc être traitées. En bref : il est temps de commencer à sévir contre ceux qui sont jugés coupables non pas d'un crime, mais seulement d'« extrémisme », quelle qu'en soit la définition. Il s'agit d'une conspiration des extrémistes, selon German, et il a ajouté que « fermer les yeux sur cette conspiration, c'est nier la réalité. Il s'agit de relier les points ».

Affirmant que « l'idéologie néo-nazie est également un facteur déterminant dans l'augmentation de la violence à l'école » – ce qui n'est pas tout à fait exact et ne tient pas compte de l'utilisation croissante de médicaments psychiatriques dans le traitement des écoliers, qui conduit souvent à la dépression et à la violence – German n'a cité que deux cas, les deux seuls (parmi beaucoup d'autres) qui soient même vaguement liés à l'idéologie « néo-nazie ».

Le premier cas cité par German est la tragique fusillade dans une école du Minnesota où un jeune Indien d'Amérique, manifestement admirateur d'Adolf Hitler, a tué plusieurs personnes avant de se suicider.

M. German insiste également sur le fait que la fusillade du lycée Columbine a été inspirée par une dévotion à Hitler. Cependant, German omet de noter que l'un des tueurs de Columbine, Dylan Klebold, était le descendant d'une famille importante dans la communauté juive de Columbus, dans l'Ohio, et que l'autre, Eric Harris, était également d'origine juive, du moins en partie. Les deux tueurs juifs de Columbine ne s'intéressaient apparemment pas à Hitler et au nazisme en tant qu'admirateurs du dirigeant allemand et de son idéologie, mais étaient au contraire farouchement anti-nazis, avaient une certaine amertume à l'égard de « l'Holocauste » et considéraient leur attaque contre leurs camarades d'école non juifs (y compris des Afro-Américains) comme un moyen de « se venger » des non-juifs.

Tout cela, bien sûr, a été soigneusement passé sous silence par les médias, qui préfèrent suggérer que les deux meurtriers juifs psychotiques étaient au contraire des extrémistes antijuifs et des admirateurs de Hitler !

En outre, il convient de noter qu'un éminent psychiatre, le Dr Robert John, croit fermement, sur la base de sa propre étude, à un thème qu'un autre éducateur, le Dr Philip Glidden, a repris dans son propre livre, *Trading on Guilt : Holocaust Education in the Public Schools* (Troquer la culpabilité : l'enseignement de l'Holocauste dans les écoles publiques), à savoir que les « études sur l'Holocauste » dans les écoles publiques contribuent à la violence chez les jeunes en les désensibilisant à la violence par l'affichage constant d'images de violence. Cette seule raison devrait suffire à interdire l'enseignement des études sur l'Holocauste dans les écoles publiques.

Quoi qu'il en soit, German a carrément affirmé qu'« en fournissant à la fois le motif et la méthode de la violence », ces dirigeants [de groupes « extrémistes »] qui ont soi-disant « conçu une méthode pour masquer leur influence » font donc « partie de la conspiration » visant à commettre des actes de violence. Il a ajouté que « leur recours cynique aux droits du premier amendement, qu'ils n'accorderaient pas à d'autres, ne les exonère pas de leur rôle ».

German a conclu : « Les extrémistes solitaires posent un problème aux services de police car ils sont difficiles à anticiper. C'est comme chercher une aiguille dans chaque botte de foin. Peut-être aurions-nous plus de chance si nous accordions plus d'attention aux usines de fabrication d'aiguilles ».

Ce qui rend le message de M. German si effrayant, c'est qu'il fait étrangement écho aux affirmations de longue date de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith – qui se présente comme un « chien de garde » surveillant les groupes « extrémistes » – selon lesquelles les commentaires auxquels l'ADL s'oppose constituent une « obscénité » et que cette « obscénité » peut conduire à la violence.

Par exemple, en 1988, à l'université Hofstra de New York, l'ADL a organisé un symposium juridique de trois jours intitulé « Group Defamation and Freedom of Speech : The Relationship Between Language and Violence » (Diffamation de groupe et liberté d'expression : la relation entre le langage et la violence). Le forum s'est conclu par un appel vibrant en faveur de l'adoption d'une loi visant à interdire ce qui a été décrit comme de la « littérature de haine » par des prétendus « extrémistes ».

Les opinions exprimées par les intervenants en faveur de l'interdiction de la littérature haineuse s'articulaient autour de deux idées :

- Que les mots, écrits ou prononcés, constituent en eux-mêmes une violence. (Par exemple, il suffit de traiter quelqu'un de « méchant » sans le menacer d'une quelconque action physique pour accomplir un acte de violence).
- Que les mots, écrits ou prononcés, revêtent un certain pouvoir qui crée une réalité pour la cible ou la victime de ces mots. (Par exemple, en traitant quelqu'un de « sale clochard pourri », il le deviendra).

Dans son discours d'ouverture, Monroe Freedman, professeur de droit à Hofstra, a déclaré qu'essayer de défendre la liberté d'expression tout en essayant de protéger les minorités contre ceux qui les « diffament » est un « paradoxe de la démocratie constitutionnelle ». Selon M. Freedman :

> La diffamation de groupe peut créer un climat social réceptif à la haine et à l'oppression et les encourager. Si un groupe minoritaire peut être présenté comme moins qu'humain, méritant d'être puni, ou comme une menace pour la communauté en général, l'oppression de cette minorité est une conséquence probable.
>
> Nous savons également que le langage lui-même peut blesser, qu'il existe des mots qui, par leur seule prononciation, infligent une blessure... Lorsque le message est violent, le langage peut lui-même être violent.

Le député John Conyers (D-Mich.) a parlé de la « douleur psychique » infligée par le langage. Un autre orateur, Elie Wiesel, qui se décrit lui-même

comme un « survivant de l'Holocauste », a estimé que ceux qui se livrent à la diffamation de groupe devraient être « combattus » et « traités avec sévérité ».

La conférence a été l'occasion d'une plaidoirie sur la proposition gagnante d'un concours organisé par des étudiants en droit de tout le pays pour rédiger un modèle de loi qui pourrait être utilisé pour poursuivre les auteurs de ce que l'on appelle la « diffamation de groupe ». Le premier prix a été décerné à un modèle de loi définissant la diffamation de groupe comme suit :

> Tout discours oral, écrit ou symbolique, publié avec malveillance, qui avilit, dégrade ou remet en question les loyautés, les capacités ou l'intégrité des membres d'un groupe sur la base d'une caractéristique prétendument commune aux membres de ce groupe, ou qui, par son énoncé même, inflige un préjudice aux membres d'un groupe, ou qui encourage l'animosité à l'égard d'un groupe.

Un « groupe » est défini comme « une agrégation de personnes identifiées par une race, une religion, une origine nationale, une ethnie ou un sexe communs, ou fondée sur l'hétérosexualité ou l'homosexualité ».

Le projet de loi prévoit la création d'une agence chargée de surveiller les actes de diffamation à l'encontre d'un groupe, d'évaluer l'impact de tout discours diffamatoire à l'encontre d'un groupe et de contrer les effets négatifs réels et potentiels de ce discours. Cette agence examinerait également tous les films avant qu'ils ne soient projetés et, s'ils sont jugés offensants, interdirait leur visionnement par le public.

Le 2 novembre 1995, le député Charles Schumer (D-N.Y.), aujourd'hui puissant sénateur américain, s'est joint au député Conyers pour promouvoir une législation du type de celle proposée lors de la conférence de l'ADL. La mesure Schumer, H.R. 2580, a été trompeusement appelée « The Republican Form of Government Guarantee Act » (Loi sur la garantie de la forme républicaine du gouvernement).

Porte-parole de longue date de l'ADL au Congrès, Schumer a proposé d'interdire toute discussion sur ce qu'il a appelé « les théories de conspiration sans fondement concernant le gouvernement » qui, selon lui, mettaient en danger l'ordre public. Déjà connu comme le principal ennemi au Congrès du deuxième amendement et des droits des propriétaires d'armes à feu, la nouvelle cible de Schumer, le premier amendement, aurait été supprimée si le projet de loi avait été adopté.

Dans le cadre de cette proposition de loi, M. Schumer souhaitait mettre en place un appareil officiel d'État policier afin de réduire au silence et de contrôler les critiques du gouvernement. Le journal *Spotlight*, basé à Washington,

a conclu que la proposition de Schumer était peut-être la législation d'État policier la plus dangereuse jamais introduite dans un Congrès américain à cette époque et a rapidement lancé une campagne pour faire échouer le projet de loi. Bien que l'ADL ait exercé une forte pression en faveur de la mesure, la pression publique stimulée par *The Spotlight* a abouti au rejet du projet de l'ADL, provoquant une telle colère chez Schumer qu'il a envoyé un courrier de masse à ses partisans, s'écriant avec colère que *The Spotlight* l'avait « ciblé » en vue de sa destruction.

Cette première conspiration de l'ADL contre la liberté d'expression a bien sûr été surpassée par le désormais célèbre Patriot Act, que l'administration Bush – avec le soutien de l'ADL – tente d'étendre à l'heure où nous écrivons ces lignes.

Et ce, précisément au moment où l'administration Bush déclare sa nouvelle guerre contre « l'extrémisme violent » et où un ancien agent du FBI affirme la nécessité de lutter contre ce qu'il considère comme une « conspiration » parmi les dissidents politiques pour inciter à la violence.

Ne soyez pas surpris de constater que les médias s'intéressent de plus en plus à la « violence des extrémistes en Amérique » et demandent aux forces de l'ordre américaines d'être plus vigilantes à l'égard de ceux qui sont considérés comme « en marge de la société » et donc potentiellement violents.

À la lumière de tout cela, ce n'est pas une coïncidence, par exemple, que l'ADL maintienne ce qu'elle appelle un « réseau de ressources pour les agences d'application de la loi » et que, par l'intermédiaire de ce réseau, l'ADL ait cité la conférence du 20 au 22 mai 2005 à la Nouvelle-Orléans organisée par l'ancien représentant de l'État de Louisiane, David Duke, comme le type d'activité « extrémiste » qui doit être surveillée, et ce malgré le fait que Duke renonce fermement à la violence et à la rhétorique rageuse et, en fait, qu'il l'a toujours fait.

Mais selon l'ancien agent du FBI Mike German, Duke et d'autres leaders envoient simplement des messages malveillants destinés à se protéger et, en même temps, à encourager la violence.

Évidemment, en tant qu'ancien agent du FBI chargé d'infiltrer les groupes « extrémistes », Mike German a certainement travaillé en étroite collaboration avec l'ADL au cours de ses nombreuses années de travail sur le terrain. Il se fait donc l'écho de cette ligne de propagande étrangère.

Maintenant que l'administration Bush s'est engagée dans la lutte contre « l'extrémisme violent », alors que l'ADL et d'autres groupes de pression pro-israéliens affirment que les critiques américains d'Israël apportent une aide

morale et un soutien aux extrémistes islamiques en faisant des déclarations critiques à l'égard d'Israël, il semble que le commentaire de German dans le *Washington Post* n'était rien de moins qu'un ballon d'essai proverbial.

Le décor est planté pour les futures tentatives de destruction des dissidents politiques américains qui osent critiquer l'extrémisme belliciste et pro-israélien des « grands prêtres de la guerre » qui dominent la politique de l'administration Bush et qui ont bien l'intention de dominer la politique des futures administrations, républicaines et démocrates confondues.

Chapitre Qarante-Deux

La « police de la pensée » des temps modernes a conspiré pour censurer la critique d'Israël et du sionisme sur les campus : deux « conservateurs » au service de la cause sioniste

Au printemps 2003, le troisième membre républicain du Sénat américain, le conservateur Rick Santorum (Pa.), a annoncé qu'il avait l'intention d'introduire une législation dite de « diversité idéologique » qui couperait le financement fédéral de milliers de collèges et d'universités américains s'il s'avérait que ces institutions autorisent des professeurs, des étudiants et des organisations d'étudiants à critiquer ouvertement Israël.

Santorum, l'un des plus grands défenseurs d'Israël au Congrès et candidat déclaré à l'élection présidentielle, considère les critiques à l'égard d'Israël comme un acte d'« antisémitisme ». Dans ce contexte, Santorum voulait réécrire la formule de financement fédéral en vertu du titre IX de la loi sur l'enseignement supérieur pour inclure la « diversité idéologique » ainsi que l'égalité des sexes dans l'éducation comme condition préalable au financement fédéral. Santorum était rejoint par un autre pilier conservateur du GOP et idéologue pro-israélien, le sénateur Sam Brownback (Kan.), qui avait son propre projet d'appeler à la création d'une commission fédérale – que ses détracteurs qualifient de « tribunal » – dans le cadre du Titre IX pour « enquêter » sur les incidents antisémites sur les campus américains.

Même si l'étudiant ou le professeur d'université américain moyen n'avait pas entendu parler du projet Santorum-Brownback, Wayne Firestone, directeur du Centre des affaires israéliennes de la Fondation Hillel, a déclaré à l'époque : « Partout où je vais, c'est le sujet principal. Cela suscite beaucoup d'intérêt ». En fait, c'est l'organisation de Firestone, Hillel – qui a des unités sur les campus à travers l'Amérique – qui a été la première à divulguer le projet de Santorum. D'autres détails sont apparus dans un rapport circonspect publié le 15 avril 2003 dans le *New York Sun*, un journal à faible tirage. Quotidien « néoconservateur » résolument pro-israélien publié à Manhattan,

le *Sun* est financé par une série de milliardaires pro-israéliens, dont Michael Steinhardt et Conrad Black (qui a également publié le *Jerusalem Post*).

En outre, les principaux rédacteurs du *Sun* sont Seth Lipsky et Ira Stoll, qui ont précédemment occupé des postes éditoriaux de premier plan au *Forward*, le journal juif le plus influent d'Amérique. Par conséquent, si le *New York Sun* a rendu compte favorablement de la manœuvre de Santorum, il est peu probable que le *Sun* ait menti sur Santorum puisqu'il partageait son enthousiasme pour Israël.

Quoi qu'il en soit, dans sa version des faits, Hillel a expliqué à ses partisans que Santorum, ainsi que plusieurs autres membres du Sénat, avaient invité des représentants d'un certain nombre d'organisations juives puissantes à assister à une réunion privée au Capitole afin de discuter des préoccupations des sénateurs concernant les critiques croissantes à l'égard d'Israël sur les campus universitaires américains.

Les sénateurs en question – tous des républicains – étaient : Santorum, Robert Bennett (Utah), Sam Brownback (Kansas) et Norm Coleman (Minnesota), nouvellement élu. En outre, le chef de la majorité républicaine au Sénat, Bill Frist (Tenn.), et ses collègues du GOP, Sens. Lindsey Graham (S.C.) et George Voinovich (Ohio), ont envoyé des représentants.

Les organisations juives présentes à la réunion privée étaient la Ligue antidiffamation (ADL) du B'nai B'rith, l'Organisation sioniste d'Amérique, le Comité juif américain et Hillel, représenté par Firestone, déjà cité, et son collègue Jay Rubin. Louis Goldstein, Deputy Assistant Secretary for the U.S. Department of Education, Office for Civil Rights, représentait l'administration Bush.

Au cours de la séance privée – dont aucune transcription n'est disponible pour les contribuables qui ont payé la facture de l'entreprise – un représentant de l'ADL aurait affirmé que l'« audit annuel » de l'ADL sur les activités antisémites en Amérique avait détecté une augmentation de 24 % de l'antisémitisme sur les campus américains en 2002. Cette augmentation de 24 % – de l'aveu même de l'ADL – n'a donné lieu qu'à vingt-et-une actions. Cependant, la définition de l'ADL de l'« antisémitisme » est si large qu'elle inclut même la critique la plus légère d'Israël qui n'est pas formulée selon les paramètres que l'ADL considère comme acceptables.

Entre-temps, la nouvelle de l'initiative Santorum-Brownback s'est répandue parmi les dirigeants de la communauté éducative, à la suite d'une dénonciation de ce stratagème par cet auteur, Michael Collins Piper.

Cette révélation a d'abord été publiée dans le journal *American Free Press* (AFP), basé à Washington, puis largement diffusée sur Internet par Joe Fields, un nationaliste américain basé en Californie, à tel point que le rapport sur le projet est finalement parvenu sur les e-mails d'éducateurs indépendants dans tous les États-Unis et dans le monde entier.

En conséquence de l'inquiétude croissante suscitée par la révélation de l'AFP, le lobby pro-israélien a commencé à essayer de nier que Santorum ait jamais proposé d'introduire la législation qu'il avait déclaré vouloir introduire : la ligne de propagande « officielle » diffusée était que l'histoire de l'AFP n'était pas vraie et que Santorum n'avait jamais envisagé une telle législation. Mais l'affaire ne s'arrête pas là.

Bien que l'AFP ait d'abord publié cette histoire au niveau national, elle a ensuite été reprise par divers médias aux États-Unis et à l'étranger, y compris des publications dans le monde arabe. Selon l'édition du 9 mai 2003 du journal *Jewish Week*, basé à New York, le département d'État a contacté les bureaux du Sénat pour les informer que les journaux de l'Autorité palestinienne publiaient l'article sur la législation relative à la « diversité idéologique » et pour leur demander si l'article était vrai.

Dans son rapport sur la controverse qui a éclaté à la suite de la révélation de l'AFP, l'article de *Jewish Week*, intitulé « Diversity Disinformation », déclarait qu'une « rumeur de législation en cours interdisant la critique d'Israël sur les campus [était] en train de se répandre dans les médias arabes et les médias de gauche ». L'article ne mentionne jamais que l'AFP (qui est loin d'être une publication « de gauche ») a été la première à donner naissance à cette histoire, se contentant d'affirmer que « l'histoire a été lancée par plusieurs grands théoriciens du complot et révisionnistes de l'Holocauste ».

Cependant, cette affirmation est pour le moins fallacieuse. En fait, comme l'indiquait clairement le rapport original de l'AFP, celui-ci était basé sur un article paru dans le *New York Sun*, un journal pro-israélien. La vérité est donc que l'article a été publié dans une publication nettement pro-israélienne. Cependant, l'AFP a repris l'histoire, en reconnaissant son importance, et lui a accordé l'attention qu'elle méritait, au grand dam de ceux qui ont déclenché toute l'histoire en premier lieu, y compris Santorum et ses collègues du Capitole.

Malgré cela, le *Jewish Week* a déclaré que cette histoire « est devenue un article de foi dans le monde arabe et dans certains cercles de gauche américains » et a poursuivi en affirmant que « pour les dirigeants pro-

israéliens et les principaux membres du Sénat, il s'agit au mieux d'une dangereuse légende urbaine, au pire d'une désinformation délibérée ».

(Certains se souviendront que le Département de la Justice de John Ashcroft, alors Procureur Général, avait également menti en affirmant que les histoires factuelles – diffusées pour la première fois au niveau national par l'AFP – entourant la capture par le FBI d'espions israéliens opérant sur le sol américain avant les attaques du 11 septembre, étaient également une « légende urbaine »). De toute évidence, le terme « légende urbaine », tout comme le terme « théorie du complot », est désormais un « double langage » sioniste appliqué à toute information solide qui va à l'encontre de la ligne de propagande officielle).

Quoi qu'il en soit, pour mémoire, l'article original du *Sun* pro-israélien déclarait sans ambages (en parlant de la réunion du Capitole où le projet de « diversité idéologique » a vu le jour) :

> À la fin de la réunion d'hier, M. Santorum parlait d'introduire une législation qui pourrait réduire le financement fédéral des universités où l'antisémitisme et les sentiments anti-israéliens sont répandus – ou plus généralement, où la « diversité idéologique » fait défaut.

Le problème de l'article de l'AFP – du moins selon le *Jewish Week* – est que « aucune législation de ce type n'a été introduite ou même envisagée ». Ce qui, bien sûr, contredisait ce que le *Sun* avait dit en premier lieu (et ce que l'AFP avait ensuite dit à ses lecteurs).

Jewish Week a ensuite prétendu décrire la réunion au Capitole où la législation a été – ou n'a pas été – élaborée, selon les personnes que l'on croit. Selon une source sénatoriale anonyme, citée par *Jewish Week*, la réunion a comporté « de nombreuses présentations de différents groupes », sans mentionner que les « différents » groupes étaient, comme l'a noté l'AFP, toutes les organisations pro-israéliennes de la ligne dure. La source anonyme a déclaré qu'aucune nouvelle loi n'était en préparation et que Santorum « [était] en train d'examiner le problème et de rassembler des informations ». Le journal a également déclaré que « plusieurs dirigeants juifs qui ont assisté à la réunion ont confirmé cette affirmation ».

Le *Jewish Week* a rapporté que « plusieurs participants ont suggéré de créer un groupe de travail au Capitole pour examiner la montée de l'antisémitisme. D'autres ont suggéré la création d'un groupe chargé d'examiner la diversité idéologique sur les campus ». Le journal n'a jamais mentionné – tout comme le *Sun*, puis l'AFP – que le collègue GOP de Santorum, le sénateur Sam Brownback (Kansas), avait insisté sur la formation d'une commission fédérale

spéciale pour « enquêter » sur le supposé antisémitisme sur les campus. Si l'histoire était fausse, s'il s'agissait d'une « légende urbaine » ou d'une sorte de « désinformation », pourquoi une publication pro-israélienne telle que le *New York Sun* l'a-t-elle publiée en premier lieu ? Et si le Sun s'est trompé, pourquoi n'a-t-il pas encore publié de rectificatif ?

L'article était donc bel et bien vrai et Santorum envisageait une telle législation. Cependant, grâce à l'AFP qui a dénoncé l'affaire et l'a replacée dans son contexte, révélant la nature totalitaire du projet, Santorum et ses alliés du lobby pro-israélien ont fait marche arrière. Ils ont ensuite eu l'audace d'essayer de nier qu'ils avaient concocté ce projet.

Cependant, malgré les efforts déployés pour étouffer l'affaire, la vérité n'a pas disparu. Le 29 avril 2003, Hillel, qui, comme nous l'avons vu, est un réseau national de « police universitaire » pro-israélienne, s'est plaint sur son site Internet que les journaux - notamment l'AFP – et des sites Internet tels que Rense.com (qui a obtenu une copie anticipée de l'article de l'AFP) et le Palestine Media Center, basé en Palestine, entre autres, essayaient de « déformer » les intentions de ceux qui ont participé à la réunion du Capitole sur la législation relative à la « diversité idéologique ».

Le groupe pro-israélien a également été furieux d'apprendre que le Progressive Faculty Network – une alliance d'enseignants de collèges et d'universités à l'esprit indépendant – avait largement diffusé un courrier électronique annonçant le stratagème. Hillel a affirmé que l'AFP et les autres médias qui ont repris l'histoire « promeuvent une version étrange de la réunion » qui a eu lieu entre divers sénateurs américains – menés par Santorum et Brownback – et une variété de groupes de pression pro-israéliens, y compris Hillel.

Plutôt que d'aborder directement les spécificités de l'article de l'AFP, Hillel s'en est pris à l'AFP et a accusé le journal d'être « antisémite » – ce qui, bien sûr, est précisément la diffamation lancée contre toute personne qui ose critiquer Israël, sur n'importe quel campus, où que ce soit.

Cependant, l'essentiel est que la réunion au Capitole a bien eu lieu et que les conservateurs du GOP avaient prévu d'introduire une législation visant à refuser le financement fédéral aux universités américaines qui autoriseraient, d'une manière ou d'une autre, des discours jugés « antisémites ».

Hillel affirme maintenant que « la réunion des dirigeants républicains a été organisée pour discuter de l'antisémitisme sur les campus, et non pour combattre les groupes anti-israéliens ». Hillel a déclaré que l'intention n'était

pas de supprimer la liberté d'expression mais d'aborder la question de la haine contre les étudiants juifs.

Cependant, comme peuvent en témoigner tous ceux qui ont participé à des manifestations sur les campus contre la guerre contre l'Irak et/ou contre les mauvais traitements infligés par Israël aux Palestiniens, les participants ont été régulièrement taxés d'« antisémitisme », un terme galvaudé.

Les tentatives de Hillel de réfuter l'article de l'AFP sont donc tombées à plat. En fin de compte, tout ce que Hillel a pu faire a été d'alléguer que certains groupes exploitaient le « noble objectif » de combattre « la haine contre les étudiants juifs » afin « d'alimenter leurs théories de conspiration internationale ».

En fin de compte, à l'heure où nous écrivons ces lignes (mai 2006), de nouvelles versions de cette législation sur la « diversité idéologique » (proposée à l'origine par Santorum et Brownback) sont actuellement examinées par le Congrès. Une version a été adoptée par la Chambre des représentants. Une autre version est actuellement examinée par le Sénat. En fin de compte, les différences entre les deux mesures pourraient bien être aplanies et la version finale de la législation sera approuvée par le Congrès. Compte tenu du fait que l'influence sioniste sur le Congrès règne en maître, il est très peu probable que la législation s'écarte de manière significative de la proposition corrompue présentée à l'origine par Santorum et Brownback et leurs conspirateurs.

La conclusion est la suivante : l'Ennemi intérieur est capable de mentir et de déformer la vérité de toutes les manières possibles. Les circonstances entourant la prétendue « légende urbaine » de la législation sur la « diversité idéologique » constituent une étude de cas précieuse sur la façon dont l'Ennemi intérieur opère régulièrement.

Et grâce à la présence dans les hautes sphères d'auxiliaires malléables et volontaires, tels que les sénateurs Rick Santorum et Sam Brownback, parmi beaucoup d'autres, l'Ennemi intérieur est bien placé pour imposer des mesures flagrantes de « contrôle de la pensée » de type policier, conçues pour réduire, supprimer et sanctionner ceux qui osent s'exprimer. Santorum et Brownback sont souvent présentés dans les médias comme de « jeunes conservateurs en devenir » et comme des « présidentiables », mais ils ne sont rien d'autre que des chèvres de Judas agissant pour le compte de l'Ennemi intérieur.

Chapitre Quarante-Trois

La prise de contrôle et la manipulation par les sionistes des forces de l'ordre locales en Amérique : l'utilisation du pouvoir de la police pour frapper les patriotes américains

Au cours des vingt-cinq dernières années, l'infiltration et la manipulation des forces de l'ordre locales ont constitué un élément clé des efforts déployés par les sionistes pour accroître leur pouvoir au niveau local.

Si l'influence sioniste au niveau du FBI et de la CIA existe depuis longtemps, le rôle des sionistes au niveau local des forces de l'ordre n'est pas aussi bien connu, même si ce sont des intrigues (c'est-à-dire la corruption) parrainées par les sionistes au sein du Département de la police de San Francisco qui ont déclenché le scandale d'espionnage de l'ADL décrit plus haut dans ces pages.

Et bien que ce scandale d'espionnage ait attiré l'attention sur le rôle de l'ADL dans l'abus des pouvoirs de police en influençant les forces de l'ordre locales, la vérité est que, depuis lors, des groupes tels que l'ADL et le Southern Poverty Law Center (SPLC) de Morris Dees ont été encore plus agressifs en fournissant des « services » aux forces de l'ordre locales au nom de la lutte contre des ennemis tels que le « terrorisme domestique » et les « crimes de haine », en lançant un certain nombre de programmes bien financés pour « former » – c'est-à-dire inculquer – les forces de l'ordre locales dans l'esprit de propagande de l'ADL.

Il serait fastidieux d'entrer ici dans les détails de ces entreprises, qui sont tous parfaitement accessibles sur les sites Internet de l'ADL et du SPLC, mais il suffit de dire que ces opérations de lobbying sionistes (déguisées en organisations de « droits civiques ») en sont venues à exercer une grande influence sur les forces de l'ordre locales. Aujourd'hui, toute personne jugée « dangereuse » pour la cause sioniste fait l'objet de violences et d'abus de la part des forces de l'ordre locales agissant au nom des sionistes.

Un premier exemple nous est fourni par l'histoire du raid tout à fait illégal effectué le 22 mars 1995 par une équipe du SWAT dans les bureaux de

Liberty Lobby sur la côte ouest, situés dans la maison d'Escondido, en Californie, du fondateur de cette institution nationaliste, Willis A. Carto. Le groupe comprenait des agents du FBI, mais aussi de l'IRS, du BATF et (entre autres) de la Drug Enforcement Administration.

À 7 heures du matin, le 22 mars 1995, quelque vingt-cinq membres d'une équipe d'intervention d'urgence (SWAT), armés de fusils, ont fait irruption au domicile de Carto. Bien que ce dernier ne soit pas présent à ce moment-là, sa femme Elisabeth et deux jeunes membres de la famille en visite sont présents. Mme Carto, alertée du danger par les aboiements de Charlie, le chien de la famille, a rencontré les maraudeurs devant la porte d'entrée. Ils convergeaient vers la maison après avoir défoncé le portail d'accès à la propriété.

Alors qu'un hélicoptère tournoyait dans le ciel et qu'au moins un tireur d'élite était positionné à proximité avec son fusil braqué sur Mme Carto, des officiers armés (certains portant des armes d'assaut et des masques de ski) se sont emparés violemment de Mme Carto, l'ont menottée et ont ensuite aspergé Charlie au visage avec un produit chimique immobilisant, laissant l'infortuné chien hurler de douleur et incapable de protéger sa maîtresse.

Ils ont ensuite forcé l'entrée de la maison. Alertée par le bruit, la jeune et jolie nièce de Mme Carto s'est présentée en chemise de nuit à la porte d'entrée, où elle a été accostée par les voyous qui ont pointé leurs armes sur son visage en criant « Mettez vos mains en l'air » et en demandant « Vous portez une arme ? ».

Pendant ce temps, le cousin de la jeune fille était tiré de son sommeil, tiré de son lit avec des menottes et isolé du reste de la famille. Il est resté menotté pendant vingt minutes avant d'être relâché. Le jeune homme, récemment diplômé de la faculté de droit, était venu en Californie pour se reposer pendant trois semaines avant de commencer son nouveau travail.

Bien que les maraudeurs aient ensuite enlevé les menottes aux prisonniers, Mme Carto et les deux jeunes gens ont été tenus au secret pendant que « la loi » fouillait la maison de fond en comble pendant cinq heures. À un moment donné, Mme Carto a entendu les agents réfléchir à la possibilité de faire venir des bulldozers pour creuser la propriété, dans le but de découvrir des « biens volés » qui, selon eux, « pourraient être enterrés ».

Les maraudeurs ont emporté quatorze cartons de documents, la collection personnelle d'armes de M. Carto et l'ordinateur de Mme Carto. Malgré les efforts énergiques de l'équipe SWAT, aucune « preuve » n'a été trouvée concernant des « biens volés » – le prétexte fallacieux du raid.

Ce n'est qu'après le raid que les avocats des Carto ont découvert des preuves qu'***un actif de longue date de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith avait joué un rôle clé dans l'orchestration du raid.***

Il s'est avéré qu'un shérif adjoint du comté de San Diego, Tim Carroll, était le principal instigateur de l'attaque contre la maison des Carto, située dans le comté de San Diego, en dehors de la juridiction du Département de police de Costa Mesa (comté d'Orange), qui a officiellement dirigé le raid.

L'enquêteur de la police de Costa Mesa, Larry Rooker, a déclaré dans sa déclaration sous serment – demandant un mandat de perquisition pour la descente au domicile de Carto – que le « 3-10-95 » (quatre jours après sa conférence avec les collaborateurs d'Andrew Allen, agent de la CIA et du Mossad, Weber et Marcellus), il (Rooker) s'est entretenu avec Tim Carroll. Rooker a déclaré que Carroll lui avait dit qu'il était « familier » avec le fondateur du Liberty Lobby Willis Carto, selon Rooker, « en raison de contacts officiels et d'informations qu'il [Carroll] a obtenues au cours des dernières années ». Carroll était non seulement l'agent de liaison du bureau du shérif de San Diego avec l'ADL, mais aussi un collaborateur de longue date avoué de l'agent de l'ADL basé à San Francisco, Roy Bullock.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le 30 juin 1986, Bullock a été dénoncé pour la première fois par le journal de Liberty Lobby, *The Spotlight*, comme étant un agent secret de l'ADL, bien que Bullock ait ensuite nié cette allégation. Pendant plusieurs années avant et après la révélation du *Spotlight*, Bullock a été en contact régulier et soutenu avec un certain David McCalden, l'aidant dans sa campagne visant à saper l'IHR. En fait, lorsque le SFPD a lancé son enquête sur les opérations d'espionnage de l'ADL en 1992, il s'est largement appuyé sur les aveux de Carroll pour demander un mandat de perquisition dans les bureaux de l'ADL à San Francisco et à Los Angeles.

En demandant ce mandat de perquisition, l'enquêteur du SFPD, Ron Roth, a détaillé son entretien avec Carroll. La transcription de cet entretien faisait partie des documents officiels relatifs à l'affaire d'espionnage de l'ADL, rendus publics par le SFPD à l'époque où l'enquête était en cours. En bref, les aveux de Carroll – sous les questions du SFPD – ont été un élément clé dans les premières étapes de l'enquête sur les opérations d'espionnage illicites de l'ADL. Carroll a répondu aux questions du SFPD ***non pas parce qu'il le voulait, mais parce qu'il le devait.*** En tant que représentant de l'ADL au sein du bureau du shérif du comté de San Diego, Carroll faisait tout autant partie de l'appareil d'espionnage de l'ADL lié aux forces de l'ordre que son

associé Bullock et le contact de Bullock au SFPD, Tom Gerard, à San Francisco.

Voici des extraits de l'interrogatoire de Carroll par la police qui illustrent les relations étroites entre Carroll (l'acteur central de l'attaque orchestrée par l'ADL contre Liberty Lobby) et l'ADL et son « enquêteur numéro un », Roy Bullock :

- Lorsque l'enquêteur Roth a demandé au collaborateur de l'ADL de San Diego depuis combien de temps il connaissait Bullock, Carroll a répondu : « Cela fait probablement cinq ou six ans. Je travaille beaucoup avec l'ADL à San Diego et c'est ainsi que j'ai rencontré [Bullock] et, euh, je l'ai rencontré lors de diverses conférences », dont deux, a-t-il précisé, où Bullock figurait en tant que « conférencier invité ».
- Carroll a également admis s'être rendu en Israël en mai 1991 dans le cadre d'un « voyage des forces de l'ordre parrainé par l'ADL », auquel participaient quelque onze membres des forces de l'ordre américaines, dont Gerard du SFPD.

(Le prétendu « voyage d'application de la loi » de Carroll était en fait des vacances méditerranéennes payées par l'ADL – une « gratification » lucrative en effet. De nombreux policiers, dans d'autres circonstances, ont perdu leur emploi et/ou sont allés en prison pour avoir accepté des cadeaux et des faveurs de bien moindre valeur de la part de personnes soupçonnées d'activités criminelles).

- Carroll a admis que Mira Lansky Boland, du bureau de Washington de l'ADL, accompagnait les informateurs de cette dernière lors de ce voyage et que, selon lui, elle « coordonnait tout avec les gens de l'ADL à Jérusalem ». Depuis lors, Carroll a déclaré qu'il lui avait « parlé de temps en temps [...]. Elle peut vouloir savoir des choses, je peux vouloir savoir ».
- Carroll a également admis que Bullock lui avait dit qu'il (Bullock) avait reçu des informations secrètes provenant des dossiers du SFPD. (Cela suggère que Carroll lui-même aurait pu être pénalement responsable pour avoir omis de signaler un délit, à savoir la réception par Bullock de dossiers volés du SFPD).
- En ce qui concerne sa relation avec Bullock, Carroll a également avoué que « nous avons mené des projets communs », bien qu'il n'ait pas précisé en quoi consistaient ces « projets communs ».

Le fait qu'un collaborateur de longue date de l'ADL (Carroll), qui a joué un rôle clé dans l'attaque contre Liberty Lobby, ait été un témoin important dans l'affaire de l'ADL est significatif, en particulier à la lumière de la

révélation que les documents déclassifiés du SFPD mentionnés précédemment ont révélé que Liberty Lobby avait en fait joué un rôle majeur en démasquant le réseau illégal d'espionnage et de coups bas des bienfaiteurs financiers de Carroll au sein de l'ADL.

Comme nous l'avons vu précédemment dans ces pages, lors de l'examen du scandale des espions de l'ADL, l'espion de l'ADL Bullock a déclaré au FBI, lors de son interrogatoire, que c'est Liberty Lobby qui l'a d'abord exposé (Bullock) en tant qu'agent de l'ADL. Non seulement Bullock, mais d'autres sources proches de l'enquête reconnaissent que c'est la révélation par Liberty Lobby de l'affiliation de Bullock à l'ADL dans le numéro du 30 juin 1986 de *The Spotlight* qui a déclenché le processus qui a conduit à l'enquête sur les activités criminelles de l'ADL.

C'est ainsi que la campagne de l'ADL contre Liberty Lobby s'est retournée contre elle, entraînant les événements qui ont piégé l'ADL dans une crise qui aurait dû envoyer en prison les principaux responsables de l'ADL et ses collaborateurs du département de la police, y compris peut-être Tim Carroll.

À la lumière de tout cela, il est clair que Tim Carroll avait au moins deux motivations pour aider ses associés de l'ADL à lancer le raid de l'équipe SWAT sur la maison de Carto et le bureau de Liberty Lobby dans le sillage de l'instigation par Andrew Allen de la débâcle de l'IHR qui a conduit au raid :

1) La carrière de Carroll était en jeu du fait de son implication dans les opérations d'espionnage illicites de l'ADL, liées au département de la police, après qu'il se soit involontairement fait piéger en tant que témoin clé dans l'enquête. Ce seul fait donnerait à Carroll une raison de vouloir « riposter » contre Carto et Liberty Lobby.

2) Parce que Carroll avait été contraint par la police de San Francisco de révéler sa connaissance des opérations illégales de l'ADL, il devait essentiellement « une faveur » à l'ADL pour avoir exposé l'ADL à une éventuelle inculpation pénale à la suite du scandale embarrassant qui a coûté très cher à la réputation publique de l'ADL.

Ce n'est cependant pas la fin de l'implication particulière de Carroll dans le monde des intrigues impliquant l'ADL et le Mossad. En effet, peu après le raid du SWAT sur Liberty Lobby, Carroll a soudainement pris sa « retraite », avant de reprendre mystérieusement du service quelques semaines plus tard en tant qu'« enquêteur spécial » sur le meurtre de Ian Stuart Spiro, un homme du comté de San Diego dont la mort étrange (ainsi que celle de sa famille) le 7 novembre 1992 n'a toujours pas été officiellement élucidée.

Si Carroll voulait vraiment résoudre l'affaire Spiro, il aurait pu se référer à l'ouvrage de Victor Ostrovsky, ancien officier du Mossad, intitulé *The Other Side of Deception* (L'autre côté de la tromperie). Selon Ostrovsky, Spiro a travaillé avec le Mossad pendant des années. Le Mossad avait donné à Spiro plusieurs millions de dollars à verser à un tiers. Mais Spiro a gardé l'argent. Puis, lorsqu'une équipe du Mossad s'est rendue chez lui pour récupérer l'argent, le Mossad a assassiné sa famille et Spiro a été contraint de renoncer à l'argent, avant d'être empoisonné pour faire croire qu'il s'était suicidé après avoir tué sa famille.

Le fait que Carroll ait repris ses fonctions d'« enquêteur » officiel sur la mort de Spiro laisse penser que son véritable travail consistait à blanchir le meurtre de la famille Spiro par le Mossad. Le shérif du comté de San Diego, qui a nommé Carroll pour cette nouvelle mission, était William Kolender, un sioniste convaincu et probablement lui-même un « sayan » – c'est-à-dire, dans la terminologie du Mossad, un « assistant » juif, et non un agent du Mossad.

En mars 1995 – au moment du raid sur Liberty Lobby – le bureau de l'ADL de San Diego a fait don d'un système informatique au bureau de Kolender pour l'aider, ainsi que Carroll, à garder une trace des « crimes de haine » dans leur juridiction.

En fin de compte, et sans que personne ne s'en étonne, Tim Carroll, un agent de l'ADL, a conclu que l'affaire Spiro était un simple « meurtre-suicide ». Aucune implication du Mossad. Pas d'intrigue de la CIA. Un simple crime ordinaire.

Pour finir, malgré le « grand spectacle » au domicile des Carto et au bureau de Liberty Lobby, et malgré les affirmations de Weber, Allen et d'autres qu'une mise en accusation de Willis Carto était imminente suite aux « preuves » découvertes lors du raid, aucune charge n'a jamais été retenue contre M. ou Mme Carto. En fait, les Carto ont finalement intenté un procès aux coupables du service de police qui avaient orchestré la descente de police irrégulière à leur domicile et, dans le cadre d'un règlement à l'amiable, ils ont reçu une petite somme en guise de compensation pour leurs ennuis.

En définitive, l'influence sioniste (sur une agence locale de maintien de l'ordre) a joué un rôle clé dans un plan manifestement illégal et dangereux de harcèlement et d'intimidation d'un patriote américain et de sa famille. Sous le prétexte d'allégations bidon, les forces de l'ordre dominées par les sionistes ont mené un raid du SWAT qui aurait pu se terminer en tragédie.

La triste vérité est que dans les années à venir, il est probable que de plus en plus d'Américains subiront ce que Willis et Elisabeth Carto ont subi. Ce

n'est que lorsque les Américains se lèveront, se rebelleront, diront « stop » et réclameront leurs libertés que ce type de tyrannie totalitaire prendra fin. Prions pour que la deuxième révolution américaine arrive bientôt.

Chapitre Quarante-Quatre

« Si ça ressemble à un canard et que ça cancane comme un canard... » Jared Taylor et le nouveau « nationalisme favorable au sionisme ».

Comme l'Internationale sioniste – qui utilise l'armée américaine comme mécanisme impérial – est confrontée à une opposition croissante de la part du peuple américain, qui hésite à engager davantage de jeunes dans des guerres étrangères au nom d'Israël, il est essentiel pour la cause sioniste de susciter davantage de colère parmi les Américains à l'égard du monde musulman. Dans la foulée, le mouvement sioniste a redoublé d'efforts pour infiltrer et manipuler davantage le mouvement nationaliste américain.

Ainsi, ces dernières années, un dirigeant de ce qui a été décrit comme le « mouvement nationaliste blanc » (c'est-à-dire l'élément du mouvement nationaliste qui se concentre sur la question de la race) a fait l'objet d'un examen de plus en plus minutieux en raison de sa position inhabituelle à l'égard de l'influence sioniste en Amérique. Il s'agit de Jared Taylor, une personnalité éduquée à Yale qui dirige sa propre organisation American Renaissance. Taylor s'est imposé comme l'un des principaux critiques du monde musulman et des immigrés musulmans en Amérique, s'apparentant en cela aux néo-conservateurs trotskistes.

Taylor est surtout connu pour son livre, *Paved With Good Intentions* (Pavé de bonnes intentions), qui affirme que les Noirs sont inférieurs aux Blancs. Fait remarquable, ce livre a été publié par une société new-yorkaise « grand public » responsable de la série de livres étranges de Harrison Livingstone – best-sellers du *New York Times* – qui insistent sur le fait que la CIA n'a joué aucun rôle dans l'assassinat de JFK.

Ainsi, bien que le travail de Taylor puisse être « controversé » en raison de son orientation raciale, ***le livre a été promu par une maison d'édition « grand public ».*** Mais ce qui est encore plus intriguant, c'est que le livre de Taylor a également été mentionné favorablement dans le numéro de février 1993 de *Commentary*, le journal de l'American Jewish Committee, édité

pendant de nombreuses années par le trotskiste « néo-conservateur » Norman Podhoretz, lié à la CIA.

Le fait qu'un livre à tendance dite « raciste » reçoive un coup de pouce de Podhoretz et de Commentary est intéressant en soi. Mais que Taylor reçoive un coup de pouce amical de la part de ces trotskistes sionistes n'est pas vraiment extraordinaire si l'on considère le parcours de Taylor dans son contexte.

Bien que l'Anti-Defamation League ait critiqué Taylor pour certaines de ses opinions, et que Taylor, à son tour, ait envoyé de gentilles piques à l'ADL pour l'avoir réprimandé sur la question raciale, l'ensemble du dossier que nous allons examiner ici suggère que Taylor apporte effectivement son soutien au mouvement sioniste. Et c'est précisément ce qui rend le nouveau « nationalisme favorable au sionisme » de Taylor si précieux pour le lobby sioniste.

Largement présenté comme l'un des « intellectuels » du mouvement « racialiste » américain, Taylor s'est insinué dans une position de leadership au sein du Conseil des citoyens conservateurs (Council of Conservative Citizens, CofCC) et, depuis ce poste, il est devenu un critique de ceux qui prennent des positions en opposition au sionisme. À certains égards, cela rappelle les vieux jours de COINTELPRO lorsque – comme l'a rapporté le Dr Edward Fields – le FBI a dit à ses infiltrés du Ku Klux Klan qu'ils étaient libres de faire des remarques anti-noires dans leurs discours publics et dans leurs publications, mais qu'ils devaient à tout prix éviter de critiquer les juifs ou Israël.

Nombreux sont ceux qui ont noté que Taylor semble se délecter de s'entourer d'une variété d' « intellectuels » juifs que l'on a surnommés avec malice (voire indifféremment) « les juifs de Jared ». Taylor est particulièrement proche du rabbin Meyer Schiller, un sioniste basé à New York qui s'est publiquement vanté que son amitié avec Taylor avait contribué à diminuer l'antisionisme dans les rangs des disciples de Taylor. (Un point intéressant en effet).

Ce même rabbin Schiller – chef d'une communauté juive connue sous le nom de New Square – a également soutenu Hillary Rodham Clinton lors de sa campagne pour le Sénat américain de New York en 1992, ce qui est loin d'être quelque chose que l'on pourrait attendre d'un allié de Jared Taylor, entre tous.

La vérité est que Taylor joue un rôle précieux au nom des intérêts sionistes en attisant l'opposition à l'immigration arabe et musulmane en Amérique, jetant ainsi de l'huile sur le feu qui ne cesse de se développer aux

États-Unis contre les Arabes et les Musulmans. Et tout cela se produit à un moment où – comme le montrent les archives – Taylor s'est efforcé d'effacer les attitudes antisionistes des cercles nationalistes dans lesquels il opère. En fait, le 3 mars 2006, l'influent journal juif *Forward* a rapporté que Taylor avait déclaré, selon les termes de *Forward*, qu'il voulait « dé-nazifier [le] mouvement nationaliste blanc ».

Forward a écrit que Taylor a déclaré que « en fin de compte, pour que toutes les choses qui me tiennent à cœur se produisent, lesjuifs doivent faire partie du mouvement », car, a-t-il noté, les juifs sont largement perçus comme étant « la conscience de notre société ». Mais si Taylor s'est montré très amical avec des personnes telles que le rabbin Schiller, il a adopté une position tout à fait différente à l'égard de ceux qui se sont attaqués à Israël.

Par exemple, lorsque l'éminent franc-tireur de Louisiane David Duke et le Dr Edward Fields – tous deux connus pour leur opposition au sionisme – ont pris la parole lors d'un forum auquel participaient des sympathisants du CofCC dans la région de Washington, Taylor a boycotté la réunion (en le faisant très bruyamment) et a demandé à d'autres personnes de ne pas y assister.

De même, avant cela, le 12 décembre 1998, Taylor a boycotté une autre réunion de la branche du CofCC de la région de la capitale nationale, précisément parce que le conférencier invité était votre serviteur, Michael Collins Piper, qui discutait de l'étude sur l'assassinat de JFK, *Final Judgment*, qui se concentre sur le rôle du Mossad d'Israël dans l'assassinat du Président Kennedy. Taylor a demandé à ses disciples de ne pas assister à cette réunion.

Notant la conduite de Taylor, les critiques ont souligné que la femme qui est devenue l'épouse de Taylor, Evelyn Rich, a activement travaillé pour saboter la campagne de David Duke pour le Sénat américain en 1990. Mlle Rich a communiqué aux médias nationaux une cassette audio qu'elle avait secrètement enregistrée d'une conversation privée de Duke avec un partisan. Cette bande (totalement sortie de son contexte) a été utilisée pour « prouver » que David Duke était un « nazi ».

En fait, les faits démontrent que Taylor semble avoir une sorte d'entente cordiale en coulisses avec l'ADL. Selon un révisionniste américain, dont le nom est bien connu des révisionnistes du monde entier, la future épouse de Taylor, Mlle Rich, a reçu un appel téléphonique au domicile qu'elle partageait avec Taylor de la part de rien de moins qu'Irwin Suall, le chef de longue date, aujourd'hui décédé, de la « division de recherche des faits » de l'ADL. Selon la source (qui visitait le domicile de Taylor à ce moment-là), Taylor a répondu

au téléphone, puis l'a tendu à Mlle Rich en disant : « C'est Irwin Suall », après quoi Mlle Rich a conversé avec le maître espion de l'ADL.

[Note : en raison d'une ordonnance du tribunal imposant le silence à l'éditeur de ce livre, le nom de la personne qui a été témoin de l'appel de Taylor à l'ADL ne peut être mentionné. Toutefois, le nom de cette personne a été publié il y a quelques années dans le journal *Spotlight*, aujourd'hui disparu].

Il y a là une grande ironie. Bien que l'ADL prétende s'opposer au « racisme », le fait est que les opinions de Taylor sur la discrimination positive et les quotas raciaux sont tout à fait similaires à celles de l'ADL et de l'American Jewish Committee dont le magazine, comme nous l'avons vu, a favorablement évalué le livre de Taylor. Le lien entre l'ADL et Taylor n'est donc peut-être pas si surprenant.

L'inimitable Dr Robert L. Brock, un nationaliste noir de longue date qui a critiqué sans retenue le lobby israélien, a résumé la position de Taylor : « M. Taylor dit que les Noirs commettent des crimes et que nous ne sommes pas aussi intelligents que les Blancs, mais il ne mentionne jamais le pouvoir sioniste en Amérique ».

En mai 2006, dans son magazine *American Renaissance*, Taylor s'en est pris à ses détracteurs qui, selon lui, défendent la théorie de ce qu'il appelle « une conspiration juive », sans jamais aborder le rôle du pouvoir sioniste en Amérique. Avec un tel ton, il rejette implicitement les critiques sur les intrigues sionistes et montre clairement qu'il n'est pas prêt à être réorienté malgré les critiques croissantes de sa position sur cette question.

Compte tenu de tout cela, et en particulier de l'opposition de Taylor à toute discussion sur le sionisme et son rôle dans les affaires américaines, il est probablement utile de souligner que Taylor – diplômé de Yale, un terrain de recrutement de longue date pour la CIA – s'est justement promené au Ghana au début des années 1970, lorsque ce pays d'Afrique de l'Ouest était un centre d'intérêt majeur pour la CIA et ses alliés au sein du Mossad israélien.

L'historien israélien Benjamin Beit-Hallahmi a écrit que « si la Birmanie était la grande réussite [géopolitique] israélienne en Asie, le Ghana était l'équivalent en Afrique ». Beit-Hallahmi écrit que l'avant-poste israélien au Ghana « s'est avéré être un tremplin pour le reste de l'Afrique noire », mais que les choses ont mal tourné, à la grande consternation d'Israël. Beit Hallahmi souligne que le Mossad a été très actif au Ghana pendant des années :

> Le premier ambassadeur israélien en Afrique était Ehud Avriel, en poste au Ghana en 1957, et largement considéré comme un agent du Mossad. Avriel était actif dans le recrutement d'individus pour des « missions spéciales » dans toute l'Afrique. La coopération avec le Ghana prend de nombreuses formes, marquées par un enthousiasme mutuel... .
>
> Des centaines de stagiaires ghanéens se rendent en Israël et des centaines d'experts israéliens viennent au Ghana. Il y a également eu une coopération militaire et dans le domaine du renseignement : l'armée de l'air ghanéenne a reçu des avions militaires reconditionnés et des formations, et le Mossad a dispensé des formations en matière de renseignement.
>
> Israël a été décrit comme « l'ami le plus proche du Ghana dans les premières années ». Néanmoins, [le dirigeant ghanéen] Kwame Nkrumah a toujours manifesté certaines réserves à l'égard d'Israël ... Bien qu'Israël ait établi des liens étroits avec les dirigeants ghanéens avant même l'indépendance formelle de 1956, les relations spéciales ont pris fin en 1967. Les relations officielles ont pris fin le 28 octobre 1973.

De manière tout à fait significative, l'aventure ghanéenne de Taylor s'est déroulée pendant la période très critique où les liens d'Israël avec le Ghana étaient en train de se dissoudre. Beit-Hallahmi (écrit en 1987) ajoute :

Des éléments des services secrets ghanéens auraient entretenu des contacts avec le Mossad alors même que les deux pays n'avaient pas de relations diplomatiques, mais les relations avec le Ghana se sont détériorées depuis le coup d'État mené par le lieutenant Jerry Rawlings. Le gouvernement ghanéen a accusé Israël d'être impliqué dans une tentative de coup d'État planifiée [avec la CIA et le Liberia]. Les relations avec les États-Unis se sont détériorées depuis lors, avec des accusations mutuelles d'espionnage...

Bien que nous ne puissions que spéculer sur ce que le jeune homme de Yale, Taylor, faisait au Ghana au milieu des intrigues intenses de la CIA et du Mossad dans ce petit pays, l'essentiel est que les actions de Taylor en Amérique aujourd'hui – plus de 30 ans plus tard – suggèrent que Taylor (pour quelque raison que ce soit) est devenu un atout (d'une manière très inhabituelle) afin de faire avancer un aspect de la cause sioniste au sein du mouvement nationaliste américain. ***Terminons notre étude des Chèvres de Judas sur ce point...***

CONCLUSION :

L'« israélisation » de l'Amérique

La chèvre de Judas numéro un : George W. Bush – un allié du théoricien sioniste Natan Sharansky : la planification d'une guerre mondiale au nom de la « démocratie » Russie, Chine, Venezuela, « islamo-fascistes » Qui sera la prochaine cible des grands prêtres de la guerre ?

Le Président George W. Bush est peut-être, en vertu de ses hautes fonctions, la chèvre de Judas la plus insidieuse et la plus dangereuse de l'Amérique. Le rôle qu'il a joué dans l'engagement de l'Amérique dans la guerre en Irak – sans parler de son rôle de premier plan dans la dissimulation de la vérité sur les forces à l'origine de l'attaque du 11 septembre contre l'Amérique – a fait de lui un véritable ennemi intérieur en chef, pour ainsi dire. Aujourd'hui, il exhorte l'Amérique à mener une nouvelle guerre contre l'Iran.

Cependant, la vérité est que l'appel messianique de Bush à une « révolution démocratique » mondiale (énoncé dans son deuxième discours d'investiture et ressemblant beaucoup à la rhétorique du mouvement bolchevique trotskiste mondial) n'est pas vraiment de son fait. Ses mots ont été écrits par d'autres personnes bien plus intelligentes que le jeune Bush. Et les origines de la nouvelle philosophie de Bush sont en effet très révélatrices. Ce qui est peut-être le plus effrayant, c'est que la rhétorique du Président américain – poussé par ses « conseillers » en coulisses – laisse présager de plus en plus d'actions militaires à travers le monde dans les années à venir.

Bien qu'un documentaire, *Bush's Brain*, ait suggéré que Karl Rove, prétendument le principal tacticien politique du Président, est le cerveau qui dit au Président ce qu'il doit penser, il est maintenant clair, sur la base de preuves

solides, que le ministre israélien d'origine soviétique Anatoly « Natan » Sharansky est celui qui peut se vanter d'avoir le droit de porter ce titre.

Bien qu'il ait attiré l'attention du monde entier dans les années 1970 en tant que dissident soviétique, il ne faut pas croire que Sharansky ait jamais été un conservateur du marché libre ou un anticommuniste à l'occidentale. Au contraire, Sharansky était un vieux communiste traditionnel qui, comme beaucoup d'autres en Union soviétique, s'est simplement heurté au régime en place. Mais grâce aux médias internationaux, Sharansky a profité de son emprisonnement par les Soviétiques – qui l'ont accusé d'être un espion de la CIA – pour devenir un « militant des droits de l'homme » très en vue.

Plus tard, après sa libération, Sharansky a émigré en Israël et s'est rapidement imposé comme l'un des leaders extrémistes israéliens les plus virulents, accusant même le Premier ministre israélien Ariel Sharon, connu sous le nom de « César israélien », d'être « trop doux » avec les chrétiens et les musulmans palestiniens.

Le rôle de Sharansky dans l'orientation de la pensée de Bush n'est pas une « théorie du complot ». Au contraire, les révélations de la Maison Blanche elle-même – publiées, bien que de manière peu visible, dans les médias grand public – ont démontré que non seulement Sharansky a personnellement consulté le Président lors de la rédaction du discours inaugural désormais controversé, mais aussi qu'au moins deux des principaux publicistes américains de Sharansky figuraient parmi les personnes chargées de rédiger la proclamation révolutionnaire de Bush.

Bush lui-même a déclaré au *Washington Times* dans une interview publiée le 12 janvier 2005, avant même son investiture : « Si vous voulez avoir un aperçu de ma façon de penser en matière de politique étrangère, lisez le livre de Natan Sharansky, *The Case for Democracy*. C'est un excellent livre ».

Enterré dans le tout dernier paragraphe d'un très long article publié le 22 janvier 2005, le *New York Times* a rapporté que « le Président a reçu le livre [de Sharansky] et a demandé à M. Sharansky de le rencontrer dans le bureau ovale... ». M. Bush a également donné le livre à plusieurs collaborateurs, en leur demandant de le lire également. M. Sharansky a visité la Maison Blanche en novembre dernier ». Le *Times* n'a pas précisé qui avait donné le livre au Président en premier lieu, mais le fait de savoir qui a réellement pressé le Président de lire le livre pourrait être très révélateur.

Confirmant la révélation du *Times*, le *Washington Post* a également révélé le 22 janvier 2005 (bien que, là encore, dans les derniers paragraphes d'une longue analyse) qu'un fonctionnaire de l'administration avait déclaré que la

préparation du discours de Bush avait commencé immédiatement après l'élection de novembre et que Bush lui-même avait invité Sharansky à la Maison Blanche pour le consulter et que, selon les termes du *Post*, « Sharansky avait également contribué à façonner le discours avec son livre ».

C'est le *Post* qui a révélé que deux partisans bien connus de la ligne dure des « néoconservateurs » en faveur d'Israël – William Kristol, éditeur du magazine *Weekly Standard* du milliardaire Rupert Murdoch, et le psychiatre devenu éditorialiste Charles Krauthammer, partisan acharné d'une guerre militaire et économique des États-Unis contre le monde arabe et musulman – figuraient également parmi les personnes invitées à participer à la rédaction du discours du Président.

Kristol – en particulier – et Krauthammer sont généralement reconnus, même dans les grands médias américains, comme faisant partie de ceux que nous avons surnommés « les grands prêtres de la guerre », qui ont joué un rôle déterminant dans l'orchestration de la guerre américaine contre l'Irak, et qui figuraient en bonne place sur la « liste des priorités » d'Israël pour l'administration Bush.

Ce n'est pas une coïncidence si la personne du personnel de la Maison Blanche qui, selon le *Post*, a aidé à organiser les conférences de planification pour orienter la réflexion de Bush est un certain Peter Wehner, directeur du Bureau des initiatives stratégiques de la Maison Blanche. Il se trouve que Wehner est un protégé de Kristol, puisqu'il a été son adjoint lorsque Kristol était chef de cabinet de l'ancien ministre de l'éducation de l'administration Reagan, William Bennett, lui-même protégé du père très influent de Kristol, le célèbre communiste « ex-trotskiste » devenu néo-conservateur, Irving Kristol.

Ainsi, compte tenu de la vaste contribution de Kristol, qui a façonné l'état d'esprit de Bush, il n'est vraiment pas surprenant que, comme l'a dit le *Post*, « les grandes ambitions de Bush ont enthousiasmé ses partisans néoconservateurs qui considèrent comme noble et nécessaire son appel à placer les États-Unis en première ligne de la bataille pour la diffusion de la démocratie ».

De son côté, William Kristol a réagi dans un éditorial du *Weekly Standard* du 24 janvier 2005 en déclarant que « c'est une bonne nouvelle que le Président soit si enthousiaste à l'égard du travail de Sharansky. Cela suggère que, malgré toutes les critiques et les difficultés, le Président reste déterminé à continuer à diriger la nation selon les lignes fondamentales de la politique étrangère qu'il a définies au cours de son premier mandat ».

Le 22 janvier 2005, la BBC News a noté que Sharansky « évolue en fait dans les cercles conservateurs américains depuis un certain temps ».

Dès juillet 2002 – juste avant que Bush ne prononce un discours très controversé appelant à la « démocratisation » du monde arabe – le secrétaire adjoint à la défense néo-conservateur Paul Wolfowitz assistait à une conférence de Sharansky au cours de laquelle le dirigeant israélien avait formulé la même demande.

Peu de temps après, lorsque Bush a prononcé son propre discours, faisant écho à Sharansky, la ligne dure israélienne « a fourni un élément important d'affirmation de dernière minute », selon le néo-conservateur américain Richard Perle, qui – entre deux passages au gouvernement, au cours desquels il a été soupçonné d'espionnage pour le compte d'Israël – a fourni des armes à un fabricant d'armes israélien.

Bien que la nouvelle de la profonde influence de Sharansky n'ait pas été largement connue des Américains de base, elle a fait grand bruit en Israël, où le *Jerusalem Post* a titré un article déclarant que « la Maison Blanche s'inspire du manuel de Sharansky pour la démocratie ». En fait, le journal israélien est allé jusqu'à dire que Bush « fait gratuitement la promotion [du livre de Sharansky] », soulignant que le Président a fait l'apologie du livre de Sharansky lors d'une interview sur CNN.

Mais Bush n'est pas le seul à s'appuyer sur Sharansky. Le 20 janvier 2005, le journal écossais indépendant *The Scotsman* a noté que « l'influence de M. Sharansky sur la façon dont Washington voit aujourd'hui le monde est apparue clairement cette semaine lorsque Condoleeza Rice l'a cité lors de son audition de confirmation au Sénat », confirmant ainsi que la ligne dure israélienne est bel et bien le cerveau de la politique de Bush.

Le fait que Sharansky ait été chargé des « affaires de la diaspora » au sein du cabinet israélien est en effet significatif. Le terme « diaspora » désigne tous les juifs vivant en dehors des frontières d'Israël et la « déclaration de mission » du cabinet de Sharansky indique qu'il « met l'accent sur Israël, le sionisme, Jérusalem et l'interdépendance des juifs dans le monde entier ». En substance, cela se traduit par un objectif unique et général : assurer l'existence et l'avenir du peuple juif où qu'il se trouve ». En bref, Sharansky n'est rien de moins qu'un puissant porte-parole du mouvement sioniste mondial. Et aujourd'hui, il ne fait aucun doute que ses opinions orientent la vision du monde de George Bush.

Compte tenu de tout cela, il n'est pas étonnant que le 22 janvier, le média sud-coréen de langue anglaise, *Chosun Ilbo*, soit allé jusqu'à décrire la philoso-

phie de Sharansky telle qu'elle est exposée dans son livre *The Case for Democracy* – aujourd'hui vanté par Bush – comme « un plan directeur pour la politique étrangère des États-Unis ».

La ligne de propagande de Natan Sharansky, partisan de la ligne dure israélienne, sur laquelle s'est appuyé le discours d'investiture du Président, était pratiquement un revirement complet par rapport à la rhétorique de Bush lors de la campagne présidentielle de 2000. Cette contradiction est un point qui, en théorie, aurait dû faire réfléchir de nombreux républicains qui ont voté pour Bush la première fois qu'il s'est présenté à la présidence.

Proclamant avec enthousiasme dans une analyse de première page le 21 janvier 2005 que le discours de Bush posait les « bases d'une mission de liberté mondiale », le *Washington Times* – une voix « néo-conservatrice » de premier plan qui prône une politique étrangère mondialiste et dure en phase avec les exigences de sécurité d'Israël – a déclaré sans ambages que :

> Le discours d'investiture du Président Bush envoie les États-Unis dans une nouvelle mission mondiale, expansionniste et beaucoup plus agressive, pour libérer les pays opprimés des dictateurs – un changement radical par rapport à sa campagne de 2000 qui mettait en garde contre le risque de devenir le gendarme du monde... une doctrine internationaliste ambitieuse, peut-être sans précédent, qui pourrait déployer la puissance militaire américaine bien au-delà des engagements actuels des États-Unis...

Pour sa part, l'homologue « libéral » du *Times*, le *Washington Post*, a déclaré le 21 janvier 2005 que le discours de Bush était « plus wilsonien que conservateur », c'est-à-dire qu'il rappelait l'internationalisme messianique de l'ancien Président américain Woodrow Wilson, qui n'est guère un héros pour les nationalistes américains ou les conservateurs traditionnels.

Approuvant effectivement le revirement de Bush, le *Post* a reconnu que la déclaration de ce dernier « promettait un internationalisme agressif qui, s'il était sérieusement poursuivi, transformerait les relations avec de nombreuses nations à travers le monde », affirmant que si Bush est sérieux, la politique américaine « est sur le point d'opérer un changement historique ».

James Steinberg, ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale dans l'administration Clinton, a trouvé l'émergence de Bush en tant que voix du mondialisme assez intrigante, dans la mesure où il s'agit d'une trahison déterminée de ce qui avait été l'opposition républicaine traditionnelle à l'ingérence internationale. Steinberg a déclaré au *New York Times* le 21 janvier 2005 qu'il était « tout à fait remarquable que l'une des notions auxquelles les républicains ont tant résisté soit l'idée d'une profonde interdépendance dans le monde, et

que maintenant [Bush ait] essentiellement adopté l'idée que la tyrannie, où qu'elle soit, menace la liberté, où qu'elle soit ».

Dans le même ordre d'idées, le sioniste américain Robert Kagan, l'une des voix médiatiques néoconservatrices les plus agressives, s'est fait l'écho de l'*American Free Press* (AFP) en écrivant dans le *Post* du 23 janvier 2005 que les « objectifs de Bush sont désormais l'antithèse du conservatisme ». Selon Kagan, « ils sont révolutionnaires ».

Dans son éditorial du 31 janvier 2005, l'AFP a qualifié Bush de « révolutionnaire », à la grande consternation de nombreux conservateurs traditionnels qui – inexplicablement – considèrent toujours le Président comme la voix du patriotisme américain.

Ces personnes ignorent manifestement que ce que l'on appelle le « néoconservatisme » n'a rien à voir avec ce que les Américains ont longtemps considéré comme « conservateur » au sens nationaliste américain traditionnel du terme.

Cependant, le sioniste Robert Kagan comprend cette distinction et c'est précisément la raison pour laquelle il a déclaré que « Bush pourrait perdre le soutien de la plupart des conservateurs à l'ancienne » une fois qu'ils auront compris ce qu'est sa nouvelle politique internationaliste. Bref, les conservateurs se sont fait « avoir ». C'est pourquoi l'AFP rappelle à ses lecteurs de ne pas oublier ce que Jésus a dit : « Méfiez-vous des loups déguisés en brebis » ou plutôt « Méfiez-vous des chèvres de Judas ».

En attendant, l'influence de Sharansky sur le républicanisme américain – sous George Bush et dans les années à venir – reste importante. En fait, il existe une nouvelle marque de républicanisme, du moins selon Ken Mehlman, que le Président George W. Bush a personnellement choisi, après l'élection de 2004, pour occuper le poste de président du Comité national républicain.

Dans un discours prononcé le 14 mars 2005 à Washington devant l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), le lobby d'Israël, le président national du GOP s'est décrit avec franchise et enthousiasme comme un « républicain Sharansky ».

Ce qui est frappant, c'est qu'il semble que ce soit la première fois dans l'histoire des États-Unis que le président d'un des partis nationaux utilise le nom et l'idéologie d'un dirigeant politique d'un pays étranger – connu comme « extrémiste » – pour décrire sa propre idéologie.

Dans le passé, il y avait les « Républicains Taft », qui se définissaient eux-mêmes comme des partisans des ambitions présidentielles du sénateur nationaliste et traditionnellement conservateur Robert Taft de l'Ohio – populairement connu sous le nom de « Monsieur le Républicain » – qui a été le leader incontesté du bloc « America First » au Congrès de 1936 jusqu'à sa mort prématurée (et « suspecte », selon certains) en 1953.

Plus tard, il y a eu les « républicains Goldwater » conservateurs qui, sous la direction du sénateur Barry Goldwater (Ariz.), ont préparé le terrain pour l'ascension des « républicains Reagan » qui ont pris le pouvoir en 1980 sous la direction du populaire Président Ronald Reagan, qui a effectué deux mandats.

Parallèlement, en opposition aux républicains de Taft et de Goldwater, des républicains plus libéraux et internationalistes se sont ralliés au gouverneur de New York Thomas E. Dewey et à l'avocat de Wall Street Wendell Willkie, se baptisant naturellement « républicains de Dewey » et « républicains de Willkie ».

Plus tard, bien sûr, nombre de ces mêmes dirigeants de partis se sont transformés en « républicains Rockefeller », à la suite du gouverneur de l'État de New York, Nelson Rockefeller. Et il y a même eu quelques personnes, pendant un certain temps, qui se sont appelées « Républicains Eisenhower », soulignant leur soi-disant point de vue « courant et modéré » (quelle que soit sa définition) dans l'esprit du 35e Président des États-Unis, Dwight D. Eisenhower.

Aujourd'hui, cependant, le nouveau président national du GOP ne se définit pas comme un « républicain Reagan » ni même comme un « républicain Bush » (du nom du Président en exercice du GOP, qui jouit d'une grande popularité parmi les membres de base de son Parti), mais salue un dirigeant étranger – un extrémiste notoire – comme le modèle de ce qu'est le républicanisme du XXIe siècle.

Il s'agit là d'un héritage direct de George W. Bush, qui a si fièrement installé Sharansky comme l'un des dictateurs idéologiques du GOP, trahissant ainsi l'héritage historique de ce dernier. La politique de Sharansky visant à promouvoir la « démocratie mondiale » ne s'inscrit guère dans la tradition américaine, mais elle fait désormais partie intégrante de ce qu'est le parti républicain « moderne ».

Tous ces éléments, pris ensemble, soulèvent des questions quant à la conduite future de la politique étrangère américaine. Il apparaît d'ores et déjà que les éléments sionistes purs et durs qui entourent George W. Bush ont en tête les guerres et les provocations à venir.

Bien que la fameuse « guerre mondiale contre le terrorisme » vise ceux que les néo-conservateurs pro-israéliens appellent désormais les « islamo-fascistes » (rappelant opportunément le méchant préféré de la juiverie mondiale au XXe siècle : le fascisme), il y a manifestement beaucoup plus en réserve, si la rhétorique des « grands prêtres de la guerre » doit être examinée et prise au sérieux.

Outre l'Iran et la Syrie, qui sont depuis longtemps dans le collimateur des faucons sionistes, trois autres pays (la Russie, la Chine et le Venezuela) semblent désormais être les cibles privilégiées de Bush et de ses manipulateurs néo-conservateurs. Ces pays ne semblent pas entrer dans la catégorie de la « démocratie » que Sharansky et Bush sont si déterminés à promouvoir à l'échelle mondiale, et même un examen superficiel de la couverture médiatique et de la rhétorique des néo-conservateurs concernant ces nations indique clairement que la guerre – qu'elle soit « froide » ou « chaude » – pourrait bien se profiler à l'horizon. Et les Américains paieront pour ces guerres et les mèneront.

Les chèvres de Judas néo-conservatrices américaines et leurs collaborateurs du lobby pro-israélien à Washington ont déjà tiré les premiers coups de canon d'une nouvelle guerre froide contre le dirigeant russe Vladimir Poutine, qui fait de plus en plus l'objet de critiques acerbes et de questions hostiles sur son « engagement en faveur de la démocratie ».

Il reste à savoir si Poutine sera considéré comme le « nouvel Hitler » ou le « nouveau Staline », mais des indications récentes suggèrent que la guerre sioniste contre le nationalisme russe a maintenant été lancée sur le sol américain. La grande question est de savoir si les Américains seront trompés et entraînés dans une nouvelle guerre qui n'est pas nécessaire et qui ne devrait pas être menée.

La vérité est que l'hostilité des néo-conservateurs à l'égard de Poutine découle précisément du fait qu'il n'a pas été perçu comme attentif aux besoins de l'Israël sioniste.

Et c'est pour cette raison que Poutine et les nationalistes russes sont désormais les cibles de l'élite sioniste internationale.

Bien que l'hostilité naissante des néo-conservateurs à l'égard de Poutine ait été largement débattue dans les publications pro-israéliennes à petit tirage et dans les journaux de la communauté juive américaine, ce n'est que plus tard que des publications grand public telles que *The Weekly Standard* et *The New York Times*, pour ne citer que les plus importantes, ont commencé à se faire l'écho de ces préoccupations concernant Poutine, un peu comme si les grands

quotidiens prenaient l'initiative des autres journaux. De plus en plus, cependant, l'idée que « Poutine est un ennemi possible » est désormais présentée à l'Américain moyen, par le biais des médias de masse.

Une autre préoccupation majeure concernant Poutine provient du fait qu'il s'est opposé à la poignée de milliardaires ploutocrates en Russie (dont beaucoup ont également la citoyenneté israélienne) qui ont pris le contrôle de l'économie russe avec la connivence du dirigeant russe de l'époque, Boris Eltsine, après l'effondrement de l'ancienne Union soviétique.

Une publication américaine pro-israélienne pure et dure, *The New Republic*, a soulevé la question le 24 septembre 2004 : « La Russie devient-elle fasciste ? », affirmant que, peu importe que Poutine reste personnellement au pouvoir ou non, il existe un mouvement grandissant – de nature « nationaliste » – qui exerce une grande influence au sein de la population russe. Le *New Republic* s'inquiète de la possibilité d'une « révolution fasciste », c'est-à-dire d'un mouvement hostile aux oligarques israéliens (ayant des liens avec la criminalité internationale) qui ont pillé l'économie russe. De même, plus tôt, dans son livre de 1995, *Russia : A Return to Imperialism* (Russie : un retour à l'impérialisme), l'universitaire israélien Uri Ra'anan, basé à l'université de Boston, craignait que la Russie post-soviétique ne constitue une menace pour l'Occident (c'est-à-dire pour Israël et les intérêts sionistes à l'Ouest).

Ces travaux font écho à ceux d'auteurs tels que Jonathan Brent et Vladimir Naumov qui, dans leur livre de 2003, *Stalin's Last Crime* (Le dernier crime de Staline), concluent en disant que « Staline est une possibilité perpétuelle », laissant ouverte la proposition théorique selon laquelle Poutine, ou d'autres dirigeants russes potentiels, pourraient en fin de compte émerger comme héritiers de l'héritage antisioniste de Staline.

Essentiellement, avec les néo-conservateurs américains qui s'opposent maintenant à Poutine, c'est comme si nous assistions à un rajeunissement de la guerre contre le nationalisme russe menée par les trotskistes, réaménagée en fonction des considérations géopolitiques du XXIe siècle.

Aujourd'hui, contrairement à la première moitié du XXe siècle, avant la création de l'État d'Israël, le rôle central de cet État du Moyen-Orient dans la vision néoconservatrice du monde ne peut être sous-estimé, car les préoccupations concernant Israël sont en première ligne dans la campagne néoconservatrice contre Poutine.

Et bien que pendant des années, notre soi-disant « allié » Israël ait vendu des quantités massives d'armes conventionnelles et fourni (à la fois directement et indirectement) la technologie de défense américaine (y compris

l'expertise nucléaire) à la Chine rouge, cela a clairement et définitivement reçu l'imprimatur du lobby israélien à Washington.

Aujourd'hui, cependant, grâce à la rhétorique de ces mêmes néo-conservateurs, les tambours battent pour une guerre contre la Chine. Les mêmes forces qui ont aidé la Chine à construire sa machine militaire au cours des vingt-cinq dernières années brandissent aujourd'hui le spectre de la Chine comme un danger pour l'Amérique. Depuis plusieurs années, la Chine est de plus en plus considérée comme un nouvel « ennemi » potentiel, un ennemi qui, selon les partisans de la guerre contre la Chine, pourrait devoir faire l'objet d'une action militaire américaine.

Toutefois, ceux qui osent y regarder de plus près trouveront d'autres forces à l'œuvre dans cette rhétorique anti-chinoise.

Notez ceci : le 23 avril 2001, le journal *New Republic* – publié par le « libéral » Martin Peretz, mentor de l'ancien Vice-président Al Gore – a pris une position sans équivoque contre la Chine. Pas moins de quatre articles majeurs ont été publiés dans ce seul numéro sous le thème : « Un ennemi pour notre temps ». Sur la couverture, une photo menaçante de soldats chinois au visage sombre et armés de mitrailleuses s'avance vers le lecteur.

Puis, le 30 avril 2001, *The Weekly Standard* – propriété du milliardaire Rupert Murdoch et édité par le propagandiste néo-conservateur William Kristol – a adopté une ligne dure contre la Chine dans une série d'articles dont le ton et la rhétorique ne diffèrent guère de ceux de son homologue « libéral », *The New Republic*.

Ce qui est remarquable, c'est que ni *The New Republic* ni *The Weekly Standard* n'ont cité une seule fois l'élément principal qui a permis à l'énorme machine de guerre chinoise (qui ne cesse de croître) d'atteindre le niveau qu'elle a atteint aujourd'hui : le rôle peu connu (mais absolument prééminent) d'Israël dans les transferts massifs d'armes vers la Chine – y compris la technologie nucléaire critique – au cours des cinquante dernières années. Cela n'a surpris personne qui savait que *The New Republic* et *The Weekly Standard* – malgré leurs différences cosmétiques entre « libéraux » et « conservateurs » – ont tous deux été des relais médiatiques bruyants et enthousiastes de la propagande du lobby pro-israélien : Israël ne peut pas faire de mal – et cela inclut l'armement de la Chine.

Il ne faut pas s'y tromper. Tout au long de son histoire, qui précède celle des États-Unis de plusieurs dizaines de siècles, la Chine (bien avant qu'elle ne tombe aux mains des communistes) a toujours eu et aura toujours son propre

agenda géopolitique. Toutefois, il convient de se demander si la Chine doit être considérée comme un « ennemi » de l'Amérique.

Pourquoi, soudainement, des voix influentes « conservatrices » et « libérales » représentant des intérêts sionistes ont-elles uni leurs forces pour battre le tambour en faveur d'une guerre contre la Chine ?

Ne concluez pas trop vite que « les libéraux ont enfin compris ». Il est plutôt temps pour les patriotes américains de se réveiller.

La Chine est désormais désignée, selon les termes de *The New Republic*, comme « l'ennemi de notre temps ». Dans le passé, c'était le Kaiser. Puis Adolf Hitler. Puis l'Union soviétique. Et maintenant, avec le monde musulman, la Chine est soudain dans le collimateur des « grands prêtres de la guerre ». Un programme plus vaste est à l'œuvre. Une « longue lutte avec la Chine s'annonce », affirme *The New Republic*, et, sans surprise, *The Weekly Standard* est du même avis.

Ces derniers jours, des « préoccupations » similaires concernant la Chine ont été soulevées dans un large éventail de revues influentes – en particulier dans le domaine Sharansky-Bush-Néoconservateur – et de nombreux commentaires dans les médias de masse reviennent sans cesse sur le thème de la Chine en tant qu'« ennemi » ou « ennemi potentiel ». La liste de ces prises de position anti-chinoises est sans fin, mais en voici un exemple notable et prééminent :

Le 15 novembre 2005, Frank Gaffney Jr. écrivait dans le quotidien néo-conservateur *Washington Times* que George W. Bush devrait faire comprendre aux dirigeants chinois que la puissance des États-Unis pourrait bien être utilisée pour « aider le peuple chinois à se libérer d'un régime qui l'opprime et qui nous menace de plus en plus ».

Le susmentionné Gaffney est un acteur de longue date du réseau néo-conservateur pro-israélien à Washington, depuis l'époque où il était l'assistant (aux côtés de l'omniprésent cerveau géopolitique sioniste, Richard Perle) du sénateur Henry M. Jackson (D-Wash.), l'un des plus fervents défenseurs d'Israël au Capitole.

La vérité est donc que le bellicisme de Gaffney n'est pas simplement la diatribe d'un agitateur peu remarqué. Pour reprendre un slogan publicitaire éculé : « Quand Gaffney parle, les gens écoutent ».

Le fait que ces voix pro-israéliennes soient si déterminées à lever les armes américaines contre la Chine – alors que, depuis le début, c'est leur nation préférée, Israël, qui arme la Chine – est un phénomène intriguant. Il ne s'agit pas seulement de « chutzpah ». La guerre froide contre l'URSS – menée à

l'époque où des banques américaines comme la Chase Manhattan et d'autres intérêts occidentaux étaient engagés dans de lucratives affaires avec le Kremlin – a enrichi l'élite ploutocratique au-delà de ses rêves les plus fous.

Et comme nous l'avons noté dans *The High Priests of War* (Les grands prêtres de la guerre), ce sont les partisans « néoconservateurs » purs et durs d'Israël qui ont joué un rôle majeur en attisant les sentiments antisoviétiques aux États-Unis, en agitant le spectre de ce qui était en réalité un « accroissement des armements soviétiques » fortement surestimé, alors qu'en fait, l'URSS était sur le point de s'effondrer.

En outre, les guerres « sans issue » menées en Corée et au Vietnam s'inscrivaient dans le cadre d'un plan plus vaste. En cours de route, Saddam Hussein en Irak, les ayatollahs d'Iran, entre autres, se sont vus accorder une place de choix dans le panthéon de la méchanceté orchestré par les médias.

Le peuple américain – clairement et contrairement à la croyance populaire – aime la guerre. Et les ploutocrates et leur presse fantoche sont toujours prêts à en inventer une nouvelle.

Aujourd'hui, les faiseurs d'opinion « conservateurs » et « libéraux », qui fonctionnent comme des voix de propagande pour l'élite ploutocratique qui contrôle les principaux médias, disent au peuple américain de se préparer à la guerre. Et si nous ne sommes pas sur le point de nous attaquer à la Chine, nous avons un nouvel « ennemi » à quelques heures de route au sud, qui est idéalement placé pour la « diplomatie de la canonnière » américaine à l'ancienne.

Hugo Chavez, l'homme fort nationaliste vénézuélien haut en couleur, est désormais officiellement la cible du réseau impérialiste néo-conservateur pro-israélien qui dirige la politique au sein de l'administration Bush.

Bien que les grands médias aient présenté l'appel de l'évangéliste Pat Robertson à l'assassinat de Chavez par les États-Unis comme une sorte d'accès d'inconscience – que l'administration Bush a officiellement dénoncé, sans être convaincante, et pour lequel Robertson a présenté ses propres « excuses » peu sincères – les faits montrent que les « néo-cons » pro-israéliens avaient l'image de Chavez sur leur cible depuis un certain temps déjà.

Le fait est que depuis l'arrivée au pouvoir de Chavez en 1999, les « grands prêtres de la guerre » néoconservateurs – ainsi que leurs alliés dans les revues et les organes de propagande pro-israéliens aux États-Unis et dans le monde entier – n'ont cessé de marmonner que Chavez et son gouvernement étaient hostiles aux intérêts d'Israël et, par conséquent, « antisémites ».

Chavez et ses partisans ont considéré (à juste titre) les remarques de Robertson comme un « ballon d'essai » efficace lancé par Robertson en collaboration avec l'administration Bush – un stratagème pour attirer l'attention sur Chavez, perçu comme un ennemi d'Israël et de l'impérialisme.

Ce n'est probablement pas une coïncidence si Robertson a appelé au meurtre de Chavez le 22 août 2005, peu de temps après que le journal néo-conservateur *The Weekly Standard* ait publié un article contre Chavez dans son numéro du 8 août, affirmant que Chavez était « une menace pour bien plus que son propre peuple ». L'article était consacré à la thèse selon laquelle Chavez est une menace pour la minuscule mais riche population juive du Venezuela – environ 22 000 personnes dans une nation de 22 millions d'habitants.

Le *Standard* déplorait le fait que la télévision d'État vénézuélienne ait diffusé un reportage spéculant que le service de renseignement israélien, le Mossad, aurait pu être lié à l'assassinat d'un fonctionnaire local au Venezuela. Des fonctionnaires de police ont effectué une descente dans une école juive qui, selon le gouvernement, abritait des armes susceptibles d'être impliquées dans le crime.

Cet acte de défense nationale, contre une menace perçue comme émanant de l'agence d'espionnage d'une puissance étrangère – Israël – a été présenté par le Standard comme une sorte d'action de la Gestapo à la manière d'Adolf Hitler. Affirmant que « l'hostilité envers les juifs est devenue l'une des caractéristiques du gouvernement vénézuélien », le *Standard* a cité un « Rapport sur l'antisémitisme mondial » du Département d'État américain qui prétendait documenter, selon les termes du *Standard*, « à quel point le gouvernement vénézuélien est ouvertement antisémite aujourd'hui ».

Le journal pro-israélien est particulièrement préoccupé par le fait que l'un des plus proches conseillers de Chavez était feu Norberto Ceresole, décrit comme « un écrivain argentin tristement célèbre pour ses livres niant l'Holocauste et ses théories de conspiration sur les plans juifs visant à contrôler la planète » et dont le livre faisant l'éloge de Chavez, dans son premier chapitre, soulève avec force des questions sur l'influence sioniste dans le monde entier.

Chavez a refusé de reculer face aux critiques sionistes. En 2000, lorsqu'il a annoncé un voyage en Irak pour rendre visite à Saddam Hussein, Chavez a raillé les critiques des médias néo-conservateurs en déclarant : « Imaginez ce que diront les pharisiens lorsqu'ils me verront avec Saddam Hussein ».

En fait, les plaintes des partisans d'Israël contre Chavez remontent aux premières années de son mandat. En 2000, l'Institut Stephen Roth sur l'antisémitisme et le racisme de l'Université de Tel Aviv en Israël a publié un rapport sur l'*Antisémitisme dans le monde en 1999/2000* qui visait Chavez en déclarant :

> Le Venezuela a connu une transformation politique spectaculaire depuis les élections générales de 1998, qui a eu un impact négatif sur la communauté juive. La froideur de la nouvelle administration à l'égard de la communauté et d'Israël a encouragé l'antisémitisme, en particulier dans la presse grand public... Certains observateurs soulignent les relations étroites du Président avec la Libye, l'Irak et l'Iran, ce qui expliquerait également son hostilité à l'égard d'Israël.

Le rapport israélien a également évoqué le spectre de l'amitié de Chavez avec le Ceresole susmentionné, « l'antisémite argentin bien connu », pour souligner que Chavez est donc considéré comme un ennemi d'Israël.

Pendant ce temps, bien que les Américains qui ont entendu parler de la violente provocation de Robertson contre Chavez aient été informés par les médias que Chavez était un « gauchiste » et un « ami de Fidel Castro » – des accusations qui ne manqueront pas d'enflammer de nombreux Américains – le fait que le réseau pro-israélien avait un compte à régler avec Chavez a été soigneusement gardé secret. Les critiques du lobby israélien à l'égard de Chavez ont été confinées à des revues à faible tirage, mais néanmoins influentes (telles que *The Weekly Standard*), lues presque exclusivement par des partisans fanatiques d'Israël, tels que Robertson.

Cependant, afin de manipuler le public américain, les grands médias ont aidé l'administration Bush en attisant les craintes à l'égard de Chavez, considéré comme une sorte de nouvelle « menace communiste », alors que rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

En réalité, Chavez s'est inspiré (ainsi que sa révolution intérieure) de la tradition de Simon Bolivar, qui a libéré les provinces coloniales andines de la couronne impériale espagnole et qui (dans les textes traditionnels d'histoire américaine) a été appelé « le George Washington de l'Amérique du Sud ».

Bien que Chavez soit un critique du super-capitalisme mondial rampant, qu'il qualifie de « démon », Alma Guillermoprieto a souligné dans l'édition du 6 octobre 2005 de la *New York Review of Books* qu'« un grand nombre d'hommes d'affaires ont prospéré sous son règne, et il a clairement indiqué qu'il voyait un rôle important pour le secteur privé et, plus particulièrement,

pour l'investissement étranger ». Chavez est donc loin d'être un « communiste », malgré la désinformation des médias.

En ce qui concerne le vieillissant Fidel Castro, il est clairement au crépuscule de sa vie et sera probablement remplacé, selon la plupart des observateurs, par un régime militaire. Le fait que Chavez ait été amical envers Castro – comme l'ont été pratiquement tous les dirigeants sud-américains, sans parler des dirigeants du monde entier – n'est donc pas une « preuve » que Chavez est un « communiste ».

Cependant, lorsque Robertson s'est rendu à son 700 Club – une émission incontournable pour de nombreux républicains de base – et a appelé au meurtre de Chavez, il a envoyé un message fort et clair : « Nous n'aimons pas Chavez ». Le « nous », dans ce cas, était celui des néo-conservateurs et de leurs alliés en Israël, qui ont collaboré étroitement avec Robertson et d'autres évangélistes télévisés de la « droite chrétienne » qui ont fourni au lobby israélien une base de soutien fervente (et puissante).

En fin de compte, tous ces coups de sabre mondialistes au nom d'une forme mal définie de « démocratie » telle que la conçoit le mentor philosophique de George W. Bush, Natan Sharansky, ne permettent guère à l'Amérique de se faire de nouveaux amis à l'étranger. Au contraire, elle lui fait de plus en plus d'ennemis.

Mahathir Mohamad, souvent décrit comme le « père de la Malaisie moderne » et respecté depuis longtemps comme le porte-parole des pays en développement, ne recule pas devant ces provocations belliqueuses. Dans une interview accordée en 2005 au journal britannique *Guardian*, le Premier ministre malaisien de longue date (qui a pris sa retraite en 2003) a déclaré que l'administration Bush était un « régime voyou » et a dénoncé l'allié de Bush, le Premier ministre britannique Tony Blair, comme étant un « menteur avéré » pour avoir propagé les informations erronées et la désinformation mises en avant par Bush et ses conseillers politiques pro-israéliens.

Ce Malaisien au franc-parler, qui jouit d'une grande estime dans le monde en développement, a suscité une vive émotion en 2003 lorsqu'il a déclaré, au cours d'une longue conférence devant un rassemblement international de dirigeants de pays musulmans, que « les juifs dirigent le monde par procuration », ce qui n'était qu'un bref commentaire dans un long discours, mais qui a suffi à déclencher une frénésie médiatique mondiale.

Cependant, le Dr Mahathir a déclaré au *Guardian* qu'il n'était pas prêt à retirer ses remarques. Il a déclaré :

Les politiciens [américains] ont une peur bleue des juifs, car quiconque vote contre les juifs perdrait les élections. Les juifs d'Amérique soutiennent les juifs d'Israël. Israël et d'autres juifs contrôlent la nation la plus puissante du monde. C'est ce que je veux dire [que les juifs contrôlent le monde]. Je maintiens ce point de vue.

Les commentaires acerbes du Dr Mahathir sur le comportement des États-Unis, notamment en ce qui concerne leur engagement au Moyen-Orient, reflètent non seulement l'opinion musulmane, mais aussi l'opinion grandissante en Europe et ailleurs. Mahathir a déclaré au *Guardian* :

> Les États-Unis sont la nation la plus puissante. Ils peuvent ignorer le monde entier s'ils veulent faire quoi que ce soit. Ils enfreignent le droit international. Ils arrêtent des personnes en dehors de leur pays ; ils les inculpent en vertu de la loi américaine. Ils les tuent...
>
> C'est de la terreur [et] les États-Unis sont aussi coupables de terrorisme que les gens qui ont écrasé leurs avions sur les bâtiments... Bush ne comprend pas le reste du monde. Il pense que tout le monde devrait être un néocon comme lui.

Venant de l'un des principaux dirigeants musulmans du monde – qui a exhorté ses concitoyens musulmans à rejeter le terrorisme et l'extrémisme – l'évaluation par le Dr Mahathir de la guerre déclarée par les États-Unis contre le terrorisme est particulièrement pertinente et constitue un avertissement très réel pour les décideurs américains qui sont attachés aux intérêts d'Israël :

> Même si vous attrapez Ben Laden, vous ne pouvez pas être sûr qu'il n'y aura pas d'autre Ben Laden. Il est impossible de faire signer un traité de paix à des terroristes. La seule façon de vaincre la terreur est de s'attaquer aux causes fondamentales. Les terroristes ne se font pas exploser sans raison, ils sont en colère, ils sont frustrés.
>
> Et pourquoi sont-ils en colère ? Regardez la situation palestinienne. Cinquante ans après la création de l'État d'Israël, les choses vont de mal en pis. Si vous ne réglez pas ce problème, la guerre contre le terrorisme ne prendra pas fin. Combien de temps allez-vous continuer à examiner les chaussures des gens ?

De peur que quelqu'un ne rejette les commentaires du Dr Mahathir comme étant « une théorie de conspiration du monde musulman », notez que le 11 mai 2005, le *Forward* de New York, un important journal de la communauté juive, a rapporté que Barry Jacobs, du bureau de Washington de l'American Jewish Committee, a déclaré qu'il pensait qu'***il y avait de hauts fonctionnaires au sein de la communauté du renseignement américain***

qui étaient hostiles à Israël et qui menaient donc une guerre contre les lobbyistes pro-israéliens et leurs alliés néo-conservateurs pro-israéliens dans les cercles internes de l'administration Bush.

Citant l'enquête en cours du FBI sur un éventuel espionnage par des responsables de l'AIPAC, le principal groupe de pression pro-israélien, *Forward* rapporte que Jacobs estime, selon le résumé de *Forward*, que « l'idée que les juifs américains et les néo-conservateurs du Pentagone ont conspiré pour pousser les États-Unis à entrer en guerre contre l'Irak, et peut-être aussi contre l'Iran, est omniprésente au sein de la communauté du renseignement de Washington ».

Le fait est que la politique de George W. Bush n'est pas seulement une source d'inquiétude pour les pays arabes et musulmans, la Russie, la Chine ou même le Venezuela. Beaucoup de bons Américains (y compris des personnes haut placées) voient un réel danger dans ces politiques. Et il y a beaucoup de gens dans le monde qui reconnaissent que ces Américains (...)[6]

Dans le cadre de ses efforts pour barrer la route à l'impérialisme et aux guerres visant à faire progresser l'impérialisme, le Dr Mahathir de Malaisie a créé la Perdana Global Peace Organization (voir perdana4peace.org sur Internet). Le 17 décembre 2005, le Dr Mahathir et les participants à un forum spécial de l'organisation ont annoncé l'initiative de Kuala Lumpur visant à criminaliser la guerre. Comme son nom l'indique, cette initiative et les efforts déployés pour promouvoir son message constituent un appel sérieux à une action mondiale visant à criminaliser la conduite de la guerre. L'initiative se lit comme suit :

L'INITIATIVE DE KUALA LUMPUR
POUR CRIMINALISER LA GUERRE

Le Forum mondial pour la paix de Kuala Lumpur des peuples concernés des cinq continents

UNIS dans la conviction que la paix est la condition essentielle de la survie et du bien-être de la race humaine,

DÉTERMINÉS à promouvoir la paix et à préserver les générations futures du fléau de la guerre,

OUTRAGÉS par le recours fréquent à la guerre pour régler les différends entre les nations,

[6] [NdT : la fin de la phrase manque ici dans le texte anglais.]

PRÉOCCUPÉES par le fait que les militaristes se préparent à de nouvelles guerres,

TROUBLÉS par le fait que le recours à la force armée augmente l'insécurité pour tous,

TERRIFIÉS que la possession d'armes nucléaires et le risque imminent d'une guerre nucléaire conduisent à l'anéantissement de la vie sur terre.

Pour parvenir à la paix, nous déclarons aujourd'hui que :

- Les guerres impliquent de plus en plus le meurtre d'innocents et sont donc odieuses et criminelles.
- Les meurtres en temps de guerre sont aussi criminels que les meurtres au sein des sociétés en temps de paix.
- Puisque les meurtres en temps de paix sont soumis au droit pénal national, les meurtres en temps de guerre doivent également être soumis au droit pénal international. Il doit en être ainsi indépendamment du fait que ces meurtres en temps de guerre soient autorisés ou permis par le droit national.
- Toutes les activités commerciales, financières, industrielles et scientifiques qui aident et encouragent la guerre doivent être criminalisées.
- Tous les dirigeants nationaux qui prennent l'initiative d'une agression doivent être soumis à la juridiction de la Cour pénale internationale.
- Toutes les nations doivent renforcer leur détermination à accepter les objectifs et les principes de la Charte des Nations Unies et à instituer des méthodes pour régler les différends internationaux par des moyens pacifiques et à renoncer à la guerre.
- La force armée ne doit pas être utilisée, sauf si elle est autorisée par une résolution adoptée à la majorité des deux tiers de l'ensemble des membres de l'Assemblée générale des Nations unies.
- Tous les législateurs et tous les membres du gouvernement doivent affirmer leur foi en la paix et s'engager à œuvrer pour la paix.
- Les partis politiques du monde entier doivent faire de la paix l'un de leurs principaux objectifs.
- Des organisations non gouvernementales engagées dans la promotion de la paix doivent être créées dans toutes les nations.
- Les fonctionnaires et les professionnels, en particulier dans les domaines médical, juridique, éducatif et scientifique, doivent promouvoir la paix et mener une campagne active contre la guerre.

- Les médias doivent s'opposer activement à la guerre et à l'incitation à la guerre et promouvoir consciemment le règlement pacifique des différends internationaux.
- Les médias de divertissement doivent cesser de glorifier la guerre et la violence et cultiver au contraire l'éthique de la paix.
- Tous les chefs religieux doivent condamner la guerre et promouvoir la paix. À ces fins, le Forum décide d'établir un secrétariat permanent à Kuala Lumpur pour :

METTRE EN ŒUVRE cette initiative

S'OPPOSER aux politiques et aux programmes qui incitent à la guerre.

SOLLICITER la coopération des [organisations non gouvernementales] du monde entier pour atteindre les objectifs de cette initiative.

***

Les nationalistes américains – les ***vrais*** patriotes de l'Amérique – partagent l'esprit de l'initiative de Kuala Lumpur. Et les Américains doivent se rassembler – et se joindre à d'autres dans le monde entier – pour barrer la route aux fauteurs de guerre impériaux. Nous devons faire preuve d'une grande prudence avant de nous « rallier au drapeau » et de sauter dans le (ou les) train(s) de guerre qui se met(tent) en place sous nos yeux.

George Bush devrait quitter ses fonctions en janvier 2009. La question qui se pose est de savoir quels dommages cette chèvre de Judas a causés à l'Amérique (et au monde) et ce qui nous attend tous.

D'autres chèvres de Judas, inspirées par l'Israélien Natan Sharansky, tenteront de poursuivre ces dangereuses politiques impériales nées des mensonges et de la mauvaise gestion de l'ère Bush. Il incombe à tous les bons Américains – et à leurs nombreux amis dans le monde – de travailler ensemble pour mettre ces intrigants à genoux.

Un dernier mot...

« Le nationalisme est la vague de l'avenir et il n'y a aucun moyen de l'arrêter. »

En vertu de ce qui a été rassemblé dans ces pages, *Les chèvres de Judas – L'ennemi intérieur* est une œuvre de plus de cinquante ans, fondée sur une accumulation de plus d'un demi-siècle de preuves solides (et souvent déran-geantes) qui confirment l'histoire détestable décrite dans cette chronique – une histoire qui n'est en aucun cas complète.

Il s'agit d'une histoire laide et souvent sordide, mais très instructive, même si elle est désagréable. Les récits de trahison et de tromperie ne nous donnent pas seulement un aperçu des machinations de notre ennemi – et soyez assurés que c'est précisément ce que sont ces chèvres de Judas – mais ils nous fournissent également une vue d'ensemble de notre histoire au cours du XXe siècle et un télescope à travers lequel nous pouvons observer les dangers qui se profilent à l'horizon devant nous.

L'Amérique a été subvertie.

Le nationalisme américain traditionnel a été dénaturé et déformé.

À de multiples niveaux et par le biais d'un large éventail de tromperies, notre nation a été mise sur une voie qui a déformé notre forme de gouvernement et, à sa place, une tyrannie du Nouvel Ordre Mondial est destinée (peut-être certaine) à se développer. Nous disons « peut-être certain », ne serait-ce que parce qu'il est peut-être encore temps pour les vrais nationalistes américains de s'unir, de nettoyer les écuries et de chasser ces traîtres et ces criminels de nos rangs.

Il est temps d'identifier et d'éviter les chèvres de Judas – l'ennemi intérieur, car, à bien des égards, ils sont nos pires ennemis, précisément parce qu'ils prétendent être nos amis.

C'est d'ailleurs pour cela qu'ils sont si dangereux.

Nous ne pouvons plus nous permettre d'être dupés, manipulés et finalement lésés par ces forces.

Bien que la conception de ce livre ait commencé à évoluer bien avant la publication de mes ouvrages précédents, ce volume, *Les chèvres de Judas - L'ennemi intérieur*, semble presque une suite à mes livres précédents. En fait,

ces premiers ouvrages ont jeté les bases qui m'ont permis de produire ce volume tel qu'il se présente aujourd'hui.

Avec toute la modestie qui s'impose, je dois cependant insister sans hésitation sur le fait que ces autres ouvrages, pris individuellement et ensemble, ont déjà fourni aux Américains (et au monde) un cadre qui nous permet de comprendre pleinement les forces du mal qui nous ont amenés là où nous sommes aujourd'hui – et donc de les combattre :

- *Final Judgment* explique comment le Président John F. Kennedy a été assassiné pour avoir eu le courage de s'opposer au gouvernement d'Israël et à son puissant lobby en Amérique, en travaillant sans relâche pour empêcher Israël d'assembler des armes nucléaires de destruction massive.

Si JFK n'avait pas été démis de ses fonctions, il aurait pu atteindre son objectif et, par conséquent, empêcher Israël de devenir la superpuissance mondiale pratiquant le chantage que cette minuscule entité est aujourd'hui.

Dans le même temps, le lobby américain d'Israël aurait été efficacement mis en échec, un président déterminé s'opposant à la volonté du sionisme, aujourd'hui pratiquement incontestée, d'obtenir un pouvoir absolu sur notre système politique.

Le fait qu'Israël ait joué un rôle aussi important, voire primordial, dans l'assassinat de John F. Kennedy n'est pas aussi connu aujourd'hui qu'il devrait l'être. Il ne fait aucun doute que si de plus en plus d'Américains apprenaient comment et pourquoi JFK est mort, il y aurait une réévaluation majeure (au moins par le peuple américain) de leur attitude à l'égard du soutien indéfectible des États-Unis à la cause sioniste internationale. *Final Judgment* est donc là, avec les faits qui doivent être révélés.

- *The High Priests of War* (Les grands prêtres de la guerre) était la première évaluation complète (et, j'ajouterais, la seule totalement franche) de l'histoire du réseau dit « néoconservateur » et de la manière dont il a accumulé tant d'influence qu'il a pu – avec le soutien fanatique d'un Président américain, qui est presque certainement mentalement déséquilibré – entraîner les États-Unis dans une guerre qui n'avait pas lieu d'être et qui n'aurait pas dû être déclenchée. Cette guerre ne semble pas avoir de fin en vue et les Américains sont (à juste titre) de plus en plus inquiets de la calamité en Irak, malgré leurs efforts les plus déterminés pour « être patriotes et soutenir le Président ».

Beaucoup d'Américains réalisent maintenant que la guerre n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique et ne l'a jamais été, qu'elle est basée sur d'horribles

mensonges, et qu'il y a, en fait, un autre agenda derrière la guerre : à savoir les exigences d'Israël (et du sionisme en général) sur le système américain.

La reconnaissance croissante de cette réalité, en fin de compte, jouera un rôle majeur dans la création d'un état d'esprit au sein du peuple américain qui sera enfin capable de réfléchir à la signification réelle de la guerre et à ceux qui l'ont rendue possible – et pourquoi. *The High Priests of War* (Les grands prêtres de la guerre) est donc là pour exposer les faits qui doivent l'être.

- *The New Jerusalem : Zionist Power in America* (La nouvelle Jérusalem : le pouvoir sioniste en Amérique) est précisément ce que son nom suggère : un résumé actualisé et sans concession des données – des faits et des chiffres solides, comme il n'en a jamais été compilé entre deux couvertures au cours de notre ère moderne – concernant l'incroyable assemblage de richesses (et le pouvoir politique qui en découle) que l'élite sioniste en Amérique a accumulé. C'est précisément cette richesse et ce pouvoir qui ont permis à la politique américaine d'être orientée – ou plutôt mal orientée – vers des objectifs qui n'ont rien à voir avec l'« américanisme », mais qui ont tout à voir avec la sécurisation des États-Unis en tant que force militaire, financière et géopolitique incontestée du sionisme international.

Tant que le sionisme aura la mainmise sur les médias américains (et le pouvoir politique qui en découle), le peuple des États-Unis peut s'attendre à voir de plus en plus de garçons et de filles américains être envoyés dans le monde entier pour faire la guerre et être tués ou horriblement blessés en combattant au nom des intérêts sionistes qui se cachent sans vergogne et de manière trompeuse derrière le drapeau américain.

Nous pouvons nous attendre à une augmentation des impôts pour payer ces guerres, et à une répression politique de plus en plus forte à l'intérieur du pays, destinée à faire taire les dissidents qui osent dire « non » aux exigences du sionisme à l'égard du peuple américain. La liste des conséquences probables de tout cela est en effet effrayante. Cependant, comme de plus en plus d'Américains découvrent l'immense influence du sionisme, il y aura une augmentation correspondante de la discussion publique (et pas seulement privée) de ce dangereux phénomène. *The New Jerusalem* est donc là pour présenter les faits qui doivent être racontés.

- *The Judas Goats-The Enemy Within* (Les Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur) est donc un complément à ce que j'ai déjà écrit, une variation sur un thème qui sous-tend sans aucun doute les trois volumes précédents.

Ces livres, ainsi que d'autres - sans parler d'innombrables cassettes vidéo, de sites Internet, de journaux indépendants comme American Free Press et

de revues historiques telles que *The Barnes Review* – fournissent, pour reprendre les termes de mon ami, le titan populiste Eustace Mullins, « des munitions pour la guerre de libération de l'Amérique qui s'annonce ».

Et une guerre, il y en aura une.

Dans les pages de *Les Chèvres de Judas - L'Ennemi intérieur*, nous avons vu, à maintes reprises, que notre Ennemi n'hésitera pas à utiliser les méthodes les plus corrompues, les plus vicieuses, les plus trompeuses – et même les plus violentes – pour poursuivre son programme. Et leur programme est la destruction absolue et totale du mouvement nationaliste américain et, si nécessaire (et s'ils le souhaitent), la destruction de chaque Américain qui s'oppose à leur programme insidieux.

Et ce n'est pas une exagération.

Rappelez-vous : « Ils » ont tué John F. Kennedy et s'en sont tirés jusqu'à présent. « Ils ont détruit l'immeuble Murrah à Oklahoma City et s'en sont tirés à bon compte. « Ils » ont mis en scène les attaques terroristes du 11 septembre et s'en sont tirés jusqu'à présent. « Ils » ont orchestré la guerre en Irak et s'en sont tirés à bon compte.

Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg...

La grande question est de savoir combien de temps encore nous allons rester les bras croisés et continuer à permettre à ces criminels d'exercer leur volonté aux dépens du peuple américain et de tous les peuples du monde.

Nous avons identifié l'ennemi.

Nous disposons de toutes les connaissances dont nous avons besoin à son sujet.

Il nous faut maintenant communiquer ces connaissances à d'autres.

Naturellement, nous devons travailler en dehors du domaine des médias d'élite contrôlés par les sionistes en Amérique pour y parvenir.

Grâce au bouche à oreille, à la radio indépendante, à l'Internet, à la distribution de livres, de journaux et de vidéos et à tout autre moyen disponible pour « faire passer le mot », nous pouvons faire savoir aux gens qu'une nouvelle révolution américaine est en cours, qu'il y a beaucoup d'autres personnes qui ressentent la même chose qu'eux et qui s'expriment enfin.

C'est possible. Cela dépend de nous.

En nous unissant, nous pouvons créer un raz-de-marée d'Américains en colère et d'autres bonnes volontés dans le monde entier – la vague du futur – qui submergera les ennemis du nationalisme et de la liberté.

Allons résolument de l'avant avec l'objectif de gagner suffisamment de bonnes personnes dans suffisamment d'endroits pour que nous puissions enfin obtenir le pouvoir nécessaire pour briser les reins, une fois pour toutes, des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur.

Le mécanisme de contrôle et de subversion ne peut être vaincu que lorsque – et seulement lorsque – nos ennemis sont totalement et complètement exposés pour ce qu'ils sont vraiment.

Nous ne pouvons plus nous contenter d'être politiquement corrects ou d'utiliser des euphémismes. Nous devons dire ce que nous pensons vraiment. Nous ne pouvons pas être comme ce jeune homme qui m'a dit, après avoir lu mon livre, *Final Judgment* :

> Je pense que vous avez raison de dire que le Mossad a participé à l'assassinat de JFK, mais lorsque je parle de l'assassinat de JFK, je me contente de parler de « la CIA », car la plupart des gens savent que la CIA est de toute façon contrôlée par les sionistes et ils ***sauront*** que je veux ***vraiment*** dire que le Mossad était derrière tout ça.

Quelqu'un m'a vraiment dit cela.

Il était tout à fait sérieux.

C'était aussi un lâche absolu et un imbécile absolu.

Bien que les sionistes aient certainement beaucoup de pouvoir au sein de la CIA (et sur elle), suggérer que les sionistes contrôlent la CIA et supposer ensuite que « la plupart des gens le savent » est en effet une très grosse supposition.

Nous ne pouvons plus supposer que l'Américain moyen sait ce que les Américains mieux informés savent. Car ils ne savent ***pas*** ce que nous savons. C'est à nous de faire en sorte que les Américains moyens sachent ce que nous savons en leur disant simplement la vérité, sans ambiguïté, en termes vagues ou « codés ».

C'est exactement ce que j'ai essayé de faire dans les nombreux livres et les milliers d'articles que j'ai publiés.

Nous ne pouvons plus continuer à nous inquiéter d'offenser « le gentil juif d'à côté dont la sœur vit en Israël ».

Si ce gentil juif n'apprécie pas que les Américains de base ne voient pas d'un bon œil la façon dont le lobby israélien dicte la politique étrangère des États-Unis au détriment des intérêts de l'Amérique, c'est son problème.

NOUS NE SERONS PAS RÉDUITS AU SILENCE.

Comme je l'ai déjà dit, nous devons nous considérer comme des incarnations modernes du personnage fictif « Howard Beale », le présentateur du journal télévisé du soir devenu démagogue dans le film hollywoodien populaire (et révélateur) *Network*.

Bien que le film (écrit par Paddy Chayefsky, idéologue sioniste déclaré) ait mis Howard Beale « hors de lui » parce que de « riches Arabes » achetaient la société de radiodiffusion pour laquelle il travaillait (un scénario qui, dans la réalité, ne se produirait probablement pas), l'idée qu'un honnête homme devrait être affligé par des intérêts étrangers contrôlant les médias est une idée que nous ne devrions pas écarter. C'est exactement ce qui se passe en Amérique aujourd'hui. Mais ces intérêts étrangers ne sont ***pas*** des intérêts arabes ou musulmans.

Nos principaux réseaux, sans parler du monde universitaire, de l'édition, de l'éducation, de la culture populaire, et même de nombreuses organisations religieuses « chrétiennes » – pour n'en citer que quelques-unes – ont été infiltrés et subvertis.

En conséquence, la vérité est que les vrais patriotes américains – et tous les autres nationalistes épris de liberté dans le monde – sont fous de rage et ***n'en peuvent plus.***

C'est pourquoi, à la fin, nous l'emporterons.

Bien que George W. Bush et ses amis sionistes prétendent que Dieu est de leur côté, nous sommes mieux placés pour le savoir.

Dieu est de ***notre*** côté.

Le nationalisme est la vague de l'avenir et il n'y a aucun moyen de l'arrêter.

– MICHAEL COLLINS PIPER

À propos des sources…

Une bibliographie pas tout à fait comme les autres

Mes écrits, tant pour le journal *Spotlight* que pour *American Free Press*, sans oublier *The Barnes Review* et plusieurs autres publications, ont toujours été basés sur le concept selon lequel la meilleure chose à faire est de « citer les sources ». Et c'est ce que j'ai toujours fait. Mon dossier est assez complet, et ceux qui connaissent mes écrits – même mes détracteurs – le savent. Sur les milliers d'articles que j'ai écrits au cours des vingt-cinq dernières années, il n'y en a pas un seul qui ne contienne pas de solides informations documentaires à l'appui de la thèse de mon travail. Bien entendu, mes écrits ont toujours été guidés par mon point de vue nationaliste progressiste et je n'ai jamais renié mon agenda. Il serait malhonnête d'agir autrement, comme le font les rédacteurs des médias « grand public ».

Dans mon expérience antérieure, avec un certain nombre de livres complets publiés, j'ai découvert – après coup – que mes détracteurs se moquaient franchement de savoir si je citais ou non une source avec précision ou si je la citais correctement. L'intention de mes détracteurs – et ils proviennent tous d'une seule et même source, pourrais-je ajouter – a toujours été de me diffamer, de mettre en doute ma crédibilité, de m'affubler de noms particulièrement vulgaires de type scatologique et, plus généralement, de me traiter de menteur.

En général, ils affirment avec beaucoup d'autorité que je n'ai « aucune crédibilité » et que « personne ne prend Michael Collins Piper au sérieux », mais ils démentent ensuite leurs propres affirmations en se donnant beaucoup de mal pour essayer de me discréditer. Ils dépensent beaucoup d'énergie à me dénoncer, à dire qu'il faut m'ignorer, suggérant implicitement que certaines personnes me prêtent attention.

Quoi qu'il en soit, en mettant la dernière main à ce livre, j'ai pris la décision délibérée de ne PAS inclure de bibliographie traditionnelle, précisément parce que, tout au long de cet ouvrage, lorsque j'ai fait référence à un

article de journal, à un article de magazine ou à un livre complet, j'ai très clairement cité le nom de la publication en question à l'intérieur du texte.

Il n'y a pratiquement pas un seul fait pertinent dans ce livre – et je ne parle pas des « opinions » – qui ne puisse être trouvé dans des sources facilement accessibles. Et si mes opinions – et celles d'autres personnes – se retrouvent assez souvent dans ce livre, ces opinions (du moins les miennes) sont basées sur des faits bien réels qui constituent le fondement de ces affirmations.

De nombreuses personnes naïves – qui ne comprennent pas la différence très nette entre les faits et les opinions – sont promptes à dire « C'est votre opinion » lorsqu'elles sont confrontées à des faits désagréables, mais dans les pages de ce livre, les « opinions » que j'exprime sont étayées par de nombreuses recherches (dans un large éventail de domaines).

La vérité EST là pour ceux qui osent la chercher...

– MCP

Beaucoup de remerciements – si vous voulez bien me suivre...

À Willis et Elisabeth Carto, sans qui ce livre – ni aucun autre que j'ai publié – n'aurait été possible. Ils ont ouvert la voie à d'autres personnes. Aussi, en mémoire de leur chien fidèle, Charlie, un gentil compagnon brutalement écrasé par un voyou travaillant pour l'ADL.

À deux amis, aujourd'hui disparus, DeWest Hooker, qui a été le premier à m'indiquer la vérité sur la guerre froide, et Fred Blahut, qui m'a enseigné quelques rudiments de l'écriture et de l'édition – même si l'on ne s'en rend pas compte. (Et salutations à Rikki et à l'avalanche Blahut.)

À mon ami énergique, le seul et unique Matthias Chang, qui m'a fait découvrir le monde merveilleux et les habitants de la Malaisie.

Mahathir Mohamad et à son épouse, Siti Hasmah, dont l'intérêt pour mon travail est un grand honneur et très apprécié.

À Ryu Ohta, Grace Oyama, Yoshie Nakajima et Marie, qui ont été des hôtes formidables lors de ma visite au pays du soleil levant.

À toutes les personnes merveilleuses d'Abu Dhabi – des chauffeurs de taxi aux membres de la famille royale – qui m'ont fait sentir si bien accueillie.

À Mikhail Kuznetsov et Boris Mironov et à tous les nationalistes qui se sont joints à moi à Moscou pour célébrer un nouveau départ pour tous les peuples du monde qui travaillent ensemble pour combattre notre ennemi traditionnel.

À Paul Fromm, dont la bonne humeur, la passion et la formidable capacité à exprimer la nécessité de lutter pour la liberté d'expression sont autant de leçons pour les Américains qui feraient mieux de se réveiller très vite.

À Mordechai Vanunu, pour sa gentillesse et son soutien à mes efforts. Le monde doit à cet homme courageux sa plus grande gratitude.

À MK, qui me permet de rester sain d'esprit.

À Mark Glenn, Ted Pike, Stan Hess, Mark Farrell, Hesham Tallawi, Rick Adams, Victor Thorn et Lisa Guliani, John Anderson, Tom Valentine, Barbara Jean Whiteley, Dale Williams, Leuren Moret, Benjamin & Ursula Seiler, Roy Godenau, Bill Grimstad – parmi une foule d'autres personnes qui

ont soutenu mes efforts et qui ont accompli un travail merveilleux de leur côté.

À John Tiffany – comme toujours – pour sa malicieuse manipulation cérébrale qui s'avère être un déguisement assez remarquable pour une révision éditoriale de talent.

À Paul Angel pour avoir toléré mes efforts en matière de conception graphique, à Chris Petherick pour ne pas avoir trop révisé, et à Jim Tucker pour avoir publié le premier article que j'ai écrit et pour son bon sens de l'humour.

À Anne Cronin, Steve Lombardo, Julia Foster, Evangeline et les Andersons pour avoir fait le dur travail de mise en circulation de mes livres.

À John Stadtmiller, du Republic Broadcasting Network, pour m'avoir donné l'occasion d'animer un forum de discussion radiophonique nocturne, et à tous les gens formidables de RBN qui contribuent à la prospérité de ce réseau dynamique.

À Steve, James the Poet, Van Loman, Curt Maynard, Jerry Myers, Joe et Dee Fields, Tony Blizzard et Paul Topete qui me tiennent au courant des choses que je dois savoir. Et à George Kadar, Scott Winchester et Paul Christian Wolff, qui sont les hommes de terrain qu'ils sont.

À A.G. Hassinger et Michael Williams – des leaders en devenir.

À Vince et Elaine Ryan – un duo dynamique.

À Dale et Mary Crowley – Soldats chrétiens et mes amis.

À Jim et Sylvia Floyd – les meilleurs.

À E et B, qui sont tout simplement des gens formidables.

À J et G pour leur enthousiasme.

À mon amie « Mère Terre », qui regarde le monde comme moi.

À KV, dont j'apprécie profondément la spiritualité et l'amitié.

À J et E, qui n'oublient jamais mon anniversaire.

À cette fille de Little Chicago – et aussi à son fils – dont l'intérêt commun pour mon travail a été particulièrement gratifiant.

À W & E qui comprennent les vérités amères que tant de gens ne reconnaissent pas. Vos encouragements ont été très appréciés.

Au « The Home Owner », dont la perspicacité ne cesse de m'étonner.

À « The Home Buyer », qui connaît la situation comme peu de gens la connaissent.

À feu Ken et Lucy Lehman, qui m'ont dit de ne jamais me taire, malgré l'opposition. Je conserve pour les générations futures le précieux héritage que Lucy m'a légué.

À « Sis », qui m'a appris à utiliser le catalogue sur fiches.

À Ginny, dont l'***opposition*** à mon travail m'a ***inspirée***.

À Kirk Lyons qui, avec son ami Andreas Strassmeir, a aidé de nombreuses personnes à comprendre ce qui s'est réellement passé à Oklahoma City le 19 avril 1995. La prestation de Lyons dans la salle d'audience de Pittsburgh m'a confirmé que j'étais sur la bonne voie depuis le début. Je remercie également Don Wassall d'avoir commis l'erreur de l'emmener là-bas.

À un assortiment d'intrigants liés au Mossad dont les machinations ont fourni la matière de ce livre et qui – à leur insu et à leur grand désarroi – ont permis la naissance de deux puissantes publications, *American Free Press* et *The Barnes Review*, qui joueront un rôle majeur dans la défaite des forces qui s'opposent au nationalisme américain.

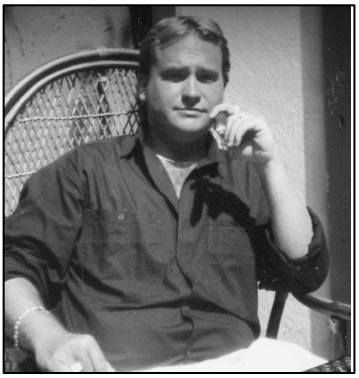
Enfin, et c'est loin d'être la moindre des choses...

Au charmant, habile et intelligent informateur #1 de l'ADL, Roy Bullock, qui m'a donné ma toute première formation pour savoir comment repérer les chèvres de Judas – l'ennemi intérieur.

– MICHAEL COLLINS PIPER

À propos de l'auteur

Michael Collins Piper fut l'un des auteurs antijuifs les plus prolifiques. En plus de ses milliers d'articles et de ses nombreux feuillets, on lui doit une douzaine d'ouvrages, dont le classique *Final Judgment* qui a résolu une fois pour toute l'énigme de l'assassinat de JFK par Israël. Il avait une émission de radio Internet depuis 2006, d'abord sur les ondes de RBN et par la suite sur le site Web *The Ugly Truth* de Mark Glenn.



Michael Collins Piper

Cet auteur populiste a-t-il été assassiné par ses ennemis liés à la Scientologie sous contrôle du Mossad ? Ou a-t-il succombé aux persécutions infligées par ses ennemis au sein du « mouvement » nationaliste alors qu'il était affligé par la maladie ? Peut-être ne le saurons-nous jamais. Mais l'histoire de sa vie et son oeuvre sont particulièrement révélateurs de l'état catastrophique du « mouvement » nationaliste et de ce que les chercheurs sérieux ont à subir non seulement de la part des ennemis déclarés du nationalisme mais aussi de la part de certains éléments problématiques à l'intérieur du mouvement nationaliste lui-même. Examinons ses mésaventures ô combien révélatrices avec des éléments malhonnêtes du mouvement tels que John Judge, Peter Dale Scott, Alex Jones, Jim Marrs, Robert Groden, Mark Weber, Andrew E. Allen, Jared Taylor, Eric Jon Phelps, Chris Bollyn, Eric Hufschmid, Mike Delaney, John Stadtmiller, Jim Condit Jr., Carolyn Yeager, James Fetzer, John Friend, Pete Papaherakles, sans oublier ses anciens employeurs le couple Willis et Elisabeth Carto.

Peu de temps avant de mourir, dans une de ses dernières émissions, Piper se disait sûr de ne plus en avoir pour longtemps, non seulement à cause de ses problèmes de santé importants, mais surtout à cause de ses révélations, révélations qu'il pouvait enfin livrer crûment au public, puisque depuis sa perte d'emploi il pouvait enfin dire toute la vérité sur les affaires louches et criminelles de ses anciens employeurs Willis et Elizabeth Carto, propriétaires d'*American Free Press*. Il menaçait de dévoiler bien plus de choses encore que ce que ce qu'il avait déjà dévoilé. Ce qui devrait attiser nos soupçons ou à tout le moins justifier un examen approfondi de ces révélations.

Car Piper avertissait ses auditeurs qu'il pourrait très bien être retrouvé mort dans peu de temps, assassiné par le Mossad, ou par la Scientologie, car cette dernière, qui est sous contrôle du Mossad depuis le début des années 1980, n'hésite pas, rappelait-il, à éliminer physiquement ses ennemis ! Piper avait souvent expliqué que la Scientologie, avec tout son arsenal de techniques de manipulation mentale mis à profit sur son armée de serviles agents, est sous le contrôle du Mossad depuis qu'elle a été rachetée par le riche juif et parrain d'Israël, Edgar Bronfman, au début des années 1980, avec l'aide d'une équipe d'avocats juifs menée par le juif scientologue Lawrence Heller.

Ce n'est pas dans un esprit borné, « antisecte », que Piper s'est fait des ennemis du côté de la Scientologie. Cela vient plutôt du fait que depuis que la Scientologie a conclu un pacte avec la CIA au début des années 1980, elle n'a plus à payer d'impôt, en échange de quoi elle doit travailler conjointement avec la CIA dans le cadre d'opérations de collecte de renseignement et d'infiltration-sabotage du mouvement nationaliste et révisionniste aux États-Unis [nous pouvons imaginer que la même chose se passe du côté français]. Ainsi de nombreux agents de la Scientologie ont infiltré et noyauté le mouvement révisionniste et nationaliste américain [et français]. L'organisation *Liberty Lobby*, qui publiait à l'époque le journal de l'*Institute for Historical Review* (IHR) ainsi que le renommé journal d'enquête *The Spotlight*, ne pouvait donc y échapper. Ce fut le début d'une longue saga opposant les nationalistes et les révisionnistes éclairés aux infiltrateurs-agents de la Scientologie. Or ces derniers ont finalement gagné et ont pris le contrôle de l'IHR. C'est ainsi que Mark Weber, cet escroc qui dirigeait cette équipe d'infiltrés pour le compte de la Scientologie et de la CIA, en a pris le contrôle, mettant ainsi personnellement la main sur des millions de dollars. C'est ainsi que l'IHR devint l'équivalent des « Trusts » soviétiques d'autrefois : une opposition contrôlée, destinée à collecter les noms des dissidents et à maintenir la dissidence sous contrôle et sous haute surveillance. Piper a écrit en 2005 un long dossier (retiré de son livre *The Judas Goats* (Les chèvres de Judas), mais disponible ci-après sous le titre « Coup d'État ») sur la prise de contrôle de l'IHR par des éléments liés à la Scientologie (Mossad), l'Anti-Defamation League du B'nai Brith (Mossad) et la CIA.

Or l'histoire ne s'arrête pas là en ce qui concerne la Scientologie et les activités nationalistes de l'organisation *Liberty Lobby* de Willis Carto. *Liberty Lobby* a fait banqueroute, le journal *The Spotlight*, qui était très populaire, a mis la clé sous la porte, et en 2001 est né *American Free Press*. Piper travailla pour *American Free Press* comme il avait travaillé pour *The Spotlight*. Mais des manoeuvres persistantes ont été déployées afin de le faire renvoyer du

journal. À plusieurs reprises, d'importantes sommes d'argent ont été promises à la direction du journal en échange de quoi ils devaient se débarrassent du méchant antijuif Michael Collins Piper qui ne veut rien savoir des théories du complot de Sandy Hook. Ces tentatives nombreuses se sont révélées infructueuses, jusqu'à ce que les conflits internes se multiplient à *American Free Press* impliquant Michael Collins Piper et les partisans des théories du complot de Sandy Hook, qui croient que le massacre de Sandy Hook n'est rien d'autre qu'un canular.

L'auteur d'origine grecque vivant aux États-Unis Pete Papaherakles est l'un de ceux qui ont fait pression pour infléchir la ligne éditoriale d'*American Free Press* en exigeant que soient inclus des articles s'en prenant violemment aux Noirs, aux arabes et aux musulmans, aux gays, et promouvant la théorie du complot de Sandy Hook (théorie que la ligne éditoriale d'*American Free Press* avait rejeté jusqu'ici). Piper s'est fortement opposé à cette nouvelle ligne éditoriale intenable, mais Papaherakles, grâce à sa proximité avec Elisabeth Carto et surtout grâce au début de sénilité du vétéran et premier propriétaire du journal Willis Carto, a tout de même réussi à prendre le contrôle du journal, ce qui explique probablement pourquoi le site et le journal sont de plus en plus repoussants par son racisme affiché (au grand plaisir de nos ennemis qui veulent que les antijuifs soient tous identifiés au suprématisme blanc). Ce n'est que plus tard, après son renvoi de l'équipe du journal, que Piper découvrira les liens de Papaherakles avec la Scientologie, ainsi que ses manigances en coulisse visant à le faire renvoyer du journal, et ce *en collaboration avec les mêmes qui avaient autrefois tenté de soudoyer les propriétaires pour le faire renvoyer*.

(Comme Piper l'a montré dans son livre *Les chèvres de Judas*, mais sans nommer expressément la Scientologie, les sectes servant à des opérations des services secrets comme la Scientologie utilisent souvent, pour mener des opérations d'infiltration et de sabotage, des ex-alcooliques et des personnalités déviantes, visages à deux faces, parfois affublées de dédoublement de la personnalité. Ce profil correspond tout à fait à Pete Papaherakles, comme le soulignait Piper durant la dernière année de sa vie.)

Voilà ce qui a conduit au renvoi de Piper : les manigances de Papaherakles, en lien avec le conflit en interne sur la question de la théorie du complot de Sandy Hook et sur la ligne de plus en plus anti-islam et suprémaciste blanc (anti-noir, anti-arabe, etc.) du journal. Ce conflit avait d'ailleurs conduit au renvoi d'un auteur douteux du nom de John Friend, un ami et allié du désinformateur notoire et ennemi juré de Piper, James Fetzer. Mais grâce aux pressions de Pete Papaherakles, John Friend a été réembauché

par le journal qui est maintenant sous contrôle d'Elizabeth Carto (son époux le propriétaire Willis Carto étant semi-sénile) et de son bras droit, l'agent de la scientologie Pete Papaherakles. En ce qui concerne les livres de Piper publiés par AFP, cette dernière a clairement dit qu'elle ne réimprimera aucun des livres de Piper.

Dans ses dernières émissions de radio sur Internet (qui sont désormais introuvables) Michael Collins Piper indiquait qu'il prévoyait faire des révélations sur le rôle d'Elisabeth Carto, l'épouse de Willis Carto, dans la destruction de Liberty Lobby et le l'IHR (révélations qu'il n'a jamais pu faire). Il parle aussi du rôle de l'infiltré de la Scientologie Pete Papaherakles dans la prise de contrôle d'AFP.

Pour ce qui est de la piste scientologique-mossadienne dans la mort de Piper donc : il est clair que cette piste est à considérer sérieusement et en priorité, et ce même s'il est apparemment mort de causes naturelles.

Dans ses articles et lors de son émission de radio, Piper n'hésitait pas à nommer la Scientologie, surtout lorsqu'il dénonçait ses activités au service du Mossad et de l'Anti-Defamation League du B'nai Brith. Il savait pertinemment et soulignait régulièrement (dernière référence : 14 mai 2015) que la Scientologie n'hésite pas à se débarrasser purement et simplement de ses ennemis de manière à ce que personne ne puisse suspecter un règlement de comptes.

(Si Piper a été tué, alors ceux qui ont fait le coup ne seront pas contents d'apprendre que le document « Coup d'État » ait été rendu public, puisque ce dernier identifie clairement ceux qui avaient grand intérêt à se débarrasser de lui rapidement, avant qu'il fasse les révélations fracassantes qu'il avait promis de faire depuis qu'il se trouvait hors circuit, renvoyé par son employeur.)

Peut-être ne saurons-nous jamais exactement ce qui a tué Michael Collins Piper. Mais l'histoire de sa vie et son oeuvre sont particulièrement révélateurs de l'état catastrophique du « mouvement » nationaliste. Ses dernières années sont même particulièrement révélatrices de ce que les chercheurs sérieux ont à subir non seulement de la part des ennemis déclarés du nationalisme mais aussi de la part de certains éléments problématiques à l'intérieur du mouvement nationaliste lui-même.

Michael Collins Piper avait de gros problèmes de santé à plusieurs niveaux, notamment au coeur, et ne pouvait plus marcher, sa neuropathie à la jambe le faisait trop souffrir. Il avait fait une grave crise cardiaque en 2014. Ses problèmes de santé se sont lourdement aggravés pour deux raisons principales :

1) Il a été accusé en 2012-2013 d'être un « désinformateur » par de nombreux internautes et vedettes de l'Internet (ex : James Fetzer) car il ne voulait pas croire la théorie absurde voulant qu'« aucun enfant n'a été tué à Sandy Hook. » Ces attaques n'ont jamais cessé.

2) Il a été mis à la porte par son employeur Willis Carto après plus de 30 ans de loyaux services (20 ans avec Liberty Lobby et *The Spotlight* et depuis 2001 avec *American Free Press*). Rappelons que peu de temps avant que Piper soit remercié par *American Free Press*, l'auteur Pete Papaherakles, qui est relié à la Scientologie et qui adore blâmer les musulmans et les Noirs et qui croit à la théorie du « canular de Sandy Hook », venait de prendre le contrôle de la ligne éditoriale du journal, aux côtés de l'épouse de Carto qui gère maintenant AFP et *The Barnes Review*, étant donné la vieillesse avancée et la semi-sénilité de Willis Carto. Piper considérait Papaherakles comme un agent d'infiltration au service de la scientologie. Piper a carrément dit que les employés d'AFP savent pertinemment que Papaherakles est un infiltré au service de la Scientologie, mias ils n'y peuvent rien.

Si Piper avait reçu les millions de dollars de la vente de son livre *Final Judgment*, devenu un bestseller, et si les Carto n'avaient pas caché ces millions de dollars dans des banques suisses, Piper aurait eu tout ce qu'il faut pour payer ses soins de santé et s'établir dans une jolie maison.

Sa réputation pratiquement détruite par l'acharnement de désinformateurs tels que James Fetzer et sa santé ruinée, incapable de payer son logement et ses soins de santé, Piper attendait la mort.

Il est probable que ce sont ses graves problèmes de santé qui ont causé sa mort. Il avait déjà fait une grave crise cardiaque au début de 2014, ce qui lui avait valu un long séjour à l'hôpital suivi d'une longue convalescence.

Mais ce qui suscite le questionnement, c'est que dans ses dernières émissions, il était à ce point désespéré qu'il appelait carrément les fédéraux, la CIA, le Mossad, ou la Scientologie (le 14 mai 2015), à venir l'éliminer ou le capturer, pourvu qu'ils viennent le prendre et s'occuper de lui, ainsi il aurait de la nourriture et des soins de santé payés par l'État. Il n'avait aucune sécurité sociale et l'État refusait de le reconnaître comme invalide alors même qu'il ne pouvait plus marcher. Dans sa dernière émission, il n'a rien fait d'autre que présenter et faire jouer une pièce de propagande « nazie » antijuive de « Charlie and his orchestra » intitulée « Makin' Whoopee ». À la fin de la pièce, après que le chanteur ait fini de chanter, Piper a fait comme les chanteurs de groupes de musique qui tirent leur révérence à la fin du spectlacle et donne les noms des membres de l'équipe de *The Ugly*

Truth pendant que la pièce se termine (Mark Glenn, Max French, Trevor Labonté qui est guitariste dans la vraie vie, et enfin lui-même Michael Collins Piper). Il tirait sa révérence ainsi à la blague, pour faire un clin d'oeil à ses auditeurs et à ses amis, mais ce fut ironiquement sa dernière émission.

Peut-être sentait-il la mort approcher ? Peut-être aussi a-t-il trouvé un moyen de se suicider sans que cela paraisse. Peut-être que certains de ses ennemis l'ont tué pour le faire taire, mais mis à part ses révélations fracassantes qu'il promettait de faire, il ne représentait plus un réel danger : c'était un homme brisé, sans le sou, à la santé ruinée, qui avait arrêté d'écrire et que peu de gens écouté. Peut-être que ses ennemis, à l'intérieur ou à l'extérieur du mouvement nationaliste, avaient peur de tout ce qu'il allait révéler ? Car il avait promis de continuer à révéler bien des choses sur ceux qui tentent de prendre le contrôle du mouvement nationaliste ! Il est à considérer que cette mort subite est peut-être une vengeance de la part de ses puissants ennemis au sein même du « mouvement » nationaliste. Quoi qu'il en soit, sa fin est bien triste, c'est l'histoire d'une série de trahisons abominables subies par un auteur révolutionnaire qui n'avait pas reçu ne serait-ce qu'une fraction de toute la reconnaissance qu'il méritait. Dans ses dernières années, il disait que ce n'étaient pas les membres du camp ennemi qui lui avaient planté un poignard dans le dos, mais bel et bien des gens de son propre camp, des gens du prétendu mouvement nationaliste (émission du 20 avril 2015, chez Mark Glenn). Cela dit en référence évidente à son renvoi de AFP et surtout aux attaques vicieuses et répétées contre lui de la part de nombreux prétendus diseurs de vérités.

Michael Collins Piper croyait en Dieu. Il n'était pas sûr de ce qu'il en est vraiment de la Résurrection du Christ, mais reconnaissait volontiers, comme Thomas Jefferson, que Jésus était « le plus grand réformateur de la religion pervertie de son peuple. Il savait que des forces spirituelles agissent dans le monde et dans l'homme et que le combat que nous menons est un reflet du grand combat spirituel, remontant aux commencements du temps, entre les forces divines et les forces des Ténèbres.

Piper a dévoué sa vie entière au mouvement nationaliste et à la lutte contre la domination juive. Il est entré dans ce combat alors qu'il était tout jeune (il n'avait même pas 20 ans lorsqu'il a rejoint Liberty Lobby et le journal *The Spotlight*) et il n'a jamais cessé de combattre même lorsque la maladie l'empêchait de vaquer à ses occupations ordinaires.

Piper n'avait pas peur de confronter publiquement les diseurs de bêtises et les vendus. Il a confronté des représentants de l'ADL, ainsi que des prétendus

survivants de l'Holocauste, sans oublier la papesse anti-négationniste par excellence : Deborah Lipstadt. Des années avant que les médias ne révèlent l'identité de l'agent de l'ADL infiltré dans les milieux nationalistes, Roy Bullock, Piper l'avait déjà démasqué dans les pages du *Spotlight*. Piper s'est frotté de près à des escrocs et des saboteurs du mouvement révisionnistes qui ont éviscéré l'Institute for Historical Review, tels que Mark Weber, qui travaillait pour Andrew E. Allen, un homme relié à la CIA et au Mossad (il a admis en cour de justice avoir travaillé à entraîner les moudjahidines et avoir travaillé pour une ONG appartenant à George Soros en Birmanie).

Ces événements entourant la chute de Liberty Lobby et de l'IHR lui ont ouvert les yeux sur l'utilisation par le Mossad de certains membres de la secte de la Scientologie (rachetée par Bronfman et donc sous contôle du Mossad), de concert avec l'ADL et la CIA, dans le cadre d'opérations secrètes, en particulier contre les nationalistes et les révisionnistes aux États-Unis. Piper avait également identifié un ami de Weber, le nationaliste blanc anti-arabe et anti-islam Jared Taylor, comme un nationaliste des plus dangereux du fait de son sionisme et de son philosémitisme.

En tant que diseur de vérités interdites sur le sionisme et la domination juive, Piper a rencontré sur son chemin des fauteurs de trouble extrêmement problématiques, tels que Chris Bollyn et Eric Hufschmid, et allla même jusqu'à identifier les possibles employeurs de l'agent pigiste (opérant à son compte) Chris Bollyn, soit l'Église anglicane, émanation du Renseignement britannique oeuvrant surtout dans le domaine de la désinformation. Piper a eu à composer aussi avec les fanatiques de théories plus marginales, telles que la théorie du complot jésuite sioniste, la théorie du complot sioniste derrière les « nazis », la théorie du complot islamo-américain, la théorie de l'assassinat de JFK par « l'État profond », LBJ, les « nazis », l'URSS, Castro, etc.

C'est encore aux services du Renseignement britannique et leur département de désinformation que Piper faisait remonter l'oeuvre d'un Alex Jones, superstar du mouvement patriote et hallucinateur de complots « nazis » et autre désinformation évidente. Quand Piper a débuté son émission sur RBN en 2006, Alex Jones en personne l'a appelé en direct dans son émission pour lui souhaiter bienvenue et bonne chance dans le monde de la radio patriote. Ce que Piper a appris seulement plus tard, c'est qu'au moment même où Alex Jones l'appelait au cours de son émission pour soi-disant l'encourager, il était à l'œuvre en coulisse pour faire bannir l'émission de Piper de toutes les stations de radio patriotes du Texas ! C'est une anecdote que MCP a racontée à plusieurs reprises dans son émission et dans un texte publié suite à son éjection de RBN.

On ignore pourquoi exactement Piper a été éjecté, puis repris quelques années et enfin éjecté à nouveau des ondes de RBN par le patron John Stadtmiller (dont la mère est juive), mais on sait qu'un grand facteur expliquant cette éjection serait les attaques de Piper dénonçant l'influence toxique d'Alex Jones dans le mouvement patriote. Stadtmiller dirige RBN, Alex Jones est lié à GCN. RBN et GCN sont censés être en compétition, mais ils sont apparemment liés par une sorte de pacte de non-agression, en tout cas Piper a dit qu'une des principales raisons de son éjection de RBN était son insistance à dénoncer Alex Jones en l'identifiant par son nom.

Piper était solidaire des Irlandais et des catholiques, même s'il voyait très bien que l'Église catholique s'était compromise avec la juiverie, surtout depuis Vatican 2, sous l'influence des organisations juives sionistes et de leurs accolytes tels Malachi Martin. Il dénonçait le conservatisme américain 100% casher mais très influent (financé par de grands industriels liés à des forces anti-communistes) répandu par la John Birch Society et le demi-juif William F. Buckley.

Piper se rattachait à un nationalisme qui divergeait du nationalisme blanc (basé sur la race) en ce qu'il défendait l'unité nationale non seulement contre l'immigration incontrôlée et le multiculturalisme mais surtout contre le séparatisme ethno-racial et l'idée de remigration. Dans les milieux nationalistes, Piper a combattu l'influence des idées anti-Islam, anti-arabe et pro-Israël qui ont commencé à se répandre dans ces milieux après le 11 septembre. À ceux qui disaient que les juifs visent prioritairement à éliminer la race blanche et à imposer le communisme, Piper répondait que tous les peuples sont visés par l'agenda de domination juive mondiale, et que le communisme réclamé par les juifs est un communisme juif et surtout pas un communisme contrôlé par les non-juifs.

Parce qu'il prônait le démantèlement des grandes fortunes sous contrôle juif et la redistribution de ces richesses volées aux peuples, Piper a souvent été accusé, soit par des patriotes-nationalistes soit par des chasseurs d'antisémites comme l'ADL, de faire de la propagande communiste contre le capitalisme et la dite « liberté d'entreprise » ! Ce n'était pas un communiste, mais bien un révolutionnaire, il le disait lui-même. Mais il se définissait d'abord comme un populiste. Parce qu'il ne prônait pas la haine entre les peuples et les races, parce qu'il était solidaire des populistes noirs tels que Louis Farrakhan, et parce qu'il parlait sans complexe de ses lointains ancêtres amérindiens, il était accusé de promouvoir l'immigration, le multi-culturalisme et la destruction de la race blanche !

Mais toutes ces accusations ne l'avaient pas préparé à encaisser les attaques vicieuses venant des partisans de la théorie « aucun enfant n'a été tué à Sandy Hook » et « les victimes de Boston étaient des acteurs de crise payés pour la mise en scène ». Piper s'est farouchement débattu, sans succès, avec les partisans très agressifs et très intimidants de cette théorie. Piper voyait dans ce genre de débat non seulement une perte de temps immense mais aussi un danger sans égal pour la crédibilité du mouvement de vérité. C'est attristé de voir la jeunesse se tourner vers des escrocs intellectuels tels que Jim Fetzer et les théories à la Sandy Hook que Piper a voulu abandonner son combat, se voyant lui-même comme un « has-been » (ancienne vedette dépassée).

Piper était non seulement un combattant mais aussi un chaud partisan des grands hommes de notre temps. Il vouait une admiration sans borne pour Thomas Jefferson, Adolf Hitler, Léon Degrelle, Mussolini, Saddam Hussein, Hugo Chavez, Vladimir Poutine et même, dans une certaine mesure, Staline. Il s'était rapproché et même lié d'amitié avec certains politiciens qui ont osé tenir tête à la domination juive : Mahmoud Ahmadinejad, le Président de Malaisie Mahatir Mohamad, l'ancien Président des Philippines Ferdinand Marcos et son épouse. Il soutenait l'oeuvre et l'héritage politique du Tsar Nicolas II, Charles Lindbergh, John F. Kennedy, et d'autres plus récents telle que Cynthia McKinney. Piper reconnaissait l'apport inestimable d'auteurs tels que Henry Ford, Paquita de Shishmareff, le père Charles Coughlin, Arnold Leese, Ezra Pound, Eustace Mullins, pour ne nommer que certains des plus connus.

Dans le mouvement patriote, il s'est lié à des personalités peu connues mais qui eurent une grande influence en coulisse sur des hommes politiques qui ont marqué l'histoire. Son patron Willis Carto avait lui-même rencontré des nationalistes influents et des politiciens de haut calibre, tels que Joseph P. Kennedy, l'homme de l'ombre François Genoud, DeWest Hooker, Laurence Dennis, Francis Parker Yockey et le général Smedley Butler (auteur de *War is a Racket*). Carto a également connu le fameux Benjamin Freedman, l'un des plus célèbres antisionistes. C'est grâce à Willis Carto que Piper a pu nouer des liens d'amitié avec des personnalités célèbres de l'antisionisme telles que l'auteur respecté Alfred Lilienthal, Haviv Schieber (qui fut le premier maire de Beersheba, une ville voisine de Dimona), Jack Bernstein et l'irremplaçable avocat Mark Lane (auteur du premier livre révélant le rôle de la CIA dans l'assassinat de JFK, et auteur également de la préface du livre de Piper *Best Witness* sur la fraude d'un survivant de l'Holocauste). Alors qu'il était encore jeune, il a travaillé à la campagne de son grand ami David Duke pour le Parti Populiste.

Piper a écrit un livre à la défense du congressiste Jim Traficant, emprisonné pour avoir proféré des vérités interdites sur la domination d'Israël sur la politique, les médias et l'économie américaine, et pour avoir défendu en cour le prisonnier de guerre de la Seconde Guerre mondiale John Demjanjuk alors qu'il était en procès en Israël. Mais parmi toutes ses amitiés et fréquentations c'est l'auteur Andrew St. George qui aura la plus grande influence sur lui, car c'est lui qui a révélé l'identité des néoconservateurs anciennement internationalistes troskistes, combattant le soviétisme et le stalinisme, reconvertis dans l'internationalisme américano-sioniste non seulement anti-communiste mais surtout anti-nationaliste, et plus spécialement anti-islam et anti-arabe. Il combattait pour la reconnaissance du peuple palestinien, comme il combattait pour la reconnaissance des survivants du *USS Liberty*, ce navire américain que les forces israéliennes ont tenté de faire couler à coups de missiles et de napalm (afin de provoquer une troisième guerre mondiale entre la Russie et les USA), ce qu'Israël dénie officiellement même si les médias israéliens admettent que l'État israélien savait ce qu'il faisait. Piper a toujours défendu les révisionnistes. Il était, en revanche, très agacé de devoir répondre à des questions concernant la Seconde guerre mondiale et l'Holocauste lorsqu'il était question de son livre sur JFK, puisque son livre sur JFK n'a rien à voir avec l'Holocauste ! Contre la propagande sans fin sur l'Holocauste, plutôt que de minimiser cet événement, Piper a choisi de répéter qu'il en avait tout simplement marre, qu'on en a tous marre et qu'il était temps que les juifs passent à autre chose et surtout rejoignent la communauté de l'humanité, d'abandonner leur séparatisme maladif et de rejoindre l'universel humain. Car les juifs sont des hommes comme les autres, pas plus ou moins spéciaux que quiconque sur cette planète.

Piper n'avait aucune gêne à se déclarer ouvertement antisémite, sachant pertinemment que les patriotes et les chercheurs de vérité allaient lui rétorquer que les Arabes sont eux-aussi des « sémites ». Il adorait mettre en évidence les noms des grands intellectuels et des personnalités historiques respectées qui ont à un moment donné dans leur vie été accusés d'antisémitisme. Cela lui permettait de démontrer que l'antisémitisme n'est pas une affaire de manque de culture générale, mais plutôt une affaire d'élite culturelle et intellectuelle.

Ce n'est pas pour rien si Piper a été comparé à un « Voltaire américain » : il avait le courage d'identifier clairement (pour paraphraser le grand philosophe français) ceux qu'on ne peut pas critiquer parce qu'ils nous dominent. Il n'avait **pas peur de dire juif au lieu de « sioniste »** et c'est probablement ce qui l'aura empêché toute sa vie de recevoir l'attention médiatique qu'il

méritait. Son grand ami Mark Glenn, qui fut son élève le plus proche, voire même son « frère d'une autre mère », son « jumeau malicieux » (!), fut un grand appui pendant plus de dix ans. Glenn continue à commenter l'actualité concernant Israël sur les ondes de PRESSTV et dirige le site Web *The Ugly Truth* (theuglytruth.wordpress.com), aux côté de ses collaborateurs et amis Mark Dankof, Max French, Trevor Labonté, aidés d'une multitude de bénévoles. Tous ces combattants reprennent fièrement le flambeau de Michael Collins Piper, qu'il a porté pendant plusieurs décennies à bout de bras et ils méritent d'être applaudis pour cela. Espérons qu'ils auront la force de travailler aussi longtemps que Michael Collins Piper, qui a dévoué plus de trente ans de sa vie à cette cause, une cause qui ne lui rapporta rien au final, car cela touche au peuple élu contre lequel il est interdit de dire un seul mot de travers ! On parle souvent de ce qu'on doit aux gens qui nous ont éveillés sur le « nouvel ordre mondial » en citant Alex Jones ou d'autres prétendus chercheurs, mais nul ne sait combien la popularité actuelle du mouvement antisioniste doit à quelqu'un comme Michael Collins Piper !

Voyons combien révélatrices ont été les mésaventures de Michael Collins Piper avec des éléments malhonnêtes du mouvement tels que John Judge, Peter Dale Scott, Alex Jones, Jim Marrs, Robert Groden, Mark Weber, Andrew E. Allen, Jared Taylor, Eric Jon Phelps, Chris Bollyn, Eric Hufschmid, Mike Delaney, John Stadtmiller, Jim Condit Jr., Carolyn Yeager, James Fetzer, John Friend, Pete Papaherakles, sans oublier ses anciens employeurs le couple Willis et Elisabeth Carto.

Chèvres de Judas : la mouvance anti-islam et pro-Israël chez les identitaires nationalistes blancs (Taylor, MacDonald, etc. – NdE : nous avons les mêmes en France, faites vos recherches et activez vos neurones, la plupart des prétendus « dissidents » français **sont** des chèvres de Judas !)

Donald Trump Jr. Retweets the 'Neo-Nazi Movement's Favorite Academic'. Le clan Trump fait de la pub à Kevin MacDonald, preuve de plus que les juifs sionistes n'ont pas de problème avec « l'antisémite » MacDonald, car de toute façon, comme l'a souligné Piper, le « problème juif » selon MacDonald est que les juifs ont été à la base des mouvements radicaux de gauche, pro-communiste, cosmopolite et antiracistes. C'est exactement la ligne de pensée de FOX News (Rupert Murdoch, Glenn Beck), qui juge que les médias contrôlés par les juifs sont anti-Israël (pour lui les juifs antisionistes sont des traîtres), et des mccarthyistes d'autrefois qui ne voyaient le problème juif que sous l'angle de l'implication juive dans le communisme. Pour des idéologues droitards comme Kevin MacDonald, le problème avec les juifs est qu'ils diffusent des idées de gauche ! Pour eux tout le discours de gauche n'est

que propagande anti-blanche d'origine juive (alors qu'ils sont en fait obsédés par la figure dépassée du « péril judéo-bolchévique »). Car pour MacDonald, tout le problème posé par les juifs tient en une seule phrase : d'un côté, les juifs gardent le nationalisme jalousement pour eux-mêmes alors que, de l'autre, ils imposent aux non-juifs le cosmopolitisme international antiraciste. C'est cette hypocrisie qui est reprochée aux juifs par les tenants de la théorie de MacDonald, comme Hervé Ryssen et autrefois Boris Le Lay (avant de tomber dans l'anti-islam obsessionnel). Voilà une analyse du problème juif qui est extrêmement tordue, incomplète, inexacte et trompeuse ! Qui plus est, c'est une analyse qui tend à légitimer le sionisme comme un modèle de nationalisme que les non-juifs devraient imiter ! Du coup, l'antisionisme est dépeint par les nouveaux antisémites comme une attitude anti-nationaliste, antiraciste et, donc, juive (suivant leur équation « judaïsme = antiracisme pour tous sauf pour les juifs ») ! C'est ce dont Zemmour, ce fan de Trump et lecteur secret de Ryssen, tente de nous convaincre. Ce n'est pas surprenant de voir le clan Trump, dépeint comme « nazi » malgré son alignement sur le sionisme, endosser les analyses de Kevin MacDonald qui d'ailleurs voit dans le national-socialisme un « reflet-miroir du judaïsme » ! Le candidat Trump incarne les thèses de Kevin MacDonald : avec Trump nous avons un quasi « nazi » en mode sioniste et philosémite !

Aperçu de l'analyse binaire et ultra simpliste de MacDonald :

Gauche = « propagande juive » **Droite** = « identité juive »

Cosmopolitisme	Nationalisme raciste
Hétérogénéité métissage racial	Homogénéité non-métissage racial
féminisation-vaginisation	virilité-masculinisation
Faiblesse urbaine	Force et vigueur, vitalité rurale
multiculturalisme	Uniculturalisme homogénéité culturelle
Droits des minorités	Droits de la majorité
Culte de la victime, aide défavorisés	Culte du héros, rejette défavorisés
Communisme, losers	Capitalisme, gagnants
Démantèlement des grandes fortunes	Grandes fortunes ne sont pas un problème

CONSTAT DE MACDONALD : « LE NAZISME EST UNE COPIE DU JUDAÏSME (SIONISTE) »

SOLUTION DE MACDONALD : « LES NON-JUIFS DOIVENT COPIER LES JUIFS (SIONISTES) » en développant un « sionisme pour les

Blancs ». Le nationalisme blanc a donc comme meilleur ami les sionistes et comme pire ennemi les antiracistes tels que les antisionistes.

Or la réalité est bien plus complexe et ne se réduit pas à des oppositions binaires aussi simplistes ! La réalité est que les juifs ne font pas que de la propagande de gauche comme au temps révolus du judéo-bolchévisme et comme la théorie du complot « Soros contrôle tout » voudrait nous faire croire. En fait ils font aussi de la propagande de droite, afin de DIVISER POUR RÉGNER. De nombreux juifs tiennent un discours ouvertement pro-nationaliste : les néocons ! Une partie des néocons emprunte le discours libéral droit-de-l'hommiste mondialiste pour justifier l'interventionnisme guerrier, mais un autre pan des néocons attaquent en priorité les idées libérales et droit-de-l'hommistes comme étant la cause profonde de l'islamisation et de la dégradation des nations en général. Ces juifs néocons de droite (comme Zemmour, David Horowitz et les autres amis juifs de MacDonald) mettent en avant la défense de l'homogénéité culturelle face à l'islamisation et dénoncent le rôle des juifs dans la diffusion des idées libérales, cosmopolites et droits-de-l'hommistes ! Ces néocons de droite n'ont pas de problème avec les antisémites et les juifs antisémites tant que ceux-ci ne sont pas anti-Israel et tant qu'ils blâment les juifs comme étant les principaux vecteurs des idées de gauche (ce qui n'est plus tout à fait vrai de nos jours, avec la quantité phénoménale de Goyim qui ont pris le relais du discours de gauche). En fait les juifs ont maintenant très peur du discours de gauche anti-impérialiste et anti-raciste (ils ont toujours en bouche le mot « islamo-gauchisme »), parce qu'une grande partie de la population se reconnaît dans ce discours, d'une part, et que ce discours antiraciste conduit forcément à la dénonciation du racisme impérialiste et particulièrement du sionisme, d'autre part. C'est pourquoi les idéologues juifs sionistes considèrent que l'extrême-droite n'est plus un problème pour eux, car l'extrême-droite est maintenant sur la même ligne anti-islam réactionnaire qui est la leur. Les juifs sionistes sont maintenant à l'avant-garde de la réaction et du « nationalisme ». Pour preuve : de nombreux juifs sionistes, surtout les plus extrémistes réactionnaires, appuient Trump, qui incarne de nos jours le réactionnaire anti-gauche et le nationaliste raciste par excellence. Les sionistes se reconnaissent en lui, et seuls les juifs de gauche le détestent. Quant aux néocons de tendance libérale droit-de-l'hommistes, ceux-ci ont un peu peur que le discours trop ouvertement identitaire-nationaliste de Trump ne lève le voile sur le caractère intrinsèquement identitaire impérialiste-sioniste de leur projet mondialiste à prétention libérale droit-de-l'hommiste.

(…)

LIVELEAK | Biographie de Michael Collins Piper

J'écris depuis environ 25 ans. Mes détracteurs me refusent l'étiquette de « journaliste » et me traitent de « néo-nazi », de « bigot », d'« antisémite », d'« ordure » et d'autres titres de choix, bien que la plupart des gens qui me connaissent – y compris mes amis juifs – pensent que je suis un type assez sympathique, même s'ils ne sont pas nécessairement d'accord avec tout ce que j'écris. Je suis surtout connu – et surtout décrié – pour avoir écrit un livre intitulé *Final judgment: The missing link in the JFK assassination conspiracy*, qui avance l'allégation « controversée » selon laquelle le service de renseignement israélien, le Mossad, était étroitement lié à un grand nombre de personnalités clés largement « associées » par d'autres auteurs à la conspiration de l'assassinat de JFK et que, en fait, les amis et les actifs d'Israël aux États-Unis et ailleurs ont joué un rôle dans l'assassinat de JFK, précisément parce que le Président Kennedy était fermement déterminé à empêcher Israël de constituer un arsenal d'armes nucléaires de destruction massive. Mes détracteurs affirment que mon livre est motivé par un programme « anti-israélien » ou « antisémite ». Je suis le premier à admettre que, depuis le début de ma carrière d'écrivain, j'ai critiqué ouvertement le favoritisme des États-Unis à l'égard d'Israël. Et c'est précisément cet intérêt pour la politique américaine au Moyen-Orient qui m'a conduit à étudier la politique de JFK à l'égard d'Israël (que peu de chercheurs sur l'assassinat de JFK avaient JAMAIS explorée).

De nombreuses personnes prétendent avoir lu mon livre lorsqu'elles le dénigrent, et certaines me traitent même de « raciste », sans se rendre compte que l'introduction du livre a été écrite par le Dr Robert L. Brock, le vétéran afro-américain militant pour les droits civiques qui est largement connu comme « l'homme des réparations », ayant été le grand-père du mouvement moderne pour les réparations des descendants américains des personnes qui ont été capturées dans le cadre de la traite transatlantique des esclaves africains !

Ce n'est que bien après la publication de mon livre que j'ai appris que Penn Jones, chercheur chevronné sur JFK (le « grand-père » des chercheurs), avait écrit dans les années 1970, non pas une, mais deux fois, qu'il semblait tout à fait raisonnable de s'intéresser aux services de renseignement israéliens dans le cadre de l'exploration de la conspiration de l'assassinat de JFK – un point que la plupart de mes détracteurs ignorent probablement et qu'ils auront du mal à expliquer, sans peut-être étiqueter Penn Jones comme on m'a étiqueté moi-même.

Je dois noter que j'ai travaillé en étroite collaboration au fil des ans avec l'avocat Mark Lane, auteur de *Rush to judgment, a citizen's dissent* et *Plausible denial*, ce dernier livre étant celui qui décrit le procès intenté par E. Howard Hunt, un homme de la CIA, contre Liberty Lobby, l'institution qui m'a employé de 1980 à 2001.

Grâce à mon association avec Liberty Lobby, j'ai non seulement appris à bien connaître Mark – et j'ai été invité chez lui à plusieurs reprises – mais j'ai également fait la connaissance d'un certain nombre de personnes qui ont été, d'une manière ou d'une autre, intimement liées aux circonstances entourant l'assassinat de JFK, le mouvement cubain anti-castriste, etc.

Parmi eux : Victor Marchetti, auteur de *The CIA and the cult of intelligence*, feu le correspondant de *Time-Life* Andrew St. George, dont le travail est connu de toute personne ayant une connaissance sérieuse de la révolution cubaine et des activités de la CIA dans la région (Andrew étant un proche de Frank Sturgis et, à une époque, de Fidel lui-même), et feu Fletcher Prouty.

En fait, je suis modeste. La vérité est que Mark Lane, Victor Marchetti et Andrew St. George n'ont pas seulement été des associés. Ils ont été de bons amis – et tous des amis très appréciés, à plus d'un titre.

Mon livre s'est vendu à un peu moins de 50 000 exemplaires, tant ici qu'à l'étranger, ce qui est considérablement plus que la plupart des autres livres sur l'assassinat de JFK, et bien que la fausse légende veuille que je sois un « conférencier célèbre » lors d'événements dits « néo-nazis » et « KKK », la vérité est que mes plus grands auditoires ont été à l'étranger, dans des endroits tels que la Malaisie et le Japon, où l'on ne trouve pratiquement pas de « néo-nazi » ou de « KKKer ».

Mes détracteurs prétendent que je me concentre sur la question d'Israël dans mes écrits. Je suis fier de dire que c'est tout à fait exact. Ayant vu mon frère aîné ravagé par son service pendant la guerre du Vietnam, je suis devenu, dès l'adolescence, un ennemi des guerres étrangères inutiles et, en observant le soutien total des États-Unis à Israël, j'ai prédit, il y a plus de 25 ans, que les États-Unis s'enliseraient au Moyen-Orient et seraient finalement victimes d'un attentat terroriste lié à l'implication des États-Unis dans cette région.

Je suis un critique déterminé du soutien des États-Unis à Israël et j'ai été fier de me lier d'amitié avec un certain nombre d'autres critiques virulents du soutien des États-Unis à Israël, dont Mark Lane, déjà cité, le Dr Alfred Lilienthal et feu Haviv Schieber (qui a été le premier maire de Beersheba en

Palestine – avant la fondation d'Israël – près de l'endroit où se trouve l'usine d'armes nucléaires israélienne de Dimona, officiellement inexistante).

Et – devinez quoi – toutes les personnes susmentionnées sont juives (mais elles ont été qualifiées d'« antisémites » par la Ligue anti-diffamation et d'autres éléments du lobby israélien).

La vérité, c'est que si je ne disposais pas d'un bagage et de connaissances étendus sur Israël, et si je n'hésitais pas à explorer des domaines (impliquant Israël) que d'autres « chercheurs » sur JFK craignent d'explorer, je n'aurais jamais été en mesure d'écrire *Final judgment* en premier lieu.

Je n'ai pas de site Web officiel, mais – comme mes détracteurs le savent bien – il est possible de faire une recherche sur « Michael Collins Piper » sur Google et de trouver toutes sortes d'informations à mon sujet, pour ou contre.

Bien que mes détracteurs – dont beaucoup sont pour le moins malhonnêtes – se plaisent à suggérer que seuls les « nazis » font la promotion de mes œuvres, les chercheurs sérieux à l'esprit ouvert constateront que mes écrits ont été présentés sur une grande variété de sites et approuvés par des personnes à l'esprit progressiste de toutes races, de toutes croyances et de toutes couleurs.

J'écris régulièrement pour *American Free Press*, dont le site Web est americanfreepress.net, ainsi que pour *The Barnes Review*, dont le site Web est barnesreview.org.

Il va sans dire que je ne suis pas d'accord avec tout ce qui paraît dans ces publications et que les auteurs de ces publications ne sont pas nécessairement d'accord avec ce que j'écris. Mais il y a quelque chose qui s'appelle « liberté d'expression » et que beaucoup de mes détracteurs ne comprennent pas. Et comme le savent bien tous ceux qui ont osé aborder le sujet d'Israël et de son pouvoir dans le Washington officiel, les sujets relatifs à tout ce qui touche à Israël et aux questions connexes sont considérés comme « spéciaux » et, à certains égards, au-delà de toute discussion. (...)

Source : https://pascasher.blogspot.com/search?q=Michael+Collins+Piper

COUP D'ÉTAT

L'étrange et inédite histoire de la façon dont un agent de renseignement lié à la CIA et au Mossad israélien a orchestré la prise de contrôle de l'Institute for Historical Review et mis en branle la destruction finale du Liberty Lobby.

Le fonctionnement de l'IHR
est désormais celui d'une opération classique
de collecte de noms,
de type soviétique « trust »,
une « opposition contrôlée ».

Coup d'État : La saisie illégale de l'Institute for Historical Review et les premières armes de la campagne de destruction du Liberty Lobby

Le 15 octobre 1993, une querelle choquante et assez violente a éclaté au siège de longue date, à Costa Mesa, en Californie, de l'Institute for Historical Review (IHR), un institut de recherche historique révisionniste créé à l'origine par Willis Carto et sa femme Elisabeth en 1978.

Les événements qui se sont déroulés ce jour-là ont déclenché, au cours de la décennie suivante, un enchaînement de circonstances qui a rendu l'IHR pratiquement moribond et qui, en 2001, a entraîné la destruction totale de Liberty Lobby, l'institution populiste basée à Washington, D.C. (fondée à l'origine par le même Willis Carto, mentionné plus haut, en 1955).

Un examen détaillé des personnalités et des événements impliqués dans cette sordide affaire démontre – sans l'ombre d'un doute – que l'affaire de l'IHR et l'éviscération subséquente de Liberty Lobby, éditeur de longue date d'un hebdomadaire national autrefois très dynamique, *The Spotlight*, ont été les conséquences d'une conspiration planifiée de longue date et soigneusement calculée par des Chèvres de Judas agissant au nom de l'Ennemi intérieur.

Tout d'abord, en explorant cette histoire étonnante, il est important de déli-miter les différences entre l'IHR et Liberty Lobby, qui ont toujours été des institutions entièrement distinctes, malgré le fait qu'elles aient toutes deux été fondées par Carto.

Liberty Lobby a été fondé par Carto en 1955 en tant que lobby populaire de citoyens. Son objectif permanent était non seulement de fournir aux patriotes une organisation de lobbying orientée vers l'action sur la colline du Capitole à Washington, mais aussi une source d'information et un centre d'échange pour les efforts patriotiques de base dans tout le pays, afin de compléter et d'unir leurs efforts.

En fin de compte, le journal hebdomadaire de Liberty Lobby, *The Spotlight*, créé en 1975, a atteint une diffusion payée de quelque 391 000 lecteurs, ce qui en fait de loin la plus grande publication indépendante d'informations nationales de ce type, avec une portée considérablement plus importante que n'importe quel autre journal nationaliste, et rivalisant même avec de nom-

breuses publications « grand public » bien établies. En réalité, le nombre réel de lecteurs hebdomadaires de *The Spotlight*, en termes de taux de transmission, dépasse certainement le million. En tant que tels, *The Spotlight* et Liberty Lobby représentaient un défi sérieux pour l'élite au pouvoir en Amérique et dans le monde entier.

L'IHR, ainsi que la Noontide Press, opéraient sous les auspices d'une société à but non lucratif, la Legion for the Survival of Freedom (LSF), créée à l'origine par feu Jason Matthews et un groupe de patriotes en 1952. En 1966, cependant, la LSF était en faillite, incapable de continuer à publier le populaire magazine *American Mercury*, l'un de ses divers projets éducatifs.

À cette époque, à la demande de Mme La Vonne D. Furr et du général à la retraite Edwin Walker, qui avait pris le contrôle du Mercury après la mort de Matthews, Carto (déjà fondateur et trésorier de Liberty Lobby) a personnellement assumé les dettes de la LSF (qui s'élevaient à quelque 20 000 dollars) et a pris le contrôle et la direction de la société, ce qui a permis de poursuivre la publication du *Mercury* pendant une autre décennie. Carto a également fusionné la maison d'édition indépendante Noontide Press avec la LSF et a placé son bulletin d'information *Washington Observer* sous l'égide de la LSF. Ce n'est qu'en 1979 que Carto a créé l'IHR en tant que subdivision de la LSF. Contrairement à ce que les conspirateurs qui ont pris le contrôle de l'IHR ont affirmé par la suite, la mission de la LSF n'a jamais été limitée à la recherche historique de l'IHR. Au contraire, l'IHR n'était qu'une subdivision de la LSF aux multiples facettes.

Bien que le travail de l'IHR soit surtout connu pour ses recherches historiques révolutionnaires sur les faits relatifs aux événements de la Seconde Guerre mondiale connus sous le nom d'« Holocauste », la vérité est que la mission de l'IHR visant à promouvoir ce que l'on appelle généralement l'histoire « révisionniste » englobait bien plus que l'étude de l'« Holocauste ».

C'est ainsi que de 1980 à 1993, sous la direction de Willis Carto, l'IHR a publié de manière pratiquement ininterrompue non seulement son *Journal of Historical Review* (JHR), publié pas moins de 46 fois entre le printemps 1980 et le numéro d'hiver 1992-1993, puis cinq volumes, sous forme de magazine, publiés en 1993, ainsi que la lettre d'information mensuelle de l'IHR.

La seule interruption dans ce record par ailleurs ininterrompu s'est produite au cours de l'été 1984, lorsque le bureau de l'IHR (alors situé à Torrance, en Californie) a été détruit par une bombe incendiaire dans la nuit du 4 juillet, un acte qui était très clairement une opération professionnelle dont les initiés de la communauté des forces de l'ordre américaines ont

discrètement admis qu'elle était l'œuvre de l'agence de renseignement israélienne, le Mossad. Bien que tout le stock de livres de l'IHR – d'une valeur de plus d'un million de dollars – ait été détruit et que l'IHR ait subi un grave revers, Carto s'est mis au travail et a réuni l'argent nécessaire pour que l'IHR puisse être relancé et que la publication de son journal puisse reprendre dans un délai relativement court.

Au cours de la même période où Carto travaillait à la construction de l'HR, l'institut a fait l'objet d'un procès intenté par Mel Mermelstein, qui se décrit comme un « survivant de l'Holocauste » et qui a également introduit Liberty Lobby en tant que codéfendeur, simplement parce que Liberty Lobby et l'IHR étaient tous deux sous la direction de Carto, en dépit du fait – comme nous l'avons déjà noté – que les deux étaient des institutions entièrement distinctes.

Bien que Carto ait pris la décision commerciale de régler le premier procès avec Mermelstein, plutôt que d'engager un procès coûteux qui aurait pu déboucher sur une perte encore plus dévastatrice, susceptible d'entraîner la faillite de l'IHR et de Liberty Lobby, Mermelstein est revenu à la charge et a intenté un nouveau procès contre les deux institutions, qui a traîné en longueur et coûté très cher aux deux entités. Si Carto n'avait pas fait appel à des avocats et collecté des fonds pour lutter contre Mermelstein, la bataille aurait été perdue.

En fin de compte, grâce au travail habile de l'avocat Mark Lane, en collaboration avec un autre avocat, William S. Hulsy, le dossier de Mermelstein s'est effondré et, en septembre 1991, Mermelstein a jeté l'éponge, avant même que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux. Ce fut une perte amère pour ceux qui voulaient voir la destruction de l'IHR et de Liberty Lobby, mais une grande victoire pour ceux qui attachent de l'importance à la vérité historique.

(Pour un compte rendu complet du procès Mermelstein qui a duré dix ans, voir l'ouvrage de Michael Collins Piper publié en 1994, *Best Witness: The Mel Mermelstein Affair and the Triumph of Historical Revisionism* (Meilleur témoin : l'affaire Mel Mermelstein et le triomphe du révisionnisme historique), qui comprend une introduction de Mark Lane et une postface de Willis Carto).

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute qu'en 1993, avec l'effondrement du procès Mermelstein, l'IHR et Liberty Lobby étaient tous deux en plein essor. En fait, en 1993, l'IHR avait été l'objet principal de pas moins de quatre ouvrages antirévisionnistes majeurs, largement vantés par les médias d'élite du monde entier. Très clairement, l'IHR avait plus que survécu. En effet, ce

dernier a fait du révisionnisme une force puissante qu'il n'est plus possible d'ignorer. Il fallait compter avec le révisionnisme.

Bien qu'il soit le fondateur de l'IHR, Willis Carto n'interférait que rarement, voire jamais, avec les opérations quotidiennes de cet organisme. Il avait généralement confiance dans la capacité globale du personnel de l'IHR à s'acquitter des tâches de l'institut et le laissait fonctionner sans entrave. Il a joué le rôle de conseiller non rémunéré, venant périodiquement superviser les efforts de collecte de fonds et la prise de décisions éditoriales.

Au cours des deux années qui ont suivi la victoire de l'IHR au procès Mermelstein, l'Institut a connu un certain nombre de problèmes, mais aucun d'entre eux n'était – ou ne semblait être – dangereux pour l'avenir du mouvement révisionniste.

Bien que rédacteur, chercheur et traducteur compétent, Ted O'Keefe, rédacteur en chef du *Journal of Historical Review* (JHR), n'avait pas été en mesure de respecter les délais et, en conséquence, avait dû céder son poste de rédacteur en chef du *Journal* à Mark Weber, qui avait été engagé par l'IHR en janvier 1991. O'Keefe est cependant resté employé et très populaire au sein de la communauté révisionniste.

Weber, cependant, s'est avéré, comme O'Keefe, peu professionnel, malgré ses talents d'écrivain et de chercheur. Il était extrêmement têtu et il était impossible de travailler avec lui. En fin de compte, Carto, en tant que fondateur de l'IHR, a décidé, en consultation avec le conseil d'administration de la Legion for the Survival of Freedom (LSF), que le journal serait bien mieux servi par un autre rédacteur en chef. Weber a compris qu'il allait être remplacé et que, par conséquent, il était mûr pour être manipulé par ceux qui avaient d'autres objectifs.

Entre-temps, Tom Marcellus avait engagé un autre collaborateur de l'IHR, Greg Raven, un « libertarien-révisionniste » inconnu dans les milieux révisionnistes, mais dont Marcellus, qui lui faisait alors confiance, vantait les mérites.

Il y avait un autre problème. Ted O'Keefe n'avait pas réussi à écrire le livre sur l'affaire Mermelstein qu'il avait accepté de rédiger. Il avait passé un an et demi à travailler sur ce livre et pas une seule page publiable n'avait vu le jour. Willis Carto a donc demandé à Michael Collins Piper de venir en Californie pour l'écrire.

La première version de ce qui s'est avéré être un livre de 235 pages a été achevée en un mois et des plans ont été mis en place pour que l'IHR le publie immédiatement. L'ouvrage a finalement été publié au printemps 1994, comme indiqué précédemment, sous le titre *Best Witness*.

Pendant tout le temps où Piper travaillait amicalement au jour le jour avec les employés de l'IHR, ces derniers étaient – en coulisse – engagés dans leur conspiration pour s'emparer de l'Institut. Pendant quatre mois, les employés rémunérés – sur leur temps de travail, rien de moins – ont été engagés dans une conspiration secrète qui devait aboutir à un acte de piratage pur et simple.

À ce stade, il est important de noter qu'il y a eu un autre développement parallèle et connexe. C'est à la suite de la défaite de Mermelstein que l'ADL elle-même a été impliquée dans son désormais célèbre scandale d'espionnage à San Francisco, décrit en détail plus haut dans les pages de ce livre.

L'ADL était sous le feu des critiques, mais, dans le même temps, elle continuait à utiliser ses ressources considérables pour interférer avec le travail de l'IHR.

Un avocat de la région de la baie de San Francisco, Andrew Allen, s'employait à se faire connaître des membres du personnel de l'IHR en se faisant passer pour un « révisionniste » et en exploitant de manière intelligente et insidieuse le mécontentement de Mark Weber et de Ted O'Keefe, en particulier.

Allen prétendait s'intéresser de longue date aux recherches historiques de l'IHR, mais depuis près de dix ans, il s'employait activement à saper le travail de celui-ci. Après le licenciement de David McCalden, membre du personnel de l'IHR, en 1981, Allen a commencé à financer les activités de McCalden, qui visaient essentiellement à saper l'IHR.

Au cours de la même période, McCalden a également collaboré étroitement avec un autre « révisionniste » de San Francisco, Roy Bullock, qui a bien sûr été démasqué plus tard comme un espion de l'ADL. C'est ainsi que, sous la tutelle d'Allen et de Bullock, McCalden a lancé une campagne de propagande bien financée contre l'IHR.

En fait, selon des informations rendues publiques le 7 novembre 1984 par l'historien révisionniste respecté H. Keith Thompson, dont la bonne foi ne fait aucun doute, McCalden recevait en effet des renseignements provenant d'un intermédiaire de la CIA que Thompson a ensuite identifié comme étant un certain Elliot Carter.

En raison des activités d'Allen, le fondateur de l'IHR, Carto, lui avait interdit d'assister aux conférences de l'Institut.

Malgré les antécédents d'Allen, Mark Weber et Ted O'Keefe, membres du personnel de l'IHR, ont commencé à collaborer étroitement avec Allen au cours du printemps et de l'été 1993.

Comme nous le verrons dans les pages qui suivent, l'histoire d'Andrew Allen comporte bien d'autres éléments qui révèlent la source de sa motivation à détruire l'IHR.

À l'époque où Weber et O'Keefe trafiquaient avec Allen, Weber, et surtout O'Keefe, étaient en contact régulier avec l'ancien avocat de l'IHR, William Hulsy, qui était furieux que le fondateur de l'IHR, Carto, l'ait démis de ses fonctions d'avocat de l'IHR, mettant ainsi fin à une relation lucrative au cours de laquelle Hulsy avait été payé plus de 100 000 dollars pour son travail de défense de l'IHR.

L'étrange et apparente volte-face de Hulsy, semble-t-il, n'était peut-être pas si inattendue. Elle avait été annoncée par un commentaire étrange que Hulsy avait fait le 19 septembre 1991 lors de la fête de la victoire de l'IHR-Liberty Lobby dans la suite d'hôtel de Hulsy à Los Angeles, après l'effondrement de l'affaire Mermelstein dans la salle d'audience du juge Stephen Lachs.

Les invités réunis ont porté un toast à la victoire et ont fait l'éloge de Hulsy et de l'avocat de Liberty Lobby, Mark Lane, pour leur travail remarquable. Mark Lane s'est avancé et a fait l'éloge de Hulsy. Cependant, Hulsy, verre à la main, s'est avancé avec un commentaire tout à fait inapproprié (et plutôt étrange et surprenant) : « J'en ai assez d'entendre dire à quel point Mark Lane est génial. Je suis fatigué d'entendre à quel point Mark Lane est un grand homme, à quel point Mark Lane a présenté une grande affaire. Qu'en est-il de Bill Hulsy ? »

Il y eut un silence étonné. Plusieurs personnes présentes gloussèrent nerveusement tandis qu'Hulsy regardait d'un air sinistre la petite assemblée. Sentant qu'il y avait peut-être un problème, Mark Lane et sa femme Trish se sont discrètement excusés. La situation était étrange, mais c'était peut-être le signe que quelque chose n'allait pas.

Ainsi, dans les mois qui ont suivi, alors que les relations entre Hulsy et l'IHR avaient été rompues par Carto, Hulsy – utilisant ses propres informations privilégiées glanées auprès de son ancien client, Willis Carto, sur la structure LFS/IHR et ses actifs – a commencé à conspirer avec O'Keefe et Weber qui, au même moment, étaient poussés par Andrew Allen qui s'est plus tard vanté publiquement d'avoir « déclenché » le coup d'État contre l'IHR.

Hulsy et Allen disaient à Weber et O'Keefe qu'ils représentaient le « vrai » IHR et qu'il était temps qu'ils agissent pour prendre le contrôle de l'IHR et destituer Willis Carto de sa position réputée et incontestée de leader de l'institut révisionniste.

Il convient d'ajouter – et ce n'est pas une simple parenthèse – qu'au même moment, Weber et O'Keefe étaient tombés sous le charme d'Allen, et en particulier que les deux autres membres clés du personnel de l'IHR, Tom Marcellus et Greg Raven, étaient eux-mêmes impliqués dans des intrigues contre l'IHR, suivant un agenda mystérieux qui échappait presque certainement à la compréhension d'O'Keefe (et peut-être même à celle de Weber lui-même).

Quoi qu'il en soit, les événements qui ont conduit non seulement à la prise de contrôle illégale du conseil d'administration légitime de l'IHR, mais aussi à la destruction finale de Liberty Lobby, ont été mis en branle. Et voici ce qui s'est passé...

Alors qu'il se trouvait à Washington le 4 octobre 1993, Willis Carto a reçu par fax une lettre contenant un message très inattendu et choquant, signé par le directeur de l'IHR, Tom Marcellus, le rédacteur en chef du journal de l'IHR, Mark Weber, et les rédacteurs en chef adjoints, Ted O'Keefe et Greg Raven. Les employés rémunérés qu'il avait embauchés ont dit à Carto qu'il n'était plus le bienvenu au siège de l'IHR. Il en allait de même pour sa femme, Elisabeth, qui travaillait régulièrement comme bénévole pour l'IHR.

(Marcellus avait envoyé la première lettre le 1er octobre, mais Carto ne l'avait pas reçue. Marcellus a ensuite appelé Carto le 4 octobre et, après avoir appris que la lettre n'avait pas été reçue, Marcellus l'a faxée à Carto. Comme nous le verrons dans les pages suivantes, le fait que la lettre ait été envoyée pour la première fois le 1er octobre est très significatif).

Quoi qu'il en soit, après avoir examiné le fax, Carto a lancé sa propre enquête et a appris par la suite que Lewis et LaVonne Purr – un mari et sa femme, les principaux membres du conseil d'administration de la Légion for the Survival of Freedom (la société mère de l'IHR) – avaient démissionné. Carto a appris que pendant plusieurs mois, à son insu, Marcellus, assisté de Weber, O'Keefe et de leur avocat, William Hulsy, avait exercé d'énormes pressions sur Mme et M. Purr, les menaçant de poursuites judiciaires s'ils ne se joignaient pas à Marcellus et à sa compagnie dans leur coup d'État. Effrayés par ces menaces, les Purr ont démissionné, bien qu'ils aient par la suite répudié leur démission comme ayant été obtenue sous la contrainte.

(L'expression « coup d'État » a été utilisée pour la première fois pour décrire l'affaire de l'IHR par nul autre que l'avocat William Hulsy, qui était impliqué avec Marcellus et la société dans la planification à long terme qui a conduit à ce coup d'État. Hulsy a utilisé ce terme lors d'une conversation avec l'avocat Mark Lane, qui a continué à représenter Liberty Lobby).

Après la démission de M. et Mme Purr, Marcellus et Weber ont indiqué à Kerr qu'il était de sa responsabilité de convoquer une nouvelle réunion du conseil d'administration et de nommer de nouveaux membres. Marcellus et Weber avaient faussement dit à Kerr qu'il (Kerr) était le seul administrateur restant, alors que Weber savait très bien que deux autres personnes siégeaient encore au conseil, dont Sam Dickson, un avocat très réputé de Géorgie.

Ignorant l'irrégularité de cette action, ayant été induit en erreur par Marcellus et Weber, Kerr s'est exécuté et a involontairement « nommé » trois nouveaux membres du conseil, en totale contradiction avec les statuts de la Légion for the Survival of Freedom. Les nouveaux membres du conseil étaient Friedrich (Fritz) Berg, John Curry et Andrew Allen. C'est ce nouveau conseil, complètement bidon, qui a annoncé qu'Elisabeth et Willis Carto étaient désormais persona non grata à l'IHR et dans les rangs du mouvement révisionniste.

Dès qu'il a reçu la lettre du 4 octobre, Carto a élaboré des plans pour reprendre le contrôle avant qu'il n'y ait trop de dégâts. Les conspirateurs voulaient qu'il leur remette tous les documents d'entreprise de la Légion et il a accepté une réunion dans le bureau de Hulsy pour le 15 octobre, peu après son retour en Californie.

Entre-temps, les conspirateurs avaient négligé de payer le loyer des deux bâtiments occupés par l'IHR. En outre, ils avaient secrètement changé les serrures alors que l'autorisation expresse des propriétaires était requise. Ainsi, agissant en tant qu'agents des deux propriétaires, les Carto et trois amis ont été introduits dans les bâtiments par une employée loyale, Jean Scott, une Anglaise à la voix douce connue par de nombreux interlocuteurs téléphoniques comme « la voix de l'IHR ».

Après que les Carto et leurs amis eurent sécurisé à nouveau le bâtiment, Carto envoya un fax conciliant au bureau de Hulsy, informant l'avocat et ses collaborateurs qu'il contrôlait désormais le bureau de l'IHR et que les démissions des membres du personnel seraient acceptées sans publicité.

La réaction de Hulsy et de ses collaborateurs fut digne d'une bande de voyous. Arrivés au bureau de l'IHR, ils ont pris d'assaut l'entrée principale. Malheureusement, la serrure de la porte principale n'était pas assez solide et elle a cédé.

Hulsy, Marcellus, Weber, O'Keefe et Raven, armés d'un fusil chargé, sont entrés de force dans le bâtiment et ont commencé à expulser violemment les Carto et leurs amis. Ceux-ci se sont défendus, à tel point qu'Elisabeth et Willis Carto ont été battus et ensanglantés.

Le co-conspirateur Raven (qui se tenait aux côtés de l'avocat) a pointé son pistolet semi-automatique chargé sur le visage d'Elisabeth Carto, lui criant de sortir. Ne mâchant pas ses mots, Mme Carto a répondu : « Vous devrez d'abord me tirer dessus, espèce de lâche ». Heureusement, Raven n'a pas tiré.

Finalement, Elisabeth, une blonde svelte et séduisante, fut projetée hors de l'immeuble et atterrit lourdement sur le trottoir. Willis s'est placé entre la porte et le cadre, la lourde porte d'acier et de verre étant tirée contre lui. L'avocat Hulsy (qui pèse peut-être 34 kilos de plus que Carto) et Marcellus frappaient Carto à coups de poing pour essayer de le déloger.

« Cela devenait un peu inconfortable et j'ai donc lâché prise » fera remarquer plus tard Carto, avec un brin d'ironie. Willis Carto était maintenant dans la rue et avait été expulsé du siège de l'institut qu'il avait travaillé si dur à mettre en place.

Pendant ce temps, la compagne de Hulsy, qui attendait à l'extérieur, a appelé la police, qui est arrivée peu après. À l'arrivée des autorités, les parties en présence ont commencé à expliquer leur version des faits.

Willis a informé la police que Raven avait sorti une arme. Bien que l'arme ne soit plus en vue, la police a fouillé le bâtiment et a découvert le pistolet caché dans le bureau de Raven, où Marcellus et Raven venaient de le mettre à l'abri. L'arme était chargée. « Il y avait une balle dans la chambre », a commenté un policier alors que l'arme était confisquée en tant que pièce à conviction. Raven a été immédiatement arrêté, menotté et emmené dans une voiture de police.

(Elisabeth et Willis Carto étaient, il va sans dire, abasourdis par les événements qui venaient de se dérouler. Cependant, quelques jours plus tôt, elle avait peut-être eu un avertissement de ce qui allait se passer. Après avoir contacté Tom Marcellus, et après avoir pris connaissance du message envoyé par fax à Willis à Washington, elle a vécu une expérience troublante.

(S'adressant à Marcellus, avec qui elle avait entretenu ce qu'elle considérait comme une relation cordiale au cours des quatorze dernières années, elle a dit : « Tom, je pensais que nous étions amis ». Marcellus a rétorqué : « Nous n'avons jamais été amis »).

C'est à ce moment-là que l'avocat Hulsy et ses autres co-conspirateurs ont commencé à lancer des mandats d'arrêt contre les Carto. Les officiers de police ont demandé si les Cartos souhaitaient prêter serment sur les mandats d'arrêt. Tentant de régler l'affaire sur-le-champ, espérant qu'elle n'irait pas plus loin, Carto a informé la police que si Hulsy et ses clients abandonnaient leurs mandats d'arrêt, il ferait de même.

Hulsy a refusé. « Seulement si Carto lui remet tous les actifs et le contrôle total de la Légion », hurla-t-il. Carto n'était pas prêt à admettre que ce groupe de pirates était dans son bon droit et a refusé de se soumettre à cette évidente extorsion.

En conséquence, plusieurs arrestations ont eu lieu, y compris celle du couple Carto, qui a été menotté, emmené au siège de la police et placé en cellule sous une caution de 50 000 dollars chacun et détenu pendant huit heures.

Heureusement, Carto a pu entrer en contact avec son ami de longue date, Jim Townsend, éditeur du mensuel populiste *The National Educator*, qui a fait en sorte que les Cartos soient libérés sous leur propre responsabilité vers minuit. Aucune accusation n'a jamais été portée. Les collègues de Hulsy, Weber et O'Keefe, ont également été arrêtés. Weber avait saisi Elisabeth Carto par le cou et l'avait frappée au visage et à la tête.

Entre-temps, alors que la poussière retombait, Elisabeth et Willis Carto ont fait appel à un conseiller juridique pour déterminer la marche à suivre. Dans les déclarations sous serment déposées au cours du litige, le directeur de l'IHR, Tom Marcellus, s'est attaqué de plein fouet aux projets existants de l'Institut, utilisant des termes qui pourraient laisser penser que Marcellus avait peut-être un programme résolument non révisionniste.

Marcellus a également abandonné l'ambitieux projet de publication d'une histoire de la Seconde Guerre mondiale par le *SS-Sturmbannführer* Léon Degrelle, le Belge francophone qui fut l'un des officiers de combat les plus décorés sur le front russe, avec des expériences personnelles et des connaissances des dirigeants des puissances de l'Axe pendant la guerre, jusqu'à Hitler lui-même. L'ouvrage classique de Degrelle, Campaign in Russia, précédemment publié par l'IHR, s'est avéré être l'ouvrage le plus populaire de l'institut. Le premier volume de la série qu'il avait projetée, *Hitler Born at Versailles* (Hitler né à Versailles), a connu un énorme succès et des milliers de lecteurs attendaient avec impatience la suite de la série.

De plus, les droits d'auteur des livres ont été versés à Degrelle par un ami de l'IHR. Il ne restait plus qu'à éditer et traduire les livres (une tâche certes considérable) et à les imprimer.

Marcellus a choqué de nombreux révisionnistes lorsqu'il a prétendu que Degrelle était coupable de « plagiat » et qu'il a attaqué le travail de Degrelle comme étant « manifestement pro-hitlérien ». Marcellus et ses collègues ont également fait des remarques désobligeantes, dans des déclarations sous serment, sur l'âge avancé de Degrelle.

En outre, Marcellus a mis à la poubelle une anthologie de souvenirs de commandants de sous-marins en temps de guerre qui devait être publiée conjointement avec l'organisation Sharkhunters, composée de sous-mariniers de toutes les nations impliquées dans la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'un livre tout à fait unique, traduit de l'allemand par Carl Hottelet, *The Lehrplan*, une étude du matériel enseigné à la jeunesse allemande pendant la Seconde Guerre mondiale.

Marcellus a également dénoncé la réimpression d'un livre de la Seconde Guerre mondiale écrit par un sioniste enragé, Theodore Kaufman, qui affirmait que toute la nation allemande devait être exterminée[7].

Une autre victime des conspirateurs de l'IHR était l'aimable et sympathique Dr. Robert H. Countess, un érudit gentleman et un partisan dévoué de la cause révisionniste qui s'était fait apprécier et respecter par ses collègues révisionnistes dans le monde entier.

Willis Carto avait demandé à Countess d'écrire une histoire professionnelle et bien documentée de l'expérience juive en Europe, en mettant particulièrement l'accent sur les expulsions répétées du peuple juif des nations d'Europe, souvent mentionnées (mais rarement examinées). Dans la mesure où ce phénomène est régulièrement cité par les historiens de l'establishment qui écrivent sur « l'Holocauste », Countess avait convenu avec Carto qu'il s'agissait d'un sujet digne d'une recherche scientifique.

Cependant, à la suite du coup d'État contre l'IHR, Marcellus a informé Countess que son contrat avec l'Institut était « en cours de révision ». C'est ainsi que le travail de Countess a également été saboté au motif qu'il ne s'agissait pas d'un projet digne de l'attention de l'IHR.

Weber et compagnie ont franchement créé un tollé dans les rangs révisionnistes en apportant leur soutien à une série de déclarations sous serment versées au dossier du tribunal par leur avocat. Ces déclarations, entre autres, accusaient Willis Carto de sympathies « nazies » et « racistes » et de détermination à publier des ouvrages « pro-hitlériens » sous l'égide de l'IHR et à faire de la revue de l'IHR un magazine « raciste » et « nazi ». Ces termes d'opprobre ne seraient pas surprenants s'ils émanaient directement de l'Anti-Defamation League. Le fait que ces allégations émanent de Weber et compagnie a toutefois commencé à soulever de sérieuses questions quant à l'agenda réel du « nouveau » IHR.

---

[7] [NdT : Il s'agit du livre *Germany must Perish* (L'Allemagne doit périr) de Théodore Kaufman.]

Cependant, d'autres signes indiquaient que la prise de contrôle de l'IHR ne se limitait pas à cela. Dès les premiers jours de la débâcle de l'Institut, Liberty Lobby a obtenu des preuves tangibles que la Ligue antidiffamation (ADL) du B'nai B'rith était en possession de la liste de diffusion de Noontide Press, la filiale de l'IHR spécialisée dans l'édition de livres. Ce qui est particulièrement important, c'est que les preuves suggèrent que la liste de Noontide a été remise à l'ADL avant même le coup d'État interne contre l'IHR, qui a eu lieu le 5 octobre 1993. Cela suggère qu'un membre du personnel de l'Institut collaborait en fait avec l'ADL pendant la période précédant le coup d'État.

Voici les faits : un lecteur de longue date de *Spotlight*, originaire du New Jersey, a été surpris de recevoir une lettre du Département de la police de San Francisco l'informant que son nom figurait dans le fichier dit « de droite » tenu par Tom Gerard, un policier vétéran de San Francisco qui faisait l'objet d'une enquête pour le vol de fichiers de renseignements de la police qu'il (Gerard) avait ensuite transmis à Roy Bullock, un agent infiltré de longue date de l'ADL.

(Le fichier dit de « droite » contenait les noms (et, dans certains cas, des informa-tions personnelles) d'individus impliqués dans des groupes populistes et nationalistes. Gerard et Bullock ont tous deux conservé ces fichiers dans leurs ordinateurs personnels. Les mêmes informations ont également été trans-mises à l'ADL, puis, vraisemblablement, aux contacts de l'ADL au sein du service de renseignement secret israélien, le Mossad).

Lorsque le lecteur de *The Spotlight* a demandé officiellement aux autorités de San Francisco les informations contenues à son sujet dans les fichiers illicites, il a reçu une copie photographique du fichier en question. Bien que le fichier ne contienne que le nom et l'adresse de l'individu, à côté de la légende « organisation » figure la désignation « Noontide Press ».

L'individu a informé *The Spotlight* qu'il n'avait absolument jamais assisté à une quelconque activité sponsorisée par l'IHR ou par Noontide Press. Il avait cependant commandé des livres à Noontide avant le coup d'État de l'IHR. Ce fait est important. Le fait que le nom de cet individu figure aujourd'hui dans les fichiers de l'ADL signifie une chose : cette dernière a eu accès à la liste de diffusion de Noontide Press – avant même le coup d'État de l'IHR.

L'ADL n'a pu obtenir la liste de diffusion de Noontide Press que par l'intermédiaire d'une personne travaillant au siège de l'IHR à Costa Mesa ou d'une personne ayant obtenu la liste par l'intermédiaire d'un employé de l'IHR.

Cependant, le (ou les) coupable(s) n'avait manifestement aucune idée que la preuve de la liste volée finirait entre les mains des autorités de San Francisco. Dans le cas contraire, le vol de la liste serait resté un secret connu uniquement de l'ADL et de son (ses) collaborateur(s) au sein de l'IHR ou de ceux qui travaillent en étroite collaboration avec des initiés de l'IHR.

On ne saura probablement jamais si la liste a été transmise à l'ADL par feu David McCalden – dont on sait qu'il travaillait avec l'espion de l'ADL Roy Bullock – ou si elle provient de l'un des « loyaux » employés de l'IHR qui ont plus tard organisé le coup d'État contre Willis Carto. Mais cette révélation choquante n'est qu'un fait de plus qui confirme la conclusion de longue date des révisionnistes loyaux selon laquelle le coup d'État contre l'IHR était un projet de longue date de l'ADL, avec l'aide et la complicité de l'intérieur de l'IHR lui-même.

Bien que Willis et Elisabeth Carto (avec l'aide des membres légitimes du conseil d'administration de l'IHR) aient intenté une action en justice pour tenter de reprendre son contrôle, au cours de la dernière semaine de décembre 1993, un juge de la cour supérieure de l'État de Californie, Robert Polis, a rejeté leur action, malgré toutes les preuves de coercition et de menaces – en fait d'extorsion – de la part d'Allen, de Weber, de Marcellus et compagnie.

Il va sans dire que la décision du juge Polis n'a pas surpris ceux qui savent que le système judiciaire américain est non seulement corrompu, mais aussi fortement dominé par des juristes qui reconnaissent que le pouvoir du sionisme est primordial. Il y a peu de juges, disons-le, qui auraient osé rétablir l'administration légitime de l'IHR.

Mais tout cela n'était que le début d'une série d'événements qui allaient s'éterniser pendant de nombreuses années et dont certains détails plus sordides sont encore à venir dans ces pages.

Toutefois, à ce stade, il convient d'examiner de plus près le cas d'Andrew Allen, mentionné plus haut, qui s'est vanté d'avoir « déclenché » les événements qui ont conduit à la prise de contrôle illicite de l'IHR. L'examen d'Andrew Allen montre clairement où se situent ses véritables intérêts.

Chapitre Deux

L'homme derrière le masque : Andrew Allen – L'homme qui a « déclenché » l'affaire de l'IHR

Un sombre promoteur immobilier multimillionnaire basé à San Francisco a admis être le principal instigateur du coup d'État choquant qui a eu lieu à l'Institute for Historical Review. Qui est cet énigmatique individu nommé Andrew Allen ?

Selon l'ancien officier du Mossad Victor Ostrovsky, la règle générale est la suivante : « Si quelqu'un a l'air d'être du Mossad, il ne l'est pas ». Andrew Allen n'a absolument pas l'air d'être du Mossad. Bien au contraire ! Allen, qui se décrit lui-même comme un « républicain libéral », n'est pas seulement avocat, il est aussi le bénéficiaire fortuné de plusieurs trusts familiaux anciens et le propriétaire d'une entreprise lucrative de gestion immobilière dans le comté huppé de Marin, en Californie. Tel est son profil public. Mais Allen est bien plus que cela si l'on regarde en coulisses...

En fait, Andrew Allen est un agent secret de longue date qui a servi au Moyen-Orient (en Afghanistan) et a au moins effectué un déploiement tactique en Extrême-Orient (en Birmanie). Pourtant, malgré les vastes et frappants contrastes géographiques, ethniques et historiques entre ces régions éloignées où Allen a été engagé, il existe une similitude géopolitique notable et interdépendante : le Mossad israélien a été profondément impliqué (seul ou en collaboration avec la CIA) dans la promotion des intérêts d'Israël dans ces deux domaines.

Au cours du procès qui a suivi le coup d'État du 15 octobre 1993 au siège de l'IHR en Californie – procès qui a fini par impliquer le Liberty Lobby, entraînant sa destruction finale – des détails ont commencé à émerger au sujet d'Allen qui indiquaient directement qu'il était une chèvre de Judas de haut niveau, l'un des véritables Ennemis intérieur.

Dans une déposition sous serment faite le 7 octobre 1994 à San Francisco par Randall Waier, le co-avocat de Liberty Lobby, Allen a révélé qu'il était « membre du conseil d'administration d'un groupe 501(c)(3) [exonéré d'im-

pôts] appelé Burma Foundation », dont l'objectif est, selon lui, « d'apporter de l'aide aux réfugiés birmans et de promouvoir la démocratie en Birmanie ».

Les documents déposés par Allen lui-même auprès de l'Internal Revenue Service (Service des impôts américain – IRS) indiquent en outre qu'Allen n'était pas seulement membre, mais aussi fondateur et secrétaire du conseil d'administration de la Burma Foundation.

Dans une déposition ultérieure, Allen a révélé que ses liens avec le mouvement dit de la « Birmanie libre » allaient jusqu'au sommet. Allen a admis que lorsque le chef de l'opposition rebelle birmane (qu'il a décrit comme le Premier ministre « démocratiquement élu ») est venu aux États-Unis, « il est resté avec moi ». Selon Allen, « il était en visite aux États-Unis pour parler aux Nations unies et, en chemin, il s'était arrêté dans la région de la baie ».

Lorsqu'on lui demande comment le leader radical birman a pu s'arrêter chez lui, dans la ville touristique de San Francisco, riche en hôtels, Allen répond : « Quelqu'un m'a appelé et m'a demandé : 'Pourrait-il rester chez vous avec le Ministre des finances ?' C'est ce qu'ils ont fait ».

Qui a appelé Allen pour organiser le séjour des dignitaires étrangers chez lui ? Allen a répondu : « Je ne m'en souviens pas ». Lorsqu'on lui demande pourquoi la personne ou l'agence prétendument oubliée a fait appel à ses services, l'agent secret répond avec sarcasme : « Ils savaient que j'avais une maison avec une ou deux chambres supplémentaires ».

Lorsqu'on lui a demandé s'il était surpris que des dignitaires internationaux de si haut niveau séjournent chez lui, Allen a répondu : « Non, j'étais honoré », avant d'ajouter que le Ministre des finances birman « a été tué par la suite ».

Il est donc évident qu'Andrew Allen et sa fondation pour la Birmanie avaient des relations de haut niveau. Mais ces relations ne se limitent pas à la CIA. Toute l'affaire de la Birmanie est directement liée à l'agence de renseignement israélienne, le Mossad.

La fondation d'Allen porte le profil précis de la myriade de propriétaires – ou « groupes de façade » dans le langage courant – qui ont été créés par la CIA et le Mossad, à la fois conjointement et individuellement, pour une grande variété d'opérations de renseignement.

Le *Washington Times* a rapporté que « la Fondation nationale pour la démocratie et la Fondation Soros, basée à New York » sont les principaux bailleurs de fonds du « mouvement pro-démocratique » (qui inclut évidemment la fondation d'Allen) qui visait la Birmanie (aujourd'hui appelée « Myanmar » par le régime nationaliste actuellement au pouvoir).

Qu'est-ce que la National Endowment for Democracy (Fondation nationale pour la démocratie – NED) ? Et qu'est-ce que la Fondation Soros ? La Fondation Soros est la création du financier international controversé George Soros, l'un des hommes les plus riches du monde, un sioniste d'origine hongroise dont le rôle croissant dans les intrigues mondiales de ces dernières années n'a pas encore été pleinement exploré.

Il suffit cependant de dire que le fait que Soros – ainsi qu'Andrew Allen – s'intéresse aux affaires de la Birmanie n'est pas si surprenant, comme nous le verrons.

Toutefois, l'histoire de la NED est autrement plus publique. Opération mondialiste financée par le contribuable américain et ostensiblement engagée à promouvoir les mouvements « pro-démocratiques » du type de ceux d'Andrew Allen, la NED est, depuis sa création, étroitement liée au Mossad israélien et à son auxiliaire, l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith. Carl Gershman, directeur exécutif fondateur de la NED, a fait partie du personnel national de l'ADL, mais a également été associé au Comité international de secours financé par la CIA et fondé par Leo Cherne, un vétéran éminent du lobby sioniste.

Gershman contribue fréquemment à la revue *Commentary*, publiée par la section new-yorkaise de l'American Jewish Committee. *Commentary* a d'ailleurs été l'un des premiers médias nationaux à publier une attaque cinglante contre l'Institute for Historical Review, alors que cet institut californien n'en était qu'à ses balbutiements.

Comment expliquer alors l'intérêt de la NED – et d'Andrew Allen – pour la Birmanie ? Bien que la lointaine Birmanie, située en Asie du Sud-Est, n'intéresse guère la plupart des Américains, le pays et sa région du monde ont longtemps fait l'objet d'une attention particulière de la part du Mossad israélien.

Selon l'historien israélien Benjamin Beit-Hallahmi, qui écrit dans *The Israeli Connection : Who Israel Arms and Why* (La connexion israélienne : qui Israël arme et pourquoi), le développement de relations diplomatiques entre Israël et la Birmanie au début des années 1950 « a été un succès diplomatique majeur... ». [C'était la première percée d'Israël dans ses relations avec le tiers monde... [et] ... était pour Israël un rêve devenu réalité en ce sens qu'il avait réussi à dépasser l'encerclement arabe et à se faire accepter dans une partie importante du tiers monde ».

Cependant, selon Beit-Hallahmi, le « Premier ministre visionnaire de la Birmanie qui favorisait les contacts avec Israël a été renversé en 1962 par un

coup d'État militaire ... et à toutes fins utiles, les relations d'Israël avec la Birmanie ont pris fin ».

Le nouveau régime militaire a alors commencé à « couper la plupart des contacts extérieurs et à adhérer à une politique stricte de non-alignement... [et] ... bien qu'Israël conserve une ambassade à Rangoon, les relations entre les deux pays sont formelles et limitées ».

Le *New Republic*, publié par le zélateur sioniste Martin Peretz (dont le magazine soutient inébranlablement la ligne de propagande israélienne) a pris le gouvernement birman à partie pour avoir « généralement poussé le tiers-mondisme non aligné à des extrêmes paranoïaques » – c'est-à-dire pour avoir rejeté l'ingérence extérieure des banques internationales, les manipulations financières de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et les intrigues du Mossad et de ses alliés de la CIA.

Pour illustrer le caractère international de l'appareil de la NED, on peut également noter que celle-ci a participé au renversement du Président philippin Ferdinand Marcos. La NED a financé un groupe d'observateurs de sondages prétendument « indépendants », Namfrel, qui a affirmé sans fondement (avec grand bruit dans les médias internationaux) que Marcos avait « volé » l'élection présidentielle de 1985.

Revenons à la question de l'implication d'Andrew Allen dans les affaires de la lointaine Birmanie : d'après ce que nous avons vu au sujet de la NED – et de la Burma Foundation d'Allen, qui fonctionne comme un complément des opérations « pro-démocratie » à plusieurs niveaux de celle-ci dans le monde entier – le gouvernement d'Israël et son Mossad ont un intérêt particulier pour la Birmanie. Cela explique l'intérêt particulier d'Allen pour la Birmanie et, en même temps, indique où se situent ses véritables intérêts.

Il existe toutefois une autre raison majeure pour laquelle le Mossad et ses alliés de la CIA s'intéressent particulièrement à la Birmanie. Il s'agit du fait que, comme le rapporte le *Washington Post* en citant le rapport du Département d'État de 1994 sur le contrôle international des stupéfiants : « La Birmanie est la plus grande source mondiale d'opium et d'héroïne illicites ».

Le rôle de la CIA et du Mossad dans le trafic international de drogue en Asie du Sud-Est est connu, en partie grâce aux révélations faites dans le cadre de l'affaire Iran-Contra, ainsi qu'aux révélations récurrentes sur l'implication d'Israël auprès des barons de la drogue d'Amérique latine. Toutefois, dès 1972, le professeur Alfred McCoy, de l'université du Wisconsin à Madison, a exposé ses conclusions sur l'implication de la CIA dans le commerce de la

drogue dans son ouvrage novateur : *The Politics of Heroin in Southeast Asia* (La politique de l'héroïne en Asie du Sud-Est).

De plus, comme le savent ceux qui connaissent l'histoire du crime organisé, c'est le syndicat du crime Meyer Lansky, étroitement lié au Mossad, qui a été le principal architecte du réseau mondial de contrebande de drogue, en collaboration avec la CIA, une alliance qui s'est développée et a prospéré pendant la guerre du Vietnam, en particulier.

Les principales sources d'exportation d'héroïne birmane sont l'Armée unie Shan – dirigée par le tristement célèbre baron de la drogue Khun Sa – et l'Armée unie de l'État Wa. Ces fournisseurs de drogue opèrent de manière indépendante et (comme Allen) en opposition au gouvernement birman – connu sous le nom de Conseil de restauration de la loi et de l'ordre de l'État – qui a pris le pouvoir en 1988.

Cependant, des forces autoproclamées « pro-démocratie », telles que la Burma Foundation d'Allen, en collaboration avec Carl Gershman de l'ADL et sa National Endowment for Democracy, ainsi qu'avec la fondation du milliardaire George Soros, s'efforcent de renverser ce gouvernement.

(Le fait que la Fondation Soros finance aussi activement les efforts déployés aux États-Unis pour légaliser l'usage de l'héroïne n'est probablement pas non plus une coïncidence, dans la mesure où la légalisation de ces drogues entraînerait d'immenses profits légitimes pour Soros et ses associés de la communauté financière internationale, ainsi que pour la CIA et le Mossad).

Le lien d'Allen avec la Birmanie n'est qu'une facette de ses liens avec le Mossad. Son autre lien israélien est encore plus profond : Allen opère physiquement au Moyen-Orient même aux côtés d'agents du Mossad depuis au moins une décennie.

Lorsque l'avocat de Liberty Lobby, Randall Waier, a demandé à Allen, lors d'une déposition sous serment le 7 octobre 1994, « combien de temps professionnel en tant qu'avocat pensez-vous avoir consacré aux nobles causes dans lesquelles vous avez été impliqué, disons au cours des dix dernières années ? » La réponse d'Allen a été révélatrice. Allen s'est vanté (sous serment) : « Je veux – ma plus grande hypothèse de nobles causes était la course à pied – je ne devrais pas dire la course à pied. C'est peut-être inapproprié – apporter des fournitures aux rebelles moudjahidines en Afghanistan, donc au cours des dix dernières années, c'est probablement l'usage que j'ai fait de mon temps ».

En d'autres termes, Allen était physiquement impliqué dans l'approvisionnement des moudjahidines. Selon le *Covert Action Information Bulletin* (septembre 1987), la ligne d'approvisionnement d'Allen était non seulement

« la deuxième plus grande opération secrète » de l'histoire de la CIA, mais elle était également, selon l'ancien agent du Mossad Victor Ostrovsky (dans *The Other Side of Deception*), sous la supervision directe du Mossad.

Selon Ostrovsky : « Il s'agissait d'une filière complexe », note-t-il, « car une grande partie des armes des moudjahidines étaient de fabrication américaine et étaient fournies aux Frères musulmans directement par Israël, en utilisant comme porteurs les nomades bédouins qui parcouraient les zones démilitarisées du Sinaï ».

En fait, le Mossad a joué un rôle de premier plan dans les mouvements dits « pro-démocratiques » (à l'instar de la Fondation Allen pour la Birmanie et de ses activités en faveur des rebelles afghans) dans le monde entier. Selon Adolfo Calero, leader de la Contra au Nicaragua, un certain nombre de « bases ont été établies pour un réseau international [de forces de guérilla anticommuniste basées aux États-Unis] avec des conseillers israéliens ». (Cité dans *Dangerous Liaison : The Inside Story of the U.S.-Israeli Covert Relationship* (L'histoire intérieure des relations secrètes entre les États-Unis et Israël) de James et Leslie Cockburn).

Selon les Cockburns, « cette approche globale a été conçue comme un moyen d'armer les 'combattants de la liberté' sur trois continents avec l'aide d'Israël, de la Maison Blanche et de la CIA. Les bénéficiaires ont été présentés au directeur de la CIA, M. Casey, dans un mémo, comme étant les guérilleros du 'Nicaragua, de l'Angola, de l'Afghanistan et du Cambodge'… ».

(Il est intéressant de noter qu'ici, comme en Birmanie, il existe une autre « connexion avec la drogue ». Selon un rapport de l'*Associated Press* du 16 décembre 1983, David Melocik, porte-parole de la Drug Enforcement Administration, a déclaré que « les [moudjahidines] gagnent de l'argent grâce à la vente d'opium. Il n'y a aucun doute à ce sujet... les rebelles maintiennent leur cause grâce à la vente d'opium ». Voilà pour les associés d'Allen dans les deux régions).

Lors d'une déposition judiciaire ultérieure, Allen a admis sous serment devant un autre avocat de Liberty Lobby, Howard Singleton, que ses activités afghanes étaient liées à un groupe connu sous le nom de Committee for a Free Afghanistan (CFA).

La liste des collègues d'Allen au CFA ressemble à une liste de l'élite de l'establishment du renseignement américain – une liste brillante de sommités qui ont toutes, notamment, des liens étroits de longue date avec le lobby israélien dans le Washington officiel.

La liste du Conseil des conseillers de l'AFC comprenait le général John Singlaub, l'ancien directeur de la Defense Intelligence Agency des États-Unis, le général Daniel Graham, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de l'administration Reagan-Bush, Richard V. Allen, les sénateurs John McCain (R-Ariz.), Claiborne Pell (D-R.I.), Paul Tsongas (D- Mass.) et Paul Simon (D-Ill.), ainsi que les représentants Barney Frank (D-Mass.), Gerald Solomon (R-N.Y.), Mickey Edwards (R.-Okla) et Charles Wilson (D-Texas.).

Parmi les autres membres de son conseil consultatif figure le rédacteur en chef du *Washington Times*, Arnaud De Borchgrave, parent par alliance de la famille bancaire internationale Rothschild. Parmi les collecteurs de fonds de l'AFC, on trouve le fervent supporter d'Israël, l'évangéliste Pat Robertson, qui n'a jamais été connu pour être un disciple du révisionnisme, et l'ancien procureur général des États-Unis, Eliot Richardson.

Bien que ces « grands noms » aient conféré leur prestige aux activités de la CFA, Allen lui-même était « sur le terrain », réellement engagé dans la « course » internationale de fournitures dans la sphère d'influence du Mossad.

Les activités d'Allen et de ses collègues « coureurs » semblent en fait avoir été sous la juridiction directe de George Bush lorsque ce dernier était Vice-président de Ronald Reagan, ce qui est tout à fait approprié dans la mesure où Allen se décrit lui-même comme un « Républicain libéral » – une description souvent appliquée à Bush, un ancien directeur de la CIA.

Comme l'indiquent les faits révélés dans le sillage de l'affaire Irancontra, Bush était, sous l'administration Reagan, le véritable chef de nombreuses opérations secrètes menées par le lieutenant-colonel Oliver North, alors membre du Conseil de sécurité nationale. L'intrigue afghane faisait partie intégrante du réseau international de North, dont l'affaire Iran-Contra n'était qu'une fraction.

Une partie du financement et du soutien des activités afghanes d'Allen et de ses associés à la CFA, connus du public, provenait d'organisations bien implantées dans l'establishment, telles que la Heritage Foundation et un groupe connu sous le nom d'Accuracy in Media, dirigé par l'ancien fonctionnaire de la Réserve fédérale Reed Irvine (qui s'est vanté publiquement de son amitié avec l'ancien directeur de la CIA, William Casey). Le CFA s'est également employé à collecter des fonds pour Radio Free Kabul, International Medical Aid et Médecins sans frontières.

(En fait, l'ensemble du réseau d'aide et de fourniture d'armes à l'Afghanistan, dont Allen faisait partie, a des liens multiples avec le Mossad et son propre réseau de grande envergure au sein de la communauté mondiale

du renseignement. Par exemple, l'Aghanistan Relief Committee était une émanation de l'International Rescue Committee (une opération menée par l'agent sioniste de longue date Leo Cherne) et de la National Endowment for Democracy (Fondation nationale pour la démocratie), dirigée par Carl Gershman, figure de longue date de la Ligue anti-diffamation).

Lorsqu'au cours d'une autre déposition, le sujet est revenu sur l'intrigue afghane d'Allen, celui-ci est devenu visiblement nerveux lorsqu'on lui a demandé d'expliquer comment il s'était retrouvé impliqué dans l'« acheminement » de fournitures vers l'Afghanistan. Finalement, après une pause, Allen a répondu : « Je me suis impliqué car un de mes amis faisait partie du Peace Corps en Afghanistan et avait ramené des enfants à l'hôpital pour qu'ils y soient soignés. »

Alors que sa voix se brisait et qu'il semblait retenir ses larmes, Allen a ajouté que son « ami » était mort. Pourtant, lorsqu'on lui a demandé de nommer cet « ami » qui l'avait tant ému, Allen a répondu : « Je ne m'en souviens pas. »

Allen a admis que l'opération afghane était financée par le Committee for a Free Afghanistan (Comité pour un Afghanistan libre), mais il a affirmé ne pas savoir, ou très peu, qui étaient les officiers du CFA, même si, bien sûr, il s'est aventuré dans une mission potentiellement dangereuse dans une partie éloignée du monde en temps de guerre.

En réponse à une question, Allen a nié connaître Elliott Carter. Feu M. Carter était le « gestionnaire » de la CIA qui a fourni au proche associé d'Allen, feu David McCalden, des dossiers de la CIA et d'autres services de renseignement sur les dirigeants du mouvement révisionniste.

Une grande partie des données de la CIA a en fait été générée par la Ligue anti-diffamation du B'nai B'rith, qui fonctionne souvent comme un auxiliaire de la CIA et du Mossad pour l'établissement des faits. Elliott Carter était le canal de la CIA vers McCalden – un fait indéniable que les défenseurs d'Allen sont bien en peine de nier.

Avec l'appui et le soutien financier d'Allen, McCalden a publié les données de la CIA dans le but de salir les révisionnistes et de semer la discorde entre eux. Cela a duré plusieurs années, jusqu'à la mort de McCalden, emporté par le sida (manifestement contaminé par sa maîtresse juive).

Lorsqu'on lui a demandé de but en blanc s'il travaillait pour la CIA ou le Mossad, le service de renseignement israélien, Allen a répondu (comme s'il était surpris et blessé par ces questions) : « Êtes-vous sérieux en posant ces questions ? », avant de nier toute affiliation avec l'un ou l'autre de ces services.

Toutefois, Allen a reconnu son rôle dans deux opérations internationales distinctes (citées précédemment) que de nombreuses sources ont identifiées comme relevant de la sphère d'influence conjointe de la CIA et du Mossad, à savoir : 1) la campagne visant à déloger l'actuel régime militaire au pouvoir au Myanmar (anciennement Birmanie) ; et 2) la ligne d'approvisionnement internationale des rebelles moudjahidines en Afghanistan.

Utilisant sa richesse personnelle considérable et sa formation d'avocat, sans parler de ses contacts de haut niveau dans la communauté du renseignement, Allen a fonctionné comme un agent en place qui a permis au complot visant à détruire l'IHR (et finalement Liberty Lobby) de porter ses fruits. Si l'on considère l'ensemble de ces éléments, peut-on douter qu'Andrew Allen, qui se présentait comme un « révisionniste loyal », conduisait en fait Mark Weber et Ted O'Keefe à l'abattoir ?

Mais encore, est-il possible que Weber – énigmatique individu qu'il est – ait été en réalité un saboteur depuis le début ? Dans ce qui suit, nous ferons une digression – tout à fait nécessaire – afin de passer en revue certains faits peu connus concernant Weber, qui soulèvent de réelles questions quant à savoir si Weber peut à juste titre être considéré comme le « révisionniste loyal » qu'il prétend être.

Chapitre Trois

« Si ça ressemble à un canard et que ça cancane comme un canard... »

L'étrange séjour de Mark Weber et Jared Taylor au cœur des intrigues de la CIA et du Mossad dans l'Afrique la plus sombre

Quelles sont les probabilités que non seulement un, mais deux personnages clés de la débâcle de l'Institute for Historical Review et de la campagne subséquente visant à détruire Liberty Lobby aient tous deux été actifs dans deux pays du tiers monde très différents, peu connus et très éloignés, qui ont tous deux été décrits comme des « joyaux » essentiels de la couronne de la politique étrangère d'Israël ?

La réponse à cette question permet d'identifier les forces qui, dans les coulisses, ont manipulé les agents sur place à l'origine de la saisie illicite et de la neutralisation de l'Institute for Historical Review.

La réponse à cette question permet d'identifier les forces qui, dans les coulisses, ont manipulé les agents sur place à l'origine de la saisie illicite et de la neutralisation de l'Institute for Historical Review.

(Dans le chapitre précédent, nous avons passé en revue les intrigantes connexions internationales du millionnaire de San Francisco, Andrew Allen, qui s'est vanté d'avoir « lancé » l'affaire de l'IHR. Cependant, il s'avère que le principal lieutenant d'Allen dans la prise de contrôle illicite de l'Institut, Mark Weber, a lui-même effectué un séjour inhabituel dans un autre pays du tiers-monde, le Ghana, en Afrique de l'Ouest, où le Mossad d'Israël régnait autrefois en maître jusqu'à ce qu'un régime nationaliste prenne le pouvoir dans ce pays et mette un terme aux relations avec Israël.

Weber était au Ghana au début des années 1970, apparemment en tant que professeur d'anglais rémunéré par le gouvernement américain – c'est du moins ce qu'il affirme. Le gouvernement américain a probablement payé Weber, mais compte tenu de ses compétences en linguistique allemande, il semble plutôt inhabituel qu'il se soit aventuré jusqu'aux contrées sauvages de

l'Afrique la plus sombre simplement pour enseigner l'anglais à des gens de couleur pour lesquels, dans ses écrits comme dans ses paroles, il n'a jamais manifesté d'estime particulière.

Pourtant, Weber s'est bel et bien rendu au Ghana pour porter le proverbial « fardeau de l'homme blanc ».

Ou bien était-il réellement en mission de renseignement pour les amis du Mossad au sein de la CIA et se présentait-il publiquement comme un professeur d'école ? Ce ne serait pas la première fois que la CIA (ou le Mossad) utilise un jeune et brillant « intellectuel » pour ses basses besognes. Et ce qui est particulièrement intriguant, c'est qu'il se trouve que le safari ghanéen de Weber a eu lieu à un moment critique où les services secrets israéliens avaient besoin d'informations « internes » au Ghana.

L'historien israélien Benjamin Beit-Hallahmi a écrit que « si la Birmanie était la grande réussite israélienne en Asie, le Ghana était l'équivalent en Afrique. »

Voyez-vous le lien ?

Birmanie-Adrew Allen/Ghana-Mark Weber.

Lorsque la « success story » d'Israël en Asie a mal tourné, Andrew Allen est intervenu et, depuis, il n'a cessé d'aider à résoudre les problèmes. Et juste au moment où la réussite équivalente d'Israël en Afrique s'est dégradée, un jeune « maître d'école » du nom de Mark Weber est apparu sur la scène.

En fait, selon Beit-Hallahmi, l'avant-poste autrefois dynamique d'Israël au Ghana « s'est avéré être un tremplin pour le reste de l'Afrique noire ». Beit Hallahmi souligne que le Mossad a été très actif au Ghana pendant des années :

> Le premier ambassadeur israélien en Afrique était Ehud Avriel, en poste au Ghana en 1957, et largement considéré comme un agent du Mossad. Avriel recrutait activement des individus pour des « missions spéciales » dans toute l'Afrique.
>
> La coopération avec le Ghana a pris de nombreuses formes, marquées par un enthousiasme et une ouverture réciproques. Il y a eu des entreprises commerciales, la plus connue étant la compagnie maritime Black Star.
>
> Des centaines de stagiaires ghanéens se sont rendus en Israël et des centaines d'experts israéliens sont venus au Ghana. Une coopération militaire et en matière de renseignement a également été mise en place : l'armée de l'air ghanéenne a reçu des avions militaires reconditionnés et

> des formations, et le Mossad a dispensé des formations en matière de renseignement.

Israël a été décrit comme « l'ami le plus proche du Ghana dans les premières années ». Néanmoins, Kwame Nkrumah a toujours manifesté des réserves à l'égard d'Israël. Il a commencé à se rapprocher de l'Égypte, où il s'est rendu à plusieurs reprises, tout en refusant de se rendre en Israël.

Bien qu'Israël ait établi des liens étroits avec le Ghana dès 1957, et avec les dirigeants ghanéens avant même l'indépendance formelle de 1956, les relations spéciales entre les deux pays ont pris fin en 1967. Quant aux relations officielles, elles ont pris fin le 28 octobre 1973.

Il est significatif que l'aventure ghanéenne de Mark Weber se soit déroulée au début des années 1970, au moment même où les liens entre Israël et le Ghana se dissolvaient. Beit-Hallahmi (en 1987) a ajouté ce qui suit :

> Des éléments des services secrets ghanéens auraient entretenu des contacts avec le Mossad alors même que les deux pays n'avaient pas de relations diplomatiques, mais les relations avec le Ghana se sont détériorées depuis le coup d'État mené par le lieutenant Jerry Rawlings.
>
> Le gouvernement ghanéen a accusé Israël d'être impliqué dans une tentative de coup d'État, en collaboration avec la CIA et le Liberia. Les relations avec les États-Unis se sont détériorées depuis lors, avec des accusations mutuelles d'espionnage et un échange d'espions présumés entre les États-Unis et le Ghana en 1985.

L'intérêt d'Israël (et de la CIA) pour le Ghana était donc assez intense et Mark Weber se trouvait au milieu de tout cela. Et comme si cela ne suffisait pas, notez ceci : lorsque Weber a fini par se rendre à Washington, il s'est retrouvé employé de nuit dans un hôtel de la ville qui, par « coïncidence », était également l'hôtel où les principaux diplomates, militaires et agents de renseignement africains séjournaient lorsqu'ils visitaient la capitale américaine.

Parmi tous les hôtels de Washington – et il y en a beaucoup – Mark Weber s'est retrouvé à travailler dans le seul hôtel connu pour sa « connexion africaine », un hôtel où un employé de nuit pouvait certainement fournir beaucoup de renseignements vitaux à ses supérieurs de la CIA ou du Mossad, ou des deux à la fois.

Cependant, les liens de Mark Weber avec l'Afrique sont encore plus obscurs. Selon Priscilla, l'ancienne épouse de Weber, ce dernier a un gourou, et il est même assez célèbre : le célèbre « racialiste », auteur et conférencier américain formé à Yale, Samuel Jared Taylor – ou « Jared » Taylor en abrégé.

Il s'avère que Weber et Taylor se sont rencontrés pour la première fois « par hasard » alors qu'ils se promenaient tous deux dans une région d'Afrique infestée par la CIA et le Mossad, dans les années 1970.

Le fait est que les circonstances étranges dans lesquelles Weber et Taylor prétendent s'être rencontrés soulèvent de réelles questions.

L'histoire « officielle » racontée par Weber et Taylor est que ce dernier errait dans le désert du Sahara, selon les termes de Mme Weber, « à la recherche de lui-même », tandis que Weber était en route pour enseigner l'anglais (sur la liste de paie du gouvernement américain) à des Africains noirs au Ghana.

Mystérieusement – c'est du moins ce que raconte l'histoire – Weber a rencontré un étranger dans le désert du Sahara qui lui a proposé de lui vendre ce qui semblait être des chèques de voyage volés appartenant à un certain « Samuel Jared Taylor ». En véritable modèle d'intégrité, Weber a refusé d'acheter ces chèques. Puis, par pure coïncidence, quelques jours plus tard, après avoir traversé le désert, Weber a rencontré ce même Samuel Jared Taylor en personne dans une petite ville du désert. Surprise ! Surprise ! Ensuite, pendant la petite semaine qu'ils ont passée ensemble, Taylor aurait sauvé la vie de Weber en le soignant d'une grippe.

Les personnes soupçonneuses supposent que ce scénario franchement improbable – qui semble sorti d'un film d'espionnage hollywoodien de troisième ordre – est peut-être une « histoire de couverture » concoctée par deux agents de renseignement dont la rencontre faisait partie d'une mission et non d'une rencontre accidentelle dans le lointain désert africain. Et le fait que Taylor – comme nous l'avons indiqué – soit diplômé de Yale est intéressant puisque, comme le savent la plupart des personnes informées, Yale est depuis longtemps un lieu de recrutement pour la CIA.

Tout compte fait, il y a donc de bonnes raisons de croire que l'entreprise d'« enseignement » de Weber au Ghana était un peu plus que cela. Bien que Mme Weber ait décrit l'entreprise ghanéenne de son mari comme un moyen pour ce dernier d'échapper à la conscription (ce qui était probablement le cas), la même chose a été dite à propos des aventures de Bill Clinton à Londres et à Moscou, période au cours de laquelle il est désormais assez clair que Clinton travaillait comme un atout de la CIA au sein du mouvement antiguerre. Beaucoup de jeunes universitaires intelligents ont choisi de travailler « sous couverture » pour le gouvernement plutôt que d'aller en première ligne. Il se pourrait bien que Weber ait été l'un d'entre eux.

De tous les endroits où Weber a pu s'installer en Afrique, le Ghana est un choix intriguant. Le gouvernement américain a probablement inscrit Weber sur sa liste de paie, mais en tant que « maître d'école » ? C'est peu probable. Si l'on ajoute l'énigmatique Taylor au scénario de Weber, on obtient un mélange des plus intrigants.

Et comme Taylor est resté l'un des plus proches conseillers de Weber – y compris pendant la période où Weber a participé à la campagne de prise de contrôle de l'IHR (que Taylor a chaleureusement approuvée), il vaut la peine de s'intéresser à Taylor lui-même, puisque celui-ci présente, à bien des égards, toutes les caractéristiques d'une chèvre de Judas travaillant pour l'Ennemi intérieur.

Après avoir forgé son lien avec Weber dans la lointaine Afrique, Taylor a poursuivi une illustre carrière dans la banque internationale (toujours un lieu de prédilection pour les types de la CIA) en Extrême-Orient, avant de retourner aux États-Unis où il a commencé à écrire.

Le livre de Taylor, *Paved With Good Intentions* (Pavé de bonnes intentions), qui défend la théorie de l'infériorité des Noirs par rapport aux Blancs, a été publié par une maison d'édition new-yorkaise connue pour avoir promu une série d'ouvrages étranges insistant sur le fait que la CIA n'a joué aucun rôle dans l'assassinat de JFK. Il n'est peut-être pas surprenant que le livre de Taylor ait été mentionné favorablement dans *Commentary* (journal de la section new-yorkaise de l'American Jewish Committee), édité depuis de nombreuses années par le « néo-conservateur » Norman Podhoretz, lié à la CIA. Le fait qu'un livre dont l'orientation a été qualifiée de « raciste » par les critiques reçoive un coup de pouce de la part de Podhoretz et de *Commentary* est en soi intéressant.

Que Taylor reçoive un clin d'œil amical de Podhoretz et compagnie n'est pas vraiment extraordinaire. La vérité est que le gourou de Mark Weber est un personnage tout aussi énigmatique que Weber lui-même. Bien que même l'Anti-Defamation League ait critiqué Taylor pour certaines de ses opinions, et que Taylor, en retour, ait envoyé de gentilles piques à l'ADL pour l'avoir réprimandé sur certains aspects de la question raciale, Taylor se tient toujours aux côtés de l'ADL contre quiconque ose critiquer Israël. Et c'est précisément ce qui rend Taylor si précieux pour le lobby sioniste américain.

Largement présenté comme l'un des « intellectuels » du mouvement « racialiste » américain, Taylor s'est insinué dans une position de leadership au sein du Council of Conservative Citizens (Conseil des citoyens conservateurs

– CofCC) et, depuis ce poste, il s'est imposé comme un critique intransigeant de ceux qui prennent des positions opposées au sionisme et à Israël.

À certains égards, cela rappelle les vieux jours de COINTELPRO lorsque – comme l'a rapporté le Dr Edward Fields – le FBI a dit à ses infiltrés du Ku Klux Klan qu'ils étaient libres de faire des remarques anti-noires dans leurs discours publics et dans leurs publications, mais qu'ils devaient à tout prix éviter de critiquer les juifs ou Israël.

Et la vérité est que de nombreux critiques de Jared Taylor ont noté qu'il a tendance à s'entourer d'une variété d'intellectuels juifs qui ont été surnommés avec humour (et insensiblement) les « Juifs de Jared ». Taylor entretient des liens particulièrement étroits avec le rabbin Meyer Schiller, un sioniste pur et dur basé à New York, qui s'est vanté publiquement que son amitié avec Taylor avait contribué à diminuer l'antisionisme dans les rangs des Américains qui font partie des disciples de Taylor. (Un point intéressant en effet).

En outre, Taylor joue un rôle précieux au nom des intérêts sionistes en attisant l'opposition à l'immigration arabe et musulmane en Amérique, jetant ainsi de l'huile sur le feu sans cesse croissant en Amérique (contre les Arabes et les musulmans) qui a contribué à renforcer la cause sioniste aux États-Unis. Et tout cela se produit à un moment où, à l'inverse, le dossier montre que Taylor s'est efforcé d'**éliminer les attitudes antisionistes des cercles américains dans lesquels il opère.**

Par exemple, lorsque David Duke, éminent personnage politique franc-tireur de Louisiane, et le Dr Edward Fields, rédacteur en chef du journal *The Truth At Last*, tous deux connus pour leur franche opposition au sionisme, ont pris la parole lors d'un forum auquel participaient des sympathisants du CofCC dans la région de Washington, DC, Taylor a boycotté la réunion (en le faisant très bruyamment) et a demandé à d'autres personnes de ne pas y assister. Lors de cette réunion, plusieurs membres du public ont pris la parole pour dénoncer Taylor, soulignant que la position de ce dernier allait à l'encontre des objectifs exprimés par le CofCC.

De même, le 12 décembre 1998, Taylor a boycotté une autre réunion de la branche du CofCC de la région de la capitale nationale, précisément parce que l'orateur principal était cet auteur, Michael Collins Piper, qui discutait de son étude sur l'assassinat de JFK, *Final Judgment*, qui met l'accent sur le rôle du Mossad d'Israël dans le meurtre du Président Kennedy. Taylor a demandé à ses disciples de ne pas assister à cette réunion.

Notant la conduite de Taylor, les critiques ont souligné que la femme qui est devenue l'épouse de Taylor, Evelyn Rich, a activement travaillé pour sabo-

ter la campagne de David Duke pour le Sénat américain en 1990. Mlle Rich a communiqué aux médias nationaux une cassette audio qu'elle avait secrètement enregistrée d'une conversation privée entre Duke et un partisan. Cette bande (totalement sortie de son contexte) a été utilisée pour « prouver » que David Duke était un « nazi ».

Et ce qui est particulièrement intriguant, c'est que le gourou de Mark Weber, Taylor, semble avoir une sorte d'entente cordiale en coulisses avec l'Anti-Defamation League, le précieux service de renseignement et de propagande américain du Mossad.

Selon Theodore O'Keefe, associé de Mark Weber à l'IHR, l'amie et future épouse de Taylor, Mlle Rich, a reçu un appel téléphonique au domicile qu'elle partageait avec Taylor de la part de nul autre qu'Irwin Suall, le chef de longue date, aujourd'hui décédé, de la tristement célèbre « division de recherche des faits » de l'ADL. Selon O'Keefe (qui visitait le domicile de Taylor), c'est Taylor lui-même qui a répondu au téléphone, l'a tendu à Mlle Rich en disant : « C'est Irwin Suall », après quoi Mlle Rich a conversé avec le maître espion de l'ADL.

Il y a là une grande ironie. Bien que l'ADL prétende s'opposer au « racisme », le fait est que les opinions de Taylor sur des questions telles que la discrimination positive et les quotas raciaux sont tout à fait similaires à celles de l'ADL et de ses alliés de l'American Jewish Committee dont le magazine Commentary, comme nous l'avons noté précédemment, a publié une critique amicale du livre de Taylor en février 1993. Le lien entre l'ADL et Taylor n'est donc peut-être pas si surprenant.

L'un des critiques de Taylor est le Dr Robert L. Brock, un nationaliste noir de longue date qui a critiqué sans retenue le lobby israélien. Brock a assez bien résumé le monde étrange de Jared Taylor :

> M. Taylor parle beaucoup de la façon dont les Noirs commettent des crimes et du fait que nous ne sommes pas aussi intelligents que les Blancs, mais il ne mentionne jamais le pouvoir sioniste en Amérique. Il ne mentionne jamais le rôle que les sionistes ont joué dans la manipulation des Noirs américains et dans le mouvement des droits civiques. Tant que les gens ne commenceront pas à regarder la situation dans son ensemble, il n'y aura aucun moyen de résoudre le problème racial en Amérique.

C'est ainsi que les tactiques de Jared Taylor provoquent des fissures dans le mouvement nationaliste et il n'y a rien que l'ADL aime plus que cela. Tous ces détails, pris ensemble, suggèrent que Jared Taylor est bien plus qu'il n'y paraît. Et le fait qu'il ait été le gourou de Mark Weber en dit long.

Après avoir examiné les intrigues d'Andrew Allen et de Mark Weber, revenons maintenant aux circonstances qui ont entouré l'éviscération de l'IHR et aux événements tragiques qui ont suivi.

Chapitre Quatre

Les prétendus millions « manquants » : un programme secret sous-jacent à l'affaire de l'IHR

C'est après la prise de contrôle réussie – bien que tout à fait illicite – de l'Institute for Historical Review par Andrew Allen et les membres déloyaux du personnel qu'est apparue ce qui semblait être une motivation longtemps gardée secrète de la part du groupe de pirates qui s'était établi comme le « nouvel » IHR.

Il s'est avéré qu'Allen et ses subordonnés pensaient que Willis Carto (et Liberty Lobby) étaient assis sur une véritable « mine d'or » qui, selon Allen et compagnie, était en fait un actif de l'IHR. Dans des lettres et des communiqués de presse publiés – et plus tard dans un procès intenté par le « nouvel » IHR contre Liberty Lobby (et Willis et Elisabeth Carto) sous la direction d'Allen, ce dernier et les conspirateurs ont affirmé que Willis Carto avait détourné un nombre incalculable de millions de dollars censés appartenir à l'IHR.

En fait – comme nous le verrons – les fonds prétendument « détournés » par Carto étaient des fonds laissés à sa garde - pour qu'il en dispose comme il le jugeait personnellement le mieux – par feu Mme Jean Edison Farrel, petite-nièce de feu l'inventeur populiste américain Thomas Alva Edison.

Mme Farrel, ainsi que d'autres membres de sa famille, dont feu le gouverneur Charles Edison du New Jersey (fils de l'inventeur), étaient des partisans de longue date de Liberty Lobby, depuis la fondation de l'institution par Willis Carto en 1955. (Le gouverneur Edison lui-même était l'un des membres fondateurs du conseil d'orientation de Liberty Lobby, avant même que l'adhésion au conseil ne soit ouverte à tous les Américains majeurs ayant juré fidélité à la Constitution des États-Unis).

Grâce à leur association avec Liberty Lobby, les membres de la famille Edison se sont liés d'amitié avec Willis Carto et sa femme, Elisabeth, et ont suivi avec intérêt les travaux de Liberty Lobby.

Peu avant sa mort, Mme Farrel (qui vivait alors en Suisse) a contacté M. Carto et lui a fait part de son souhait de lui léguer ses biens. À ce moment-là,

Mme Farrel a pris les dispositions nécessaires pour s'assurer que la majeure partie de ses actifs financiers passerait, à sa mort, sous le contrôle de M. Carto.

Au décès de Mme Farrel, à l'automne 1985, un événement inattendu s'est produit. Outre les dispositions qu'elle avait prises concernant la cession de ses biens à M. Carto, Mme Farrel avait également rédigé un testament manuscrit léguant ses effets personnels à son domicile en Suisse (ainsi que le maigre contenu d'un seul coffre-fort en Suisse) à un voisin qui avait promis, en échange, d'accélérer le transfert des actifs financiers de Mme Farrell à M. Carto.

Cependant, le voisin en question a rapidement engagé un avocat et a revendiqué la totalité de la succession Farrel, y compris les fonds légués aux soins de Carto, en utilisant le testament manuscrit comme base de la revendication. (Fait intéressant et inconnu de Mme Farrel au moment de sa mort, le voisin trompeur était un sioniste convaincu, dont les opinions étaient totalement contraires à celles de la famille Edison).

La mort de Mme Farrel a été un véritable choc pour Willis Carto, qui avait été en contact régulier avec elle, et elle s'est produite à un moment où Carto n'avait pas eu de contact avec elle pendant un mois.

Aujourd'hui encore, Carto pense que sa mort est, pour le moins, mystérieuse. Et à l'insu de Carto, qui n'a appris la mort de Mme Farrel qu'un mois après son décès, le « gentil » voisin s'employait déjà à prendre le contrôle des biens de Mme Farrel.

Il va sans dire qu'une bataille juridique internationale très coûteuse s'ensuivit et – ce qui n'est pas surprenant compte tenu des circonstances – le voisin reçut le soutien critique de l'ADL et d'autres forces de haut niveau de la communauté sioniste internationale qui voulaient empêcher Carto de prendre le contrôle de la succession.

Grâce à une source amicale du Département d'État, Carto a appris qu'au cours des deux voyages qu'il a effectués en Suisse pour gérer l'affaire, il a été surveillé de près par des agents du Mossad israélien.

Au moment de la mort de Mme Farrel, les feux rouges – et les sirènes – se sont allumés dans les bureaux de l'ADL et dans les bureaux de son mandant étranger, le Mossad israélien. Ils ont rapidement apporté un soutien tactique, financier et en matière de renseignements aux personnes impliquées dans les efforts visant à empêcher M. Carto d'accéder à la succession Farrel.

Ni l'IHR ni la LSF ne disposaient des ressources financières nécessaires pour mener à bien le litige qui s'imposait afin que M. Carto puisse revendi-

quer à juste titre l'héritage des Farrel. La bataille judiciaire a duré cinq ans. Pourtant, M. Carto a organisé le financement qui a rendu cet objectif possible. Il a obtenu un certain nombre de prêts importants, y compris, dans au moins un cas, en signant une note qui le rendait personnellement responsable du remboursement – qu'il ait obtenu l'argent des Farrel ou non.

(Comme l'a dit Carto lui-même, sans ambages : « Ni Tom Marcellus, ni Mark Weber, ni Ted O'Keefe – et certainement pas Greg Raven – n'ont eu à faire quoi que ce soit pour réunir un seul centime afin de garantir l'héritage Farrel. Aucun d'entre eux n'a jamais levé le petit doigt. Tout ce qu'ils ont fait, c'est d'en profiter »).

Au total, M. Carto a dû s'assurer les services d'une dizaine d'avocats différents, aux États-Unis, en Suisse et dans un certain nombre d'autres pays étrangers où se trouvaient les biens de Mme Farrel. (Pratiquement aucun centime – pour ne pas dire rien du tout – de ces ressources n'a été fourni par l'IHR ou le LSF lui-même. Une grande partie de l'argent a été prêtée par Liberty Lobby).

Il faut maintenant se souvenir d'une autre chose. La mort de Mme Farell en 1985 est survenue peu de temps après la destruction dévastatrice des bureaux de l'IHR le 4 juillet 1984. Au moment de sa mort, il ne restait pratiquement plus rien de l'IHR. Ses bureaux avaient été totalement détruits, son stock de livres était perdu à jamais et, ce qui est peut-être le plus important, il n'y avait pas assez d'argent pour payer les dettes en cours de l'IHR.

À ce stade, M. Carto n'était même pas certain que l'IHR parviendrait à survivre. Cependant, grâce au soutien dévoué des révisionnistes du pays et du monde entier, Carto a pu remettre l'IHR sur pied et le faire fonctionner, au grand dam, bien sûr, de l'ADL. Tout cela s'est déroulé pendant la période où Carto s'efforçait d'obtenir la succession de Farrel.

Finalement, Carto agissant en son nom propre et en tant qu'agent de la LSF, un accord a été conclu en juillet 1990. Malheureusement, 55 % de la succession Farrel sont finalement allés au voisin parrainé par l'ADL (en dépit de sa réclamation erronée et suspecte), mais le solde de 45 % a été confié à M. Carto.

En fin de compte, la part obtenue par M. Carto était d'environ 7,2 millions de dollars – bien moins que les 40 millions de dollars que les propagandistes menteurs de l'ADL ont annoncé aux médias du monde entier comme étant le montant reçu par M. Carto et bien moins que, selon Mark Weber, comme il l'a un jour prétendu, les 80 millions de dollars reçus par M. Carto.

Cependant, une grande partie des actions obtenues par Carto a été annulée par des taxes, des frais juridiques et comptables et d'autres dépenses, y compris des honoraires substantiels versés au leader révisionniste suisse très réputé François Genoud, dénoncé plus tard par Weber comme étant un « nazi ». Les « grosses sommes » dont Weber rêvait n'existaient donc tout simplement pas.

Et à la lumière des affirmations de Mark Weber et d'Andrew Allen concernant l'utilisation des fonds Farrel par Willis Carto, il convient de souligner un point très important : au moment du règlement de la succession, l'IHR et Liberty Lobby étaient tous deux confrontés à la plainte potentiellement dévastatrice de 11 millions de dollars déposée contre eux par Mel Mermelstein, « survivant de l'Holocauste », avec l'appui de l'ADL ; il s'agissait de la deuxième plainte de ce type déposée par Mermelstein en dix ans. L'ADL a largement diffusé le fait qu'une fortune considérable avait été confiée aux soins de Carto et les avocats de Mermelstein se sont vantés publiquement – et ont même déclaré au tribunal – qu'ils avaient l'intention de s'emparer de l'héritage Farrel.

Afin de protéger Liberty Lobby et l'IHR de Mermelstein et de ses soutiens de l'ADL, et sur les conseils d'avocats (dont William Hulsy, alors avocat de l'IHR), Carto a structuré les actifs de la LSF et les fonds reçus de la succession Farrell de manière à les mettre à l'abri de tout jugement. Il a notamment créé une société indépendante pour gérer les fonds reçus de la succession Farrell.

En fait, Carto a transféré 750 000 dollars de la société gérant les fonds de la succession Farrel à l'IHR. Ces fonds ont permis à celui-ci de reconstituer son stock de livres (perdus dans l'incendie de 1984) et de continuer à publier sa revue mensuelle. Carto a également versé des primes à Tom Marcellus, Mark Weber et Ted O'Keefe, employés de l'IHR, directement à partir des fonds de la succession Farrel.

Il est important de noter que, bien que Mark Weber ait affirmé que l'héritage Farrel était destiné exclusivement au travail de l'IHR, Mme Farrell n'a jamais mentionné spécifiquement l'IHR dans les documents juridiques utilisés pour mettre en place les arrangements permettant à M. Carto de prendre le contrôle de ses biens. Encore une fois, ce fait est totalement contraire à ce que Weber et ses acolytes ont prétendu.

L'intérêt principal de Mme Farrel n'était même pas le révisionnisme historique. Son principal intérêt était le mouvement de protestation fiscale. Elle était une contestataire fiscale. C'est précisément pour cette raison qu'elle a

quitté les États-Unis pour s'installer en Suisse. Mme Farrel soutenait Liberty Lobby et *The Spotlight* dans leur lutte pour une fiscalité constitutionnelle plus qu'elle ne s'intéressait au révisionnisme historique.

En outre – et on n'insistera jamais assez sur ce point – Mme Farrel croyait fermement que la radio était un aspect important de la diffusion du point de vue auquel elle croyait et, conformément à ce thème, Willis Carto avait utilisé quelque 2,5 millions de dollars des fonds Farrel pour prendre en charge la gestion d'un réseau de radio par satellite existant, puis avait commencé à se développer dans le domaine de la radio AM et FM, au point que le réseau Sun Radio Network qui venait de naître comptait quelque 200 affiliés dans l'ensemble des États-Unis. Dirigé par son forum phare, Radio Free America, animé par Tom Valentine, le réseau a non seulement fait connaître le travail de Liberty Lobby et de l'IHR, mais aussi une grande variété de groupes populistes et nationalistes indépendants et d'individus engagés dans un large éventail d'activités.

La chaîne – financée par l'héritage Farrel – a fourni une couverture radiophonique nationale (voire internationale) pour le travail révisionniste de l'IHR et, plus d'une fois, des représentants de l'Institut ont été présentés sur la chaîne, sans parler d'autres géants révisionnistes tels que l'historien britannique David Irving, parmi beaucoup d'autres « stars » d'un mouvement qui, autrement, n'aurait eu que très peu d'accès à la radio.

Ajoutons, pour mémoire, que ni Willis ni Elisabeth Carto n'ont reçu, à titre individuel, un seul centime de la succession Farrel, à l'exception du remboursement des dépenses personnelles qu'ils ont engagées pour obtenir la succession. Et les seuls fonds que Liberty Lobby a effectivement reçus ont été effectivement et immédiatement transférés au Sun Radio Network pour ses opérations. Chaque centime reçu par Liberty Lobby de l'héritage Farrel a été comptabilisé. Aucun fonds n'a disparu. Aucun fonds n'a été détourné. Le dossier financier de toutes les transactions était complet, malgré les mensonges répétés par Weber et Andrew Allen et d'autres personnes qui ont été entraînées involontairement dans leur réseau de tromperie et de destruction.

En fait, les sommes qui avaient été obtenues de la succession Farrel par Willis Carto avaient déjà été largement dépensées, non seulement versées à l'IHR comme indiqué, mais aussi au Sun Radio Network. Pourtant, Weber et compagnie ont affirmé croire qu'il y avait des millions cachés sous le contrôle de Carto.

Ceci étant dit, il est probablement utile de noter, dans ce contexte, que Weber a dit à au moins une personne (et probablement davantage) qu'une

fois que lui et l'IHR auraient pris le contrôle de ce qu'ils croyaient (à tort) être ces « millions cachés », il (Weber) allait utiliser ces fonds pour acheter la propriété des principaux journaux et organisations populistes et nationalistes indépendants à travers toute l'Amérique.

En d'autres termes, Weber voulait littéralement prendre le contrôle de l'ensemble du mouvement nationaliste aux États-Unis.

Un rêve grandiose, en effet.

Cependant, l'idée que l'ensemble du mouvement nationaliste puisse être dominé par une personne ou une institution (en particulier une chèvre de Judas présumée) fait froid dans le dos, c'est le moins que l'on puisse dire.

Le fait même qu'une grande variété d'organisations politiques indépendantes soient constamment à l'œuvre a toujours renforcé le mouvement populiste et nationaliste, au lieu de l'affaiblir. C'est pourquoi, par exemple, au fil des ans, Liberty Lobby, qui a longtemps été le leader incontesté du mouvement nationaliste américain, a toujours fortement encouragé (et même aidé à financer) le lancement de plusieurs organisations et publications patriotiques bien connues qui étaient alors – et sont restées – totalement indépendantes de Liberty Lobby.

Lorsqu'une grande variété d'organisations indépendantes sont à l'œuvre, cela oblige naturellement l'Anti-Defamation League (ADL) du B'nai B'rith, par exemple, à diviser ses ressources en luttant sur une grande variété de fronts.

On ne peut donc qu'imaginer ce qui pourrait se passer si une petite clique de chèvres de Judas – l'ennemi intérieur – rachetait et fermait ou « réorientait » d'un seul coup les principales organisations populistes indépendantes d'Amérique. Cela consoliderait les actifs et la portée de ces organisations indépendantes dans les griffes des Chèvres de Judas et détruirait les derniers vestiges du mouvement populiste indépendant en Amérique.

Et si Mark Weber avait, d'une manière ou d'une autre, pris le contrôle des dizaines de millions de dollars dont il rêvait, cela aurait été précisément son objectif ultime. Weber et ses associés (connus et inconnus) auraient été « aux commandes ». Et c'était là le but ultime de la prise de contrôle de l'IHR et de la campagne de destruction de Liberty Lobby qui s'en est suivie.

En fait, lorsque Weber et ses acolytes ont commencé à se rendre compte que s'emparer de l'argent des Farrel n'allait pas être aussi simple qu'ils l'espéraient – après tout, Willis Carto se défendait et rendait publics tous les détails de cette sordide affaire –, ils ont commencé à trouver d'autres moyens de financer leur guerre d'usure.

Tout d'abord, Weber et son équipe ont commencé à vendre le stock de livres de l'IHR (constitué avec les fonds de l'héritage Farrel) à des prix bradés afin de continuer à payer leurs propres salaires, alors même qu'ils prétendaient que Carto n'avait jamais mis aucun des biens de Farrel à la disposition de l'IHR.

En fait, si Carto n'avait pas mis l'argent des Farrel à la disposition de l'IHR, Weber n'aurait même pas eu les livres qu'il vendait pour payer son salaire, puisque – à la suite de l'éviction de Willis Carto de l'IHR – les activités de l'Institut étaient quasiment à l'arrêt.

Et bien que plusieurs revues de l'IHR aient été publiées sous la « direction » de Mark Weber, elles se sont elles aussi rapidement arrêtées.

Il convient de souligner une dernière ironie dans tout cela. Il s'agit d'un point qui démontre sans l'ombre d'un doute la nature totalement malveillante et vénale de l'action en justice intentée contre Liberty Lobby à la suite de la reprise de l'IHR. Et c'est un point qui est à peine connu, même par beaucoup de ceux qui ont suivi le déroulement de cette affaire. Le point est le suivant :

L'argent reçu des fonds Farrel que Willis Carto a fourni à Liberty Lobby, et qui a été, à son tour, utilisé pour subventionner l'établissement du Sun Radio Network, n'était pas une subvention. Il s'agissait plutôt de prêts. Tous ces prêts étaient destinés à être remboursés par Liberty Lobby à la personne morale créée par Willis Carto pour gérer les fonds Farrel.

En outre, il n'en demeure pas moins que l'argent prêté à Liberty Lobby n'était même pas échu au moment où l'IHR a été arraché au contrôle de Willis Carto. Ainsi, le montant transféré au Sun Radio Network par l'intermédiaire de Liberty Lobby constituait des prêts non remboursés qui n'étaient même pas encore échus.

Si l'IHR avait continué d'exister comme avant la prise de contrôle et si Liberty Lobby avait pu continuer à fonctionner – sans être entravé par les procès intentés par Weber et son « gestionnaire », Andrew Allen – ces fonds auraient finalement été remboursés par Liberty Lobby sur une période de plusieurs années.

Par conséquent, plusieurs millions de dollars, intérêts compris, auraient à nouveau été déposés sur le compte suisse gérant l'argent de Farrel, fonds que Willis Carto aurait certainement mis à la disposition de l'IHR en cas de besoin. Il n'y a donc eu aucun « détournement de fonds », et Weber et Allen le savaient parfaitement.

Pourtant, malgré tout ce qui s'était passé depuis le rachat de l'IHR, ou plutôt, précisément à cause du rachat de l'IHR, ce dernier était maintenant

moribond, à peine plus qu'une coquille corporative qui servait un seul et unique but : le cadre sur lequel Andrew Allen et Weber ont pu perpétuer leur procès qui visait, en fin de compte, à détruire Liberty Lobby. Si l'IHR ne continuait pas à exister sur le papier, il n'y aurait pas eu moyen de poursuivre le procès.

Et bien que l'IHR ne produisait rien, et que des conflits internes se développaient qui ont finalement conduit au licenciement de Ted O'Keefe, puis à la démission de Greg Raven, Mark Weber a continué à promouvoir le mythe selon lequel l'IHR existait réellement, alors qu'il n'était en fait plus que l'ombre pitoyable – une coquille vide – de ce qu'il avait été.

Pourtant, le procès contre Liberty Lobby s'est poursuivi. Et puis, le 6 avril 1995, alors que Weber et ses co-conspirateurs commençaient à être désespérés, ils ont essayé un tout nouveau stratagème pour s'emparer de ce qu'ils croyaient à tort être des millions cachés. Sous la direction d'Andrew Allen, Weber et son collègue Tom Marcellus se sont présentés à la police de Costa Mesa, en Californie, et ont lancé un mandat d'arrêt affirmant que Willis Carto et l'un de ses associés (qui avaient aidé à obtenir les fonds Farrel) avaient « détourné » l'argent.

Jusqu'à présent, il ne s'agissait que d'une affaire civile. Le mandat d'arrêt en a fait une affaire pénale. Ce qui s'est passé à la suite des mensonges de Weber et Marcellus constitue une histoire en soi.

Poursuivons...

Chapitre Cinq

Ce que le duo improbable formé par Ron Hubbard et Willis A. Carto a en commun : le lien entre la Scientologie et l'affaire de l'IHR

La prise de contrôle de l'Institute for Historical Review (IHR) était étrange dès le départ. Cependant, dans le sillage de la controverse entourant l'éviscération de l'IHR, de nouvelles preuves sont apparues qui pointent vers une autre force étrange en coulisses qui a joué un rôle majeur dans la destruction de l'IHR et la campagne de destruction de Liberty Lobby : une alliance secrète entre l'AntiDefamation League (ADL) et l'Église de Scientologie, dont le fidèle de longue date, Tom Marcellus, était – avec Mark Weber – un acteur clé dans la saisie illicite de l'IHR.

Il s'est avéré que l'avocat de Los Angeles, Lawrence Heller, qui a été l'avocat principal du « survivant de l'Holocauste » Mel Mermelstein dans le procès soutenu par l'ADL contre l'IHR et Liberty Lobby, était bien plus qu'un simple avocat de luxe. En fait, Heller était – et est toujours – l'un des contrôleurs secrets de l'Église de Scientologie pour ce qu'il convient d'appeler des « forces inconnues ». Voici toute l'histoire.

Le 19 septembre 1991, Heller et son client, Mermelstein, ont subi une défaite humiliante face à l'avocat de Liberty Lobby, Mark Lane, qui a mis un terme à l'assaut juridique de Mermelstein contre Liberty Lobby et l'IHR, qui durait depuis dix ans. Mermelstein et Heller ont abandonné, sachant que leur affaire n'aboutissait à rien. Cela s'est produit juste un jour après que Heller ait publiquement menacé Lane de violence pour avoir habilement démonté le dossier de leur client dans une salle d'audience de Los Angeles.

Bien qu'à l'époque Liberty Lobby ait su que Mermelstein était soutenu par l'ADL, ce n'est que quelques années plus tard, bien après le coup d'État de 1993 qui a conduit à la destruction de l'IHR, que Liberty Lobby a appris l'association de Heller avec l'Église de Scientologie.

Liberty Lobby a découvert (en 1996) qu'environ six ans auparavant (juste avant de s'occuper de l'affaire Mermelstein), Heller avait représenté sans succès l'Église de Scientologie dans une affaire très médiatisée dans laquelle

l'Église avait été poursuivie en justice par un groupe d'anciens membres dissidents qui avaient obtenu un jugement important contre la Scientologie.

Cette décision a été jugée importante car Liberty Lobby avait déjà établi l'existence d'un pacte secret entre l'ADL et l'Église de Scientologie visant à détruire l'IHR de l'intérieur : plus précisément, l'ADL a usé de son influence considérable dans le monde officiel de Washington pour faire en sorte que le fisc accorde à la Scientologie une exonération fiscale très lucrative, ce que la Scientologie (sous la direction de son fondateur, L. Ron Hubbard) cherchait en vain à obtenir depuis des années.

Ce n'est donc pas par hasard que le 1er octobre 1993, le jour même où le fisc a accordé à la Scientologie l'exonération fiscale tant désirée, Marcellus (jusqu'à ce moment-là, le chef de bureau de longue date et de confiance de l'IHR) a envoyé une lettre à Willis Carto pour informer le fondateur de l'IHR que sa relation (celle de Carto) avec l'IHR avait été « résiliée » et pour exiger que Carto remette tous les actifs et les dossiers de la société mère de l'IHR, la LSF, à Marcellus et à ses co-conspirateurs, Mark Weber, Ted O'Keefe et Greg Raven, dont on pense généralement qu'il est également scientologue.

Il se trouve que les arrangements initiaux entre la Scientologie et le fisc ont été mis en place moins d'un mois après la défaite de l'avocat scientologue Lawrence Heller dans l'affaire Mermelstein.

En fait, le commissaire de l'IRS qui a jeté les bases de l'exonération fiscale était Fred Goldberg, un associé de Kenneth Bialkin, président national de la Ligue anti-diffamation au sein du cabinet Skadden, Arps, Slate, Meagher et Flom, connu depuis longtemps comme le principal bras juridique de l'ADL.

Au cours de l'affaire Mermelstein, aucun des deux membres du personnel de l'IHR de l'époque qui étaient ouvertement scientologues (Tom Marcellus et l'employée de bureau Michelle Matteau) n'a jamais mentionné les liens de Heller avec leur église, ce qui, bien sûr, aurait été un signal d'alarme évident pour Willis Carto et d'autres personnes que l'affaire Mermelstein était bien plus complexe qu'il n'y paraissait.

Dès le départ, Marcellus, qui entretenait de nombreuses relations avec la Scientologie dans la région de Los Angeles et qui était particulièrement actif au sein de l'Église, ne pouvait pas ne pas savoir précisément qui était Heller, en particulier parce que Heller avait représenté la Scientologie dans une affaire récente particulièrement médiatisée.

Cependant, le 4 mars 1996, lorsque le journal de Liberty Lobby, *The Spotlight*, a publié pour la première fois les détails concernant les liens de Heller avec la Scientologie, Marcellus et Mark Weber et d'autres personnes

qui avaient organisé le coup d'État contre l'IHR ont essayé de ridiculiser l'idée qu'il y avait un lien quelconque entre la Scientologie et l'affaire. En outre, l'Église de Scientologie est apparue publiquement et a commencé à publier des attaques contre Liberty Lobby et Willis Carto et à menacer d'intenter des procès en diffamation.

Mais ce que Liberty Lobby a appris, c'est que : non seulement Heller était associé à l'Église de Scientologie depuis au moins 1982, soit neuf années entières avant son rôle dans l'assaut de Mermelstein contre l'IHR, soutenu par l'ADL, mais, en fait, l'omniprésent M. Heller faisait partie d'une petite clique qui a secrètement pris le contrôle de l'Église de Scientologie après la disparition (et la mort présumée) de L. Ron Hubbard et qui contrôle maintenant les droits lucratifs des écrits de Hubbard – un point qui n'est pas autrement connu de la plupart des loyalistes de Hubbard à la base.

Ce qui est d'autant plus étrange, c'est que ni Heller, ni aucun de ses associés de la clique dirigeante, à l'exception d'un seul, ne sont apparemment des adeptes des enseignements de Ron Hubbard, qui était encore très apprécié par les membres de l'Église qui n'avaient aucune idée qu'une « nouvelle » direction était aux commandes de la Scientologie.

Voici ce qui s'est passé, d'après les preuves diffusées par les loyalistes de Hubbard (qui rejettent la « nouvelle » direction secrète de la Scientologie).

En mai 1981, peu après la disparition de Hubbard, l'associé de Heller, Sherman Lenske, est apparu et a prétendu être l'avocat personnel de Hubbard.

Moins de deux mois plus tard, Mary Sue, l'épouse de Hubbard, a été renversée de son poste de contrôleuse, qui lui permettait d'avoir la haute main sur la structure de la Scientologie, ainsi que sur les droits d'auteur des volumineux écrits de son mari et sur diverses marques déposées relatives aux affaires de l'Église.

Dans les mois qui ont suivi, l'ensemble de l'empire de la Scientologie a été restructuré. Le changement le plus important a eu lieu le 28 mai 1983 lorsque Lenske et son cercle restreint (y compris Heller) ont créé la Church of Spiritual Technology (Église de la technologie spirituelle – CST) qui est devenue propriétaire de toutes les propriétés intellectuelles que Ron Hubbard et Mary Sue Hubbard avaient jamais possédées ou contrôlées.

(En 1992, dans un arrêt de la U.S. Court of Claims, Sherman Lensky a été désigné comme l'un des « directeurs spéciaux » de la CST, aux côtés de son frère Stephen, qui, avec Heller, était son associé, et de Heller lui-même).

Il est également intéressant de noter que l'un des autres partenaires de Lenske dans la fondation de la CST était Meade Emory, qui a été avocat du Joint Committee on Taxation pour le Congrès de 1970 à 1972, puis, de 1975 à 1977, assistant du commissaire de l'IRS.

C'est pendant la période où Emory travaillait à l'IRS qu'un employé de l'IRS nommé Gerald Wolfe volait des documents de l'IRS et les transmettait au Guardian Office de la Scientologie, qui était sous le contrôle de Mme Mary Sue Hubbard.

Puis, plusieurs années plus tard, lorsque le vol des documents a été dévoilé, il a joué un rôle majeur dans le renversement de Mme Hubbard (qui a été poursuivie et tenue pour responsable) et a conduit à l'ultime prise de pouvoir par Emory, Lenske, Heller et les autres membres du cercle rapproché du CST.

En bref, voici ce qui s'est passé : lorsque le flamboyant et tout-puissant leader de la Scientologie L. Ron Hubbard a disparu, le groupe Lenske-Heller a pris le contrôle du fondement même du mouvement scientologue : les droits d'édition lucratifs des écrits du prolifique Hubbard qui sont vendus (à des prix fantastiquement élevés) aux étudiants dévoués de la Scientologie dans le monde entier.

Il convient de noter que de nombreux fidèles de Hubbard (qui ont depuis quitté la Scientologie) affirment que les nouveaux contrôleurs de l'héritage littéraire de Hubbard ont en fait modifié les écrits de Hubbard, même si l'on ne peut que spéculer sur la finalité de cette modification.

Ironiquement, il semble qu'à la mort de Hubbard (et au renversement de sa femme à la suite de poursuites judiciaires tenaces), l'Église de Scientologie elle-même ait été victime d'un coup d'État orchestré par des forces extérieures désireuses de prendre le contrôle de la Scientologie, de ses vastes richesses et de son vaste réseau de pouvoir mondial.

Puis, comme on le sait maintenant, les scientologues (dont Tom Marcellus) ont été manipulés par leurs nouveaux contrôleurs (dont Heller) pour jouer un rôle dans le coup d'État qui a suivi au sein de l'IHR.

L'ancien diplomate américain de haut rang Stephen Koczak (qui avait été en poste en Israël) a déclaré en privé à The Spotlight en 1994 que, selon ses sources, la Scientologie avait été prise en charge par le Mossad israélien, en collaboration avec des éléments de la CIA. Il semble donc que Heller et son groupe aient été impliqués dans cette prise de contrôle.

Il ne faut pas oublier que la Scientologie (qui est la « manipulation mentale » dans sa forme classique) présente un intérêt particulier pour la CIA et le Mossad.

Bien que les tristement célèbres expériences de manipulation mentale de la CIA aient fait l'objet d'une large publicité, ce qui est largement passé sous silence, c'est qu'elles ont été menées sous la supervision de James J. Angleton, le loyaliste israélien qui dirigeait le bureau de liaison du Mossad au sein de la CIA. En fait, plusieurs scientifiques liés à ces opérations de manipulation mentale étaient associés à la Scientologie.

En contrôlant les sectes, les agences de renseignement telles que la CIA et le Mossad peuvent utiliser les membres des sectes pour infiltrer une grande variété de groupes politiques, d'instituts de recherche, de banques, etc. Suite au « lavage de cerveau » qu'ils ont subi, les membres de la secte obéissent aux ordres de leurs contrôleurs.

Lorsque les contrôleurs de la CIA et du Mossad décident de mener une opération de renseignement particulière – comme la prise de contrôle d'une organisation ciblée – ils sont alors en mesure d'utiliser les membres de leur secte qui sont en place au sein de ces groupes.

C'est ce qui s'est passé au sein de l'IHR. Deux membres déclarés de l'Église de Scientologie et un autre membre probablement secret, employés par l'IHR, ont été utilisés dans le cadre de la conspiration visant à en prendre le contrôle.

Et qu'en est-il de Tom Marcellus, membre de l'IHR et fervent scientologue ? Il a quitté l'Institut après avoir signé la fausse déclaration sous serment qui a conduit à la violente descente de l'équipe SWAT au domicile de Willis Carto, laissant la direction de l'Institut à Weber et à son collègue Greg Raven. Marcellus avait fait ce qu'on lui avait demandé de faire, et son travail était terminé. Selon la femme de Mark Weber, citant son mari : les dirigeants de la Scientologie avaient dit à Marcellus qu'il était temps pour lui de quitter l'IHR. Et c'est ce qu'il a fait.

Il est clair que l'affaire de l'IHR était une affaire importante – et obscure – impliquant de multiples niveaux d'intrigues dont même de nombreux acteurs (y compris, probablement, Mark Weber, et certainement Ted O'Keefe) n'étaient pas conscients.

Tout cela n'est pas une « théorie » de la conspiration. C'est un fait.

Chapitre Six

Mission accomplie : La paralysie de l'IHR et la destruction totale de Liberty Lobby

Compte tenu de toutes les forces maléfiques et puissantes qui se dressaient contre lui, il est remarquable que Liberty Lobby ait survécu aussi longtemps qu'il l'a fait.

Le procès civil intenté contre Liberty Lobby se poursuivait, en dépit du fait que l'IHR s'effondrait. Essentiellement, le procès accusait Liberty Lobby de « devoir » l'argent que M. Carto avait donné à Liberty Lobby de la succession Farrel à la LSF et que Carto n'avait jamais eu le droit de distribuer les fonds Farrel ainsi que Mme Jean Farrel l'avait en effet désiré.

Et, en fin de compte, à l'issue d'un procès devant un juge de la cour supérieure du comté d'Orange en Californie, Liberty Lobby a perdu. Le 26 novembre 1996, le juge Runston G. Maino a statué en faveur des conspirateurs de l'IHR et a tenu Liberty Lobby, Willis A. Carto et son épouse Elisabeth, ainsi que les directeurs légitimes de l'IHR, Lewis et LaVonn Furr, responsables de la somme extraordinaire de quelque 14 millions de dollars, avec dix pour cent d'intérêts, composés annuellement, en déclarant que les fonds Farrel appartenaient en fait à juste titre à l'IHR. (Cette somme incluait les intérêts et ne reflétait pas, en réalité, les 2 650 000 dollars qui avaient été prêtés à Liberty Lobby à partir de l'héritage Farrel).

Ce n'est probablement pas une coïncidence si, comme Liberty Lobby l'a appris alors que le procès était déjà en cours, le juge Maino se trouvait être un ami de Terri Ferrara, l'assistante juridique de William Hulsy, l'avocat californien qui avait conspiré avec les employés de l'IHR dans ce que Hulsy lui-même avait décrit comme leur « coup d'État déloyal ». Le mari de Mme Ferrara était juge au tribunal où siégeait Maino.

En outre, Willis Carto a appris par la suite que l'avocat californien qui avait « représenté » Liberty Lobby devant le juge Maino n'était peut-être pas aussi loyal envers Liberty Lobby qu'il aurait dû l'être. C'est cet avocat qui a incité Carto à aller devant Maino, plutôt que de porter l'affaire devant un jury

(comme le souhaitaient Carto et l'avocat principal de Liberty Lobby, Mark Lane). En fait, l'avocat californien a précipité l'affaire, de sorte que Lane lui-même n'est arrivé sur l'affaire qu'après avoir appris qu'elle était déjà en cours ! Le mal était fait et l'affaire était entre les mains d'un juge qui, comme nous l'avons vu, n'était en aucun cas susceptible d'être favorable à Liberty Lobby.

Quoi qu'il en soit, bien que le jugement n'ait pas encore fait l'objet d'un appel (et qu'il ait été, bien entendu, finalement rejeté), le « nouveau » IHR semblait tarder à agir contre Liberty Lobby et à s'emparer des maigres atouts que détenait l'institution populiste. Toutefois, ce n'est que grâce à l'esprit vif de Jim Floyd, un partisan de longue date de Liberty Lobby originaire de Cullman, en Alabama, que Liberty Lobby n'a pas été saisi par les Chèvres de Judas opérant au sein de l'IHR.

Lors d'une conversation avec un partisan de la clique de l'IHR, Floyd a appris que le groupe de l'IHR se vantait en fait que son nouvel avocat, un certain Bryan Sampson, un Américain, avait des « relations avec le Mossad » et que, dans quelques jours, Sampson prévoyait un raid sur le bureau de Liberty Lobby à Washington pour faire fermer l'institution. Floyd a rapidement alerté Willis Carto et, avant que l'avocat lié au Mossad ne puisse agir, Liberty Lobby a déposé son bilan avec le soutien total et conscient du personnel de l'institution populiste. C'était le 13 mai 1998.

Le dépôt de bilan a mis fin à l'affaire – pour un temps. Cependant, cela signifiait qu'en fin de compte, Liberty Lobby devrait payer des sommes d'argent à l'IHR, ne serait-ce que dans le but de permettre à Liberty Lobby de survivre.

Mais alors que Mark Weber affirmait à plusieurs reprises et à tort que Carto et Liberty Lobby refusaient de transiger, la vérité est que ces derniers refusaient de transiger sur un point et un seul : Weber et ses associés de l'IHR exigeaient extraordinairement que Carto – le fondateur de Liberty Lobby – démissionne de son poste de trésorier de l'institution populiste et en cède le contrôle à un nouveau conseil d'administration nommé par le groupe de l'IHR. En d'autres termes, ils voulaient prendre le contrôle absolu de Liberty Lobby, tout comme l'IHR avait été corrompu de l'intérieur.

Il va sans dire que ni Carto, ni le personnel de Liberty Lobby, ni aucun de ses 100 000 fidèles sympathisants ne voulaient avoir affaire à un tel arrangement. En fin de compte, un accord a été conclu, Liberty Lobby acceptant de verser à l'IHR (sur plusieurs années) 1,2 million de dollars, soit 70 % de moins que le jugement prononcé par le juge Maino.

En fait, au cours des années suivantes, l'IHR a reçu un peu plus d'un million de dollars de Liberty Lobby, non seulement sous forme de paiements directs effectués par Liberty Lobby, mais aussi grâce à des fonds récupérés par une agence de recouvrement qui avait saisi le courrier envoyé à l'institution populiste et contenant des chèques, des espèces, des mandats, etc.

En fin de compte (à la date de rédaction de cet article, août 2005), l'IHR a reçu 1,7 million de dollars supplémentaires provenant de deux successions qui devaient à l'origine aller à Liberty Lobby mais qui ont été saisies par l'avocat de l'IHR.

Si l'on ajoute à ces fonds un minimum de 748 000 dollars que Willis Carto avait initialement donné à l'IHR à partir de l'héritage Farrel, cela a porté le butin de l'IHR à un grand total de 3 479 780,32 dollars – bien plus, en fait, que les 2 650 000 dollars que le juge Maino a décidé que Liberty Lobby devait à l'IHR.

Alors que Mark Weber, dans ses déclarations publiques, continuait de « jouer les pauvres » et de dire que l'IHR n'avait pas d'argent et que, pour une raison ou pour une autre, Liberty Lobby refusait de « payer », la vérité était tout autre, comme de nombreux révisionnistes sincères ont rapidement commencé à l'apprendre.

En outre, il est devenu évident que, malgré leur victoire au tribunal, Weber et le groupe IHR n'étaient pas tout à fait au bout de leurs peines. Le véritable objectif, en fin de compte, était la destruction de Liberty Lobby. C'est ainsi qu'un autre ancien visage des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur – est réapparu.

Ce n'était autre que l'omniprésent Kirk Lyons, l'avocat et ami proche de la chèvre de Judas Andreas Strassmeir, célèbre pour l'attentat à la bombe d'Oklahoma. Cet avocat, qui a aidé Strassmeir à quitter le pays à la suite de l'attentat d'Oklahoma, mettait à présent ses compétences juridiques au service de la conspiration visant à détruire Liberty Lobby.

Avec le soutien de l'équipe de l'IHR, Lyons a envoyé une lettre à de nombreux partisans de Liberty Lobby dans tout le pays, disant qu'il voulait « sauver » Liberty Lobby.

Selon Lyons, le seul moyen de sauver l'institution populiste était qu'un administrateur fédéral des faillites vienne prendre le contrôle de Liberty Lobby et licencie le fondateur de Liberty Lobby, Willis A. Carto, ainsi que tous les employés loyaux qui, selon Lyons, étaient « corrompus ou incompétents ».

Opérant à partir d'une boîte aux lettres californienne, Lyons, basé en Caroline du Nord, invitait les gens à verser de l'argent à « LSF/trustee ». Cela signifiait que l'argent versé par des personnes bien intentionnées allait sur un compte géré (probablement par Lyons lui-même) pour les conspirateurs qui contrôlaient l'IHR.

À ce moment-là, la plupart des partisans de Liberty Lobby savaient qu'il s'agissait ni plus ni moins d'une escroquerie et d'un autre élément du plan global visant à détruire Liberty Lobby, mais le plus important dans toute cette affaire était l'alliance évidente entre les conspirateurs de l'IHR et Lyons, dont le propre passé laissait à désirer, c'est le moins que l'on puisse dire.

Liberty Lobby avait finalement décidé qu'il ne fallait pas laisser les conspirateurs de l'IHR poursuivre ces manœuvres destructrices et avait décidé, à ce moment-là, de porter plainte contre ceux qui avaient tant fait pour saper l'institution populiste. Sans surprise, compte tenu du fait que les tribunaux n'ont jamais été tendres avec Liberty Lobby, un juge fédéral a rejeté la plainte. Mais, entre-temps, Liberty Lobby avait consciencieusement continué à effectuer ses paiements dans le cadre du règlement de la faillite et était surveillé par le tribunal américain des faillites à Washington.

Bien que financièrement paralysé par ces paiements onéreux, Liberty Lobby continuait à fonctionner, alors même que l'IHR lui-même était en proie à la tourmente. Alors que Ted O'Keefe, ancien membre du personnel de l'IHR, était finalement revenu au bercail après une interruption de plusieurs années, tout n'allait pas pour le mieux à l'IHR, comme O'Keefe s'en est rapidement rendu compte. Finalement, O'Keefe a été poussé vers la sortie par Mark Weber et son collègue Greg Raven.

Mais au moment où O'Keefe est parti – et c'est très important – il a confirmé le fait que Weber et Raven avaient sérieusement discuté, ouvertement, dans les bureaux de l'IHR, de la possibilité de prendre le contrôle de la liste des membres de Liberty Lobby et de la vendre soit à l'Église de Scientologie, soit à l'Anti-Defamation League, soit au Southern Poverty Law Center.

Cette information avait déjà été rapportée par *The Spotlight*, sur la base des allégations d'un jeune homme, Eric Owens, qui avait travaillé brièvement au bureau de l'IHR et avait été licencié pour avoir demandé pourquoi ces deux « loyaux révisionnistes » vendaient les noms de patriotes américains à des organisations qui étaient manifestement hostiles au mouvement révisionniste. Cependant, de nombreux révisionnistes qui soutenaient encore Weber, de manière inexplicable, ont refusé de le croire.

Pourtant, lorsqu'un révisionniste connu (et toujours respecté) tel qu'O'Keefe a confirmé les allégations, cela a jeté un éclairage nouveau sur ce qui se passait réellement à l'intérieur du « nouveau » IHR. Le rapport d'O'Keefe sur les intrigues de l'IHR, largement diffusé, est une lecture dévastatrice qui confirme essentiellement tout ce que *The Spotlight* avait rapporté sur les frasques de Weber et les intrigues en coulisses de l'IHR.

Ainsi, bien que Weber soit de plus en plus en difficulté, lui et ses soutiens avaient un nouveau plan pour saper Liberty Lobby une fois pour toutes. Les avocats de l'IHR ont déposé une requête auprès du tribunal des faillites de Washington, demandant au tribunal de déclarer Liberty Lobby en défaut de paiement. Les avocats de l'IHR ont déclaré que le fait que Liberty Lobby ait intenté une action en justice contre l'IHR constituait une violation de l'accord de faillite. Le juge des faillites leur a donné raison. Il a déclaré Liberty Lobby en défaut de paiement et a ordonné la fermeture de l'institution populiste. Ainsi, le 27 juin 2001 – juste avant son 46e anniversaire, qui aurait eu lieu le 17 juillet – la remarquable carrière de Liberty Lobby a pris fin de manière tragique.

Le fait que ce juge ait rendu cette décision n'est malheureusement pas une véritable surprise. En effet, au début des années 1990, le journal de Liberty Lobby, *The Spotlight*, était le seul média national largement lu à fournir une couverture détaillée du désormais célèbre scandale INSLAW. The Spotlight avait dénoncé la corruption de fonctionnaires du Département de la Justice et d'autres intermédiaires de haut niveau qui avaient contribué à faciliter le vol d'un logiciel de surveillance sophistiqué qui s'était retrouvé entre les mains du Mossad d'Israël et d'autres services de renseignement étrangers.

Même le *Washington Post Magazine* a fini par commenter, le 14 juin 1992, que « si les affirmations qui ont été faites [à propos de l'affaire INSLAW] sont vraies, elles s'ajoutent à un scandale aux proportions monstrueuses ».

En fait, S. Martin Teel – le juge fédéral des faillites qui a fermé *The Spotlight* – avait été un personnage de premier plan impliqué dans ce « scandale aux proportions monstrueuses ».

Quelques années avant de devenir le seul juge des faillites américain à Washington, D.C., Teel avait été le principal avocat du Département de la Justice pour défendre ce dernier contre les accusations de Bill et Nancy Hamilton, propriétaires de INSLAW, une petite entreprise basée à Washington, D.C., selon lesquelles des fonctionnaires du Département avaient conspiré criminellement pour voler leur logiciel (connu sous le nom de PROMIS).

Puis, en 1987, le juge fédéral des faillites George S. Bason Jr. s'est prononcé contre le Département de la Justice et en faveur des Hamiltons, déclarant que les clients/collègues de Teel avaient volé le logiciel PROMIS par « ruse, fraude et tromperie ». Bason s'est vu refuser le renouvellement de son mandat et Teel a été nommé à sa place.

Plus tard, Bason a déclaré, lors d'un témoignage devant le Congrès et d'une interview exclusive avec Radio Free America, le forum de discussion hebdomadaire de *The Spotlight*, que le Département de la Justice avait conspiré pour le forcer à quitter son poste en représailles de sa décision contre le Département.

L'un des principaux acteurs des efforts déployés pour déloger Bason en faveur de Teel était le procureur général adjoint de l'époque, Arnold Burns, un avocat puissant qui entretenait depuis longtemps des liens avec la Ligue antidiffamation. Burns est également l'un des fondateurs de « Nesher », un groupe discrètement influent de quelque trois cents hauts fonctionnaires et bureaucrates fédéraux qui se réunissent de manière informelle, liés par le désir de faire avancer la cause sioniste.

L'ancien juge Bason a également soulevé la question de savoir si, en fait, Teel était qualifié pour cette promotion, compte tenu de son expérience extrêmement limitée en matière de litiges liés à la faillite.

Quoi qu'il en soit, Teel a été nommé juge par Bason, en récompense de son aide à couvrir une conspiration corrompue (révélée par *The Spotlight* et Liberty Lobby) impliquant la complicité d'agents de la CIA et du Mossad israélien.

Selon les journalistes d'investigation Mark Fricker et Stephen Pizzo, « l'affaire INSLAW était devenue le baiser de la mort judiciaire à Washington, aucun juge ne voulant s'en mêler. Les allégations de l'INSLAW soulevaient de sérieuses questions sur la corruption et l'anarchie au sein du Département de la justice, et l'interdiction du juge des faillites américain Bason avait envoyé un message effrayant au pouvoir judiciaire ». Même le Chief U.S. District Judge Aubrey Robinson à Washington, D.C., a déclaré à propos d'autres juges concernant l'affaire INSLAW : « Ils n'y toucheraient pas même avec une perche de trois mètres ».

Le plus grand secret de l'affaire INSLAW est peut-être le fait que les propriétaires d'INSLAW ont découvert plus tard que l'Office of Special Investigations (OSI) du Département de la Justice, « chasseur de nazis », était également la base d'une unité d'opérations top secrète du Département de la

Justice et que c'était l'OSI qui était en fait responsable du vol du logiciel PROMIS d'INSLAW.

Dans un mémoire daté du 14 février 1994, l'avocat de l'INSLAW, l'ancien procureur général des États-Unis Eliott Richardson, a formulé les accusations stupéfiantes suivantes :

> Le programme des criminels de guerre nazis est ... une façade pour le propre service de renseignement secret du Département de la Justice, selon les révélations faites récemment à INSLAW par plusieurs hauts fonctionnaires de carrière du Département de la Justice.
>
> L'une des missions non déclarées de ce service de renseignement secret a été la diffusion illégale de la version propriétaire de PROMIS, selon des informations provenant de sources fiables ayant des liens avec la communauté du renseignement américain.
>
> INSLAW a par ailleurs obtenu une copie d'un imprimé informatique de 27 pages du Département de la Justice intitulé « Criminal Division Vendor List » (liste des fournisseurs de la division criminelle). Cette liste est en fait une liste d'organisations commerciales et d'individus qui servent d'intermédiaires à l'agence secrète de renseignement du Département de la Justice...
>
> L'agence secrète de renseignement du Département de la Justice possède également sa propre société « propriétaire » qui emploie des dizaines d'agents de diverses nationalités, ainsi que des individus qui semblent être des employés réguliers de divers départements et agences du gouvernement américain ou des membres des forces armées américaines, selon plusieurs sources.

Le mémoire de Richardson fait également la suggestion étonnante que les preuves suggèrent que l'enquêteur indépendant INSLAW Danny Casolaro a été assassiné par cette unité secrète du Département de la Justice à l'intérieur de l'OSI.

Comme ce n'est un secret pour personne que l'OSI travaille depuis des années en étroite collaboration avec les services de renseignement israéliens, on peut logiquement en conclure que l'OSI (et l'unité secrète du Département de la Justice au sein de l'OSI elle-même) agissaient effectivement en tant qu'agents du Mossad israélien. Les ramifications étaient immenses.

Compte tenu des liens de Teel avec l'affaire INSLAW, Teel n'aurait en fait jamais dû être autorisé à entendre la faillite fédérale de Liberty Lobby. Teel avait clairement un conflit d'intérêt flagrant et une véritable dent contre l'institution populiste et son journal hebdomadaire. Et compte tenu des

services qu'il a rendus au Mossad et à la CIA dans l'affaire INSLAW, sa décision finale contre Liberty Lobby était presque un fait accompli.

Malgré l'injustice évidente, Liberty Lobby n'avait aucun recours. C'était un nouvel exemple de ce que l'avocat de Liberty Lobby, Mark Lane, avait appelé « l'exception Liberty Lobby », à savoir que Liberty Lobby faisait l'objet d'un traitement « spécial » partial de la part des tribunaux. L'institution populiste a été détruite. Et la prise de contrôle illégale de l'Institute for Historical Review avait jeté les bases de cette conspiration.

Et même après que les membres de l'équipe de Liberty Lobby se soient retirés et aient fondé un nouvel hebdomadaire national indépendant, *American Free Press*, Mark Weber a poursuivi ses activités. Bien que son collègue Greg Raven se soit tiré d'affaire et soit parti vers des pâturages plus verts (son travail de destruction de l'IHR et de Liberty Lobby ayant été pleinement accompli), Mark Weber a orchestré un nouveau procès, cette fois contre *American Free Press*, en essayant de prétendre que la nouvelle publication était en fait « Liberty Lobby déguisé ». Mais même les avocats de Weber – deux avocats juifs américains basés à Washington, dont l'un avait des relations haut placées au sein du Parti républicain « néo-conservateur » – ont vu que la plainte était sans fondement et l'ont bientôt retirée.

Bien que Weber ait amassé des millions grâce à la faillite de Liberty Lobby, l'IHR n'allait manifestement nulle part. D'éminents révisionnistes tels que Germar Rudolf (Australie), le Dr Fredrick Toben (Australie) et même le Dr Arthur Butz, auteur du célèbre classique révisionniste de l'Holocauste, *La mystification du XXe siècle*, condamnèrent publiquement l'intransigeance de Weber et sa campagne permanente visant à saper Willis Carto et *American Free Press*, ainsi que la nouvelle revue révisionniste, *The Barnes Review*, forte de 10 000 abonnés, que Carto avait créée dans le sillage de la destruction de l'IHR. Pourtant, Weber a continué à s'accrocher, avec une poignée de révisionnistes qui le soutenaient, ignorant largement ce qui s'était réellement passé à l'IHR.

« Après tout », ont poursuivi nombre d'entre eux, « Mark Weber continue de promouvoir le révisionnisme historique. C'est un antisioniste déclaré. Mark Weber dit et écrit beaucoup de bonnes choses. Pourquoi le Mossad aurait-il intérêt à ce que l'IHR reste en vie ? Comment peut-on penser que Mark Weber pourrait travailler pour le Mossad ? »

Ce sont là de bonnes questions auxquelles ce chapitre – et les précédents – ont déjà répondu. Mais la réponse simple et facile à cette énigme est la sui-

vante : C'est ce qu'on appelle « l'opposition contrôlée ». Dans le chapitre suivant, nous expliquerons ce que cela signifie.

Chapitre Sept

Une version moderne du « trust » à la soviétique : l'IHR, un « front » du Mossad agissant en tant qu'« opposition contrôlée »

Si l'Institute for Historical Review (IHR) ressemble à un canard et cancane comme un canard, il pourrait bien s'agir en réalité d'un vautour. Derrière la rhétorique, vous trouverez une histoire sombre qui révèle la vérité sur ceux qui ont pris le contrôle de l'IHR à des fins insidieuses.

Si Mark Weber et le « nouvel » Institute for Historical Review (IHR) sont réellement contrôlés en coulisses par l'agence de renseignement israélienne, le Mossad, comme les détracteurs de Weber continuent d'insister, pourquoi Weber et l'IHR continueraient-ils à distribuer des documents révisionnistes susceptibles de nuire à la cause d'Israël ?

C'est une bonne question que les gens continuent à se poser. La meilleure façon de répondre à cette question est de dire simplement : « opposition contrôlée ».

Le concept d'« opposition contrôlée » est quelque chose qui déconcerte l'imagination de l'être humain moyen qui n'est pas versé dans les méthodes secrètes des agences de services clandestins du monde entier.

Mais dans le domaine de l'intrigue que James J. Angleton – un fidèle de longue date du Mossad à la CIA – a un jour décrit comme « la jungle des miroirs », la pratique d'agences telles que le Mossad et le KGB soviétique – sans parler de la CIA – consistant à créer des groupes « d'opposition contrôlée » connaît une longue et sordide histoire.

Et lorsque ces agences n'ont pas formellement établi elles-mêmes cette « opposition contrôlée », elles ont souvent réussi à infiltrer des institutions indépendantes et à les prendre en charge de l'intérieur. C'est précisément ce qui s'est passé pour l'IHR.

Considérons les choses sous cet angle : si le Mossad voulait surveiller le mouvement révisionniste mondial en pleine expansion, la meilleure façon de le faire serait d'infiltrer le mouvement de l'intérieur :

Quiconque contrôle l'IHR, sa liste de diffusion et son accès aux contacts du mouvement révisionniste sur tous les continents du globe, dispose d'un « verrou » sur le mouvement et d'une connaissance permanente et de haut niveau des derniers développements de la recherche révisionniste.

Alors que les agents du Mossad au sein de l'ADL sont occupés, d'une part, à attaquer publiquement l'IHR et à orienter effectivement les nouveaux révisionnistes vers le réseau de l'IHR, les agents du Mossad qui contrôlent l'IHR sont occupés à « collecter des noms » et à surveiller la croissance du mouvement révisionniste.

Ainsi, pour que le « nouveau » IHR soit efficace en tant que façade du Mossad, il devrait nécessairement « marcher comme un canard et cancaner comme un canard » afin d'apparaître comme une entreprise révisionniste légitime.

Par conséquent, l'IHR continue à faire ce qu'il a fait dans le passé – publier des documents révisionnistes – et à recruter (bien que maintenant beaucoup moins efficacement) de nouvelles personnes dans le mouvement révisionniste.

Après tout, combien de révisionnistes contacteraient l'IHR ou feraient des dons pour son travail si – tout d'un coup, après s prise de contrôle – l'IHR commençait à revenir sur ses positions sur les questions historiques et à prendre des positions contraires à sa tradition ?

Il y a un autre facteur important à prendre en considération : le « nouveau » IHR a été utilisé comme tremplin pour l'attaque continue contre Liberty Lobby et The Spotlight.

En d'autres termes, l'IHR – en tant qu'entité corporative – a été utilisé par ses nouveaux contrôleurs comme plaignant dans une série d'actions en justice qui ont contraint Liberty Lobby à la faillite et qui ont finalement détruit l'institution populiste. Sans la poursuite de l'existence de l'IHR en tant qu'entité légale, la campagne contre Liberty Lobby n'aurait pas pu continuer.

Ainsi, pour les besoins du Mossad, il était vital que, au moins pour le moment, l'IHR soit autorisé à poursuivre ses activités. C'est pourquoi il est nécessaire que des « révisionnistes sincères » tels que Mark Weber et Ted O'Keefe (qui a finalement été évincé de l'IHR) soient autorisés à jouer un rôle public dans les affaires de l'IHR, même si ni Weber ni O'Keefe n'avaient en réalité la moindre autorité sur la structure de l'IHR. Même les personnes « sincères » peuvent être trompées, faire l'objet de chantage, être contraintes, cooptées ou compromises et, dans certains cas, ne pas s'en rendre compte.

Il semble que Ted O'Keefe était sincère et donc prêt à être manipulé. Le cas de Mark Weber, avec ses propres liens étranges avec des personnes comme Jared Taylor et leurs propres entreprises inhabituelles en Afrique, semble être une toute autre histoire. Ainsi, alors que Greg Raven et Tom Marcellus « travaillaient » sur O'Keefe et Weber au quotidien au sein de l'IHR, Weber et O'Keefe étaient également influencés par un intriguant extérieur, Andrew E. Allen de San Francisco.

Les liens d'Allen avec les opérations clandestines de la CIA et du Mossad dans des régions aussi éloignées que la Birmanie et l'Afghanistan sont désormais connus du public, grâce aux aveux d'Allen sous serment.

M. Allen, un mondain aisé de San Francisco, qui se décrit comme un « républicain libéral », incarne le type de service de renseignements effacé qui a fait dire à un critique que l'acronyme « OSS » – comme le nom du Bureau des services stratégiques, précurseur de la CIA – signifiait en fait « Oh, So Social » (Oh, si social).

En fait, Allen a su tirer parti de sa richesse héritée et de ses relations sociales pour obtenir de bons résultats tant avec O'Keefe qu'avec Weber – qui a dit à sa femme avec un certain étonnement qu'Allen était « vraiment riche » – qui étaient manifestement impressionnés par l'idée que quelqu'un « de l'establishment » puisse être (du moins le pensaient-ils) « favorable au révisionnisme ».

Allen a assuré à Weber et O'Keefe qu'il (Allen) avait des amis haut placés dans la communauté du renseignement qui étaient favorables au travail de l'IHR, laissant entendre que ses amis de la CIA encourageaient secrètement l'IHR, même s'ils répugnaient à approuver publiquement son travail.

Weber et O'Keefe ont été amenés à croire qu'en entrant dans une conspiration visant à déloger le fondateur de l'IHR, Willis Carto, de sa direction de l'institut révisionniste, non seulement les deux employés de l'IHR mettraient la main sur les « millions cachés » que Carto aurait dissimulés, mais que l'IHR commencerait à recevoir un soutien secret de la part de ces éléments prétendument sympathiques au sein de la CIA.

Ces dernières années, pour sa part (et c'est tout à son honneur), O'Keefe a exprimé avec nostalgie ses regrets à un certain nombre de personnes concernant sa participation à la prise de contrôle illicite de l'IHR et à la dissolution effective de ce dernier qui en a résulté.

O'Keefe ne peut s'empêcher de se remémorer l'époque où il occupait un poste à responsabilité et un bureau confortable, lorsque l'IHR était « le petit costaud du quartier » dans le monde du révisionnisme, un rôle maintenant

supplanté depuis longtemps par une variété de personnalités et d'institutions indépendantes telles que le dynamique Jürgen Graf, de Suisse, Ernst Zündel du Canada, Fredrick Toben de l'Adelaide Institute en Australie et Germar Rudolf, éditeur de *Dissecting the Holocaust*, le nouveau blockbuster révisionniste, sans oublier *The Barnes Review* qui, avec quelque 8 000 abonnés, est le plus grand magazine révisionniste du monde.

Weber – complètement empêtré dans la conspiration et incapable de s'en extirper – est resté impénitent et continue d'exécuter les ordres de ses maîtres en coulisses, sachant que son emprise sur l'IHR est pour le moins ténue.

En bref, les forces à l'origine du coup d'État contre l'IHR savaient qu'elles avaient entre les mains des boucs émissaires consentants, et elles ont fait bon usage de cette connaissance.

En conséquence, l'IHR n'est rien de plus qu'un « trust » sur le modèle soviétique à l'ancienne, sauf que ce « trust » particulier n'est pas contrôlé par le KGB. L'IHR n'est plus, à toutes fins utiles, que l'une des Chèvres de Judas – l'Ennemi intérieur. Et Mark Weber reste aux commandes, agissant en tant qu'homme de paille pour les responsables de la destruction de l'IHR et de Liberty Lobby.

ANNEXE DEUX

Voici combien d'argent Mark Weber et l'IHR ont accumulé dans la campagne de destruction de Liberty Lobby

Michael Collins Piper's
Lettre à Mark Weber

Le 1er décembre 2004

Cher Mark,

Je vous écris cette lettre à la fois par courtoisie personnelle et sur les conseils de mon avocat qui, il faut le souligner, n'a aucune relation avec Willis Carto ou toute autre organisation ou publication à laquelle Willis a été associé.

Veuillez m'excuser pour mon retard à répondre, mais avec mon voyage de deux semaines en août en Malaisie, puis un voyage d'une semaine, plus récent, au Japon, en conjonction avec la sortie de mes livres, *Final judgment* et *The High Priests of War* dans ces pays, j'ai été, il va sans dire, assez occupé au cours des derniers mois.

Tout d'abord, veuillez noter qu'il s'agit d'une lettre de Michael Collins Piper uniquement. Elle représente mon opinion personnelle et ne doit pas être perçue comme une communication indirecte de Willis et/ou Elisabeth Carto ou de toute organisation ou publication à laquelle l'un ou l'autre est associé.

Ni Willis ni Elisabeth n'auront vu cette lettre avant qu'elle ne soit envoyée, même si, il va sans dire, je les ai tous deux prévenus que j'écrirais cette lettre et qu'ils m'ont tous deux fourni des bribes d'informations que j'ai incorporées dans cette lettre. Cependant, tout le matériel utilisé relève de mon propre choix et, à vrai dire, j'ai choisi de rejeter une grande partie de ce qu'ils m'ont fourni.

En tout état de cause, je n'agis pas – je répète PAS – en tant qu'agent de quelque manière que ce soit. Cette lettre représente strictement mon point de vue personnel.

En outre, pour mémoire, il convient de noter que mon implication dans *American Free Press* et *The Barnes Review* est largement périphérique et que je n'ai que très peu, voire rien, à voir avec les opérations quotidiennes de l'une ou l'autre de ces publications, en dépit de la perception erronée qu'en a le public. Je ne dispose ni d'un bureau ni d'une table de travail dans les locaux. Je n'ai absolument aucun droit de propriété sur l'une ou l'autre de ces publications et je ne bénéficie d'aucun avantage social de quelque nature que ce soit.

C'est pourquoi il est quelque peu comique et, en fait, ironique, que vous m'ayez inclus – moi, entre autres – comme co-défendeur dans votre procès sans fondement contre *American Free Press*, procès que vous avez bien sûr retiré par la suite... et sagement, dans votre propre intérêt, pourrais-je ajouter.

Quoi qu'il en soit, ceci étant dit, permettez-moi de poursuivre.

Cette lettre est motivée, bien sûr, par votre communication (à la fois sur papier et par courrier électronique) qui m'a été adressée au bureau de l'*American Free Press* et par l'intermédiaire d'une adresse électronique qui figure sur le site Web de l'*American Free Press*.

Votre lettre faisait suite à une brève discussion entre nous lors de la conférence organisée par David Irving à Cincinnati, dans l'Ohio, pendant le week-end de la fête du travail.

Pour mémoire, il convient de noter que je participais à la conférence Irving à l'invitation de ce dernier, qui me l'a adressée directement, sans en parler au préalable à Willis Carto. Je ne participais pas à la conférence en tant qu'agent ou porte-parole de Willis Carto, même si, bien entendu, j'ai distribué des exemplaires de la *Barnes Review* et de l'*American Free Press*.

Mon but à la conférence, à l'invitation de M. Irving, était de parler de l'histoire de Willis Carto dans le mouvement révisionniste et, seulement en passant, de l'héritage Farrel. Le seul rôle joué par M. Carto dans la préparation de mes remarques a été de fournir, à ma demande, une liste des livres, magazines et revues qu'il avait publiés ou réédités.

Lors de notre discussion à la conférence Irving, vous m'avez dit que vous (et probablement les contrôleurs de la Legion for the Survival of Freedom, quels qu'ils soient) vouliez conclure une forme d'accord de règlement avec Willis Carto concernant le litige en cours et d'autres conflits découlant de la dispute sur ce que j'appellerai « l'héritage Farrel ».

Au cours de notre brève conversation, vous avez fait remarquer que, précédemment, vous aviez fait une déclaration publique (à un auditoire de la conférence Irving) indiquant que vous souhaiteriez parvenir à un accord avec

Willis, et, en fait, un certain nombre de personnes qui assistaient à la conférence ont confirmé que vous aviez fait une telle offre.

Entre parenthèses, je voudrais noter que vous avez fait cette déclaration publique après que, plus tôt dans la journée, j'ai dit au public présent à ma conférence que la Legion for the Survival of Freedom avait reçu quelque 1,7 million de dollars au total de deux successions – celles d'Adelaide Allen et de Bob Keifer – qui avaient été à l'origine affectées à Liberty Lobby.

Cette information a surpris beaucoup de monde, y compris plusieurs révisionnistes convaincus qui m'ont informé par la suite que, quelques heures auparavant, vous aviez, selon les termes de l'un d'entre eux, « dit du mal » et déclaré que l'IHR se trouvait dans une situation financière désastreuse, en grande partie, selon vous, à cause de « Carto ».

(Il est amusant de constater que l'IHR n'a jamais été en grande difficulté financière lorsque Willis Carto était en charge, mais c'est une toute autre histoire. Liberty Lobby n'a jamais été insolvable avant le jugement massif que vous et certaines parties avez orchestré contre cette entreprise, mais c'est aussi une toute autre histoire).

En bref, vous avez suggéré que Willis Carto « rende » tous les fonds restants de l'héritage Farrel et abandonne toutes les poursuites en cours contre vous et la Légion et que la Légion abandonne également toute autre réclamation. Les fonds restants, avez-vous suggéré, seraient placés dans un fonds fiduciaire qui serait administré par des parties indépendantes et distribué pour les bonnes œuvres des révisionnistes du monde entier. Je pense qu'il s'agit d'une évaluation juste de vos commentaires à l'époque, ou du moins tels que je les ai compris. S'il y a un petit malentendu, et je ne pense pas qu'il y en ait, je me corrige. Toutefois, pour les besoins de cette lettre que je vous adresse, cette offre, comme vous le verrez, est en grande partie sans objet, comme nous le verrons.

Quoi qu'il en soit, Mark, après que vous ayez mentionné votre désir de conclure un accord « avec Carto », j'ai suggéré que vous mettiez cette offre par écrit. De plus, j'ai suggéré que vous consultiez un avocat pour préparer l'offre de règlement et que vous adressiez ensuite la lettre à Willis et/ou à l'un des avocats qui ont représenté ses intérêts et/ou ceux de Liberty Lobby dans les affaires liées aux circonstances entourant le conflit sur l'héritage Farrel.

De retour à Washington après l'affaire Irving, j'ai informé Willis des paramètres approximatifs de l'accord proposé et je lui ai indiqué que vous m'aviez dit que vous lui présenteriez l'offre par écrit.

Inutile de dire que j'ai été assez surpris de recevoir par la suite votre lettre sur papier et votre courriel (les deux éléments étant identiques), tous deux adressés à moi, et non à Willis ou à un quelconque avocat le représentant ou représentant Liberty Lobby.

J'ai également eu la nette impression – bien que je puisse me tromper – que vous aviez rédigé la lettre de votre propre chef, sans l'aide d'un conseiller juridique.

En outre, la partie de la lettre qui ne reprenait pas les décisions du juge Runston Maino mais qui prétendait contenir le cadre d'un « règlement » était en fait assez difficile à comprendre, et je dis cela en tant que personne qui est, au moins, semi-lettrée et qui a également suivi une année de formation juridique complétée par une vingtaine d'années de travail en étroite collaboration avec des avocats et des documents juridiques de toutes sortes, en plus d'avoir été (au moins à une époque) assez bien versée dans les détails entourant l'héritage Farrel et le bain de sang juridique qui s'en est suivi.

Les documents juridiques, de par leur nature même, tendent souvent vers l'abstrus et l'opaque, mais, à mon humble avis, votre « offre de règlement » était si peu claire qu'aucune négociation juridique sérieuse ne pouvait en résulter.

Votre offre aurait dû être formulée en des termes très précis et, plus important encore – comme je l'ai déjà dit – envoyée directement à Willis Carto.

Pour être honnête, Mark, j'ai eu l'impression que votre lettre était simplement ce que l'on pourrait appeler un « travail éclair » et qu'il s'agissait d'une production conçue pour avoir l'« apparence » d'une offre de règlement, quelque chose que l'on pourrait exhiber devant les naïfs et les ignorants comme « preuve » de votre bonne foi – un peu comme « Voici l'offre de règle-ment que j'ai faite à Carto, mais il refuse de négocier ». »

La vérité est que la lettre n'était PAS une offre de règlement et qu'elle n'a pas été adressée à Willis Carto.

En ce qui concerne les montants effectivement reçus par Liberty Lobby et la Légion au titre de l'héritage Farrel, considérons tout d'abord ce que Liberty Lobby a effectivement reçu. Notons également que les sommes reçues par Liberty Lobby l'ont TOUJOURS été sous forme de PRÊTS, et non de subventions. Tous ces prêts étaient destinés à être REMBOURSÉS PAR LIBERTY LOBBY À LA SOCIÉTÉ CRÉÉE POUR ADMINISTRER LES FONDS FARREL !

C'est une chose qui est à peine connue de la plupart des révisionnistes.

En outre, le fait est que l'argent prêté par l'héritage Farrel à Liberty Lobby n'était même pas arrivé à échéance au moment où la Légion a été arrachée au contrôle de Willis Carto. Le montant reçu par Liberty Lobby constituait des PRÊTS NON REMBOURSABLES qui n'étaient même pas encore échus !

Le juge Maino a statué que Liberty Lobby « devait » à la Légion (par rapport à l'héritage Farrel) quelque 2 650 000 dollars, en se fondant sur le fait que cette somme avait été essentiellement prêtée à Liberty Lobby. Et si Liberty Lobby avait pu continuer à fonctionner, sans être entravé par les procès intentés par vous et la Légion, ces fonds auraient finalement été remboursés. Il s'agit là encore d'une chose qui n'est pas très connue.

Le système de prêts mis en place par Willis Carto (sous l'impulsion de Bill Hulsy, alors avocat de la Légion) a été conçu pour protéger l'héritage Farrel et Liberty Lobby du procès Mel Mermelstein qui était en cours à l'époque où l'affaire Farrel a été réglée. Il s'agissait d'une bonne décision commerciale et d'un choix judicieux sur le plan juridique. Cela n'est devenu un « détournement de fonds » que lorsque vous et vos associés avez pris le contrôle de la Légion et l'avez utilisé comme tremplin pour lancer l'assaut contre Liberty Lobby. C'est la froide et dure vérité, Mark, et vous le savez.

Tous les fonds avancés à Liberty Lobby ont fait l'objet de relevés bancaires détaillés, y compris des virements bancaires de la Suisse à Liberty Lobby et de Liberty Lobby à Sun Radio Network qui, en réalité, était le principal bénéficiaire des prêts, acheminés par Liberty Lobby.

J'ai personnellement rencontré Willis Carto, le contrôleur de Liberty Lobby, Blayne Hutzel, et notre avocat, Mark Lane, lorsque les documents ont été rassemblés pour être présentés à vos avocats dans le cadre de la préparation du procès devant le juge Maino à Los Angeles.

Je le sais de source sûre. J'ai vu ces dossiers. J'ai vu les totaux, Mark. Je sais que ces documents ont été fournis au tribunal et à vos avocats. C'est pourquoi j'ai été stupéfait lorsque vous m'avez dit à plusieurs reprises, directement, lors de la réunion avec David Irving, que Liberty Lobby n'avait « jamais fourni de comptes sur les fonds Farrel qu'il avait reçus ». Franchement, Mark, j'ai été tellement choqué par votre audace dans cette affirmation – que je savais être manifestement fausse – que j'ai eu du mal à répondre. Je n'arrivais pas à croire que vous alliez me dire que je n'avais pas vu ce que j'avais vu. En fait, c'est sur la base de ces mêmes documents que le juge Maino a rendu sa décision, du moins en partie, en ce qui concerne Liberty Lobby.

Il va sans dire, Mark, que j'ai dit à de nombreuses personnes – y compris à des révisionnistes très respectés – que je pense que vous et vos associés avez été très choqués d'apprendre que les fonds Farrel avancés à Liberty Lobby n'existaient plus, qu'ils avaient en fait été dépensés. Je pense que vous avez cru que Liberty Lobby était en quelque sorte « assis » sur cet argent alors qu'en fait, il avait déjà été versé au Sun Radio Network ! Cela a dû être un véritable choc pour vous, mais c'est un fait que vous ne pouvez pas contester. Les archives le prouvent. Le juge Maino a rendu son jugement sur la base de ces documents.

Et, comme je l'ai dit, ces fonds auraient finalement été remboursés. Telle est la VRAIE histoire de l'argent reçu par Liberty Lobby au titre de l'héritage Farrel.

Et il convient d'ajouter que la charte originale de la Légion – avant que vous et vos associés ne réécriviez cette charte, qui remonte à la fondation originale de la Légion dans les années 1950 – citait très spécifiquement la diffusion radiophonique comme l'un des moyens de communication que la Légion espérait utiliser pour faire avancer son message.

Et en passant, voici un autre point que de nombreux révisionnistes ignorent également ; c'est le fait que l'IHR a toujours été une filiale de la Légion, tout comme l'était la Noontide Press. Le révisionnisme historique – de l'Holocauste ou autre – n'a jamais été, je répète jamais, le but principal ou unique de la Légion. C'était l'une des nombreuses missions dans le domaine de la liberté d'expression à laquelle la Légion était attachée.

Votre affirmation constante selon laquelle l'héritage Farrel était destiné exclusivement au révisionnisme, en particulier au révisionnisme de l'Holocauste, ne pourrait être plus éloignée de la vérité. C'est un point que même Willis Carto a souvent omis de mentionner lorsqu'il s'est enlisé dans la lutte contre l'assaut de la Légion, mais c'est un fait que l'on ne peut nier.

En ce qui concerne les fonds reçus par la Légion elle-même de l'héritage Farrel (en particulier le compte bancaire en Suisse), il est important de noter que, contrairement à ce que le juge Maino a décidé au tribunal, il y a un réel désaccord sur le montant qui a été réellement reçu par la Légion.

Et je m'empresse d'ajouter que bien que vous prétendiez que la Légion n'a reçu que 100 000 dollars de l'héritage Farrel, il existe de nombreux documents financiers qui suggèrent que ce chiffre est bien inférieur à la réalité.

Par exemple :

- En septembre 1991, la Légion a reçu 100 000 $ des fonds Farrel.
- En mars 1992, la Légion a reçu 200 000 $ des fonds Farrel.

- En septembre 1992, la Légion a reçu 150 000 $ des fonds Farrel.
- En octobre 1992, Légion a reçu 100 000 $ des fonds Farrel.
- De plus, à partir du 11 février 1991, de nombreuses factures d'imprimeurs et d'auteurs qui facturaient la Légion ont été payées à même les fonds Farrel pour un total de quelque 100 000 $.
- De plus, les avantages sociaux et les salaires des employés de la Légion, totalisant un autre 98 000 $, ont été payés sur une période de 15 mois.

D'après mes calculs, basés sur les informations ci-dessus, cela représente au moins 748 000 dollars, soit 648 000 dollars de plus que le montant que vous avez déclaré au tribunal comme étant celui que la Légion a reçu des fonds Farrel !

Selon Elisabeth Carto, le total qu'elle peut rapprocher à partir des documents dont elle dispose est légèrement plus élevé : 755 927 dollars versés à la Légion. Cependant, Elisabeth dit être certaine que le chiffre est plus proche de 900 000 dollars.

Ainsi, même si l'on admet le montant inférieur de 748 000 dollars, il s'agit d'un niveau de fonds beaucoup plus élevé que la Légion a reçu et dont il existe des relevés bancaires provenant du compte bancaire en Suisse, aujourd'hui épuisé, qui contenait l'héritage des Farrel.

Ce sont des faits qui ne sont pas connus de la plupart des révisionnistes, même de ceux qui ont suivi l'affaire de près !

Un dernier point concernant l'héritage Farrel. Vous n'avez cessé de répéter, même en demandant un mandat de perquisition pour la maison et la propriété des Carto à Escondido, qu'il y avait peut-être des montants en pierres précieuses non taillées provenant de l'héritage Farrel qui se trouvaient d'une manière ou d'une autre entre les mains de Willis et d'Elisabeth Carto. Il s'agit là d'un mythe.

Comme vous le savez certainement, lorsque l'héritage Farrel a été placé entre les mains de Roland Rochat, un notaire suisse mandaté par les deux parties au litige sur l'héritage Farrel, Rochat a été chargé de liquider ces diamants. Ces diamants ont été vendus par Rochat dans le cadre de la liquidation de l'héritage et placés dans le montant total à distribuer entre Willis Carto et la Légion et Joan Althaus, avec qui l'héritage Farrel était en litige.

En bref, Mark, TOUS les fonds de l'héritage Farrel dont Willis Carto a pris le contrôle ont été distribués soit à Liberty Lobby, soit à l'IHR, soit à

d'autres parties (y compris des avocats, des comptables, etc.) qui ont été impliquées dans la gestion de l'héritage. Il ne reste plus aucun fonds provenant de l'héritage Farrel.

Voici maintenant un autre élément qui DOIT être pris en compte si une offre de règlement est faite de bonne foi. Je note, Mark, que la société Lennon de Costa Mesa, qui a agi en tant qu'administrateur judiciaire pour Liberty Lobby lors de sa faillite, collectant des sommes au nom de la Légion, a publié un rapport daté du 24 septembre 2004, détaillant le fait qu'entre 1998 et 2004, quelque 1 031 780,32 dollars avaient été collectés auprès de Liberty Lobby directement ou à partir de lettres contenant de l'argent et des chèques qui avaient été envoyés à Liberty Lobby au cours de cette période.

Ce montant comprend également un certain nombre de paiements substantiels effectués directement par Liberty Lobby dans le cadre du règlement de la faillite – y compris des sommes atteignant 200 000 dollars au moins à une occasion donnée – jusqu'à ce que le tribunal des faillites annule effectivement le règlement après que la Légion ait accusé Liberty Lobby d'avoir violé l'accord, dont les circonstances dépassent le cadre de la présente lettre.

(La somme comprend également le montant d'argent prélevé sur les comptes personnels de Willis et Elisabeth Carto et le reliquat de fonds provenant de la vente de leur maison qui a été saisie par la Légion).

Néanmoins, le fait demeure que Liberty Lobby a, en fait, donné à la Légion 1 031 780,32 dollars dans ces circonstances – un point que de nombreux révisionnistes éminents, à ce jour, ignorent.

De nombreuses personnes restent dans l'illusion – devrais-je dire l'illusion – que Liberty Lobby a peu versé, voire pas du tout, à la Légion après l'institution de l'accord de règlement de la faillite.

Ainsi, ces 1 031 780,32 dollars représentent un montant substantiel et, en fait, une grande partie des fonds réellement avancés, par le biais d'un prêt, à partir des fonds Farrel sur le compte bancaire en Suisse.

Si l'on ajoute ce montant de 1 031 780,32 dollars aux 748 000 dollars donnés directement à la Légion par les fonds Farrel en Suisse, on obtient un total de 1 779 780,32 dollars.

Il s'agit du montant réel d'argent que la Légion avait déjà reçu, directement du legs Farrel et de l'argent pris à Liberty Lobby.

Ensuite, Mark, veuillez ajouter à ce montant les 1,7 million de dollars que la Légion a maintenant reçus des successions d'Adelaide Allen et de Bob Kiefer.

Cela porte le total à : 3 479 780,32 dollars.

Il s'agit là d'un montant considérable. Et c'est bien plus que les 2 650 000 dollars que le juge Maino a décidé que Liberty Lobby devait à la Légion.

Oserais-je dire, Mark, qu'au vu de la situation financière désespérée de la Légion que vous avez décrite aux personnes présentes à la conférence de David Irving, on pourrait logiquement se demander : OÙ EST PASSÉ L'ARGENT ?

Et, bien sûr, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une part importante de l'héritage Farrel dont Willis Carto a assumé la responsabilité au moment de la signature de l'accord de règlement avec les avocats de Joan Althaus en 1990.

Et, encore une fois, cela n'inclut pas tout l'argent versé aux avocats, comptables, expéditeurs et autres personnes impliquées dans l'acquisition de l'héritage Farrel, y compris, je le rappelle, quelque 650 000 dollars versés au banquier suisse François Genoud, un ami de longue date du mouvement révisionniste, qui a joué un rôle clé dans la sécurisation de l'héritage.

On m'a dit que vous aviez dénoncé Genoud comme étant un « nazi », ce qui surprendra de nombreux révisionnistes qui ont travaillé en étroite collaboration avec lui pendant des années, avant sa mort prématurée en 1991, je crois.

À ce stade, il convient de souligner un autre point peu compris, au bénéfice de ceux qui ne sont peut-être pas au fait de tous les détails apparemment périphériques entourant l'héritage Farrel et la faillite de Liberty Lobby. C'est très important !

Un grand nombre des fonds énumérés dans le total d'argent mentionné précédemment (1 031 780,32 $) saisi par la Lennon Company comprenaient des paiements pour des livres, des vidéos et d'autres matériels, y compris des abonnements à *Spotlight*, que les gens ont envoyés à Liberty Lobby APRÈS la faillite effective de Liberty Lobby et le refus de la possibilité de continuer à fonctionner.

Malheureusement, ceux qui ont envoyé ces paiements n'ont jamais reçu les livres qu'ils avaient commandés ni les abonnements. Au lieu de cela, votre administrateur judiciaire, la société Lennon, a retiré l'argent et les chèques du courrier adressé à Liberty Lobby et a dirigé les fonds vers la Légion et, vraisemblablement, vers elle-même et vos avocats.

J'ai personnellement reçu de nombreuses lettres de personnes qui avaient commandé des exemplaires de mon livre, *Final judgment*, mais qui ne les avaient jamais reçus. J'ai été obligé de leur écrire des lettres expliquant que la Légion prenait l'argent qu'ils avaient envoyé à Liberty Lobby et n'essayait pas

de satisfaire les commandes ou de rendre l'argent d'une manière ou d'une autre. Dieu seul sait combien de bons patriotes et révisionnistes à travers l'Amérique, et même à travers le monde, ont été floués de leur argent.

Pour ma part, j'ai tenté de fournir des copies gratuites de mon stock supplémentaire de *Final judgment* à ceux qui prenaient la peine d'écrire, mais on ne peut qu'imaginer le nombre de personnes qui ne savaient pas comment me joindre ou comment joindre l'ancienne équipe de Liberty Lobby.

Dans un cas, une femme âgée du Mid-West a renvoyé à l'adresse de Liberty Lobby ce que je me rappelle être 1 600 dollars en argent qu'elle avait acheté à Liberty Lobby quelques années auparavant. Elle espérait obtenir le remboursement de la valeur de cet argent et, si Liberty Lobby avait été encore en activité, elle aurait reçu cette somme.

Au lieu de cela, la société Lennon a pris l'argent et n'a jamais donné à cette femme les 16 000 dollars. Elle est décédée depuis, si j'ai bien compris, et n'est pas en mesure d'intenter une action en justice de son propre chef, bien qu'il soit concevable, bien sûr, que ses héritiers choisissent de le faire, et cela constituerait une difficulté juridique pour la Légion, sans parler d'un désastre total en matière de RELATIONS PUBLIQUES.

Imaginez les gros titres : « Un groupe révisionniste poursuivi par la succession d'une femme âgée. »

Tout cela sans parler des milliers d'abonnements à *Spotlight* et d'adhésions au Conseil d'administration qui n'ont pas été honorés et qui ont été laissés en suspens.

Voici le nombre d'abonnés à *Spotlight* et de membres du Conseil d'administration de Liberty Lobby (BOP), ainsi que le nombre total au moment de la parution du dernier numéro de *Spotlight*. Les montants en dollars indiqués correspon-dent à la valeur des abonnements restants.

Abonnés :	45 732	1 818 302,99 $
BOP	7 527	154 233,14 $
Total :		1 972 536,13 $

Cela signifie qu'au moins 53 259 patriotes et révisionnistes ont été laissés sur le carreau. À ma connaissance, bien que la Légion ait effectivement assumé la « propriété » de Liberty Lobby et de ses actifs – y compris les successions à venir réservées dans les testaments et les fiducies pour Liberty Lobby – la Légion n'a jamais fait le moindre effort pour satisfaire ces abonnements et adhésions en suspens.

Considérant le fait que la Légion recevait plus d'un million de dollars en fonds de Liberty Lobby, émis directement par Liberty Lobby et saisis dans son courrier, il semble que la chose honorable et juste à faire aurait été d'écrire au moins une lettre à ces bonnes gens et de leur offrir un livre gratuit ou un ancien numéro du *Journal of Historical Review*. Cela aurait non seulement constitué de bonnes « relations publiques » pour la Légion, mais aurait également permis de gagner de nouveaux contributeurs et abonnés potentiels en faisant preuve de bonne foi. Mais cette démonstration de bonne foi ne s'est jamais concrétisée.

Franchement, Mark, si vous aviez fait votre travail en faisant quelques efforts à cet égard, vous auriez pu littéralement conjurer un autre « Jean Farrel » là-bas dans le pays des abonnés de *Spotlight* qui – à la fin – aurait pu laisser une autre fortune à la « nouvelle » Légion et à l'Institute for Historical Review.

Bien entendu, Jim Floyd, le révisionniste de l'Alabama qui ne mâche pas ses mots, a été le fer de lance des efforts visant à organiser ces abonnés à *Spotlight*, que l'on pourrait qualifier de « privés de leurs droits », et Jim le dit sans ambages : « Quiconque ouvrirait la lettre d'un bon patriote ou révisionniste, prendrait son argent et refuserait ensuite sciemment de lui envoyer ce qu'il a commandé ou même de lui rendre son argent si sa commande ne pouvait être honorée, ne peut pas et ne pourra jamais être considéré comme un honnête homme dans mon livre.

Et, Mark, je suis désolé de le dire, ce problème va continuer à peser sur votre tête et sur celle de la Légion tant que toutes ces personnes seront laissées en plan. Franchement, votre crédibilité et votre intégrité sont en jeu.

Même si votre avocat juif et votre agence de recouvrement, la Lennon Company, ont choisi d'opérer de cette manière sournoise, vous auriez pu personnellement faire des efforts pour résoudre ce problème. Mais vous ne l'avez pas fait.

Il s'agit donc d'une question qui, pour le bien de toutes les personnes concernées, en particulier celles qui ont perdu de l'argent, doit être prise en considération dans le cadre d'un règlement « global » de cette affaire très regrettable concernant l'héritage Farrel. AUCUN RÉVISIONNISTE, AUCUN PATRIOTE ne doit être dépouillé de son argent.

Il ne peut en résulter que du bien si vous vous efforcez de résoudre ce problème et d'en faire un facteur dans toute proposition de règlement. Je suis persuadé que les noms des perdants – ou du moins de beaucoup d'entre eux – sont probablement disponibles, même à cette date tardive. Qu'en pensez-

vous, Mark ? Pourquoi ne pas essayer de faire quelque chose de bien dans cette affaire.

En ce qui concerne la liste de diffusion de Liberty Lobby. Voici un point qui mérite d'être souligné. Bien que votre procès contre *American Free Press* ait échoué précisément parce que, contrairement à vos affirmations, *American Free Press* ne s'était PAS enfuie avec la liste de diffusion de Liberty Lobby, le fait est que vos agents qui se sont rendus au siège de Liberty Lobby à Washington n'ont jamais emporté la liste lorsque notre contrôleur de l'époque, Blayne Hutzel, a mis toute la liste (abonnés et membres du conseil d'administration) à disposition lorsque ces personnes se sont rendues dans notre bureau au Capitole, ainsi que, je pourrais ajouter, tous les documents financiers de Liberty Lobby.

(Si je me souviens bien, ceux qui agissaient en tant que vos agents étaient des membres locaux de l'Église de Scientologie qui ont offert leurs services, un point qui est intéressant, surtout si l'on considère que vous niez constamment que cette Église a joué un rôle quelconque dans les circonstances qui ont entouré la disparition de Liberty Lobby).

C'est par la faute de VOS agents et de vos seuls agents que la liste de diffusion de Liberty Lobby (un atout précieux) n'a jamais été sécurisée. Et peut-être qu'en fin de compte, c'est pour le mieux, compte tenu des histoires assez convaincantes selon lesquelles vous et votre associé Greg Raven avez discuté de la vente de la liste à la Ligue anti-diffamation ou à l'Église de Scientologie – un point que vous avez contesté, selon ce que j'ai entendu dire, mais pas de manière convaincante, à mon humble avis.

Il y aurait probablement beaucoup plus à dire, mais j'ai abordé les points essentiels que vous DEVEZ reconnaître et prendre en compte lorsque vous faites une offre de règlement authentique et formelle – et non pas une lettre à Michael Collins Piper.

Votre lettre indiquait que des copies étaient envoyées aux membres du conseil d'administration de la Legion for the Survival of Freedom, bien qu'aucun nom individuel de ces administrateurs n'ait été mentionné.

Comme je n'ai pas leur adresse électronique et que je ne connais même pas les noms des membres du conseil d'administration, je me permets d'envoyer des copies de cette lettre à un certain nombre d'éminents révisionnistes afin d'être certain que mes commentaires, au moins, seront consignés, dans la mesure où vous m'avez impliqué dans cette affaire en m'adressant votre lettre initiale.

En outre, dans la mesure où cette affaire implique certainement d'autres révisionnistes, en raison de la nature même du cadre vague d'un « règlement » dont vous avez discuté, je pense qu'il est d'autant plus approprié que ces révisionnistes aient l'occasion d'examiner tous les aspects de l'affaire, au moins dans la mesure où je peux apporter des éclaircissements à ce sujet.

En résumé : il ne reste RIEN de l'héritage Farrel, à part (1) l'argent qui a été pris à Liberty Lobby par votre administrateur judiciaire, la société Lennon, et (2) l'argent qui était destiné à Liberty Lobby dans les successions Allen et Kiefer (et qui aurait finalement été remboursé par Liberty Lobby, sur le long terme, sur le compte Farrel en Suisse).

En guise de conclusion, dans l'esprit de votre suggestion initiale, je voudrais dire que j'encouragerai certainement Willis Carto à utiliser l'égide de l'*American Free Press* et de la *Barnes Review* pour s'associer peut-être à l'IHR lui-même – quelle que soit la nature de celui-ci, qui ne semble pas être beaucoup plus qu'un site Internet à ce stade – afin de publier un mailing de collecte de fonds percutant visant à recueillir des fonds pour créer un fonds d'affectation spéciale auquel les révisionnistes responsables auraient accès.

En outre, je serais heureux d'offrir, à titre gracieux, mes modestes talents d'auteur de lettres de collecte de fonds – et j'ai rédigé, en grande partie, la quasi-totalité des lettres de collecte de fonds et d'abonnement de Liberty Lobby et de *The Barnes Review* sur une période de vingt ans (ce qui n'est pas un mince exploit) – afin de faire avancer un tel projet. Je serais fier de le faire.

Cependant, Mark, votre rêve d'obtenir des fonds Farrel « cachés » ou « restants » est une chimère. Cela n'arrivera jamais. Vos chasseurs juridiques ont réussi à récupérer tous les fonds – et plus encore – que Liberty Lobby a reçus et la Légion elle-même a reçu un montant substantiel des fonds Farrel, directement et par le biais du paiement des factures de la Légion, depuis le tout début. Ce sont des faits qui ne peuvent être niés. Vous devez tenir compte de tous ces éléments lorsque vous ferez une offre formelle de règlement, et j'espère que vous le ferez.

En conclusion, j'espère que cette lettre – un effort honnête de votre serviteur pour exposer certains faits peu connus mais très pertinents concernant l'héritage Farrel – contribuera au règlement de cette affaire.

S'il vous plaît, Mark, ne m'écrivez pas en réponse à cette lettre.

Au lieu de cela, asseyez-vous avec vos avocats et votre conseil d'administration – peut-être consultez quelques révisionnistes respectés tels que Fredrick Toben, Jürgen Graf, Germar Rudolf, Michael A. Hoffman II, David Irving [NdT : pas vraiment un révisionniste, et presque pas un historien au-

thentique car Irving aime composer avec l'histoire, voir ce que Jürgen Graf a écrit à propos de D. Irving sur *Didi18* Odysee Channel], Robert Faurisson, Ingrid Rimland, Arthur Butz, Bradley Smith, Robert Countess, Michael Santomauro [NdT : un juif déguisé en « révisionniste » et qui a volé beaucoup d'argent et fait d'autres mauvaises choses à Germar Rudolf et à CODOH], Mark Farrell – la liste est longue – et obtenir de bons et solides commentaires et arriver à une offre de règlement très réelle, très solide et raisonnable. Enfin, tout cela pourra être résolu.

Le mouvement révisionniste est bien plus important que Mark Weber ou Willis Carto ou même que l'IHR et *The Barnes Review*. Ne perdez pas cela de vue, Mark. Non, mieux encore – comme le dirait le père de Mel Mermelstein : « N'oubliez jamais. »

Constructivement vôtre,

MICHAEL COLLINS PIPER

ANNEXE TROIS

Ancien membre du personnel de l'IHR, Ted O'Keefe expose de première main ce qui se passait réellement à l'intérieur de l'Institute for Historical Review.

(y compris le projet de Mark Weber de vendre la liste de diffusion de Liberty Lobby à l'Anti-Defamation League)

La sortie du lanceur d'alerte : ma déchéance à l'IHR
Par Ted O'Keefe

Fin mai, j'ai été démis de mes fonctions de rédacteur en chef du *Journal of Historical Review* et de trésorier de la société mère de l'IHR, la Legion for the Survival of Freedom (Légion pour la survie de la liberté – LSF). À l'heure où j'écris ces lignes, mon statut d'employé de la LSF et de l'IHR est incertain.

Je suis convaincu que mon licenciement en tant que rédacteur en chef de l'IHR et trésorier de la LSF est le résultat de mon inquiétude quant à la dérive périlleuse et continue de l'IHR et de mes critiques franches à l'égard de la direction de l'Institut. Je crois que j'ai rempli mes responsabilités fiduciaires en tant que trésorier de la LSF au mieux de mes capacités et que j'ai apporté des améliorations significatives à l'Institut, à la fois en termes de rapidité et de contenu.

Mon expérience récente avec l'IHR a été à la fois humiliante et décevante : décevante dans la mesure où j'aspirais à passer le reste de ma carrière en tant que révisionniste travaillant à l'IHR, humiliante parce que cette carrière a récemment pris fin sous les brimades du président de la LSF Greg Raven et du directeur de l'IHR Mark Weber. Je me suis maintenant réconcilié avec l'idée de consacrer mes talents au révisionnisme en dehors de l'IHR, si cela s'avérait nécessaire.

J'ai rédigé ce rapport pour défendre mes états de service et ma réputation en tant que rédacteur en chef, et pour faire part de mes préoccupations concernant l'orientation et la dynamique de l'HR à un cercle restreint de ses

conseillers, de ses partisans et de ses amis parmi d'autres révisionnistes. Je n'ai pas l'intention de nuire à l'IHR, ni d'entretenir une querelle avec son personnel. Bien que j'aie cherché à minimiser les révélations potentiellement préjudiciables, il est devenu de plus en plus évident que l'intérêt de l'IHR est mieux servi en communiquant des faits désagréables aux conseillers, sympathisants et amis les plus importants de l'Institut qu'en les gardant dans l'anonymat.

Je suis employé à plein temps par la Legion for the Survival of Freedom/Institute for Historical Review (LSF/IHR) depuis onze ans au total, et j'ai travaillé pour ou avec l'IHR à un titre ou à un autre depuis 1985. Au cours de cette période, j'ai été rédacteur en chef du *Journal of Historical Review* (ci-après IHR) et du bulletin d'information de l'IHR ; j'ai contribué à la rédaction d'articles de recherche et de critiques pour l'IHR ; j'ai édité et rédigé des introductions pour de nombreux livres de l'IHR et de Noontide Press ; j'ai édité le catalogue de Noontide, le principal outil de promotion des ventes des livres de l'IHR et de Noontide ; rédigé des textes publicitaires pour des livres, des cassettes, l'IHR et les conférences de l'IHR ; rédigé des lettres de collecte de fonds ; et joué un rôle important dans la victoire des affaires Mermelstein et Carto en effectuant des centaines d'heures de recherches non rémunérées pour produire des preuves qui se sont avérées cruciales devant les tribunaux.

Lorsque, de 1995 à 1999, les difficultés financières de la LSF/IHR m'ont empêché d'être salarié, j'ai contribué à la rédaction d'un article de recherche principal pour l'IHR ; j'ai laborieusement édité une traduction adéquate de *The Founding Myths of Modern Israel* (Les mythes fondateurs de la politique israélienne) de Roger Garaudy, en corrigeant de nombreuses citations erronées dans l'original ; j'ai édité et apporté d'importantes corrections factuelles à la traduction anglaise de l'important livre islamiste *Holocaust Deception* ; et j'ai effectué des recherches juridiques pour la LSF. Au cours de ces années, j'ai également édité trente et un numéros du bulletin d'information *Smith's Report* de Bradley Smith ; j'ai tenu une chronique régulière dans le magazine *Instauration* ; j'ai révisé et vérifié la trilogie en trois volumes Lebensraum d'Ingrid Rimland ; j'ai écrit des articles et des critiques pour un certain nombre de publications nationalistes très réputées ; et j'ai relu ou corrigé environ deux douzaines de livres pour Carol Publishers, une grande maison d'édition new-yorkaise.

Mes fonctions de rédacteur et d'éditeur pour IHR et Noontide m'ont rapidement fait prendre conscience de deux faits importants pour l'Institut. Premièrement, l'IHR/Noontide (NT) est effectivement exclu des canaux

normaux de publicité et de distribution – et par conséquent, les ventes et la collecte de fonds de l'IHR/NT dépendent en grande partie du publipostage. (Ni les nombreuses apparitions de Bradley Smith à la radio et à la télévision pour l'Institut il y a une ou deux décennies, ni la présence de l'IHR sur Internet n'ont été en mesure de générer de nouveaux soutiens en nombre). En conséquence, la direction et le personnel de l'IHR doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir et élargir leur liste d'acheteurs et de contributeurs avérés.

La deuxième réalité est que le public du *Journal of Historical Review* et des monographies historiques de l'IHR est presque entièrement composé de profanes intéressés, plutôt que des universitaires qui sont abonnés à la plupart des autres revues de ce type. Ainsi, bien que la rédaction et l'édition d'articles de recherche et de comptes rendus pour l'IHR y occupent une place centrale, la plus grande utilité d'un rédacteur de l'IHR réside dans sa capacité à saisir les préoccupations des milliers de personnes dont les noms figurent sur la liste d'adresses de l'IHR. Le rédacteur en chef doit communiquer avec elles par des écrits qui suscitent efficacement l'enthousiasme et l'intérêt pour l'IHR et sa cause – un intérêt et un enthousiasme qui se traduiront par des contributions, des abonnements et des ventes pour l'Institut.

Cette communication pour l'Institut, j'ai appris à la mener dans différents types d'écrits pour différents objectifs spécifiques. L'IHR a bien sûr acquis un grand prestige auprès des personnes attirées par le révisionnisme en publiant des articles de recherche originaux sur sa principale spécialité, la révision de l'Holocauste, ainsi que de nombreux autres articles et revues sur des sujets révisionnistes, souvent d'un ton très érudit et littéraire. La rédaction du bulletin d'information de l'IHR, quant à elle, ne se limitait pas à rapporter les « nouvelles » de l'IHR, mais me permettait une communication fréquente, personnelle et émotionnelle qui n'est pas possible avec une revue en bonne et due forme – le but premier étant d'augmenter les contributions et les autres formes de soutien à l'Institut. Alors que l'universitaire est tenté d'expliquer, d'informer ou d'édifier lorsqu'il explique des produits à vendre, les nombreuses publicités que j'ai rédigées pour l'IHR et Noontide au fil des ans n'avaient qu'un seul but : vendre.

Aussi différents que soient les objectifs formels et le ton de ce qui précède et d'autres types de communication avec les lecteurs de l'IHR (par exemple, les lettres de collecte de fonds, les notes éditoriales aux lecteurs de l'IHR, les lettres d'accompagnement pour l'IHR), ils forment un tout, dans lequel j'ai cherché à façonner une voix éditoriale pour l'IHR qui exprime l'assurance de l'organisation, voire la désinvolture, la sophistication sans perdre la touche

commune, le défi sans stridence, la solennité lorsque cela se justifie, l'intelligence, l'humour et le dévouement idéaliste, bien que déterminé, à l'égard de l'IHR et de la cause révisionniste.

Suite à un afflux d'argent provenant d'un accord de courte durée avec Carto, LSF/IHR m'a réembauché en septembre 1999. (Dans une lettre adressée au conseil d'administration quelques mois plus tôt, le président Raven a décrit mon futur retour comme un « énorme avantage pour la Légion et la cause du révisionnisme » [pièce 1]).

Bien que la productivité et l'efficacité très diminuées de l'IHR, et surtout son déclin au cours des cinq années précédentes, m'aient inquiété, je restais persuadé que les coûts des procès Carto étaient responsables d'une grande partie du marasme de l'IHR, et que les problèmes de Mark Weber avec l'IHR pouvaient être attribuables à des problèmes temporaires.

Je pensais qu'il était possible pour Raven, Weber et moi de travailler en équipe. Nous avions à peu près le même âge, des compétences complémentaires et avions déjà travaillé ensemble. Chacun d'entre nous devait avoir un ou plusieurs domaines de responsabilité distincts (Raven : l'administration, le juridique ; Weber : l'IHR ; O'Keefe : l'édition de livres). J'ai pensé que, compte tenu des difficultés et des opportunités simultanées de l'IHR, l'intérêt évident de relancer l'organisation permettrait notre coopération.

Ainsi, après mon retour, j'ai cherché à travailler aussi harmonieusement que possible avec le président Raven et le directeur Weber. Mes efforts ont cependant été entravés dès le début, car Raven et Weber se sont révélés souvent peu communicatifs, et parfois secrets, au sujet des problèmes de la LSF et de l'IHR. Contrairement à la plupart des entreprises qui dépendent de la coopération, nous nous réunissions très rarement (peut-être une fois tous les deux ou trois mois), et ces réunions ne concernaient que les décisions importantes ou les urgences. Ces réunions impliquaient rarement des échanges approfondis, des « brainstormings » ou d'autres échanges créatifs, et reposaient plutôt sur des présentations fixes et des discussions brèves et superficielles. J'ai souvent été exclu des réunions entre Raven et Weber sur des questions importantes, même après être devenu trésorier de la LSF en septembre 2000. Au cours de ma première année de travail, j'ai fait part à plusieurs reprises de mon inquiétude quant à la nécessité d'une meilleure communication, d'une meilleure planification et d'un meilleur travail d'équipe [pièces 2, 3, 4, 5].

Jusqu'en mars 2001, ma principale responsabilité était celle d'éditeur de livres : j'évaluais les manuscrits, traitais avec les auteurs et éditais les manuscrits acceptés pour publication. J'ai rédigé l'introduction et la couverture de *Founding Myths*, qui a reçu beaucoup d'éloges et s'est bien vendu ; j'ai défendu avec succès la réimpression de *Into the Darkness* de Lothrop Stoddard et j'ai édité sa nouvelle introduction ; j'ai rédigé les légendes des images, une introduction révisée et la couverture de *Holocaust Deception*, qui n'a pas encore été publié ; rédigé une introduction bien accueillie, ainsi que le texte de la jaquette, pour la réimpression d'*Imperium* par Noontide ; édité l'importante monographie révisionniste sur l'Holocauste *The Gas Chambers of Sherlock Holmes* ; et travaillé sur d'autres manuscrits et sur la réimpression des livres de l'IHR et de Noontide. De septembre 1999 à mars 2001, j'ai également édité et rédigé des articles pour l'IHR, écrit et édité trois numéros du bulletin d'information de l'IHR, édité le catalogue Noontide 2000, rédigé des textes publicitaires et des lettres de collecte de fonds, pris la parole lors de la 13e conférence de l'IHR en 2000, traduit ou interprété des documents historiques, juridiques et commerciaux en français, en allemand, en espagnol, en italien et dans d'autres langues.

Le *Journal of Historical Review* est la plus importante des publications de l'IHR. Grâce à son programme académique, à sa liste de conseillers éditoriaux distingués et à ses travaux d'érudition révisionniste, elle confère une grande distinction à l'IHR parmi les révisionnistes et les sympathisants du révisionnisme. L'IHR a également été le moteur qui a tiré le train de l'Institut. Ses abonnés ont traditionnellement constitué le noyau dur de la liste de diffusion de l'Institut : ils sont en moyenne plus engagés, plus enthousiastes et plus actifs que le reste de la liste (qui est généralement plusieurs fois supérieure au nombre d'abonnés de l'IHR).

De graves problèmes liés au calendrier de publication de l'IHR de 1995 à 2001 [pièce 6], ainsi qu'une chute catastrophique des abonnements [pièce 7], ont conduit le président Raven à tenter à plusieurs reprises, au cours de ces années, d'inciter le rédacteur en chef Weber à accélérer la publication [pièce 1]. De la mi-1999 à 2000, le président Raven a tenté de persuader le conseil d'administration de faire pression sur le rédacteur en chef ou de le remplacer, sans succès [pièces 1, 8, 9].

Reconnaissant que l'IHR souffrait également de graves déficiences au niveau de l'édition et du contenu, le président Raven m'a chargé d'étudier ces lacunes en profondeur et de recommander des remèdes potentiels. Dans le rapport qui en a résulté, j'ai analysé et décrit des lacunes spécifiques et chroniques au sein de l'IHR, documentant ce que les conseillers, les abonnés

et les amis de l'IHR pressentaient depuis des années : une diminution marquée des articles de recherche originaux, en particulier sur l'« Holocauste » ; la quasi-disparition des comptes rendus ; la négligence des reportages et des commentaires originaux, internes et à jour, sur les nouvelles intéressant les abonnés de l'IHR, au profit de commentaires réimprimés, datant souvent de plusieurs mois, voire de plusieurs années ; l'incapacité à organiser et à rendre le plus compréhensible possible chaque numéro ; l'incapacité à utiliser les conférences de l'IHR pour le contenu de l'IHR (deux conférences ont été publiées dans les neuf mois suivant la conférence de l'IHR de mai 2000 et avant sa démission) ; l'aliénation des contributeurs et l'abrutissement des abonnés par une rédaction maladroite dans un style uniforme et monotone. Dans le même rapport, j'ai proposé des améliorations concrètes pour remédier à ces lacunes et j'ai présenté clairement mes objectifs en matière de contenu et de calendrier, ainsi que ma compréhension de la politique de l'IHR en ce qui concerne le contenu de l'IHR [pièce 10].

Ce rapport, ainsi que la lettre du président Raven récapitulant plusieurs années de tentatives infructueuses pour discipliner ou remplacer le rédacteur en chef [pièce 11], ont été présentés au conseil d'administration. Weber a alors démissionné et j'ai pris la direction de l'IHR à la fin du mois de février de l'année dernière.

Au cours de ma première année en tant que rédacteur en chef (mars 2001-mars 2002), j'ai envoyé sept numéros à l'impression et j'ai réduit d'environ deux mois les cinq mois de retard pris par l'IHR lorsque j'ai pris mes fonctions [pièce 12]. Les numéros de l'IHR que j'ai édités comprenaient des articles de recherche et des analyses (condition sine qua non d'une revue historique), six conférences présentées lors de la dernière conférence de l'IHR, des nouvelles et des commentaires révisionnistes originaux et actualisés, des explications et des exhortations de l'éditeur aux abonnés (dans des essais interprétatifs « De l'éditeur » et dans des lettres d'accompagnement sollicitant des contributions) et d'autres caractéristiques à la fois utiles à la LSF/IHR et satisfaisantes pour les abonnés. Au cours de ma première année en tant que rédacteur en chef de l'IHR, j'ai cultivé de nouveaux auteurs tels que Don Heddesheimer (*The War Journalism* de Boris Polevoi, IHR 21/1), la regrettée Audre Pinque, ou « MacKenzie Paine » (*At the Tolerance Museum*, IHR 20/1), Richard Widmann (*Transfer to the Reich*, IHR 21/2) et Scott Smith (*Disney's $140 Million Dud*, IHR 20/3), et j'ai réinscrit un certain nombre de contributeurs dont mon prédécesseur s'était éloigné.

J'ai eu pour politique d'être prompt et juste avec les auteurs, en les informant rapidement de l'acceptation ou du rejet de leurs articles pour quel-

que raison que ce soit [pièce 13] ; en éditant, et non en réécrivant, les articles à publier ; en n'apportant aucune modification de fond (autre que des conformités mineures au style de la maison) sans l'accord de l'auteur ; et en insistant pour que les auteurs soient payés aussi rapidement et équitablement que possible [pièces 14, 15, 16]. J'aspirais avant tout à faire de l'IHR une publication que ses abonnés soient à nouveau désireux de lire, et je pense avoir réussi à le faire.

Au cours de l'année suivante, je me suis de plus en plus inquiété de la situation financière de LSF/IHR. À la mi-mai 2001, pour la première fois en onze ans de présence à la LSF/IHR, les salaires du personnel ont été reportés [pièce 17]. Le 14 juin 2001, le président Raven a informé le personnel que le Liberty Lobby, défendeur dans l'affaire Carto, serait bientôt en faillite et que la LSF/IHR était prête à vendre un actif clé du Liberty Lobby, la liste de diffusion *Spotlight*, au plus offrant. Il a mentionné deux acheteurs possibles : la Ligue anti-diffamation et l'Église de Scientologie. Lorsque j'ai protesté contre le fait qu'une telle vente nuirait gravement à la réputation de l'IHR, Raven l'a défendue au motif que la « situation actuelle de LSF/IHR n'est pas viable » et que, sans la vente de la liste à l'ADL, « l'IHR n'a pas d'avenir ». Il a également laissé entendre que mon licenciement et celui d'Eric Owens, un autre employé dissident, était la seule solution pratique [pièces 18 et 19].

Raven et Weber m'ont ensuite dit que mes appréhensions face à notre empressement évident à vendre les noms de « patriotes » (parmi lesquels se trouvaient sans doute quelques révisionnistes) à des groupes hostiles n'étaient pas fondées parce qu'il n'y avait pas eu d'offre de la part de ces groupes. J'ai continué à exprimer au président Raven et au directeur Weber mon opposition inébranlable à une vente éventuelle à l'ADL, et j'ai alerté le conseil d'administration de la LSF sur le problème [pièces 20 et 21].

Malgré mes efforts pour le retenir, Owens a diffusé des courriels (destinés à rester internes) du président Raven et du directeur Weber, qui montraient clairement que Raven approuvait la vente de la liste *Spotlight* à l'ADL [pièce 22]. Owens a été licencié, mais les courriels potentiellement très préjudiciables ont rapidement atteint le site Internet de l'*American Free Press* de Willis Carto. J'ai réussi à faire convoquer une réunion d'urgence du conseil d'administration afin d'empêcher la vente de la liste de diffusion de Spotlight à l'ADL et à d'autres organisations similaires [pièces 23 et 24]. Au cours de cette réunion, le conseil d'administration a exprimé son opposition catégorique à la vente par le LSF de la liste *Spotlight* à l'ADL.

Après la réunion du conseil d'administration, j'ai fait une déclaration publique qui a dissipé une grande partie des soupçons qui pesaient sur LSF/IHR à la suite de la fuite des courriels révélateurs. Ma déclaration disculpait Raven et Weber, imputant presque toute la responsabilité à Owens pour son impétuosité [pièce 25] – en dépit des fortes preuves du contraire. Pendant la semaine de crise de l'ADL (du 14 au 20 juin), j'ai subi une hostilité intense de la part du président Raven, dont l'une des manifestations a été la falsification de mon mot de passe de messagerie électronique, de sorte que je ne pouvais ni envoyer ni recevoir de messages pendant que j'étais au bureau. Depuis lors, il m'a traité avec froideur ou avec une animosité non dissimulée. Tout au long de l'incident, au cours duquel j'ai été très perturbée, le directeur Weber s'est rangé du côté du président Raven. À ce jour, ni l'un ni l'autre n'a assumé la moindre responsabilité, ni exprimé le moindre regret pour son rôle dans cette affaire.

Il convient ici de noter qu'il n'y aurait probablement pas eu de polémique sur la vente de la liste *Spotlight* à l'ADL si l'IHR s'était occupé de ses activités traditionnelles de production de revenus, avant tout en promouvant son important stock de livres et de cassettes. Dans ce cas, au lieu d'essayer de vendre aux ennemis implacables du révisionnisme une liste qui contiendrait les noms de plus de 50 000 lecteurs intéressés par de nombreuses questions abordées par l'IHR et la Noontide Press, l'Institut aurait pu conserver la liste *Spotlight* et concevoir un mailing capable d'apporter de nombreux nouveaux noms ainsi qu'une forte injection d'argent. À ce jour, à ma connaissance, LSF/IHR n'a pas été en mesure de récupérer la liste *Spotlight* qui, sous les bons soins des forces de Carto, n'a probablement plus aucune valeur.

Lors de la réunion d'urgence 220 de juin, le conseil d'administration a élu comme président Robert Berger Lynch, un ingénieur et avocat avec une expérience considérable dans les conseils d'administration des entreprises. M. Lynch a demandé au président Raven d'établir un budget, ce qui n'existait pas auparavant à la LSF/IHR, et a ordonné que le personnel commence à tenir des réunions périodiques et fréquentes. Le conseil d'administration a insisté pour que le président Raven « rende compte plus fréquemment aux membres du conseil d'administration des affaires financières et juridiques de l'entreprise », au moins une fois par mois, et plus souvent si nécessaire. Le président a également demandé à M. Raven de lui soumettre une liste des employés de LSF/IHR, avec les titres et les descriptions des postes, et a recommandé qu'une déclaration de mission soit rédigée pour l'IHR [pièce 26]. Peu après, le président Raven a soumis une liste des titres de postes des employés (dont il s'attribuait une douzaine), mais sans descriptions de postes (sa liste trahissait

le fait qu'aucun employé n'avait de responsabilité, même titrée, dans l'édition de livres, la rédaction du catalogue Noontide, la rédaction d'un bulletin d'information ou l'organisation des conférences d'IHR') [pièce 27]. En l'espace d'une semaine ou deux, à ma connaissance, le président et le directeur Weber ont ignoré toutes les autres instructions du président.

Lors d'une réunion du personnel pendant la crise de l'ADL, j'avais pour la première fois exprimé ma vive inquiétude quant à l'absence générale de direction et à la dérive de l'IHR. Ce à quoi le président Raven avait répondu, de manière partiellement facétieuse : « C'est ce que nous faisons ici : nous dérivons ». La dérive s'est poursuivie et la crise financière de LSF/IHR s'est intensifiée tout au long de l'été et au début de l'automne 2001. Le paiement des salaires au personnel pour la période se terminant le 1er juillet a été retardé jusqu'au 2 octobre ; pour la période se terminant le 1er octobre, jusqu'au 25 octobre. Les efforts de Raven pour éviter la faillite ont été presque entièrement consacrés à la récupération des principaux actifs de la faillite de Carto et Liberty Lobby (la liste *Spotlight*, la maison des Carto et un legs substantiel d'un sympathisant du New Jersey), dont aucun n'avait été récupéré à la fin de l'année 2001.

Dans mon bureau de trésorier, j'ai insisté auprès du président Raven et du directeur Weber pour obtenir des informations financières et juridiques. J'ai rarement obtenu des précisions, sauf pour entendre périodiquement qu'un désastre se profilait ou que la générosité inattendue d'un supporter ou d'un bienfaiteur avait providentiellement sauvé LSF /IHR d'un effondrement financier imminent (comme cela s'est produit une ou deux fois à l'automne dernier). Dans une note du 6 septembre 2001 adressée aux responsables de LSF et à trois membres du conseil d'administration, le président Raven a répété son message d'urgence du 14 juin 2001, indiquant que la situation financière de LSF/IHR était « mauvaise » : il y avait moins de 5 000 dollars en caisse et la société devait 65 000 dollars, y compris des « montants substantiels » à des « fournisseurs clés » (par exemple, nos imprimeurs), sur lesquels on ne pouvait pas compter tant que nos factures n'étaient pas payées [pièce 28].

Au cours de ces mois, j'ai recommandé à plusieurs reprises au président Raven et au directeur Weber, oralement et par écrit, de planifier et d'agir pour tirer le meilleur parti des forces et des atouts traditionnels de la LSF/IHR. J'ai insisté pour que la LSF/IHR augmente ses revenus par une promotion plus efficace de son stock de livres et de cassettes (d'une valeur de vente de plusieurs centaines de milliers de dollars), au moyen d'une nouvelle publicité et en offrant des réductions. Compte tenu de l'incapacité récente de la

LSF/IHR à publier quoi que ce soit de nouveau, j'ai insisté pour que des livres extérieurs soient achetés et revendus afin d'accroître l'intérêt pour nos promotions de livres. J'ai demandé qu'une conférence soit programmée et organisée sans délai, et j'ai recommandé que l'IHR commence à planifier la reprise d'un bulletin d'information régulier dès que possible. Pour générer les ressources nécessaires à ces étapes, j'ai préconisé que LSF/IHR approche ses plus généreux contributeurs avec un plan concret pour ramener l'organisation à ses fonctions principales – recherche, publication, ventes, collecte de fonds et sensibilisation des non-révisionnistes – en échange de l'aide de ces contributeurs, en présentant les actifs anticipés de Carto comme une sorte de garantie pour les partisans qui préféreraient prêter leur soutien plutôt que d'y contribuer [pièces jointes 29]. Mes appels écrits et oraux n'ont suscité ni action ni explications compréhensibles de leur inaction de la part du président et du directeur de l'IHR.

J'ai communiqué les idées ci-dessus pour revitaliser LSF/IHR au président et à deux autres directeurs de LSF ainsi qu'au président et au directeur de l'IHR [pièce 30]. Deux semaines plus tard, lors de la réunion annuelle du conseil d'administration de LSF/IHR, le président Lynch a demandé une intensification des efforts pour promouvoir et vendre l'inventaire de LSF/IHR, et a insisté pour que le site Web de l'IHR soit plus dynamique. Le président a de nouveau suggéré de créer une déclaration de mission pour l'IHR et a applaudi un projet de déclaration que j'ai lu lors de la réunion [pièce 31].

Pour mieux diriger le personnel, le conseil d'administration a autorisé la formation d'un comité exécutif informel composé du président, du directeur de LSF Harvey Taylor, du directeur et secrétaire de LSF Weber, du président de LSF et du trésorier de LSF [pièce 32]. À ce jour, cependant, l'IHR n'a toujours pas d'énoncé de mission, son site Web est médiocre (en particulier la page d'accueil, d'une importance capitale) et il ne parvient pas à promouvoir ses livres et ses cassettes de manière efficace.

La crise financière s'est prolongée tout au long de l'automne. Le 8 novembre, le président nous a appris que l'association était à nouveau à court d'argent, quelques semaines seulement après avoir reçu un don important. J'ai continué à conseiller, de manière de plus en plus urgente, que LSF/IHR encourage la vente de son stock par une meilleure publicité, des remises et en proposant de nouveaux livres d'autres éditeurs.

Bien que LSF /IHR ait récemment eu du succès en vendant (avec de fortes réductions) un grand nombre de livres (dont beaucoup étaient stockés

et vendus depuis longtemps) récemment acquis auprès de la maison d'édition de James J. Martin, le président Raven et le directeur Weber se sont opposés à la réduction de notre stock si cela entraînait une perte de papier par rapport aux coûts antérieurs de production, de stockage, d'expédition, etc, comme si la valeur du stock, dont une grande partie a été exposée à la chaleur, au froid, à l'humidité et aux insectes dans l'entrepôt d'IHR pendant des années, pouvait s'apprécier à l'avenir - et comme si le prix élevé du loyer pour l'entreposage de dizaines de milliers de livres et de cassettes, qui occupent facilement la moitié des locaux d'IHR, n'était pas un élément à prendre en considération. Le refus de la direction de l'IHR d'accorder des rabais sur les livres qui ne se vendent pas est, bien entendu, en totale contradiction avec la politique habituelle de l'édition et de la librairie.

Lors de cette réunion, le président Raven, qui s'était opposé par le passé à la revente de livres par crainte de compromettre le statut fiscal du LSF, a déclaré que l'achat et la vente de livres d'autres éditeurs entraînaient des problèmes avec les vendeurs et qu'il avait des difficultés à calculer les taxes sur les ventes pour les commandes passées en dehors de l'État. Dans une note adressée à trois directeurs et au président Raven, j'ai réitéré et développé mes préoccupations antérieures et répété certaines observations critiques que j'avais formulées lors de la réunion.

Ma persistance à faire pression pour que des mesures soient prises afin de revitaliser l'IHR n'a eu qu'un seul résultat tangible : le président et le directeur ont entamé une campagne de pression et de harcèlement visant manifestement soit à me faire taire, soit à me chasser de l'Institut.

En produisant les numéros 20/1 (janvier-février 2001) et 20/2 (mars-avril 2001) de l'IHR, j'avais gagné plus d'un mois de temps perdu par mon prédécesseur [pièce 34]. Mon travail sur les numéros 20/3 (mai-juin 01) et 20/4 (juillet-août 01) a été moins satisfaisant, en partie à cause d'un manque de matériel utilisable, en partie à cause de la nécessité de s'adapter à la nouvelle situation après le 11 septembre, mais aussi à cause de mes inquié-tudes concernant la situation financière de LSF/IHR. Néanmoins, au cours de mes huit premiers mois en tant que rédacteur en chef, j'ai pu produire quatre numéros (le meilleur résultat pour l'IHR depuis des années), et j'ai pris confiance en ma capacité à remplir chaque numéro avec du matériel de première qualité.

Au cours de ces mois, la coopération à la production de l'IHR a laissé à désirer. J'ai toléré (à contrecœur) les changements occasionnels apportés au texte des articles par le président ou le directeur au cours du processus de

mise en page. J'ai fait de mon mieux pour utiliser comme traitement de texte l'encombrant logiciel Adobe FrameMaker, conçu pour la production de livres. J'ai accepté que le président Raven contrôle le formatage final de tous les textes de l'IHR, malgré son incapacité (ou celle de FrameMaker) à créer des notes de bas de page correctes (ce qui se traduit par des pages et des pages de notes de fin dans les articles de recherche plus longs), à générer plus de deux niveaux de titres (une grave responsabilité dans un périodique) et à formater des pages de texte autrement qu'en deux colonnes.

Le 8 novembre 2001, le président Raven et le directeur Weber m'ont informé de leur projet de faire appel à un « intervenant » pour reprendre tout numéro de l'IHR que je n'aurais pas terminé dans les délais impartis. L'intervenant remplirait alors le numéro avec des documents provisoires et le mettrait sous presse. J'ai protesté contre cette solution radicale : elle semblait prématurée (d'autant plus que l'intervenant devait être le précédent rédacteur en chef de l'IHR, le directeur de l'IHR, M. Weber) et elle posait de sérieux problèmes de contrôle éditorial. Néanmoins, j'ai décidé de prendre la proposition de l'intervenant comme un défi.

J'ai annoncé mon intention de boucler un numéro double, IHR 20/5-6 [sept-déc], avant les vacances de Noël, et j'ai dit au président et au directeur que je déménagerais dans un bureau de l'entrepôt afin de me concentrer sur l'édition et la rédaction de 64 pages ou plus de l'IHR dans les six semaines suivantes. Travailler dans l'arrière-boutique n'était pas une innovation : je m'y étais retiré de temps en temps au cours des deux années précédentes, et l'année précédente, le président Raven avait incité le directeur de l'IHR, M. Weber, à s'y installer pour terminer son livre sur l'Holocauste [pièce 35]. À cette époque, ni Raven ni Weber ne se sont opposés à mon projet de numéro combiné ou de déménagement dans l'arrière-boutique.

Pendant le mois et demi qui a précédé Noël, la seule réponse du président Raven à mon défi a été d'être hostile et de ne pas communiquer. Au cours de la même période, le directeur Weber est entré dans mon bureau une douzaine de fois ou plus pour me proposer des articles ou des idées d'articles, et pour tenter de faire pression sur moi afin que je publie des articles que je choisissais de ne pas publier. Mes refus, à l'époque et par la suite, étaient dus à mon désir de maintenir la question raciale en dehors de l'IHR, conformément à une politique de l'IHR dont le directeur Weber avait fait grand cas comme raison de l'éviction de Carto ; à ma détermination à ne considérer la question juive que dans le cadre de paramètres révisionnistes bien définis ; et à mon insistance sur l'équilibre, la proportion, la pertinence, la fraîcheur et d'autres préoccupations éditoriales typiques.

Bien que j'aie consacré une part croissante de l'IHR à des nouvelles et des commentaires sur les préoccupations et les activités révisionnistes (y compris plusieurs articles importants du directeur Weber), à la fin du mois de novembre, Weber m'a présenté un mémorandum affirmant que je violais la politique de l'IHR en négligeant « l'activisme révisionniste » [pièce n° 36]. Il a conclu ce mémorandum en déclarant : « Si nécessaire, je ferai appel aux autres membres du conseil d'administration pour qu'ils me soutiennent dans cette affaire. »

J'ai pu rédiger et éditer suffisamment de contenu pour remplir un numéro de 72 pages au moment de mon départ, quelques jours avant Noël. Outre l'édition de deux longs articles (de Brian Renk et Daniel Michaels) et de plusieurs autres plus courts, j'ai rédigé une quinzaine de pages d'informations, de commentaires et de critiques. Cela m'a demandé de travailler sept jours sur sept : je me suis rendu à la bibliothèque de l'université locale pour passer au peigne fin une vingtaine de revues historiques à la recherche des articles les mieux adaptés à la rubrique « Dans d'autres revues » ; j'ai lu des livres pour en faire la critique en me rendant au travail et en en revenant ; et j'ai passé la journée de Thanksgiving dans mon appartement pour éditer un important article de recherche.

La menace d'intervention ayant mis l'accent sur la fourniture d'un texte édité au détriment de détails finaux tels que la relecture et la production, j'ai choisi de laisser ces tâches au président Raven et au directeur de l'IHR, M. Weber. Malgré leur empressement avoué à terminer un numéro, il leur a fallu trois semaines pour le mettre sous presse, période pendant laquelle (je l'ai découvert par la suite) ils ont apporté diverses modifications non autorisées au texte, aux illustrations, à la légende et à la photographie de couverture. Conformément à sa pratique antérieure, Weber n'a pas inclus de lettre de couverture – une omission potentiellement coûteuse puisque le numéro de fin d'année nécessitait une forte incitation à se réabonner auprès des nombreux lecteurs dont les abonnements arrivaient à échéance. Plutôt que de reconnaître que j'avais fait du bon travail en gagnant deux mois sur notre objectif de ramener l'IHR dans les temps et en remplissant un numéro double avec des documents exceptionnels, Raven et Weber m'ont reproché telle ou telle imperfection éditoriale mineure et ont soutenu que l'IHR avait perdu du terrain d'une manière ou d'une autre.

L'une des raisons de ma retraite dans l'arrière-boutique était le harcèlement que je subissais depuis quelques semaines de la part du préposé à l'expédition, Gary Ontiveros. Après mon déménagement dans l'arrière-boutique, Ontiveros a intensifié son harcèlement. À ses pratiques antérieures, qui consistaient à faire des remarques insultantes sur mes médicaments

présumés (« Avez-vous pris votre Prozac aujourd'hui ? »), à me féliciter d'avoir préparé le café du matin (« Vous feriez une bonne épouse en prison ») et à éructer bruyamment et de manière répétée à proximité de mon bureau dans le bureau principal, Ontiveros a ajouté : passer des appels téléphoniques à la manivelle (raccrocher) par l'interphone ; faire claquer ma porte bruyamment ; et faire des commentaires furtifs et narquois chaque fois que je sortais pour aller au réfrigérateur, à la salle de bains, etc. Le comportement d'Ontiveros m'a surpris, car notre relation avait été assez amicale jusqu'alors. Malgré les distractions, je n'ai d'abord pas protesté, pensant qu'Ontiveros finirait par abandonner s'il ne parvenait pas à m'énerver.

Le mardi 29 janvier de cette année, le président Raven a fait savoir en grondant dans un courriel qu'étant donné qu'« une fois de plus, nous n'avons pas gagné assez d'argent pour assurer même nos propres salaires », les salaires seraient une fois de plus reportés [pièce 3 7]. Rappelé que le catalogue de Noontide 2002 était en retard, le président Raven a déclaré que le catalogue était presque terminé et qu'il ne restait plus qu'au directeur de l'IHR et à moi-même à l'examiner [pièce 38]. Lorsque j'ai défendu ma contribution à la LSF/IHR contre les insinuations de Raven, il m'a qualifié de « délirant » [pièce 39].

À mon initiative, nous nous sommes rencontrés le lendemain. Le président Raven m'a dit que si le numéro actuel, IHR 21/1 (janvier-février 2002), n'était pas chez l'imprimeur le 15 février (cinq semaines après que le précédent IHR ait été mis sous presse), il « frapperait un grand coup » en ordonnant que je ne sois pas payé pour cette période. Le directeur Weber et moi-même avons contesté l'autorité et l'équité de cette menace. Lors de cette réunion, j'ai protesté pour la première fois contre le bizutage permanent dont je faisais l'objet de la part d'Ontiveros. Le président Raven et le directeur Weber ont déclaré qu'il était inutile d'essayer de contrôler le comportement d'Ontiveros, Weber qualifiant le commis de « force de la nature » et Raven soulignant son long passé en tant qu'obstiné. Lorsque j'ai demandé au président de réprimander Ontiveros et d'ordonner qu'il cesse son harcèlement, Raven m'a répondu que l'affaire était entre moi et Ontiveros. Lorsque, à la suite de cette réunion, j'ai demandé à Ontiveros pourquoi il se comportait ainsi, il m'a accusé de l'avoir menacé et a déclaré qu'il ne répondrait qu'au président Raven.

Quelques jours plus tard, après une nouvelle confrontation avec le préposé aux expéditions, et réticent à travailler dans l'arrière-boutique non chauffée dans le froid de février dernier, j'ai annoncé que je travaillerais temporairement depuis mon domicile [pièce 40]. Le président Raven a répli-

qué par une note dans laquelle il affirmait qu'il m'appartenait de gagner le respect d'Ontiveros et me demandait de retourner à mon bureau (c'est-à-dire à ma cabine de travail). Sa note me taxait également d'hypocrisie, de paresse, de mauvaises manières, de lâcheté, de tricherie à l'égard des abonnés, de revendication de privilèges spéciaux, et d'être devenu acariâtre et « conspirationniste » [pièce 41]. J'ai défendu ma conduite dans un courriel dans lequel j'ai noté : « Il me semble que Gary a pris l'atmosphère généralement froide qui règne ici, qui date de mon refus de voir la vente de *Spotlight* [liste de diffusion] à ADL, Dees, et autres, sans être contestée, comme une sorte de licence. Même ainsi, le fait que cela ait été toléré alors que j'étais sous une pression intense pour produire le dernier *Journal* est inexplicable pour moi » [pièce 42].

Quelques jours plus tard, j'ai découvert que le président Raven avait refusé de réprimander Ontiveros en personne, mais qu'il avait publié une version révisée des « directives pour les employés », datée du 1er février 2002, qui comprenait cette nouvelle règle étrange : « Les employés ne doivent pas faire de bruits gratuits et/ou grossiers – y compris chanter, fredonner, siffler, éructer ou se parler à soi-même – qui dérangent les autres employés » [pièce 43].

À l'approche du 15 février, le président Raven et le directeur Weber ont intensifié leurs efforts pour dépeindre l'IHR comme étant de plus en plus en retard sur le calendrier aux directeurs de la LSF et aux autres parties intéressées. Ils ont tenté de le faire en considérant ma date cible optimiste comme une date limite impérative, en évaluant mes retards par rapport aux dates cibles comme du temps perdu (par exemple, la publication d'un numéro en six semaines au lieu des cinq souhaitées a été considérée comme une « perte » de sept jours), en me confiant le retard du rédacteur en chef précédent et en me harcelant ou en tolérant mon harcèlement afin de me distraire de mes tâches. Incertain de savoir si je serais payé et préoccupé par les attaques contre ma rédaction, j'ai eu l'idée de sonder les principaux abonnés de l'IHR dans l'espoir d'obtenir leur soutien. J'ai reçu une vingtaine de réponses des trente ou quarante chercheurs et dirigeants révisionnistes à qui j'ai envoyé le sondage par courrier électronique. Les réponses ont été très largement positives et contenaient également de nombreux conseils et critiques utiles. Plusieurs réponses sont jointes à la pièce 44 ; deux courriels de ce groupe sont en fait des évaluations non sollicitées du numéro suivant, IHR 21/1.

J'avais fait part au président du conseil d'administration et au directeur Harvey Taylor de la menace du président Raven de retenir mon salaire. Tous deux ont semblé me soutenir et chacun a déclaré qu'il était satisfait de ma volonté de continuer à travailler avec le président Raven. Après plusieurs

jours de tension, j'ai été payé intégralement pour les deux premières semaines de février, grâce à la pression exercée par le président et d'autres directeurs. Une semaine plus tard, le président Lynch a visité les bureaux de la LSF/IHR. Il a rencontré séparément le président Raven et moi-même (le directeur de l'IHR, M. Weber, était en vacances). Lors d'une réunion avec nous deux, le président a demandé une meilleure communication et davantage de réunions, a réaffirmé mon contrôle éditorial sur l'IHR et m'a chargé d'obtenir toutes les données pertinentes sur la situation financière de l'IHR. Le président a également demandé au président Raven quel était le tirage de l'IHR. Bien qu'il ait admis que le tirage avait considérablement baissé depuis 1995, M. Raven a informé le président qu'il était impossible de déterminer le tirage de l'IHR.

Pendant une semaine ou deux après la visite du président, les relations entre le président Raven et moi se sont partiellement dégelées. Lors d'une réunion du personnel, deux semaines après la visite, j'ai discuté de mes problèmes de rédaction et je me suis abstenu de poser des questions ou de formuler des critiques à l'égard de Raven et du directeur de l'IHR, M. Weber, au sujet de la crise persistante de l'IHR. Encouragé par le matériel dont je disposais et prévoyant d'écrire un long article sur lequel j'avais déjà fait des recherches, je me suis risqué à essayer de terminer le prochain IHR en trente jours, en proposant le 1er avril comme date cible (et non comme date butoir). Cependant, Raven et Weber n'ont pas donné de réponses précises à mes questions sur la situation juridique de LSF dans les affaires Carto, ou sur des idées pour rendre notre inventaire plus vendable par des remises ou de nouvelles publicités. Ils n'ont pas non plus été en mesure de fixer une date pour l'achèvement du catalogue, malgré l'avis antérieur de Raven selon lequel le catalogue, bien que presque terminé, était en retard au 29 janvier [pièce 37]. Le 14 mars, le président nous a informés qu'après avoir estimé les dépenses prévues, l'IHR disposait de moins de 3 000 dollars pour faire face à d'autres dépenses au cours des mois à venir.

Quelques jours plus tard, une conférence téléphonique entre le personnel et le président a été organisée pour répondre à mes préoccupations concernant l'incapacité persistante de l'IHR à générer des revenus par la vente de ses actions. La conférence a toutefois échoué en raison des objections du directeur de l'IHR (et de LSF), M. Weber, qui a affirmé par la suite « que de telles réunions étaient une perte de temps et d'argent » [pièce 45]. J'ai répondu par un courriel qui soulignait l'importance cruciale de générer le maximum de revenus possibles à partir de nos stocks importants avant l'été.

Pendant un certain temps après la visite du président, les pitreries d'Ontiveros se sont calmées. Cependant, vers le début du mois d'avril, le

préposé à l'expédition a recommencé à me harceler. Le 5 avril, le directeur Weber et moi-même avons demandé au président Raven d'ordonner à Ontiveros de cesser. Raven déclara que « cela allait trop loin » et accepta de parler à Ontiveros, mais il refusa à nouveau de prendre des mesures disciplinaires à son encontre et déclara qu'il ne pouvait garantir que le harcèlement d'Ontiveros ne reprendrait pas. Dans un mémo daté du 25 avril et placé dans les dossiers d'Ontiveros et le mien, le président Raven m'a décrit, à tort, comme « très agité » pendant notre conversation, et n'a pas mentionné la participation du directeur de l'IHR en mon nom [pièce 47]. Dans le même mémo, Raven a réitéré par écrit qu'il ne garantirait pas qu'il pourrait contrôler le comportement d'Ontiveros sur notre lieu de travail. Ce mémo me décrit comme « ayant un comportement bien pire que celui d'Ontiveros », « abusif envers les autres » et « en totale infraction avec les directives pour les employés ». Le président Raven a conclu un autre mémo du même jour, adressé à Ontiveros et dont j'ai reçu une copie, en disant au greffier (qui avait demandé à Raven de me réprimander) : « Encore une fois, merci pour votre compréhension et pour avoir contribué à faire de LSF un meilleur lieu de travail » [pièce 48].

Depuis mon retour à la LSF/IHR en 1999, j'avais remarqué qu'Ontiveros était souvent maussade et peu coopératif. Il était souvent grossier avec les clients au téléphone. Il avait harcelé à plusieurs reprises deux employés prometteurs, Ron Gray et Eric Owens ; lorsque j'ai soulevé ce problème auprès du président Raven à l'époque, il m'a sèchement informé qu'Ontiveros craignait simplement qu'on puisse se passer de lui. Un employé m'a dit qu'Ontiveros avait raccroché le téléphone à sa femme ; la femme d'un autre employé m'a dit que l'employé lui avait fait la même chose. En consultant les dossiers des employés après qu'Ontiveros eut commencé à me harceler, j'ai découvert des notes rédigées par le directeur Weber qui faisaient état de cas répétés, voire d'un « schéma persistant », d'impolitesse et d'insolence de la part d'Ontiveros à son égard [pièces 49, 50, 51]. Dans l'une de ces notes, celle du 12 mai 1998, Weber déclare : « Greg a reconnu que Gary était parfois impoli, non seulement avec moi, mais aussi avec les clients avec lesquels il traitait par téléphone. Greg a déclaré qu'il avait réprimandé Gary pour qu'il ne parle pas grossièrement aux clients ».

Au fil du mois de mars, le président Raven et le directeur de l'IHR, M. Weber, ont commencé à insister sur le fait que ma date butoir du 11 avril (un délai d'exécution de l'IHR de trente jours) était une date limite officielle. Weber a intensifié ses menaces de me retirer la direction effective de la publication en demandant au conseil d'administration d'établir son contrôle sur la

« politique » de l'IHR, y compris sur les décisions relatives au contenu. Raven a continué à me cacher des informations sur la situation financière et la prise de décision de LSF. Le président Lynch et moi-même (en tant que trésorier) avons été mis devant une sorte de fait accompli par le président Raven lorsqu'il nous a annoncé en mars qu'en raison de la mauvaise situation financière de LSF, la société avait été contrainte de s'associer avec notre avocat, Brian Sampson, pour obtenir la maison Carto, un bien récupéré qui était grevé d'une exemption qui devait être payée aux Carto.

Le catalogue n'a pas été refait, ce qui a entraîné le report de revenus vitaux provenant des ventes. De nouveaux livres, tels que *Holocaust Deception* (que l'IHR s'était engagé à publier des années auparavant et qui est resté sur le bureau du président pendant deux ans, prêt à être publié), ont continué à ne pas être publiés, tandis que les classiques de l'IHR n'ont pas été réimprimés. Ainsi, *La mystification du XXe siècle* d'Arthur Butz, le livre le plus important de l'Institut et son best-seller de tous les temps, sur lequel le président Raven et divers employés ont travaillé pendant un an et demi, est maintenant effectivement épuisé [pièce 52], et devait être exclu du prochain catalogue [pièce 53].

Affligé par toutes ces choses, après une nuit blanche, je me suis fait porter pâle le mercredi 10 avril et je suis resté absent du bureau pendant dix jours. Bien que déprimée, je n'ai pas appelé mon médecin, car je n'étais ni en proie au délire, ni à la panique, ni suicidaire, et j'ai continué à prendre les médicaments qui m'avaient été prescrits.

Le président Raven et le directeur Weber connaissent depuis longtemps mon handicap, qui survient apparemment assez fréquemment chez les personnes créatives. Ils ont pu observer mon comportement après l'éviction de Carto en octobre 1993, lorsque, après des mois de tension et une mêlée générale dans les locaux de l'IHR avec les Carto et leurs hommes de main, j'ai souffert d'un épisode maniaque intense et ai été brièvement hospitalisé. Au cours de l'année suivante, j'ai perdu beaucoup de temps au travail en raison d'une dépression clinique et j'ai quitté IHR en août 1994. En janvier 1995, mon état a été diagnostiqué et j'ai commencé un traitement qui s'est poursuivi jusqu'à présent. Lorsque j'ai demandé à IHR/LSF de reprendre un emploi à temps plein en 1999, j'ai décrit en détail mon diagnostic et mon traitement dans une lettre adressée à Weber [pièce 54].

À l'époque, le président Raven a expressément mentionné, dans une lettre adressée au conseil d'administration, la possibilité que je fasse une « rechute » [pièce 1].

Depuis mon retour au travail à la LSF/IHR, je n'ai jamais caché que j'étais traité pour des troubles bipolaires, j'ai mentionné à de nombreuses reprises aux autres employés les médicaments qui m'ont été prescrits (lithium), et je me suis rendu régulièrement chez mon médecin pendant les heures de travail depuis l'été 2000.

Je pense que les diverses descriptions du président Raven me qualifiant de « conspirationniste » [pièce 41], « délirant » [pièce 39] et souffrant de « délires paranoïaques » [pièce 55] étaient des tentatives de ridiculiser ce handicap et de me présenter comme dérangé aux membres du conseil d'administration et éventuellement à d'autres parties. Et je soupçonne fortement le président et le directeur d'avoir délibérément cherché à provoquer chez moi une sorte de dépression mentale par le biais des différents types de harcèlement qu'ils m'ont fait subir au cours des derniers mois.

Le 23 avril, j'ai eu un entretien téléphonique avec le président, qui m'a incité à reprendre mes fonctions éditoriales au bureau. J'y suis retourné le lendemain. Après avoir parlé au directeur Weber, j'ai appris qu'il n'avait fait qu'une révision minimale du numéro en cours, malgré un courriel qu'il m'avait envoyé le 17 avril indiquant qu'il intervenait pour terminer le numéro sur instruction du président Raven. Le 25 avril, le président Raven a envoyé aux membres du conseil d'administration un mémo exprimant son mécontentement face à mon prétendu « manque de contrition » et à ma « demande de droits et de privilèges spéciaux ».

Il a fait la prédiction suivante : « Il semble donc que nous approchions rapidement d'une situation où Ted devra être licencié pour insubordination grave, ou bien il entreprendra une action irréfléchie qui précipitera son licenciement » [pièce 56].

Dans un autre mémo du même jour, le président Raven a menacé de me licencier pour « abandon de poste » parce que je travaillais dans l'arrière-boutique et que je ne respectais pas « les procédures et pratiques de travail normales telles qu'elles sont décrites dans les directives pour les employés » [pièce 57]. Bien qu'il n'y ait pas eu de plaintes concernant mes heures de travail au bureau, on m'a ensuite ordonné de pointer.

Lors d'une réunion le 25 avril, le président Raven m'a dit que le conseil d'administration l'avait autorisé à me retirer le contrôle éditorial. J'ai demandé une confirmation écrite de cette déclaration, mais je n'en ai reçu aucune. Lors d'une conversation séparée, le directeur Weber m'a proposé un arrangement selon lequel il interviendrait en tant que « rédacteur en chef par intérim », avec le dernier mot sur le contenu, tandis que je me chargerais de préparer les

articles pour la publication. J'ai clairement indiqué à Raven et à Weber que je pensais que seul le conseil d'administration avait le pouvoir de me démettre de mes fonctions de rédacteur en chef, leur rappelant que le président Raven avait fait pression en vain pendant plusieurs années pour que le rédacteur en chef précédent soit remplacé.

Au cours du week-end des 27 et 28 avril, mon niveau d'anxiété a tellement augmenté que j'ai commencé à craindre l'apparition d'un épisode maniaque. Mon médecin m'a conseillé d'éviter cela. Je suis donc restée chez moi la semaine suivante, téléphonant chaque jour au président Raven et au directeur Weber pour leur expliquer la raison de mon absence.

Lorsque je me suis senti capable de retourner au bureau le lundi 6 mai, j'ai découvert que le président Raven avait déclaré que je n'étais plus rédacteur en chef de l'IHR [pièce 58]. Dans le même mémo, Raven m'a reproché de ne pas l'avoir consulté, ainsi que le directeur de l'IHR, sur les « spécificités de la production d'un numéro » du journal. J'ai continué à exprimer ma position, à savoir que seul le conseil d'administration était habilité à me démettre de mes fonctions d'éditeur, que je continuerais à travailler sur les articles que j'avais choisis pour l'actuel IHR et que, bien que je sois favorable à une consultation avec le président et le directeur de l'IHR, en tant qu'éditeur, je n'estimais pas qu'il était de mon devoir de les approcher.

Vers le 6 mai, le président Lynch m'a informé par téléphone qu'il était favorable à ce que je reste rédacteur en chef dans des conditions de travail sans harcèlement, et m'a offert la possibilité de récupérer le salaire que j'avais perdu pendant mes absences si je pouvais rapidement terminer le numéro en cours de l'IHR selon mes normes habituelles. Le 6 mai, plusieurs membres du conseil d'administration ont discuté de mon cas. Alors qu'il pensait avoir réuni une majorité de membres du conseil pour soutenir sa position, le président a appris que le directeur de la LSF, Harvey Taylor, avait décidé d'apporter un soutien inconditionnel au président et au directeur de l'IHR [pièce 59]. Le président Lynch a alors été prié de démissionner de son poste de président du conseil d'administration par le président Raven, dans une lettre qui l'excoriait pour avoir soutenu ma « version lunatique des événements ». Raven a également écrit : « Pendant tout ce temps, vous insistez pour nous traiter, Mark et moi, de manière autoritaire et malhonnête. Votre ignorance de la situation et votre ingratitude envers Mark et moi-même sont inexcusables » [pièce 60]. Étant donné son incapacité à convaincre les autres directeurs que les opérations de l'IHR avaient besoin d'être supervisées et améliorées, le président Lynch a démissionné du conseil d'administration de LSF.

Le 9 mai, le directeur Weber m'a dit que le président Raven avait quitté le bureau pour demander un avis juridique sur mon licenciement en tant qu'éditeur. Le lendemain, Raven et Weber m'ont tous deux dit qu'ils n'avaient pas connaissance de mon handicap. Le président m'a informé que mon emploi était en danger et m'a de nouveau reproché de ne pas avoir cédé le contrôle éditorial de l'IHR sans une notification écrite de licenciement de la part du conseil d'administration.

Quelques jours plus tard, j'ai envoyé une pétition, avec des preuves à l'appui, aux autres directeurs de LSF, leur demandant de me redonner le contrôle éditorial dans des conditions de travail exemptes de harcèlement, de licencier Gary Ontiveros et de me permettre de récupérer le salaire que j'avais perdu à cause du harcèlement. Alors que j'attendais la réponse du conseil d'administration, le directeur Weber m'a pressé de lui confier le contrôle éditorial en tant que « rédacteur en chef par intérim », tandis que je faisais le travail éditorial. Le 21 mai, Weber m'a reproché de prétendues imperfections dans plusieurs articles et critiques que j'avais édités pour le numéro en cours. Après avoir défendu mon travail, Raven m'a remis le lendemain matin une lettre me plaçant en « congé administratif non rémunéré » jusqu'au 3 juin [pièce 61].

Bien que j'aie adressé une pétition au conseil d'administration de LSF, je n'avais guère confiance en sa capacité à agir avec audace pour changer les choses. Je ne pouvais m'empêcher de me rappeler qu'en 1999, aucun des trois directeurs restants (à part Mark Weber) n'avait répondu à une lettre du président Raven contenant sa menace de démissionner si Weber n'était pas démis de ses fonctions de rédacteur en chef du RSI (la lettre de Raven est arrivée après plusieurs années de tentatives pour amener le conseil d'administration à agir sur la crise éditoriale).

Début juin, j'ai reçu par courrier une copie de la résolution non datée du conseil d'administration rejetant toutes mes demandes [pièce 62]. J'ai également été démis de mes fonctions de trésorier de LSF, au mépris évident de mes efforts diligents pour générer des revenus et protéger les actifs de l'entreprise. Il semble évident que la résolution a été rédigée par Raven et Weber, et il semblerait que le conseil d'administration l'ait approuvée sans discussion sérieuse. Depuis lors, j'ai évité, sur avis médical et de mon propre chef, de prendre part à ce qui avait été pour moi une vocation et une carrière souhaitée, mais qui depuis l'automne dernier est devenu un environnement de travail nettement hostile : la Legion for the Survival of Freedom (Légion pour la survie de la liberté) et l'Institute for Historical Review (Institut d'études historiques).

Au moment où j'achève ce rapport, le 19 juin 2002, le numéro actuel du *Journal of Historical Review*, que le président Raven et le directeur de l'IHR Weber contrôlent depuis le 17 avril, n'a toujours pas été livré à l'imprimeur.

ANNEXE QUATRE

Lettre du Dr. Robert Faurisson accusant Mark Weber d'abandonner le révisionnisme traditionnel

Robert Faurisson à Mark Weber,
éditeur du *Journal of Historical Review*,
17 décembre 2003

Le 10 décembre, je vous ai envoyé un message dans lequel, entre autres, j'ai écrit : « Dites-moi si vous DITES ou non, comme je l'ai moi-même si clairement AFFIRMÉ depuis tant d'années, que les prétendues CHAMBRES À GAZ nazies et les prétendus FOURGONS À GAZ nazis n'ont jamais EXISTÉ ». Vous avez rapidement répondu à toutes les autres parties de mon message, mais pas à celle-ci.

J'ai dû répéter ma question trois ou quatre fois pendant trois ou quatre jours avant d'obtenir votre réponse, qui est maintenant la suivante : « Je n'aime pas dire que 'les chambres à gaz nazies n'ont jamais existé', en partie parce que je ne me considère pas comme un spécialiste des 'chambres à gaz', et en partie parce que j'évite de faire de telles déclarations catégoriques (sur n'importe quel sujet) ». Cela nous ramène à votre position d'avril 1993 lorsque, lors d'un dîner à Washington, j'ai demandé à nos invités de dire OUI, NON ou JE NE SAIS PAS à la phrase suivante : « Les chambres à gaz nazies ont existé ». Vous avez répondu « PEUT-ÊTRE ».

Le lendemain, je vous ai dit à quel point j'avais eu honte de cette réponse. Vous m'avez dit que vous aviez eu tort et que vous ne donneriez plus jamais une telle réponse. Mais regardez : dix ans plus tard, vous recommencez.

Les gens qui accusent Adolf Hitler et l'Allemagne d'avoir conçu, inventé et utilisé des armes de destruction massive telles que « les chambres à gaz ou les fourgons à gaz » ont été incapables, en plus d'un demi-siècle, d'étayer leur formidable accusation ; finalement, ces armes de destruction massive n'ont jamais été trouvées, ni vues, ni montrées, ni même dessinées. Mais vous, Mark Weber, prétendu révisionniste, vous continuez à dire que vous « n'aimez pas dire » que l'abominable accusation est si manifestement fausse !

Mark Weber a eu un ami et collaborateur, Robert Faurisson, qui, dès le tout premier numéro (volume 1, numéro 1) (printemps 1980) du *Journal of Historical Review*, a publié un court essai sur « La mécanique des gazages » et, dans le volume 2, numéro 4 (hiver 1981), a publié un autre court article intitulé : « Les chambres à gaz d'Auschwitz semblent physiquement inconcevables ». En plus de vingt ans, les menteurs et diffamateurs de l'Allemagne ont été incapables de réfuter l'un ou l'autre de ces essais, en particulier le dernier qui, selon les termes de Barbara Kulaszka, présentait déjà en 1981 de manière claire et brève toute l'argumentation révisionniste ultérieure sur les prétendues chambres à gaz « nazies ».

Récemment, Mark, vous avez déclaré lors d'une émission de radio américaine : « Je ne nie pas que l'Holocauste ait eu lieu, mais... » Je vous ai immédiatement dit à quel point il était erroné de faire une telle concession au grand mensonge et à la diffamation. Vous en avez convenu, en promettant de ne pas recommencer. Le problème, c'est que je ne fais plus confiance à vos promesses en la matière. Je pourrais vous citer un autre exemple récent d'une possible concession inquiétante de votre part, mais je m'en abstiendrai.

En tout cas, si le rédacteur en chef du Journal of Historical Review « n'aime pas dire » que l'abominable accusation portée contre l'Allemagne est clairement un mensonge, une calomnie, une diffamation, je me sens mal à l'aise de faire partie de son comité consultatif de rédaction. Alors, Mark, je vous prie de retirer mon nom de la liste de votre comité. Je crains que certains de vos ennemis personnels parmi les révisionnistes ne saisissent l'occasion de cette lettre pour vous critiquer encore davantage. Je les préviens qu'ils peuvent le faire à la seule condition qu'ils aient, pour leur part, déjà clairement affirmé que les prétendues chambres à gaz ou fourgons à gaz "nazis" n'ont jamais existé, non seulement dans tel ou tel camp ou lieu, mais nulle part ailleurs non plus.

ANNEXE CINQ

Arthur Butz demande la démission de Mark Weber en tant que rédacteur en chef du *Journal of Historical Review*

29 novembre 2002

Cher Mark,

J'ai reçu et examiné le numéro de mai/août (sic) du *Journal of Historical Review*. Il compte 32 pages, dont 4 à 5 pages de publicité, sans compter les couvertures. Étant donné qu'un numéro bimestriel normal comprend 40 à 48 pages, vous avez réduit la longueur à environ un tiers de la normale. Les abonnés ont le droit de se sentir lésés.

Lorsque Ted O'Keefe vous a succédé au début de l'année 2001, le *Journal* accusait un retard de cinq mois. Le numéro de janvier/février 2002, le dernier à paraître sous la direction de Ted O'Keefe, accusait un retard de trois mois, alors qu'il avait gagné deux mois au cours de l'année où il était rédacteur en chef. Le numéro de mars/avril 2002, publié sous votre contrôle éditorial après son départ, mais dont le contenu principal a été préparé par lui, avait six mois de retard. Si le présent numéro avait été daté de mai/juin, il aurait eu sept mois de retard. Puisque vous l'avez appelé numéro de mai/août, je suppose que vous considérez maintenant que le calendrier de publication actuel est en retard de cinq mois, comme il l'était au début de l'année 2001. Vous en réjouissez-vous ?

Le numéro double de Ted (septembre/décembre 2001) devait être un vrai numéro double. Votre numéro double représente les deux tiers ou, au mieux, 80 % [d'un] numéro.

J'ai trouvé le contenu non seulement maigre, mais généralement inintéressant, vieux jeu et/ou périmé. Sur la base des remarques de Weber/Irving sur Fritjof Meyer, un lecteur pourrait tirer la conclusion que ce que les révisionnistes disent depuis le début, c'est qu'il n'y avait pas de chambres à gaz à Auschwitz, mais seulement à proximité d'Auschwitz.

J'ai trouvé que la lettre de [Jürgen] Graf était la meilleure, mais je ne pense pas qu'elle était si bonne qu'elle méritait d'être publiée. La republication n'a pas consisté à supprimer les mots redondants « est tout aussi absurde » qui figuraient dans le numéro de mars/avril ; cette erreur triviale aurait pu être négligée ou traitée dans les corrections de la page 16, si elle avait été notée.

La republication de la lettre de M. Graf est l'une de ces petites choses qui peuvent avoir d'énormes implications. C'est comme un éclair fortuit qui illumine un coin sombre cachant un secret crucial. Même si vous avez une explication, le lecteur en conclura que vous n'êtes pas concentré sur ce que vous faites car vous avez apparemment oublié que la lettre a été publiée dans le numéro précédent.

Cette interprétation est tout à fait logique. Comme je l'ai dit à maintes reprises, vous êtes la personne la plus qualifiée, en termes de connaissances et de compétences, pour le poste de rédacteur en chef. Le fait que vous ne vous acquittez pas de cette tâche s'explique par le fait apparent que vous ne vous y consacrez pas.

Tous les efforts qui ont été faits dans le passé, comme le harcèlement de Greg Raven et les plaintes que j'ai discrètement exprimées il y a plusieurs années, n'ont servi à rien. Les critiques formulées au cours des six derniers mois ont été moins douces et pas plus efficaces. Votre échec actuel ne peut que me forcer à conclure que vous ne serez jamais à la hauteur en tant que rédacteur en chef. J'abandonne et je crois que tout le monde l'a déjà fait.

Il n'y a pas longtemps, j'ai reçu le numéro actuel du journal de Germar Rudolf, avec l'article « IHR : Sinkt das Schiff » (IHR : Si le bateau coule). Quelques semaines plus tard, dans un étrange contrepoint de confirmation, j'ai reçu le numéro de « mai/août » !

Bien entendu, je condamne les attaques personnelles de GR [Germar Rudolf] à votre encontre et je vous félicite de ne pas y avoir répondu. Cela ne suffit pas non plus pour que le Journal soit envoyé par la poste.

N'importe quel lecteur du Journal voit qu'il y a là quelque chose qui ne va pas du tout. À ce stade, la source du problème est inéluctablement claire. Votre gestion a conduit le Journal au bord de l'extinction.

En tant que membre du comité consultatif de rédaction, je vous demande de démissionner de votre poste de rédacteur en chef du Journal. Étant donné qu'aucun rédacteur en chef digne de ce poste ne l'accepterait à la condition que vous en conserviez la supervision, je vous demande de renoncer également à ce rôle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées,

Art[hur] Butz.

***

Eric Owens, ancien employé de l'Institute for Historical Review (IHR), nous livre un témoignage de première main sur ce qui se passe réellement à l'intérieur de l'IHR et sur le projet de Greg Raven et Mark Weber concernant la vente de la liste d'adresses de l'ancien Spotlight à l'AntiDefamation League (ADL) du B'nai B'rith.

Owens, un jeune musicien folklorique celtique qui s'implique dans les affaires politiques depuis une douzaine d'années, était le plus récent employé de l'IHR, embauché au début de l'année. C'est après avoir découvert le projet de ses supérieurs, Raven et Weber, de vendre la liste des abonnés de *The Spotlight* à l'IHR et l'avoir rendu public que Raven l'a licencié.

L'ancien employé de l'IHR a raconté toute cette histoire étonnante lors d'une interview accordée le 31 juillet au pasteur Dan, animateur d'une émission de radio sur Internet.

Ce qui suit est une transcription légèrement abrégée des remarques d'Owens.

Au cours de l'entretien, Owens a déclaré : « Je n'avais aucun problème avec l'IHR avant que cette affaire ne se produise. J'étais très satisfait de mon travail. Je ne suis pas un gars de Spotlight ou de [Willis] Carto, ni rien de ce genre. Je n'ai jamais travaillé pour Carto. J'ai écrit un article pour lui, j'ai estimé que j'étais sous-payé et je n'ai jamais rien écrit d'autre. C'est à peu près tout ». Owens ne peut donc pas être accusé d'être un représentant de Willis Carto ou du défunt *Spotlight*.

Ceux qui ont eu des doutes sur les intentions ou l'intégrité de Greg Raven et de Mark Weber peuvent lire les commentaires d'Owens pour eux-mêmes et constateront qu'en fait, ses paroles font étrangement écho aux choses mêmes que *The Spotlight* a rapportées au fil des ans à propos de l'affaire de l'IHR.

J'avais contacté l'IHR pour savoir s'ils voulaient quelqu'un pour y travailler et il s'est avéré que c'était le cas. C'était juste avant la conférence de Beyrouth et je suppose qu'ils ont estimé qu'ils avaient des rentrées d'argent et qu'ils allaient avoir besoin d'une personne supplémentaire. J'y suis allé, j'ai passé un entretien et j'ai obtenu le poste, ce qui m'a fait très plaisir. Je voulais avoir un

emploi dans le domaine du mouvement qui me permette de travailler à plein temps pour ma race, comme je l'entends.

J'étais très heureux là-bas et j'ai donc commencé à aider. J'avais beaucoup de compétences et j'étais censé faire tout ce dont ils avaient besoin. J'ai préparé des publicités pour eux et je leur ai trouvé des annonces sur des sites Web, des choses de ce genre, et j'ai transcrit des discours et d'autres choses pour le *Journal of Historical Review*. Au bout de quelques mois, j'ai été nommé rédacteur en chef adjoint de la revue et tout allait pour le mieux.

À l'époque, nous étions en train de relire le livre d'Arthur Butz [*The Hoax of the 20th Century*], qui est censé être réédité, et tout allait bien. J'étais très heureux. Puis c'est sorti de nulle part, toute cette histoire.

C'était vraiment étrange. Je travaillais, je relisais ce livre. Ils ont eu une longue bataille juridique avec Willis Carto et Liberty Lobby, qui publiaient *The Spotlight*. Je suis resté à l'écart de tout cela. C'était un peu le thème principal de l'IHR – cette bataille juridique – en interne, en tout cas. Au moins autant de temps et d'efforts y étaient consacrés qu'à la publication du *Journal*.

Je n'avais pas vraiment d'opinion tranchée sur l'affaire, dans un sens ou dans l'autre. Je n'avais pas beaucoup de détails à ce sujet. Par le passé, j'ai entendu des choses négatives sur Carto de la part de nombreuses personnes que je respecte et je n'avais jamais rien entendu de négatif sur l'IHR, à l'exception de *The Spotlight*, et malheureusement, des choses négatives sur d'autres personnes que je connais bien y ont été publiées. Quoi qu'il en soit, je me suis dit que j'étais du bon côté dans cette affaire.

Même si j'ai trouvé que la bataille juridique était de mauvais goût – deux groupes raciaux ou quasi-raciaux, au moins – se disputant l'argent du mouvement au point que les avocats semblent recevoir tout l'argent que les racialistes ont donné. Cela m'a semblé être une corvée. Je me suis tenu à l'écart. Je n'étais pas vraiment intéressé par les discussions entre bureaux sur l'affaire. Je laissais passer les choses, je les laissais s'occuper de l'affaire et je faisais mon travail.

Quoi qu'il en soit, c'était assez typique. Greg Raven, le président de l'IHR, venait de raccrocher son téléphone après avoir parlé à l'un de ses avocats – il en a plusieurs. Il a raccroché et s'est dirigé vers le bureau de Mark Weber. Mark est le directeur de l'IHR. Il lui disait – eh bien, je viens d'entendre « ADL » et quelque chose à propos de l'ADL qui voulait acheter le Liberty Lobby, parce qu'ils [l'IHR] étaient sur le point de s'emparer du Liberty Lobby. Apparemment, il était en train de disparaître et ils étaient sur le point de s'en emparer.

Lorsque j'ai entendu cela, j'ai pensé : « Whouah, mais qu'est-ce que c'est que ça ? ». Je me suis levé d'un bond et je me suis précipité vers eux pour les entendre, car cela me paraissait étrange. Ainsi, ils disaient effectivement que l'ADL avait fait une sorte d'offre par l'intermédiaire de l'un de ses avocats [Raven]. Je m'attendais à ce qu'il y ait des rires partout et que tout le monde dise : « Oui, ha ha ha, bien sûr, nous allons vendre à l'ADL ». Mais ce n'est pas du tout ce qui s'est passé.

En fait, l'essentiel de la conversation se résumait à « Waouh ! Combien pouvons-nous obtenir [de l'ADL] ? » et « Ça va être génial ». C'était vraiment étrange.

J'ai regardé Ted [O'Keefe], le rédacteur en chef du *Journal*, pour voir si j'avais bien entendu. Ted m'a fait une grimace, comme s'il entendait la même chose que moi. J'étais sidéré.

Quoi qu'il en soit, le projet a fini par diviser le groupe en deux. Ted et moi étions catégoriquement opposés à toute idée de vendre quoi que ce soit à l'ADL. Greg et Mark ont en quelque sorte serré les rangs et ont défendu l'idée.

En gros, ils allaient saisir le Liberty Lobby et toutes les décisions de justice allaient dans leur sens. Il restait donc une dizaine de jours avant que cela n'ait lieu. Nous étions donc pressés par le temps. Ces gens-là se sont lancés à corps perdu dans l'aventure.

Nous nous y sommes opposés, puis ils se sont disputés avec nous sur cette question et nous avons échangé plusieurs courriels à ce sujet, ainsi que des conversations. En fait, Ted a commencé par dire que nous ne devrions même pas envisager de vendre à l'une de ces personnes et j'étais d'accord. Je l'ai soutenu. Ensuite, Greg a renvoyé [un e-mail], disant en gros : « Et bien, nous ne gagnons pas assez d'argent. Les choses vont un peu dans tous les sens, et si nous ne le faisons pas... », a-t-il dit d'un ton moqueur, « Nous pouvons quitter l'entreprise en gardant nos principes intacts ou nous pouvons voir quels types d'offres se présentent à nous et prendre notre décision. »

À ce moment-là, Ted est allé en parler à Arthur Butz, étant donné qu'il fait partie du comité consultatif de l'IHR... puis il a essayé de contacter quelques membres du conseil d'administration. Lorsque Greg Raven et Mark Weber ont appris que les membres du conseil d'administration allaient être mis au courant et qu'Arthur Butz avait été informé, ils se sont mis à paniquer.

Ils sont allés dans le bureau (...) et ont organisé une réunion privée entre eux deux et exclu Ted et moi-même. Il était normal qu'ils m'excluent des réunions, car j'étais le dernier arrivé et Greg n'aime pas que quelqu'un d'autre

discute de ses idées. Mark est plus ou moins – enfin, on l'appelle le « directeur », mais il ne fait vraiment rien. Greg est donc en quelque sorte le chef d'orchestre et Ted se contente de publier et n'aime pas la confrontation. Pas de souci. Cela ne me dérangeait pas d'être exclu. Je me suis dit que j'étais nouveau et que ce n'était pas un problème. Mais il était très étrange qu'ils excluent Ted. Ted était le rédacteur en chef du journal et jusqu'alors, il n'avait jamais été exclu d'aucune réunion. C'était vraiment une activité clandestine, sournoise, d'organiser une réunion sans que Ted soit invité à y participer.

Ils sont donc sortis de la réunion au bout d'une heure ou d'une heure et demie et ont convoqué une réunion pour nous quatre. Nous nous sommes tous assis et l'essentiel de la réunion consistait à faire pression sur Ted et moi (bien qu'ils ne m'aient pas trop confronté, parce que jusqu'à ce moment-là, je n'avais rien dit publiquement ; j'attendais de voir si Ted pouvait gérer la situation).

C'était là toute leur préoccupation : qu'il n'en parle à personne d'autre.

En échange, Ted et moi-même avons également demandé : « Eh bien, ce n'est même pas la peine d'en parler. Tout ce que vous avez à faire, c'est de dire que vous ne vendrez en aucun cas à l'ADL. »

La raison pour laquelle nous avons dit cela est qu'ils avaient commencé à faire marche arrière. Les membres du conseil d'administration et Arthur Butz avaient commencé à s'alarmer de la situation et à prétendre que cela n'avait jamais eu lieu [et que c'était] le fruit de l'imagination de Ted et de moi-même, qu'il n'y avait eu aucune offre de la part de l'ADL, que c'était juste une sorte de blague et que nous l'avions mal pris.

C'était après deux jours de discussions sur le sujet, de vraies discussions sur la question. Il ne s'agissait donc pas d'une remarque désinvolte que nous aurions prise pour argent comptant. Ils étaient vraiment prêts à tourner autour du pot.

Quoi qu'il en soit, nous avons dit : « Tout ce que vous avez à faire pour apaiser nos inquiétudes, c'est de dire carrément que si jamais il y avait une offre de l'ADL, vous la rejetteriez d'emblée. » Ils ont alors commencé à faire marche arrière et à dire que tout cela n'était que le fruit de notre imagination.

Lors de cette réunion, nous avons donc dit : « Très bien. Si tel est le cas, dites clairement que, quoi qu'il arrive, si l'ADL vous faisait une offre, vous la refuseriez d'emblée et nous pourrions tous aller de l'avant ». Après cela, ils sont restés silencieux.

Mark Weber m'a alors demandé : « Eh bien, combien devraient-ils [l'ADL] offrir avant que vous n'acceptiez de leur vendre ? » J'ai répondu : « Rien », et il

a dit : « Rien ? », comme si j'étais fou ou quelque chose comme ça. Puis il a dit : « Et si c'était – j'ai oublié ce qu'il a dit exactement – « dix millions de dollars » ou une [grosse somme] de ce genre ? » Et Ted a répondu : « Non. » Mark a alors dit : « Tu sais qu'après quelques mois de marchandage, le montant serait ramené à 10 000 dollars », ou quelque chose comme ça. L'idée était que, jusqu'au bout, ils allaient défendre [l'idée de vendre à l'ADL] ».

À ce stade, je n'avais plus du tout confiance en eux. Je ne savais plus pour qui je travaillais. Il m'est donc apparu clairement que je ne pouvais plus travailler dans cette entreprise avec ces types à la tête de l'entreprise. Ce n'était pas bien.

J'ai dit à Ted : « Il faut que je rende l'affaire publique ». Ted m'a répondu : « Non, non, non, ne fais pas ça. Nous allons nous en occuper en interne. Laisse-moi m'en occuper. »

Alors j'ai dit : « D'accord. Organisons une réunion du conseil d'administration. Faisons au moins savoir à l'ensemble des membres de l'IHR, aux membres du conseil d'administration, ce qui se passe ici, afin qu'il n'y ait pas de surprises plus tard. » Il a dit qu'il le ferait. Il a donc appelé quelques membres du conseil d'administration, deux ou trois.

Les jours passaient et rien ne se produisait, si ce n'est que quelques membres du conseil d'administration ont envoyé un courriel disant qu'ils voulaient être informés en cas de vente, ou quelque chose comme ça.

Au début, j'ai pensé que Greg et Mark étaient simplement dérangés de vouloir vendre à l'ADL, mais après quelques jours, et après qu'ils aient commencé à changer leur histoire et à nous affirmer, à Ted et à moi, que les discussions n'avaient jamais eu lieu, j'ai su qu'ils étaient des menteurs. À ce moment-là, j'avais vraiment peur de me fier à leur parole pour savoir si une vente était en cours ou non, parce que Greg était le seul à être en contact avec des avocats.

Je ne connais pas les procédures légales. Je ne savais pas s'il pouvait concocter quelque chose avec l'un de ses avocats qui serait irréalisable au moment où les gens l'apprendraient. À ce moment-là, il ne restait plus que cinq jours avant la saisie du Liberty Lobby, qui se résume à une simple liste de diffusion puisque [selon Greg Raven – MCP] Carto a détourné des fonds vers d'autres sociétés et d'autres choses encore pour éviter que tous ses biens ne soient saisis. En résumé, Liberty Lobby allait consister en une liste de diffusion d'abonnés à *Spotlight*.

À ce stade, je me suis dit que j'avais essayé de travailler en interne, que rien n'avait été fait et que ma réputation était désormais en jeu. Soit je restais les

bras croisés et je laissais ces gens s'en occuper, et peut-être qu'il n'y aurait pas de vente ADL, ou peut-être qu'il y en aurait une. Mais je continuerais à être conscient que mes deux supérieurs étaient deux personnes sans aucune moralité et des personnes qui vendraient des listes de diffusion patriotiques au plus offrant, même s'il s'agissait d'ennemis. Ce n'était pas acceptable pour moi.

Dans le pire des cas, ils iraient vendre à l'ADL en usant d'un stratagème dans notre dos. Je tiens à ma réputation : Je serai « Eric Owens, qui a travaillé à l'IHR, ces types qui ont vendu la liste d'adresses à l'ADL ». J'ai donc décidé que je ne pouvais pas travailler de cette façon.

J'ai insisté et j'ai reparlé à Ted. Lui donnant cinq ou six chances de résoudre le problème et de convoquer une réunion du conseil d'administration. En vain, j'ai alors décidé de rendre l'affaire publique.

J'ai envoyé toute l'histoire sur une liste de diffusion publique, en indiquant les dates et les heures, et j'ai même inclus des courriels de Greg, Mark, Arthur Butz et de toutes les personnes impliquées. Cette liste était composée en grande partie de sympathisants de l'IHR, afin qu'ils soient au courant.

Quelques heures plus tard, lorsque Greg l'a appris, j'ai été licencié pour avoir fait cela. C'est tout. J'ai emballé mes affaires, je suis rentré chez moi et je me suis mis à la recherche d'un nouvel emploi.

Je n'ai pas eu envie de faire, par la suite, de la lutte contre l'IHR le travail de ma vie. Je me suis dit : « L'information est là. Les gens peuvent en faire ce qu'ils veulent ». Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui ont tellement besoin d'une voix qu'ils sont prêts à accepter des dirigeants comme [Raven et Weber] ou, du moins, ils sont prêts à ignorer, ou à se nier à eux-mêmes, que les faits sont vrais afin qu'ils puissent se sentir bien de continuer à soutenir des gens comme eux. Je comprends que c'est le cas et c'est très bien, donc je n'allais pas essayer d'intimider les gens avec ça et j'ai simplement laissé tomber.

Malheureusement, Greg Raven ne s'est pas laissé faire, et il a publié des choses contre ma personne sur Internet, encore aujourd'hui. Jusqu'alors, j'avais refusé des interviews sur cette émission et d'autres émissions, et même dans des journaux de droite, parce que je ne voulais pas que l'attaque contre l'IHR soit ma raison d'être. À ce stade, s'ils (Greg Raven, en particulier) s'en prennent à ma personne, je n'ai pas intérêt à rester les bras croisés.

Ces deux personnes sont sympathiques et peuvent charmer les visiteurs, mais elles n'ont aucune moralité. Les discussions que j'ai eues avec Mark [Weber] m'ont clairement montré qu'il était prêt à contourner n'importe quelle règle ou à faire n'importe quoi s'il y avait suffisamment d'argent en jeu.

J'ai donc perdu confiance en eux. Ted est toujours là et c'est très bien. Il est prêt à négliger beaucoup de choses pour pouvoir conserver son poste de rédacteur en chef. Il s'est vraiment dégonflé lorsque j'ai rendu l'affaire publique et, au fur et à mesure, il a vu que son emploi pouvait être menacé, si bien qu'il a fini par changer d'avis.

Lorsque le conseil d'administration s'est enfin réuni, c'était uniquement parce que j'avais rendu la chose publique et cela s'est terminé par une déclaration selon laquelle ils ne vendraient pas à l'ADL. Mais le thème de la réunion était surtout de limiter les dégâts car j'avais rendu l'affaire publique. Les problèmes sous-jacents sont donc toujours là.

Il est clair qu'ils n'ont aucune loyauté envers les personnes qui leur donnent de l'argent. Ce sont des gens à qui je ne veux plus jamais parler ou avoir affaire. C'est triste.

L'idée de pouvoir travailler avec l'IHR et de faire quelque chose en quoi je croyais a eu raison de mon bon sens. Normalement, lorsque je vois des personnes impliquées dans des batailles juridiques de dix ans avec d'autres groupes patriotiques, je sais que ces personnes ne sont pas bonnes. J'aurais dû écouter mon instinct.

Greg Raven est le président de la société et il dirige l'ensemble comme une entreprise personnelle, de sorte que Mark n'est qu'une marionnette. Il n'est pas directeur de quoi que ce soit. Il ne fait rien, il reste assis à son bureau, contemple sa flotte et envoie des courriels. La parole de Greg a force de loi. Elle est incontestée. C'est ainsi.

Le conseil d'administration n'a pas vraiment d'influence et ne sait pas vraiment ce qui s'y passe. Ces personnes sont occupées par leur propre vie et ne sont pas vraiment impliquées. Ils ne s'en mêlent pas. Ils ne savent pas ce qui se passe. Lorsque j'ai pris contact avec le conseil d'administration, ils ne savaient pas qui j'étais, alors que je travaillais là depuis six mois. En fait, j'ai dû expliquer à certains d'entre eux qui était Ted [O'Keefe], le rédacteur en chef du Journal. Cela montre bien le type de conseil d'administration dont il s'agit.

Avec un tel conseil d'administration, Mark étant une sorte de non-entité et Ted ne jouant aucun rôle de leader, il ne reste plus qu'un seul homme, et c'est Greg Raven. Il connaît les finances et les avocats, et c'est lui qui dirige les opérations.

En ce qui concerne la production, ils ne publient pas vraiment d'articles. Ils remettent le *Journal* en marche et il paraît régulièrement, parce que Ted s'en occupe, mais j'oublie combien de mois ils ont de retard, car lorsque Mark était censé être le rédacteur en chef, il a pris tellement de retard qu'il a fallu lui

retirer les rênes et les confier à Ted. Le journal est mal géré. Une organisation dont les dirigeants sont totalement corrompus est une autre affaire. Malheureusement, les deux situations sont ici réunies.

ANNEXE SIX

Qu'est-ce que Carto a fait ?

Liste de tous les journaux, magazines, livres et brochures que Willis Carto a imprimés ou réimprimés au fil des ans.

Cette liste est tout à fait remarquable.

Elle pourrait intéresser les révisionnistes qui n'ont entendu que des propos négatifs sur Willis Carto de la part de ceux qui ne sont manifestement pas en mesure d'atteindre eux-mêmes le même niveau d'excellence en matière d'édition

– MICHAEL COLLINS PIPER

Voici la liste :

Le journal *Spotlight* – numéros hebdomadaires de 1975 à l'été 2001
Le magazine *The Barnes Review* – mensuel puis bimensuel de 1994 à aujourd'hui
Le journal *American Free Press* – hebdomadaire à partir de l'automne 2001
Soixante numéros de la lettre d'information *RIGHT*, d'octobre 1955 à septembre 1960.
Sept volumes de *The American Mercury*, publiés MENSUELLEMENT par la WAC de 1968 à 1980.
Quarante-six volumes du *Journal of Historical Review*, trimestriel, du printemps 1980 à l'hiver 1992-1993.
Cinq volumes (format 8,5 x 11) du JHR – Publié en 1993 par l'IHR. NOTE : la « nouvelle » direction de l'IHR semble avoir échoué lamentablement et n'a pas été en mesure de produire plus d'une poignée de numéros de la revue de l'IHR. Cette situation contraste avec l'étonnante production de Willis Carto et, d'ailleurs, de Germar Rudolf.
Liberty Lowdown, bulletin d'information du Liberty Lobby, 1er février 1963 – juin 1971, cent numéros – des volumes supplémentaires ont été publiés.
Liberty Letter, de novembre 1960 à juin 1969 – cent numéros, des volumes supplémentaires ont été publiés.
Washington Observer Newsletter, environ 200 numéros, peut-être plus. Publié à partir de 1965 jusqu'à septembre 1976 environ.

Western Destiny, plusieurs numéros.
The First National Directory of Rightist Groups, Publications, and Some Individuals in the United States and Some Foreign Countries (Premier annuaire national des groupes et publications droitistes et de certains individus aux États-Unis et dans certains pays étrangers).
The Job Can Be Done, par Aldrich Blake (1954) – sur les décisions relatives aux droits civiques.
White America, par Earnest Sevier Cox
Teutonic Unity, par Earnest Sevier Cox
Lincoln's Negro Policy (La politique de Lincoln à l'égard des Noirs), par Earnest Sevier Cox
Sex vs. Civilisation, par Elmer Pendell
The Federal Reserve Bank, par H. S. Kenan
Dr. Strangebob : The Story of Robert Strange McNamara (en anglais)
The Moscow Treaty IQ and Racial Differences, par Henry Garrett
This is a Republic-Not a Democracy (C'est une République, pas une Démocratie)
The Occult Technology of Power (La technologie occulte du pouvoir)
The Myth of the Six Million (Le mythe des six millions), par David Hoggan
Debunking the Genocide Myth (Démystifier le mythe du génocide), par Paul Rassinier
The Holocaust Story and the Lies of Ulysses (L'histoire de l'Holocauste et les mensonges d'Ulysse), par Paul Rassinier
The Philosophy of Friedrich Nietzsche (La philosophie de Friedrich Nietzsche), par H. L. Mencken
Facts Are Facts (Les faits sont les faits), par Benjamin Freedman
The Anti-Christ, par Friedrich Nietzsche
Martin Larson's Best
The Case of Tyler Kent (Le cas de Tyler Kent), par John Howland Snow
The Hybrid Race Doctrine (La doctrine de la race hybride), par le Dr Bela Hubbard
The Inequality of the Races (L'inégalité des races), par le comte Arthur DeGobineau
Timothy McVeigh : Mastermind or Patsy ?
Money Made Mysterious, essais sur l'argent parus dans *THE AMERICAN MERCURY*
Our Nordic Race, par Richard Kelly Hoskins
Tax Rebellion USA, par Martin A. Larson
Tax Revolt USA, par Martin A. Larson
The Great Tax Fraud (La grande fraude fiscale), par le Dr Martin A. Larson

The Essene Christian Faith (La foi chrétienne essénienne), par le Dr Martin A. Larson
The Hoax of the 20th Century, par le Dr. Arthur Butz, originellement Noontide Press, 1977
The Controversy of Zion (La controverse de Sion), par Douglas Reed
Liberty Lobby Membership Cookbook (Livre de recettes pour les membres du Lobby de la Liberté)
Perpetual War for Perpetual Peace (Guerre perpétuelle pour une paix perpétuelle), par Harry Elmer Barnes
Who Started the First World War (Qui a déclenché la Première Guerre mondiale), par Harry Elmer Barnes
Revisionism and Brainwashing (révisionnisme et lavage de cerveau), par Harry Elmer Barnes
Blasting the Historical Blackout, par Harry Elmer Barnes
The Barnes Trilogy (La trilogie de Barnes)
Barnes Against the Blackout (Barnes contre le black-out)
George C. Wallace : The Electable Conservative (Le conservateur éligible)
The Third Rome : Holy Russia, Czarism & Orthodoxy (La Sainte Russie, le tsarisme et l'orthodoxie), par M. Raphael Johnson
Our Money Martyred President : Un hommage à Lincoln, par le colonel Dall
Pearl Harbor After a Quarter of Century (Pearl Harbor après un quart de siècle), par Harry Elmer Barnes
FDR : My Exploited Father-in-Law, par le colonel Curtis B. Dall, publié par IHR
Iron Curtain Over America (Le rideau de fer au-dessus de l'Amérique), par John Beatty
Doenitz at Nuremberg : A Reappraisal, par H. Keith Thompson
Racial Realities in Europe (Réalités raciales en Europe), par Lothrop Stoddard
Advancement to Barbarism, The Development of Total Warfare, par A. J. P. Veale
The Veale File : War Crimes Discreetly Veiled (Le dossier Veale : des crimes de guerre discrètement voilés)
55 Men : The Story of the Constitution, par Fred Rodell, Noontide.
The Constitution of the United States : Its Sources and Applications, par Thomas J. Norton, Noontide.
The Secret Team, par L. Fletcher Prouty
Lindbergh on the Federal Reserve Failure at Nuremberg (Lindbergh sur l'échec de la Réserve Fédérale à Nuremberg)
No Time for Silence, par le Dr Arthur App
Report From Iron Mountain, par Leonard Lewin

Pearl Harbor : The Story of the Secret War (L'histoire de la guerre secrète), par George Morgenstern
The Empire of the City (L'empire de la ville), par H. C. Knuth
Communism in Germany (Le communisme en Allemagne)
Waters Flowing Eastward (Les eaux qui coulent vers l'Est)
The Dynamics of War & Revolution (La dynamique de la guerre et de la révolution), par Lawrence Dennis
The Coming American Fascism (Le fascisme américain à venir), par Lawrence Dennis
A Trial on Trial : The Great Sedition Trial of 1944 (Le grand procès pour sédition de 1944), par Lawrence Dennis
Onward Christian Soldiers (En avant les soldats chrétiens), par Donald Day
Gruesome Harvest, par Ralph Franklin Keeling
The Burden of Empire (Le fardeau de l'empire), par Garet Garrett
The Malmedy Trial (Le procès de Malmedy)
Worldwide Growth and Impact of Holocaust Revisionism (Croissance et impact du révisionnisme de l'Holocauste dans le monde), par Keith Stimeley
Behind the Balfour Declaration (Les dessous de la déclaration Balfour), par Robert John
Man & Technics, par Oswald Spengler
Sketches from Roman History, par le sénateur Tom Watson
FDR : The Other Side of the Coin (L'autre côté de la médaille), par Hamilton Fish
The Holocaust : 120 Questions & Answers (L'Holocauste : 120 questions et réponses), par Charles Weber
JFK : The Mystery Unraveled (JFK : le mystère élucidé)
Is Anne Frank's Diary a Hoax (Le journal d'Anne Frank est-il un canular), par Dietlieb Felderer
The Great Holocaust Trial (Le grand procès de l'Holocauste), par Michael A. Hoffman II
The Dartmoor Massacre (Le massacre de Dartmoor), par Vivian Bird
The Brainwashing of the German Nation (Le lavage de cerveau de la nation allemande), par Udo Walendy
The Lehrplan, traduit par Carl Hottelet
Final Judgment, par Michael Collins Piper (plusieurs éditions)
Best Witness: *The Mel Mermelstein Affair and the Triumph of Historical Revisionism* (Meilleur témoin : l'affaire Mel Mermelstein et le triomphe du révisionnisme historique), par Michael Collins Piper
The New Jerusalem (La nouvelle Jérusalem), de Michael Collins Piper

The High Priests of War (Les grands prêtres de la guerre), de Michael Collins Piper
Ways That Are Dark (Les voies qui sont sombres), par Ralph Townsend
Why I Survived the H Bomb (Pourquoi j'ai survécu à la bombe H), par Akira Kohchi
The Philosophy of Alfred Rosenberg (La philosophie d'Alfred Rosenberg), par James Whisker
The Myths of the 20th Century (Le mythe du XXe siècle), par Alfred Rosenberg, traduit par Vivian Bird ; la seule édition anglaise à l'époque.
Eugenics & Race, par le Dr Roger Pearson, 1966 par Noontide Press
War Is A Racket, par Smedley Darlington Butler
Anti-Zion, par William Grimstad
The Liberty Lobby Congressional Handbook (Manuel du Congrès du Lobby de la Liberté)
Defend America First, discours du comité America First
America First : The Middle East Problem in the Light of America's Traditional Policy of Non-Intervention (Le problème du Moyen-Orient à la lumière de la politique traditionnelle de non-intervention de l'Amérique), en édition brochure et en édition tabloïd.
White Paper on the Constitutional Convention (Livre blanc sur la Convention constitutionnelle)
White Paper on the ADL (Livre blanc sur l'ADL)
White Paper on the Genocide Convention (Livre blanc sur la Convention sur le génocide)
The Sovereignty Resolution (La résolution sur la souveraineté)
Free Trade & The Constitution, par Gus Stelzer The Citizens Rule Book
Innocent at Dachau, par Joseph Hallow
The Garbage Man : The Strange World of (ADL Spy) Roy Edward Bullock (Le monde étrange de Roy Edward Bullock, espion de l'ADL)
The Deposition of ADL Official Alan Schwartz (La déposition du fonctionnaire de l'ADL Alan Schwartz)
Survival and Leaderless Resistance (Survie et résistance sans chef)
Is the Diary of Anne Frank Genuine ?(Le journal d'Anne Frank est-il authentique ?), par Robert Faurisson
Flashpoint, par Ingrid Weckert
This Age of Conflict (L'ère du conflit), par Ivor Benson
The Source and Technology of Illegitimate Power (La source et la technologie du pouvoir illégitime)
The Zionist Factor (Le facteur sioniste), par Ivor Benson

The French Revolution (La révolution française), par Nesta Webster
The Strength of Samson (La force de Samson), par Michael H. Brown
The Secret of Life (Le secret de la vie), par Georges Lakowsky
The Impeachment of Man (La mise en accusation de l'homme), par Savitri Devi
The Life of An American Jew in Racist, Marxist Israel (La vie d'un juif américain dans un Israël raciste et marxiste), par Jack Bernstein
La collection « Guerre et guerriers » :

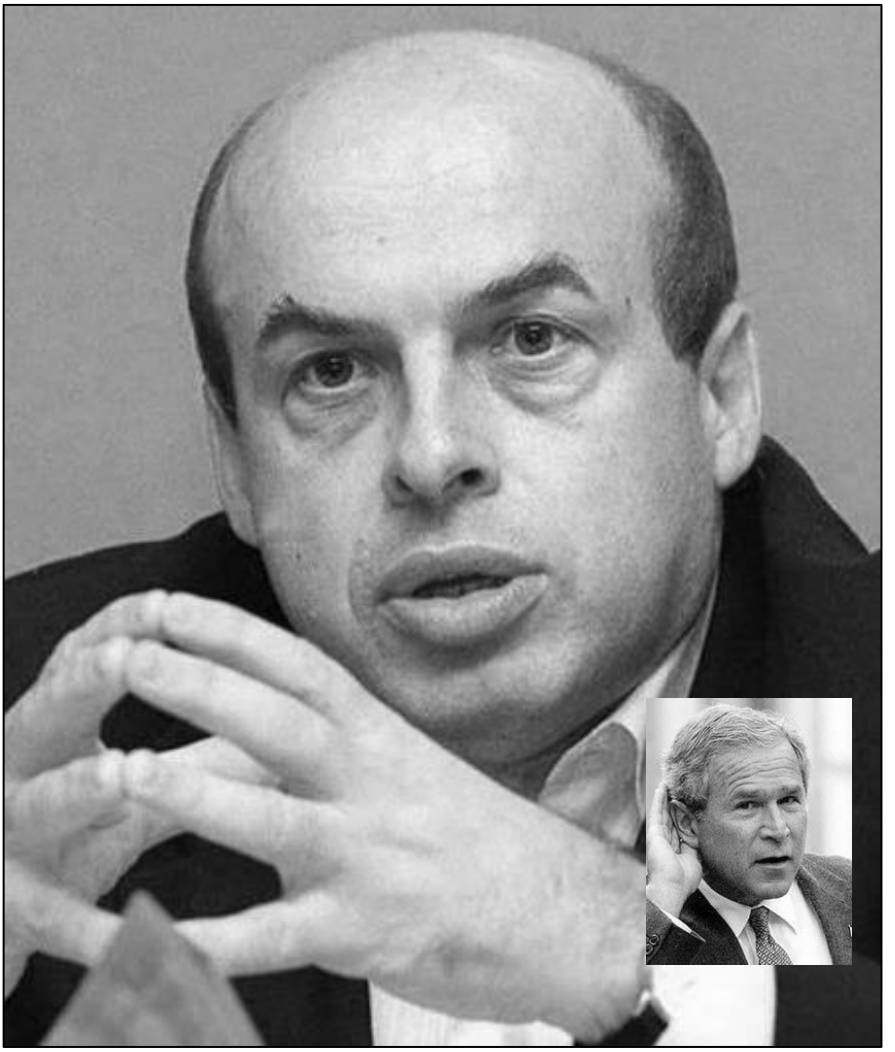
- *The Red Knight of Germany* (Le chevalier rouge de l'Allemagne), par Floyd Gibbons
- *The Cruise of the Raider* (La croisière du raider), par Roy Alexander
- *With Rommel in the Desert* (Avec Rommel dans le désert), par Heinz Schmidt
- *The Life & Death of the Luftwaffe* (La vie et la mort de la Luftwaffe), par Werner Bomback
- *The Cross of Iron* (La Croix de fer), par Heinrich
- *Stuka Pilot*, par Hans Rudel
- *Panzer Leader*, par le général Guderian

From Moscow to Berlin, par le général Joukov
Commander Extraordinaire, (Otto Skorzeny), par Charles Foley
The Forced War (La guerre forcée), par David Hoggan
The Myth of the New History (Le mythe de la nouvelle histoire), par David Hoggan
Campaign in Russia (Campagne en Russie), par Leon Degrelle
Epic : The Story of the Waffen SS, par Leon Degrelle
Hitler : Born at Versailles, par Leon Degrelle – les volumes deux et trois ont été traduits et devaient être produits avant la destruction de l'Institute for Historical Review.
A Primer on Money, par Wright Patman
The Last Days of the Romanovs, par Robert Wilton
Behind Jonestown, par Ed Dieckmann
The Confessions of Kurt Gerstein (Les confessions de Kurt Gerstein), par Henri Rocques
Germany Reborn, par Herman Goering
Senator Joe McCarthy : The Story of A Great Patriot (L'histoire d'un grand patriote), par Larry Lent
Profiles in Populism, par Willis A. Carto
Populism vs. Plutocracy, par Willis A. Carto – version élargie de *Profiles in Populism*
Conspiracy Against Freedom A Populist Bibliography, par Robert Hilton Weems

Getting Elected : A Populist Guide
The Dissolution of Eastern European Jewry (La dissolution des juifs d'Europe de l'Est), par Walter Sanning
The Man Who Invented Genocide (L'homme qui a inventé le génocide), par James J. Martin
Auschwitz : A Judge Looks at the Evidence, par Wilhelm Stäglich
The Auschwitz Myth (Le mythe d'Auschwitz), par Wilhelm Stäglich
A Revisionist Bibliography, par Keith Stimeley
Can You Survive, par Robert DePugh
Katyn, par Louis Fitzgibbon
Imperium, par Francis Parker Yockey
Rudolf Hess : Prisoner of Peace (Prisonnier de la paix)
Survival and Leaderless Resistance, par Liberty Lobby
Looking Forward – carte pour les affaires politiques conservatrices dans la période post-Goldwater
The How – Liberty Lobby's record of its political aims (Le comment – les objectifs politiques du Liberty Lobby)
Ambush at Medina : The Murder of Gordon Kahl (L'assassinat de Gordon Kahl)
A World Effectively Controlled by the United Nations (Un monde effectivement contrôlé par les Nations Unies)
The Newstates Constitution, édité par le Colonel Dall
Spotlight sur les Bilderbergers
Inside the Bilderberg Group (en anglais)
The Disaster That is GATT (Le désastre du GATT), par Trisha Katson
The Sovereignty Proposal (La proposition de souveraineté), par Ken Bohnsack
How to Maximize Your Estate Planning Options (Comment maximiser vos options de planification successorale)
How to Probate Proof Your Estate (Comment mettre votre succession à l'abri de l'homologation)
How to use the Taxpayer Bill of Rights (en anglais)
The Medical Monopoly vs. Your Freedom of Choice (Le monopole médical contre votre liberté de choix)
Will the New Technology Take With Your Liberty ? (La nouvelle technologie vous privera-t-elle de votre liberté ?)
The Secret Plan to Uproot the US Constitution (Le plan secret pour déraciner la Constitution des États-Unis)
Drugs, Banks & Money Laundering (drogues, banques et blanchiment d'argent)
What a One World Government Will Mean for America (Ce qu'un gouvernement mondial unique signifiera pour l'Amérique)

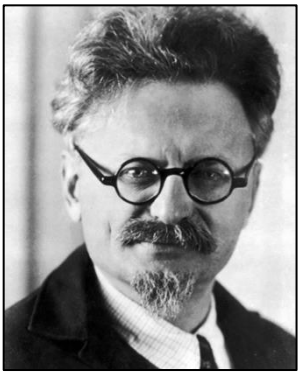
Origins of the Balfour Declaration (Origines de la déclaration Balfour), par James J. Malcolm
Coup d'État : The ADL Scheme to Seize Control of Latin America (Le plan de l'ADL pour prendre le contrôle de l'Amérique latine)
The Six Million Reconsidered (Les six millions reconsidérés), par William Grimstad
The Road Back : A Survival Guide
100 Best of The SPOTLIGHT – deux volumes 1986 et 1987
108 Astounding Stories by The SPOTLIGHT (108 Histoires étonnantes de *Spotlight*)

SECTION PHOTOS

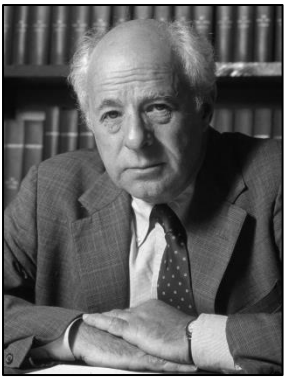


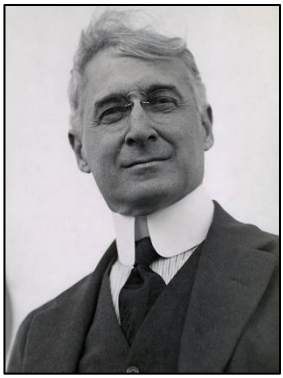
Natan Sharansky, né en Union soviétique, courtier en puissance en Israël et principal porte-parole du sionisme mondial, est l'un des principaux conseillers des influents « néo-conservateurs » trotskistes américains. Plus important encore, Sharansky est également le mentor intellectuel de la chèvre de Judas la plus puissante et la plus dangereuse du monde, George W. Bush (à droite), qui (de son propre aveu) écoute attentivement ce que Sharansky lui dit de faire. Scion d'une dynastie corrompue impliquée depuis plus d'un siècle dans des affaires d'armement, de chicanes d'entreprises et d'intrigues de renseignement, Bush est particulièrement malléable entre les mains de ses maîtres, précisément parce qu'il est un fanatique religieux qui vénère le sionisme et croit apparemment qu'il est dirigé par Dieu.

La tradition du nationalisme « America First » et de l'opposition à l'ingérence des États-Unis à l'étranger a été maintenue jusqu'au milieu du XXe siècle par des personnalités telles que deux éminents sénateurs américains, Robert La Follette (R-Wis.) et Burton Wheeler (D-Mont.) – en haut à gauche et au centre – qui se sont associés en 1924 en tant que candidats à la présidence et à la vice-présidence du Parti progressiste. Avant la Seconde Guerre mondiale, le célèbre aviateur Charles A. Lindbergh (en haut à droite) s'est imposé comme l'un des principaux porte-parole nationalistes, luttant contre les manœuvres du lobby juif, allié aux forces pro-britanniques, visant à entraîner l'Amérique dans la Seconde Guerre mondiale. L'un des principaux théoriciens nationalistes américains de l'époque, Lawrence Dennis (en bas à gauche), a été accusé de « sédition » pour avoir combattu l'administration belliciste de Franklin Roosevelt. Inspiré par d'anciens nationalistes américains, Willis A. Carto (ci-dessous au centre) – un ami de Dennis – a maintenu le mouvement nationaliste en vie malgré les tentatives acharnées de destruction de Carto et de son œuvre. Suivant la voie tracée par Carto à travers le Liberty Lobby, l'institution populiste de Washington, Pat Buchanan (ci-dessous à droite), pilier de longue date du Parti républicain, a quitté le GOP et s'est imposé, au moins pour un temps, comme une voix nationaliste franche dans l'arène électorale.

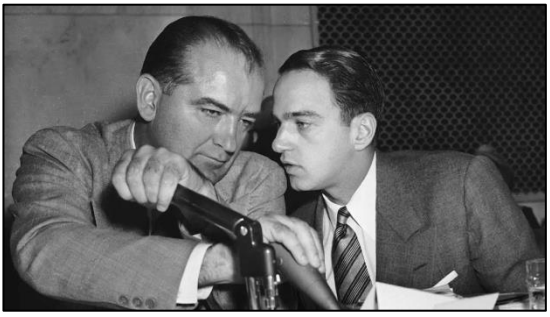


La rupture entre Joseph Staline (ci-dessus à gauche) et son ancien allié bolchevique, Léon Trotski (ci-dessus au centre), a jeté les bases de la montée d'un élément communiste trotskiste aux États-Unis (en grande partie juif) qui a évolué vers le mouvement « néo-conservateur » moderne. Aujourd'hui, ces néo-conservateurs trotskistes constituent l'avant-garde du mouvement sioniste en Amérique. À l'époque de la guerre froide, le clivage entre les nationalistes russes purs et durs entourant Staline et leurs ennemis sionistes-trotskistes a commencé à déborder dans l'arène politique américaine, mais la plupart des nationalistes et anticommunistes américains n'ont pas compris cette division, précisément parce qu'ils étaient manipulés par les chèvres de Judas sionistes. Parmi les nationalistes américains qui ont appris la vérité sur la division entre les staliniens et les sionistes, on trouve feu DeWest Hooker (en haut à droite), dont les propres révélations figurent dans *Les chèvres de Judas – L'ennemi intérieur*. Irving Kristol (en bas à gauche) et Norman Podhoretz (en bas au centre) ont fait partie des premiers trotskistes juifs des États-Unis qui ont orchestré le passage à ce que l'on appelle le néo-conservatisme. Avec le fils de Kristol, William Kristol (en bas à droite), ils comptent parmi les propagandistes sionistes les plus influents d'aujourd'hui.

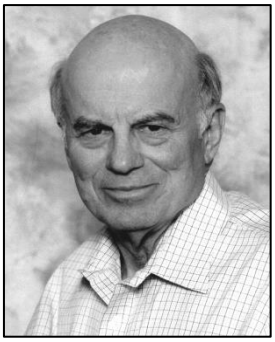


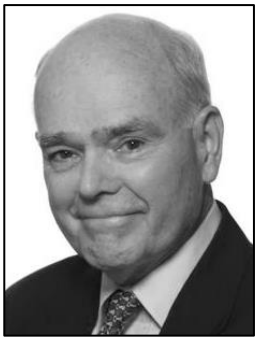


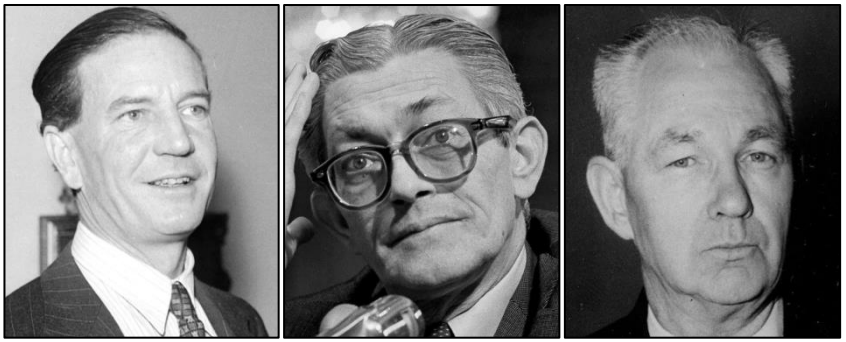
L'« homme d'État » juif Bernard Baruch (ci-dessus, à l'extrême gauche), un profiteur de guerre, n'a jamais cessé de rechercher le pouvoir. Pendant la guerre froide, alors que les ennemis trotskistes de Joseph Staline s'imposaient aux États-Unis, Baruch et Louis Rosenstiel, roi de l'alcool lié à la mafia juive – ci-dessus (à gauche) avec son ami intime, le directeur du FBI J. Edgar Hoover (à droite) – ont créé la Ligue juive américaine contre le communisme (AJLAC), dans le but d'entraîner les États-Unis dans une guerre ouverte contre l'URSS ou la Chine, voire les deux à la fois. L'AJLAC était une association trotskiste-sioniste. Des preuves choquantes indiquent que le sénateur Joseph McCarthy a été instigué et manipulé par l'agent de l'AJLAC, Roy Cohn, qui a été installé en tant que « gestionnaire » de McCarthy. (Les deux sont représentés ci-dessous à gauche). Ces faits jettent une lumière nouvelle sur la période où les sionistes et les trotskistes attisaient l'hystérie de la guerre froide en Amérique, au moment où les nationalistes russes antisionistes montaient en puissance dans le système de renseignement militaire soviétique. Pendant ce temps, l'ami intime de Cohn, le chef du FBI Hoover (qui recevait des avantages financiers de Rosenstiel de l'AJLAC) contrôlait effectivement le Parti communiste américain par l'intermédiaire d'un informateur, Morris Childs (en bas à droite), un juif antistalinien, haut responsable du Parti.



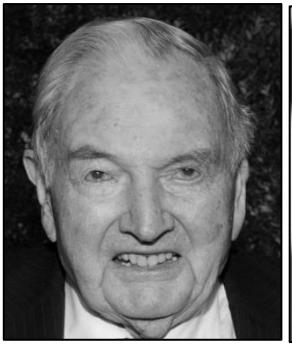
Marvin Liebman, un juif communiste devenu un des canonniers de la résistance sioniste en Palestine, a travaillé assidûment à l'époque de la guerre froide pour étouffer le nationalisme américain traditionnel au nom d'un « nouveau » conservatisme. Liebman est représenté (en haut à gauche) avec son protégé le plus connu, William F. Buckley, Jr. Après avoir créé le magazine *National Review*, largement perçu aujourd'hui comme une « façade » pour des éléments de la CIA, Buckley a enrôlé une foule d'« anciens » trotskistes, au premier rang desquels James Burnham (en haut à droite), comme arbitres de ce qui était une pensée « responsable » pour les conservateurs. Cela a préparé le terrain pour l'infiltration de la cause « conservatrice » par les trotskistes et leurs alliés sionistes. Parmi les autres personnages de la sphère d'influence Liebman-Buckley, citons Richard Viguerie (en bas à gauche), qui a fait fortune en faisant les poches des patriotes grâce à des campagnes de publipostage, l'aventurier Robert K. Brown (en bas au centre), fondateur du magazine *Soldier of Fortune*, fervent défenseur de la cause sioniste, et l'omniprésent Lee Edwards (en bas à droite), qui vante aujourd'hui les mérites d'un musée destiné à honorer les « victimes juives du communisme », ignorant apparemment le fait que la plupart des bouchers de l'État policier communiste étaient juifs.

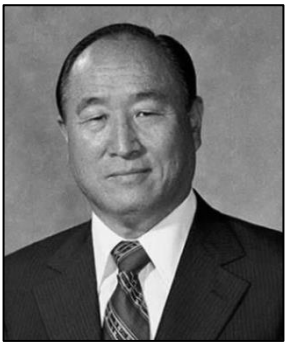




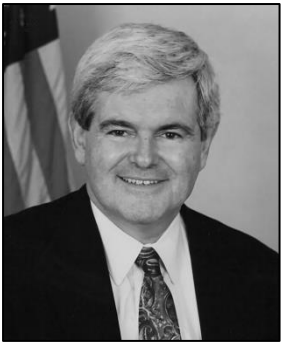
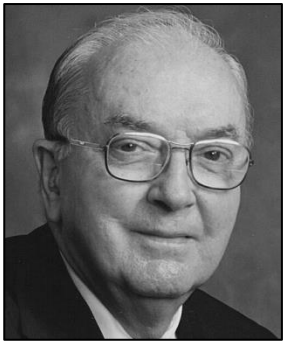
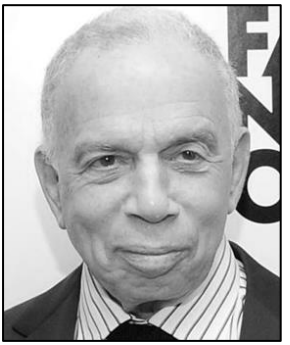


Le célèbre espion britannique du KGB, Kim Philby (ci-dessus à gauche), a joué le rôle d'agent double au sein même du KGB pour le compte du service de renseignement israélien, le Mossad. Cela se passait à une époque où le clivage entre les nationalistes russes et les éléments sionistes s'intensifiait à l'intérieur de la Russie, au début de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. Ce n'est pas une coïncidence si Philby était un ami proche du haut fonctionnaire américain de la CIA James Jesus Angleton (ci-dessus au centre), un allié dévoué du Mossad au sein de la CIA. Entre autres fantaisies, Angleton défendait la théorie selon laquelle un assassin communiste avait tué le Président John F. Kennedy, un thème repris par Robert Welch (en haut à droite), fondateur de la John Birch Society (JBS). Suivant la ligne d'Angleton, la JBS a soutenu l'idée qu'Israël était un rempart contre l'expansionnisme soviétique. La JBS a bénéficié d'une publicité exceptionnellement large dans les médias américains contrôlés. Les soi-disant « néo-conservateurs », tels que les sionistes purs et durs Richard Perle, Paul Wolfowitz et I. Lewis Libby (ci-dessous de gauche à droite), se sont fait l'écho de la ligne Angleton-Birch, qui est devenue le fondement de leur promotion au sein de l'appareil conservateur (et républicain) de l'establishment de la sécurité nationale, des groupes de réflexion, des fondations et d'autres groupes de pression chargés de l'élaboration des politiques.

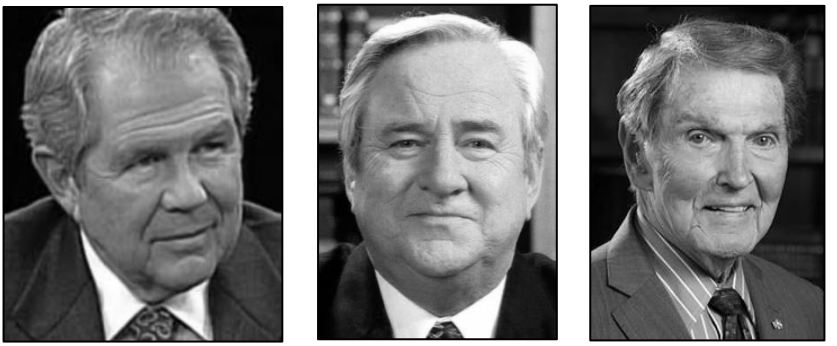




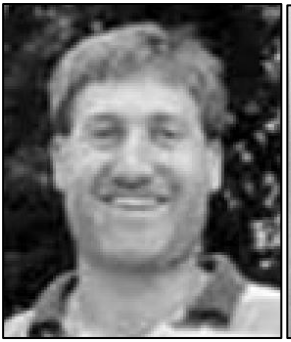
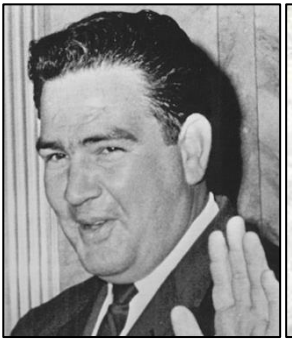
Les frères milliardaires Rockefeller, David et Nelson (ci-dessus à gauche et au centre), étaient les ennemis des nationalistes traditionnels dans les rangs du Parti républicain et, en alliance avec la famille Rothschild, ils ont encouragé les politiques internationalistes par l'intermédiaire de groupes tels que Bilderberg et le Council on Foreign Relations (une branche « junior » du Royal Institute of International Affairs de Londres, financé par les Rothschild). Dans une brillante manœuvre tactique visant à saper le nationalisme traditionnel, les Rockefeller ont financé les entreprises politiques américaines de Sun Myung Moon (ci-dessus à droite), le chef de la secte coréenne. Moon a créé le journal « conservateur » *Washington Times* et un réseau de trafic d'influence qui l'entoure, distribuant de l'argent aux dirigeants conservateurs et les incitant à se tourner vers l'internationalisme. Bien qu'il se présente comme un conservateur, le représentant Newt Gingrich (R-Ga.) – en bas à gauche – était un « républicain Rockefeller » qui s'est hissé au pouvoir grâce à un accord secret avec le journal libéral *Washington Post*. Le sénateur Jesse Helms (R-N.C.) – en bas au centre – a fait volte-face, devenant internationaliste et soutenant fébrilement Israël après que le baron milliardaire des médias S. I. Newhouse (en bas à droite) est venu à la rescousse de Helms, intervenant et réduisant le flux d'argent sioniste vers l'adversaire de Helms pour sa réélection.

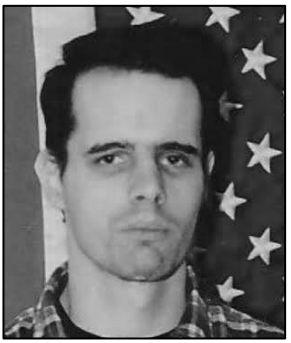
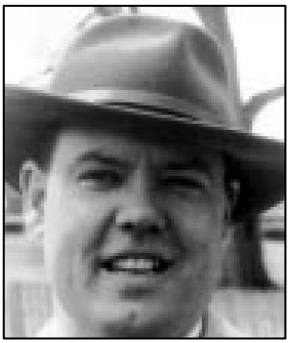




Bien que Rupert Murdoch (en haut à gauche), né en Australie, ait gagné des milliards à la tête du géant mondial des médias News Corporation, société mère de Fox News, le réseau de propagande pro-sioniste à l'esprit impérialiste éhonté, on sait depuis longtemps que Murdoch et son empire médiatique ont été essentiellement « créés » par une manœuvre conjointe de mécènes sionistes milliardaires encore plus riches, dont lord Jacob Rothschild de Londres (en haut au centre) et le roi de l'alcool Edgar Bronfman de Montréal (en haut à droite). Comme Murdoch, aujourd'hui citoyen américain, Bronfman – qui a longtemps dirigé le Congrès juif mondial – détient une participation majoritaire dans l'empire médiatique Time-Warner et a utilisé son rayonnement pour promouvoir avec enthousiasme les multiples entreprises de propagande pro-israélienne de l'évangéliste télévisuel Tim LaHaye (en bas à droite). Des faux prophètes pro-sionistes tels que Pat Robertson et Jerry Falwell (en bas à gauche et au centre) bénéficient d'une publicité précieuse dans les médias contrôlés par les sionistes, précisément parce qu'ils sont des chèvres de Judas qui incitent les chrétiens à soutenir la cause sioniste, au point même de prendre le parti d'Israël au détriment de leurs coreligionnaires arabes. (Pour plus de détails sur la manière dont ces chèvres de Judas « chrétiennes » agissent au nom du sionisme, voir *The High Priests of War* (Les grands prêtres de la guerre) de Michael Collins Piper).

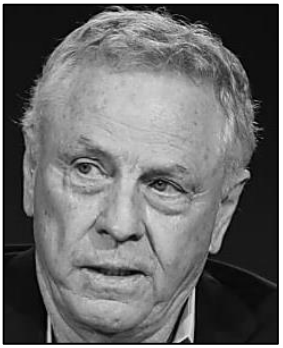


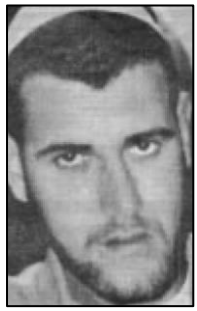
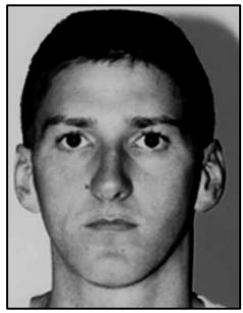
Delmar Dennis (en haut à gauche) était un informateur du FBI au sein du Ku Klux Klan dans le Mississippi et a été plus tard félicité par la John Birch Society pour ses contributions au nom du FBI. Dans un autre groupe du Klan, le chef, Bill Wilkinson (en haut au centre), était un informateur précieux du FBI dont les responsables lui disaient qu'il était « acceptable » de condamner les Noirs, mais jamais les juifs. Un autre informateur du FBI dans une unité du KKK, Gary Rowe (ci-dessus à droite, caché derrière un masque lors de sa déposition devant le Congrès), a été à plusieurs reprises l'instigateur de violences commises par le Klan, notamment le meurtre de Viola Liuzzo, une militante des droits civiques. Sous le pseudonyme de « Jimmy Anderson », James Rosenberg (en bas à gauche), employé de l'Anti-Defamation League (ADL), est devenu un important agitateur du KKK et des « néo-nazis », organisant des rassemblements « haineux » dont la presse s'est largement fait l'écho. Ce n'est que plus tard que ce jeune juif a été démasqué en tant qu'agitateur de l'ADL. Alton Roberts (ci-dessous au centre), membre du KKK, et son frère ont été payés 36 500 dollars par A. I. Botnick, chef de l'ADL à la Nouvelle-Orléans, pour piéger un autre membre du KKK dans un « coup monté » qui a conduit à l'assassinat de Kathy Ainsworth (ci-dessous à droite), une enseignante âgée de 26 ans. Les liens étroits entre Botnick et Guy Banister, ancien membre du FBI (et agent de la CIA), qui a utilisé Lee Oswald, l'accusé de l'assassinat de JFK, comme « enquêteur » de l'ADL, n'ont jamais été suffisamment étudiés.

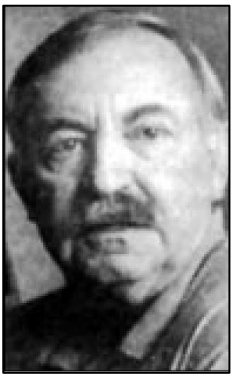



Le regretté nationaliste très estimé Sam Francis (ci-dessus à gauche) a été l'un des premiers à suggérer que l'immigrant allemand parlant l'hébreu Andreas Strassmeir (ci-dessus au centre) – qui se présentait comme un « néo-nazi » – était une sorte d'informateur infiltré dans le complot de l'attentat à la bombe d'Oklahoma City. Lorsque *The Spotlight* a affirmé avec force que Strassmeir était précisément cela, de nombreux nationalistes ont refusé de croire qu'« Andy l'Allemand » était une chèvre de Judas, puisque Strassmeir était chaleureusement soutenu par son ami proche, le prétendu « avocat nationaliste » Kirk Lyons (ci-dessus à droite). Les enquêteurs ont depuis trouvé des preuves que Strassmeir était bien un informateur du Southern Poverty Law Center de Morris Dees (en bas à gauche). On sait également que la Ligue anti-diffamation, dirigée par Abe Foxman (ci-dessous au centre), surveillait l'ami de Strassmeir, Tim McVeigh, qui a avoué avoir commis un attentat à la bombe, pendant plus d'un an avant l'attentat. L'apparent « gestionnaire » de Strassmeir, Kirk Lyons, était également un ami proche de l'énigmatique Don Wassall (ci-dessous à droite), qui a fait disparaître le Parti populiste, et l'avocat de ce dernier. Michael Collins Piper a un jour confronté publiquement Lyons devant un tribunal fédéral, l'accusant d'être un atout du FBI. (Voir page 345 pour une description de la réponse hystérique, étrange et assez révélatrice de Lyons).

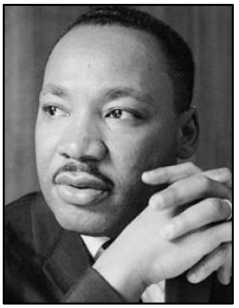
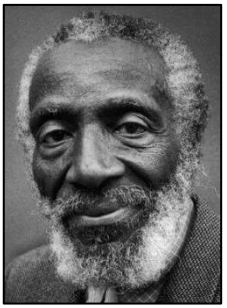
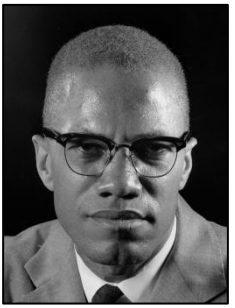


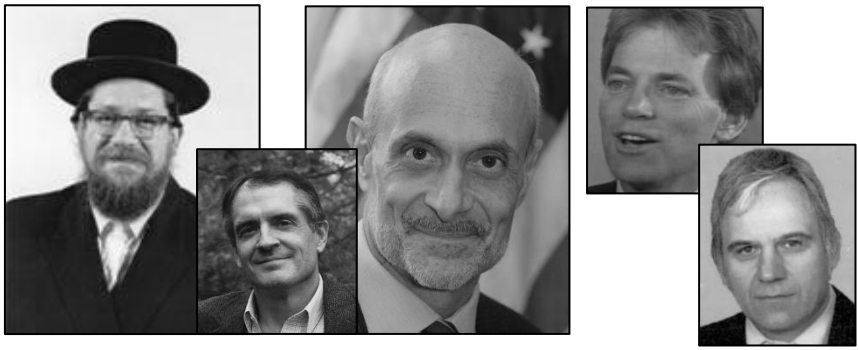



Deux OSWALDS – Deux McVEIGHS ? Dix jours après l'attentat d'Oklahoma, un terroriste israélien de « droite », Sharon Toval, 28 ans, a été arrêté à New York et expulsé vers Israël. La seule photographie connue de Toval (en haut au centre) montre une personne qui, sans sa barbe et sa moustache, pourrait être confondue par un étranger avec l'auteur présumé de l'attentat, Tim McVeigh (en haut à droite). Il ressemble également à la célèbre image de « John Doe No. 1 » (en haut à gauche) que les autorités ont initialement diffusée après l'attentat et qui a été utilisée pour impliquer McVeigh. En fait, les avocats de McVeigh auraient envisagé la possibilité que des « terroristes de droite » d'Israël aient joué un rôle dans l'attentat. Cette carte postale (ci-dessous) représentant une célèbre photographie de l'époque de la Grande Dépression, intitulée *Black Sunday* (qui était le nom d'un film hollywoodien bien connu de 1977 sur le terrorisme), a été postée – à l'intérieur d'une enveloppe adressée à la main – au bureau de Washington du journal *The Spotlight* d'Oklahoma City le 17 avril 1995 (voir le cachet de la poste en médaillon), deux jours avant l'attentat. La légende originale de la photo indiquait : « Tempête de poussière en approche... 14 avril [19]35 ». La carte postale est arrivée au *Spotlight* le lendemain de l'attentat et a été immédiatement remise au FBI, qui cherchait davantage à impliquer le *Spotlight* dans l'attentat qu'à enquêter sur l'expéditeur de la carte, ce qui indiquait clairement qu'il connaissait l'attentat à l'avance. L'écriture sur l'enveloppe n'était pas celle de McVeigh ou de son co-conspirateur présumé, Terry Nichols. L'existence de la carte est la preuve irréfutable d'un très grand complot des Chèvres de Judas dirigées par les sionistes, visant à impliquer les forces antisionistes dans cette horrible tragédie.

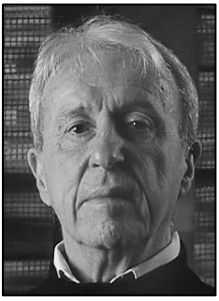


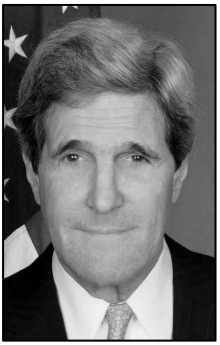
Pendant des décennies, Roy Bullock (ci-dessus à gauche) a été le principal agent secret de la Ligue anti-diffamation (ADL) du B'nai B'rith, la branche américaine de propagande, de lobbying et de renseignement de l'agence de services clandestins d'Israël, le Mossad. Le supérieur de Bullock était Irwin Suall (ci-dessus au centre), longtemps chef de la division « recherche des faits » de l'ADL. Bullock a été publiquement démasqué pour la première fois en tant qu'espion de l'ADL dans un article de Michael Collins Piper publié dans l'hebdomadaire de Liberty Lobby, *The Spotlight*, mais il a fallu attendre des années avant que le travail de Bullock pour l'ADL ne soit confirmé par les autorités enquêtant sur les activités criminelles de l'ADL. Sanford Griffith (ci-dessus à droite) est un autre agent de longue date de l'ADL. Il a également servi avant et pendant la Seconde Guerre mondiale en tant qu'espion de haut niveau pour le compte des services secrets britanniques. Trois victimes éminentes de l'espionnage de l'ADL (ci-dessous, de gauche à droite) : Martin Luther King Jr, que l'ADL considérait comme un « électron libre », selon un ancien responsable de l'ADL ; l'ami de Martin Luther King, le populaire comique, critique social et enquêteur sur les assassinats Dick Gregory ; et le leader nationaliste noir Malcolm X, qui s'est plaint de l'espionnage de l'ADL auprès de son mentor, le fondateur de la Nation de l'Islam Elijah Muhammed (non représenté sur la photo). L'ADL a espionné des milliers de personnes et a transmis les données au FBI.



Le rabbin Meyer Schiller (en haut à gauche) se vante que son association étroite avec le « nationaliste » Jared Taylor (en médaillon) a contribué à atténuer l'opposition au sionisme parmi les nationalistes américains. Taylor, un homme de Yale – dont la femme avait une relation de travail amicale avec le chef des espions de l'ADL, Irwin Suall – se promenait au Ghana lorsque ce pays intéressait particulièrement la CIA et le Mossad. Aujourd'hui, Taylor cherche à « dénazifier » le mouvement nationaliste. Michael Chertoff (en haut au centre), dont la mère a travaillé pour les services secrets israéliens, est aujourd'hui chargé de la « sécurité intérieure » des États-Unis. Auparavant, alors qu'il occupait un poste de premier plan au Département de la Justice, Chertoff a orchestré de fausses accusations criminelles à l'encontre de deux critiques virulents du soutien américain à Israël : l'ancien représentant de l'État de Louisiane David Duke (en haut à droite) et le représentant américain de l'époque Jim Traficant (D-Ohio) (en haut à droite sous D. Duke). On sait aujourd'hui que feu Malachi Martin (ci-contre) a été un espion au Vatican (au début des années 1960) pour le compte de la Ligue anti-diffamation et de l'American Jewish Committee (AJC). Ami proche et collaborateur de William F. Buckley Jr, un actif de la CIA, Martin écrivait régulièrement pour la revue *Commentary* de l'AJC (qui faisait également la promotion des travaux de Jared Taylor). Ce magnifique berger allemand, Charlie (ci-contre), a été écrasé par des policiers qui faisaient une descente au domicile du fondateur du Liberty Lobby, Willis Carto. Les agresseurs de Charlie agissaient illégalement sous la direction d'un policier « ripou » qui était un actif connu de l'ADL. Charlie, aujourd'hui décédé, était une bien meilleure créature que n'importe quelle chèvre de Judas à deux pattes.

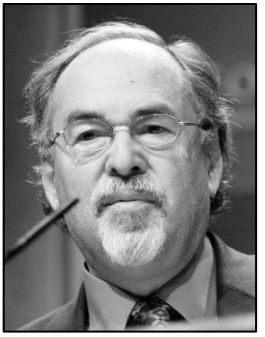




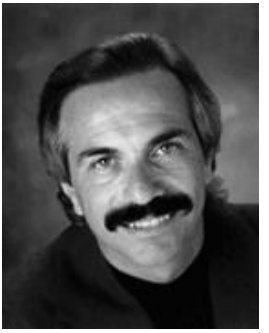
Un ensemble de preuves suggère que non seulement Bill et Hillary Clinton (ci-dessus à gauche et au centre), mais aussi le sénateur John Kerry (D-Mass.) (ci-dessus à droite) étaient depuis longtemps des agents secrets de la CIA. Bill Clinton était (et Kerry était presque certainement) un informateur de la CIA dans le mouvement contre la guerre du Vietnam. Comme son mari, Hillary a participé au trafic d'armes et de stupéfiants de la CIA à partir de Mena, en Arkansas, un point névralgique de l'affaire Iran-Contra initiée par Israël. Hillary a également participé à l'armement secret de l'Irak à l'époque où les États-Unis et Israël « penchaient » en faveur de l'Irak pendant la guerre Iran-Irak. Allard Lowenstein (en bas à gauche) était un héros du mouvement anti-guerre dans les années 1960, mais il s'est avéré qu'il était à la fois un informateur de la CIA et un atout du Mossad israélien. Lors de l'élection présidentielle de 1940, des agents britanniques et sionistes ont imposé Wendell Willkie (en bas au centre) au GOP, de la même manière que des éléments sionistes pro-guerre d'Irak ont propulsé John Kerry à l'investiture démocrate en 2004. Cela répondait au besoin des sionistes de voir les deux grands partis présenter des candidats favorables à la guerre lors de ces deux élections cruciales. Aujourd'hui, le milliardaire sioniste prédateur George Soros (en bas à droite) finance des groupes « progressistes » dissidents pour s'assurer qu'ils ne s'écartent pas du droit chemin : achetés et payés, ils constituent l'opposition contrôlée classique.

Une galerie de chèvres de Judas dans les médias « conservateurs ». Il ne s'agit là que de quelques-unes des voix les plus flagrantes de l'internationalisme sioniste, mais il y en a beaucoup d'autres.

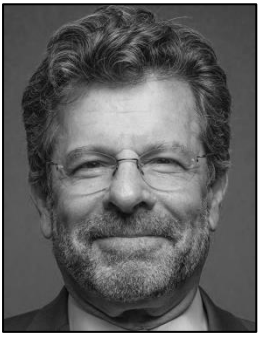
Suzanne Fields



David Horowitz

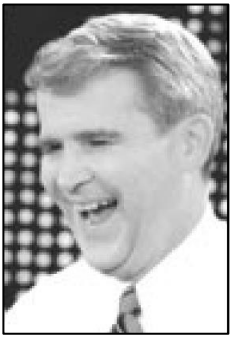


Joseph Farah



Clifford May

Michelle Malkin

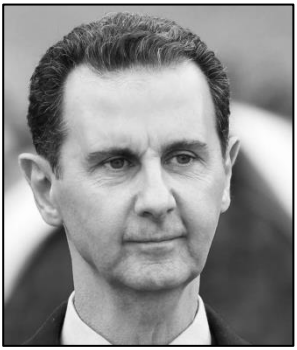


Oliver North

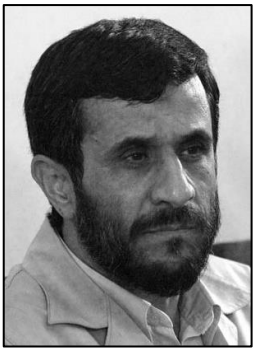
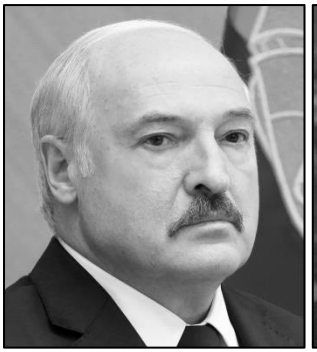
Linda Chavez

Arnold Beichman

Mona Charen



Le puissant Président russe Vladimir Poutine, le très éloquent Président vénézuélien Hugo Chavez et le discret mais persévérant Président syrien Bashar al-Assad (ci-dessus, de gauche à droite) sont tous des cibles de choix pour les trotskistes néo-conservateurs sionistes qui gouvernent aujourd'hui l'Amérique sous le régime de George W. Bush. Ces trois dirigeants nationalistes, qui représentent l'opposition au rêve sioniste d'un « nouvel ordre mondial », ont été accusés d'« antisémitisme », une accusation qui a été portée contre certains des meilleurs et des plus brillants savants, hommes d'État, philosophes et chefs religieux de l'histoire, toutes races et croyances confondues. Parmi d'autres personnalités de premier plan sur la scène internationale, le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad et le Président biélorusse Alexandre Loukachenko (ci-dessous à gauche et au centre) sont également dans le collimateur de l'élite ploutocratique assoiffée de pouvoir. Mahathir Mohamad (en bas à droite), ancien Premier ministre malaisien de longue date, est un porte-parole majeur – et très respecté – de l'opposition mondiale à l'impérialisme sioniste, qui fait aujourd'hui sentir sa puissance par l'exploitation abusive de la puissance militaire et économique américaine. La vague nationaliste de l'avenir qui déferle sur la planète finira par submerger le sionisme et toutes ses chèvres de Judas.

UNE LETTRE DE L'AUTEUR...

Michael Collins Piper
P.O. Box 15728
Washington, DC 20003
Courriel : piperm@lycos.com

Chers amis,

Bien que mes livres précédents aient été considérés comme « controversés » parce que je remettais en question le pouvoir du sionisme en Amérique, ce dernier ouvrage, *Les chèvres de judas*, semble être celui qui dérangera certains patriotes...

Certains qui ont lu des copies préliminaires de ce livre ont été troublés par le fait que j'ai suggéré que certaines personnes – généralement considérées comme des « patriotes » – sont plutôt des chèvres de Judas qui mènent les vrais patriotes à l'abattoir. Je ne m'excuse pas. Je dis les choses telles que je les vois, en me basant sur les preuves....

À ceux qui disent que je suis « paranoïaque » ou que je « deviens conspirateur », je m'empresse d'ajouter que j'ai été la première personne à mettre par écrit l'accusation selon laquelle Roy Bullock était un agent infiltré de l'ADL. Il a fallu près de huit longues années pour que la vérité éclate enfin. J'avais raison.

Et lorsque j'ai accusé Andreas Strassmeir – aidé par son ami et gestionnaire Kirk Lyons – d'être un informateur sous couverture, j'ai été attaqué de manière hystérique par beaucoup de gens qui refusaient de croire que ces deux-là étaient autre chose que les « nationalistes » qu'ils se proclamaient être. Aujourd'hui, la vérité a éclaté – trop tard pour ces bons Américains qui se sont fait avoir par ces chèvres de Judas.

Combien de fois faudra-t-il me donner raison ? Je ne prétends pas avoir une prescience particulière en la matière, mais mes antécédents sont plutôt bons.

Merci à ceux d'entre vous qui m'ont soutenu dans des moments difficiles. Vos vœux et vos prières ont été très appréciés. Je sais que j'ai de vrais amis !

Et à ceux d'entre vous qui ont fait des dons financiers qui m'ont permis de survivre en tant qu'écrivain indépendant, je les en remercie également.

Meilleurs vœux et que Dieu vous bénisse !

Mike

Autres livres traduits ou distribués par Valérie Devon/Didi18edition.com

Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*
Arthur Butz – *La mystification du XXe siècle*
Alfred Rosenberg – *Le mythe du XXe sicèle*
Benton L. Bradberry – *Le Sale Boche raconté aux braves gens*
Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe* (épuisé)
John Gimbel – *Science, Technologie et Réparations*
Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*
Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*
Arnold Leese :

– *Les guerres de survie juives*
– *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire antijuif*
– *Meurtres rituels juifs*
– *Sottise du Gentil : les Rothschild*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable* (épuisé)
Germar Rudolf – *Déborah Lipstadt et l'holocauste* (publié chez Akribeia)
Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*
Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*
Auteur anonyme – *Quand les « victimes » dictent leurs lois (6 volumes)*
Jacqueline Berger :

– *La Philosophie universelle ou comment échapper à l'Enfer ici-bas*
– *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*
– *Les Mystères dévoilés*
– *Christianisme, invention du judaïsme*

Anonyme – *Europa, la dernière bataille – Le livre*
Denis Wise – *Adolf Hitler, la plus grande histoire JAMAIS racontée ! (Le livre)*
Henri Turner – *L'accession au pouvoir de Hitler financée par l'argent juif : mythe ou réalité ?*
Wilhelm Kammeier *:*

– *La falsification de l'histoire allemande*
– *Nouvelles preuves de la falsification de l'histoire allemande*
– *La falsification de l'histoire du christianisme primitif*

Herman Wieland – *Atlantide, Edda et Bible*
Monika Schaefer – *Pardon Maman, j'avais tort à propos de l'Holocauste*
Carlos W. Porter – *Dans mon imagination, c'était vrai* (Made in Russia : the Holocaust)
Jürgen Graf, Carlo Mattogno, Thomas Kues – *Les camps d'« extermination » de l'Aktion Reinhardt*

Gerd Schultze-Rhonhof – *1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente ans ou le grand suicide européen*

Cesare Santoro – *Quatre années d'Allemagne de Hitler vues par un étranger*

Julius Schaub – *Dans l'ombre de Hitler*

Erkki Hautamäki – *La Finlande dans l'œil du cyclone – Le dossier S-32 du maréchal C. G. E. Mannerheim Documents secrets de 1932 à 1949*

Mémoires d'Otto Wagener – Chef d'État-major de la SA de 1929 à 1932

Alfred Konder – *L'arbre généalogique d'Adolf Hitler*